

**IMPERIALISME  
ET  
ANTI-IMPERIALISME**

**VINCENT GOUYSSÉ**

Mai 2007

*Pour le 90<sup>ème</sup> anniversaire de la Révolution Socialiste d'Octobre !*

*1<sup>ère</sup> édition – Texte tiré de l'édition numérique du 11/07/2007*

*Edition augmentée de deux annexes :*

- ▶ Aperçu sur le marxisme (mai 2006)
- ▶ La « démocratie » malade : insécurité, discriminations, immigration et racisme (juin 2006)

**WWW.MARXISME.FR**

*Copyright Vincent Gouysse, avril 2008. Diffusion libre de l'édition numérique : reproduction totale ou partielle du texte autorisée pour tous les pays sous réserve d'indiquer la source. Pour la traduction, s'adresser à l'auteur.*

**Illustration de la couverture :** « Travailleurs de tous les pays et des colonies opprimées, levez-vous sous le drapeau de Lénine ! » — Affiche soviétique de 1932.

**Citations de la couverture :** Karl Marx — *A propos du système national de l'économie politique de Friedrich List* (1845) et *Discours sur le libre-échange* (1848) — Editions numériques.

**ISBN 978-1-4092-0321-6**

## PREFACE

En ce début de 21<sup>ème</sup> siècle il était temps, pour les communistes, de faire le ménage.

De compromis en compromissions, du « socialisme réel » à l'abandon de tous les outils forgés par Marx, Engels, Lénine et Staline, les communistes, le communisme, n'étaient même plus une « hypothèse ».

Il faut dire que fonder le premier Etat de Dictature du prolétariat, puis gagner la guerre contre l'armée nazie, tout cela ne rendit pas la tâche facile aux peuples et au Parti Communiste de l'Union Soviétique. On oublie trop facilement ces choses nous qui, depuis des années, vivons dans le calme apparent de la démocratie bourgeoise.

Alors il est facile, depuis des années aussi, de parler sans fin de ce que les communistes auraient du faire si...

Mais la voie de la Révolution ne commence pas par « il était une fois... », ce n'est pas un conte, ni un schéma pré-établi. Elle est tout sauf un dogme.

Et, bien sûr, les falsificateurs ne manquent pas. Du gauchiste agité en passant par toutes les teintes de ceux qui parlent de « socialisme », sans oublier l'ennemi de classe direct : la bourgeoisie ; tous s'emploient avec leurs moyens à réviser l'histoire, à brouiller les cartes. Ils étaient déjà là en Russie en Mars 1917, en 1938-1939 en France, en Mai 1968.

La voie de la Révolution est complexe, elle demande de la rigueur pour soi, comme envers les autres. Elle requiert de l'étude et de l'engagement. De la théorie et de la pratique. De prendre des risques et d'être apte à les mesurer.

L'auteur de cet ouvrage nous livre ce qui nous manquait. Un outil précieux pour comprendre le monde d'aujourd'hui. Un outil précieux donc pour transformer ce monde.

De bout en bout la démarche est rigoureuse. On part des faits, on les passe au crible des outils du matérialisme dialectique, on élabore un axe de travail. La suite ? : Passer à l'action pour écrire l'histoire, pour la faire.

Voici donc entre nos mains ce qui doit d'abord être consciencieusement étudié, si possible à plusieurs, car rien de plus stimulant que la discussion et la contradiction. Sans théorie révolutionnaire, pas d'action révolutionnaire.

Et l'action justement ? Qu'est-ce un communiste sinon une personne qui engage sa vie dans un acte volontaire, celui de vouloir renverser cet Ordre qui broie, hommes, femmes, consciences, de part le monde.

Alors, et l'auteur nous le dit, dans cette époque de guerre et de crise sans précédent du capital financier, l'organisation des communistes revêt le caractère d'une nécessité vitale.

Pour n'avoir pas résolu correctement la question de l'édification du parti communiste, nos camarades allemands des années 20 du siècle passé, nos camarades indonésiens plus tard l'ont payé, par centaines de milliers, de leur vie. Pour le peuple allemand on connaît la suite, pour l'Indonésie aussi. Et nous ne sommes pas à l'abri de cette éventualité tant le degré d'anéantissement idéologique auquel recourt la bourgeoisie rend toujours plus actuel le mot d'ordre « socialisme ou barbarie ».

Nous savons, aussi, désormais ou conduit la ... « troisième voie » : soit au cimetière, soit à la collaboration réformiste.

L'auteur nous donne les clés pour comprendre notre époque. Un des nôtres, le Communard Jules Vallès, résuma parfaitement les sauts qualitatifs nécessaires pour passer de la révolte à la révolution.

Ces deux voix assemblées puissent-elles résonner encore auprès de ceux qui choisiront de vivre leurs rêves de justice armés de l'indispensable « manteau glacé de la raison ».

*« J'aime ceux qui n'ont en partage que leur rage et leur dégoût. Ceux là n'ont pas besoin d'espoir pour se battre.*

*J'aime ceux qui habillent leur rage et leur dégoût du manteau glacé de la raison. Ceux-là n'ont pas besoin de chance pour l'emporter.*

*J'aime ceux qui vêtent la raison des fleurs éparpillés de leurs rêves. Ceux là n'ont pas besoin de dieux pour bâtir. »*

Jules Vallès, 1881.

---

G.L. — France — Avril 2008

Vive le Communisme !

# TABLE DES MATIÈRES :

## IMPERIALISME ET ANTI-IMPERIALISME

AVANT-PROPOS (p. 6)

**PARTIE 1 — IMPERIALISME ET ANTI-IMPERIALISME : RAPPELS A LA LUMIERE DU MARXISME-LENINISME (p. 8)**

**PARTIE 2 — LE SOCIAL-IMPERIALISME SOVIETIQUE : DE LA GENESE A L'EFFONDREMENT (p. 41)**

**PARTIE 3 — LE « SOCIALISME » A LA CHINOISE : SOCIALISME OU NATIONALISME BOURGEOIS ? (p. 90)**

**PARTIE 4 — LE « NON-ALIGNEMENT » ET LE TIERS-MONDISME : ARMES AU SERVICE DE L'IMPERIALISME (p. 145)**

1° Les origines et les fondements du non-alignement (p. 145)

2° Le caractère de la révolution cubaine (p. 171)

**PARTIE 5 — RIVALITES INTER-IMPERIALISTES CONTEMPORAINES : QUAND LA CHINE ENTRE DANS LA COUR DES GRANDS, LE MONDE TREMBLE (p. 190)**

1° Les fondements de la puissance économique de l'impérialisme chinois (p. 190)

2° La « gauche » et la « voie au socialisme » latino-américaines (p. 241)

**PARTIE 6 — PERSPECTIVES D'AVENIR : LA PHASE TERMINALE DE L'IMPERIALISME (p. 263)**

1° Tertiarisation et crash démographique, facteurs d'aggravation de la crise générale de l'impérialisme (p. 263)

2° Les marxistes-léninistes et leurs tâches nationales et internationales (p. 282)

NOTES (p. 333)

## ANNEXES :

APERÇU SUR LE MARXISME (p. 348)

LA « DEMOCRATIE » MALADE : INSECURITE, DISCRIMINATIONS, IMMIGRATION ET RACISME (p. 373)

# IMPERIALISME ET ANTI-IMPERIALISME

## Avant-propos

En traitant de la question générale de l'impérialisme et de la lutte à mener contre celui-ci, nous nous sommes efforcés de nous élever au-dessus des clichés habituels et de les démystifier dès qu'ils nous semblaient représenter une déformation des principes marxistes-léninistes amenant à une vision unilatérale et fragmentaire de la réalité contemporaine du système mondial de l'impérialisme.

Dans ce travail, nous avons d'emblée écarté une approche exclusivement théorique et figée, consistant dans le ressassement de principes généraux, fussent-ils justes, pour nous concentrer davantage sur leur application vivante à la réalité en mouvement — que cette réalité appartienne au passé, au présent, ou au futur —, en vue de démontrer la nécessité actuelle de l'analyse matérialiste dialectique dans la lutte pour l'unité des communistes marxistes-léninistes, conscients que cette unité est la première condition pour réaliser nos tâches révolutionnaires.

Bien entendu, vu l'immensité du champ d'investigation et vu la masse quasi-infinie de faits et de documents qui mériteraient de figurer dans une analyse de l'évolution du système mondial de l'impérialisme, prise dans ses aspects économiques, sociaux, politiques et militaires, nous avons dû nous borner à mettre en lumière ses traits les plus généraux ainsi que le moteur fondamental de son évolution. Si cette analyse générale est nécessaire pour nous aider à mettre en place le fil directeur nous guidant dans notre travail pratique, afin de ne pas travailler à l'aveuglette, il est certain que d'autres analyses complémentaires et plus approfondies seront tout aussi nécessaires pour nous aider à résoudre les problèmes particuliers du renversement du joug de l'exploitation capitaliste-impérialiste.

Outre l'analyse du caractère de révolutions dites socialistes — en Chine et à Cuba en particulier —, nous avons réservé dans cette étude une place importante à ce qui se passe actuellement en Amérique latine. D'abord parce que cela ne laisse personne indifférent. Pour beaucoup de militants de la mouvance se réclamant du communisme et de la lutte anti-impérialiste, les événements récents tendraient à prouver que les peuples d'Amérique latine seraient en train de commencer à se libérer du joug impérialiste et de prendre leur destin en main. Une étonnante unanimité règne sur cette question, et les points de divergence sont mineurs, comme nous allons le démontrer par la suite. Depuis les démocrates petit-bourgeois en passant par les altermondialistes, les trotskistes, les révisionnistes eurocommunistes et jusqu'à un grand nombre d'organisations se réclamant aujourd'hui du marxisme-léninisme, *tous* soutiennent (parfois même sans condition) ce « tournant à gauche » et voient en lui, surtout après la défaite provisoire du socialisme qui a marqué la deuxième moitié du 20<sup>ème</sup> siècle, la preuve qu'un « autre monde est possible ».

En tant que marxistes-léninistes, il nous a semblé essentiel de regarder objectivement les faits et de ne pas céder au sentimentalisme sur ces questions, d'autant qu'elles occupent une grande partie de l'actualité dite « progressiste » et « de gauche », influençant donc grandement la nouvelle génération de jeunes travailleurs qui, en butte aux agressions du monde capitaliste, en viennent à s'intéresser à la politique et au communisme.

Dans l'étude matérialiste des événements qui secouent l'Amérique latine, il nous a semblé fondamental de procéder à quelques rappels — basés sur l'expérience

négative et positive du mouvement communiste international —, rappels qui, on aura l'occasion de le voir, sont loin d'être inutiles et superflus puisqu'ils nous aideront à démontrer que si l'Amérique latine est bien en mouvement, ce n'est nullement « vers le socialisme », en tout cas avec les gouvernements qui y sont actuellement au pouvoir. C'est dans cette optique que nous expliquerons en quoi consistent les fondements de l'impérialisme, du colonialisme et du socialisme.

Nous élargirons également sensiblement notre champ d'investigations à l'analyse des traits principaux de l'évolution actuelle du système impérialiste mondial et de ses contradictions internes.

Nous montrerons ainsi comment les outils de compréhension marxistes-léninistes ont été galvaudés et déformés par les révisionnistes qui les ont transformés en outils rouillés, incapables de nous aider à comprendre la *réalité objective*, et par conséquent de nous indiquer les moyens capables de la transformer.

## **PARTIE 1 — Impérialisme et anti-impérialisme : rappels à la lumière du marxisme-léninisme**

Selon la conception matérialiste marxiste, l'essentiel, ce qui détermine la forme d'une société, c'est la reproduction de la vie immédiate, la manière dont les hommes produisent et échangent les moyens de subsistance.<sup>1</sup>

« Selon la conception matérialiste, le facteur déterminant, en dernier ressort, dans l'histoire, c'est la production et la reproduction de la vie immédiate ».<sup>2</sup>

Ce qui reproduit le prolétariat comme prolétariat et la bourgeoisie comme bourgeoisie, ce sont les rapports de production bourgeois, la propriété privée des moyens de production : le prolétariat ne possède en propre que sa force de travail qu'il vend à la bourgeoisie détentrice des moyens de production de son existence contre l'obtention des moyens nécessaires à sa survie. Mais le prolétariat n'obtient jamais plus que de quoi reproduire sa condition d'esclave salarié, tandis que la bourgeoisie renforce son monopole économique sur les moyens de production, quand bien même quand elle accorde quelques adoucissements à l'exploitation de ses esclaves. On nous dira certainement que nous énonçons des « banalités ». Pourtant, la portée pratique réelle de ces « banalités » reste inconnue des révisionnistes.

Un pays impérialiste se pose face à un pays capitaliste plus faible comme un propriétaire des moyens de production, tandis que ces pays économiquement plus faibles se posent inévitablement face à lui comme étant exclusivement possesseurs d'une force de travail. En investissant dans ces pays, l'impérialisme agit comme le capitaliste agit dans le cadre national, tandis que la bourgeoisie indigène liée à l'impérialisme — c'est-à-dire la bourgeoisie compradore — joue un rôle de contremaître et profite donc des retombées de l'exploitation des travailleurs de son pays.

Sous le capitalisme, la reproduction élargie du Capital social se fait difficilement, par à-coups et de manière disproportionnée : le territoire national offre un débouché trop étroit s'il est limité à la consommation des esclaves salariés. Pour « pallier » ces problèmes, la bourgeoisie dispose de plusieurs solutions : 1° l'augmentation de la production des objets de luxe destinés à la consommation parasitaire des classes exploiteuses, 2° la militarisation croissante de l'économie, utile autant pour diminuer la proportion des objets de consommation en surproduction relative, que pour dynamiser la consommation intérieure, puisque la production d'armes, bien que non productive, engage de nouvelles forces de travail. Ainsi, du fait du déséquilibre croissant entre production et consommation, le capitalisme a tendance à augmenter la part du Capital non productif, comparativement au Capital productif, et donc à développer les emplois non productifs. Tout ceci permet certes le plus souvent à la bourgeoisie de réaliser la reproduction élargie du Capital social, mais de manière ralentie, car ces orientations provoquent inévitablement la baisse du taux de profit moyen qui dépend de la masse de la plus-value produite dans le secteur productif, les autres secteurs de l'économie ne faisant que se répartir cette plus-value.

Lénine remarquait très justement que l'augmentation de la productivité du travail impliquait la hausse de la composition organique du capital et donc la baisse du taux de profit.<sup>3</sup> Aussi, sous le capitalisme, la bourgeoisie n'est contrainte d'augmenter la productivité du travail que dans la mesure où les capitalistes individuels doivent diminuer la part du capital variable incluse dans la production afin d'en abaisser le coût et de vendre leurs marchandises face aux concurrents. Mais en diminuant la part

du Capital variable, ils diminuent le nombre des ouvriers ou leurs revenus individuels. Au final cette tendance entre en contradiction avec la hausse rapide de la demande solvable et contribue à aggraver encore la lutte concurrentielle, outre le fait qu'elle crée la possibilité de ruptures brutales entre la sphère productive et celle de la consommation (crises).

Aussi sous le capitalisme, la hausse de la demande est d'ordinaire réalisée grâce « à la consommation parasite des capitalistes » et à l'augmentation « des dépenses improductives » : ainsi une part croissante du revenu national « est transmise, par voie de paiement de ce qu'on appelle les services, dans les branches non productives », évidemment au détriment du « volume de l'accumulation », sous dimensionné par rapport aux possibilités et aux besoins de la société. Pour limiter la concurrence et éviter la baisse du taux de profit, car tout le reste est secondaire pour le bourgeois individuel, les capitalistes essaient dès qu'ils le peuvent de réaliser des ententes commerciales, évidemment au détriment des travailleurs. L'impérialisme caractérisé par la domination d'une poignée d'entreprises monopolistes offre des conditions particulièrement favorables à ces ententes au sommet : Lénine en donnait de nombreux exemples et aujourd'hui il nous suffira de citer le secteur des entreprises de « nouvelles technologie » où les ententes illicites sur les prix sont monnaies courantes : en 2006 de nombreux cas de pratiques anti-concurrentielles des plus grandes marques ont été rapportés par des sites d'actualités informatiques, que ce soit dans le domaine de la fabrication de composants informatiques (mémoire vive, CPU, puces graphiques) avec des ténors comme Hynix et Samsung, Intel et AMD, Nvidia et Ati, ou celui de la téléphonie mobile (en décembre 2006, la Cour d'appel de Paris a confirmé la condamnation d'Orange, Bouygues et SFR à une amende d'un demi milliard d'euros pour s'être entendus afin de « fixer des prix artificiellement élevés au détriment de tous les utilisateurs »). Même avec cette amende, les fraudeurs restent gagnants puisque l'UFC a estimé « le préjudice », c'est-à-dire les surprofits, à environ 1,4 milliards d'euros... Tous les procès du monde n'arriveront jamais à bannir ces pratiques anti-concurrentielles des entreprises monopolistes, et pas davantage leur formation :

« Le parlement des Etats-Unis a mis au point tout un code destiné à empêcher la formation des grands trusts. Aucun autre pays ne dispose de textes aussi sévères. Et bien sûr, l'Amérique n'en est pas moins le paradis des monopoles ».<sup>4</sup>

Seules l'économie et la société socialistes, en éliminant les classes exploiteuses, permettent d'accroître dans des proportions voisines la production et la consommation. Durant la période 1950-1983, le budget de l'Etat socialiste albanais est passé de 0,85 à 8,20 milliards de leks. Durant le même temps, la circulation des marchandises destinées à la consommation intérieure est passée de moins de 0,60 à plus de 6,90 milliards de leks. Déjà dans le *Manifeste du Parti communiste*, Marx remarquait qu'une fois le capitalisme renversé, l'accumulation servait à élargir, enrichir et embellir l'existence des travailleurs. Marx remarquait que sous le capitalisme, la hausse de la composition organique du Capital rendait superflue une partie sans cesse croissante du prolétariat et que par conséquent tandis que les richesses s'accumulent dans les mains d'une minorité d'exploiteurs, s'accumulait parallèlement « au pôle opposé, de misère, de souffrances, d'esclavage, d'ignorance, d'abrutissement et de dégradation morale ».<sup>5</sup> On comprend parfaitement les proportions colossales que prend le chômage dans les pays dépendants qui ne disposent pas de surprofits pour occuper leur main d'œuvre à des tâches improductives destinées à satisfaire les caprices de la grande bourgeoisie. Sous le

capitalisme, le travail ne sert qu'à enrichir les exploitateurs et ne profite qu'accessoirement à ceux qui créent la richesse, tandis que sous le socialisme les fruits du travail profitent réellement aux travailleurs. Sous le capitalisme, les travailleurs sont donc des esclaves enchaînés à un travail au profit d'autrui, tandis que sous le socialisme, le travail devient le moyen de leur libération économique, politique et sociale.

« ... les capitalistes n'ont jamais travaillé eux-mêmes et ils n'ont jamais rien produit, car seuls les ouvriers et les paysans travaillent et produisent. Sous cet angle, ce sont des parasites, ils vivent aux dépens des autres, ils exploitent le travail et les talents de l'ouvrier et du paysan travailleurs, et s'en approprient les fruits ». <sup>6</sup>

Sous le capitalisme, la hausse de la productivité du travail aboutit à jeter une plus grande masse de marchandises sur le marché en employant toujours moins de travailleurs, aggravant la disproportion entre consommation et production. Au contraire sous le socialisme, la hausse de la productivité du travail permet d'accroître la production sociale et de réduire les tourments du travail excessif tout en envisageant la satisfaction de nouveaux besoins : la croissance de la richesse sociale sert à l'élévation du bien-être matériel et culturel de ceux qui la produisent. Ainsi, des choses revêtant une *forme identique* peuvent avoir deux *contenus fondamentalement différents*, tout dépend des conditions économiques et sociales. Ce n'est pas le travail qui est aboli sous le socialisme, mais le travail exploité par autrui : seul le but de la production change car l'activité sociale reste nécessaire à la reproduction de la vie des êtres humains, même sous le socialisme et le communisme.

S'appuyant sur les travaux de Marx sur la reproduction élargie de la production sociale, Lénine soulignait que la condition nécessaire de cette accumulation résidait dans la nécessité « **de produire d'abord des moyens de production** » et donc « **d'élargir la section de la production sociale qui fournit les moyens de production** ». <sup>7</sup> Sous le socialisme, la satisfaction croissante des besoins matériels et culturels des travailleurs n'entre nullement en contradiction, mais présuppose au contraire la nécessité de procéder à « l'accroissement prioritaire (plus rapide) de la production des moyens de production par rapport à la production des objets de consommation », <sup>8</sup> puisqu'un volume d'accumulation élevé permet d'accroître les futures capacités productives de l'ensemble des branches de l'économie dont le développement accéléré satisfait toujours mieux les besoins des travailleurs. Les tenants anti-staliniens (c'est-à-dire anti-communistes) de la théorie du « capitalisme d'Etat » et de « l'Etat ouvrier dégénéré » ne sont rien d'autre que des petit-bourgeois keynésiens qui admettent possible pour le Capital de réaliser l'accroissement accéléré de la richesse sociale au moyen des dépenses non productives, et qui cherchent à appuyer la croissance économique au moyen du gonflement d'un secteur étatique non socialiste. Une telle conception est en contradiction flagrante avec les travaux de Marx et Lénine sur la reproduction élargie de la richesse sociale : cette orientation, si elle permet bien de dépenser ce dont les travailleurs sont dépouillés, ne résout pas la contradiction entre Travail et Capital ni ne peut enrayer la baisse tendancielle du taux de profit.

Cette tendance générale de la production capitaliste reflète le fait que son but,

« ... le profit toujours plus grand, entre en contradiction avec le moyen d'atteindre ce but, l'élargissement de la production ». <sup>9</sup>

Staline avait donc parfaitement raison de voir dans la recherche du maximum de profit la loi économique fondamentale du capitalisme monopoliste, lequel

« ... ne peut se contenter du taux moyen qui, au surplus, a tendance à diminuer par suite du relèvement de la composition organique du capital. L'actuel capitalisme de monopole ne demande pas le profit moyen, mais le maximum de profit, nécessaire pour réaliser plus ou moins régulièrement la reproduction élargie ». <sup>10</sup>

Pour tenter de relever le taux de profit (ce qui nécessite d'augmenter la part du Capital productif), la bourgeoisie essaie donc de stimuler l'écoulement des marchandises sur le marché extérieur, accroissant par là même la consommation intérieure. Lénine soulignait ainsi qu'un marché extérieur est nécessaire aux pays bourgeois

« ... parce que la production capitaliste a ceci de *propre* qu'elle tend à l'extension *infinie* ». <sup>11</sup>

Le placement de capitaux à l'étranger répond au même besoin : celui de trouver le débouché le plus rentable aux capitaux « excédentaires ». En effet, placer les capitaux en vue de l'accroissement du Capital non productif dans les métropoles est bien moins rentable que de placer ses capitaux dans des industries à l'étranger — surtout dans les pays dépendants — où la composition organique du Capital est la plus basse et le coût de la force de travail inférieure, ce qui assure par conséquent aux capitalistes un taux de profit bien plus élevé. Cependant, même dans ce cas — qui est le plus favorable au Capital —, l'extension de la production doit se heurter à l'étroitesse du marché extérieur où le capitalisme tend aussi à faire stagner et à diminuer la consommation des masses, la loi de la valeur se chargeant d'y ramener les salaires au plus bas niveau possible. Cette tendance entre nécessairement en conflit avec le besoin pour le capitalisme de développer toujours davantage la production pour la production, c'est-à-dire la production en vue de l'extorsion du profit maximal, la production détachée du but social et s'y opposant. C'est une des manifestations concrètes de *l'opposition irréductible* entre les intérêts du Travail et ceux du Capital, opposition contenue en germe dans le travail salarié lui-même.

Comme on le voit, la recherche de débouchés sur le marché extérieur ne résout rien quant à la difficulté fondamentale pour les capitalistes de réaliser la reproduction élargie du Capital social, cette recherche ne fait que *déplacer le problème* et lui donner des proportions encore plus gigantesques.

« La participation du commerce extérieur ne fait que déplacer la question d'un pays sur plusieurs pays, mais le fond du processus de réalisation n'est nullement modifié ». <sup>12</sup>

Tout ceci détermine le caractère putride du capitalisme, caractère exacerbé quand il parvient au stade impérialiste de son développement. Les pays bourgeois dont l'économie est la plus développée ont donc massivement recours au placement de capitaux à l'étranger, essentiellement pour essayer de compenser les bas taux de profit qu'ils obtiennent en métropole.

A l'inverse des trotskistes pour lesquels la décomposition de l'impérialisme signifie une « stagnation absolue dans le développement des forces productives de la société » et un développement relativement uniforme du capitalisme (au moins dans les pays impérialistes), les marxistes-léninistes ont toujours considéré que l'inégalité du développement économique était une loi du développement de l'impérialisme mondial. L'économie des pays impérialistes en déclin voit un ralentissement du développement des forces productives <sup>13</sup>, tandis que certains pays impérialistes peuvent continuer de se développer plus rapidement. Lénine insistait déjà sur le fait

que lorsque le rapport de forces inter-impérialistes se modifiait, ceci amenait les pays impérialistes à se faire la guerre, citant même l'industrie du pétrole comme un des objets principaux de cette lutte pour un nouveau partage des colonies.<sup>14</sup> C'est sur la base de l'inégalité du développement économique que Lénine conclut à l'essence réactionnaire du mot d'ordre trotskiste de Etats-Unis d'Europe, qui rejoignait les conceptions kautskistes du « super-impérialisme ».<sup>15</sup> C'est également sur cette base que Lénine en vint à conclure que la victoire de la révolution socialiste était possible dans les pays où se concentraient les contradictions du capitalisme et de l'impérialisme mondial, même quand ces pays étaient économiquement retardataires comme la Russie, contrairement aux allégations trotskistes héritées du social-démocratisme selon lesquelles le socialisme ne pouvait pas être viables dans les pays économiquement retardataires dans les conditions de l'encerclement impérialiste. Ainsi, pour tout marxiste-léniniste il est évident que « l'inégalité du développement rend au plus haut point invraisemblable la création simultanée d'une situation révolutionnaire dans tous les pays capitalistes les plus importants ». Par conséquent,

« Celui qui nie l'accentuation de l'inégalité du développement à l'époque de l'impérialisme et la possibilité de construire le socialisme dans un seul pays, nie en fait la possibilité de la révolution prolétarienne. (...) Les chefs social-démocrates trompent la classe ouvrière en disant qu'ils ne sont pas contre la révolution, mais qu'on ne peut pas la commencer parce que les ouvriers des autres pays ne la commencent pas. Une telle position de la question signifie un renoncement complet à la révolution ».<sup>16</sup>

Ces conceptions « marxisées » par Kautsky, conduisait à sa théorie du « super-impérialisme » selon laquelle le développement économique du capitalisme mondial poussait la bourgeoisie des pays impérialistes à rechercher davantage les ententes que les conflits, aboutissant à l'exploitation pacifique et concertée des pays coloniaux, mais ses rêveries prenaient pour hypothèse le développement égal des pays impérialistes. Ce postulat était évidemment faux et il l'est toujours aujourd'hui, comme nous le verrons ensuite, car l'économie des pays impérialistes ne se développe pas de façon égale, leur rapport de force évolue et doit amener à un repartage des sphères d'influences coloniales et semi-coloniales. Pour Lénine, sous le capitalisme, il ne peut pas exister d'autre moyen que la guerre pour assurer ce repartage. Aussi, les théories kautskistes, reprises par Khrouchtchev et tous les pacifistes petit-bourgeois, constituent un grand danger pour le mouvement ouvrier, en détournant son attention de la nécessité de renverser le capitalisme pour conjurer le danger de guerre. En matérialiste, Lénine remarquait que le danger de guerre de prenait nullement sa source dans la « scélérateuse particulière » des capitalistes, mais dans « le degré de concentration » de leur économie qui les « oblige à s'engager dans cette voie afin de réaliser des bénéfices ». Aussi, toute la bonne volonté du monde ne peut amener les milieux dirigeants des pays impérialistes à renoncer à la guerre quand celle-ci devient pour eux une nécessité économique. Prétendre le contraire, c'est n'avoir rien compris au marxisme et c'est mystifier les travailleurs.

Staline n'a jamais prétendu autre chose quand au début des années 1950, il avertissait que l'essor du mouvement démocratique-bourgeois pour la paix ne suffisait pas à écarter le danger de nouvelles guerres : pour lui, la guerre était contenue en germe dans les rivalités inter-impérialistes qui n'avaient pas été supprimées. Et Staline d'en conclure que « pour supprimer le caractère inévitable des guerres, il faut détruire l'impérialisme ».<sup>17</sup> En 1928, Staline dénonçait la fausse propagande de la paix et les discours hypocrites des pacifistes bourgeois de la Société des Nations (aujourd'hui ceux de l'ONU) et de la social-démocratie qui en

fait aidèrent la bourgeoisie impérialiste à préparer les guerres coloniales ainsi que les guerres inter-impérialistes et empêchaient le prolétariat de se mobiliser efficacement contre le fascisme.<sup>18</sup>

Même contraint à s'allier avec les impérialistes anglo-américains, afin de tenter de diviser les forces de l'impérialisme nazi, Staline n'en continuait pas moins de considérer les « alliés » anglo-américains comme des impérialistes. Il savait que leur opposition au fascisme ne résultait que de leurs intérêts économiques antagonistes avec ceux de l'impérialisme allemand, italien et nippon : Churchill avait ainsi lui-même admis à contrecœur que « **Staline a fait en sorte que nous, les pays qu'il appelait impérialistes, nous nous battions les uns contre les autres** ». Les marxistes-léninistes soviétiques n'ont jamais oublié que cette alliance militaire n'était que conjecturale et que les milieux impérialistes d'occident avaient tout fait pour encourager les ambitions impérialistes d'Hitler à l'Est. Ils n'avaient pas oublié non plus l'intervention étrangère des puissances impérialistes coalisées contre la jeune URSS, ni les plans occidentaux pour maintenir l'économie héritée par la jeune URSS dans un état semi-colonial censé offrir des débouchés aux capitaux des pays impérialistes d'occident.

En investissant dans les pays dépendants, les pays impérialistes y développent des branches d'industrie.

« Les exportations de capitaux influent, en l'accéléralant puissamment, sur le développement du capitalisme dans les pays vers lesquels elles sont dirigées. Si donc ces exportations sont susceptibles, jusqu'à un certain point, d'amener un ralentissement dans l'évolution des pays exportateurs, ce ne peut être qu'en développant en profondeur et en étendue le capitalisme dans le monde entier ».<sup>19</sup>

C'est précisément ce qui caractérisait le développement du système impérialiste mondial à partir des années 1970 qui a vu un grand nombre de pays dépendants se transformer en pays industriels. Si certes Lénine définissait l'époque impérialiste comme étant celle où l'exportation de Capitaux prenait l'ascendant sur l'exportation de marchandises, il n'en affirmait pas moins que les entreprises monopolistes, utilisaient *ordinairement* « l'exportation de capitaux » comme un moyen « d'encourager l'exportation des marchandises ».<sup>20</sup>

S'appuyant sur les remarques de Marx et Engels qui observaient l'embourgeoisement du prolétariat anglais et de l'ensemble de ses chefs politiques et syndicaux, du fait du monopole commercial de l'Angleterre sur le marché mondial, Lénine définissait les partis ouvriers opportunistes des pays impérialistes comme étant des « partis ouvriers bourgeois ». Pour Lénine, le partage du monde entre grandes puissances impérialistes rendait la constitution de partis ouvrier bourgeois « inévitable et typique pour tous les pays impérialistes », mais dans les conditions des luttes inter-impérialistes acharnées, marquées par le déclin de certains pays impérialistes et l'essor d'autres, il était « improbable qu'un tel parti puisse triompher pour longtemps dans plusieurs pays ».<sup>21</sup> **Lénine a toujours rattaché directement le triomphe de l'opportunisme dans le mouvement ouvrier des pays bourgeois à leur essor économique.**

Tel avait été le cas pour le Royaume-Uni au milieu du 19<sup>ème</sup> siècle, puis pour l'Allemagne à partir de 1870 dont le mouvement ouvrier tomba alors dans les mains « d'une poignée de gredins fieffés, de la canaille la plus immonde vendue aux capitalistes ».<sup>22</sup> La transformation du capitalisme en impérialisme à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle accentua la domination du réformisme entretenu par le pillage des pays coloniaux.

Cette domination s'accroît encore davantage au 20<sup>ème</sup> siècle, les vieux pays impérialistes transformant leurs colonies et semi-colonies en pays ateliers. En 1916, Lénine remarquait que le développement du capitalisme dans les pays coloniaux ouvrait une perspective d'évolution nouvelle pour le développement du système impérialiste mondial : celui de la transformation des pays coloniaux en pays ateliers exportant des biens de consommation destinés aux métropoles. Cette perspective aboutirait à la création

« ... de petits groupes de riches aristocrates recevant des dividendes et des pensions du lointain Orient, avec un groupe un peu plus nombreux d'employés professionnels et de commerçants et un nombre plus important de domestiques et d'ouvriers occupés dans les transports et dans l'industrie travaillant à la finition des produits manufacturés. Quant aux principales branches d'industrie, elles disparaîtraient, et la grande masse des produits alimentaires et semi-ouvrés affluerait d'Asie et d'Afrique comme un tribut ». <sup>23</sup>

N'est-ce pas exactement ce qu'a produit la délocalisation de l'industrie manufacturière dans les pays dépendants ? Pour Lénine, cette perspective signifiait « un immense danger de parasitisme occidental » « sur le corps » des peuples des pays dépendants et la résistance à ce processus ne pouvait « être opposée que par le prolétariat révolutionnaire, et *seulement* sous la forme d'une révolution sociale » ! Peut-on être plus limpide ? Les partis ouvriers bourgeois des pays impérialistes étaient évidemment incapables de s'opposer à ce processus, animés qu'ils étaient par l'esprit de conciliation avec leur propre bourgeoisie, pensant même pouvoir en retirer des avantages matériels supplémentaires. Celle-ci a donc pu librement renforcer l'aspect parasitaire de l'impérialisme, lui permettant ainsi d'élargir durablement la base matérielle et sociale de l'opportunisme dans *l'ensemble* des pays impérialistes, malgré leurs rivalités et le déclin relatif de certains. Aujourd'hui plus que jamais, l'impérialisme conserve ses principaux traits, ceux que Lénine a systématisés il y a presque un siècle : « l'impérialisme est (1) le capitalisme monopoliste ; (2) le capitalisme parasitaire ou pourrissant ; (3) le capitalisme agonisant ». <sup>24</sup> En délocalisant l'industrie manufacturière dans les pays dépendants, ces traits de l'impérialisme se sont accentués à un degré inouï. Enfin, en faisant émerger une gigantesque puissance impérialiste concurrente, l'agonie des vieux pays impérialistes ne peut que s'accélérer et prendre une ampleur des plus aiguës.

Pour Lénine, le capitalisme monopoliste d'Etat est « l'échelon historique qu'aucun autre échelon intermédiaire ne sépare de l'échelon appelé socialisme ». En quoi donc les revendications anti-monopolistes des petit-bourgeois et des révisionnistes constituent-elles un progrès ? Sont-elles autre chose qu'une idéalisation de l'époque du capitalisme de la « libre concurrence » ? <sup>25</sup>

Staline soulignait ainsi que la tendance du capitalisme « à l'internationalisation des moyens de production et d'échange, à la suppression de l'isolement national, au rapprochement économique des peuples » constituait « un facteur de progrès » dans la mesure où elle préparait « les prémisses matérielles de la future économie socialiste mondiale », mais n'oubliait pas de souligner les limites de cette dépendance réciproque : « la subordination de tels peuples à tels autres, par l'oppression et l'exploitation des peuples moins évolués par les peuples plus évolués ». <sup>26</sup>

Quel est le moteur de cette dépendance économique ? Dans ses derniers écrits, Lénine avait souligné la nécessité pour la jeune URSS « de relever la grande

industrie » sans laquelle « nous sommes condamnés à disparaître en tant que pays indépendant » et à laquelle il rattachait toute l'œuvre d'édification du socialisme.

En 1925, alors que les trotskistes s'acharnaient à prédire que la construction du socialisme dans un seul pays était impossible et qu'il fallait reculer, c'est-à-dire permettre le développement du capitalisme et céder en concession au Capital étranger nombre d'industries clefs<sup>27</sup>, Staline a répondu de manière limpide à cette question qu'il jugeait relever du domaine des « vérités élémentaires » que doit connaître tout marxiste :

« Si nous en restons à ce stade de développement, où nous ne produisons pas nous-mêmes notre outillage, mais où nous sommes forcés de l'importer de l'étranger, il ne nous sera pas possible d'empêcher la transformation de notre pays en un appendice du système capitaliste. C'est pourquoi nous devons travailler activement à produire nous-mêmes les moyens de production dont nous avons besoin. (...) Renoncer à cette politique, c'est renoncer à la construction socialiste, c'est œuvrer en faveur de la dawisation de notre pays ».<sup>28</sup>

Pour Staline, il ne faisait aucun doute que si cette tendance exprimée par les trotskistes prenait le dessus au sein du PCUS (b) « **elle empêcherait l'industrialisation de notre pays, qui se transformerait ainsi en appendice du système capitaliste. Ce n'est pas là notre ligne** ».<sup>29</sup> Ou bien construire le socialisme en comptant avant tout sur les propres forces intérieures de l'URSS, ou bien s'intégrer à la division internationale du travail et ne pas construire le socialisme tout en périssant en tant que pays indépendant. Tels étaient les enjeux de la lutte politique menée par Staline contre les opportunistes et les capitulards qui cherchaient à faire passer leur théorie de la « désespérance permanente » pour de l'internationalisme !

Par « dawisation », on peut donc entendre « semi-colonisation » et « néo-colonisation » (pour nous, ces trois termes sont synonymes), car c'est bien le même mécanisme qui est à l'œuvre. Quel est donc le principe général de la « dawisation » ? Rien d'autre que la *division internationale du travail* qui fait de tel pays un producteur de moyens de production et de tel autre pays un appendice de son système productif, et qui reproduit constamment cet état de dépendance.

En marxiste, Lénine a toujours lutté autant contre la forme coloniale de domination impérialiste, que contre la forme semi-coloniale (néo-coloniale). Pour lui, la lutte contre l'impérialisme ne se résumait pas à la lutte contre le colonialisme et les agressions armées de l'impérialisme, mais était indissociable de la lutte contre la tonte des coupons découlant de l'arriération économique de certains pays bourgeois.

Le néo-colonialisme n'est pas une politique strictement nouvelle de l'impérialisme : les pays que Lénine et Staline nommaient pays semi-coloniaux étaient des pays néo-colonisés ; c'est-à-dire n'appartenant nommément à aucune puissance impérialiste, mais dépendants du commerce international et des investissements étrangers, et appartenant donc à *l'ensemble* des pays impérialistes. Cependant, durant la première moitié du 20<sup>ème</sup> siècle, ces pays semi-coloniaux étaient une minorité : la plupart étaient accaparés au moyen de méthodes coloniales. Jusqu'à ce qu'éclate la Seconde Guerre Mondiale, l'impérialisme a utilisé la *forme coloniale* comme *forme de domination principale* sur ses aires d'influence. L'avantage était évidemment pour telle ou telle puissance impérialiste, un *contrôle exclusif* sur ces régions.

Le néo-colonialisme n'est pas un fait nouveau, né durant ces dernières décennies, il est né en même temps que l'impérialisme, à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle.

Ce qui est *nouveau*, c'est la *généralisation* des méthodes semi-coloniales comme méthodes de domination préférées des puissances impérialistes, et en particulier des plus dynamiques d'entre elles.

La seule nouveauté consiste donc dans sa large utilisation dans nombre de pays dépendants et coloniaux ayant proclamé leur indépendance formelle : ce type de domination a par exemple été largement employé après 1945 au cours du mouvement de pseudo décolonisation. C'est dans ce sens seulement qu'un marxiste-léniniste peut parler de néo-colonialisme. Les marxistes-léninistes albanais remarquaient qu'après 1945, un grand nombre de pays dépendants « secouèrent la dépendance coloniale directe ». Le « colonialisme ancien, conquérant et brutal » fut remplacé par « une autre forme, soi-disant plus démocratique, mais tout aussi oppressive et exploiteuse » basée sur une coopération soi-disant « équitable, pacifique et mutuellement avantageuse » accordant aux peuples des pays dépendants une liberté et une indépendance illusoire servant à camoufler « le joug du capital local et celui du capital étranger ». C'est pourquoi dénonçant « l'impérialisme humanitaire » des eurocommunistes, Enver Hoxha insistait sur le fait que « l'exportation des capitaux » constituait « le trait fondamental du néo-colonialisme ».<sup>30</sup>

Au contraire, par « néo-colonialisme », les révisionnistes n'entendent pas la dépendance financière et commerciale des ex-pays coloniaux, mais entendent la substitution de la présence coloniale économique, administrative et militaire directe par le soutien apporté à une clique indigène anti-populaire, faisant office d'intermédiaire défendant les intérêts impérialistes.<sup>31</sup> Pourtant, même cette méthode « néo-coloniale », n'est pas à proprement parler « nouvelle », comme en témoignent ces lignes de Staline.

« Dans l'Inde même, on ne compte pas moins de 800 nationalités, et l'Angleterre a décidé : Plutôt que de s'embarrasser de 800 nationalités distinctes, mieux vaut choisir quelques nations, leur accorder quelques privilèges et administrer les autres par leur intermédiaire. Car, en premier lieu, le mécontentement des autres nations sera dirigé en ce cas contre ces privilégiés, et non contre l'Angleterre ; et, en second lieu, il en coûtera moins cher de s'« embarrasser » de deux ou trois nations que de 800 ».<sup>32</sup>

Ces méthodes sont encore aujourd'hui employées par les puissances impérialistes, à l'instar de l'impérialisme français en Françafrique où la bourgeoisie impérialiste a provoqué (et continue de provoquer) de nombreux « conflits ethniques » meurtriers, chaque puissance impérialiste choisissant de soutenir telle ou telle ethnie contre son concurrent — c'est pourquoi, pour Staline, il était évident que l'exacerbation des rivalités inter-impérialistes conduisait à la « désagrégation des Etats coloniaux multinationaux ».<sup>33</sup>

De la même façon que sous l'impérialisme la bourgeoisie opte pour le fascisme dès que le maintien des libertés politiques formelles devient incompatible avec la sauvegarde de sa domination économique et politique, de la même façon la bourgeoisie des pays impérialistes opte pour la forme coloniale d'occupation militaire quand elle n'est plus en mesure d'assurer sa domination économique sur ses sphères d'influence par les moyens pacifiques de la dépendance commerciale et financière. Aussi est-il évident que **le colonialisme est au néo-colonialisme ce que le fascisme est au démocratisme bourgeois**. Du fait de l'assentiment des partis ouvriers bourgeois des métropoles, il est courant qu'un pays impérialiste dont l'Etat est du type démocratique-bourgeois (à l'intérieur) adopte les méthodes fascistes du colonialisme (à l'extérieur), ou *mélange* les méthodes coloniales et semi-coloniales.

En témoigne le fait que la bourgeoisie impérialiste entremêle les deux formes de domination, en apportant son soutien à des régimes pseudo-démocratiques fantoches, comme les puissances impérialistes avec à leur tête les USA l'ont fait récemment en cherchant soi-disant à promouvoir la « démocratie » et la « coopération économique internationale » avec l'Irak et l'Afghanistan, *après* avoir mis ces pays à feu et à sang, dans l'optique évidemment d'essayer de couper l'herbe sous le pied à la résistance armée contre l'occupant et la bourgeoisie compradore indigène.

Un tel mélange peut même se produire au sein de pays impérialistes. Enver Hoxha remarquait ainsi que la bourgeoisie pouvait être amenée à faire évoluer ses régimes fascistes à ses ordres, comme à la mort de Franco, en s'attachant à donner des airs « démocratiques » à des vieux franquistes comme Suarez et le roi Juan Carlos.<sup>34</sup>

Cependant, comme dans le cas de la république démocratique-bourgeoise, les mystifications semi-coloniales ne sauraient durer indéfiniment : de la même manière que dans n'importe quelle république bourgeoise le joug économique du Capital pesant comme un fardeau sur les épaules des travailleurs fait de ces vœux pieux démocratiques-bourgeois une illusion, de la même manière les échanges commerciaux internationaux entre les pays impérialistes et leurs néo-colonies perpétuent la domination économique des pays les plus puissants dotés d'une industrie lourde de production des moyens de production sur ceux économiquement retardataires qui en sont dépourvus, les transformant en un appendice de la division internationale du travail et faisant d'eux de simples fournisseurs de matières premières, de simples ateliers d'assemblage et de transformation dont le Capital étranger retire des surprofits fabuleux et qui servent à monnayer leur « indépendance » politique.

Plus le commerce international se développe, plus l'emprise du Capital étranger se renforce sur les pays néo-coloniaux, et plus « l'indépendance » économique et politique apparaît donc comme formelle face à l'ingérence et au pillage croissants auxquels se livrent les grands groupes monopolistes parfois appelés « alliés » ; d'autant plus que ces derniers semblent être les seuls à pouvoir apporter la croissance et le développement. Cette illusion est inévitable pour un pays soumis au marché international, dont le faible coût de la force de travail engendre une très faible demande intérieure qui freine le développement du marché intérieur capitaliste : la « solution » semble alors toute trouvée dans l'extension du commerce extérieur...

A l'époque de Lénine où la bourgeoisie employait le colonialisme comme *forme principale* de sa domination sur les pays dépendants, lutter contre l'impérialisme, c'était *avant tout* lutter contre le colonialisme. Cependant, devant le danger représenté par la lutte anti-impérialiste révolutionnaire, la bourgeoisie impérialiste ainsi que les régimes bourgeois-compradore qui lui étaient soumis, furent forcés de substituer aux formes coloniales de domination impérialiste, les formes semi-coloniales qui avaient l'avantage de concéder une indépendance politique formelle.

Pour autant, les pays impérialistes n'abandonnèrent jamais complètement les méthodes de domination coloniales. Lutter contre l'impérialisme nécessite donc dès lors de lutter au premier chef contre les méthodes de domination semi-coloniales et donc de dénoncer les régimes bourgeois-compradore constituant l'instrument servile des pays impérialistes. La lutte anti-colonialiste n'est qu'une *fraction* de la lutte anti-impérialiste. La véritable lutte anti-impérialiste passe nécessairement par la lutte *conjuguée* à la fois contre le colonialisme et contre le néo-colonialisme.

Oublier ceci au début du 20<sup>ème</sup> siècle avait encore des conséquences limitées, mais aujourd'hui, oublier ceci, c'est souscrire à la domination impérialiste de type semi-coloniale — qu'elle soit commerciale et/ou financière — même sous couvert de « lutter contre l'impérialisme » ! Nous y reviendrons.

La divergence entre tel ou tel charognard impérialiste ne se fait évidemment pas sur le fait de savoir s'il faut ou non posséder des zones d'influence, qui lui sont aussi nécessaire que la possession d'esclaves salariés le sont au Capital, mais pour savoir de quel façon chacun essaiera d'étendre ses zones d'influences au détriment de ses concurrents, et ainsi quelles méthodes utiliser pour parvenir à ce but. La question fondamentale se ramène donc à celle-ci : quelle forme doit revêtir la domination impérialiste ? La forme d'ingérence coloniale et militaire « traditionnelle » (celle qu'adoptent volontiers les pays impérialistes les plus puissants militairement) ou bien la forme néo-coloniale que les échange commerciaux internationaux suffisent à mettre en place, qui présente en outre comme immense avantage de donner aux peuples sous le joug impérialiste l'impression trompeuse de vivre « librement » (d'un point de vue strictement formel) et qui de par ce caractère mystificateur, aide à éteindre les lutte de libération anti-impérialistes ? C'est le rapport de forces inter-impérialiste, commercial et financier, qui en décide.

En théorie, les pays impérialistes ont intérêt à privilégier la forme néo-coloniale de domination, plus « douce » et infiniment plus sûre — l'exploitation étant masquée sous des apparences plus « démocratiques et libertaires » quoique toujours aussi asservissantes — à la domination politique et militaire brutale du colonialisme. Mais il y a un « hic » de taille : l'exploitation pacifique et concertée des colonies est impossible quand chaque pays impérialiste cherche, chacun de son côté (parfois sous l'égide de « coalitions » quand les intérêts de plusieurs d'entre eux convergent à un moment donné), à étendre ses débouchés marchands et capitaux, et quand dans cette guerre économique planétaire apparaissent de nouveaux prétendants à l'hégémonie mondiale, qui obligent à « remettre en jeu » les sphères d'influence économiques. Les pays impérialistes sur le déclin dont les USA sont le meilleur exemple contemporain utilisent alors leur puissance militaire pour contrebalancer leur affaiblissement commercial et financier.

L'essentiel à ne pas perdre de vue, c'est que la question des formes de domination impérialistes ne doit pas nous faire oublier que leur contenu fondamental reste inchangé : l'exploitation économique des pays dépendants par une poignée de pays impérialistes. Pour Lénine, ceux qui substituent « à la question du *contenu* des luttes et des transactions entre les groupements capitalistes la question de la forme de ces luttes et de ces transactions », sont des « sophistes ». Pour lui, la forme de ce repartage — **« aujourd'hui pacifique, demain non pacifique, après-demain de nouveau non pacifique »** — est une « question secondaire » qui n'a d'importance qu'au point de vue de la *tactique révolutionnaire*, mais qui ne modifie en rien les rapports d'exploitation entre les métropoles et les pays dépendants.<sup>35</sup> Cela devrait faire réfléchir tout marxiste-léniniste, car c'est ainsi qu'on peut évaluer ce que c'est qu'être véritablement anti-impérialiste !

Si un pays socialiste n'est pas capable de produire les moyens de subsistance ou les moyens de production de ces moyens de subsistance, il subira les pressions économiques, politiques et militaires du monde capitaliste hostile.

Qu'il reste dépourvu d'une industrie lourde et d'une puissante industrie de production des moyens de production, et c'est le néo-colonialisme qui pointe : car alors il faut acheter continuellement aux pays impérialistes les produits de l'industrie

lourde et de toutes les branches de l'industrie et de l'agriculture qui en dépendent, c'est le moteur de l'endettement des pays dépendants. Un pays dépourvu de moyens de productions se « prolétariser » puisque ces moyens seront alors détenus par la bourgeoisie impérialiste étrangère. Ce pays sera donc condamné à lui servir d'atelier et de fournisseur de matières premières... Le colonialisme ne se limite donc pas aux agressions militaires, mais s'étend à la façon dont commercent et investissent les pays. Un pays « socialiste » qui chercherait à baser son développement économique sur le commerce extérieur serait vite amené à comprendre que sur le marché international, l'essentiel est de vendre la même marchandise moins chère que les autres producteurs !

En 1925, Staline insistait sur l'importance de l'industrie, « fondement du socialisme » et s'enthousiasmait de l'essor de l'industrie métallurgique en particulier, industrie qu'il définissait comme le « ressort principal de toute industrie en général » et la « clef de voûte de toute industrie » sans laquelle « il ne peut être question de mettre sur pied ni petite industrie, ni transport, ni combustible, ni électrification, ni agriculture ». Staline rattachait également cet essor industriel à la démonstration *pratique* de la puissance du socialisme, qui prouvait à la classe ouvrière internationale non seulement sa capacité à détruire l'ordre exploiteur bourgeois, mais également à construire une société nouvelle, prospère et affranchie du joug de l'exploitation, démonstration qui serait inévitablement amenée à influencer grandement sur le développement du mouvement révolutionnaire dans le monde entier.<sup>36</sup>

Cette portée internationale de l'essor de l'économie socialiste a parfaitement été confirmée, puisque confrontée à la crise générale des années 1930 la bourgeoisie n'a eu d'autre recours que celui du fascisme pour tenter d'écraser les forces révolutionnaires. Cette portée internationale soulignée par Lénine et Staline a de manière évidente été sous-estimée par les partis communistes d'occident, et effectivement les communistes d'Occident ont mené une propagande faible pour faire connaître ces réalisations, se bornant à affirmer leur « soutien », le plus souvent de manière purement sentimentale.

L'URSS et l'Albanie socialiste avaient clairement en vue le problème du développement prioritaire de l'industrie lourde : pour elles, la construction d'une industrie de production des moyens de production était une *nécessité vitale* qui conditionnait *l'avenir du socialisme*. C'est cette nécessité vitale pour l'avenir du socialisme que Lénine et Staline ont toujours exposé. Dans sa brochure *Karl Marx*, Lénine remarquait que la production sociale était divisée en deux grandes sections et que l'accumulation nécessitait de mettre l'accent sur le développement prioritaire de la section de la production des moyens de production.<sup>37</sup> Ceci l'amenait naturellement à conclure que

« La base matérielle du socialisme ne peut être que la grosse industrie mécanisée, susceptible de réorganiser aussi l'agriculture. Mais on ne saurait se borner à ce principe général. Il importe de le concrétiser. Une grosse industrie de niveau avec la technique moderne et susceptible de réorganiser l'agriculture, c'est l'électrification du pays entier ».<sup>38</sup>

Dans le *Manifeste du Parti communiste*, Karl Marx insistait déjà sur la nécessité pour le prolétariat victorieux de « **centraliser tous les instruments de production** » entre les mains de son Etat pour « **augmenter au plus vite la quantité des forces productives** ». C'était une tâche d'une telle évidence que Lénine n'hésitait pas à affirmer qu'il ne valait « pas la peine de perdre fût-ce deux secondes à parler » avec ceux qui, « tels que les anarchistes et une bonne moitié des socialistes-

révolutionnaires de gauche », n'avait pas compris l'importance de ces tâches d'édification et d'organisation pour la transformation des rapports de production capitalistes et pour l'édification du socialisme.<sup>39</sup> Et Staline de défendre cette conception marxiste-léniniste en affirmant face à l'opposition trotskiste-zinoviéviste :

« Nous ne devons et ne pouvons réduire l'industrie lourde aux seules fins de développer le plus amplement l'industrie légère. Cette dernière, d'ailleurs, ne peut se développer sans un essor rapide de l'industrie lourde ». <sup>40</sup>

Ce sont ces « vérités élémentaires », comme les dénommaient Lénine et Staline, que les trotskistes et les capitulards n'avaient pas comprises — ou craignaient de comprendre, puisque se voyant eux-mêmes incapables de mener à son terme cette tâche ardue —, qui sont aujourd'hui toujours aussi peu comprises par l'immense majorité des « marxistes » et « marxistes-léninistes » autoproclamés, y trouvant des justifications à leurs théories et pratiques anti-marxistes.

Ceux qui voient ceci comme un « point de détail », ou un aspect « secondaire » de l'édification de la base matérielle du socialisme **ne sont pas des marxistes**, mais des **philistins petit-bourgeois** ! Ceux-ci jugent le socialisme selon les seuls « acquis sociaux » alors que cette approche est soit incomplète et erronée (quand on s'en sert comme référent pour expliquer les acquis du socialisme), soit franchement mystificatrice (quand on prétend s'en servir de critère pour juger de la réalité économique et sociale d'un pays bourgeois-révisionniste), ne font que rendre service à la bourgeoisie en occultant ce qui doit constituer le fondement essentiel de la vie économique et sociale sous le socialisme et ce qui permet de juger telle ou telle société non selon les belles paroles de ses dirigeants, mais selon les faits objectifs les plus fondamentaux, et non des statistiques économiques partielles ou des données brutes auxquelles on peut faire dire tout et son contraire.

Le « socialisme de marché » défendu par les révisionnistes de tout acabit ne peut **rien avoir en commun** avec le socialisme pour lequel les marxistes-léninistes se battent. Staline soulignait déjà que laisser la direction économique au marché, outre la signification de la perpétuation de l'esclavage salarié, c'est laisser à la loi de la valeur le « soin » de répartir les investissements dans les différentes branches de l'économie. Cela ne pouvait aboutir qu'à reléguer au second plan la tâche fondamentale qu'est l'industrialisation socialiste (à travers la priorité donnée à l'industrie lourde), et à abandonner les transformations économiques et sociales socialistes, au profit (à court terme seulement) du développement de l'agriculture et de l'industrie légère à plus basse composition organique de capital et donc jugées plus rentables. Peu importe aux révisionnistes si ce choix 1° entraîne à moyen-long terme le ralentissement de la croissance économique, l'apparition de disproportions entre les différentes branches de l'économie, si ce choix 2° rend impossible la mécanisation des campagnes (Chine, Cuba, Vietnam, etc.) et la liquidation des dernières classes exploiteuses, même après plusieurs décennies de « socialisme » et si ce choix 3° renforce la dépendance économique vis-à-vis des puissances impérialistes, puisque ce choix permet de préserver le front uni avec la bourgeoisie nationale indigène.

Les révisionnistes substituent à la grande force matérielle que constitue l'application du schéma marxiste de reproduction élargie du produit social, leurs rêveries idéalistes petite-bourgeoises qui, soit font abstraction du rôle fondamental du développement économique, soit lui substituent les préjugés des économistes bourgeois en mettant la charrue avant les bœufs en reléguant le développement de

l'industrie lourde au second plan. La dialectique de l'édification socialiste est la suivante : le développement prioritaire de l'industrie lourde qui ne peut être que le résultat de la dictature du prolétariat renforce l'indépendance économique et politique ainsi que la dictature du prolétariat. L'Albanie ne comptait que 15 000 ouvriers en 1938 — dont une majorité travaillait en outre dans de petits ateliers — (sur 1,0 millions d'habitants) et plus de 572 000 en 1983 (sur 2,8 millions d'habitants). Prétexter de l'état arriéré de l'économie d'un pays pour se dérober à ses tâches, c'est capituler et se comporter comme les trotskistes en URSS dans les années 1920.

« Chacun sait que nous sommes actuellement obligés d'importer des moyens de production. Mais Sokolnikov transforme cette nécessité en principe, en théorie, en perspective générale de développement. C'est là son erreur ». <sup>41</sup>

Mais ce qui pouvait encore être une « erreur » chez Sokolnikov, alors que le premier Etat socialiste explorait les voies conduisant à l'édification du socialisme, ne peut être que de l'opportunisme et du révisionnisme depuis que l'URSS a fourni la démonstration pratique que la lutte contre la dawisation était la condition nécessaire de la sauvegarde de la révolution socialiste. Quand les révisionnistes au pouvoir et leurs défenseurs « oublient » ou nient cette nécessité, ils démontrent donc qu'ils n'ont rien de révolutionnaires communistes ! Que serait une révolution « socialiste » qui maintiendrait une dépendance économique vis-à-vis de l'impérialisme ?

Toujours au cours des débats sur l'industrialisation, Staline remarquait que toutes les méthodes d'industrialisation bourgeoises (commerce extérieur, pillage colonial, concessions, emprunts, etc.) conduisaient « à la création d'Etats industriels *capitalistes* » impliquant « l'afflux de « capitaux supplémentaires » de l'extérieur, comme condition *indispensable* de la formation de ces Etats ». Il soulignait qu'en outre, un Etat bourgeois pouvait parfaitement recourir simultanément ou successivement à plusieurs de ces méthodes, citant l'exemple des USA. De même, la Russie tsariste, bien qu'elle « tomba dans une situation de demi-colonie » du fait des « concessions et emprunts étrangers », n'en avait pas moins elle-même des prétentions impérialistes. Au contraire, un pays socialiste ne peut emprunter aucune de ces voies, et doit emprunter une voie nouvelle : celle du « **développement de la grande industrie sans crédit extérieur, sans affluence du capital étranger** ». <sup>42</sup>

Ici nous voulons nous arrêter sur ce qu'on appelle le *Capitalisme d'Etat* et qui est utilisé par la bourgeoisie et les révisionnistes pour définir le système économique de l'URSS sous la direction de Staline. Lénine insistait d'abord sur le fait que le Capitalisme d'Etat ne concernait pas la propriété d'Etat, ce dernier étant prolétarien. Sous le capitalisme en revanche, on peut parfaitement appeler le secteur public du capitalisme d'Etat, puisque les nationalisations des régimes bourgeois se ramènent en fait à la concentration des capitaux et au contrôle de l'Etat bourgeois, endetté vis-à-vis du Capital privé et qui ne supprime donc pas les rapports d'exploitation.

Staline soulignait que les entreprises du secteur *Capitaliste d'Etat* étaient représentées par les entreprises laissées en concession au Capital étranger, et n'avaient par conséquent « aucun caractère socialiste », les concessionnaires y exploitant le prolétariat. Pour Lénine, si ce secteur fut toléré pendant les années de la NEP, c'était uniquement parce que l'Etat prolétarien détenait « non seulement la terre, mais aussi toutes les branches les plus importantes de l'industrie » <sup>43</sup>, ce qui lui permettrait évidemment de refouler puis de liquider les éléments capitalistes dans l'ensemble de l'économie. Dans la jeune URSS, il fallait d'abord redresser la production des biens de consommation dans les années de la NEP, en permettant au

petit Capital privé national de se redresser. Ensuite, dans le cadre international, l'existence de ce secteur répondait à un impératif purement stratégique : celui d'encourager les Etats bourgeois hostiles à rétablir leurs relations commerciales en accordant quelques entreprises en concessions au Capital étranger et ainsi forcer le blocus économique. Durant les années 1920, ces entreprises représentaient une part infime de la production industrielle. Rien d'étonnant à cela puisque « ce n'est pas pour nous remettre volontairement sous le joug de l'étranger, au lendemain de notre victoire dans la guerre civile, que nous avons, pendant trois ans, combattu, les armes à la main, les impérialistes de tous les pays » ! La forme économique dominante dans l'industrie était celle des entreprises socialistes d'Etat où « seule la classe ouvrière est représentée » et où « l'excédent recueilli par l'entreprise sur les salaires sert au développement de l'industrie, c'est-à-dire à l'amélioration de la situation matérielle de toute la classe ouvrière ». Ces entreprises sont donc sans aucun doute de caractère socialiste, malgré les « survivances de bureaucratisme que nous avons conservées dans les organes dirigeants de nos entreprises ». <sup>44</sup>

Le très faible volume du commerce extérieur de l'URSS des années 1930-1940 témoigne d'ailleurs de manière éloquente que l'excédent du travail servait bien à améliorer l'outil productif et à satisfaire les besoins des travailleurs, contrairement aux pays bourgeois-révisionnistes où la production marchande trouve peu d'intérêt à augmenter le niveau des salaires, mais préfère produire pour l'exportation ou investir à l'étranger...

On voit par là que ces conceptions ont exercé une influence négative à l'échelle internationale, quand bien même le trotskisme avait été formellement rejeté, parce que si certes l'URSS restait officiellement l'exemple à suivre, le contenu des combats politiques livrés par Staline qui avaient permis de construire le socialisme n'avait pas été assimilé par la grande masse des communistes. Cette indigence théorique s'est aggravée au fil des années, surtout quand la direction soviétique a été usurpée par les révisionnistes qui, soucieux de se créer une aire d'influence néo-coloniale, n'ont eu de cesse d'appuyer les régimes nationalistes bourgeois qui cherchaient à se parer des couleurs du « socialisme » et même du « marxisme-léninisme ». Ici apparaît donc clairement la nécessité de s'affranchir de la falsification trotskiste-révisionniste du marxisme-léninisme.

Les communistes albanais n'ont jamais cessé d'avoir ceci en vue et chaque plan quinquennal a donc eu pour souci premier d'accroître l'indépendance économique et politique de l'Albanie socialiste. Dans le domaine des relations extérieures, ils ont toujours fait une nette distinction entre le commerce de marchandises et le commerce de capitaux, comprenant la nécessité du premier dans les circonstances d'un pays arriéré, et le grand danger du second.

« En fait, les albanais ne font pas de confusion entre échanges commerciaux et acceptation d'aides et de crédits : ce sont là deux choses distinctes, sans lien entre elles ». <sup>45</sup>

Même dans le domaine du commerce extérieur, les communistes albanais se sont toujours montrés très prudents. Staline lui aussi, avait très tôt affirmé *l'absolue nécessité* d'enregistrer un excédent dans le domaine du commerce extérieur, à plus forte raison encore dans un pays économiquement arriéré, sans quoi c'était s'exposer à une dépendance économique et à la dévaluation de la monnaie. <sup>46</sup>

L'économie albanaise, aussi arriérée fut-elle à ses débuts, n'a jamais basé son développement sur le commerce extérieur, comme c'est le cas pour les pays dépendants dont l'économie est « extravertie ».

Ensuite, ses importations étaient caractérisées par un important souci d'équipement (machines-outils, établissements industriels), tandis qu'elle avait pour souci permanent d'améliorer la structure de ses exportations.

En Albanie socialiste, les exportations représentaient une faible part de son produit social. C'est pourquoi Enver Hoxha soulignait en 1971 que même dans le cas de « l'importation de machines et de mécanismes à haut rendement », il ne faudrait « jamais dépasser les capacités de notre économie » : « **Il s'agit de faire en sorte que la mécanisation à grande échelle de la production se réalise essentiellement grâce à nos possibilités intérieures** ». <sup>47</sup> Le souci des marxistes-léninistes albanais a toujours été de mettre sur pied « une industrie diversifiée » (énergétique, extractive, manufacturière, sidérurgique, mécanique, chimique), « même lorsque nos ennemis essayaient de prouver qu'elle n'était pas rentable ». <sup>48</sup> Qu'a apporté cette ligne à l'Albanie socialiste ?

« L'Albanie n'a aucune dette ou obligation économique extérieure ou de quelque autre nature. Surtout notre pays est indépendant parce que le peuple albanais est maître de ses richesses, il est souverain et décide lui-même de la manière de les exploiter. Suivant les enseignements du camarade Enver Hoxha, dans les situations où nous édifions le socialisme, il faut que nous obtenions dans le pays tout ce que nous pouvons produire nous-mêmes : blé et maïs, coton et tournesol, énergie et machines technologiques, acier et ferrochrome mais aussi des moyens artisanaux ordinaires. Produire le pain dans le pays ou plus de 90 pour cent des marchandises de consommation courante, le pétrole et l'énergie électrique, environ 95 pour cent des pièces de rechange, exporter 10 pour cent du produit social pour importer d'autres marchandises indispensables etc., ne sont pas là des indices d'un développement autarcique, comme nos ennemis nous en accusent, mais une expression significative de l'indépendance économique et politique du pays ». <sup>49</sup>

Pour les marxistes-léninistes albanais, l'adoption de cette voie « juste et naturelle » était « conditionnée et dictée par la nécessité historique de rattraper dans un laps de temps relativement bref le retard séculaire » de l'Albanie et de construire « la base matérielle et technique du socialisme » dans les conditions de l'encercllement capitaliste. <sup>50</sup> Pour tout marxiste un pays socialiste qui baserait son développement sur l'essor du commerce extérieur est une chose impensable : les capitaux étrangers ne sont pas la seule forme d'exploitation du Travail par le Capital : une marchandise exportée renferme en elle-même un profit. Venir parler de socialisme aussi longtemps que le commerce extérieur domine la vie économique relève donc de la tromperie et de la mystification. Procéder comme les pays dépendants semi-colonisés — dont Cuba était à partir des années 1960 l'exemple type — qui basent leur développement sur la croissance du commerce extérieur avec les pays bourgeois n'est ni anti-impérialiste, ni socialiste !

« L'appui total sur ses propres forces revêt une importance exceptionnelle lorsque le socialisme est édifié dans les conditions de l'encercllement et du blocus impérialistes et révisionnistes. La trahison des révisionnistes khrouchtchéviens et chinois a accru les difficultés de l'édification du socialisme dans notre pays également. Dans les conditions de ce double encercllement, les ennemis extérieurs et intérieurs, qui agissaient sur le même plan et visaient à semer le doute sur la possibilité de la marche en avant par nos propres forces, et à renverser le socialisme en Albanie, intensifièrent leur action. Comme notre Parti l'a souligné, tant le conflit avec les putschistes dans l'armée, avec les ennemis et les saboteurs dans l'économie, que celui dans le domaine de l'idéologie et de l'art, touchaient la question fondamentale : pouvait-on édifier le socialisme et défendre la patrie en comptant exclusivement sur ses propres forces ou fallait-il tendre la main aux étrangers ? » <sup>51</sup>

Les marxistes-léninistes albanais ont toujours défini le principe de « l'appui sur ses propres forces » comme une « nécessité objective pour chaque pays, grand ou petit, avancé ou arriéré, un principe applicable dans les luttes de libération et dans la révolution prolétarienne comme dans l'édification du socialisme et la défense de la patrie » et « un principe de valeur universel pour la révolution et l'édification du socialisme », afin d'être en mesure de résister aux « multiples orages, menaces, pressions et blocus » du monde impérialiste-révisionniste, car « tant que la victoire du socialisme à l'échelle mondiale n'est pas assurée existe le danger de retour en arrière ». Dans les conditions de l'édification socialiste, ce principe ne consiste pas à rompre toutes les relations économiques et diplomatiques avec les pays non socialistes, mais à empêcher qu'un pays socialiste ne devienne un appendice du système impérialiste mondial en perdant son indépendance économique et politique. Or selon le marxisme-léninisme

« ... l'indépendance politique fraye la voie au renforcement de l'indépendance économique et que, à son tour, l'indépendance économique renforce et consolide l'indépendance politique. C'est pour cette raison que le Parti du Travail d'Albanie s'en est toujours tenu inébranlablement à la ligne de l'appui sur les ressources intérieures pour construire une économie autonome, diversifiée, dotée d'une industrie lourde et légère, d'extraction et de transformation, d'une agriculture développée dans les zones de plaines et de montagnes, capable de garantir la marche ininterrompue du socialisme, pour pouvoir développer une culture, un enseignement, une science et un art solidement établis sur le fond national et assurer une défense puissante à même de faire face à toute agression et attaque éventuelle des ennemis impérialistes et révisionnistes ». <sup>52</sup>

Le principe socialiste de l'appui sur ses propres forces vise à édifier une économie et une société socialistes dans le contexte de l'encercllement impérialiste et à préserver l'économie socialiste de la dépendance étrangère : un marxiste peut-il sérieusement prétendre qu'une entreprise à Capital étranger ou « mixte » — c'est-à-dire à la fois étranger et étatique — puisse ne pas être un instrument de l'impérialisme ? Le schéma de reproduction élargie de la production sociale sous le socialisme nécessite que toutes les ressources soient utilisées de la manière la plus efficiente, et à l'intérieur même du pays, servant à l'extension du fond fixe productif qui sert lui-même de base à l'amélioration continue du bien-être matériel et culturel des travailleurs. Les relations commerciales avec l'étranger ne sont alors nécessaires que pour se procurer les devises nécessaires à l'achat de mécanismes à haut rendement ou de marchandises que n'est pas encore en mesure de produire l'économie socialiste, et non à écouler un surplus de marchandises et de capitaux comme c'est nécessairement le cas sous le capitalisme pour stimuler la production nationale... Pour autant, il ne faut pas confondre le principe socialiste de l'appui sur ses propres forces à la pratique bourgeoise du protectionnisme économique : un gouffre les sépare. Ne faisons pas comme les idéologues bourgeois et trotskistes-révisionnistes qui aiment à faire l'amalgame pour mieux porter aux nues la supériorité du « marché libre ». Au contraire, au moyen du protectionnisme économique, la bourgeoisie vise à protéger ses marchés ou ses producteurs de la concurrence étrangère jugée « inéquitable », sans pour autant renoncer à conquérir les marchés de ses concurrents : là encore, c'est la froide nécessité économique de la reproduction élargie de la production sociale sous le capitalisme qui nécessite le recours à de telles pratiques. Sans cette internationalisation de la production marchande, sans les échanges économiques et investissements croissants entre pays

bourgeois, cela fait longtemps que le système capitaliste aurait craqué sous le poids de ses propres contradictions.

Hors de ceci, le mot d'ordre « compter sur ses propres forces » se ramène à du verbiage creux. C'est pourquoi en Albanie socialiste la constitution interdisait « l'octroi de concessions, la création de sociétés et d'autres institutions économiques et financières étrangères ou en participation avec les monopoles et les Etats capitalistes, bourgeois et révisionnistes et l'acceptation de crédits de ces derniers ». <sup>53</sup> Les impérialistes et sociaux impérialistes connaissent bien l'immense danger représenté pour eux par un pays s'appuyant sur ses propres forces. Il faut dire que la pratique de l'édification du socialisme en URSS sous la direction de Staline en a démontré la puissance et a laissé chez les impérialistes un *profond traumatisme*.

Quand dans les années 1920 et au début du premier plan quinquennal le pouvoir soviétique accorda quelques entreprises en concession aux pays impérialistes, il ne le fit pas pour une autre raison que pour les encourager à rétablir le commerce avec l'URSS. Les impérialistes, se souvenant des prédictions trotskistes, furent alors persuadés que ce qu'ils n'avaient pu obtenir par l'intervention armée, ils allaient l'obtenir par les chaînes du commerce et des investissements. Mais les capitulards trotskistes avaient été évincés et ces quelques concessions accordées par le pouvoir soviétique visaient seulement à encourager le rétablissement de relations commerciales avec le monde capitaliste hostile. Contrairement à ce que réclamaient les trotskistes pour lesquels la colonisation de l'URSS était inévitable — vu l'état arriéré de son économie — et qui demandaient donc qu'on « prit les devants » en accordant soi-même en concession au Capital étranger l'ossature industrielle du pays, les entreprises laissées en concession au Capital étranger, non seulement ne représentaient qu'une infime partie de la production industrielle, mais n'étaient pas des industries clef, telle l'industrie de production des moyens de production. Le fait d'accorder quelques entreprises en concession au capital étranger ne représentait donc pas un grand danger pour un immense pays socialiste comme l'URSS où existait une base industrielle assez large, mais avait en revanche des effets très positifs sur son commerce extérieur : les impérialistes « baissèrent leur garde », relâchèrent leur blocus économique et se mirent à commercer avec l'URSS, pensant que plus vite ils étendraient le commerce avec elle, plus vite elle se transformerait en pays dépendant. Ils n'oublièrent qu'un « détail » : dès 1925, à peine Staline avait-il défait les influences trotskistes capitulardes dans le Parti, qu'il avait élaboré la stratégie du développement économique de l'URSS et combattu les derniers trotskistes camouflés, partisans de la « dawisation » de l'URSS, c'est-à-dire de sa semi-colonisation. Compter sur ses propres forces ne signifie pas un développement « autarcique » ni « ne pas commercer » — seuls les impérialistes et leurs laquais peuvent affirmer ceci —, mais seulement privilégier le facteur intérieur et veiller à ce que les importations ne remettent jamais en cause l'indépendance économique, à veiller à ce que ces importations aident à la création d'une industrie de production de moyens de production et non viennent s'y substituer...

Comme le remarquèrent plus tard les idéologues bourgeois les plus intelligents, le commerce extérieur soviétique avait eu avant tout un « rôle technique », l'URSS « ne cherchant pas de débouchés commerciaux » et étant uniquement soucieuse de « vendre pour financer ses achats » : « l'importation doit fournir tout ce qui manque au marché intérieur pour la réalisation du Plan ». Sous la direction de Staline, et particulièrement durant la période 1927-1935 durant laquelle avait été édifiée une industrie lourde à branches multiples, le commerce extérieur soviétique avait donc

été « **dominé d'une façon absolue par les soucis d'équipement** » visant à produire tout ce qui était possible en URSS même.<sup>54</sup> Ce n'était pas une surprise pour les marxistes, car Staline avait très tôt tracé cette perspective, mais c'en fut une très douloureuse pour la bourgeoisie des pays impérialistes, laquelle n'avait vu dans ces ambitions annoncée en 1925 que de la « propagande bolchevique », et voyait quelques années plus tard naître un géant complètement autonome, ne craignant plus les pressions et les blocus économiques. Cette réalité se reflète dans la croissance du commerce extérieur soviétique : son volume global étant passé de 0,7 à 1,4 milliards de dollars entre 1938 et 1948, c'est-à-dire augmentant moins rapidement que le revenu national soviétique. En outre, une grande partie du commerce extérieur soviétique se faisait vers les pays socialistes en 1948. Et pas plus en 1938 qu'en 1948, le commerce extérieur soviétique n'avait souffert d'une balance commerciale déficitaire : en 1938 et en 1948, l'excédent commercial se chiffrait respectivement à 26 et 163 millions de dollars.

« On » — c'est-à-dire les idéologues bourgeois ainsi que des économistes petit-bourgeois parfois déguisés en « marxistes » —, nous rétorquera peut-être « qu'abolir le commerce extérieur est impossible ». Certes, sous le capitalisme. Mais un pays socialiste, dont le processus de reproduction élargie du produit social se fait harmonieusement, sans détournement d'une fraction de ce produit par une classe d'exploiteurs et dans le but de satisfaire les besoins matériels et culturels croissants des travailleurs, contrairement à la société bourgeoise, n'a pas *en théorie* de *nécessité impérative* de commercer avec d'autres pays.

C'est affirmation *théorique* n'est évidemment vraie que lorsque les circonstances pratiques ne s'y opposent pas : si les travailleurs victorieux dans un pays décidaient de ne pas commercer avec les pays bourgeois les entourant, malgré le fait que ces pays soient plus forts économiquement et militairement, ils ne tarderaient pas à devenir les victimes des visées coloniales de l'impérialisme. Dans les circonstances économiques et géopolitiques concrètes de la lutte de classe internationale, synonyme d'encercllement impérialiste, un pays socialiste économiquement retardataire (même d'un point de vue *relatif* vis-à-vis des pays bourgeois l'entourant et non *absolu*, dans le cas où les rapports de production socialistes sont déjà la base de l'ordre social et que les forces productives ont déjà atteint un haut niveau de développement), doit donc chercher à s'assimiler la technique nouvelle, pour rattraper et dépasser les pays bourgeois représentant un danger d'agression militaire et faire triompher définitivement des survivances de l'idéologie bourgeoise qui sont aussi alimentées par la différence *relative* du développement économique.

Seul un pays socialiste qui est à la pointe des sciences et de la technique *au niveau international*, peut donc « s'offrir le luxe » de ne plus commercer (ou de moins en moins) avec les pays bourgeois. C'était le cas de l'URSS de Staline : en 1950 le volume du commerce extérieur soviétique se chiffrait à 1,6 milliards de roubles — dont plus des quatre cinquièmes était fait vers les pays socialistes — ce qui représentait **moins de 0,4 %** du budget de l'Etat soviétique pour la même année !

Peut-on envisager, *même en théorie*, un pays bourgeois développé sur le plan industriel dont le commerce extérieur représente une si faible part du produit social ? Non, bien évidemment, car sous le capitalisme, la tendance à l'élargissement infini de la production se heurte à l'exploitation du travail salarié qui engendre nécessairement une masse de marchandises « surnuméraires » qu'il faut chercher à écouler sur le marché extérieur.

Depuis les années 1930, la bourgeoisie impérialiste-révisionniste fait tout son possible pour restreindre le commerce extérieur avec les pays socialistes et même avec des pays bourgeois dépendants qu'elle estime pouvoir un jour devenir une menace, cherchant avant tout à exclure de ce commerce les biens d'équipement destinés à l'industrie de production des moyens de production.

Depuis les années 1930, les possibilités pour un pays socialiste d'établir un commerce « équitable » avec les pays bourgeois — c'est-à-dire un commerce où la vente des moyens de production n'est pas soumise à des restrictions —, se sont donc considérablement réduites, et seules certaines circonstances particulières, comme la récession et la crise économique du monde révisionniste-bourgeois, peuvent contraindre la bourgeoisie impérialiste à vendre ces biens d'équipement. Le commerce extérieur de l'Etat socialiste albanais avait le même caractère d'équipement et s'il est bien un enseignement essentiel à retirer des relations économiques entre deux pays, c'est de définir le caractère de leur « coopération » économique.

La bourgeoisie elle-même sait bien le danger pour elle qu'il y a à construire le socialisme par ses propres forces. L'encyclopédie en ligne *Wikipédia* souligne ainsi que sous la direction de Staline l'URSS était « **largement autosuffisante** » et « **commerçait peu par rapport à sa force économique** ». Ce n'est que sous Khrouchchev et Brejnev que le commerce extérieur prit une vaste extension au point que « dans les années 80, l'URSS était pleinement intégrée au marché mondial et en subit les oscillations ». La même encyclopédie souligne que l'histoire de l'Albanie « a été profondément marquée par les quarante cinq années du régime autoritaire et autarcique mise en place par Enver Hoxha ». Tandis qu'un cours d'économie dispensé au *Cégep du vieux Montréal* définit l'Albanie socialiste comme étant le pays « ... **le plus fermé du monde : cet état socialiste autoritaire était pratiquement autosuffisant** », l'encyclopédie de *Microsoft* précise :

« Le régime d'Enver Hoxha, prétendant à une stratégie de développement économique et politique indépendant, se ferme alors au monde en continuant de proclamer la possibilité de construire le « socialisme dans un seul pays », selon la thèse stalinienne. La dictature en place est l'une des plus dures de toute l'Europe de l'Est ». <sup>55</sup>

Et un expert bourgeois des pays de l'Est de déduire de cette ligne générale que

« ... le régime [Hoxha] est, sans aucun doute possible, le plus dur de tous les régimes communistes ». <sup>56</sup>

Dans la bouche d'un expert bourgeois, « le plus » reflète un niveau plus élevé, non seulement quantitativement, mais également *et surtout* qualitativement. Les communistes albanais soulignaient que ce niveau qualitatif supérieur consistait dans le refus de se transformer en un appendice du système économique de l'impérialisme mondial, ce que Staline appelait « dawisation » :

« Le monde bourgeois et révisionniste considère que nous sommes un pays isolé. C'est là regarder les choses d'un oeil capitaliste et révisionniste. Les impérialistes et les révisionnistes jugent isolé un pays qui a fermé ses portes à l'invasion sous la forme des crédits asservissants, des touristes et des espions, de la culture décadente et de la dégénérescence. De ce point de vue, nous sommes vraiment et nous resterons consciemment un pays isolé. Mais cela n'apporte à notre pays que du bien et aucun mal. Notre pays progresse et s'épanouit, notre peuple vit très bien. Toute autre façon d'agir entraînerait pour nous l'asservissement ». <sup>57</sup>

Le principe socialiste de « l'appui sur ses propres forces » ne se résume donc pas à exporter plus qu'on importe : il s'agit de savoir d'où proviennent les capitaux

investis dans l'économie : des propres fonds d'accumulation du pays, ou d'un autre pays ? Dans ce dernier cas, c'est le principe de l'exportation des capitaux...

«... l'indépendance économique revêt une importance vitale pour le développement de tout pays. Elle est à la base de sa souveraineté nationale, de sa liberté et de son indépendance complète. D'aucuns peuvent prétendre qu'il est très difficile à un petit pays pauvre de conquérir rapidement son indépendance économique. Naturellement, il est confronté à des difficultés, mais elles ne sont pas insurmontables ».<sup>58</sup>

Dès la libération du pays du joug de l'occupant fasciste, Enver Hoxha martela cette vérité que le front de l'édification économique était devenu le principal front de lutte, puisque si la victoire militaire avait été assurée, toutes les conquêtes qu'elle avait apportées n'en pouvaient pas moins être anéanties de manière pacifique :

« N'oublions jamais, et le triste passé est là pour nous le rappeler, que si nous n'améliorons pas notre économie, nos obligations envers notre peuple et envers les Etats avec lesquels nous avons des relations commerciales nous conduiront aussi à une dépendance politique ».<sup>59</sup>

L'appui sur ses propres forces fut donc logiquement le principe général sur lequel s'appuyèrent les communistes albanais. Si en 1950, l'Albanie couvrait seulement 29 % de ses importations par ses exportations, elle en couvrait déjà 68 % en 1963. Durant le plan quinquennal 1971-1975, le total des échanges commerciaux de l'Albanie avec les pays de l'Est s'est monté à 335 millions de dollars d'importations et à plus de 365 millions de dollars d'exportations, soit un excédent commercial. En 1975, la balance commerciale de l'Albanie était positive, même vers les pays impérialistes d'occident, les importations se montant à 44 millions de dollars et les exportations à 61 millions de dollars. Durant la période 1970-1979, la balance commerciale albanaise a affiché un excédent commercial à hauteur de 2 % de la valeur des importations. Le budget d'un Etat socialiste doit nécessairement être équilibré et légèrement excédentaire et sa balance du commerce extérieure ne pas être structurellement déficitaire : en effet l'endettement traduit une dépendance vis-à-vis des créanciers nationaux comme internationaux qui finissent par devenir de facto propriétaires des moyens de production.

C'est grâce au développement prioritaire de l'industrie de production des moyens de production que les marxistes-léninistes albanais étaient parvenus à remporter de tels succès. Les spécialistes bourgeois ne s'y trompaient pas en soulignant que le souci prioritaire des communistes albanais qui étaient « conscients des difficultés qu'il y a à moderniser et industrialiser une économie primitive sur la base du principe d'autosuffisance, principe fréquemment réaffirmé dans les discours et articles », n'en était pas moins « **de créer une industrie lourde moderne** ».<sup>60</sup>

« La mise sur pied de la base matérielle et technique du socialisme est étroitement liée à la création d'une puissante base mécanique appelée à produire au début les pièces de rechange nécessaires pour la réparation des nombreuses machines de l'industrie, de l'agriculture, des transports, de la construction, etc., pour passer plus tard, comme elle a du reste commencé à le faire, à la production en série de certaines machines, d'outils et équipements devant pouvoir aux besoins des différentes branches de l'économie populaire. (...) Par suite de l'heureuse application du programme du Parti du Travail en vue de l'industrialisation socialiste il s'est créé dans notre pays une industrie lourde et légère à branches multiples qui s'appuie sur les matières premières fournies par le pays et qui ne dépend plus de l'étranger ».<sup>61</sup>

Ces enseignements sont aux antipodes des rapports économiques et commerciaux perpétués par l'impérialisme : sous l'impérialisme, les pays les plus puissants profitent de leur monopole dans la production des moyens de production pour enchaîner et se soumettre les économies retardataires, et les convertir en zones d'influence où ils se procurent des matières premières à moindre coût pour leur industrie et leur agriculture, et où ils trouvent des débouchés pour l'écoulement de leurs produits manufacturés victimes de la mévente sur leurs marchés nationaux.

Toute autre espèce de « socialisme » n'est pas du socialisme, mais du révisionnisme, avec tout ce qu'il a de mou, de difforme et d'éclectique. Ou bien le socialisme scientifique de Marx-Engels-Lénine-Staline, ou bien le révisionnisme qui sert à masquer la continuité de l'exploitation, il faut choisir ! N'en déplaise à certains... Il y a « socialisme » et socialisme ! De même, il y a « anti-impérialisme » et anti-impérialisme !

Est-ce pour autant que les marxistes-léninistes soient opposés au commerce international dans l'absolu ? Non, à la condition que ce commerce ne perpétue pas les rapports d'exploitation qu'il peut cacher. Le principe du commerce extérieur capitaliste-impérialiste est le suivant : trouver des débouchés à l'exportation suffisants (et toujours plus importants dans le cas où l'on espère une croissance économique) pour écouler la masse des marchandises invendues sur le marché intérieur — mévente dont la base objective est constituée par les rapports d'exploitation dans le cadre national<sup>62</sup> —, et s'approvisionner en matières premières au plus bas prix possible. Le commerce extérieur socialiste, lui, est aux antipodes de ce type de commerce international : l'exemple de l'URSS et de l'Albanie socialistes ont mis en évidence le fait que le commerce socialiste sert non pas à trouver des débouchés à une masse de marchandises invendues comme c'est le cas pour le capitalisme, mais à se procurer les devises nécessaires à l'achat de produits et surtout d'équipements que l'économie socialiste n'est pas encore en mesure de produire elle-même. Un pays socialiste dont le niveau technique serait égal ou supérieur à celui des pays bourgeois les plus développés économiquement, pourrait ainsi cesser de commercer *sans aucun dommage* pour son économie. En 1930, devant le 6<sup>ème</sup> Congrès du Komintern, les marxistes-léninistes soviétiques précisèrent de manière limpide la ligne générale de l'industrialisation socialiste, ainsi que le rôle dévolu au commerce international dans ce processus :

« Il s'agit d'abord et principalement de nouer des relations aussi larges que possible avec l'étranger, dans les limites où elles sont profitables à l'U.R.S.S., pour consolider son industrie, jeter les bases d'une industrie lourde et de l'électrification et enfin de créer une industrie socialiste de construction mécanique. Ce n'est que dans la mesure où cette indépendance économique lui est assurée malgré l'encerclement capitaliste, que l'U.R.S.S. se sent sérieusement prémunie contre la destruction éventuelle de l'œuvre d'édification socialiste et contre son inféodation au système capitaliste mondial ».

Pour Staline, il était évident qu' « aussi longtemps que se poursuivra la lutte pour la possession des moyens de production », « il ne saurait y avoir aucune égalité entre les nationalités, de même qu'il ne saurait y avoir de collaboration entre les masses travailleuses des nations ». Staline soulignait que les classes exploiteuses, féodales comme bourgeoises, appuyaient « la politique d'oppression nationale » afin « de protéger leurs privilèges de classe et de diviser les ouvriers des diverses nationalités ». Il soulignait ensuite que loin d'affaiblir ces tendances, l'impérialisme ne faisait que les renforcer, particulièrement en soumettant (économiquement ou/et militairement) les peuples des pays dépendants.<sup>63</sup> Seul le socialisme, parce qu'il

supprime toute exploitation du travail d'autrui est donc à même d'apporter une solution positive à la question nationale.<sup>64</sup> Aussi, il doit être évident qu'un pays socialiste doit avoir pour premier souci de réduire à néant l'exploitation capitaliste, qu'elle soit prise dans son cadre national comme dans son cadre international. La première exigence reste donc la production des moyens de production. La bourgeoisie impérialiste, bien plus marxiste que la plupart des révisionnistes, a parfaitement compris cette exigence fondamentale. Elle s'en sert non seulement à l'égard des pays socialistes, mais également à l'égard des pays dépendants, afin de les maintenir sous sa domination.

En effet, l'impérialisme ne vise pas à donner à ses contremaîtres indigènes les moyens de s'affranchir de sa domination économique : les investissements étrangers sont donc circonscrits au développement de certaines branches de l'économie, dans l'agriculture comme dans l'industrie, mais évidemment à l'exclusion de l'industrie lourde et plus particulièrement encore à l'exclusion de l'industrie de production des moyens de production, sans quoi l'impérialisme risque de voir s'effriter sa domination économique une fois brisé son monopole sur l'industrie de production des moyens de production.

« Le développement de l'industrie dans les colonies ne signifie pas que l'impérialisme s'oriente vers la transformation des colonies en pays développés et indépendants au point de vue industriel, ne signifie pas une « décolonisation ». La social-démocratie a formulé la théorie de la « décolonisation » dans le but de présenter la politique de la bourgeoisie impérialiste comme une politique progressive. En fait, la théorie de la « décolonisation » n'a rien de commun avec la réalité. Les métropoles tolèrent le développement dans les colonies de l'industrie légère et de l'industrie extractive et elles font tout leur possible pour entraver le développement de l'industrie mécanique, c'est-à-dire de la branche d'industrie dont le développement seul pourrait signifier une véritable industrialisation. En tolérant le développement de l'industrie dans les colonies, les impérialistes freinent en même temps ce développement. L'oppression de l'impérialisme s'en trouve non pas affaiblie, mais renforcée ».<sup>65</sup>

Ces enseignements qui étaient déjà vrais dans les années 1930, ont pris une signification encore plus profonde après la Seconde Guerre Mondiale impérialiste qui a vu un grand nombre de pays coloniaux accéder à une pseudo indépendance politique afin de diviser et d'affaiblir le mouvement de libération nationale des colonies en le reportant sur le terrain parlementaire et démocratique-bourgeois, tout en perpétuant la plus complète dépendance économique à l'égard des métropoles impérialistes.

Il est évident que la bourgeoisie des pays impérialistes ne maintient pas cette dépendance par « méchanceté », mais par nécessité économique : celle de conserver et d'étendre ses débouchés à l'exportation en évitant qu'apparaissent de nouveaux concurrents. C'est pourquoi la lutte de libération anti-impérialiste, même quand les communistes ne sont pas parvenus à en prendre la direction et à la transformer en révolution socialiste, c'est-à-dire même lorsqu'elle reste circonscrite dans le cadre anti-colonial démocratique-bourgeois revêt pourtant un caractère progressiste comparativement à une domination exclusive de type coloniale, puisqu'elle peut aboutir à développer de manière moins unilatérale l'économie de ces pays, par le fait qu'une partie de la bourgeoisie des pays dépendants veut cesser d'être un simple intermédiaire, et prendre directement les affaires de son pays en main, aggravant la lutte pour les débouchés et les contradictions inter-impérialistes. D'où la position dualiste de la bourgeoisie nationale des pays dépendants, parfois confrontée aux

visées coloniales de l'impérialisme quand elle cherche à faire autre chose que de laisser exploiter servilement les ressources de son pays et à en obtenir le meilleur prix ou à édifier. Une dépendance semi-coloniale peut ainsi offrir des conditions économiques plus favorables ensuite dans les conditions de l'édification de l'économie socialiste, après que les travailleurs de ces pays aient procédé à l'expropriation de leur bourgeoisie nationale. Pour autant, la forme semi-coloniale de domination d'un pays dépendant ne lui fournit aucune garantie de son développement économique plus indépendant, puisque

« ... le capital financier, dans sa tendance à l'expansion, achètera et soudoiera « librement » le gouvernement démocratique et républicain le plus libre et les fonctionnaires élus de n'importe quel pays, fût-il « indépendant » ». <sup>66</sup>

Lénine soulignait qu'à l'époque impérialiste, le Capital financier des pays impérialistes n'avait aucun mal à se subordonner « même des Etats jouissant d'une complète indépendance politique » au point de causer « la perte de leur indépendance politique ». Il faisait ensuite cette remarque profonde que dans le cadre des rivalités inter-impérialistes pour la recherche de débouchés et de sources de matières premières, le système impérialiste mondial n'était pas seulement divisé en pays impérialistes et en pays coloniaux, mais comportait également des Etats qui se caractérisaient par « **diverses formes transitoires de dépendance** », à l'exemple des « semi-colonies » qui jouissent d'une « **indépendance politique nominale** », tout en étant « **pris dans les filets d'une dépendance financière et diplomatique** ». <sup>67</sup> En presque un siècle ces faits n'ont pas pris une ride.

Pour Lénine, « la revendication du droit des nations à disposer d'elles-mêmes » est à l'origine une revendication petite-bourgeoise que la bourgeoisie des pays dépendants sait parfaitement utiliser afin de mystifier ses ouvriers. Pour dénoncer les mensonges et l'hypocrisie du démocratism bourgeois dans la question nationale comme dans toutes les autres, les communistes doivent donc « mettre au premier plan, non pas des principes abstraits ou formels », mais « une appréciation exacte de la situation historique concrète et avant tout économique » basée sur une nette délimitation des intérêts des classes exploiteuses et des classes exploitées et donc la mise au rebut de « l'idée générale des intérêts populaires en général, qui n'est que l'expression des intérêts de la classe dominante ». Lénine avait déjà insisté sur le fait que « la formation d'Etats nationaux indépendants est une tendance propre à toutes les révolutions démocratiques bourgeoises ». <sup>68</sup> Dans le domaine de la lutte contre l'impérialisme, cela signifie qu'il faut faire une nette distinction entre les pays impérialistes et les pays dépendants, ces derniers subissant le joug colonial et financier des premiers. De même, pour Staline, « l'idée de la défense de la patrie, inadmissible et contre-révolutionnaire pour les communistes des pays impérialistes est parfaitement acceptable et justifiée dans les pays opprimés qui font la guerre à l'impérialisme ». <sup>69</sup> Ainsi « la reconnaissance verbale du principe de l'internationalisme » est un trait « du nationalisme et du pacifisme petit-bourgeois » dont l'internationalisme revêt un « caractère purement verbal » tout en laissant intacte l'inégalité réelle, économique qui découle de la nature même du régime capitaliste. <sup>70</sup>

Pour Lénine, ces phrases générales sur une « fédération des nations en général » ainsi que sur la « liberté économique de toutes les nations, grandes et petites » sont d'une « hypocrisie répugnante » aussi longtemps que les pays bourgeois puissants dominent les pays bourgeois retardataires sur le plan financier. De même, pour Lénine, les « communistes » d'un pays impérialiste qui dénonçaient les menées

impérialistes des pays concurrents tout en « jetant un voile de phrases nébuleuses et de pieux souhaits sur les activités *tout aussi* impérialistes de « leur » bourgeoisie » ne sont que des « social-chauvins », des nationalistes bourgeois emprunts de charité chrétienne et des laquais de la bourgeoisie impérialiste. Pour Lénine, celui qui niait « l'impossibilité de faire cesser les annexions et l'étranglement financier sans renverser la bourgeoisie impérialiste et ses gouvernements » *cessait* d'être marxiste ! Visant la majorité des partis européens où avait triomphé l'opportunisme et « la politique ouvrière national-libérale », Lénine affirmait de ceux qui « justifient la guerre du point de vue bourgeois sur le mouvement de libération », admettent la « défense de la patrie », « votent les crédits » et « qui entrent dans les ministères » qu'ils n'étaient rien d'autre que des traîtres au socialisme.<sup>71</sup> La directive principale du mouvement communiste révolutionnaire « a toujours été de transformer les guerres impérialistes en guerres civiles contre la bourgeoisie » et seules la corruption de certaines couches du prolétariat des pays impérialistes et la trahison de la bourgeoisie nationale des pays dépendants effrayée par le mouvement révolutionnaire des masses travailleuses étaient parvenus à paralyser cette tendance fondamentale.<sup>72</sup> Pour les marxistes-léninistes, il est évident que le soutien actif au mouvement de libération des colonies est la condition sine qua non de la victoire de la lutte contre « le capital international et le nationalisme bourgeois ».<sup>73</sup>

Et Lénine de conclure :

**« Ne peut être socialiste un prolétariat qui admet la moindre violence exercée par « sa » nation à l'encontre d'autres nations ».**<sup>74</sup>

Pour se dérober à ces tâches, les social-chauvins du P«C»F prétextaient que Lénine et Staline avaient formulé une restriction : « il arrive dans certains cas particuliers que certains mouvement nationaux n'affaiblissent pas mais renforcent l'impérialisme », pour justifier *en tout temps* et *en toutes circonstances* leur soutien à l'impérialisme français contre le mouvement de libération nationale des pays dépendants et coloniaux intégrés à la sphère d'influence de l'impérialisme français. Pour les social-chauvins du P«C»F, il suffisait en effet qu'existe le moindre danger de récupération par une autre puissance impérialiste pour que l'utilisation du droit de séparation complète soit jugée « contre-révolutionnaire » ! Il faut dire que le P«C»F jugeait la domination coloniale de l'impérialisme français plus « progressive » que la celle d'un de ses concurrents impérialistes, fut-ce sous une forme semi-coloniale ! L'anti-américanisme traditionnel aidant, toute opposition à l'impérialisme américain était perçue comme « progressive ». Le soi-disant « danger de néo-colonisation de la France par les USA » a servi durant l'immédiate après-guerre aux révisionnistes français à justifier leur allégeance aux gaullistes qui aimaient à jouer sur les sentiments nationalistes-bourgeois anti-américains, et a motivé leur engagement à œuvrer à la mobilisation des travailleurs de France, non pas en vue du renversement de la bourgeoisie collaboratrice, mais en vue du « redressement économique » du pays, c'est-à-dire du renforcement de l'impérialisme français. Mais raisonner ainsi, c'était en fait *fusionner* avec la politique d'oppression et de pillage de la bourgeoisie impérialiste française visant à renforcer les positions internationales de l'impérialisme français. D'ailleurs, malgré la montée fulgurante de l'impérialisme américain au début du 20<sup>ème</sup> siècle et malgré la pénétration de capitaux américains chez ses concurrents européens, Staline insistait sur le fait que cela « ... **ne signifie pas encore que l'Europe se soit transformée en colonie** ». En effet, « les pays européens poursuivent l'exploitation de leurs « propres » colonies » !<sup>75</sup> Ni dans les années 1930, ni jamais par la suite des pays impérialistes comme la France n'ont

réellement été menacés de colonisation américaine, même par le plan Marshall. L'impérialisme français conservait en effet de très vastes possessions coloniales, sans oublier l'existence d'un puissant secteur capitaliste monopoliste d'Etat. Mais prétendre ceci permettait aux social-chauvins de se dérober à leurs tâches révolutionnaires, sans avoir à passer de manière trop évidente pour des traîtres au mouvement communiste international. Aussi Staline avait-il parfaitement raison d'insister sur

« ... la nécessité d'une lutte opiniâtre, incessante, résolue, contre le chauvinisme métropolitain des « socialistes » des nations dominantes (Angleterre, France, Amérique, Italie, Japon, etc.) qui ne veulent pas combattre leurs gouvernements impérialistes, qui ne veulent pas soutenir la lutte des peuples opprimés de « leurs » colonies pour s'affranchir du joug, pour se séparer et se constituer en Etats ». <sup>76</sup>

A partir des années 1930, le P«C»F se bornerait désormais, à l'instar de tous les démocrates-bourgeois et de tous les social-chauvins héritiers de la II<sup>ème</sup> Internationale kautskiste, à proclamer « l'égalité et la coopération entre les nations » de manière purement formelle, mystique et incantatoire, les préjugés chauvins sur la « mission historique de la France dans le monde » se chargeant de faire passer la pilule... Que disait Staline de ce verbiage « égalitaire » ? A ceux qui déblatéraient sur le mot d'ordre de « libre disposition nationale », Staline répondait qu'il ne devait plus figurer dans le programme des communistes du fait qu'il avait été « transformé en un mot d'ordre abstrait que les impérialistes utilisent à leur aise » et qu'il fallait donc le remplacer par un mot d'ordre plus précis, « celui du droit des peuples à se séparer pour se constituer en Etat ». <sup>77</sup>

Staline soulignait que « le droit de libre disposition des peuples opprimés des pays dépendants et des colonies » était synonyme pour Lénine de « droit à la séparation complète », contrairement aux opportunistes qui interprétaient le droit de libre disposition comme un « droit à l'autonomie » nationale-culturelle dans le but de justifier la continuité de l'exploitation économique ainsi que les annexions. Pour Staline il est évident que les déclarations sur l'« égalité des nations » ne sont « que des déclarations vides et hypocrites » aussi longtemps « qu'un groupe de nations (la minorité) vit aux dépens de l'autre groupe de nations qu'il exploite » et aussi longtemps que « les partis prolétariens » des pays impérialistes n'apportent pas leur « appui direct » « à la lutte émancipatrice des peuples opprimés ». Pour Staline, il était évident que la question nationale ne pouvait être résolue que dans le cadre de la lutte générale pour la révolution socialiste, et que la victoire de la révolution socialiste dans les pays impérialistes passait nécessairement par l'alliance révolutionnaire avec le mouvement de libération des colonies et des pays dépendants contre l'impérialisme. <sup>78</sup>

Aussi soulignait-il qu'à la différence des pays dépendants et coloniaux où le joug impérialiste « ne peut manquer d'atteindre aussi la bourgeoisie nationale » et où par conséquent « la bourgeoisie nationale, à un certain stade et pour un certain laps de temps, peut soutenir le mouvement révolutionnaire de son pays contre l'impérialisme », la bourgeoisie des pays impérialistes « opprime les autres peuples » et est donc « contre-révolutionnaire à tous les stades de la révolution ». Staline exigeait ainsi de l'Internationale communiste qu'elle fasse une « distinction stricte entre la révolution dans les pays impérialistes, dans les pays opprimant les autres peuples, et la révolution dans les pays coloniaux et dépendants, dans les pays subissant le joug impérialiste des autres Etats ». <sup>79</sup> Pour Lénine, il avait en effet toujours été évident que « dans les pays capitalistes avancés », « les mouvements

nationaux progressistes bourgeois » ont « depuis longtemps pris fin ». <sup>80</sup> Dans le cas où la bourgeoisie d'un pays impérialiste est sur le déclin, non seulement ce caractère réactionnaire n'est en rien modifié, mais il s'en trouve même accentué : la bourgeoisie d'un tel pays ne peut viser qu'à la restauration de sa puissance passée et tend donc à se lancer dans une entreprise d'asservissement colonial sur le plan extérieur et de répression du mouvement prolétarien sur le plan intérieur. L'avènement des régimes fascistes en fournit la preuve historique. Quand aujourd'hui des organisations se réclamant du marxisme-léninisme (comme le PRCF) se livrent à une propagande « patriotique » et anti-américaine qui renforce dans la conscience des travailleurs les préjugés nationalistes-bourgeois franchouillards et qui cachent aux travailleurs le caractère réactionnaire de *l'ensemble* de la bourgeoisie impérialiste française, elles creusent donc objectivement le lit du fascisme et des guerres inter-impérialistes de demain au niveau international et préparent les travailleurs à se faire la guerre mutuellement en les mobilisant pour la « défense » de la patrie bourgeoise « attaquée ».

Si Staline reprochait aux trotskistes de « briser avec la tactique révolutionnaire du léninisme » dans les pays coloniaux en niant la possibilité de réaliser une alliance contre le colonialisme et le féodalisme avec la fraction de la bourgeoisie nationale luttant contre la domination du Capital étranger, il n'en insistait pas moins sur le fait que ce « front unique » n'était acceptable qu'à la condition pour le prolétariat et le Parti communiste de ne pas « sacrifier, fût-ce à un degré minime, fût-ce une minute, son indépendance », de ne pas renoncer à « intensifier la lutte des ouvriers et des paysans contre les grands propriétaires fonciers et la bourgeoisie nationale » dans le but « de préparer ainsi les conditions de l'hégémonie du prolétariat ». <sup>81</sup> Pour Staline, ces accords étaient *provisoires* et ne pouvaient concerner que la première étape de la révolution dans les pays coloniaux : l'étape démocratique-bourgeoise anti-coloniale et anti-féodale. <sup>82</sup>

D'abord Staline, contrairement au tiers-mondiste Mao, faisait des distinctions selon le degré de développement économique atteint quand il traitait du problème de la révolution dans les pays dépendants. Pour lui, il était évident qu'on ne pouvait plus « considérer l'Orient comme un tout uniforme » : il existe des colonies « en voie de développement capitaliste » et d'autres « arriérées à l'égard desquelles il ne peut être question d'appliquer la même méthode ». <sup>83</sup> En effet, pour Staline, ce qui changeait, c'était la *méthode* (tactique) à employer pour mener à son terme victorieux la lutte anti-impérialiste tout en frayant la voie au socialisme. La tactique devait en effet s'adapter aux forces sociales indigènes en présence : avait-on affaire à un pays où les rapports de production capitalistes étaient encore à l'état embryonnaire, ou bien avait-on affaire à un pays où ils étaient déjà très développés ? Avait-on affaire à un pays où dominaient les rapports de production féodaux, la petite production agricole autarcique et l'artisanat, ou bien à un pays où existait déjà une base industrielle concentrée et de grands domaines latifondiaires, ou bien avait-on affaire à un pays qui se trouvait dans une position intermédiaire ? Selon la réponse, des tactiques différentes se posaient, mais toutes convergeaient vers le *même but stratégique* : la victoire de la révolution anti-impérialiste et l'enchaînement de la révolution socialiste. Il faut d'abord souligner qu'au milieu des années 1920, Staline considérait que l'Inde appartenait à la catégorie des pays coloniaux déjà développés sous le rapport capitaliste et que la Chine se trouvait dans une situation intermédiaire. Quels pays dépendants sont aujourd'hui moins développés que la Chine des années 1920 sous le rapport capitaliste ?

Nous serions tentés de répondre : « aucun », ou très peu. Seuls quelques pays du continent africain le sont encore aujourd'hui à cause de la domination quasi-exclusive des formes de domination coloniales. Même en Afrique, il n'y a pas aujourd'hui de pays où n'existe pas déjà une bourgeoisie indigène et d'où l'industrie soit complètement absente. Bien entendu, il existe des pays retardataires, d'un point de vue relatif, sinon, l'impérialisme ne serait pas l'impérialisme, mais l'immense majorité des pays dépendants, est beaucoup plus développée sous le rapport capitaliste que l'Inde et surtout la Chine du début du 20<sup>ème</sup> siècle. Il suffit de souligner que seule l'Afrique noire et une poignée de pays asiatiques sont moins développés que l'Inde *d'aujourd'hui* ! Par conséquent, *dans tous les autres pays*, la bourgeoisie nationale indigène est déjà « liée à l'impérialisme » et la possibilité d'un front national unique contre l'impérialisme est déjà *exclue*. Même dans le cas des pays coloniaux arriérés, où les rapports de production capitalistes commençaient tout juste à être introduits, comme la Chine, Staline soulignait la nécessité « de passer à la politique du bloc révolutionnaire des ouvriers et de la petite bourgeoisie », bloc qu'il définissait comme étant « un parti ouvrier-paysan ». Bien conscient du danger de déviation nationaliste que présentaient ces conditions — et prenant alors comme exemple le Kuomintang chinois —, Staline remarquait qu'

« Un tel parti, dualiste par sa composition, est nécessaire et rationnel s'il ne lie pas les mains au parti communiste, s'il ne gêne pas sa liberté d'agitation et de propagande, s'il n'empêche pas le ralliement des prolétaires autour du P.C., s'il facilite la direction effective du mouvement révolutionnaire par le P.C. Un tel parti n'est ni nécessaire ni rationnel s'il ne répond pas à toutes ces conditions, car il ne pourrait qu'amener la dilution des éléments communistes parmi les éléments bourgeois et enlever au P.C. la direction de l'armée prolétarienne ». <sup>84</sup>

N'est-ce pas là exactement le fond de commerce de la déviation nationaliste-bourgeoise en général, et de la déviation maoïste en particulier ? Les rares éléments communistes n'avaient-ils pas en effet été irrémédiablement *dilués* parmi les éléments bourgeois et petit-bourgeois, non seulement au sein du Kuomintang, mais aussi au sein du Parti « communiste » chinois ? Cela ne fait aucun doute, comme nous allons le démontrer ensuite.

Pourquoi sinon Mao recommanda-t-il de marcher vers le « socialisme » en alliance avec la bourgeoisie nationale, prenant prétexte de « l'état arriéré de l'économie chinoise » ? Que Staline avait raison de remarquer que les opportunistes et les capitulars cachent en général leur mentalité conciliatrice et défaitiste derrière « **des raisonnements doctoraux** » sur les « **forces de production** » !... <sup>85</sup>

Dans des pays plus développés, comme l'Inde, Staline recommandait de passer directement à la création d'un « bloc anti-impérialiste révolutionnaire » dans lequel serait d'emblée assurée « l'hégémonie du prolétariat » : dans ces pays en effet, la bourgeoisie nationale craint « la révolution plus que l'impérialisme » et s'occupe « des intérêts de sa bourse plus que de ceux de sa propre patrie » ! Dans ces pays, l'immense majorité de la bourgeoisie nationale « est entièrement du côté des ennemis irréductibles de la révolution, car elle a fait bloc avec l'impérialisme contre les ouvriers et les paysans de son propre pays ». L'histoire de ces cinquante dernières années nous l'a prouvé à maintes reprises. L'Inde en a d'ailleurs été l'illustration parfaite. C'est pourquoi

« L'indépendance du parti communiste dans les pays de cette catégorie doit être le mot d'ordre essentiel des éléments avancés du communisme, car l'hégémonie du prolétariat ne peut être préparée et réalisée que par le parti communiste ». <sup>86</sup>

C'est pourquoi Staline évoquait la « **liaison organique, entre la question nationale-coloniale et celle du pouvoir du Capital, du renversement du capitalisme, de la dictature du prolétariat** ». Il ne faisait en effet aucun doute pour lui que « les nations ne jouissant pas de la plénitude de leurs droits et les colonies ne peuvent être libérées sans le renversement du pouvoir du Capital ». <sup>87</sup> Ici il est question du Capital *en général*, et non seulement du Capital étranger ! Avis aux opportunistes et aux nationalistes bourgeois ! Une fois les pays coloniaux devenus politiquement « libres », c'est-à-dire réalisé le droit formel aux nations de disposer d'elles-mêmes, ils doivent encore utiliser cette liberté politique pour conquérir leur indépendance économique, indépendance économique qui doit dialectiquement venir renforcer leur indépendance politique. Cette indépendance véritable, seule la révolution socialiste peut la leur apporter. Pour Staline, il était donc devenu

« ... évident que l'émancipation des masses travailleuses des nationalités opprimées et l'abolition de l'oppression nationale ne sauraient se concevoir sans la rupture avec l'impérialisme, sans le renversement de « leur propre » bourgeoisie nationale et sans la prise du pouvoir par les masses travailleuses elles-mêmes. (...) En comparaison de la « question ouvrière », l'importance subordonnée de la question nationale ne fait pas de doute pour Marx ». <sup>88</sup>

Au contraire chez les nationalistes bourgeois et les révisionnistes, la question sociale est subordonnée à la question nationale. On verra que les maoïstes sont un exemple typique de cette déviation. Traitant des mouvements de libération démocratique-bourgeois des colonies Staline faisait cette remarque profonde que

« ... **le nationalisme joue pour ces organisations le même rôle que le menchevisme jouait dans le passé pour le Parti bolchevik** ». <sup>89</sup>

Ainsi donc Staline, s'il admettait la nécessité de réaliser un front unique des ouvriers et des paysans avec la bourgeoisie nationale dans les pays dépendants où les rapports de production capitalistes étaient peu développés et le prolétariat se trouvait à l'état embryonnaire (comme la Chine ou la Maroc à l'époque) **sans jamais permettre au Parti du prolétariat de se dissoudre dans ce front**, insistait sur la nécessité pour les communistes des pays dépendants où le capitalisme était plus développé (comme l'Inde à la même époque) de se constituer en Parti politique complètement indépendant et affranchi de l'influence de la bourgeoisie nationale. Pour Staline, en effet, la Révolution socialiste d'Octobre marquait la fin de « l'ère de l'exploitation et de l'oppression imperturbables des colonies et des pays dépendants » et avait inauguré « l'ère des révolutions libératrices dans les colonies et les pays dépendants, l'ère du réveil du *prolétariat* de ces pays, l'ère de son *hégémonie* dans la révolution ». <sup>90</sup>

De la même façon, pour les marxistes-léninistes albanais, les communistes des pays dépendants ne doivent pas être « à la traîne des autres forces politiques », mais doivent assurer « le rôle dirigeant de la classe ouvrière » afin de « frayer la voie à la montée de la révolution anti-impérialiste, démocratique et populaire, et à sa conversion en révolution socialiste », seule garante de la liberté et de l'indépendance authentiques. <sup>91</sup>

Voyant que la bourgeoisie impérialiste s'appliquait « par tous les moyens à implanter le mouvement réformiste aussi parmi les peuples opprimés », Lénine insistait sur la nécessité pour les communistes de ne soutenir « les mouvements bourgeois de libération des pays coloniaux que dans les cas où ces mouvements seront réellement révolutionnaires, où leurs représentants ne s'opposeront pas à ce que nous formions et organisions dans un esprit révolutionnaire la paysannerie et les

larges masses d'exploités. » Dans le cas contraire, les communistes doivent lutter contre ces mouvements, et ce d'autant que

« ... les partis réformistes existent déjà dans les pays coloniaux, et parfois leurs représentants s'appellent social-démocrates et socialistes ». <sup>92</sup>

Ce qui était vrai au début du 20<sup>ème</sup> siècle est aujourd'hui une réalité générale et omniprésente, alors que dans l'immense majorité des pays dépendants existent une base industrielle et une puissante bourgeoisie nationale.

Voici comment se pose la question nationale et coloniale dans le monde bourgeois. Voyons maintenant comment elle se pose sous le socialisme.

Staline mettait en évidence le fait que la révolution socialiste d'Octobre, avait entraîné « la résurrection des nations de notre pays auparavant opprimées » à travers « l'essor de leur culture nationale » et « l'institution d'une coopération entre eux dans la cause de l'édification socialiste ». Durant les années de la NEP, où était toléré le petit Capital privé, Staline mettait en garde sur le danger représenté par les survivances du chauvinisme dominateur grand-russe qui se faisaient jour même « au sein des institutions soviétiques au centre et en province ». Pour Staline, rien n'était plus dangereux que les éléments nationalistes bourgeois qui cherchaient « à réviser les bases de la politique nationale léniniste sous couleur d'internationalisme ». Traitant de la politique culturelle soviétique, Staline considérait ceux qui voulaient « passer à une politique d'assimilation » soi-disant « dans l'intérêt de... l'internationalisme », comme des « nationalistes grands-russes » qui se dissimulaient « sous un masque d'internationalisme et invoquant le nom de Lénine ». Il considérait cette tendance comme étant « la plus raffinée et, partant, la plus dangereuse », car derrière « un internationalisme de façade », ses représentants travaillaient en réalité au « rétablissement des *privilèges* » de la culture dominante, c'est-à-dire grande-russe. Pour Staline, il était évident que ceci amènerait à l'exacerbation des tendances nationalistes des nations dominées. Aussi insistait-il pour que les survivances de l'esprit de chauvinisme grand-russe soient combattues sans faille, parallèlement aux survivances de l'esprit nationaliste démocratique-bourgeois — tel le panislamisme — qui dans les régions périphériques autrefois opprimées confond habituellement les intérêts généraux des nations périphériques avec ceux des travailleurs et permet aux exploiters indigènes d'y exercer leur influence. Pour Staline, il était évident que « sans vaincre les survivances colonisatrices et nationalistes dans les rangs du Parti » au centre, il était « impossible de créer à la périphérie des organisations véritablement communistes ». Ainsi, dans les régions périphériques, le Parti communiste ne devait pas admettre dans ses rangs « d'éléments nationalistes petit-bourgeois et koulaks ». Ce qui était vrai pour le gigantesque état multinational qu'était la jeune URSS, qui avait hérité du tsarisme les affres du chauvinisme grand-russe colonisateur, l'est tout autant des relations entre les pays impérialistes et les pays inclus dans leur sphère d'influence. L'essentiel sous le socialisme, dans les Etats multinationaux comme dans les relations entre pays socialistes n'est donc pas de chercher à donner immédiatement une forme commune à la culture, car cette forme commune ne peut pas avoir un contenu autre que bourgeois, dans les conditions de l'inégalité économique des nationalités. Staline recommandait donc à ce que la culture, nationale dans sa forme, ait un contenu socialiste. Une fois seulement achevée cette époque de transition et le contenu socialiste solidement enraciné dans toutes les nations, on pourrait envisager une forme commune. Pour Staline, ne pas comprendre cette évidence, c'était être « perdu pour le marxisme ». <sup>93</sup>

Ce qui est vrai pour la superstructure est évidemment également vrai pour la base économique : dans le cadre de l'inégalité économique des nationalités héritée du développement de l'impérialisme mondial, vouloir instaurer d'emblée l'intégration économique, en recourant à une division internationale du travail, ne peut mener qu'à l'exploitation des territoires des nationalités les plus arriérées sur le plan économique. Avant de pouvoir revêtir un aspect parfaitement intégré, il faut d'abord que les inégalités de développement économique les plus fondamentales aient été vaincues. On ne peut évidemment pas niveler par le bas.

Obtenir un ensemble relativement homogène impose donc une ligne directrice d'industrialisation mettant l'accent *absolu* sur l'industrie de production des moyens de production, afin que les territoires retardataires puissent rattraper à grands pas leur retard sur ceux plus avancés.

En matérialiste et à l'instar de Lénine, Staline opposait aux proclamations formelles de « l'égalité entre les nations » la nécessité de détruire « l'inégalité de fait », comme condition de la sauvegarde des acquis politiques. La question nationale continuait ainsi d'exister en URSS après la victoire de la révolution d'Octobre, mais elle ne consistait plus dans une politique d'oppression : au contraire il s'agissait de « supprimer le retard économique, politique et culturel » des régions périphériques et de les aider à rattraper la Russie centrale sous tous ces plans. Staline mettait en rapport cette inégalité entre les diverses régions et nationalités de l'URSS avec celle qui se ferait sentir après la victoire de la révolution socialiste dans les métropoles impérialistes et leurs colonies et semi-colonies. Staline définissait la tâche du prolétariat des anciens pays impérialistes comme étant de prêter « un concours réel et durable, aux masses travailleuses des nationalités arriérées dans leur développement culturel et économique ». Sans réaliser ceci, il était impossible pour lui d'organiser « la collaboration fraternelle des travailleurs des divers peuples et nations dans une économie mondiale unique, conditions si nécessaires au triomphe définitif du socialisme ».<sup>94</sup>

Dès 1923, Staline proclamait qu'outre le développement de l'enseignement et de la culture dans la langue des populations des anciennes colonies de l'empire tsariste qui étaient autrefois regardées comme des sources de matières premières, il était nécessaire de créer des foyers d'industrie. L'aide internationaliste du prolétariat des pays socialistes avancés devait consister à

« Créer des foyers industriels dans les Républiques soviétiques d'Orient, comme base de rassemblement des paysans autour de la classe ouvrière ».<sup>95</sup>

Or le marxisme-léninisme nous apprend que le renforcement de la dictature du prolétariat nécessite d'apporter à la paysannerie une aide matérielle que seule l'édification prioritaire d'une industrie de production des moyens de production est capable d'apporter. Ces tâches qui se posaient à l'échelle de l'URSS entre ses différentes régions, se posaient évidemment au lendemain de l'extension du camp socialiste. La preuve que Staline considérait le modèle de développement industriel des régions périphériques de l'URSS comme un modèle préfigurant les rapports entre pays socialistes nous est donnée par le fait qu'il affirmait de cette politique qu'elle était « le premier pas vers la création de la future République soviétique mondiale du Travail ».<sup>96</sup> En 1921, le PCUS (b) remarquait que l'existence de républiques socialistes, même « les plus insignifiantes par leur superficie », constituait « **une menace mortelle pour l'impérialisme** » du fait que chaque pas en avant de ces républiques dans l'édification socialiste constituait « l'agitation la plus efficace contre le capitalisme et l'impérialisme » en encourageant le prolétariat des

pays dépendants à briser le joug du Capital. En 1927, répondant aux délégations ouvrières étrangères, Staline avait insisté sur cet aspect essentiel de la révolution socialiste mondiale.<sup>97</sup>

On comprend ainsi pourquoi, contrairement aux impérialistes, Staline considérait « les petites nations comme égales aux grandes ». <sup>98</sup> Les révisionnistes conséquents et la bourgeoisie reconnaissent d'ailleurs que ces conceptions étaient passées du domaine de la théorie à celui de la pratique dans les relations entre l'URSS de Staline et les pays de démocratie populaire, comme on le verra ensuite.

Comme on le voit, les déviations qui constituaient la ligne politique des social-chauvins soviétiques avaient été combattues par Staline déjà durant les années de la NEP, puis au cours de la collectivisation des campagnes, et enfin dans les rapports entre pays socialistes. Aussi, Staline avertissait-il avec raison que c'était dans le domaine de la question nationale que les survivances du capitalisme étaient les plus vivaces dans la conscience des hommes.

Staline définissait comme une « mentalité nationaliste d'un genre nouveau » la crainte de certains dirigeants soviétiques de s'opposer à l'impérialisme mondial et de soutenir le mouvement révolutionnaire des pays dépendants : il montrait comment « sous la formidable pression » exercée par les Etats capitalistes, les employés du Commissariat des Affaires étrangères étaient parfois tentés « **de s'engager dans la voie de moindre résistance, dans la voie du nationalisme** » afin d'éviter des complications internationales, particulièrement dans les conditions du développement pacifique de l'impérialisme caractérisée par « l'absence d'une perspective révolutionnaire internationale ». Ceci amenait les éléments dégénérés à vouloir prendre part à l'exploitation des pays dépendants au lieu de soutenir le mouvement de libération anti-impérialiste. Or il ne faisait aucun doute pour Staline que cette « ligne de moindre résistance et le nationalisme en politique extérieure signifient l'isolement et la décomposition du pays de la première révolution victorieuse ». C'est pourquoi Staline définissait la lutte contre les déviations nationalistes comme un des devoirs du PCUS (b).<sup>99</sup>

Avec l'extension du camp socialiste, les tendances nationalistes et colonisatrices qui avaient été vaincues au cours des années d'industrialisation en URSS se ranimèrent à l'échelle de la communauté socialiste : elles trouvèrent une nouvelle base matérielle en ce que les tâches de la transformation socialiste de l'économie des pays de démocratie populaire, retardataires en regard de l'économie soviétique, se posaient avec une acuité particulière.

Aussi, après-guerre, le danger de déviation vers le chauvinisme grand-russe prit une vaste extension en URSS, parallèlement au durcissement des contradictions entre le camp socialiste et les pays impérialistes. C'est un des mérites essentiels de Staline que de l'avoir compris *très clairement*, et d'avoir engagé la lutte contre les éléments « communistes » dégénérés qui étaient tentés de considérer les nouveaux pays socialistes comme des régions périphériques de l'URSS, et non comme des pays socialistes souverains et égaux.

Les révisionnistes soviétiques et leurs homologues des ex-pays de démocratie populaires substituèrent le développement de l'industrie manufacturière à celui de l'industrie des moyens de production et les slogans « internationalistes » devinrent des slogans creux et mystificateurs qui servaient à masquer la réalité impérialiste.

Lénine avait donc parfaitement raison d'insister sur

« ... la nécessité de lutter résolument contre la tendance à parer des couleurs du communisme les courants de libération démocratique bourgeois des pays arriérés ; l'Internationale communiste ne doit appuyer les mouvements nationaux démocratiques bourgeois des colonies et des pays arriérés qu'à la condition que les éléments des futurs partis prolétariens, communistes autrement que par le nom, soient dans tous les pays arriérés groupés et éduqués dans l'esprit de leurs tâches particulières, tâches de lutte contre les mouvements démocratiques bourgeois de leur propre nation ; l'Internationale communiste doit conclure une alliance temporaire avec les démocrates bourgeois des colonies et des pays arriérés, mais pas fusionner avec eux, et maintenir fermement l'indépendance du mouvement prolétarien, même sous sa forme la plus embryonnaire... »<sup>100</sup>

C'est cette directive de Lénine, appliquée par Staline, que les révisionnistes soviétiques allaient fouler aux pieds, entraînant la liquidation du socialisme en URSS et dans les pays de démocratie populaire, ainsi que la liquidation de la lutte anti-impérialiste révolutionnaire dans les pays dépendants. Or aujourd'hui, combien de camarades se réclamant du marxisme-léninisme démasquent la démagogie des cliques nationalistes-bourgeoises des pays dépendants ? Combien perpétuent en fait les vues des social-impérialistes de Khrouchtchev et Brejnev ?

Tout ceci démontre la nécessité de se réapproprier de manière créative les enseignements de l'expérience d'avant-garde du PCUS (b) dans le domaine de la question nationale et coloniale.

## **PARTIE 2 — Le social-impérialisme soviétique : de la genèse à l'effondrement**

« La rupture totale de l'U.R.S.S. avec toute tradition de solidarité a été cruellement ressentie dans un pays où le souvenir du soutien désintéressé reçu au temps de Staline reste vivant. Plus la fidélité à une amitié ancienne à l'égard du peuple de l'U.R.S.S. est intense, émouvante, permanente, plus la condamnation de la politique actuelle de Moscou est forte et profonde ».<sup>101</sup>

Evoquant en février 1946, devant le peuple soviétique, la mise à l'épreuve de la vitalité du régime économique et social soviétique qu'avait constitué l'agression nazie, Staline soulignait le facteur déterminant de la victoire qui avait été joué par l'édification d'une société socialiste basée sur une puissante base industrielle, d'une agriculture moderne et dont l'essor fulgurant avait cimenté l'amitié des nationalités composant l'Etat soviétique multinational. Staline remarquait que pour réaliser ces transformations gigantesques, il n'avait fallu à l'URSS que treize années. En marxiste-léniniste éminent qui avait guidé ces transformations, en pionnier qui avait su suivre la voie esquissée par Lénine en vue de la transformation socialiste accélérée de toutes les branches de l'économie d'un pays économiquement retardataire et arriéré entouré d'Etats bourgeois hostiles, Staline insistait sur la spécificité de l'industrialisation socialiste. Il expliquait ainsi que, contrairement à l'industrialisation capitaliste, qui outre la spoliation de colonies ou d'autres pays bourgeois nécessitait de commencer par le développement de l'industrie légère du fait du roulement plus rapide des capitaux et qui n'aboutissait donc à la création d'une puissante industrie lourde qu'après avoir accumulé pendant une longue période des profits issus des branches de l'industrie légère, l'industrialisation socialiste était dictée par la nécessité de commencer par le développement de l'industrie lourde sans laquelle il n'était possible ni de sauvegarder l'indépendance du pays, ni de stimuler rapidement le développement de l'industrie légère, ni enfin de produire le matériel moderne nécessaire à la collectivisation des campagnes et de réaliser les transformations socialistes de l'ensemble de l'économie.<sup>102</sup>

Telles étaient les tâches fondamentales qui se posaient aux marxistes-léninistes des pays de démocratie populaire dont les pays venaient de se détacher du système impérialiste mondial.

Comme nous allons le voir ensuite, à l'instar des marxistes-léninistes albanais et au contraire des révisionnistes chinois, les marxistes-léninistes bulgares avaient dès la création du Parti communiste bulgare accepté

« ... la révolution prolétarienne, non pas comme un but de l'avenir indéfini, mais comme une tâche pratique, pour laquelle les conditions objectives étaient déjà mûres et dont la solution dépendait de la préparation du facteur subjectif de la révolution, c'est-à-dire, principalement de la résolution et de l'aptitude du Parti d'en être l'organisateur et le chef ».<sup>103</sup>

Le Parti communiste bulgare, sous la direction de Dimitrov n'avait donc

« ... jamais perdu de vue la perspective générale de notre évolution vers le socialisme. Nous avons toujours eu nettement conscience de ce que la suppression du fascisme, la réalisation de toute une série de réformes, indiquées déjà dans le programme du Front de la Patrie du 17 juillet 1942, sont indissolublement liées à notre but final : le socialisme et le communisme ».<sup>104</sup>

Dimitrov appréciait grandement « l'aide » internationaliste, « les conseils et les éclaircissements » apportés par le PCUS (b) avec Staline à sa tête. Il était évident

pour Dimitrov, vu « la subsistance d'éléments capitalistes », que « si la démocratie populaire cesse de lutter contre les classes d'exploiteurs, si elle cesse d'étouffer et de refouler les éléments capitalistes, ceux-ci l'emporteraient inévitablement, et non seulement saperaient les bases de la démocratie populaire, mais amèneraient sa perte ». Pour lui, le pouvoir de démocratie populaire représentait donc « le pouvoir des travailleurs », « sous le rôle dirigeant de la classe ouvrière », ce qui est en opposition totale avec l'Etat chinois de « démocratie nouvelle » qui fusionne avec la bourgeoisie nationale. Dimitrov considérait d'ailleurs que le « régime de démocratie populaire » était une forme « de la dictature du prolétariat » « n'infirmant en rien » « les lois fondamentales valables pour tous les pays » guidant « le passage du capitalisme au socialisme ». La consolidation de ce pouvoir « dans tous les domaines de l'Etat, de la vie économique, politico-sociale et culturelle » ne pouvait passer que par le « renforcement ininterrompu des positions-clés de la classe ouvrière, avec le Parti communiste en tête » dans tous ces domaines, la consolidation de « l'alliance entre la classe ouvrière et les paysans travailleurs » au moyen de la création de « coopératives de production » bénéficiant de l'aide de « stations de tracteurs et machines agricole », la « limitation » puis la « liquidation des éléments capitalistes exploités dans l'économie rurale ». Tout ceci avait pour pré-supposé « **le développement accéléré** » de « **la grande industrie** » c'est-à-dire « **la construction d'une métallurgie nationale et d'une industrie lourde suffisamment outillée** » pour « transformer, à bref délai, la Bulgarie en un pays industriel et agricole développé ». <sup>105</sup>

« C'est là, comme le dit le camarade Staline, cette voix large, sur laquelle doit marcher l'industrie, si nous voulons qu'elle se développe et se fortifie, qu'elle conduise en avant l'économie rurale, qu'elle accélère l'édification des bases de notre économie socialiste ». <sup>106</sup>

C'est ce cap que sut maintenir l'Albanie socialiste d'Enver Hoxha, **seule contre tous les traîtres au socialisme !** Avec toute l'hypocrisie commune à leurs prédécesseurs, les petit-bourgeois « gidiens », font cette remarque profonde que l'Albanie était « le dernier des Etats stalinien conséquents ». Ce n'est pas un hasard si l'Albanie fut **le seul pays d'Europe de l'Est** où la souveraineté nationale « se soit toujours exprimée dans le stalinisme ». <sup>107</sup>

En 1946, six sociétés mixtes albanowo-yougoslaves furent créées, les titistes ne tinrent pas leurs engagements d'investissements et se contentèrent d'engranger les profits. En 1947, les communistes albanais établirent des relations économiques directes avec l'URSS, et Staline leur assura que l'Albanie devait « marcher de ses propres jambes », car selon lui elle en avait « toutes les possibilités ». <sup>108</sup> Quand l'URSS commença à apporter une aide internationaliste aux communistes albanais pour la construction d'importants établissements industriels, les titistes exigèrent que leurs soient présentés ces accords et qu'aucun autre ne fut conclu sans leur permission, accusant les marxistes-léninistes albanais d'avoir élaboré un plan économique autarcique et irréal, qui « détachait l'économie albanaise de l'économie yougoslave ». En novembre 1947, les nationalistes titistes reprochèrent aux marxistes-léninistes albanais « le contenu autarcique » de leur projet de plan quinquennal, arguant qu'il fallait aux albanais, non pas chercher à produire ce que l'économie yougoslave produisait déjà, mais produire « de manière coordonnée avec le plan yougoslave » : en effet, pour les impérialistes néo-colonialistes yougoslaves « l'économie albanaise, en raison de son retard, n'est pas en mesure de se développer toute seule ».

Dans l'esprit des titistes, ceci devait permettre d'intégrer économiquement et politiquement l'Albanie à la fédération yougoslave, c'est-à-dire de la transformer en une région périphérique exploitée.<sup>109</sup> Confronté aux menées des nationalistes titistes, bien avant leur dénonciation par le Kominform en 1948, Enver Hoxha qui avait « compris que l'économie constituait le front principal de l'édification du socialisme » suivit alors « un véritable cours d' « assimilation intensive » des problèmes économiques » afin de solutionner les problèmes posés par les ingérences néo-coloniales des titistes.<sup>110</sup> Du fait des menées hostiles des révisionnistes yougoslaves, le PTA a eu donc très tôt en vue l'avertissement de Lénine selon lequel

« ... la dialectique de l'histoire est telle que la victoire théorique du marxisme contraint ses ennemis à **se travestir** en marxistes ».<sup>111</sup>

En Bulgarie, avec l'aide apportée par les marxistes-léninistes soviétiques, Dimitrov et les marxistes-léninistes bulgares affrontèrent également victorieusement l'ingérence titiste qui visait également à intégrer la Bulgarie dans une fédération balkanique sous la coupe des chauvins grands-serbes. En décembre 1948, devant le 5<sup>ème</sup> Congrès du Parti Communiste bulgare, Dimitrov dénonça « la pratique anticommuniste du groupe nationaliste de Tito en Yougoslavie » :

« En fait, ce groupe glisse sur la pente du nationalisme et adopte aujourd'hui les positions du chauvinisme grand-serbe, qui aspirait à l'hégémonie dans les Balkans et à l'annexion de la Macédoine à la Serbie, autrement dit à la Yougoslavie. Les révélations faites au Congrès des communistes albanais sur les aspirations du groupe de Tito à l'égard de la République populaire d'Albanie, sont une autre preuve éclatante de sa politique de duplicité, de nationalisme grossier et de son reniement du front socialiste uni, constitué par l'Union soviétique et les démocraties populaires ».<sup>112</sup>

Dimitrov, pour lequel « la garantie de l'existence indépendante, de la prospérité et de l'essor de notre pays vers le socialisme » résidait « dans la collaboration internationale, avec le grand Staline en tête », tirait les enseignements des agissements hostiles des titistes et en concluait que « le nationalisme, quel que soit le masque sous lequel il se cache, est l'ennemi du communisme », c'est pourquoi « la lutte contre le nationalisme devient un devoir primordial pour les communistes ».<sup>113</sup>

En 1948, les visées impérialistes de la Yougoslavie titiste furent donc démasquées et Tito allait devoir rendre des comptes devant le mouvement communiste international. La bourgeoisie et ses alliés révisionnistes allaient en profiter pour proclamer « innocents » les chauvins impérialistes yougoslaves et spéculer sur les prétentions « impérialistes » de l'URSS de Staline, laquelle n'avait fait qu'accorder son soutien internationaliste aux peuples et aux communistes albanais et bulgares. Définissant la structure de l'économie des démocraties populaires dans les années 1948-1952, l'historien bourgeois pro-occidental François Fejtő insistait sur la similitude de leur modèle d'industrialisation accélérée des démocraties populaires avec celui de l'URSS des années 1930-1940 :

« Le stalinisme sera avant tout une technique, une doctrine, une violence, au service de ce qu'on pourrait appeler « l'auto-colonisation » de l'URSS ».<sup>114</sup>

Bien sûr, par « auto-colonisation », Fejtő en anticommuniste de type titiste vendu aux puissances impérialistes concurrentes, visait à démontrer la constance des ambitions impérialistes de l'URSS révisionniste avec la politique économique de l'URSS sous Staline. Parlant des ambitions « impérialistes » que l'URSS de Staline était censée nourrir vis-à-vis des pays de démocratie populaire, il devait cependant reconnaître, sans évidemment en comprendre l'immense signification qu'

« ... il se trouve — et il faut souligner l'importance de ce fait — que les intérêts de l'URSS coïncidaient, dans une large mesure, avec l'intérêt des pays de l'Est à développer leur capacité industrielle et à se moderniser. Contrairement à ce qui caractérise en général les relations entre les puissances hautement industrialisées et des pays coloniaux ou semi-coloniaux, qui leur servent de sources de matières premières à bon marché, — ici, une grande puissance relativement sous-développée se trouvait en position dominante, face à des pays dont la capacité industrielle pouvait compléter la sienne. Pour l'industrie lourde soviétique, celles de la Tchécoslovaquie ou de la Pologne n'étaient pas des concurrentes, mais des auxiliaires possibles. La relative faiblesse de l'industrie mécanique, de l'industrie d'appareils de précision, de la production de pétrole, d'acier, de matières chimiques, en URSS, incitait celle-ci à pousser le développement des industries de base dans les pays sous contrôle. (...) L'URSS appliqua donc, en Europe orientale, les mêmes principes économiques qu'elle avait expérimenté chez elle : l'utilisation au maximum de toutes les ressources industrielles et humaines, avec une priorité accentuée pour les industries de base, — compte tenu du caractère limité de l'aide en crédits et en biens d'équipement qu'elle était capable de fournir à ces pays ».<sup>115</sup>

Dans ce passage où suintent l'hypocrisie, la mauvaise foi et le souci de falsification délibérés et sans bornes, communs à tous les « historiens » bourgeois les plus « objectifs », l'auteur ne peut cependant pas masquer *une réalité fondamentale* : malgré sa rhétorique dénonçant le « contrôle » exercé par l'« impérialisme » « auto-colonialiste », il ne parvient pas à cacher le caractère profondément *internationaliste* des relations économiques entre l'URSS de Staline et les pays de démocratie populaire ! Si l'on en croit la fable pour benêts que débite Fejtö, si dans les années 1948-1952, la « faiblesse » de l'industrie lourde soviétique aurait poussé Staline à transplanter cette industrie lourde ainsi que tout le modèle « autarcique » l'accompagnant dans les pays de démocratie populaire ; dans les années 1953 et postérieures, en revanche, l'industrie lourde soviétique était si puissante qu'elle aurait contraint les révisionnistes khrouchtchéviens-brejnéviens à en limiter le développement dans les pays de démocratie populaire et à rechercher la « spécialisation » — c'est-à-dire la division internationale du travail ! Fejtö n'a raison que sur un point : l'immense danger représenté par la politique léninistestalinienne « d'auto-colonisation », car pour la bourgeoisie nationale des démocraties populaires, menacée d'être liquidée par le socialisme, « l'impérialisme » se manifestait dans l'aide internationaliste apportée par l'URSS aux travailleurs des pays de démocratie populaire et visant à la création d'une puissante industrie de production des moyens de production, dans laquelle les révisionnistes indigènes voyaient à juste titre une menace et une atteinte à la « liberté » d'exploiter de la bourgeoisie nationale : ayant en vue l'expérience soviétique, la bourgeoisie nationale des pays de démocratie populaire savait que l'espace d'un ou deux quinquennats suffirait à assurer les transformations socialistes les plus fondamentales de l'économie. Au contraire, afin de préserver son existence, cette bourgeoisie indigène recherchait le large développement du commerce et l'afflux de capitaux étrangers, afin de préserver son existence tout en stimulant l'essor de l'industrie la plus rentable — l'industrie légère —, ce qui convenait parfaitement aux ambitions néo-coloniales de l'URSS révisionniste, et ce fut véritablement une aubaine quand les révisionnistes soviétiques s'emparèrent du pouvoir.

Avec la prise du pouvoir par les révisionnistes soviétiques, les pays de démocratie populaire abandonnèrent donc leur « auto-colonisation » assistée par l'URSS (c'est-à-dire l'édification du socialisme), et redevinrent des pays bourgeois coloniaux et semi-coloniaux classiques, inclus dans la sphère d'influence du social-

impérialisme soviétique. Fejtő ne voit même pas qu'il se met en contradiction avec lui-même en clamant d'un côté que le modèle économique « imposé par Staline » aux pays de démocratie populaire est « autarcique », et de l'autre qu'il vise dans le même temps à leur « colonisation ».

Mais à quoi sert de coloniser l'économie d'un pays au moyen du développement prioritaire d'une industrie lourde qu'il juge lui-même « peu rentable » et « en contradiction avec le point de vue de la spécialisation », si ce n'est pas pour en retirer un profit immédiat le plus élevé ? Etrange « colonialisme » ! Pourquoi une telle différence avec le colonialisme « classique » ? Et pourquoi n'avoir pas analysé les chiffres du commerce extérieur entre l'URSS et ses « colonies » ?

Parce que cette analyse aurait tordu le cou aux mensonges révisionnistes-bourgeois en démontrant de manière *irréfutable* le caractère internationaliste de l'URSS de Staline : en 1950 le volume du commerce extérieur total de l'URSS représentait 0,4 % du budget de l'Etat soviétique de la même année. Autant dire que son rôle dans la création des richesses nationales de l'URSS était alors *nul*. Le commerce avec les pays socialistes représentait 80 % de ce commerce extérieur et était composé pour l'essentiel de moyens de production visant à permettre à ces pays d'édifier leur propre « économie autarcique », visant, comme Staline le disait « à édifier le socialisme en comptant principalement sur ses propres forces » ! Quel autre « profit » l'URSS de Staline pouvait-elle retirer de la vente de moyens de production aux pays de démocratie populaire, sans compter une aide technique dispensée gracieusement, sinon celui d'œuvrer au développement et au renforcement de la révolution prolétarienne internationale ?

Marxistes-léninistes, nous déclarons être les partisans *les plus acharnés* d'un tel « impérialisme » et nous remercions Staline d'avoir eu de telles « visées impérialistes » envers ses camarades des pays de démocratie populaire ! L'histoire des sociétés humaines n'avait jamais connu de telles ambitions « impérialistes », ne visant ni au pillage, ni à l'exploitation, mais au développement proportionné d'une économie destinée à satisfaire les besoins des larges masses travailleuses !

Aussitôt après la mort de Staline, les éléments pro-bourgeois relevèrent la tête dans les pays de démocraties populaires, soutenus en cela par la direction révisionniste khrouchtchévienne qui pouvait désormais agir ouvertement. Ainsi, les révisionnistes hongrois, en représentants des couches bourgeoises et petites bourgeoises hongroises, étaient *terrifiés* par la perspective de voir rapidement triompher l'industrialisation socialiste et à sa suite la collectivisation des campagnes, et donc liquider les vestiges du capitalisme dans l'économie. Dans cette entreprise anti-socialiste, la bourgeoisie nationale hongroise avait comme nouvel allié la direction révisionniste soviétique. En mai 1953, Malenkov, Mikoyan et Khrouchtchev exhortèrent la direction hongroise à « suivre l'exemple soviétique » et à « proclamer un cours nouveau ». Mais comme Rákosi n'avait pas obtempéré une fois de retour en Hongrie, la direction révisionniste soviétique pria Imre Nagy, adversaire bien connu de la politique économique suivie jusqu'alors par Rákosi, de se joindre à la délégation suivante en juin 1953. Ce soutien fut pour les révisionnistes indigènes hongrois l'occasion de remettre en cause la ligne suivie jusqu'alors sous la direction de Rákosi dans l'édification de la base économique du socialisme : ils déclarèrent dans une résolution de juin 1953, soutenue par les ingérences grossières de la direction révisionniste soviétique — laquelle avait critiqué « le développement excessif de la sidérurgie » —, que la politique suivie jusqu'alors, basée selon eux sur « une industrialisation à outrance et un développement disproportionné, et dépourvu

d'assises, de l'industrie lourde » avait « entraîné notre économie au bord de la faillite », avant de dénoncer « l'industrialisation socialiste excessive » et la « collectivisation forcée de l'agriculture » ! Rákosi baissa alors la tête. En juin 1953, Imre Nagy devint premier ministre, soutenu activement par la direction révisionniste soviétique : Imre Nagy reconnaissait alors que « les dispositions de la résolution de juin et les conseils des camarades soviétiques se sont révélés opportuns et justes ». <sup>116</sup>

Les mesures économiques concertées, adoptées conjointement par les sociaux-impérialistes et leurs révisionnistes inféodés dans les ex-pays de démocraties populaires consistèrent ainsi dans « le renoncement à l'industrialisation exagérée, le développement prioritaire de l'industrie légère, le ralentissement de la collectivisation et l'abolition des mesures anti-koulaks ». <sup>117</sup> En 1956, plus de 60 % des kolkhozes hongrois avaient été dissous, ne représentant plus que 10 % de la surface cultivée après la contre-révolution des titistes hongrois. De même, en Pologne, le nombre des kolkhozes avait été divisé par six entre 1956 et 1957, année durant laquelle 87 % des terres étaient entre les mains des paysans privés. <sup>118</sup> Si les éléments pro-bourgeois des démocraties populaires avaient intérêt à s'appuyer sur la direction révisionniste soviétique, de même que les révisionnistes soviétiques avaient intérêt à soutenir les révisionnistes indigènes, en vue de transformer les pays de démocratie populaire en néo-colonies, c'était cependant dans la mesure où ces révisionnistes ne s'opposaient pas à leur intégration dans la sphère d'influence du social-impérialisme soviétique.

Quant les révisionnistes indigènes cherchaient à dépasser le cadre autorisé de leur « liberté gagnée », ils s'opposaient inévitablement de manière croissante aux ambitions impérialistes de Moscou — lesquelles étaient alors assimilées grossièrement à des relents de « stalinisme », du fait des méthodes « autoritaires » employées par les révisionnistes (pro-) soviétiques —, et donc à son révisionnisme « monocentriste », au profit des thèses « polycentristes » prônées par les révisionnistes titistes, tête de pont des puissances impérialistes concurrentes dans les ex-pays socialistes. Malgré les difficultés créées par Tito, les révisionnistes soviétiques ne pouvaient pas rompre ouvertement avec lui sans risquer de rompre également avec les dirigeants titistes des pays dépendants sous la domination d'autres puissances impérialistes, qui eux, étaient perçus comme « progressistes »... Les social-impérialistes soviétiques adoptèrent donc un jeu de bascule vis-à-vis de Tito. Le social-impérialisme soviétique fit montre de ses ambitions coloniales dès 1956 en Hongrie, puis en 1968 en Tchécoslovaquie et en 1979 en Afghanistan, bien entendu sous couvert de lutte contre les éléments « anti-socialistes » — éléments auxquels les révisionnistes soviétiques avaient eux-mêmes apporté leur soutien et permis de s'épanouir —, quand les méthodes néo-colonialistes se montraient insuffisantes, lorsque la bourgeoisie comprador cherchait à changer de partenaires.

Dans sa présentation de l'ouvrage de Nagy (*Un communiste qui a choisi le peuple : portrait d'Imre Nagy*), qu'il rattache à la tradition titiste visant à « promouvoir un socialisme à visage humain », c'est-à-dire un « socialisme » d'obéissance social-démocrate où serait bannie la lutte de classe contre la bourgeoisie nationale, Fejtő fait cette remarque intéressante :

« Ainsi, les choix de Nagy, qui a dressé contre lui ceux-là même, qui comme Mao Tsé-toung et Mikoïan, paraissaient le considérer jusqu'alors avec sympathie, ce « pari » qui l'a fait dénoncer comme un « traître » au mouvement ouvrier international, permettent-ils de poser le problème du communisme hongrois sur son véritable terrain — celui des rapports de la politique et de la morale ». <sup>119</sup>

Ce terrain de « l'humanisme et du moralisme » (petit-bourgeois) n'est évidemment pas *spécifique* au communisme hongrois, mais se retrouve dans tous les pays révisionnistes, en Yougoslavie, en Chine, en Tchécoslovaquie, à Cuba, etc., où il vise à préserver les positions économiques de la bourgeoisie nationale. Non seulement l'histoire n'absoudra pas les révisionnistes, mais elle démasquera toujours davantage leurs théories et leurs pratiques opportunistes, qui atterriront inévitablement dans la poubelle de l'histoire !

Il n'est d'ailleurs pas accidentel que Nagy, à l'instar de tous les humanistes et moralistes bourgeois de l'époque, ait placé de grands espoirs dans les principes du non-alignement dont il louait « les idées d'indépendance et de souveraineté » qui avaient été « exprimées si vigoureusement par les cinq principes de Bandung » et énoncées par la « déclaration de Belgrade ». Il affirmait ensuite la possibilité « pour ces pays et ces peuples » de « s'orienter vers le socialisme et d'y parvenir » « sous la direction de partis ouvriers marxistes, ou d'autres partis nationaux progressistes et forces patriotiques », avançant « vers le socialisme par une autre voie que la voie soviétique », en empruntant des « voies spécifiques conduisant au socialisme », puisque « la loi de développement inégal du capitalisme » devait avoir pour « conclusion logique » le « développement inégal du socialisme » ! En d'autres termes, c'est toujours la vieille rengaine opportuniste et pseudo-scientifique de la « théorie des forces productives » qui sert de base « idéologique » aux vues liquidatrices des révisionnistes ! Il insistait ensuite sur « l'incompatibilité de ces principes du non-alignement » avec le « dogmatisme idéologique » « parfaitement anti-marxiste », selon lequel « le mode de développement socialiste en URSS a force de dogme, qu'il est tabou, et qu'il est valable et obligatoire partout », et après avoir déploré que « la déclaration de Belgrade était restée lettre morte », il proclamait la nécessité de « supprimer les vestiges toujours agonisants du monopole idéologique stalinien » qui avaient « inspiré l'activité du Komintern » et « provoqué le conflit surgi au sein du Kominform ». <sup>120</sup>

Evidemment, de telles déclarations n'étaient pas pour plaire aux révisionnistes soviétiques qui venaient tout juste, en mars 1956, de tenir leur 20<sup>ème</sup> Congrès — que Tito avait avec raison interprété comme « une victoire du titisme sur le stalinisme » —, et qui avaient continué dans cet élan liquidateur en dissolvant le Kominform en avril 1956, afin de donner « une nouvelle satisfaction aux yougoslaves » en vue d'accélérer leur rapprochement avec Tito, espérant ainsi par là se rallier les régimes nationalistes-bourgeois des ex-démocraties populaires et des pays dépendants. Cette suppression faisait les affaires de tout le monde, sauf des marxistes-léninistes évidemment. Elle faisait d'abord les affaires de Tito auquel l'existence du Kominform rappelait de pénibles souvenirs : sa condamnation unanime sur la base des lettres échangées au printemps 1948 entre le PCUS (b) et la LCY, lettres dans lesquelles Staline démontrait de manière irréfutable que l'esprit boukharinien et nationaliste bourgeois avait triomphé à la direction Yougoslave. Elle faisait ensuite les affaires des révisionnistes des autres ex-pays de démocratie populaire, qui eux aussi voulaient éviter que ce qui était arrivé à Tito en 1948 puisse leur arriver. Elle faisait aussi les affaires des partis « communistes » des pays impérialistes (comme le P«C»I et le P«C»F) qui étaient infectés par le parlementarisme et le social-chauvinisme, et pour lesquels le Kominform était aussi synonyme de mauvais souvenirs et d'obstacle majeur qui barrait la route à leur « volonté créatrice ». Elle faisait enfin les affaires des révisionnistes soviétiques, qui préféreraient que tout ce « joli monde » puisse dormir l'âme en paix sans qu'un trouble-fête marxiste-léniniste

puisse venir perturber la sérénité de la communauté révisionniste. Pour les révisionnistes soviétiques, c'était aussi le moyen idéal d'éviter les « clashes » brutaux — c'est-à-dire les disputes entre révisionnistes —, en organisant plutôt des rencontres bilatérales où les pressions pouvaient se montrer bien plus efficaces et au cours desquelles il était bien plus facile « d'organiser la cohabitation » et « d'harmoniser les intérêts » de tout le monde révisionniste, en coulisses, à Moscou ou dans les capitales révisionnistes. En contrepartie de l'absence de débat franc et ouvert, on prévoyait, pour la forme, d'organiser de temps à autres quelques « conférences internationales », afin « d'affirmer » le « renforcement » de « l'unité » du camp révisionniste. C'est ce qu'affirmait franchement et sans détour Togliatti, un des chefs de file du révisionnisme, à la tribune du VIII<sup>ème</sup> Congrès du Parti « communiste » italien en décembre 1956 :

*« Nous sommes opposés au retour à une forme quelconque d'organisation centralisée. Mais nous n'excluons pas, et, au contraire, nous souhaitons, parce que nous la considérons comme utile pour tous, l'organisation de rencontres internationales de représentants de plusieurs partis, pour l'examen de problèmes d'importance particulière, pour la confrontation entre les différents chemins qui sont suivis pour résoudre ces problèmes dans des situations différentes ; ces rencontres n'auraient pas pour but d'élaborer des décisions qui engageraient tout le monde, mais elles serviraient à exposer les positions réciproques et de cette façon elles augmenteraient l'unité du mouvement ».*<sup>121</sup>

Mais ce n'était pas là le summum de l'opportunisme, non ! Habile diplomate rompu aux mystifications, Togliatti était également pourvu d'extraordinaires capacités d'alpiniste qui l'aidaient à franchir les cols les plus étroits et à gravir les pentes les plus abruptes menant au sommet de l'opportunisme et au pic de la trahison ! En voici la preuve :

*« Des représentants des organisations non communistes, mais social-démocrates ou démocratiques de différents genres et qui refusent de prendre part à la croisade anticommuniste aux ordres de la réaction, pourraient prendre part à ces rencontres et ce serait un pas, même modeste, pour surmonter la scission actuelle du mouvement ouvrier international ou pour créer au moins les conditions qui permettent de la surmonter à l'avenir ».*<sup>122</sup>

Voilà quelle était la voie recommandée par les révisionnistes les plus conséquents pour rétablir « l'unité » du mouvement communiste ! Le renoncement aux tâches révolutionnaires devait nécessairement aboutir avec la compète fusion des opportunistes avec le social-démocratisme. Fusionner avec le social-démocratisme, au moins sur le plan idéologique, tout en conservant une indépendance formelle sur le plan organisationnel, voilà la voie rêvée pour la bourgeoisie : elle n'a toujours rien trouvé de mieux pour mystifier le prolétariat et perpétuer l'esclavage salarié ! Si les togliattistes du monde entier n'ont souvent eu aucun mal à rétablir l'unité avec leur propre bourgeoisie nationale, ils ont en revanche abouti à un échec complet dans le domaine de l'unité internationale des social-chauvins du monde entier... chacun faisant bloc avec sa propre bourgeoisie contre les bourgeoisies concurrentes ! Cet échec était inévitable, et seul le fait que les opportunistes du monde entier aient fait leur le stupide rêve kautskiste du super-impérialisme peut expliquer qu'ils aient sincèrement cru possible un seul instant de réaliser l'unité internationale des social-chauvins sur la base de la production marchande internationale ! Pour Enver Hoxha, il était évident que « dans le chenil révisionniste il n'y a ni ne peut y avoir d'unité véritable et stable ». Ainsi, « chaque nouvelle crise divisera et morcellera encore plus le front révisionniste international » : si les révisionnistes sont certes « unis dans un

seul front contre-révolutionnaire par leur hostilité et leur lutte commune contre le marxisme-léninisme et les forces révolutionnaires qui le défendent », ils n'en sont pas moins « liées aux intérêts de leur propre bourgeoisie nationale » ce qui amène nécessairement « des contradictions et des conflits avec les cliques révisionnistes des autres pays ». <sup>123</sup>

On comprend aisément que lorsque les marxistes-léninistes albanais montèrent à la tribune de la Conférence de Moscou en 1960, pour dénoncer le danger révisionniste et y défendre l'œuvre théorique et pratique de Staline, quand ils pointèrent du doigt la responsabilité des titistes et des révisionnistes soviétiques dans les événements de Hongrie, ils aient provoqué un scandale monstrueux et n'aient récolté que du mépris ! De quel droit ce minuscule pays venait-il troubler la tranquillité générale que les révisionnistes avaient eu tant de mal à conquérir ? De quel droit venait-on leur lancer en pleine figure, à eux qui s'étaient attachés pendant plusieurs années à purger leurs partis de tout élément marxiste-léniniste, que

« ... l'œuvre féconde et immortelle de Staline, il nous incombe à nous tous de la sauvegarder ; qui ne la défend pas est un opportuniste et un lâche » ? <sup>124</sup>

On imagine sans mal en face devant quelle hideuse réalité — celle renvoyée par son propre reflet — a alors du se trouver l'amas révisionniste quand il s'est vu aussi clairement démasqué ! Schreiber rapporte que le discours prononcé par Enver Hoxha à la Conférence de Moscou de novembre 1960 provoqua un immense scandale dans la salle, chez les soviétiques évidemment, mais également au sein des délégations françaises et italiennes. Thorez, en fervent khrouchtchévien, fit d'ailleurs distribuer aux délégués une déclaration dans laquelle était écrit :

« Les membres de notre délégation ont écouté l'intervention avec un sentiment de honte. Militants communistes, ils n'avaient jamais entendu semblable langage, ni dans les assemblées de leur Parti, ni dans les réunions du mouvement communiste international ». <sup>125</sup>

On croit sur parole Thorez quand il affirme que **jamais un semblable langage** — c'est-à-dire celui de la polémique marxiste-léniniste, franche et ouverte —, n'avait été employé au sein du P«C»F ! Les tendances sociale-démocrates et le libéralisme étaient bien trop profondément enracinés en son sein pour qu'il fût employé un autre langage que le langage diplomatique ! Juste après ce discours, Khrouchtchev fit encore pression sur la délégation albanaise, alliant menaces et offres d'argent. Avant de quitter la Conférence, Enver Hoxha dénonça ces chantages. Méfiant vis-à-vis des révisionnistes soviétiques, il logea à l'ambassade albanaise avant de repartir en train, craignant de prendre l'avion mis à sa disposition par les soviétiques. Schreiber faisait cette remarque intéressante que même au cours de la Conférence de Moscou, les khrouchtchéviens usèrent « de plus de ménagements » avec les dirigeants chinois qui désiraient maintenir à tout prix « l'unité du mouvement communiste » :

« Il en résulte un jeu souple et feutré beaucoup moins âpre que l'affrontement soviéto-albanais ». <sup>126</sup>

C'est ce jeu « souple », c'est-à-dire cette tentative de conciliation des inconciliables tentée par les révisionnistes chinois, qui fit enrager Enver Hoxha au début des années 1960. <sup>127</sup> Cette « âpreté moindre » est également évidente quand on relit le Rapport présenté par Khrouchtchev au 22<sup>ème</sup> Congrès du PCUS en octobre 1961 : ce rapport ne comportait aucune attaque directe contre les dirigeants chinois, alors qu'il appelait au renversement de la direction marxiste-léniniste albanaise. Ainsi, après une longue diatribe sur la lutte contre le « culte de la personnalité de Staline », lutte qu'il reconnaissait comme étant « inspirée » par le « testament de

Lénine » dont il rappelait le contenu, le vieux trotskiste camouflé Khrouchtchev (voir les mémoires de Kaganovitch) attaqua longuement les marxistes-léninistes albanais qui selon lui n'avaient non seulement pas montré « la compréhension qui se doit », mais qui avaient même « engagé la lutte contre cette orientation », n'étant « apparemment » « pas d'accord en leur for intérieur » avec la lutte menée depuis 1956 contre le « culte de la personnalité de Staline ». <sup>128</sup> Soucieux de se poser en *victime*, le loup révisionniste devait feindre l'étonnement !

Traitant des événements du premier semestre 1956, tels le 20<sup>ème</sup> Congrès du PCUS et la réconciliation avec Tito, l'historien titiste Fejtő concluait qu'« il était parfaitement logique qu'au lendemain de la réconciliation avec Tito, et de la reconnaissance théorique de l'indépendance des partis, alors que l'URSS tendait à liquider la guerre froide », « on supprimât le Kominform » ! Fejtő remarquait ensuite la convergence essentielle de Tito et Mao sur cette question, bien qu'ils n'aient alors pas entretenu de grandes relations, remarquant que « les chinois avaient également dès 1943 » insisté « sur la possibilité de fixer souverainement leur ligne politique et de mettre en pratique cette ligne en tenant compte de la situation concrète et des conditions spécifiques de leur pays ». <sup>129</sup> Aveux précieux ! La direction révisionniste soviétique ne pouvait évidemment pas accepter que fut inclus dans la « remise en cause » de ce « monopole idéologique », l'idéologie hégémonique monocentriste des révisionnistes soviétiques, ni en Chine ni dans les ex-démocraties populaires. En d'autres termes les révisionnistes soviétiques voulaient dire à leurs homologues révisionnistes chinois et des ex-démocraties populaires : « libre à vous de prêcher n'importe quelle espèce de « socialisme », maintenant que Staline est mort et que les partisans du « culte de la personnalité » ont été évincés, à partir du moment où vous restez « raisonnables » et que vous acceptez notre « aide ». » « Hélas », les éléments titistes que les révisionnistes soviétiques avaient soutenu contre les marxistes-léninistes des pays de démocratie populaire aspiraient à plus d'indépendance encore et désiraient maintenant obtenir des aides de tous les côtés, et non uniquement de Moscou : ils ne s'étaient tout de même pas libérés du spectre du communisme pour obéir au doigt et à l'œil aux ordres du social-impérialisme soviétique. Ainsi apparurent rapidement sur la scène historique les théories révisionnistes polycentristes, qui accompagnaient *comme une ombre* la théorie monocentriste des révisionnistes soviétiques : si ces deux théories étaient unies quand il s'agissait de combattre les « staliniens », elles étaient en revanche opposées quand il s'agissait de déterminer à qui allait profiter ce rejet du marxisme-léninisme et qui allait donc tirer les marrons du feu... de l'exploitation salariée restaurée !

S'adressant aux communistes américains dans les années 1920, Staline remarquait que si certes « dans leur activité », ils « auraient tort de ne pas tenir compte des particularités spécifiques du capitalisme américain », ils seraient encore davantage dans l'erreur de vouloir *baser* leur activité « sur ces particularités spécifiques », « car tout parti communiste » « **doit baser son action sur les traits généraux du capitalisme, qui en substance sont les mêmes dans tous les pays, et non sur les traits spécifiques du capitalisme du pays donné** ». Pour Staline, c'était là le critérium de « l'internationalisme des partis communistes ». Staline, en éminent théoricien marxiste de la question nationale et coloniale avait en effet toujours en vue que le fait de donner le primat aux « traits spécifiques » de tel ou tel pays capitaliste, amenait à « oublier ainsi les traits fondamentaux » « inhérents à tout le capitalisme mondial », et était donc synonyme de conciliation avec « sa » propre bourgeoisie nationale, conciliation qui amenait inévitablement à sombrer dans le nationalisme et

le social-chauvinisme.<sup>130</sup> Qu'on mette ces paroles en regard avec toutes les voies « spécifiques » prônées par les ennemis du socialisme ! On comprendra sans mal la haine qu'éprouvaient et qu'éprouvent encore les nationalistes bourgeois et les révisionnistes devant ces enseignements si universels, actuels et clairvoyants.

Comme Trotski, Tito et Khrouchtchev, qui virent dans la dictature du prolétariat en URSS « une dictature personnelle de Staline sur le prolétariat et sur le Parti », alors que le PCUS (b) donnait le ton aux grandes transformations socialistes qui liquidaient les dernières classes exploiteuses, lutte de classe qu'ils définissaient comme une « dégénérescence thermidorienne » provoquée par Staline ; Nagy dénonçait lui aussi « le bonapartisme, la dictature personnelle et les méthodes de violence instaurées en Hongrie » par Rákosi, « régnant en maître sur le Parti » afin de défendre la bourgeoisie nationale et les koulaks indigènes... Il définissait le pouvoir de celui-ci comme n'étant pas un « spontané » — entendre une affaire intérieure du peuple et des travailleurs hongrois —, mais comme étant imposé de l'extérieur par Staline qui selon Nagy, par sa politique, avait « aidé puissamment à la liquidation des forces capables de faire contrepoids à ce régime bonapartiste ». <sup>131</sup>

Comme tous les révisionnistes soucieux de se poser en léninistes, Nagy prétendait que les lois objectives de la reproduction socialiste élargie avaient été enfreintes par la direction de Rákosi, laquelle, en accordant « la primauté à l'industrie lourde » au détriment du développement de l'industrie légère et de l'agriculture — et surtout des exploitations individuelles —, avait soi-disant « amené à la baisse du niveau de vie ». Nagy trouva un appui solide auprès de la direction révisionniste soviétique : en juin 1953 le mercantis Mikoïan se soucia de ce que « personne ne s'était donné la peine de calculer le prix de revient, en Hongrie, d'une tonne de fonte ou d'acier ». Au début de l'année 1954, Kaganovitch revint à la charge en affirmant que

« Les anciennes erreurs de la politique économique n'ont pas été effectivement corrigées. Les proportions respectives de l'industrie lourde et de l'industrie légère sont restées presque les mêmes. Vous avez voulu édifier le socialisme d'un seul coup, alors que nous y travaillons depuis trente cinq ans. Chez nous, la situation est toute autre que chez vous, et c'est ce que vous ne voulez pas admettre. Il faut procéder à des changements plus radicaux ». <sup>132</sup>

Rákosi à la tête de la direction révolutionnaire hongroise tenta bien de résister aux pressions exercées par les révisionnistes soviétiques, parvenant même à écarter Nagy du poste de premier ministre en 1955, mais celui-ci fit un retour en fanfare en 1956, aussitôt après le rapport de Khrouchtchev au 20<sup>ème</sup> Congrès du PCUS. Ayant renoncé à la transformation socialiste de l'économie hongroise, sous couvert « d'améliorer » à bref délai « la condition matérielle du peuple », les révisionnistes hongrois proclamèrent que

« ... la voie principale du développement de l'agriculture — cela ne fait aucun doute — sera celle des coopératives. Mais jusqu'au jour où cette voie deviendra la seule, l'évolution se poursuivra par d'autres voies aussi. Quand au fond, il y aura deux voies parallèles : une voie coopérative, et une voie non coopérative. Et même, pour une étape assez longue, il y aura somme toute deux voies coopératives parallèles : celle des coopératives simples, et celles des coopératives évoluées ». <sup>133</sup>

Dans la bouche du titiste Nagy, « aussi » signifiait plutôt « surtout » ou même « exclusivement » — et on en attendait pas moins d'un « communiste » qui déjà au début des années 1930 avait eu des soucis à Moscou à cause des très bonnes relations qu'il entretenait avec Boukharine, qui s'était lui aussi montré très « pondéré » à l'égard des koulaks... En d'autres termes, la collectivisation des terres était renvoyée

aux calendes grecques : « l'assurance de la marche en avant » ainsi que la mise en garde au sujet « des dangers de retour au capitalisme » données par Nagy pour tromper les naïfs ne servait en effet qu'à cacher le fait que si l'industrie lourde était reléguée au second plan, les campagnes hongroises ne pourraient pas être collectivisées avant très longtemps, assurant aux « exploitations capitalistes de koulaks » une salvatrice paix de classe, paix qui ne fut d'ailleurs jamais démentie dans les décennies suivantes. Nous devons donc remercier Nagy d'admettre prôner la « voie coopérative » essentiellement au moyen de la « coopération simple » qui « excluait la propriété commune des moyens de production », arguant que les moyens de la coopération évoluée faisaient défaut. Mais à cause de quoi ces moyens faisaient-ils défaut, et feraient-ils indéfiniment défaut ? A cause de ceux qui freinaient l'industrialisation socialiste bien sûr ! En Chine également, où les révisionnistes arrivaient à voir un secteur « semi-socialiste », comme dans tous les autres pays bourgeois-révisionnistes à la même époque, il fut mis en place différentes espèces de « coopération simple », qui ne furent pas utilisées comme des formes transitoires de coopération, mais comme des formes *achevées et permanentes*, se substituant à la coopération léniniste-stalinienne basée sur l'artel et la mécanisation socialistes.

Mais les révisionnistes soviétiques déchantèrent bientôt, car si Nagy était effectivement un ardent anti-stalinien qu'ils avaient su utiliser pour débarquer la direction révolutionnaire hongroise, il n'en restait pas moins un titiste, qui rêvait donc de « non-alignement » et donc à l'occasion de rapprochement avec les puissances impérialistes occidentales. Si le soutien accordé au « non-alignement » était dans l'intérêt du social-impérialisme soviétique pour pénétrer en Asie, en Afrique et en Amérique latine, il n'en était pas de même quand il s'agissait des pays inclus dans sa sphère d'influence : l'insurrection de Budapest de l'automne 1956 fut donc réprimée et Nagy écarté puis exécuté en 1958, pour être remplacé par un autre révisionniste, Kadar, plus fidèle à la clique révisionniste de Moscou. Les soviétiques remplacèrent donc Nagy par un autre pion moins porté sur le titisme : Kadar qui représentait l'aile compradore *alignée* de la bourgeoisie nationale hongroise. Kadar, à l'instar de Nagy et Gomulka, avait été condamné comme nationaliste bourgeois et emprisonné au début des années 1950.

La Tchécoslovaquie a connu un processus semblable une décennie plus tard : Dubcek, autre panégyrique du « socialisme à visage humain » (c'est-à-dire du « socialisme » qui cajole, « rééduque » et « intègre » les éléments bourgeois...), et qui avait donc lui aussi des tendances titistes affirmées, après avoir été le pion avancé par les révisionnistes soviétiques contre les marxistes-léninistes tchécoslovaques, dut lui aussi être écarté par ses anciens alliés suite au « Printemps de Prague » en 1968. En Pologne, les révisionnistes soviétiques eurent plus de « chance » : Gomulka, qui avait été exclu du POUP en 1949 comme déviationniste droitier et nationaliste puis emprisonné en 1951, sortit de prison en 1954 pour retrouver sa place en 1956. A peine avait-il retrouvé sa place que les tendances séparatistes s'affirmaient à Varsovie, mais Gomulka sut donner l'assurance aux révisionnistes soviétiques qu'il ne verserait pas dans « l'antisoviétisme », c'est-à-dire le non-alignement... Le révisionniste bourgeois-compradore Gomulka fut contraint de mettre un frein aux tendances séparatistes titistes afin d'éviter de fâcher les révisionnistes soviétiques qui venaient d'échapper de justesse à un deuxième « Budapest », mais cette fois en Pologne. Le 24 octobre 1957, dans un texte dressant la situation du Parti, Gomulka demanda ainsi à ce que soit repoussé le Congrès du

POUP, en raison de la situation chaotique dans laquelle se trouvait le Parti. Malgré tous les artifices léninistes dont il usait pour combattre les éléments titistes que la « critique des erreurs du passé » avait libérés, il ne pouvait s'empêcher de dénoncer les « partisans du dogmatisme et du sectarisme » qui qualifiaient le 20<sup>ème</sup> Congrès du PCUS de « grand malheur pour le mouvement ouvrier international ». Il n'hésitait pas à affirmer que « pour ce genre de personnes, il ne peut y avoir non plus de place dans le Parti » : « nous liquiderons toute manifestation antiparti partant des points de vue du dogmatisme » !<sup>134</sup> Voilà quel était le sort des marxistes-léninistes dans les pays bourgeois-révisionnistes ! Gomulka fut toutefois remplacé en 1970 par Gierek, un autre révisionniste, de tendance monocentriste, lui, suite aux événements de Tchécoslovaquie, les révisionnistes soviétiques souhaitant alors prévenir d'autres « débordements » similaires. Si dans un premier temps, la victoire des révisionnistes soviétiques a pu apparaître aux autres partis révisionnistes comme une victoire internationale, d'où les proportions internationales qu'a pris alors la « lutte contre le stalinisme », la nouvelle politique expansionniste et néo-colonialiste des révisionnistes soviétiques s'est vite heurtée aux intérêts de ses homologues des autres partis révisionnistes, surtout quand ils étaient au pouvoir. Ainsi, dans les pays sous gouvernance révisionniste, les « droitiers » continuèrent à dénoncer la « tutelle de Moscou », qui tout en permettant le libre épanouissement des « socialismes spécifiques », cherchait à les maintenir dans sa sphère d'influence.

Comme le soulignèrent les marxistes-léninistes albanais, la mort « groupée » — durant la période 1948-1956 et dans des circonstances souvent très suspectes — d'éminents marxistes-léninistes tel Jdanov (mort de « causes naturelles » à l'âge de 52 ans — sa mort fit éclater au grand jour l'affaire du complot des médecins), Dimitrov (mort à Moscou en 1949 à l'âge de 67 ans alors qu'il y suivait un traitement médical), Staline (mort en mars 1953 à l'âge de 73 ans alors qu'il préparait de nouvelles purges liées à l'affaire du complot des blouses blanches rendue public en janvier 1953, soi disant décédé des suites d'une hémorragie cérébrale provoquée en fait par un empoisonnement, ses assassins le laissant même sans soins deux jours durant), Gottwald (décédé en mars 1953 à l'âge de 56 ans des suites d'une « pneumonie » contractée à Moscou lors des obsèques de Staline), et Bierut (tombé brusquement malade suite au 20<sup>ème</sup> Congrès du PCUS et mort à Moscou en mars 1956 à l'âge de 63 ans), serait certainement à replacer dans le contexte du coup d'Etat révisionniste en URSS et dans les pays de démocratie populaire au cours des années 1948-1956. Rien de fondamentalement étonnant à cela, au moment où s'exacerbaient les contradictions internationales avec les pays impérialistes, au moment où dans les démocraties populaires la lutte contre les tendances nationalistes-liquidatrices prenait de vastes proportions, parallèlement à l'exacerbation de la lutte de classe pour l'industrialisation socialiste, la limitation et la liquidation des éléments bourgeois dans leur économie, et au moment où en URSS la création du camp socialiste pouvait réactiver d'anciennes déviations nationalistes, considérant l'URSS comme le « centre » et les démocraties populaires comme sa « périphérie »... Le témoignage d'Enver Hoxha confirme également de manière irréfutable le fait *qu'en coulisse* dès avant la mort de Staline, et *ouvertement* aussitôt après sa mort, les révisionnistes soviétiques se sont comportés comme des impérialistes qui visaient à transformer les pays de démocratie populaire en pays dépendants.<sup>135</sup> **Dès 1956**, Enver Hoxha ne manquait pas de voir des titistes dans Nagy et Gomulka, selon lesquels les partis communistes avaient été des « lunes de Staline » (c'est-à-dire des satellites de l'URSS), et qui mettaient en avant de

« prétendues erreurs » économiques afin « d'évincer des éléments communistes comme Rákosi » et de s'attaquer aux coopératives agricoles « en prétendant qu'elles ne sont pas rentables ». Au contraire des révisionnistes chinois, Enver Hoxha voyait dans Kadar et Rajk des gens « qui n'ont jamais été des marxistes » et qui « ont œuvré pour liquider le Parti des Travailleurs Hongrois », de concert avec les titistes, tandis qu'il voyait dans Rákosi et Bierut des dirigeants parmi « les plus remarquables du prolétariat mondial ». <sup>136</sup> Evoquant l'impact du *Rapport Khrouchtchev*, le *Monde Diplomatique* souligne que

« ... les effets de son propos sur le bloc de l'Est sont inégaux. L'Albanie d'Enver Hodja s'en tient à une nostalgie stalinienne assumée ». <sup>137</sup>

Si seul Enver Hoxha a su résister aux pressions des révisionnistes soviétiques, c'est *d'abord* en raison de la situation économique et sociale saine et dynamique sur laquelle s'appuyait l'Albanie socialiste. Dès 1950, l'Assemblée populaire albanaise consacra les importants changements de la vie économique, politique et sociale réalisés au cours des cinq années antérieures. La constitution spécifiait désormais que la RPSA était « un Etat des ouvriers et des paysans travailleurs » et que le PTA était « l'avant-garde organisée de la classe ouvrière et de toutes les masses travailleuses dans leur lutte pour la construction des bases du socialisme et le noyau dirigeant des autres organisations de travailleurs, sociales et d'Etat. »

La période 1954-1960, contrairement aux autres pays de démocratie populaire, vit non pas le triomphe des révisionnistes et le coup d'arrêt porté aux transformations socialistes, mais le triomphe des transformations socialistes dans toute l'économie, à la ville comme à la campagne. En 1960, les rapports de production socialistes assuraient 99 % de la production industrielle globale, 80 % de la production agricole, 100 % du chiffre d'affaires du commerce de gros et 90 % de celui du commerce de détail. Le secteur socialiste fournissait ainsi 90 % du revenu national. <sup>138</sup> C'est *ensuite* parce qu'à l'époque, la mort subite de Staline et d'autres dirigeants marxistes-léninistes lui parut suspecte et qu'il su faire le rapprochement avec les menées des khrouchtchéviens et de ses alliés révisionnistes dans les pays de démocratie populaire, leur rapprochement avec Tito et la bourgeoisie comprador tiers-mondiste (Nehru). La « mort étrange, inattendue » de Gottwald des suites d'une maladie « contractée le jour des funérailles de Staline » l'avait surpris. L'éviction de Rákosi lui avait paru toute aussi inquiétante. Quant à la mort subite de Bierut, juste après le 20<sup>ème</sup> Congrès du PCUS, c'est également avec « consternation et surprise » qu'Enver Hoxha l'accueillit. Ainsi Enver Hoxha notait dans ses mémoires que qu'il était « fort possible » que Khrouchtchev et sa clique aient ourdi « des intrigues des putschs et des attentats » contre les dirigeants marxistes-léninistes. Aussi se montra-t-il très prudent au cours des entrevues qu'il eût avec la direction khrouchtchéviennne dans les années 1956-1960. <sup>139</sup>

Pour réaliser leurs desseins impérialistes, les révisionnistes soviétiques avaient eu besoin de se débarrasser des directions marxistes-léninistes qui, tout en étant moins avancées que l'Albanie sur le plan des transformations socialistes, tendaient au même but : isoler les forces de la réaction et les éliminer parallèlement au renforcement du secteur socialiste dans l'économie. Pour la direction révisionniste soviétique, les marxistes-léninistes des pays de démocratie populaire étaient donc devenus des ennemis de classe, tandis que la bourgeoisie nationale indigène devint une alliée (au moins temporaire), pour peu qu'elle soit de type comprador, c'est-à-dire qu'elle accepte d'exploiter « ses » travailleurs à la fois pour son propre compte et pour celui du Capital étranger !

Aussi longtemps que Jdanov et Staline dirigeaient, les tendances chauvines et nationalistes étaient combattues et amputées. Après leur assassinat, elles s'épanouirent librement. La meilleure preuve de l'internationalisme prolétarien de Staline, est d'avoir écouté et soutenu les marxistes-léninistes albanais et bulgares contre les chauvins nationalistes yougoslaves, dont le pays avait un poids économique très supérieur à celui de l'Albanie et de la Bulgarie réunies. Mais Staline n'était animé d'aucune ambition impérialiste et n'avait en vue que les intérêts du mouvement communiste international. A l'inverse, la meilleure preuve de la trahison révisionniste de Khrouchtchev consistait dans la rupture de l'alliance avec les communistes authentiques, au profit de la collaboration avec les régimes nationalistes bourgeois arborant le masque du « socialisme ».

Il est aujourd'hui évident que les révisionnistes soviétiques et leurs homologues des pays de démocratie populaire ont comploté ensemble contre les marxistes-léninistes à la tête des pays socialistes : durant la période 1946-1948, les principaux dirigeants de Leningrad entretenaient des relations très amicales avec les révisionnistes yougoslaves. Ainsi, Milovan Djilas et Alexandre Voznesensky avaient une large communauté d'idées et rejoignaient les thèses de Varga que Staline combattit dans sa brochure *Les problèmes économiques du socialisme en URSS*. Tandis qu'en janvier 1948 une délégation yougoslave était reçue à Moscou avec réserve, elle était chaudement accueillie à Leningrad. Dans ce contexte, et parallèlement à la condamnation du titisme par le Kominform au printemps 1948, quand en juillet 1948, Staline reçut de la doctoresse Timatchouk, collaboratrice des organes de sécurité de l'Etat une lettre accusant plusieurs médecins soviétiques d'avoir usé volontairement de traitements contre-indiqués ayant provoqué la mort de Chtcherbakov en 1945 et de Jdanov en 1948, il fut désormais évident aux yeux de Staline que l'affaire du centre de Leningrad n'avait pas été un accident fortuit, mais que se préparait en URSS même un complot de grande envergure de la part d'éléments nationalistes-bourgeois titistes et sionistes. Il était alors évident que l'assassinat de Jdanov, qui avait été l'organisateur du Kominform, prenait une signification politique particulière. Fin 1950, l'enquête s'orientait vers le médecin, J. Etinguer qui avait « soigné » plusieurs dirigeants communistes (Jdanov et Dimitrov) et si aucune preuve directe de leur assassinat ne fut trouvée, il fut en revanche clairement établi qu'existait de forts mobiles politiques : pour Etinguer les procès de Moscou avaient été « des procès truqués » ; il affirmait également « l'innocence » de Tito et voyait de « l'antisémitisme » dans la campagne anti-cosmopolite et anti-sioniste ! Bref, les mobiles d'assassinat de Jdanov et Dimitrov ne manquaient pas !

Quand en 1952, l'enquête portant sur le complot des médecins commença à remonter vers les donneurs d'ordre, les comploteurs se virent de plus en plus menacés, d'autant plus après le 19<sup>ème</sup> Congrès du PCUS. Staline n'avait fait qu'un bref discours durant ce Congrès, mais juste avant sa tenue, les marxistes-léninistes soviétiques avaient fait publier sa dernière étude *Les problèmes économiques du socialisme en URSS*. Cette étude porta un rude coup aux révisionnistes, en URSS où s'exprimaient de plus en plus les tendances à la conciliation avec l'impérialisme, comme dans les pays de démocratie populaire où les tendances à l'intégration des koulaks étaient très fortes. Les marxistes-léninistes des démocraties populaires (comme Gottwald, Bierut, Rákosi et Hoxha) reconnurent à la tribune de ce Congrès qu'en publiant son étude sur *Les problèmes économiques du socialisme en URSS*, Staline avait rendu un service « d'une importance inestimable à tous les Partis communistes au pouvoir ». <sup>140</sup> Quelques semaines après le 19<sup>ème</sup> Congrès du PCUS,

s'ouvrait à Prague en Tchécoslovaquie le procès des titistes tchèques, procès durant lequel les chefs révisionnistes tchèques et notamment Rudolf Slansky, ex-secrétaire général du Parti communiste tchécoslovaque et l'ancien ministre des affaires étrangères, furent accusés de propager le cosmopolitisme bourgeois et de défendre la bourgeoisie nationale tchèque. Ils furent condamnés à mort pour leur ligne trotskiste-titiste et sioniste ainsi que leur travail de sape dans l'économie. Des purges eurent également lieu dans d'autres pays de démocratie populaire, avec plus ou moins de succès selon que c'étaient les révisionnistes ou les marxistes-léninistes qui détenaient les rennes du pouvoir.

En URSS, si Staline était resté silencieux au cours du 19<sup>ème</sup> Congrès du PCUS, il se montra en revanche acerbe au lendemain : en décembre 1952, à la réunion plénière suivante du Bureau politique, il critiqua violemment Mikoïan, mais aussi Vorochilov et Molotov, reprochant à Mikoïan, alors ministre du commerce extérieur, ses pratiques obscures (Enver Hoxha fut d'ailleurs le témoin de ses activités de mercanti), et reprochant à Vorochilov et Molotov leur attitude de capitulation face à l'impérialisme. Cette réunion plénière, à laquelle participèrent plus de 200 membres du PCUS, décida de remplacer le Bureau politique de 10 membres par un présidium de 25 membres, nouveaux et moins contaminés par l'idéologie révisionniste. Mikoïan, Beria, Malenkov et Molotov furent alors écartés. Selon Khrouchtchev, Staline aurait alors lancé à la face des anciens membres du Bureau politique :

« Vous êtes aveugles comme des chatons. Qu'arrivera-t-il sans moi ? Le pays périra parce que vous ne savez pas comment reconnaître des ennemis ». <sup>141</sup>

Peut-on considérer comme une « erreur » ou une marque de « paranoïa », le fait que Staline les ait fait démettre de leur fonction ? Non, car il est indéniable que Khrouchtchev, Mikoïan, Beria, Boulganine, Malenkov, Vorochilov, Kaganovitch ont trempé à des degrés divers dans ces complots, de manière plus ou moins consciente, soit en URSS, soit dans les pays de démocratie populaire. Molotov a été incapable de s'y opposer, bien qu'il ait été *le seul* du nouveau Bureau Politique à essayer de résister au tournant titiste de Khrouchtchev en 1955 et le seul à n'avoir jamais renié son passé révolutionnaire. Le rôle respectif de chacun reste à élucider, ce qui nécessite de disposer des documents d'époque et qui est donc du ressort de nos camarades des ex-pays socialistes. Ce qui est certain, c'est que Molotov lui-même n'était pas clair et qu'il a cru qu'il était possible de redresser le Parti de l'intérieur, « redressement » dont on peut se demander en quoi il aurait consisté quand on sait de Molotov qu'il affirmait de Voznessenski qu'il était « un homme très compétent, de grande envergure », une homme que l'« on a eu tort de fusiller ». De même, Molotov n'hésitait pas à dire au sujet de Kouznetsov qui appartenait au groupe de Voznessenski lié aux révisionnistes yougoslaves dans l'affaire de centre de Leningrad que « de tous ceux que j'ai connus, il était l'un des meilleurs ». <sup>142</sup> Il suffit également de relire les rapports présentés au 20<sup>ème</sup> Congrès du PCUS non seulement par Khrouchtchev, Mikoïan, Malenkov et Boulganine mais aussi par Molotov, Chepilov, Kaganovitch et Vorochilov pour se rendre compte que même ces derniers avaient suivi Khrouchtchev dans la proclamation de son « cours nouveau », et critiquaient « le culte de la personnalité », la « rupture entre théorie et pratique », louant même la « coexistence pacifique » ainsi que la nouvelle politique extérieure de réconciliation avec Tito (Molotov !) et d'alliance avec les régimes nationalistes bourgeois compradore d'Inde et de Birmanie. (Encore Molotov !) Molotov ne voyait donc pas les liens qui unissaient entre eux les révisionnistes et qui les rattachaient à l'impérialisme par l'entremise du nationalisme bourgeois.

Si Molotov n'était pas hostile à la personne de Staline, il était en revanche aveugle et ne comprenait pas sa politique ! Staline n'avait donc rien d'un fou paranoïaque, mais avait bien tout d'un chef marxiste-léniniste *extrêmement lucide* ! Rien d'étonnant donc à ce que Molotov, parlant du groupe « anti-parti » qui s'était fixé pour but de limoger Khrouchtchev de ses fonctions de secrétaire général, reconnaisse lui-même que « nous n'avons aucun programme — rien que la destitution de Khrouchtchev qui aurait été nommé ministre de l'agriculture ». <sup>143</sup> On voit par là à quel point Staline avait eu raison de les faire remplacer à la fin de l'année 1952 ! Avec un tel « programme » on aurait couvert la politique opportuniste de l'étiquette marxiste-léniniste ! Khrouchtchev n'a donc pas eu que des aspects négatifs... Aussi, c'est avec raison qu'Enver Hoxha remarquait de Molotov et des anciens compagnons de Staline :

« Ils avaient perdu l'esprit révolutionnaire, c'étaient des cadavres du bolchévisme, ce n'étaient plus des marxistes-léninistes ». <sup>144</sup>

En janvier 1953, éclata au grand jour l'affaire du complot des médecins. Le 13 janvier, un article parut dans la *Pravda*, anonyme, il faisait peu de doutes qu'il avait été écrit par Staline lui-même. Dans cet éditorial, était souligné le fait que bien qu'en URSS les classes exploiteuses aient été liquidées, il n'en demeurait pas moins des éléments hostiles animés par des points de vue et une morale bourgeoise. Dans les semaines qui suivirent, parurent des articles qui appelaient les travailleurs à la vigilance révolutionnaire afin de démasquer les éléments nationalistes et sionistes bourgeois. Le 24 et 25 janvier parurent des articles commémorant la mémoire de Kouïbychev, assassiné en 1935, c'est-à-dire un an après Kirov <sup>145</sup>, et appelant la population soviétique à utiliser les élections des soviets locaux pour démasquer les éléments hostiles. Durant les mois de janvier-février, la *Pravda* relatait régulièrement les résultats de cette lutte menée en URSS et dans les pays de démocratie populaire. L'Etat d'Israël, alors furieux de voir démasquées les menées de son organisation sioniste-bourgeoise *Joint* et de ses agents dans les pays socialistes, rompit ses relations diplomatiques avec l'URSS en février 1953. La bourgeoisie occidentale en profita alors pour présenter la lutte de classe menée par les marxistes-léninistes en URSS et des pays de démocratie populaire comme étant la manifestation d'une « vague d'antisémitisme », dans le but évidemment de renforcer les parallèles entre communisme et nazisme. Pourtant, les médecins condamnés n'étaient pas tous juifs, pas plus que les titistes condamnés au cours des procès dans les pays de démocratie populaire.

La proportion de condamnés d'origine juive était certes plus importante que dans la population (6 médecins sur 9 concernant le complot des blouses blanches et 11 révisionnistes sur 14 dans le cas du procès Slansky), pour autant cela ne tenait pas à un quelconque « antisémitisme » des staliniens, mais à l'origine sociale de ces condamnés, origine sociale qui, comme chez Trotski, avait constamment tendance à refaire surface dans des circonstances où s'exacerbait la lutte de classe. Sinon, pourquoi Rákosi, lui-même d'origine juive, ne fût-il jamais menacé par cette « vague d'antisémitisme » ? Etrange « antisémitisme » de la part de Staline ! Non ? Pas si étrange que ça en fait, puisque Staline soulignait le 1<sup>er</sup> décembre 1952 devant le Politburo que

« Tout sioniste est l'agent du service d'intelligence américain. Les nationalistes juifs pensent que leur nation a été sauvée par les États-Unis, là où ils peuvent y devenir riches, bourgeois. Ils pensent qu'ils ont une dette envers les Américains. Parmi les médecins, il y a beaucoup de sionistes ».

On est très loin ici des discours sur la « supériorité » ou la « mission historique » d'une race : Staline ne parlait à aucun moment d'une « race juive à exterminer », mais de l'existence d'un complot dirigé par des éléments sionistes-bourgeois proches de l'impérialisme américain ! L'anti-sionisme n'est pas de l'« antisémitisme », à moins de considérer la lutte de classe comme du « racisme » ! Certes, cela fait les affaires des exploiters, puisque la bourgeoisie, pour les besoins de sa propagande anticommuniste, a besoin de ces mensonges grossiers. Quand la bourgeoisie, ainsi que ses larbins trotskistes et révisionnistes, dénoncent dans l'affaire du centre de Leningrad, dans l'affaire du complot des médecins et dans les procès politiques des pays de démocratie populaires « les derniers crimes et complots de Staline » et voient même dans ceux-ci des « campagnes antisémites », c'est pour essayer d'éluder leur *caractère de classe* et masquer les complots et les crimes *bien réels* des révisionnistes et des titistes contre les chefs marxistes-léninistes et contre le socialisme.

Parallèlement au durcissement de la lutte de classe qui laissait augurer au début de l'année 1953 une campagne de lutte à grande échelle contre le bureaucratisme et le nationalisme bourgeois, les éléments hostiles, voyant leur fin proche, intensifièrent leurs menées hostiles dans la coulisse. Le 17 février, les Izvestia annonçaient la mort « prématurée » du jeune général Kossynkine, commandant en chef du Kremlin et responsable de la sécurité de Staline. Celle de Staline allait suivre rapidement, bien qu'en « parfaite santé quelques semaines auparavant », selon Molotov. Le 1<sup>er</sup> mars Staline tombait « malade » mais sa « maladie » ne fut annoncée que le 3 mars et il décéda le 5 mars. Officiellement victime « d'une hémorragie cérébrale », l'empoisonnement fait pourtant peu de doutes, au point que la revue bourgeoise *Historama* affirme : « Staline ne meurt pas dans les 48 heures que ce poison particulier accorde habituellement comme sursis à ses victimes. Sa formidable constitution va résister durant quatre jours ». <sup>146</sup> Aussitôt après son assassinat, l'ancienne direction révisionniste, écartée par la réunion plénière du Politburo en décembre 1952, revînt sur le devant de la scène. A peine un mois plus tard, les membres de l'organisation de Leningrad condamnés pour leur travail de sape dans l'économie étaient innocentés et les comploteurs impliqués dans l'affaire du complot des blouses blanches réhabilités. Khrouchtchev, Mikoïan et Beria furent directement impliqués dans ces réhabilitations, et il fait donc peu de doutes qu'ils étaient également directement impliqués dans ces affaires d'assassinat. Anti-communistes et communistes s'accordent là-dessus : Avtorkhanov, historien bourgeois-révisionniste, aboutit ainsi à la conclusion que Beria, Khrouchtchev, Mikoïan, Malenkov et Boulganine étaient à la tête du complot visant à assassiner Staline. <sup>147</sup> Molotov, qui estimait « restreint » le rôle de Boulganine, jugeait ce scénario très probable, rapportant que Beria avait lui-même fait des allusions troublantes au cours des obsèques de Staline. <sup>148</sup>

On voit donc que Staline et les marxistes-léninistes des démocraties populaires combattaient d'abord leurs adversaires politiquement, puis s'ils persistaient dans leur travail de sape, au cours de *procès publics*, où les coupables avaient tout loisir de se défendre, de clamer leur « innocence » et même de dénoncer à la face du monde bourgeois les « tortures » dont ils prétendirent avoir été victime, après coup évidemment. Molotov affirma d'ailleurs catégoriquement que lui et Staline n'avaient jamais cautionné ni employé la torture. Les révisionnistes, en revanche, impuissants dans le domaine de la lutte idéologique, n'avaient pour eux comme armes contre les marxistes-léninistes que les manœuvres de coulisse, les complots et les assassinats !

C'est une leçon de l'histoire à ne pas oublier ! Comme le disait Enver Hoxha, les révisionnistes sont enclins à attribuer aux autres leur propre pourriture !

« Demeurer incrédule devant la présence d'espions, de traîtres et d'agents au sein du mouvement communiste revient à laver la bourgeoisie de tous ses crimes, à faire croire qu'elle mène un loyal débat d'idées contre le socialisme, du niveau de ces joutes électorales de salon que la télévision nous offre de temps à autres. Rester dans cette incrédulité témoigne en fin de compte d'une méconnaissance de ce qu'est le socialisme et du bouleversement qu'il introduit dans ce monde plurimillénaire d'oppression et d'exploitation ».<sup>149</sup>

Les procès politiques contre les traîtres et les saboteurs sont donc une forme de la lutte de classe.

Il est d'ailleurs instructif d'écouter le témoignage de protagonistes de l'époque, les travailleurs des pays socialistes, qui jugent de manière bien différente de celle des révisionnistes et de la bourgeoisie les procès politiques dans les pays socialistes sous la direction des « staliniens ». En 2004, *Radio Prague* rapportait qu'au cours des célébrations du 108<sup>ème</sup> anniversaire de la naissance de Gottwald, des communistes praguais étaient venus lui rendre hommage. Un vieux communiste se remémorait : « ... c'était un simple ouvrier qui s'est hissé à la tête de l'Etat... C'était un homme bien et un bon communiste. Nous l'aimions tous, et c'est la raison pour laquelle nous sommes ici aujourd'hui, nous l'aimons toujours, même s'il n'est plus avec nous ». Malgré les mensonges bourgeois-révisionnistes, un autre communiste qui l'avait connu personnellement racontait que « ce n'était pas un dirigeant cruel », sinon envers « ceux qui se comportaient de façon injuste ». Un étudiant communiste de 20 ans renchérisait : « Je pense que le régime au pouvoir, après la victoire contre le fascisme, n'a été cruel qu'envers ceux qui avaient tué des policiers, ou avaient détruit des usines, des choses comme ça », puis n'hésitait pas à répondre au journaliste qui lui demandait s'il pensait que l'expérience du communisme pouvait être retenue dans son pays : « Je le pense, oui. Je crois que c'est la seule solution pour la classe ouvrière et pour la jeunesse. La seule issue, c'est une révolution anti-capitaliste ». Et le journaliste bourgeois de *Radio Prague* de s'exclamer que bien que ces déclarations et célébrations n'aient pas remporté le soutien du parti communiste [révisionniste] tchèque, « ce genre de manifestations ne fait plus sourire grand monde à Prague. »

Et on comprend les grimaces de la bourgeoisie tchèque et de ses alliés révisionnistes, eux qui de concert avec la bourgeoisie internationale avaient proclamé une décennie auparavant la « fin de l'histoire » en pensant qu'un demi-siècle de falsification historique et de propagande mensongère sur les « crimes bolcheviques » ainsi que plusieurs décennies de pouvoir révisionniste-bourgeois auraient suffi à dégoûter les travailleurs du communisme ! Dans tous les pays d'Europe de l'Est, on voit des communistes relever le drapeau du marxisme-léninisme. Non pas le « marxisme-léninisme » aseptisé par les révisionnistes pendant un demi-siècle, mais le marxisme-léninisme de Lénine, Staline et de leurs disciples des pays de démocratie populaire. A l'heure actuelle, la tâche des communistes, partout dans le monde, dans les ex-pays socialistes comme dans les autres pays bourgeois, est donc d'intensifier la lutte contre l'aile « gauche » de la social-démocratie, aujourd'hui souvent incarnée par les « partis communistes » révisionnistes qui jouent souvent sur « l'ostalgie » pour masquer leur ligne de trahison, comme *condition* de l'édification de véritables partis communistes de lutte de classe. La première étape, c'est de tirer toutes les conclusions de la restauration du capitalisme dans les pays socialistes qui a accompagné le coup d'Etat révisionniste.

« Nous avons pour tâche constante d'étudier et d'analyser ces problèmes, ces faits et ces événements amers de l'histoire du mouvement communiste et ouvrier, de voir de la façon la plus réaliste et la plus juste quels en sont les motifs, les causes et les conséquences, d'en tirer des conclusions exactes, convaincantes, et d'en faire des armes qui nous permettent d'éviter à tout jamais qu'un malheur pareil se produise dans notre pays ». <sup>150</sup>

La conclusion essentielle est que Staline avait parfaitement raison de souligner dès les années 1930 que plus les débris des classes exploiteuses se sentaient proches de leur perte, plus ils recouraient à des formes de lutte aiguës !

Ces éléments hostiles, essentiellement nationalistes-bourgeois, profitèrent de l'affaiblissement des organes de l'Etat soviétique et du Parti communiste bolchevique induit par la guerre d'extermination menée par l'impérialisme allemand. Il n'est que de rappeler ces paroles prononcées par Staline en 1946, au lendemain de la victoire militaire sur l'occupant fasciste :

« Rien que pendant les six premiers mois de guerre, plus de 500 000 communistes ont péri sur les fronts et, pendant toute la guerre, plus de trois millions. C'était les meilleurs d'entre nous, généreux et purs, des combattants pleins d'abnégation et désintéressés, luttant pour le socialisme, pour le bonheur du peuple. Maintenant ils nous manquent... S'ils étaient encore vivants, beaucoup de nos difficultés actuelles seraient déjà dépassées... »

Jamais, à aucune autre période de son histoire, même pas au cours des années de persécutions tsaristes, le PCUS (b) n'avait vu ses rangs aussi durement éprouvés : c'était une véritable saignée qui avait emporté beaucoup des plus courageux et des plus valeureux représentants du peuple soviétique, beaucoup des militants communistes les mieux formés. Bien sûr, contrairement aux films mensongers de la bourgeoisie internationale (*Stalingrad*, USA, 2003), Staline n'envoyait pas sciemment les soldats soviétiques et les bons communistes à la boucherie. Les pertes militaires soviétiques dans les combats sont d'ailleurs parfaitement comparables sur le plan quantitatif à celles des armées fascistes — 8,6 millions de soldats des deux côtés —, malgré le haut degré de mécanisation des armées fascistes, ce qui témoigne du fait que les combattants soviétiques étaient bien fournis en matériel lourd, armes et munitions. Ces pertes n'en restaient pas moins très lourdes, d'autant que s'y ajoutaient de très nombreuses victimes civiles.

C'était donc un facteur *objectif* d'affaiblissement du PCUS (b) sur le plan quantitatif mais surtout qualitatif. Et on comprend sans mal dans ces circonstances les inquiétudes formulées par Staline sur le niveau de formation des militants communistes, particulièrement au moment où le camp socialiste venait de s'étendre, et où les déviations nationalistes se réactivaient et prenaient de gigantesques et importantes proportions.

Hier comme aujourd'hui, l'indigence théorique d'une grande partie des militants communistes a rendu leurs convictions fragiles et instables, et leur travail spontanéiste et empirique. Elle leur a interdit de développer et d'enrichir la théorie marxiste-léniniste, elle leur a interdit de comprendre les changements qui s'opéraient au niveau national comme international ainsi que les perspectives d'évolution immédiates comme futures. C'est cela qui constitue le facteur subjectif essentiel de la contre-révolution bourgeoise-révisionniste dans les ex-pays socialistes et de la totale social-démocratisation des ex-partis communistes et ouvriers. Staline était conscient de ces grands dangers et il avait clairement entrepris de les combattre en élevant le niveau théorique et politique des militants communistes du monde entier, comme le prouve son souci du développement du *Manuel d'économie politique*.

Le malheur du mouvement communiste international fut que l'attachement au communisme était plus souvent sentimental que doctrinal, même du vivant de Staline. C'est cette religiosité que les révisionnistes utilisèrent pour combattre la théorie et la pratique du socialisme scientifique. Quand celui-ci estima urgent de remédier à ces faiblesses et de hausser la compréhension du marxisme-léninisme à un niveau scientifique élevé, il se heurta à une grande résistance passive (indifférence et immobilisme) et active (hostile) de la part de nombreux cadres de l'appareil du Parti, de l'Etat et de l'économie. Dans le mouvement ouvrier international, les déviations couvaient souvent également, que ce soit dans les partis communistes des pays impérialistes (social-chauvinisme) ou dans ceux des pays dépendants (nationalisme tiers-mondiste). En URSS, les éléments hostiles comme les khrouchtchéviens étaient certes une minorité, mais ces éléments trouvaient un appui auprès de nombreux éléments inertes. Molotov était le type caractéristique de ces éléments inertes dont la compréhension des événements nouveaux était superficielle et qui par conséquent étaient enclins à se montrer instables.

Dans les années 1970, Molotov reprochait ainsi à Staline comme une grave erreur exploitée par Khrouchtchev que d'avoir affirmé en 1952 dans son ouvrage *Les problèmes économiques du socialisme en URSS* « que la sphère d'exploitation des ressources mondiales par les principaux pays capitalistes (Etats-Unis, Grande-Bretagne, France) n'ira pas en s'élargissant mais en se rétrécissant, que les conditions de débouché sur le marché mondial s'aggraveront pour ces pays, et que la sous-production des entreprises y augmentera ». Et de s'exclamer : « Or il ne s'est rien produit de tel » !<sup>151</sup> Pourtant si cette perspective scientifique ouverte par Staline ne s'est pas réalisée, ce n'est nullement une chose étonnante et encore moins la faute ou une erreur de Staline. Staline y mettait en effet une condition : que l'URSS continue d'apporter aux pays de démocratie populaire et à la Chine une aide de premier ordre visant à « réaliser un essor économique général » caractérisé par de rythmes élevés de « développement de l'industrie » : ainsi « **ces pays n'auront bientôt plus à importer des marchandises provenant des pays capitalistes, mais éprouveront eux-mêmes la nécessité de vendre à l'étranger les excédents de leur production** ». <sup>152</sup> Il s'agissait tout simplement de donner à n'importe quel pays, qu'il soit socialiste (comme les démocraties populaires) ou anti-colonialiste (comme la Chine), la possibilité d'édifier une puissante industrie de production des moyens de production qui écarterait la menace de leur « dawisation ».

Ainsi serait brisé le monopole de la détention des moyens de production par quelques puissances impérialistes, ainsi les économies socialistes seraient définitivement soustraites du marché capitaliste mondial et les ex-pays dépendants, même non socialistes, seraient en mesure de se soustraire à l'exploitation par le Capital étranger et à venir eux-mêmes prendre place sur le marché capitaliste mondial.

La perspective était claire : renforcer les pays du camp socialistes et contribuer à aggraver les rivalités inter-impérialistes à travers la réduction des débouchés impérialistes pour les capitaux et les marchandises, en aidant les ex-pays dépendants à édifier leur propre industrie, hâtant ainsi inévitablement la révolution dans les pays impérialistes les plus puissants. On conçoit qu'une telle situation aurait inévitablement rapidement amené à « l'aggravation de la crise générale du système capitaliste mondial ». Or, comme on l'a vu, les révisionnistes khrouchtchéviens mirent fin à cette perspective immédiatement après s'être débarrassés de Staline et d'autres dirigeants marxistes-léninistes des pays de démocratie populaire.

Soucieux de choisir « la ligne de la moindre résistance », quand ils n'étaient pas clairement animés d'ambitions chauvines et social-impérialistes, ils s'opposèrent désormais à l'édification d'une industrie de production des moyens de production indigène et transformèrent les ex-pays socialistes en pays dépendants. Il était inévitable que ces conditions amènent à l'extension des débouchés marchands et financiers pour les pays impérialistes. Les dirigeants des pays impérialistes ne pouvaient donc qu'applaudir quand ils voyaient les khrouchtchéviens abandonner les tâches internationalistes de la révolution socialiste mondiale au profit de la naissance et du développement de l'URSS social-impérialiste : un nouveau concurrent naissait, certes, mais c'était infiniment moins dangereux que la réalité d'un camp socialiste qui s'était fixé pour objectif de renforcer les pays socialistes, d'aider les pays dépendants à se soustraire à la tonte des coupons et de hâter ainsi le processus révolutionnaire dans les métropoles impérialistes !

Enver Hoxha remarquait ainsi que l'URSS révisionniste menait « une politique typiquement néo-colonialiste » dans « les pays du Comecon », les économies de ces pays ayant « été converties en appendices de l'économie soviétique ». Comme tous autres puissances impérialistes, le social-impérialisme soviétique luttait « pour conquérir de nouveaux marchés, des sphères d'influence, pour investir ses capitaux dans divers pays, accaparer des sources de matières premières et étendre son néo-colonialisme en Afrique, en Asie, en Amérique latine et ailleurs », masquant ses visées impérialistes au moyen de théories comme la « communauté socialiste », la « division socialiste du travail », la « souveraineté limitée », l' « intégration économique socialiste », la « voie non capitaliste de développement » et l' « orientation socialiste », cherchant à faire croire qu'il poursuivait « une politique léniniste et internationaliste » et qu'il était « l'allié, l'ami et le défenseur des nouveaux Etats nationaux, des pays peu développés ». <sup>153</sup> Et les communistes albanais d'en conclure que

« ... les vues et les thèses des révisionnistes soviétiques n'ont été ni « des déformations purement idéologiques » ni des appréciations erronées des situations. Ce sont des mécanismes idéologiques et politiques, choisis spécialement pour l'application de la politique social-impérialiste et qui constituent la base théorique de cette politique ». <sup>154</sup>

Il était évidemment dans l'intérêt de la bourgeoisie compradore des pays dépendants d'utiliser la démagogie des révisionnistes soviétiques et de feindre d'adopter des prises de position anti-impérialistes et progressistes pour détourner les masses travailleuses de la véritable lutte contre l'impérialisme et pour la révolution socialiste :

« ... les deux parties ont intérêt à présenter les rapports néo-colonialistes existant entre eux comme des « alliances d'amitié », « édifiées sur des bases internationalistes » », etc. ». <sup>155</sup>

Dans le cadre de ces mystifications, les deux parties mettaient en place des « formes pré-socialistes et socialistes de l'organisation du travail et de l'exploitation de la terre » ainsi qu'un « secteur économique d'Etat » où étaient soi-disant appliquées « des formes socialistes de gestion ». Mais, comme le rappelaient les marxistes-léninistes albanais, « le contenu du secteur d'Etat dans l'économie dépend directement de la nature du pouvoir politique ». Par conséquent « dans les pays où domine la bourgeoisie nationale, le secteur d'Etat représente une forme d'exercice de la propriété capitaliste des moyens de production » où agissent « toutes les lois et tous les rapports capitalistes de production et de répartition des biens matériels,

d'oppression et d'exploitation des masses travailleuses ». Loin d'aboutir à attaquer les rapports de production bourgeois, ce secteur d'Etat vise à les consolider :

« L'Etat bourgeois des pays ex-coloniaux, dans leurs conditions de profond retard et de faiblesse de la bourgeoisie locale, intervient en tant que facteur important pour l'aider en accumulant et concentrant les moyens financiers nécessaires et les réserves matérielles utiles au développement des branches de l'économie qui demandent des capitaux plus considérables, qui ne peuvent être fournis par des capitalistes particuliers ».<sup>156</sup>

C'est la voie capitaliste traditionnelle d'industrialisation, où le secteur d'Etat regroupe les branches de l'économie nécessitant les investissements les plus lourds et dont a besoin l'ensemble de la classe des capitalistes nationaux. Dans ces conditions, la domination du social-impérialisme soviétique, quand elle débordait des relations commerciales pour s'étendre au domaine de l'exportation des capitaux, se faisait donc au moyen de crédits et de prêts d'Etat à Etat, puis à travers la création d'entreprises mixtes.

C'était là une voie diamétralement opposée à celle suivie par l'URSS du vivant de Staline. Enver Hoxha soulignait ainsi que Staline n'avait jamais considéré les pays de démocratie populaire « comme étant dominés par l'Union soviétique, fût-ce politiquement, fût-ce économiquement », mais comme étant « des Etats libres, indépendants, souverains, comme d'étroits alliés de l'Union Soviétique », et avait reconnu en 1947 comme une erreur, rapidement rectifiée, « la création de sociétés mixtes avec les pays frères de démocratie populaire ».

Et Enver Hoxha de conclure :

« La politique de Joseph Staline était donc différente de celle des révisionnistes modernes khrouchtchéviens et autres, sur tous les grands problèmes politiques, idéologiques et économiques. La politique de Staline était une politique de principe et internationaliste, alors que la politique des révisionnistes soviétiques est une politique capitaliste, asservissante pour les autres peuples qui sont tombés ou qui tombent dans leur piège ».<sup>157</sup>

Les pays impérialistes font d'ailleurs tout ce qui est en leur pouvoir pour maintenir les pays inclus dans leurs sphères d'influence dans cet état de dépendance : de même, hier les révisionnistes titistes, khrouchtchéviens et maoïstes faisaient tout pour prouver aux albanais qu'une industrie lourde ne serait pas rentable, qu'il valait mieux qu'ils se contentent de développer la production « de ce pourquoi l'Albanie était faite » : autrement dit son imbrication dans une asservissante division internationale du travail.

Les pays pseudo- ou ex-socialistes, parce que c'étaient les révisionnistes et non le prolétariat qui y était au pouvoir, n'avaient pas en vue ce problème : ils espéraient simplement profiter de ce « commerce socialiste », quitte à n'exporter que du sucre pour Cuba. Si Cuba a choisi son intégration dans la sphère d'influence du social-impérialisme soviétique, c'était parce que les dirigeants cubains estimaient simplement que pour leur sécurité, il valait mieux un allié puissant (face à la menace d'invasion US), doté d'un potentiel militaire et d'une capacité d'intervention.

Si l'utilisation de thèses marxistes-léninistes ne suffit pas à prouver qu'un pays est socialiste, surtout quand ces thèses sont transformées par les révisionnistes en dogmes rigides et détachés de la vie réelle, l'absence de références claires au marxisme-léninisme prouve en revanche qu'un pays ne peut pas être socialiste.

Les marxistes-léninistes d'aujourd'hui devraient se forcer à se re-pencher sérieusement sur les discours mystificateurs des révisionnistes. Cela leur éviterait de

tomber dans les pièges des faux socialistes d'aujourd'hui. Il faut relire les discours « anti-impérialistes », « anti-colonialistes », « pacifistes », « internationalistes » et même « marxistes-léninistes » des chefs de files du révisionnisme moderne, pour arriver à démasquer derrière les corbeilles de fleurs de rhétorique, les visées néo-coloniales du social-impérialisme soviétique...

« L'orientation socialiste d'une série de jeunes Etats d'Afrique et d'Asie constitue une grande conquête des forces révolutionnaires, un sérieux revers de l'impérialisme. Ces pays ont enregistré des premiers succès dans la mise en œuvre de profondes transformations socio-économiques ».<sup>158</sup>

A la même Conférence, Brejnev affirmait que la « libération du joug colonial » de ces « pays progressistes » et « leur coopération économique avec les pays socialistes » rendait possible leur « développement » suivant une « voie non-capitaliste », synonyme de « démocratie » et de « progrès social ». En 1971, le social-impérialiste Brejnev, s'adressant aux ouvriers tchécoslovaques et après leur avoir rappelé les échanges commerciaux de matières premières, tout en ayant bien sûr « oublié » de parler du caractère asservissant de cette « aide », qui excluait le développement d'une industrie de production des moyens de production, affirmait que

« Le développement de la coopération économique réciproquement avantageuse est prévu dans les plans économiques de nos Etats, échelonnés sur le quinquennat. Nous espérons que, dans les prochaines années, nous réussirons à faire des pas importants dans la voie de l'intégration économique des pays socialistes, dans la voie de la spécialisation et de la coopération toujours plus poussées de la production ».<sup>159</sup>

Bien sûr, il savait cacher les ambitions néo-coloniales du social-impérialisme soviétique en l'habillant de la toge de « l'anti-impérialisme », particulièrement quand il s'agissait de dénigrer son partenaire et concurrent américain : parlant de la « libération du joug colonial » des pays dépendants, il voyait dans celle-ci une voie « d'indépendance », « de progrès social » et « d'amitié et de coopération avec les Etats socialistes », citant même l'Egypte nassérienne comme un exemple de ces « Etats progressistes ayant brisé le carcan colonial » et ayant lié des relations avec l'URSS révisionniste.<sup>160</sup>

L'essentiel est que les révisionnistes soviétiques

« ... spéculant sur le slogan de l'anti-impérialisme, mirent à profit l'autorité de naguère de l'Union soviétique et son potentiel économique et militaire pour pénétrer dans le mouvement de libération nationale dans divers pays et diverses zones, et en faire l'objet de l'expansion néo-colonialiste du social-impérialisme soviétique ».<sup>161</sup>

Les révisionnistes soviétiques, n'hésitaient pas non plus à dénoncer en paroles le « néo-colonialisme » qui menaçait « d'enserrer les jeunes Etats nationaux dans les chaînes d'un esclavage nouveau » :

« Les peuples de ces pays prennent petit à petit conscience que le néo-colonialisme n'est pas moins dangereux que le colonialisme ».<sup>162</sup>

Brejnev, s'abstenait bien évidemment de préciser clairement ce qu'il entendait par *néo-colonialisme*, étant lui-même un de ses partisans masqués. Les marxistes-léninistes albanais remarquaient en effet que les liens économiques et politiques que les social-impérialistes soviétiques nouaient avec les pays à « orientation socialiste » aboutissaient comme dans tout pays dépendant à ce que le Capital étranger y occupait d'importantes positions : « il y contrôle et domine des branches clés de l'économie ».<sup>163</sup>

Ainsi, tous les discours « anti-impérialistes », « anti-colonialistes » et « anti-néo-colonialistes » du monde *ne valent rien*, s'ils ne sont pas rattachés à la *nécessité économique* du renversement de toutes les classes exploiteuses et de l'édification du socialisme, et si cette « édification socialiste » est avancée par les classes exploiteuses encore au pouvoir comme un slogan mystificateur, détaché de la nécessité de construire le socialisme selon le principe de *l'appui sur ses propres forces*.

Les révisionnistes soviétiques étaient prêts à tout dans le but de diversifier et d'étendre leurs partenariats économiques, y compris à soutenir la « Yougoslavie socialiste », censée avoir également un intérêt à la « coopération mutuellement avantageuse » avec l'URSS révisionniste. Mais comme « on n'a rien sans rien », il fallait à Brejnev redorer son vernis « marxiste » à la Yougoslavie titiste : si certes il ne pouvait « pas considérer comme acceptable tout ce qui constitue le caractère spécifique de l'organisation actuelle de la vie sociale yougoslave », il n'en affirmait pas moins que ces choses « non acceptables » relevaient de « conceptions du socialisme spécifiques à chaque pays » et de « formes concrètes d'organisation ». Son souci premier était — après avoir évidemment donné le change aux naïfs en rappelant que certes « il existe des lois communes de l'édification socialiste » ainsi que des « traits et indices communs sans lesquels il ne peut y avoir de socialisme » — sans préciser lesquelles évidemment, de donner l'assurance aux révisionnistes titistes de « ne pas vouloir opposer la pratique de l'édification socialiste dans divers pays », ni « imposer aux autres ses méthodes concrètes de développement ». <sup>164</sup> En d'autres termes : que chacun construise chez lui l'espèce de « socialisme » qu'il voudra, nous révisionnistes soviétiques, ne lui chercheront pas de poux sur la tête, les « indices » et « traits communs » du socialisme relevant de toute façon de l'appréciation subjective de chacun ou de ce que la bourgeoisie nomme communément « acquis sociaux » et que vous pourrez sans trop de difficultés accorder aux travailleurs exploités que vous dupez !

Un peuple qui en opprime d'autre ne saurait être libre : en effet l'exploitation internationale du travail suit comme une ombre l'exploitation du travail dans le cadre national.

La position dualiste et centriste des dirigeants révisionnistes chinois concernant Staline s'explique ainsi : rechignant de devoir rendre des comptes à Staline sur l'utilisation de l'aide soviétique et le caractère démocratique-bourgeois des transformations sociales en Chine, car craignant ainsi de voir démasquée leur voie de trahison des travailleurs, comme ce fut le cas pour Tito en 1948, ils furent enchantés de voir Khrouchtchev attaquer les « pratiques arbitraires » de Staline, particulièrement dans le domaine « des rapports avec les partis frères », et ainsi « réparer les erreurs commises par Staline au cours de la construction du socialisme ». Cependant les dirigeants révisionnistes chinois déchantèrent rapidement quand ils s'aperçurent que l'assurance donnée par Khrouchtchev du droit donné à chacun de construire un « socialisme spécifique », c'est-à-dire sans avoir de comptes à rendre à personne, avait pour contrepartie le changement du caractère de l'aide soviétique : d'une aide internationaliste destinée à aider puissamment à la transformation socialiste de l'économie, cette aide devint une « aide » révisionniste dont le but était d'inclure la Chine à la « division internationale socialiste du travail », chose inacceptable pour la bourgeoisie nationale chinoise. Les révisionnistes chinois qui aspiraient à autre chose qu'à la néo-colonisation, dénoncèrent ainsi le caractère social-impérialiste de l'URSS révisionniste, mais sur

des positions nationalistes, qui devaient nécessairement entrer en conflit avec les positions marxistes-léninistes des communistes albanais, une fois les ambitions impérialistes chinoises exposées au grand jour.

Il n'est d'ailleurs pas étonnant que dès les années 1960 (comme le prouvent des documents internes), les communistes albanais aient enragé de voir les révisionnistes chinois adopter, sans la moindre consultation préalable, d'étranges et de vacillantes positions à l'égard de l'URSS révisionniste, cherchant à certains moments la réconciliation avec Moscou et poussant à d'autres moments les contradictions jusqu'à avancer des prétentions territoriales nationalistes qui furent largement utilisées par les révisionnistes soviétiques pour passer sous silence la critique marxiste-léniniste de la petite Albanie socialiste.<sup>165</sup>

Les révisionnistes soviétiques voyaient dans le « perfectionnement de la coopération » ainsi que le « développement de l'intégration économique » toujours plus poussés des pays du Comecon, l'assurance de « l'accroissement de leur potentiel économique » contribuant « à la consolidation de la paix et de la sécurité internationale ». C'était sans compter les effets économiques et sociaux de la substitution du néo-colonialisme social-impérialiste au joug colonial datant de la période d'avant-guerre, joug qui faisait de ces pays de simples fournisseurs de matières premières. Avec le développement du capitalisme industriel dans ces pays se développèrent rapidement certaines branches de l'industrie, mais ces pays restaient dépourvus d'une industrie de production des moyens de production, seule capable de réaliser les transformations socialistes dans l'ensemble de l'économie, enchaînant ainsi ces pays à une asservissante division internationale du travail faisant d'eux de simples jouets entre les mains de puissances impérialistes rivales. L'Albanie socialiste, soucieuse de rester un véritable pays socialiste, libre et indépendant, quitta le Comecon en 1961.

Les révisionnistes cherchent à prouver que la « division socialiste internationale du travail » n'aurait rien à voir avec celle, « monstrueuse », qui sous le capitalisme « voue les pays peu développés à être les fournisseurs en matières premières des Etats impérialistes », creusant davantage le fossé entre les pays plus riches et les pays les plus pauvres.<sup>166</sup>

« Les succès obtenus dans toutes les branches de l'économie nationale, de la science et de la technique des pays membres du Conseil d'entraide économique ainsi que l'activité pratique de cette organisation attestent les grandes possibilités qu'offre la division internationale du travail pratiquée par les pays socialistes ». <sup>167</sup>

Pourtant, si l'on observe les *résultats pratiques* du Comecon, et si l'on cherche à aller un peu plus loin que les discours trompeurs des révisionnistes lorsqu'ils cherchent à enjoliver la réalité néo-colonialiste de l'URSS révisionniste, il est indéniable que la « division socialiste internationale du travail » a eu *exactement* les mêmes effets que la division internationale du travail sous le capitalisme « classique » : elle a rejeté le développement économique « autarcique » pour aboutir à transformer les pays les plus arriérés économiquement en appendices de l'économie des pays les plus puissants. Comment se fait-il qu'un tel décalage puisse être survenu entre les prévisions théoriques euphoriques<sup>168</sup> et les résultats pratiques catastrophiques ? A quoi cela tient-il ? Cela tient d'abord à ce que les pays du Comecon se spécialisaient dans quelques productions principales destinées essentiellement à l'exportation. Même quand il s'agissait de productions technologiques, de machines, de machines-outils, etc., aucun des pays du Comecon, à l'exception bien sur de l'URSS révisionniste, n'était censé selon les principes de la

« division socialiste internationale du travail » avoir la taille suffisante pour posséder une industrie diversifiée, surtout concernant les branches de l'industrie lourde, qui soit jugée « rentable ».

Evidemment, on ne va pas demander à la Pologne de produire des citrons, ni à Cuba d'abandonner totalement la production sucrière ! En ce sens, il subsistera une certaine forme de division internationale du travail, même sous le communisme, aussi longtemps qu'existeront des sociétés humaines disséminées sous différents climats.

Mais s'il subsistera inévitablement une certaine forme de division internationale du travail dans le domaine de la production de *certain types de biens de consommation*, tout pays socialiste devra en revanche être capable de produire lui-même *les moyens essentiels du travail* nécessaire à la marche en avant de son économie, c'est-à-dire l'équipement industriel lourd, très peu dépendant de l'environnement géographique et climatique, qui assure à une économie socialiste qu'elle peut avancer *dans tous les domaines* en comptant essentiellement sur ses propres forces, et non en achetant de manière immuable les moyens de production à d'autres pays, fussent-ils « socialistes » : outre le fait que ce n'est pas en habituant les travailleurs à dépendre de l'aide extérieure que l'on peut les mobiliser dans les tâches de l'édification de l'économie et de la société socialistes, la très haute composition organique des moyens de production et de l'industrie de production des moyens de production dont la fabrication est d'ordinaire réservée aux pays économiquement les plus puissants est un moteur inévitable de l'endettement des pays les plus faibles économiquement. Combien un pays économiquement arriéré doit-il vendre de tonnes de sucre ou de minerai de fer pour acquérir des tracteurs, une usine de tracteurs produits à l'aide d'une main d'œuvre hautement qualifiée et très dispendieuse ? Ne vaut-il pas mieux acheter des équipements permettant d'édifier une industrie de constructions mécaniques qui sera capable de produire tous les équipements industriels ?

Pour éviter ce déséquilibre commercial qui existe même quand les marchandises sont vendues *strictement à leur valeur*, il faudrait que la productivité du travail ainsi que la rémunération du travail soient les mêmes dans les deux pays. Mais cette égalité est impossible si un pays retarde économiquement sur un second, puisque ce retard est fonction de la quantité de richesses produites par tête. Pour rattraper ce retard, il faut donc accroître rapidement et dans de grandes proportions le niveau de production par tête. Mais vouloir l'étendre ainsi par la voie exclusive des échanges commerciaux, comme le font les nationalistes bourgeois et les révisionnistes, est impossible : il faut acheter trop d'usines et de machines agricoles que les exportations, limitées du fait de la faible productivité du travail, ne peuvent pas suffire à couvrir. Et pendant ce temps là, le niveau de vie augmente incomparablement plus vite dans les pays qui bénéficient de ces produits d'exportation à bas coût ! La seule solution à ce problème ardu, le seul maillon qui permet de briser ce cercle vicieux, est donc l'édification d'une industrie de production des moyens de production qui est le nœud gordien du problème et sans laquelle *aucune* des tâches fondamentales de l'édification économique et sociale du socialisme ne peut être menée à bien.

Aussi, contrairement à ce que Khrouchtchev prétendait en 1961, ce ne sont nullement les impérialistes américains qui « tiennent la palme » avec leurs « belles phrases sur l'assistance » destinées à enjoliver le pillage des pays dépendants<sup>169</sup>, mais les révisionnistes soviétiques !

En octobre 1945, dans son *Rapport présenté au IV<sup>e</sup> Plénum du Comité Central du PCA*, Enver Hoxha insistait sur l'importance primordiale de disposer d'une économie solide et diversifiée :

« N'oublions jamais, et le triste passé est là pour nous le rappeler, que si nous n'améliorons pas notre économie, nos obligations envers notre peuple et envers les Etats avec lesquels nous avons des relations commerciales nous conduiront aussi à une dépendance politique ». <sup>170</sup>

En février 1946, c'est-à-dire au moment de la proclamation de la République populaire d'Albanie, dans son *Rapport présenté au V<sup>e</sup> Plénum du Comité Central du PCA*, Enver Hoxha précisait que la construction du socialisme passerait nécessairement par la création d'une industrie lourde capable d'assurer la base matérielle nécessaire à la réorganisation et à l'essor de toute la vie économique et sociale :

« L'existence de notre Etat et son avenir sont étroitement liés à l'existence et au renforcement des secteurs d'Etat et coopératif. Le secteur d'Etat ne se renforce pas seulement par la nationalisation des exploitations minières et des banques, par le contrôle du secteur privé et par l'institution du monopole du commerce extérieur. Il faut encore organiser tous ces secteurs et créer une industrie lourde d'Etat, qui servira de point d'appui à la mise sur pied de l'industrie légère et au développement économique de notre pays dans son ensemble ». <sup>171</sup>

Pourtant, à cette époque, l'Albanie ne produisait pas un gramme d'acier ! Ce sont ces quelques principes, énoncés clairement qui font *toute* la différence. Lénine soulignait qu'il existe des *lois générales* de la révolution et de la construction socialiste, *valables pour tous les pays*, quel que soit leur niveau de développement économique de départ, et contrairement aux révisionnistes (sous quelque masque qu'ils se présentent), la conception matérialiste dialectique du monde nous indique que *l'expropriation de la bourgeoisie* ainsi que *le rôle prépondérant de l'industrie de production des moyens de production* sont les conditions nécessaires de l'édification du socialisme.

Comme condition de la construction de la base économique nécessaire à la liquidation des rapports de production capitalistes à la ville et à la campagne et au développement des rapports de production socialistes dans le contexte de l'encercllement capitaliste-impérialiste, Lénine et Staline ont toujours insisté sur la nécessité d'édifier *une puissante industrie lourde de production des moyens de production*, seule capable de briser l'encercllement capitaliste et de permettre le développement proportionné et accéléré de l'économie, conformément aux enseignements de Marx sur la reproduction élargie du produit social. Les communistes albanais n'ont jamais cherché — comme Boukharine, Tito, Mao ou d'autres révisionnistes — à « intégrer la bourgeoisie nationale » dans le « socialisme », même à travers sa « participation » au secteur d'Etat. Ils ont suivi les enseignements léninistes consistant à nationaliser *d'emblée* et *sans indemnisation* l'ensemble de la grande industrie et à permettre (selon des règles strictes et seulement durant la phase de redressement de l'économie nationale ravagée) le développement du petit Capital privé (dans l'agriculture, l'artisanat et l'industrie légère), sans *jamais oublier* qu'une fois la base industrielle lourde créée, c'est l'économie *dans son ensemble* qui doit être réorganisée et voir triompher les rapports de production socialistes. C'est cette marche qu'ont suivi les marxistes-léninistes, en Russie comme en Albanie. Prétendre suivre une voie « spécifique », différente de celle-ci, c'est suivre un chemin différent de celui qui mène à la construction du socialisme, qu'on se le dise !

Peut-on prétendre « construire le socialisme » tout en s'imbriquant dans la « division internationale du travail », fut-ce sous le couvert de « traités commerciaux entre les peuples » ? Pour tout marxiste-léniniste, c'est une chose *inconcevable et impossible* : s'il est bien *une chose essentielle* que Staline a mis en évidence dans le combat qu'il a livré dans les années 1920 contre les capitulards trotskistes, c'est que le principe de *l'appui sur ses propres forces* est le *fondement premier* d'une économie socialiste, ce dont *tout le reste dépend*, y compris la destinée de la révolution sociale. Staline a démontré avec force que la construction du socialisme dans le contexte de l'encerclement capitaliste-impérialiste ne pouvait évidemment se faire pour un pays socialiste ni à travers le recours aux capitaux et investissements étrangers, ni à travers le pillage des matières premières et de l'exploitation de la main d'œuvre de pays coloniaux, mais devait s'appuyer sur la valorisation des ressources intérieures du pays, chose possible uniquement une fois l'industrie concentrée dans les mains de l'Etat socialiste.

« S'appuyer sur ses propres forces », c'est non pas renoncer à la révolution mondiale, comme le clament depuis des décennies les agents « marxistes » du néo-colonialisme et du cosmopolitisme bourgeois qu'étaient objectivement les trotskistes dans l'URSS des années 1920, mais c'est au contraire protéger l'embryon de la révolution socialiste internationale et lui permettre de se renforcer, et ainsi par son exemple de servir de tête de pont à la révolution socialiste internationale. Aussi, renier ce principe fondamental tout en continuant de proclamer sa « fidélité au socialisme », c'est se ranger dans le camp des ennemis du socialisme.

Le gouffre qui séparait l'aide internationaliste accordée par Staline et l'asservissante « aide » révisionniste aida les communistes albanais à prendre conscience de la trahison révisionniste : ils eurent aussitôt à l'esprit la troublante similitude avec « l'aide économique » accordée par Tito. Ainsi, les communistes albanais montèrent aux créneaux pour dénoncer les ambitions impérialistes des révisionnistes soviétiques. Dans le chapitre « Des marxistes-léninistes ? Non, des mercantis » de son ouvrage *Les khrouchtchéviens, souvenirs*, Enver Hoxha démontre ainsi comment dès 1953 les « aides » soviétiques devaient servir de prétexte à la transformation de l'Albanie en un appendice agraire qui devrait importer pétrole, hydroélectricité, etc., et ne surtout pas édifier une industrie lourde jugée « non rentable » par les khrouchtchéviens.<sup>172</sup>

Mais alors, nous dira-t-on peut-être, comment si l'on refuse par principe toute « aide », pouvoir être en mesure de faire la différence entre une aide internationaliste véritable et une « aide » asservissante de caractère impérialiste ? Ici le critère des modalités de perception de cette aide ou des taux d'intérêts pratiqués est insuffisant et trompeur pour définir le caractère d'une « aide », ces facteurs n'en reflétant que l'aspect *quantitatif* (plus ou moins asservissante par exemple). Ce qui détermine le caractère véritablement internationaliste d'une aide, c'est donc l'aspect *qualitatif* et c'est donc d'abord l'objectif économique auquel elle vise : ou bien aboutir à transformer le pays « aidé » en un appendice (néo-) colonial — si besoin est en passant par une période transitoire où il sera intégré à une « division internationale du travail » (« socialiste » ou pas) qui creusera une dette extérieure et induira une dépendance économique et politique croissante —, ou bien chercher à aider ce pays à produire lui-même les moyens de production nécessaires à son économie pour permettre les travailleurs de ce pays de gérer eux-mêmes leurs affaires de manière croissante. Et assurément, quand on prend ce critère pour référentiel — *le seul critère* qu'un matérialiste doit prendre comme indice objectif —, il est indéniable

que l'URSS de Staline a apporté une aide internationaliste précieuse et généreuse aux pays du camp socialiste après la Seconde Guerre Mondiale, en les aidant à édifier une industrie lourde de production des moyens de production qui devait leur faciliter leur marche en avant pour réaliser ensuite par leurs propres moyens les grandes transformations économiques et sociales socialistes, et en les aidant *concrètement* à se préserver des visées rapaces de l'impérialisme mondial. A l'inverse, on voit combien était fondé le combat des marxistes-léninistes quand ils dénonçaient le social-impérialisme soviétique : le commerce avait beau être proclamé « aussi juste et équitable que possible », aussi longtemps que l'URSS révisionniste détenait le monopole dans la production des moyens de production et cherchait à encourager une spécialisation économique asservissante vis-à-vis des pays de l'Est et des autres pays de sa sphère néo-coloniale, elle se posait de fait comme une puissance impérialiste, quand bien même les matières premières importées par l'URSS étaient payées à des tarifs supérieurs aux cours mondiaux !

Les accords commerciaux entre l'URSS révisionniste et Cuba sont à ce point de vue parfaitement représentatifs de ce type de spécialisation encouragée par le social-impérialisme soviétique, au-delà des clinquants discours « anti-impérialistes » de ses dirigeants, puisque les termes de ces accords spécifiaient l'exportation de produits agricoles (sucre) et de matières premières provenant de l'industrie d'extraction (cuivre, nickel) contre l'importation de machines et de biens de consommation. Bien entendu cette « spécialisation » n'était pas un accident, mais reflétait une nécessité économique pour la direction révisionniste soviétique : celui de trouver des débouchés pour les produits manufacturés et de se procurer des matières premières au coût le plus bas.

C'est le mérite impérissable des marxistes-léninistes albanais, malgré des conditions intérieures et extérieures très difficiles, que d'avoir compris cette vérité *dès le début* de la construction du socialisme, et d'avoir su l'utiliser comme référent au cours de plus de quarante années, autant pour réaliser les tâches d'édification de l'économie et de la société socialistes, que pour démasquer les visées rapaces des impérialistes et des sociaux-impérialistes, ainsi que le rôle de trahison des régimes nationalistes-bourgeois des pays dépendants.

Ignorer ces problèmes concrets, c'est *tout ignorer* de l'application des enseignements fondamentaux du marxisme-léninisme à l'édification de la société socialiste et c'est se ranger du côté du néo-colonialisme. Que ce soit consciemment ou pas, cela importe peu : le résultat est de toute façon le même, puisque les lois de la production marchande se chargent de briser les utopies « équitables » funestes des petit-bourgeois et des révisionnistes.

On trouve des mines de fer, de charbon, ainsi que des sources d'énergie variées sur toute la planète, même dans les pays dont la superficie est la plus réduite. *Rien* ne peut donc justifier, et surtout pas les conceptions néo-colonialistes et mercantiles vulgaires travesties en « applications créatrices » du marxisme-léninisme, qu'un pays socialiste, même le plus petit et le plus arriéré économiquement, comme l'était par exemple l'Albanie en 1944, doive d'abord « commencer » par développer son industrie légère ou reste dépourvu d'une industrie lourde, à plus forte raison encore dans le contexte de l'encercllement impérialiste. Prôner ceci, c'est être soi-même un impérialiste !

Il ne peut exister de « commerce équitable réciproquement avantageux », même entre pays socialistes, aussi longtemps que la production des moyens de production

reste le monopole de certains pays ! Telle est la vérité que doit s'assimiler tout véritable militant communiste et anti-impérialiste.

C'est pourquoi la ligne politique défendue par Staline dans ce domaine était *parfaitement juste* et était la seule véritable aide internationaliste qu'un pays socialiste pouvait apporter aux autres détachements du prolétariat mondial qui avaient victorieusement secoué le joug du capitalisme et de l'impérialisme, parce que cette aide visait à édifier dans chaque pays socialiste une industrie lourde de production des moyens de production, gage d'une totale indépendance économique et politique des ex-pays coloniaux vis-à-vis de l'encerclement impérialiste, gage de l'édification des rapports de production socialistes dans toutes les branches de leur économie. Comment juger dès lors l'affirmation suivante ?

« Les PC de Corée, du Vietnam et de Cuba s'opposèrent au révisionnisme », l'opposition étant même « totale pour les coréens ». <sup>173</sup>

Nous ne parlons même pas ici du Vietnam ou de Cuba, leur opposition au révisionnisme étant *inexistante* (même en paroles), n'étant que tiers-mondiste et ne se basant sur aucun critère de classe. Voyons donc le cas de la Corée du Nord. Enver Hoxha rapporte <sup>174</sup> que Kim Il Sung semblait au début avoir voulu s'opposer au « cours nouveau » proclamé après le 20<sup>ème</sup> Congrès du PCUS, mais avait rapidement capitulé devant les pressions conjointes exercées par les révisionnistes soviétiques et chinois. Pourquoi donc, malgré cette opposition « totale » au révisionnisme, la Corée du Nord entretenait-elle de bonnes relations avec les révisionnistes soviétiques (brejnéviens) et accepta même son intégration à la sphère d'influence du social-impérialisme soviétique ? Une « opposition totale », c'est une opposition marxiste-léniniste, qui ne peut pas se contenter de dénoncer *en paroles*, tout en abdiquant *dans les faits*.

Or les faits sont têtus. Les faits disent que « l'opposition totale » des dirigeants nord-coréens au révisionnisme amenait certes Kim Il Sung à qualifier en 1967 « d'opportunisme de droite » la conception khrouchtchéviennne de « l'Etat du peuple tout entier », n'en concluait nullement au caractère bourgeois et impérialiste de l'URSS révisionniste. L'opportunisme était donc en quelque sorte détaché de sa base matérielle, économique, et son existence réduite au domaine de la conscience ! Dans les années 1964-1966, Kim Il Sung rejetait le PCUS et le PCC dos à dos, les deux partis ayant selon eux de lourdes responsabilités dans la division du mouvement communiste international, évidemment pas dans un but marxiste-léniniste, mais dans celui de promouvoir « la voie coréenne au socialisme » guidée par l'idéologie du « Djoutché ». Après cette brève « lutte anti-révisionniste des années 1960 », le Parti du Travail de Corée continua sa politique de « non-alignement », mais en se rapprochant de chacun ! Les faits disent qu'en 1975, Kim Il Sung effectua des visites officielles en Chine, en Algérie, en Bulgarie et en... Yougoslavie ! Kim Il Sung se rendra d'ailleurs à nouveau en Yougoslavie en mai 1980 pour les obsèques de Tito. En 1978, ce sont Hua Guo Feng et Deng Xiaoping qui effectuèrent une visite officielle en Corée du Nord. Juste après, les révisionnistes nord-coréens condamnaient l'agression du Cambodge par le Vietnam comme une « ingérence dominationniste » (et non pas comme une agression impérialiste), tout en s'abstenant de condamner l'agression chinoise ultérieure contre le Vietnam ! Les années 1980 virent le large développement des relations avec les pays bourgeois-révisionniste : approfondissement de l'amitié avec les uns, réconciliation avec les autres ! Les années 1981-1990 virent ainsi de fréquentes visites officielles sino-coréennes. En 1984, Pyongyang se réconcilia avec le Vietnam et l'Afghanistan. La coopération

économique et militaire avec l'URSS social-impérialiste s'approfondit alors. En 1984, l'URSS social-impérialiste accrut une « aide » économique déjà très importante et accéda librement aux bases navales nord-coréennes. Les révisionnistes nord-coréens effectuèrent cette année là une véritable tournée dans les capitales révisionnistes d'Europe de l'Est, depuis la Pologne à la RDA en passant par la Bulgarie et la Yougoslavie ! Dans les années 1984-1987, les relations avec les révisionnistes soviétiques se développèrent largement. En décembre 1985 et en octobre 1986, les révisionnistes nord-coréens effectuèrent des visites officielles en URSS où ils rencontrent Gorbatchev qui promet un doublement de son « aide » économique pour les années 1986-1990. Dans les années 1986-1988, l'URSS social-impérialiste représentait plus de la moitié du commerce extérieur nord-coréen. Dans les années 1989-1991, avec la liquidation de la sphère d'influence du social-impérialisme soviétique et du social-impérialisme soviétique lui-même, les révisionnistes nord-coréens misèrent à nouveau davantage sur Pékin et condamnèrent le cours de Gorbatchev.

Ces tribulations politiques sont évidemment à mettre en perspective avec la crise économique du pays dépendant (atelier) qu'était devenu la Corée du Nord dans les années 1960. Les faits économiques disent que dès l'année 1973 apparaissent un déficit de la balance commerciale ainsi qu'un endettement conséquents. En 1976, la dette extérieure nord-coréenne atteignait déjà 1,2 milliards de dollars, dont un peu moins de la moitié à l'égard des pays du Comecon. En 1979, la dette extérieure nord-coréenne se montait à 2 milliards de dollars. En 1981 fut adoptée une « réforme de la planification » qui laissait aux entreprises une grande autonomie de gestion par rapport au plan. Le 8 septembre 1984 fut votée une loi autorisant la création de sociétés mixtes avec participation de capitaux étrangers et le 26 novembre 1988 fut même créé un ministère chargé de la gestion des entreprises à participation étrangère. En 1987, la dette extérieure nord-coréenne se montait à 4 milliards de dollars ! En octobre 1991 est créée la première « zone économique spéciale » à Rajin-Sonbong où les investisseurs étrangers jouissent de grands avantages, tel l'exonération d'impôts pendant 5 ans.<sup>175</sup> La dépendance semi-coloniale commerciale s'était muée en dépendance semi-coloniale financière !

Nous demandons donc : que reste-t-il de « l'opposition totale » des dirigeants nord-coréens au révisionnisme ? Rien qu'une phraséologie pseudo-révolutionnaire complètement vide ! On ne peut donc pas soutenir que c'est « le renversement du socialisme en URSS » [en 1991 !] qui engendra les difficultés économiques de la Corée du Nord, alors que ces difficultés découlent de la structure semi-coloniale de son économie, ni bien sûr affirmer qu'aujourd'hui « la RPDC poursuit sa marche en avant » [sur la voie du socialisme]<sup>176</sup>, à moins de considérer sa conversion toujours plus complète en un pays semi-colonial dépendant des capitaux étranger comme un pas en avant !... Nous reviendrons sur cette conversion un peu plus loin.

« Le Parti du Travail d'Albanie eût de grands mérites et fit preuve de courage face à Khrouchtchev mais commit aussi des erreurs sectaires et gauchistes dans sa lutte contre le révisionnisme : affirmation que l'Albanie était le « premier Etat athée du monde », qu'elle avait vaincu le révisionnisme définitivement. La contre-révolution allait submerger l'Albanie en quelques mois, là où un processus de 30 ans avait été nécessaire en URSS ».<sup>177</sup>

Il y a dans ce passage beaucoup d'approximations et d'erreurs. D'abord, les mérites du PTA ne se réduisent pas à la lutte contre le révisionnisme khrouchtchévien, mais consistent dans une lutte multiforme menée pendant quarante

années contre le révisionnisme moderne, comme condition première de la poursuite de la marche en avant de la révolution socialiste en Albanie. Il nous semble également faux de condamner la véritable révolution culturelle dont la lutte contre la religion a été l'un des aspects, comme une mesure « gauchiste », cette mesure ayant été au contraire une mesure voulue par les masses travailleuses, et en particulier la jeunesse communiste. En outre si l'Etat avait été proclamé athée par la volonté populaire, il ne faisait aucun doute pour les marxistes-léninistes albanais que la lutte contre la religion, les préjugés religieux et les conceptions idéalistes en découlant était loin d'être achevée, même dans les années 1970-1980.<sup>178</sup> Quant à l'affirmation selon laquelle les marxistes-léninistes albanais auraient crié victoire et se seraient reposés sur leurs lauriers, c'est une affirmation gratuite et sans aucun fondement : Enver Hoxha rappelait lui-même souvent la *permanence* du danger de restauration du capitalisme, aussi longtemps que demeurerait l'encerclement impérialiste-révissionniste. Il insistait par exemple en 1976 sur le caractère actif et multiforme de cet encerclement.<sup>179</sup> Quelques années plus tard, évoquant les nouveaux succès remportés par le PTA, il continuait d'avertir « qu'il ne fallait pas se laisser aller à l'euphorie » et qu'au contraire il était nécessaire de « raffermir », de « défendre » et « d'enrichir » ces conquêtes : « il ne faut pas oublier que l'ennemi ne dort pas » et que « l'appel du Parti a toujours été et demeure : « Travail et vigilance » pour le bien du peuple et l'avenir des générations nouvelles ! » Il insistait également sur le contexte international qui, caractérisé par « les crises du monde capitaliste et révissionniste, ses complots contre notre pays, les pressions, les chantages et les blocus organisés périodiquement et qui pourront se multiplier », imposait au PTA et au peuple albanais « d'être sur le qui-vive, de bien ouvrir les yeux et de se retrousser les manches, d'être en état de mobilisation permanente et d'aiguiser sa vigilance », concluant que c'était « seulement en réalisant et en dépassant les objectifs de nos plans, en économisant nos ressources et en gérant bien nos affaires, grâce à une organisation et à une direction scientifiques que nous pourrions repousser la pression politique et économique du monde capitaliste et révissionniste ».<sup>180</sup>

**« Le renforcement et le perfectionnement du rôle dirigeant du Parti sont une tâche permanente et vitale ».**<sup>181</sup>

La restauration du capitalisme en Albanie a donc intégralement confirmé la validité de ces mises en gardes.

A quoi se ramène donc la question des « erreurs gauchistes » du PTA ? Ces prétendues « erreurs gauchistes » ne servent-elles pas à masquer la réhabilitation de thèses révissionnistes et la remise en cause les enseignements généraux de la lutte anti-révissionniste menée par le PTA ? Cela ne fait aucun doute quand on affirme juger que

« ... l'intervention des troupes du pacte de Varsovie » était « nécessaire et juste » afin « d'empêcher la victoire de la contre-révolution en Tchécoslovaquie ».<sup>182</sup>

De quelle « contre-révolution » parle-t-on ici ? L'intervention armée du social-impérialisme soviétique dans un pays souverain était-elle autre chose qu'une « politique agressive et impérialiste » visant à « la conversion de la Tchécoslovaquie en une colonie des révissionnistes soviétiques » ?<sup>183</sup> Quand la Yougoslavie de Tito s'est ouvertement liée aux impérialistes anglo-américains, Staline a-t-il envoyé les chars soviétiques, ou bien a-t-il jugé que c'était là une affaire intérieure qui était du ressort des peuples de Yougoslavie ? — Ceci n'empêchait nullement que la démagogie titiste soit démasquée au niveau international. Pourtant, à ce moment, il pouvait réellement s'agir de défendre le socialisme (si l'on admet que l'exportation

de la révolution sert les intérêts internationaux de la révolution...), et non pas le pouvoir d'une clique révisionniste bourgeoise-compradore aux ordres du social-impérialisme soviétique !

Les social-impérialistes soviétiques, malgré la phraséologie pseudo-internationaliste dont ils usaient pour justifier leurs visées impérialistes et coller des étiquettes « socialistes » aux cliques bourgeoises compradore qui leur étaient soumises, reconnaissaient d'ailleurs eux-mêmes qu'en Tchécoslovaquie, les « forces anti-socialistes » « ont appelé à orienter sa politique extérieure vers l'Occident » et « à la rendre « plus indépendante » de la politique de l'Union Soviétique et des autres pays socialistes » dans le but de « dissocier la politique extérieure de la Tchécoslovaquie de la politique commune des pays de la Communauté socialiste ». <sup>184</sup> Aussi, malgré leurs phrases ronflantes sur la « défense du socialisme », les social-impérialistes avaient du mal à cacher le véritable contenu des événements tchécoslovaques : celui de simples rivalités inter-impérialistes visant à la répression de l'aile pro-occidentale et de l'aile non-alignée de la clique bourgeoise-compradore tchécoslovaque. Les relations au sein de la « Communauté socialiste » n'avaient rien de relations entre pays socialistes : la « politique commune » n'était plus déterminée par un organisme collectif comme le Kominform, mais élaborée par la clique révisionniste soviétique qui imposait ses vues au cours de rencontres bilatérales.

N'est-ce pas également une grave révision des enseignements généraux de la lutte anti-révisionniste que d'affirmer que « l'Etat soviétique », « même dégradé par le révisionnisme », constituait encore « un point d'appui contre l'impérialisme mondial et la destruction du mouvement communiste international » ! <sup>185</sup> Affirmer ceci, c'est nier le caractère **capitaliste et impérialiste** de l'URSS révisionniste : le processus de restauration du capitalisme ne s'est pas étalé sur « 30 années » ! L'URSS révisionniste n'a-t-elle pas au contraire apporté un soutien à l'impérialisme mondial (c'est-à-dire à la communauté internationale des exploités) en mystifiant les peuples des pays dépendants et en soutenant les partis social-chauvins des métropoles impérialistes ? Sans aucun doute ! C'est donc oublier qu'on ne peut pas combattre l'impérialisme en soutenant telle ou telle puissance impérialiste contre ses concurrentes.

« On ne peut s'appuyer sur l'une pour combattre l'autre ». <sup>186</sup>

Vers 1965, les marxistes-léninistes soviétiques, contraints par le pouvoir révisionniste bourgeois de travailler dans la clandestinité, publièrent une proclamation intitulée *Programme des communistes (bolchéviques) révolutionnaires soviétiques*. <sup>187</sup> Dans ce document, ils attaquaient les révisionnistes comme ayant constitué une couche de bureaucrates nomenklaturistes sur lesquels ne s'exerçait plus aucun contrôle populaire mais qui par contre réprimaient tous les véritables marxistes-léninistes. Ainsi, quand après le 20<sup>ème</sup> Congrès « dans les organisations de base du PCUS se sont fait entendre en masse les simples membres du Parti qui exigeaient de la part du Comité Central une appréciation effectivement marxiste de l'activité de Staline », la direction révisionniste « s'est vue obligée de recourir à des persécutions contre différents membres du Parti et de dissoudre une série d'organisations du Parti qui agissaient de façon particulièrement compacte ».

Dans un Etat bourgeois, le seul véritable contrôle qui s'exerce est le contrôle des instances dirigeantes sur les instances de la base et les gouvernés. Sous le capitalisme, les mécanismes de contrôle populaire (élections) sont annihilés 1° par la domination économique de la bourgeoisie qui confère une indépendance purement

formelle à l'Etat démocratique-bourgeois et 2° par l'absence de contrôle post-électoral sur les instances élues qui renforce encore la mainmise de la bourgeoisie sur l'Etat démocratique-bourgeois, soit directement par l'intermédiaire de ses représentants, soit par la corruption des fonctionnaires, soit enfin par le lobbying et les pressions. Au contraire, dans un Etat socialiste, le contrôle populaire n'est pas une vaine promesse mais une réalité inséparable de l'existence de la société socialiste. Ce contrôle, c'est « **le contrôle par en bas, lorsque les masses, lorsque les dirigés contrôlent les dirigeants, signalent leurs fautes et indiquent le moyen de les corriger. Ce genre de contrôle est un des moyens les plus efficaces pour vérifier les hommes** ». <sup>188</sup> La difficulté essentielle, soulignée par Lénine et Staline est la suivante : les organismes administratifs de l'Etat et de l'économie, offre un terrain propice aux éléments bureaucrates et technocrates conservant des survivances de la mentalité bourgeoise et qui ont donc tendance à utiliser ces lieux où l'ensemble du pouvoir économique et politique est concentré. C'est donc un danger permanent, qui affecte non seulement ceux qui ne se sont pas encore libérés des survivances de l'idéologie bourgeoise, mais qui est également susceptible d'affecter les travailleurs affectés à ce contrôle. Aussi Staline avertissait à la tribune du 15<sup>ème</sup> Congrès du PCUS (b) en 1937 que « tout en combattant la bureaucratie », certains travailleurs étaient eux-mêmes « contaminés par la bureaucratie » et que ces phénomènes perdureraient « aussi longtemps que l'Etat existera ». L'élargissement quantitatif et l'amélioration qualitative du contrôle ouvrier sur l'appareil administratif sont donc la seule garantie de la sauvegarde et du renforcement de la dictature du prolétariat. Il est évident que les purges visaient justement à combattre les éléments néo-bourgeois qui cherchaient à se soustraire au contrôle populaire, comme l'ont établi les historiens anti-communistes les plus sérieux :

« Les données matérielles indiquent que la 'Ejovshchina' (la 'Grande Purge'), doit être redéfinie. Elle n'était pas le résultat d'une bureaucratie pétrifiée qui éliminait des dissidents et détruisait des vieux révolutionnaires radicaux. En fait, il est possible que les purges étaient juste le contraire. Il n'est pas incompatible avec les données disponibles d'argumenter que les purges étaient une réaction radicale, et même hystérique, contre la bureaucratie. Les fonctionnaires bien casés étaient détruits d'en haut et d'en bas dans une vague chaotique de volontarisme et de puritanisme révolutionnaire ». <sup>189</sup>

A partir du moment où ce contrôle d'en bas est supprimé, c'est donc les éléments bureaucratés qui détenaient le pouvoir économique et politique, faisant d'eux une classe néo-bourgeoise à part entière. Les faits économiques et sociaux corroborent de manière *irréfutable* le caractère bourgeois de l'URSS révisionniste. Aux révisionnistes khrouchtchéviens-brejnéviens qui luttèrent contre le marxisme-léninisme sous couvert de lutter contre le « dogmatisme », le « sectarisme » et le « stalinisme », les marxistes-léninistes soviétiques rétorquaient :

« Y-a-t-il eu dogmatisme du temps de Staline ? Oui, il y en a eu. Nous répondons ainsi, sans nullement craindre ce fait. Le dogmatisme a été le résultat naturel et inévitable de notre ignorance générale, de la période d'apprentissage pour l'assimilation du marxisme par les masses. Chaque arme au moment de son assimilation, nous l'assimilons de manière dogmatique. L'utilisation libre, créatrice va de pair avec la maîtrise. Il en va de même dans le domaine de la pensée dialectique aussi. Cela est compréhensible pour toute personne qui désire comprendre quelque chose. Ce dogmatisme initial doit être surmonté, mais cela ne signifie pas que nous devons vendre le marxisme, comme le font les opportunistes, le remplacer par la liberté bourgeoise d'opinion. Les bourgeois sont libres dans leur opinion, parce qu'elle est complètement vide ». <sup>190</sup>

En URSS révisionniste, les « appointements » et les avantages matériels des représentants du « pouvoir bureaucratique » faisaient que « le peuple ressent instinctivement le véritable état de choses et dit que les bureaucrates vivent depuis longtemps en communisme ». Pour les marxistes-léninistes soviétiques « la conversion des bureaucrates de serviteurs de l'Etat en maîtres de celui-ci est devenue désormais un fait en URSS ». Cette « bureaucratie a transformé la démagogie sociale en rempart de son bien-être », avec à la clef l'« oppression de tout ce qui est vivant, actif, frais » et « le vide complet » « dans toutes les formes de la vie socialiste et de la conscience socialiste ». Dans ce document, ils tournaient également en ridicule les prétentions des révisionnistes qui « se vantent des réalisations éclatantes de l'URSS » : il ne faisait aucun doute que ces succès avaient été remportés non pas *grâce*, mais *en dépit* de la direction révisionniste, comme « résultat de l'inertie de notre mouvement antérieur ». Et de lancer à la face des révisionnistes : « Que les opportunistes parlent donc de leurs initiatives qui n'aient pas fini honteusement ! » Dénonçant la campagne menée par les khrouchtchéviens contre le « culte de la personnalité » ils soulignèrent « le caractère absurde » de leurs « balivernes » « remplaçant la dictature du prolétariat » par « la domination d'un homme dans l'Etat socialiste » : « Il faut avoir perdu toute notion du matérialisme historique pour prétendre des choses semblables » et il faut être soi-même « imbu de sa personnalité » pour être « disposé à attribuer volontiers tout à la volonté personnelle » ! Claque cinglante administrée aux idéologues bourgeois-révisionnistes de « droite » comme de « gauche » ! En effet, la conception de dictature personnelle est foncièrement bourgeoise et anti-marxiste : dans une société divisée en classes sociales antagonistes, l'Etat est toujours un instrument de la dictature d'une classe sur une autre !

«... le marxisme-léninisme nous enseigne que dans une société divisée en classes antagoniques — et, comme cela a été démontré, la société soviétique est devenue une telle société depuis les années 60 — l'Etat ne peut être que l'instrument de la classe sociale dominante, et n'importe quelle affirmation affirmant qu'il représente les intérêts « du peuple tout entier » n'est que démagogie ». <sup>191</sup>

En 2005, des marxistes-léninistes russes définissaient Khrouchtchev et Brejnev comme « représentant et ayant agi » selon les intérêts « de la petite et de la grande bourgeoisie ». Il était également évident pour eux que l'URSS révisionniste était devenue « **un pays social-impérialiste** » qui a « exploité sa classe ouvrière » ainsi que « les anciens pays socialistes et d'autres pays sous-développés », participant activement « à la division du monde en sphères d'influence » ! Et ces camarades d'ajouter que la « non compréhension marxiste-léniniste du caractère social-impérialiste de l'URSS » poststaliniennne « entrave l'organisation de la lutte de classe et du mouvement communiste » !<sup>192</sup> Selon nous, **l'essentiel est dit ici**.

Le seul soutien « internationaliste » apporté par les révisionnistes soviétiques consistait donc dans un appui financier et politique accordé aux cliques révisionnistes-bourgeoises de type comradore au pouvoir dans les pays inclus dans sa sphère d'influence ! Peut-on appeler de « l'anti-impérialisme » le fait de soutenir un impérialisme dans le but d'affaiblir un concurrent plus puissant ? Si oui, alors tout pays impérialiste mène une politique « anti-impérialiste » dès lors qu'il cherche à se renforcer face à des concurrents impérialistes plus puissants !

Les marxistes-léninistes albanais remarquaient que les impérialistes et sociaux-impérialistes étaient très habiles pour présenter l'exportation de capitaux — que ce soit sous forme de prêts ou d'investissements directs —, comme une aide

« généreuse », « fraternelle » et même « internationaliste » « prêtée aux autres pays ». Ils remarquaient qu'au contraire ces « aides » « ne tendent pas à favoriser le développement de l'économie nationale de ces pays et ne garantissent nullement leur indépendance économique et politique », mais visent à « soumettre le pays qui les accepte à l'esclavage néo-colonialiste et colonialiste et lui faire perdre son indépendance politique et économique ». Ils remarquaient ensuite, se basant sur leur propre expérience, comment les impérialistes et les révisionnistes, emboîtant le pas aux trotskistes, aimaient à interpréter le principe de l'appui sur ses propres forces « tantôt comme un « glissement vers les positions du nationalisme étroit » et un « éloignement par rapport aux positions de l'internationalisme », tantôt de « repli sur soi » ou de « développement autarcique » ». Mais c'est là

« ... regarder les choses d'un œil de capitaliste et de révisionniste. Les impérialistes et les révisionnistes jugent isolé un pays qui a fermé ses portes à l'invasion sous la forme des crédits asservissants, des touristes et des espions, de la culture décadente et de la dégénérescence. De ce point de vue, nous sommes vraiment et nous resterons consciemment un pays isolé ». <sup>193</sup>

Pour les marxistes-léninistes albanais, le principe de l'appui sur ses propres forces revêt un « caractère universel » et « peut être appliqué dans toutes les branches et tous les secteurs de la vie », il est en effet la manifestation la plus aiguë de la lutte de classe sur le plan international, et le principe fondamental guidant la lutte pour la construction du socialisme dans un contexte international hostile, au milieu de l'encercllement impérialiste-révionniste. Dans le domaine économique, il consiste à couvrir les besoins de la reproduction élargie accélérée de la richesse sociale, cette reproduction ne pouvant évidemment se faire si subsiste l'esclavage salarié, que ce soit pour le compte d'une bourgeoisie nationale indigène ou pour celui de la bourgeoisie impérialiste : quand la bourgeoisie est aux commandes, le travail n'est pas réparti en fonction de l'utilité sociale et de la rentabilité de l'économie toute entière, mais en fonction du taux de profit maximal qu'il est possible de retirer immédiatement du développement de telle ou telle branche de l'économie. Concrètement, en Albanie socialiste, cela se traduisait au début des années 1980 par l'existence d'une industrie diversifiée, assurant une base énergétique diversifiée et excédentaire, l'extraction de minerai et sa transformation par l'industrie sidérurgique, la création d'une industrie mécanique capable de produire des machines complètes (tels que des tracteurs) et d'une agriculture avancée, capable de nourrir toute la population. En outre, plus de 90 % des objets de consommation courante étaient produits par l'industrie nationale qui assurait également la production de 95 % des pièces détachées nécessaires à l'entretien de l'outil de production. <sup>194</sup>

Quant à savoir si le principe de « l'appui sur ses propres forces » est une chose « secondaire », une « spécificité nationale » ou bien est un principe universel du marxisme-léninisme et une question de première importance dans la question de l'édification du socialisme, la pratique historique a tranché cette question *de la manière la plus équivoque* : abolir l'exploitation de l'homme par l'homme dans un pays est *impossible* si ce pays est exploité par d'autres. En d'autres termes, la construction du socialisme est impossible aussi longtemps que les travailleurs dépendent d'une classe exploiteuse dans le processus de production et de reproduction de leur vie immédiate, que cette classe se situe dans le cadre national ou dans le cadre international ! C'est le b-a ba du marxisme et de la conception matérialiste du monde, messieurs les révisionnistes !

C'est pourquoi l'article 28 de la constitution de la RPSA stipulait qu'

« ... en République Populaire Socialiste d'Albanie, l'octroi de concessions, la création de sociétés et d'autres institutions économiques et financières étrangères ou en participation avec des monopoles et des Etats capitalistes, bourgeois et révisionnistes, et l'acceptation de crédits de ces derniers, sont interdits ». <sup>195</sup>

Si on met ces enseignements en regard de la réalité des pays « socialistes » après la mort de Staline, on voit de manière limpide comment les dirigeants « marxistes-léninistes » des pays du Comecon avaient en fait glissé sur les positions capitulardes, nationalistes-bourgeoises et contre-révolutionnaires !

Le social-impérialisme soviétique était certes plus faible que son concurrent américain, sur le plan commercial comme sur le plan des investissements à l'étranger, mais ses ambitions impérialistes ne constituaient en aucune sorte un quelconque soutien au mouvement révolutionnaire international. Cette thèse ne peut rien avoir de commun avec le marxisme : à ce jeu de balancier, on devrait admettre que le fait d'apporter un soutien, disons à l'impérialisme français « affaibli », contre des concurrents impérialistes plus puissants, constitue un point d'appui contre « l'impérialisme mondial » et pour l'essor du « mouvement communiste » ! C'est cette politique qu'ont d'ailleurs suivie les social-chauvins thoréziens dont nous parlerons plus loin ! N'oublions jamais, à l'instar de Marx, que si les exploitateurs sont divisés entre eux dans leur lutte pour le profit maximal, ils savent parfois mettre ces contradictions au second plan quand il s'agit pour eux de faire face à un ennemi commun : le mouvement ouvrier révolutionnaire. L'exemple de l'Albanie socialiste en fournit la preuve !

Nous ne sommes donc pas d'accord avec les camarades qui affirment que le processus de restauration du capitalisme en URSS s'est étalé sur « une période de 30 années » (1956-1991). Ce processus a au contraire été particulièrement rapide, comme nous l'avons souligné dans notre « *Aperçu sur le marxisme* » et comme le prouvent les agissements des sociaux-impérialistes sur le plan intérieur comme extérieur. Si le profit n'a été *officiellement* proclamé facteur régulateur de la production qu'en 1965<sup>196</sup>, ce qui déjà en soi suffisait à caractériser le caractère bourgeois de l'URSS d'alors, le profit régulait en fait l'économie soviétique depuis beaucoup plus longtemps, c'est-à-dire la fin des années 1950, puisque la propriété socialiste avait été attaquée dans l'industrie dès 1957 (capitalisme monopoliste d'Etat qui profitait à une couche de technocrates affranchie du contrôle populaire), comme dans l'agriculture la même année (où les moyens de production circulaient librement).

« La transformation des moyens de production en marchandises fut officialisée par la Résolution n° 1150 du Conseil des Ministres de l'URSS, le 22 septembre 1957, prévoyant que les entreprises devaient désormais opérer sur la base du profit ». <sup>197</sup>

Les marxistes-léninistes albanais menèrent très tôt et sans relâche la lutte contre le titisme, consacrant même en 1978 un ouvrage complet à la dénonciation du caractère mystificateur du « socialisme » yougoslave. Dans son ouvrage *L'autogestion yougoslave, théorie et pratique capitalistes*<sup>198</sup>, Enver Hoxha a démontré sa connaissance des fondements de l'économie politique marxiste-léniniste et a cloué au pilori les conceptions et la démagogie des révisionnistes yougoslaves dont le système « autogestionnaire » a enthousiasmé plus d'un bourgeois-révissionniste ! Déjà en 1962 les marxistes-léninistes albanais avaient démontré que la Yougoslavie était « un pays dépendant des grands monopoles du monde capitaliste occidental », et que les dirigeants titistes eux-mêmes étaient contraints de reconnaître

« la grave situation de l'économie yougoslave », sans bien entendu « en dévoiler les causes » ni « montrer les voies pour les supprimer ». <sup>199</sup> Dans le courant des années 1980, les marxistes-léninistes albanais qui voyaient l'exacerbation de problèmes d'oppression nationale en Yougoslavie faisaient remarquer

« ... que les faits actuels témoignent de la justesse des prévisions du camarade Enver Hoxha, à savoir que la Yougoslavie, ce pays capitaliste multinational, aura un avenir trouble en raison des contradictions engendrés par le système capitaliste autogestionnaire et par le chauvinisme ». <sup>200</sup>

A la fin des années 1990, les anciens alliés de la Yougoslavie titiste allaient en effet utiliser ces contradictions pour transformer l'impérialisme Yougoslave dont l'économie était semi-colonisée en un pays bourgeois-compradore, en dépouillant la bourgeoisie grande-serbe de ses zones d'influence !

Contrairement aux révisionnistes chinois, les marxistes-léninistes albanais, critiquaient la trahison des révisionnistes en ne détachant pas la dénonciation de leur idéologie et de leur politique de ses résultats économiques et sociaux. C'était également une chose évidente dans le cas de la dénonciation des révisionnistes soviétiques : en 1964, c'est-à-dire avant la proclamation officielle de la « réforme économique » de Kossyguine en 1965, Enver Hoxha ne se contentait pas de démonter les théories révisionnistes, mais soulignait que par ses « réformes économiques », le groupe de Khrouchtchev restaurait le capitalisme : il a rejeté « le principe socialiste de la rémunération selon le travail fourni », « il a sapé la gestion planifiée et centralisée de l'économie », « il est en train d'encourager le principe capitaliste de la course au profit, il favorise la libre concurrence capitaliste, ruine la propriété commune de tout le peuple et la morcelle, comme il l'a fait pour les stations de machines et de tracteurs ». <sup>201</sup> Quelques années plus tard, Enver Hoxha procédera à une synthèse magistrale de l'activité multiforme de Staline et des transformations économiques et sociales réalisées sous sa direction. <sup>202</sup> Il est essentiel de ne pas se fier aux seuls discours et proclamations officielles. De même que les khrouchtchéviens n'ont pas attendu 1956 pour se guider sur leur « cours nouveau », de même ils n'ont pas attendu l'année 1965 pour « commencer » à restaurer le capitalisme.

« Beaucoup de camarades pensent que la destruction de la base économique socialiste a été amorcée avec « les réformes économiques » de 1965-67 et que, de plus, celles-ci ont conduit seulement à « la déformation » du socialisme et n'ont pas détruit sa base économique. Ces camarades commettent une grave erreur conceptuelle, ils réfutent dans l'essence les thèses stalinistes en ce qui concerne les plans pour la construction du communisme et en conséquence, malgré leur stalinisme, ils rejettent les positions de Staline lui-même ». <sup>203</sup>

L'effondrement, *dès après la mort de Staline*, des rythmes de reproduction élargie du produit social en témoigne de façon irréfutable. Ce qui changeait en URSS révisionniste, c'étaient uniquement les méthodes de gestion de la propriété monopoliste d'Etat : la restauration de l'esclavage salarié et de la production marchande devait nécessairement amener à la création de graves disproportions dans la production sociale qui devaient elles-mêmes amener à des contradictions entre les partisans révisionnistes-bourgeois d'une gestion « rigide » et ceux d'une gestion « souple » de la propriété bourgeoise-révisionniste, comme dans n'importe quel Etat bourgeois moderne. La propriété quand à elle, restait une propriété de type capitaliste, qu'elle soit privatisée ou monopoliste d'Etat et engendrait les mêmes plaies que dans n'importe quelle société bourgeoise.

« A partir de 1964 dorénavant, l'« excédent de travail » — un euphémisme pour désigner le chômage — était annoncé dans diverses régions du pays ». <sup>204</sup>

A partir de la deuxième moitié des années 1970, l'affaiblissement du social-impérialisme soviétique démontra toujours mieux que ce n'était pas les Etats bourgeois-révisionnistes qui dirigeaient l'économie, mais les fluctuations de l'économie mondiale qui dictaient leurs ordres aux Etats bourgeois-révisionniste. Les événements de 1991 étaient d'ailleurs inéluctables et avaient été prévus par Enver Hoxha dès 1973 qui comprenait parfaitement que la crise économique mondiale ne serait pas sans incidence sur l'économie des pays révisionnistes. Systématisant de manière matérialiste les résultats économiques et sociaux auxquels avait aboutit la restauration du capitalisme dans les anciens pays socialistes, il remarquait que la crise économique et sociale en URSS révisionniste avait poussé Brejnev à se rendre à Washington pour y « mendier des dollars » et acquérir la « technologie avancée américaine ». Et de conclure que :

« ... l'entrée de capitaux américains en Union soviétique aura pour effet d'éliminer rapidement les moindres vestiges des victoires de la grande Révolution socialiste d'Octobre, elle aura pour effet de désagréger l'Union soviétique en tant qu'union de républiques. C'est là le but de l'impérialisme américain : démanteler l'Union soviétique en tant que dangereuse puissance capitaliste rivale. (...) L'Union soviétique a été vendue aux Etats-Unis. Demain leurs successeurs démantèleront aussi l'Union soviétique en tant qu'Etat ». <sup>205</sup>

Face à ceux qui affirmaient que c'était « difficilement réalisable », Enver Hoxha répondait qu'« au contraire » cela serait facilement réalisé du fait que le révisionnisme signifiait « l'exaltation des sentiments nationalistes » <sup>206</sup> et que les USA souffleraient « avec zèle sur ce feu » : « Que les révisionnistes le veuillent ou non, c'est là où conduit leur voie » ! Pour Enver Hoxha, il était évident que les USA ne visaient pas à détruire le socialisme en URSS révisionniste (le capitalisme y ayant été depuis longtemps restauré), mais à « **démanteler une dangereuse puissance impérialiste rivale** ». N'est-ce pas justement exactement ce qui s'est produit ? Contrairement aux révisionnistes chinois, animés par des considérations tactiques nationalistes visant à justifier leur alliance avec l'impérialisme américain, les marxistes-léninistes albanais n'ont jamais affirmé que l'URSS révisionniste était la puissance impérialiste la plus dangereuse. Elle était dangereuse, certes, car dotée d'un potentiel économique et militaire important, surpassé uniquement par les USA, mais également fragile à plusieurs égards. Déjà en 1976, Enver Hoxha avait remarqué que dans les conditions de la crise économique qui tenaillait le monde impérialiste, les contradictions inter-impérialistes avaient pris une extrême acuité et tandis que le social-impérialisme soviétique renforçait le pillage des pays inclus dans sa sphère d'influence, l'impérialisme américain et ses alliés faisaient de grands efforts pour l'affaiblir, diviser ses satellites et se rapprocher d'eux. <sup>207</sup> En 1981, Enver Hoxha procéda à une analyse matérialiste des contradictions de la société révisionniste soviétique, analyse qui montrait de sombres perspectives pour les révisionnistes soviétiques et leurs pays vassaux. <sup>208</sup>

Parlant des pays révisionnistes Enver Hoxha concluait que

« Dans ces pays, le capitalisme a été restauré sous diverses formes, une classe de nouveaux exploités s'anime et prend force. Si le pays qui subit cette régression est important par son territoire, par sa population et par son potentiel économique, son Etat se convertit en social-impérialiste ; si, au contraire, ce pays est petit, alors il devient un satellite du capitalisme mondial, un Etat dominé par les capitaux étrangers et le néo-colonialisme, qui exploitent les richesses du pays et la sueur du peuple ». <sup>209</sup>

Voici une systématisation qui a valeur de loi générale et qui n'infirmes en rien le dépeçage ultérieur du social-impérialisme soviétique : sous l'impérialisme, certains pays impérialistes se développent plus rapidement que d'autres et le rapport de forces inter-impérialiste ne reste pas immobile. Et justement, tel était le cas dans la rivalité inter-impérialiste opposant les USA à l'URSS révisionniste :

Volume du commerce extérieur de l'URSS (en milliards de dollars)								
1950	1955	1960	1965	1970	1975	1980	1985	1990
3,3	6,4	11,2	16,2	24,5	70,2	145,0	170,4	224,8

D'abord ces chiffres montrent que durant la période 1950-1990, le volume du commerce extérieur soviétique a été multiplié par plus de 68 ! Le revenu national avait augmenté beaucoup moins rapidement : il suffira de souligner que durant la période 1965-1980, il avait été multiplié par à peine plus de 2 !

A titre de comparaison, en 1954, le revenu national soviétique avait été multiplié par 15 par rapport à son niveau de 1913, malgré les destructions infligées par deux guerres mondiales impérialistes. Le volume total du commerce extérieur était passé de à 1,3 à 3,3 milliards de roubles durant la période 1924-1950.

Tandis qu'au cours de la période socialiste, le commerce extérieur s'était développé parallèlement et dans des proportions inférieures ou voisines de celles du revenu national, il se développa à des rythmes très supérieurs dès la deuxième moitié des années 1950 et de manière encore plus rapide à partir de 1973, à l'instar de tous ses concurrents impérialistes.

Cela illustre parfaitement l'orientation au « socialisme » de marché ! Si jusqu'au début des années 1970, l'économie du social-impérialisme soviétique était encore dans une phase ascendante, elle entama dès la seconde moitié des années 1970 une phase de déclin, relativement à son concurrent américain. A son apogée, au début des années 1970, le volume du commerce extérieur de l'URSS social-impérialiste se montait à 33 % de celui des USA. Il n'en valait plus que 30 % en 1980 et 25 % en 1990.

Jusqu'au début des années 1970, les révisionnistes soviétiques étaient donc parvenus à renforcer leurs positions commerciales vers les pays dépendants (hors pays du Comecon), mais quelques années plus tard, leur part relative dans le commerce vers ces pays avait baissé de près d'un tiers, tandis que leur dépendance commerciale vis-à-vis des concurrents impérialistes n'avait cessé de croître, les contraignant à intensifier l'exploitation des pays inclus du Comecon, y aggravant la crise économique et sociale. En URSS révisionniste, la situation était si grave que

« L'URSS est en quête de produits d'exportation pour payer ses importations ». <sup>210</sup>

L'évolution de la production d'acier soviétique est également très révélatrice de la grave crise économique qui touchait l'URSS social-impérialiste depuis la deuxième moitié des années 1970. Rappelons qu'au début des années 1960 les révisionnistes soviétiques prévoient une production d'acier de l'ordre de 250 millions de tonnes pour l'année 1980 ! <sup>211</sup>

Production d'acier de l'URSS (en millions de tonnes)													
1913	1928	1932	1937	1940	1950	1952	1955	1960	1965	1970	1978	1982	1990
4,2	4,3	5,9	17,7	18,3	27,3	35,0	45,3	65,0	91,0	116,0	151,0	147,0	154,0

Si l'on prend la période 1928-1952, la production d'acier a été multipliée par plus de 8, soit une augmentation annuelle moyenne de 9 %. Mais il faut garder à l'esprit que ces 24 années ne furent pas intégralement consacrées au développement prioritaire de l'industrie sidérurgique. En effet, il fallu d'abord répondre aux besoins de la mise sur pied d'une industrie de constructions mécaniques, puis de la mécanisation des campagnes, qui nécessita dans les années 1928-1932 d'utiliser les capacités industrielles existantes en vue de produire en urgence les machines-outils et l'outillage agricole, afin d'accompagner la collectivisation socialiste des campagnes, reléguant ainsi pour quelques années au second plan l'élargissement des capacités de l'industrie sidérurgique. Dix années sur vingt-quatre (1937-1947) furent également consacrées à la préparation de la guerre impérialiste et à la réparation de ses destructions. Ce n'est qu'en 1948 que la production industrielle avait retrouvé son niveau d'avant-guerre. Si l'on prend tous ces facteurs objectifs en compte, une chose saute aux yeux : le développement fulgurant de l'industrie sidérurgique. L'accroissement annuel de la production d'acier était de 25 % au cours du deuxième quinquennat et de 17 % durant les années 1948-1952. Durant la période 1955-1990, où les révisionnistes au pouvoir jouissaient de conditions intérieures (transformations socialistes pour l'essentiel achevées) et extérieures favorables (coexistence pacifique khrouchtchéviennne), la production d'acier ne fut multipliée que par un peu plus de 3, croissant à un rythme annuel moyen de 5 % durant la période 1955-1978, puis stagnant littéralement durant la période 1978-1990 ! La faillite des révisionnistes est encore plus manifeste si l'on a en vue qu'au rythme d'accroissement des années 1948-1952, il n'aurait fallu que 10 années supplémentaires pour dépasser le niveau de production que les révisionnistes n'atteignirent qu'en 1986 !

Il est évident qu'un pays impérialiste multinational économiquement affaibli ne traverse pas une crise de déclin économique de la même manière qu'un pays impérialiste relativement homogène sur le plan national. Aussi, les marxistes-léninistes albanais avaient-ils entièrement raison de voir dans les contradictions nationales un facteur essentiel de la désagrégation de la sphère d'influence du social-impérialisme soviétique : « l'une des questions intérieures les plus aiguës et les plus inquiétantes » au regard des conditions de la restauration de la production marchande et de l'exploitation des périphéries par le centre.<sup>212</sup>

Au début des années 1980, la situation était devenue intenable pour le social-impérialisme soviétique et les pays inclus dans sa sphère d'influence : le premier était devenu dépendant des technologies avancées de ses concurrents tandis que ses pays ateliers souffraient de la concurrence croissante que leur livraient les pays ateliers de ses concurrents impérialistes, en particulier ceux du sud-est asiatique. Tous s'étaient lourdement endettés auprès des pays impérialistes occidentaux et devaient rendre des comptes au FMI et à la Banque Mondiale. Ainsi au Vietnam, la politique du « réformer ou crever » qui autorisait les investissements étrangers a vu le jour en 1986 avec « l'invention » d'une « économie de marché à orientation socialiste »... Ce processus d'endettement avait été magistralement analysé par les camarades albanais qui remarquaient ainsi qu'en 1981 le volume des dettes contractées par les pays révisionnistes vis-à-vis des pays impérialistes occidentaux se montait à plus de 80 milliards de dollars :

« La situation est si critique que certains pays, notamment la Pologne et la Roumanie, ne sont plus en mesure de verser les intérêts de leurs emprunts et ils ont demandé à la bourgeoisie internationale de leur accorder de nouveaux prêts, de reporter les échéances de paiement et de ne pas les déclarer « insolubles ». Quant à l'Union soviétique, face aux demandes réitérées de la bourgeoisie monopoliste

internationale pour le remboursement des prêts et le paiement de leurs intérêts, elle n'a trouvé d'autre « solution » que de vendre ses réserves d'or, de platine et de diamant sur le marché mondial. En accordant ces « aides » et crédits aux pays révisionnistes, la bourgeoisie internationale s'assure des gains économiques et politiques considérables. Elle trouve ainsi de nouveaux marchés, si prisés en temps de crise, écoule ses stocks de marchandises et accroît ses capitaux. Si, en 1979, les pays révisionnistes ont payé aux crédateurs occidentaux environ 5 milliards de dollars d'intérêts, en 1980 cette somme atteignit 7 milliards de dollars et actuellement elle est d'environ 8,5 milliards ». <sup>213</sup>

Il était devenu inévitable, dans les conditions de la production marchande, que toutes les branches industrielles dont la productivité retardait sur leurs concurrents finissent par périr. D'où la désintégration du bloc soviétique et la désindustrialisation des pays de l'Est au moment où les révisionnistes permirent le libre afflux des capitaux étrangers.

La contre révolution bourgeoise en URSS a eu lieu dès les années 1950, mais le potentiel industriel et technique d'un immense pays doté d'une puissante industrie de production des moyens de production hérité de la période socialiste, ainsi que la transformation de ces secteurs en secteur capitaliste monopoliste d'Etat ont poussé la néo-bourgeoisie nomenklaturiste à transformer l'URSS en une puissance impérialiste de rang international, visant à établir et à étendre ses zones d'influence. Ayant échoué à déloger de ses positions son principal concurrent impérialiste qui s'appuyait sur un vaste potentiel économique intérieur et extérieur, dans le domaine commercial comme celui des investissements, le social-impérialisme soviétique entama dès le milieu des années 1970 une phase de déclin relatif, qui s'aggrava parallèlement à l'afflux massif de capitaux dans les pays dépendants inclus dans la sphère d'influence de l'impérialisme américain (Amérique du Sud et centrale, Asie du Sud-est) dont les produits concurrençaient férocement ceux des pays-ateliers du Comecon, où le niveau des salaires était notablement plus élevé. Face à cette débâcle économique croissante, les dirigeants révisionnistes furent acculés à envisager l'ouverture totale de l'économie de l'URSS révisionniste et des pays de l'Est vis-à-vis du marché mondial, dans le domaine commercial comme dans celui des investissements, espérant naïvement y attirer les investissements étrangers.

« Actuellement [en 1988], on parle ouvertement en Union soviétique du développement du secteur privé, on est en train d'y créer des sociétés mixtes avec le capital étranger, on y pratique librement des transactions dans le commerce extérieur, etc. ». <sup>214</sup>

C'était méconnaître les résultats de l'action dévastatrice du libre jeu de la loi de la valeur. L'URSS social-impérialiste, affaiblie, se transformait donc en semi-colonie. En tant que telle, elle devait se plier au bon vouloir des investisseurs étrangers, afin de les attirer : pour cela il fallait abaisser les barrières protectionnistes. L'abandon des mesures protectionnistes bourgeoises y a évidemment précipité et aggravé la catastrophe économique et sociale à la fin des années 1980 — contrairement à la Chine où la pénétration massive des capitaux étrangers a provoqué un foudroyant essor économique — parce que le coût de la force de travail était notablement plus élevé dans les pays de l'Est que dans beaucoup de pays-ateliers d'Amérique latine et du sud-est asiatique, ce qui devait *nécessairement* amener à la liquidation de pans entiers de l'industrie de ces pays, et donc aboutir à leur brutale semi-colonisation. Le fait que la bourgeoisie russe, aujourd'hui confrontée à la semi-colonisation de la majeure partie de son économie cherche aujourd'hui à revenir à l'étatisme et au protectionnisme bourgeois, allant même jusqu'à éprouver de la

nostalgie pour le centralisme de l'époque stalinienne, ne marque aucun tournant progressif, bien au contraire. Selon la bourgeoisie occidentale, en 2000, Poutine engagea la Russie dans un début de « réhabilitation de son passé communiste » : sans pour autant abandonner sa dénonciation des prétendus « crimes de Staline », la bourgeoisie monopoliste d'Etat russe contemporaine éprouve une certaine nostalgie du passé soviétique. En mai 2000, à l'occasion du 55<sup>ème</sup> anniversaire de la victoire sur le nazisme, Poutine a ainsi reconnu à Staline un rôle positif et profité de cette occasion pour rétablir l'hymne soviétique.<sup>215</sup> Bien évidemment, cela ne doit tromper personne : seule une seconde révolution socialiste pourra apporter aux peuples d'ex-URSS la liberté véritable. La bourgeoisie occidentale, aujourd'hui effrayée de voir la Russie de Poutine pleurer l'éclatement du social-impérialisme soviétique et affirmer ses ambitions nationalistes et impérialistes au moyen de la nostalgie pour la période soviétique, particulièrement sous la direction de Staline qui incarnait un « pouvoir fortement centralisé » marqué par un « style de direction autoritaire », remarque fort justement qu'

« Ils ont tout simplement oublié qu'il resta, jusqu'à la fin de ses jours, un marxiste-léniniste convaincu, intransigeant et implacable vis-à-vis des ennemis de classe ».<sup>216</sup>

En effet, la bourgeoisie occidentale se souvient des cauchemars que lui ont donné pendant trois décennies les marxistes-léninistes soviétiques au pouvoir :

« ... à cette époque [celle de Staline], on ne se souciait guère de nuances, et tous ceux qui ne pratiquaient pas une stricte orthodoxie étaient rejetés parmi les ennemis ».<sup>217</sup>

Venir pleurer aujourd'hui sur la « chute du socialisme en 1991 », c'est venir pleurer sur les restes pourris du révisionnisme. Prétendre que les événements de 1991 résultent d'un « complot de l'impérialisme » et de la « course aux armements », c'est nier la responsabilité des dirigeants révisionnistes-bourgeois, c'est nier la conception matérialiste de l'histoire, c'est nier que la crise économique interne a été le facteur déterminant et c'est donc finalement oublier que si les révisionnistes se sont effondrés, c'est parce que la production marchande qu'ils avaient érigé en principe à l'intérieur, a engendré leur ruine dans le cadre de la production marchande internationale, cadre dans lequel ils étaient condamnés *historiquement*, face à des concurrents impérialistes plus puissants.

D'accord avec la social-démocratie « de gauche », des communistes qui se réclament pourtant du marxisme-léninisme affirment que c'est la course aux armements qui a engendré la chute de l'URSS. Pour eux, les facteurs de la chute du socialisme sont avant tout extérieurs. A l'inverse pour les marxistes-léninistes, le facteur essentiel qui a entraîné les événements de 1991, est la restauration du capitalisme dans l'économie soviétique à partir des années 1950, les événements ultérieurs résultant de rivalités inter-impérialistes. Pour la bourgeoisie monopoliste d'Etat soviétique, le poids croissant de la production du complexe militaro-industriel dans l'économie, permettait d'assurer l'utilisation du produit social détourné de la sphère productive, ce qui est similaire en tout point à la militarisation de l'économie sous l'impérialisme. Les uns caractérisent les événements de 1991 comme une lutte entre capitalisme et socialisme, tandis que les autres les caractérisent comme une lutte entre concurrents impérialistes. En URSS, durant la période 1967-1987, l'inflation annuelle des prix de détail et de gros a été supérieure à 5 %. Le coût de la vie augmentait bien plus vite que ne progressaient les salaires, comme pour tout pays

bourgeois sur le déclin. Ainsi la *Literatournia Gazeta* du 15 avril 1987 dénonçait l'inquiétant niveau d'inflation :

« La vie devient de plus en plus chère. Tout le monde le sait et en parle constamment. Seule la direction centrale des statistiques ne le sait pas, elle qui est censée tout savoir. (...) Les prix, ces derniers temps augmentent sans commune mesure avec les progressions salariales ».

Le gonflement démesuré du complexe militaro-industriel au détriment du développement des industries productives à l'époque de la « coexistence pacifique » ne résultait-il pas d'une nécessité économique immuable du capitalisme monopoliste d'Etat et de son penchant à vouloir accumuler à travers le développement des industries non productives (armement) au lieu d'améliorer la condition des travailleurs ? Bref, continuer de propager ces mystifications, c'est absoudre le révisionnisme pour les crimes qu'il a commis contre le prolétariat mondial et c'est donc c'est défendre le dernier rempart de la bourgeoisie mondiale contre la révolution socialiste internationale. La lutte contre l'impérialisme, disait Lénine, est une phrase creuse et mensongère aussi longtemps qu'elle est détachée de la lutte contre l'opportunisme et le révisionnisme. Aujourd'hui, les marxistes-léninistes authentiques ne peuvent pas lutter contre le capitalisme s'ils ne combattent pas les illusions propagées par la bourgeoisie et ses alliés révisionnistes sur le caractère bourgeois des pays révisionnistes et sur les mécanismes de la restauration du capitalisme, et enfin sur les causes *objectives* de l'affaiblissement et de l'effondrement du social-impérialisme soviétique. « Quand ? », « pourquoi ? » et « comment ? » ne sont pas des questions secondaires ni des points de détails. Les quinze années écoulées depuis l'effondrement du révisionnisme et l'affaiblissement du mouvement se réclamant du marxisme-léninisme en témoignent.

Pour comprendre la marche générale des événements mondiaux du demi-siècle écoulé, il nous paraît essentiel de souligner le fait que l'aide internationaliste apportée par l'URSS aux pays de démocratie populaire jusqu'en 1952 n'a pas été sans influence dans le déroulement des événements mondiaux des décennies suivantes jusqu'à aujourd'hui, et notamment dans le processus de l'internationalisation de la production, dans la transformation de la structure économique du système impérialiste mondial. Nous ne parlons pas des proclamations d'indépendance formelles des cliques bourgeoises-compradore des ex-pays coloniaux, qui ne pouvaient rien changer de fondamental dans la structure de l'économie des pays dépendants, les mécanismes de leur dépendance économique restant intacts. En fait on doit comprendre que l'aide soviétique internationaliste est même à l'origine du phénomène que les économistes bourgeois et petit-bourgeois appellent « mondialisation » et qui s'accompagne de politiques « néo-libérales ». Avant la création du camp socialiste, les pays impérialistes utilisaient les pays dépendants avant tout comme une source d'approvisionnements de matières premières agricoles et industrielles destinées à être transformées dans les métropoles impérialistes, l'industrie de ces pays restait donc des plus arriérées et rudimentaires.

Quand les révisionnistes prirent le pouvoir en URSS et dans les pays de démocratie populaire dans le courant des années 1950, les rapports de dépendance impérialistes furent restaurés sur une base économique nouvelle, largement supérieure sur le plan industriel et technique. La sphère d'influence du social-impérialisme soviétique, sans pour autant perdre sa fonction coloniale « classique », en acquerra une nouvelle. La tâche du développement de l'industrie de production des moyens de production fut stoppée et l'édification socialiste abandonnée. Cela

empêcha d'aboutir rapidement à une aggravation majeure de la crise générale de l'impérialisme, comme Staline l'envisageait en 1952, au moyen d'un renforcement rapide du camp socialiste sur les plans économique, social et politique. La restauration du capitalisme en URSS et la transformation des ex-pays de démocratie populaire en pays dépendants brisèrent donc ce processus. Il était inévitable que la nouvelle classe bourgeoise russe, ayant restauré le travail salarié et la production marchande en URSS, restaure également avec les pays dépendants des relations de type impérialistes.

Mais cet abandon conduisit néanmoins à l'obligation pour le social-impérialisme soviétique de continuer à y développer l'industrialisation : c'était une nécessité de parvenir à maintenir en fonctionnement la puissante industrie lourde édifiée sous la direction de Staline, sans quoi la crise économique était inévitable. Or ni les dépenses militaires croissantes, ni les fonds consacrés au programme spatial ne pouvaient absorber la production de cette industrie et permettre de maintenir la croissance économique. En outre, la stabilité politique et sociale des pays inclus dans la sphère d'influence du social-impérialisme soviétique nécessitait que l'industrialisation y soit poursuivie. Si le développement de l'industrie lourde fut mis en veilleuse, celui de l'industrie légère reçut en revanche plus d'attention : les pays dépendants du Comecon devinrent ainsi l'appendice productif du social-impérialisme soviétique. C'est cette nouvelle structure économique, où les pays dépendants se convertissaient en fabriques de biens de consommation destinés à l'exportation, qui préfigurait celle de l'économie mondiale depuis une trentaine d'années.

Face à ses concurrents impérialistes occidentaux, les révisionnistes soviétiques disposèrent ainsi d'un avantage productif considérable qui leur permit de renforcer leurs positions économiques internationales dans les années 1960, même d'un point de vue relatif. Ils ne conservèrent pourtant cet avantage productif qu'aussi longtemps que la technique ne retardait pas trop par rapport à celle des pays impérialistes plus puissants auprès desquels ils ne tardèrent donc pas à venir chercher la technique la plus avancée. Mais ce n'était pas le facteur essentiel de leur affaiblissement.

En outre, profitant de son prestige de pays socialiste acquis durant les années 1920-1940, l'URSS révisionniste a alors constitué un pôle très attractif pour les régimes nationalistes bourgeois compradore des pays dépendants qui accédaient à l'indépendance politique et qui voyaient en elle un partenaire économique bien moins vorace que les puissances impérialistes occidentales, le social-impérialisme soviétique se présentant comme une option « alternative » à la domination de ses concurrents impérialistes. Pourquoi, « moins vorace » ou « alternatif » ? Du fait de « l'internationalisme » des dirigeants révisionnistes ? Non bien sûr, cette voracité moindre découlait d'abord de la mise en concurrence de puissances impérialistes rivales, et ensuite de ce que le prix de la force de travail du social-impérialisme soviétique était encore nettement inférieure à celle de ses concurrents impérialistes occidentaux. Le commerce avec l'URSS révisionniste était donc un commerce moins déséquilibré, qui creusait donc moins rapidement la dette extérieure des pays dépendants commerçant avec elle. On comprend donc que malgré le fait que le principe de l'exploitation impérialiste était préservé, les proportions moindres de l'ampleur de ce pillage, faisaient de l'URSS révisionniste un « partenaire économique » privilégié pour les cliques bourgeoises-compradore, qui pouvait apparaître comme un « progrès » ou tout au moins un « moindre mal » comparativement à la domination de vieux pays impérialistes — si l'on reste dans la

cadre de la production marchande et de l'esclavage salarié — ceci ayant pour avantage de multiplier les pays inclus dans la sphère d'influence soviétique.

Avec la crise pétrolière de 1973, les pays impérialistes, en particulier ceux d'occident insuffisamment autonomes sur le plan énergétique, subirent de plein fouet la hausse des cours du pétrole, compromettant la compétitivité de l'ensemble de leur économie. Les nombreuses faillites, fusions et acquisitions ne purent suffire à redonner un avantage productif aux monopoles des pays impérialistes occidentaux sur ceux du social-impérialisme soviétique. L'avantage productif du social-impérialisme soviétique fut donc conservé et même consolidé, forçant les pays impérialistes concurrents à adopter la même stratégie pour ne pas se laisser distancer sur le plan du commerce international : celle de la transformation des pays dépendants coloniaux et semi-coloniaux en pays ateliers. A ce petit jeu, les pays impérialistes d'occident étaient les plus forts.

S'appuyant sur leurs vastes possessions coloniales, ils édifièrent rapidement une puissante industrie de production des biens de consommation, surtout en Asie et en Amérique latine où affluèrent ainsi massivement leurs capitaux dès l'année 1973. Ainsi, dès la seconde moitié des années 1970, les concurrents du social-impérialisme soviétique avaient non seulement rattrapé leur retard, mais avaient eux-mêmes conquis un avantage productif décisif grâce au coût imbattable de la main-d'œuvre du sud-est asiatique. Dès la seconde moitié des années 1970, les pays dépendants du Comecon subirent donc de plein fouet cette concurrence croissante qui ne cessa dès lors d'y aggraver la crise économique, politique et sociale qui provoqua leur désintégration à la fin des années 1980. Les marxistes-léninistes albanais ont démontré d'un point de vue scientifique le caractère impérialiste de l'URSS révisionniste et la crise économique dans laquelle s'enfonçaient alors les pays révisionnistes-bourgeois.<sup>218</sup>

Les représentants les plus honnêtes de la bourgeoisie occidentale comprenaient d'ailleurs parfaitement que le « socialisme » de Khrouchchev et Brejnev n'avait plus rien à voir avec le socialisme construit en URSS sous Staline. Dans son discours du 22 mai 1977, le président américain Jimmy Carter soulignait ainsi que désormais

« ... nous sommes délivrés de cette peur permanente du communisme, qui nous poussait naguère à nous jeter dans les bras de tout dictateur éprouvant la même peur ».<sup>219</sup>

En reconnaissant que la bourgeoisie américaine était « délivrée » de la « peur du communisme » — **non pas en 1991, mais en 1977** —, il démasquait son allié et concurrent social-impérialiste, lui arrachant son masque « socialiste » et « internationaliste » ! Carter était donc bien plus marxiste que tous les pseudo-communistes qui s'obstinaient (et s'obstinent encore aujourd'hui) à voir dans le social-impérialisme soviétique un pays « socialiste », trompant des générations de militants communistes et de travailleurs ! En outre, Carter, ce fidèle défenseur de l'ordre bourgeois-impérialiste reconnaissait *ouvertement* que les capitalistes et les impérialistes mettent en place et soutiennent des régimes fascistes par peur de la révolution socialiste. C'est ce même Carter qui en 2002 a reçu le « prix Nobel de la paix » en récompense de ses efforts pour « résoudre les conflits internationaux par des solutions pacifistes », pour « faire progresser la démocratie et les Droits de l'homme », et pour « promouvoir le développement économique et social »... Tout fasciste peut donc lui aussi prétendre à recevoir le « prix Nobel de la paix », pour sa défense exemplaire de l'ordre bourgeois-impérialiste !

Bien sûr, les observateurs bourgeois n'avaient pas attendu la fin des années 1970 pour remarquer ces changements. Au début des années 1960, un journaliste français soulignait les « nombreux exemples possibles » de « l'embourgeoisement » de la société soviétique. Ce journaliste qui affirmait n'avoir aucune sympathie pour le communisme, ce dont nous ne doutons pas, concluait que

« L'URSS a bien changé. Le mot « bien » a deux sens. J'ai voulu dire qu'elle a beaucoup changé, et finalement, en Occidental invétéré et indécrottable, je crois aussi qu'elle a changé en bien, puisqu'elle nous comprend mieux ». <sup>220</sup>

Voilà qui devrait clore tout débat sur le caractère *bourgeois* de l'URSS du début des années 1960 ! Enver Hoxha n'avait-il donc pas entièrement raison de dénoncer « la nouvelle bourgeoisie soviétique, composée de bureaucrates et de technocrates » qui avait « pris en main les rênes de l'Etat et de l'économie » afin de « s'assurer d'importants privilèges et revenus » ? N'avait-il pas non plus raison d'affirmer que cette bourgeoisie monopoliste d'Etat avait « remplacé la rétribution selon le travail par tout un système de distribution des revenus » qui lui permettait « de s'approprier le fruit du labeur et de la peine des masses travailleuses, de s'assurer, par les procédés les plus divers, des revenus des dizaines de fois plus élevés que ceux des ouvriers et des paysans » ? <sup>221</sup> Enfin, n'avait-il pas raison de dénoncer les mystifications « socialisantes » des révisionnistes soviétiques comme visant à couvrir de boue le véritable socialisme et donc à faire un tort irréparable au mouvement révolutionnaire mondial ?

« La confusion s'accroît encore davantage du fait que les révisionnistes khrouchtchéviens s'efforcent de faire passer la restauration du capitalisme en Union Soviétique et ailleurs pour du socialisme. Cette démagogie désoriente aussi nombre d'hommes honnêtes qui, en critiquant à juste titre de nombreux phénomènes négatifs de la vie en Union Soviétique et dans les autres pays révisionnistes, identifient le système social de ceux-ci avec le socialisme et attribuent les conséquences de la restauration du capitalisme au socialisme ». <sup>222</sup>

Que ceux qui ont soutenu pendant des décennies les pays bourgeois-révisionnistes et qui encore aujourd'hui continuent de le faire sous couvert de « défense du socialisme », envisagent le problème sous cet angle ! Pour Lénine, la lutte intransigeante contre le révisionnisme était la condition de l'existence d'un Parti communiste révolutionnaire. Cette lutte est-elle moins nécessaire quand il s'agit d'un Parti communiste au pouvoir, guidant l'édification de la société socialiste ? Quand ces révisionnistes usurpent le pouvoir, défend-t-on le socialisme en faisant « l'unité » avec eux, ou bien en les dénonçant et en les démasquant ? Seuls des petit-bourgeois et des larbins de la bourgeoisie peuvent prétendre qu'il faut leur apporter un quelconque soutien, fut-ce un soutien « critique » ! L'effondrement du pouvoir des cliques bourgeoises-révisionnistes a d'ailleurs démontré la dangerosité d'un tel soutien, son rôle objectif de duperie et de démoralisation des travailleurs !

« Il faut en finir avec ce double jeu de la bourgeoisie et du révisionnisme, les uns discréditant le socialisme en se servant de la dégénérescence de la société soviétique, les autres affirmant que le "socialisme russe" vaut tout de même mieux que les plaies du capitalisme. Il faut en finir en se battant sur les deux fronts, en démasquant toujours plus le révisionnisme soviétique, et en affirmant toujours mieux le socialisme authentique. Les analyses du PTA sont à cet égard extrêmement précieuses ». <sup>223</sup>

Le putsch révisionniste fomenté dans les années 1948-1956 dans la plupart des pays socialistes, ainsi que la vague déferlante contre-révolutionnaire qui l'a accompagné au niveau international ont brisé l'essor du mouvement communiste

international, en convertissant les ex-pays socialistes en pays capitalistes et en accélérant la transformation des partis communistes où s'étaient souvent faites jour de lourdes tendances opportunistes et révisionnistes en partis sociaux-démocrates. Ce n'est pas la restauration du capitalisme qui a été lente dans les ex-pays socialistes, mais l'agonie du révisionnisme qui y a été longue et douloureuse, engendrant beaucoup d'illusions et de mystifications qui sont aujourd'hui souvent encore loin d'avoir été éradiquées, même parmi ceux qui se disent soucieux de devenir de véritables combattants de la révolution socialiste.

La période socialiste en URSS a amené un rapprochement des différentes nationalités composant l'Union Soviétique et un essor économique et culturel général, tandis que la restauration du capitalisme au début de la période révisionniste a été un facteur de division qui placé dans des conditions économiques internationales défavorables a affaibli le social-impérialisme soviétique — ceci se combinant à des contraintes naturelles (géographiques et climatiques) très fortes ainsi qu'à la faible homogénéité ethnique de l'URSS —, ce sont ces contraintes qui ont joué un facteur déterminant dans l'éclatement du social-impérialisme soviétique, le cadre du capitalisme restauré ayant aidé ses concurrents impérialistes à jouer sur les sentiments nationalistes-bourgeois.

Ne faisons pas comme les révisionnistes, persuadés que la liquidation du socialisme date de 1991, alors que cette date marque le démantèlement de la puissance économique du social-impérialisme soviétique. Le fait que des pans entiers de l'industrie et principalement de l'industrie lourde aient été liquidés dans ces pays, que l'essentiel des acquis sociaux conquis sous le socialisme et préservés par les révisionnistes aient été alors remis en cause, que le taux de chômage ait explosé, que l'exode rural vide toujours plus les campagnes et que le solde d'accroissement naturel soit non plus légèrement positif comme il l'était dans les années 1970-1980, mais négatif et provoque une dépopulation alarmante sur un immense territoire à l'origine très peu peuplé, tous ces faits sont des choses *naturelles* pour un pays qui est passé de statut de grande puissance impérialiste à celui de pays semi-colonisé. Ce bouleversement a évidemment approfondi la catastrophe économique, c'est un fait indéniable, mais cela ne doit entraîner *aucune illusion* sur le caractère *capitaliste-impérialiste* de l'URSS de Khrouchtchev-Brejnev !

Ne devons-nous pas faire preuve d'au moins autant de courage que Staline dans la critique de notre propre travail et dans celui de nos aînés, si nous voulons *véritablement* nous donner les moyens de détruire l'ordre exploiteur capitaliste-impérialiste ? Un « marxiste-léniniste » qui craindrait de faire l'autocritique de son travail idéologique vaudrait-il quelque chose au milieu des tempêtes de la lutte de classe ? C'est inconcevable.

Par conséquent, les « camarades » qui refusent d'avancer ou qui s'arrêtent en chemin dans l'analyse objective, marxiste, de la restauration du capitalisme en URSS sont conduits à développer des représentations erronées dangereuses, conciliatrices avec le révisionnisme. Ceux qui persisteront dans cette voie tomberont « en dehors de la charrette », et nous continuerons notre route sans eux !

### **PARTIE 3 — Le « socialisme » à la chinoise : socialisme ou nationalisme bourgeois ?**

Pendant plus d'un siècle, ce sont des puissances impérialistes comme le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, les USA, le Japon, etc., qui ont dominé sans partage l'économie mondiale. En bref, tous les pays capitalistes constitués sur des Etats-nations centralisés puissants, ayant une forte homogénéité nationale et ayant connu la révolution industrielle au 19<sup>ème</sup> siècle, qui ont sur cette base édifié leur puissance économique sur le marché mondial puis orchestré la « danse » des capitaux sur celui-ci, afin de se renforcer au détriment des concurrents, en pénétrant de nouveaux territoires à la recherche de nouvelles ressources et de nouveaux débouchés pour leurs marchandises et leur capitaux. Mais en procédant ainsi, ils ont, comme le remarquait déjà Marx dans le *Manifeste communiste*, « introduit le mode de production bourgeois » dans ces pays. En l'introduisant, cependant, ils l'ont fait le plus souvent à *la mode coloniale*, c'est-à-dire d'une manière exclusive et bancale, limitant le développement du capitalisme à quelques branches industrielles et agricoles destinées à fournir des matières premières à l'exportation.

Au début du 20<sup>ème</sup> siècle la situation semi-coloniale de la Chine était paradoxale, dans le sens qu'elle était, comme Lénine le remarquait alors, un des seuls territoires du monde à n'avoir pas été complètement partagé « à la mode coloniale » par les puissances impérialistes : les centaines de millions de chinois constituaient en effet un très (trop) gros morceau à avaler, d'autant que contrairement à l'Inde — véritable mosaïque féodale confrontée aux jeunes puissances impérialistes instrumentalisant chacune pour leur compte les multiples royaumes, langues et religions —, la Chine possédait une cohésion nationale beaucoup plus forte, héritage d'un pouvoir impérial fortement centralisé : ce n'est pas pour rien s'il fallu au Royaume-Uni, aux Etats-Unis, à la France, à la Russie et au Japon former une coalition militaire pour défaire le pouvoir impérial chinois et imposer en 1860 à la dynastie Qing les méthodes semi-coloniales !

En Chine, la domination impérialiste a donc très tôt revêtu des formes semi-coloniales aboutissant à la création d'une très puissante bourgeoisie compradore, mais également d'une bourgeoisie nationale se développant principalement dans l'industrie légère parallèlement au développement de la grande industrie appartenant au Capital étranger et à la bourgeoisie compradore chinoise. Cette bourgeoisie nationale faisait appuyer ses revendications indépendantistes par les classes travailleuses et surtout la paysannerie, afin d'éliminer d'un coup la persistance de rapports semi-féodaux dans l'agriculture et la domination impérialiste-compradore sur l'industrie. La lutte contre le féodalisme et l'impérialisme prit donc une vaste extension en Chine une fois le pouvoir impérial soumis au Capital étranger. Cette lutte aboutit à la révolution chinoise de 1911, dirigée par Sun Yat-sen. Mais Sun Yat-sen se trompa d'ennemi : pour lui, la responsabilité de la domination étrangère et de la persistance des rapports féodaux était essentiellement imputable à la dynastie Qing. Mais la dynastie Qing n'avait fait que s'accommoder du développement de la bourgeoisie compradore. La dynastie Qing abattue, c'est le pouvoir direct de la bourgeoisie compradore chinoise qui lui fut substitué. Le renversement du pouvoir impérial en 1911 ne résolut donc rien de la persistance de ces rapports semi-féodaux

et semi-coloniaux qui étaient d'abord entretenus par la domination de la bourgeoisie compradore.

La tâche qui se posait alors était le renversement du pouvoir de la bourgeoisie compradore comme condition de l'abolition des rapports semi-féodaux et semi-coloniaux. C'est l'aile révolutionnaire de la bourgeoisie nationale chinoise qui abattit ce pouvoir, s'appuyant sur la grande masse de la paysannerie chinoise, en lui promettant son soutien contre les propriétaires fonciers. C'est ainsi qu'en 1949, après une longue lutte armée dirigée contre l'occupation militaire japonaise (1931-1945) et la bourgeoisie compradore collaboratrice, finit par triompher la révolution démocratique-bourgeoise anti-coloniale et anti-féodale chinoise dite de « démocratie nouvelle ».

Mao Tsé-toung ne fut que le légataire spirituel de Sun Yat-sen : comme lui, il visait à liquider le féodalisme et la bourgeoisie compradore, comme lui, il voyait dans l'URSS un pays allié, anti-impérialiste et désintéressé, soutenant donc le processus révolutionnaire chinois, contrairement aux pays impérialistes luttant pour maintenir le pouvoir de la bourgeoisie compradore chinoise. Leur large communauté d'idées est incontestable, comme n'est pas moins incontestable le fait que Mao se guidait bien plus sur la pensée de Sun Yat-sen que sur celle du marxisme-léninisme !

Il suffit de relire les écrits de Mao lui-même pour s'en convaincre. Non pas ses écrits de « jeunesse », mais ceux des années 1940-1950, lorsqu'il dirigeait le Parti Communiste chinois et en définissait les objectifs et la stratégie, avant et après la prise du pouvoir. Non pas les textes du *Tome V* de ses *Œuvres choisies*, tome publié de manière posthume, et pouvant être sujet selon les maoïstes « de gauche » à des interprétations et à des révisions (au moins concernant les notes selon le PCMLM), mais les textes publiés du vivant de Mao, soit par les *Editions en langues étrangère de Pékin*, soit par *Maspero* dans les *Ecrits choisis en trois volumes* de Mao Tsé-toung (Paris, 1967), textes certifiés conformes à l'édition officielle de Pékin.

Il suffit de lire les mauvaises dissertations philosophiques de Mao sur la « démocratie nouvelle »<sup>224</sup>, pour comprendre le fossé (le gouffre, l'abîme !) qui sépare ses conceptions de celles de Lénine et Staline.

Mao visait à travers cette « démocratie nouvelle » à « édifier une société nouvelle et un Etat nouveau pour le peuple chinois », à « transformer la Chine ignorante et arriérée » au moyen « d'une politique nouvelle, d'une économie nouvelle et d'une culture nouvelle ». Pour Mao, la « démocratie nouvelle » visait à éliminer « le vieux système politique colonial, semi-colonial et féodal, cette vieille économie, et la vieille culture qui est à leur service ». Plus loin, il reconnaissait que la révolution chinoise « se diviserait en deux phases : révolution démocratique et révolution socialiste », la première phase consistant « à transformer cette société coloniale, semi-coloniale et semi-féodale en une société démocratique indépendante » — évidemment sur la base de la production marchande et du capitalisme —, et la seconde « à développer plus en avant la révolution, à édifier la société socialiste ». Pour Mao, la révolution chinoise était donc un seul processus divisé en deux phases consécutives. Bien sûr, Mao n'indiquait pas de quelle manière s'enchaînaient ces phases, et comment on passerait de la phase de « démocratie nouvelle » à la phase socialiste ! Selon Mao, depuis la victoire de la Révolution socialiste d'Octobre 1917 qui a proclamé son soutien au mouvement de libération nationale des colonies et des semi-colonies, « la révolution démocratique-bourgeoise chinoise appartient à la catégorie de la nouvelle révolution démocratique-bourgeoise », catégorie qui du fait

de son intégration « au front de la révolution », « fait partie de la révolution socialiste prolétarienne mondiale ».

Enchérissant, Mao allait jusqu'à affirmer que « ces pays coloniaux et semi-coloniaux en révolution ne peuvent plus être considérés comme des alliés de front contre-révolutionnaire du capitalisme mondial, mais comme des alliés du front révolutionnaire du socialisme mondial ». Aggravant ces mystifications, il affirmait qu'une telle révolution à sa première phase, bien qu'elle « tende objectivement à frayer la voie au capitalisme » n'appartenait plus à « l'ancien type » de révolution démocratique bourgeoise, « dirigée par la bourgeoisie, et ayant pour but d'établir une société capitaliste et un Etat de dictature bourgeoise ». Pour Mao, la révolution démocratique-bourgeoise en Chine est donc « une révolution de type nouveau, dirigée par le prolétariat, et ayant pour but d'établir, dans cette première phase, une démocratie nouvelle et un Etat de dictature exercée en commun par toutes les classes révolutionnaires » servant « à frayer une voie encore plus large pour le développement du socialisme ». Si Mao entendait par là que la révolution démocratique-bourgeoise anti-impérialiste doit fournir au prolétariat des pays dépendants de meilleures conditions de lutte que dans une société semi-féodale et coloniale, il avait évidemment raison. Pour appuyer ses révisions, Mao n'hésitait pas à citer Staline pour lequel les révolutions anti-impérialistes étaient devenues « une partie de la révolution prolétarienne ».<sup>225</sup> Si Staline affirmait en effet que les révolutions anti-impérialistes faisaient partie de la révolution prolétarienne, c'était à la condition que ces révolutions soient dirigées par le prolétariat des pays dépendants à la tête de la paysannerie travailleuse, au contraire de Mao pour lequel

« ... peu importe quelles classes, quels partis ou quels particuliers appartenant aux peuples opprimés participent à la révolution, et peu importe s'ils sont conscients ou non de ce que nous venons d'exposer ci-dessus, s'ils le comprennent subjectivement ou non, il suffit qu'ils s'opposent à l'impérialisme pour que leur révolution devienne une partie de la révolution mondiale socialiste prolétarienne et qu'ils en constituent des forces alliées ».<sup>226</sup>

Dans ce front uni de « démocratie nouvelle », il n'est nullement question de la nécessité du rôle hégémonique du prolétariat ! On pourrait donc dire de ces lignes qu'elles ont été écrites par le premier théoricien révisionniste venu, tant le spontanéisme et l'opportunisme y transpirent à grosses gouttes, *mais non*, elles furent écrites par la « cinquième épée du marxisme » alors qu'il dirigeait depuis 5 ans déjà le Parti Communiste chinois ! Il ne faut pas être étonné que dans une telle révolution, l'hégémonie ne puisse pas ne pas revenir aux couches non prolétariennes ! Ce n'est pas un hasard si le pouvoir d'Etat de « démocratie nouvelle » n'est pas définie comme étant une forme de la dictature du prolétariat : pour Mao, la « république de démocratie nouvelle » diffère en effet autant « des républiques capitalistes de l'ancien type européen-américain sous la dictature de la bourgeoisie » [c'est-à-dire des pays impérialistes, opprimant des pays bourgeois plus faibles — V.G.] que « de la république socialiste de type soviétique sous la dictature du prolétariat ». Bel aveu dont on doit remercier Mao !

Si Mao avait compris Marx au lieu de chercher à « enrichir » (déformer !) le marxisme-léninisme, il lui aurait semblé évident que dans toute société le pouvoir appartient à la classe qui détient les moyens de production et de reproduction de l'existence. Il aurait ainsi évité d'aboutir à une construction théorique utopique et réactionnaire, plaçant sur un pied d'égalité exploités et exploités, fussent ces derniers « opprimés » par le capital étranger, afin de chercher à masquer le caractère

nationaliste-bourgeois anti-colonial de la « démocratie nouvelle » ! Traitant de sa « démocratie nouvelle » en pur sophiste, Mao ne pose à aucun moment de manière claire, nette et concrète la question : « démocratie pour quelle classe » ? Un marxiste est en droit de demander quelle sera la place du prolétariat et de la paysannerie travailleuse dans la « démocratie nouvelle », puisque la bourgeoisie nationale continue de détenir le pouvoir économique ! La révolution socialiste a beau suivre une route sinueuse, nous doutons que la négociation des virages puisse justifier la continuité de l'exploitation salariée, fut-ce sous couvert de « rééducation » des exploités !... Encore plus grave (c'est possible ?), Mao érigeait en loi générale sa théorie fumeuse de « démocratie nouvelle », celle-ci étant selon lui l'unique voie à suivre pour les pays dépendants :

« ... la forme d'Etat à adopter par la révolution dans les pays coloniaux et semi-coloniaux durant une période donnée de l'histoire ne peut être qu'une troisième forme : celle que nous appelons la république de démocratie nouvelle. C'est une forme pour une période donnée de l'histoire, donc une forme transitoire, mais une forme nécessaire et indispensable. Les diverses formes d'Etat du monde, d'après la nature de classe du pouvoir politique, peuvent être classées essentiellement en trois catégories : premièrement, les républiques de la dictature bourgeoise ; deuxièmement les républiques de la dictature prolétarienne ; et troisièmement les républiques de la dictature exercée en commun par plusieurs classes révolutionnaires ». <sup>227</sup>

Et parlant de la caractéristique générale de la révolution dans les pays coloniaux et semi-coloniaux :

« ... l'Etat et le pouvoir politique y sont nécessairement identiques en principe ; ce sera un Etat de démocratie nouvelle où s'exerce la dictature conjointe de plusieurs classes anti-impérialistes ». <sup>228</sup>

D'abord, on doit remarquer que les nationalistes bourgeois des autres pays dépendants ne sont pas allés plus loin : la recherche d'une « troisième voie » intermédiaire étant une marque indélébile de l'opportunisme des mouvements libérateurs petit-bourgeois des pays dépendants, mouvements qui craignent autant l'impérialisme que la révolution socialiste ! Voilà ainsi justifié le soutien apporté par les dirigeants chinois au « mouvement des non-alignés », ainsi que leurs ligne tiers-mondiste puis tri-mondiste ! Voilà ainsi expliqués les grands coups de gouvernails donnés à la barque chinoise au cours de sa pseudo-lutte anti-révisionniste dans les années 1960-1970. Voilà aussi devenue parfaitement claire la tentative faite par les révisionnistes chinois pour imposer au PTA la reconnaissance de l'existence d'une classe bourgeoise sous le « socialisme » ! <sup>229</sup>

Ensuite, on voit de manière limpide la base idéaliste et anti-marxiste des conceptions de Mao, qui, s'il ne dénie pas ouvertement l'influence de l'économie sur les idées, ni des idées sur l'économie (ce dont tout matérialiste bourgeois est capable), ne considère pas pour autant, comme un marxiste doit le faire, la base économique comme étant la donnée *première*, fondamentale, et les idées comme étant la donnée *seconde*, dérivée. En effet, pour Mao, traitant du rapport du monde matériel à la pensée, la culture est « le reflet du système politique et de l'économie d'une société déterminée », exerçant en retour « une action sur cette politique et cette économie ». <sup>230</sup> Comme tout démocrate bourgeois, Mao persiste donc à mettre sur le même plan la base économique matérielle d'une société, avec sa superstructure juridique, politique et culturelle, ce qui l'amène à définir les formes d'Etat non d'après les fondements économiques de la société (les rapports de production), mais d'après « la nature de classe du pouvoir politique », et ce qui l'autorise évidemment

ensuite à envisager la transformation des rapports de production au moyen de mesures idéologiques, rééducatives, afin de transformer pacifiquement des rapports de production bourgeois en rapports de production socialistes !

Mais de quoi dépend cette « nature de classe du pouvoir politique », sinon des rapports de production formant la base matérielle de la société ?

Là s'arrête le matérialisme bourgeois, là prennent racine les conceptions petite-bourgeoises, idéalistes et réactionnaires des maoïstes en économie politique et en philosophie. Mao a tenté d'isoler la sphère économique de la sphère politique, ce qui est anti-marxiste. Le pouvoir politique peut-il être partagé sur un pied d'égalité par « plusieurs classes révolutionnaires », si l'une de ces classes possède en propre les moyens de production et de reproduction de l'existence et si ces moyens font défaut aux classes qui produisent la richesse, le prolétariat et la paysannerie travailleuse en l'occurrence ? Les marxistes ne peuvent répondre que par la négative à une telle question. Engels remarquait d'ailleurs que,

« ... comme l'Etat est né du besoin de refréner des oppositions de classes, mais comme il est né, en même temps, au milieu du conflit de ces classes, il est, dans la règle, l'Etat de la classe la plus puissante, de celle qui domine au point de vue économique et qui, grâce à lui, devient aussi classe politiquement dominante et acquiert ainsi de nouveaux moyens pour mater et exploiter la classe opprimée ». <sup>231</sup>

Ainsi la théorie de la « démocratie nouvelle » rejoint le postulat des révisionnistes des pays impérialistes, pour lesquels cette transition démocratique au socialisme est non seulement « possible et nécessaire » dans les pays dépendants, mais aussi dans les pays impérialistes. C'est à ce niveau seulement que divergent parfois les opportunistes des pays dépendants et ceux des pays impérialistes, les premiers comprenant parfois le danger de la soumission des seconds à leur propre bourgeoisie impérialiste. Dans les conditions d'un pays impérialiste, la « voie pacifique et démocratique au socialisme » est synonyme de renforcement du pillage impérialiste des pays dépendants et donc de soutien apporté par les social-chauvins aux visées coloniales et néo-coloniales de leur propre bourgeoisie impérialistes, contre le mouvement libérateur des colonies, qu'il soit de type nationaliste-bourgeois ou prolétarien. C'est ceci qui fournit la base objective des discours « anti-impérialistes » des dirigeants nationalistes-bourgeois des pays dépendants.

Nous ne devrions pas avoir à rappeler de telles banalités, mais les révisionnistes ont bien travaillé durant plus d'un demi-siècle : de concert avec la bourgeoisie, ils sont parvenus à anéantir la conscience de classe du prolétariat.

Tout ceci illustre parfaitement l'obscurantisme de Mao en matière d'économie politique, et les reproches adressés par Mao post-mortem au « métaphysicien lourdaud » qu'était censé être Staline, prennent alors un autre relief : le « stalinisme » tranchait de manière trop nette avec le nationalisme bourgeois de beaucoup de dirigeants des pays dépendants, comme l'avait démontré la condamnation du révisionnisme titiste en 1948. Qui peut douter après ceci — étant donné les doutes émis par Staline au début des années 1950 sur la révolution chinoise et ses positions au sujet de la « construction du socialisme en Chine », que si Staline était mort quelques années plus tard, il serait entré en conflit avec la direction révisionniste chinoise ? Qui peut douter que Staline eût craint de dénoncer le caractère *bourgeois* des nationalisations en Chine si Mao avait cherché à les faire passer pour du « socialisme » ? Qui peut douter que dans ces conditions la Chine de Mao aurait fini comme la Yougoslavie de Tito ?

Mao définissait l'économie de « démocratie nouvelle » comme étant basée sur la nationalisation de « toutes les entreprises chinoises et étrangères ayant un caractère de monopole », sans pour autant « supprimer les autres formes de propriété capitaliste » ni « interdire le développement de la production capitaliste », « en raison de l'état encore très arriéré de l'économie chinoise ».

Il s'agissait ainsi de suivre la voie du « contrôle du capital », autant afin d'empêcher la survivance de « l'ancienne société semi-féodale », que d'empêcher « l'établissement d'une société capitaliste sur le modèle européen-américain » où « le contrôle des moyens d'existence du peuple est l'apanage d'une minorité ».<sup>232</sup> Comme on le voit, la base des revendications des révisionnistes chinois se réduisait à l'expropriation du Capital étranger et comprador, au profit de l'essor de la bourgeoisie patriotique nationale soi-disant placée sous le contrôle du Parti communiste, c'est-à-dire que le programme du Parti communiste chinois se réduisait aux habituelles revendications anti-monopolistes des réformistes bourgeois. Ce n'était rien d'autre que la reprise du programme formulé par Sun Yat-sen en 1924 :

« Dans les Etats modernes, le système dit démocratique est le plus souvent monopolisé par la bourgeoisie et est devenu tout simplement un instrument pour l'oppression des gens du peuple. Par contre, le principe de la démocratie du Kuomintang représente le bien commun de tous les gens du peuple, et non quelque chose qu'une minorité peut s'arroger ».

Dans un pays dépendant comme l'était la Chine, ces revendications avaient évidemment un caractère bourgeois-révolutionnaire anti-colonialiste marqué, puisque leur réalisation imposait la lutte armée contre l'impérialisme et la bourgeoisie comprador, mais cette révolution, circonscrite dans les limites de la révolution démocratique-bourgeoise anti-coloniale et anti-féodale n'avait *aucun* caractère socialiste. La prouesse de Mao est d'être parvenu à donner un contenu « socialiste » à une révolution démocratique-bourgeoise !

« L'établissement en Chine d'une société capitaliste de la dictature bourgeoise est en premier lieu interdit par le capitalisme international ou l'impérialisme. (...) Aujourd'hui, c'est le puissant impérialisme japonais qui a envahi la Chine dans l'intention de la transformer en colonie ; aujourd'hui, ce n'est pas le capitalisme chinois qui se développe, mais c'est le Japon qui développe son capitalisme en Chine ; aujourd'hui, ce n'est pas la dictature de la bourgeoisie chinoise, mais c'est la dictature de la bourgeoisie japonaise en Chine. (...) En second lieu, c'est le socialisme qui ne permet pas l'établissement en Chine d'une société capitaliste de dictature bourgeoise ».<sup>233</sup>

Il ajoutait ensuite :

« Si nous ne suivons pas la voie du capitalisme de dictature bourgeoise, alors, peut-être pouvons-nous suivre la voie du socialisme de dictature prolétarienne ? Non, c'est également impossible ».<sup>234</sup>

N'est-ce pas parfaitement clair : ni socialisme (car le pays est trop arriéré), ni impérialisme (car l'URSS ne pouvait pas le soutenir), mais nationalisme et démocratisme bourgeois tiers-mondistes ! Tous les ingrédients du non-alignement sont présents. Il ajoutait ensuite pour justifier cette hérésie pseudo-marxiste que la révolution n'en était « qu'à sa première phase » et que ce n'est que « lors de son développement ultérieur » qu'elle « entrerait dans la seconde phase, celle du socialisme ». De quelle façon devait ce faire ce développement, c'est un mystère que n'éclaire pas Mao ! La seule chose qu'il affirmait de manière limpide est la suivante :

« La révolution chinoise doit traverser inévitablement deux phases, d'abord la phase de la démocratie nouvelle, et après seulement la phase du socialisme. De

plus, la première phase sera relativement longue, elle ne peut être achevée du matin au soir ».<sup>235</sup>

C'était aussi en s'appuyant sur la théorie trotskiste des « forces productives » que les intellectuels bourgeois pseudo-progressistes des pays dépendants défendaient l'ordre exploiteur impérialiste.

Ainsi, Aimé Césaire, qui avait quitté avec fracas le Parti communiste de Martinique en 1957, justifiait son capitulationnisme par le fait que « dans des sociétés rurales comme la nôtre » « où la classe ouvrière est infime », « les conditions politiques et sociales » ne permettaient pas « une agitation efficace d'organisations communistes ».<sup>236</sup> Evidemment, dans un petit pays dépendant, ce capitulationnisme engendrait une bourgeoisie de type compradore, tandis que dans un pays comme la Chine, il engendrait le renforcement d'une bourgeoisie de type impérialiste.

Si Mao avait parfaitement raison de combattre les trotskistes qui au nom de la « révolution ininterrompue » immédiate compromettaient la lutte anti-colonialiste en déniaient toute possibilité de réaliser un front unique avec la petite bourgeoisie à la première étape de la révolution chinoise, Mao ne s'en posait pas moins ensuite en trotskiste liquidationniste de la révolution prolétarienne chinoise quelques lignes après, en proclamant « impossible », « subjective », « utopique » et même « contre-révolutionnaire » la possibilité d'enchaîner directement la révolution socialiste à la révolution anti-coloniale : parlant de la « catégorie des phraseurs de gauche n'ayant pas de mauvaises intentions », et pour lesquels « les tâches de la révolution socialiste pouvaient être accomplies en même temps que les tâches de la révolution démocratique », Mao affirmait qu'

« ... ils ne comprennent pas que la révolution est divisée en étapes, qu'il faut obligatoirement passer d'une première révolution à une seconde, qu'accomplir deux révolutions d'un seul coup est impossible ».<sup>237</sup>

Ces « phraseurs de gauche n'ayant pas de mauvaises intentions », et dont on peut raisonnablement estimer la proportion à 2 % des effectifs du Parti communiste chinois en 1949 (nous verrons pourquoi), n'étaient-ils pas les seuls marxistes-léninistes que comptait alors le Parti communiste chinois ? C'est là la conclusion à laquelle tout marxiste-léniniste doit arriver ! La victoire de la révolution socialiste soviétique et de la révolution socialiste albanaise n'ont-elles pas démontré au contraire que ce que la bourgeoisie nationale chinoise proclamait « impossible et néfaste » était au contraire non seulement « possible », mais même « nécessaire » ?

Dans des conditions fondamentales quasi identiques à celles de la Chine — c'est-à-dire celles d'un pays arriéré, semi-féodal et colonisé —, les marxistes-léninistes albanais eurent, contrairement aux révisionnistes chinois, la claire conscience de préparer à travers la lutte résolue contre l'occupant fasciste et ses alliés féodaux et compradore, les conditions favorables pour l'enchaînement ininterrompu de la révolution socialiste dès la libération du pays du joug colonial. Ainsi, en février 1943, dans son *Rapport présenté à la réunion du CC du PCA* portant sur les directives de l'Internationale Communiste et la lutte de libération nationale, Enver Hoxha insistait sur le fait que :

« Le Parti communiste d'Albanie ne pourra jamais réaliser son propre programme maximal s'il n'anéantit pas d'abord le fascisme, qui opprime le peuple, empêche son développement économique et politique, et le prive de la liberté. (...) A ceux qui nous demanderont ce qu'est le Parti communiste, ce qu'est le communisme et comment il sera instauré en Albanie, nous devons répondre en communistes, les éclairer sur leurs préoccupations et leur expliquer comment il sera porté remède à leurs peines. Nous ne sommes pas des opportunistes et nous n'avons pas oublié nos

tâches à long terme, mais il nous faut auparavant accomplir nos tâches immédiates : celles de la Lutte de libération nationale. (...) C'est pourquoi nous devons appliquer avec la plus grande détermination les directives, si claires et si justes, que nous envoie l'Internationale communiste. Soyons sûrs que, si nous les mettons réellement en œuvre, nous irons constamment de l'avant, le Parti se renforcera, nous détruirons l'occupant fasciste, notre peuple conquerra sa liberté et nous serons ainsi à même, **demain**, [souligné par nous — V.G.] de réaliser notre programme maximal ».<sup>238</sup>

Ainsi, *dans le cours même de la lutte anti-fasciste*, les marxistes-léninistes albanais ne noyèrent jamais leur identité communiste dans un front uni informe, ni n'oublièrent leur objectif stratégique révolutionnaire. Bien sûr, la théorisation de la « démocratie nouvelle » par Mao en 1940 n'était pas un errement théorique temporaire, qui serait rectifié plus tard, mais bien la ligne générale du « socialisme » à la chinoise. Peu avant la victoire de la révolution chinoise, Mao répétait que

« Le pouvoir d'Etat de démocratie nouvelle est le pouvoir d'Etat anti-impérialiste et antiféodal des masses populaires, dirigé par la classe ouvrière. Les masses populaires comprennent ici la classe ouvrière, la paysannerie, la petite bourgeoisie urbaine et la bourgeoisie nationale, laquelle est opprimée et lésée par l'impérialisme et par le régime réactionnaire du Kuomintang et les classes qu'il représente, c'est-à-dire la bourgeoisie bureaucratique (la grande bourgeoisie) et la classe des propriétaires fonciers. (...) La classe ouvrière, par l'intermédiaire de son avant-garde, le Parti communiste chinois, dirige cet Etat des masses populaires et son gouvernement ».<sup>239</sup>

Ces prétentions, qui se veulent sérieuses et visent à donner l'illusion que l'Etat chinois de « démocratie nouvelle » est une forme de dictature du prolétariat, ou tout au moins une étape transition vers un Etat de dictature du prolétariat, n'oublient qu'un petit « détail » : la composition sociale du Parti Communiste chinois qui faisait que s'il y avait bien une classe populaire qui *ne dirigeait rien* dans ce Parti, c'était bien le prolétariat, à moins que Mao ait estimé possible de pouvoir représenter *quasiment à lui tout seul* le prolétariat dans un Parti gangrené (submergé !) par les éléments bourgeois ? Les partisans des révisionnistes chinois s'abaisseront-ils à colporter cette « explication » — de la direction « éclairée » de Mao se substituant à l'organisation marxiste-léniniste — pour éviter d'avoir à regarder en face des décennies de pratique politique révisionniste, et ainsi risquer de devoir faire leur autocritique ?

Il est absolument faux d'attribuer au seul Deng Xiaoping la souscription à la théorie des forces productives : Mao y souscrivait lui-même sans équivoque en 1940, comme nous l'avons vu plus haut. Toujours en 1949, il affirmait qu'une fois les forces de la réaction impérialiste, compradore et féodale abattues,

«... alors la nation chinoise sera complètement émancipée, le pays se verra transformé de semi-colonie en Etat réellement indépendant ; le peuple chinois sera entièrement libéré, ayant abattu et l'oppression féodale et l'oppression du capital bureaucratique (capital monopoliste chinois) qui pèsent sur lui ; il aura ainsi réalisé la paix dans l'unité et la démocratie, établi les conditions préalables pour transformer la Chine de pays agricole en pays industriel, et crée la possibilité du passage d'une société fondée sur l'exploitation de l'homme par l'homme à une société socialiste ».<sup>240</sup>

N'y a-t-il pas là encore tous les ingrédients de la théorie des forces productives et de la déviation vers le nationalisme bourgeois ? Comme tous les révisionnistes confrontés aux tâches de la révolution anti-impérialiste, Mao sépare l'étape démocratique-bourgeoise de l'étape socialiste par une muraille de Chine (« la paix et

l'unité dans la démocratie » préparant les conditions économiques du socialisme) — c'est-à-dire une étape intermédiaire dont le but est le « développement des forces productives » — et ne voit pas la relation dialectique entre les deux étapes. Ce n'est pas un hasard si en Russie, les communistes ont enchaîné la révolution socialiste à la révolution démocratique-bourgeoise de manière ininterrompue, démontrant aux travailleurs des villes et des campagnes que seule la révolution socialiste pouvait les libérer véritablement de toute forme d'oppression. Ce n'est pas non plus un hasard si les marxistes-léninistes albanais, bien qu'ayant créé leur Parti dans le feu de la lutte contre l'occupant fasciste, sont parvenus à assurer l'hégémonie du Parti communiste au cours même de la lutte antifasciste et à transformer la lutte anti-fasciste (anti-impérialiste) en révolution socialiste, par l'isolement des classes sociales féodales et compradore collaboratrices, sans jamais céder la direction de cette lutte à l'aile révolutionnaire de la bourgeoisie nationale. Il est vrai qu'en Albanie, l'état particulièrement arriéré de l'économie d'avant-guerre n'avait pas permis la constitution du Parti bourgeois, ce qui avait aidé à assurer l'hégémonie du PCA au sein du mouvement de libération national, mais pour autant, *jamais* les marxistes-léninistes albanais n'ont estimé, même au lendemain de la victoire de la révolution anti-impérialiste, qu'avant de passer au socialisme, ils devaient laisser se développer la bourgeoisie nationale, comme le font habituellement les révisionnistes.

Au contraire, les marxistes-léninistes albanais ont, dès la libération du pays à la fin de l'année 1944, considéré l'enchaînement immédiat de la révolution socialiste comme étant *la seule garantie* de la sauvegarde des conquêtes de la révolution anti-fasciste et anti-impérialiste : de même qu'en URSS Staline combattit dès le début des années 1920 les menchéviks ayant repeint façade qui continuaient d'affirmer que l'état arriéré de l'économie ne permettait pas d'édifier le socialisme, de même en Albanie, les partisans de la « théorie des forces productives » qui visaient à laisser se développer la bourgeoisie nationale, tel Sejfulla Malëshova, furent dénoncés dès 1945 comme étant des traîtres à la solde de l'impérialisme et en janvier 1946 était proclamée la République Populaire d'Albanie. Les nationalisations furent effectuées au lendemain même de l'instauration du pouvoir populaire, c'est-à-dire plusieurs années avant d'autres pays de démocratie populaire. La part du secteur socialiste d'Etat représentait 17 % du volume global de la production industrielle à la fin de l'année 1945, plus de 87 % à la fin de l'année 1946, et plus de 95 % à la fin de l'année 1947. C'est-à-dire qu'en moins d'une année, la nationalisation des principaux moyens de production fut réalisée dans l'industrie, le Capital privé ayant été presque complètement évincé de l'industrie en moins de deux ans.

« C'était une conséquence de la profonde différenciation de classe qui s'était opérée durant et après la Lutte de Libération Nationale, et qui avait entraîné l'anéantissement de la domination politique de la bourgeoisie. Ainsi étaient créées les conditions pour en supprimer également la base économique ». <sup>241</sup>

Les camarades albanais soulignèrent que le rythme rapide des nationalisations « empêcha la bourgeoisie et les propriétaires fonciers de spéculer et de se ressaisir ». Comme en URSS la nationalisation socialiste en Albanie fut le préalable à toute mesure de planification du développement de l'économie. Contrairement à la Chine révisionniste, en Albanie la nationalisation des principaux moyens de production revêtit un caractère socialiste, *d'abord* parce que les classes exploiteuses et leurs débris étaient exclues de l'exercice du pouvoir politique, contrairement à la Chine où koulaks et la bourgeoisie nationale y étaient représentés, et *ensuite* parce que les

nationalisations et la réforme agraire radicale avaient miné le pouvoir économique des koulaks et de la bourgeoisie nationale *dans son ensemble*.

Pour les marxistes-léninistes albanais, certes « l'inexistence d'une production capitaliste développée et les survivances des rapports féodaux et patriarcaux » constituait certes un « obstacle réel » à l'édification du socialisme, mais ils n'en estimaient pas moins que cet obstacle était parfaitement « surmontable en raison de l'existence d'une série d'autres facteurs favorables ». Avant tout, la simple existence du camp socialiste avec l'URSS à sa tête « favorisait objectivement le développement de la révolution dans divers pays du monde » :

**« Aussi le niveau du développement capitaliste d'un pays ne pouvait-il pas être considéré comme le facteur premier ou déterminant du triomphe de la révolution socialiste ».**<sup>242</sup>

Les marxistes-léninistes soviétiques, avec Staline à leur tête, ainsi que les marxistes-léninistes des pays de démocratie populaire avaient parfaitement compris le facteur révolutionnaire décisif que constituait la puissante économie de l'URSS, pour l'édification accélérée du socialisme dans d'anciens pays coloniaux et dépendants, arriérés sur le plan économique.

Ainsi s'offrait la possibilité *objective*, aux travailleurs de n'importe quel pays, fut-il *le plus arriéré* sur le plan économique — comme l'Albanie —, de s'engager sur la voie socialiste en sachant qu'il bénéficierait de l'aide internationaliste (économique et technique) apportée par un puissant pays socialiste frère. Dans ces conditions, les « communistes » qui continuaient de s'arc-bouter sur la théorie des forces productives, s'obstinant à justifier leur fusion avec la bourgeoisie nationale indigène et repoussant aux calendes grecques les tâches de la révolution socialiste en invoquant « l'état arriéré » de l'économie de leur pays, ne pouvaient être que des éléments bourgeois compradore pro-impérialistes ou des nationalistes bourgeois, c'est-à-dire dans tous les cas des traîtres à la révolution socialiste.

A la libération de l'Albanie, les révisionnistes yougoslaves qualifièrent également de « processus prématuré et impossible à se réaliser » le passage immédiat de l'Albanie de l'étape démocratique (-bourgeoise) anti-impérialiste à l'étape socialiste.

Cette ligne trouva des partisans dans le Parti communiste albanais<sup>243</sup>, chose inévitable dans les conditions où était placée l'Albanie : les experts bourgeois définissaient ainsi l'économie albanaise à la libération comme « la moins développée de tous les pays d'Europe », une économie « sous-développée » et même « non-développée » où « la terre et la main d'œuvre constituaient à peu près les deux seuls facteurs de production ».<sup>244</sup>

Lénine souligna que dès le lendemain de la victoire de la Révolution Socialiste d'Octobre, la propriété privée du sol avait été abolie, et les propriétaires fonciers expropriés. En quelques mois, presque tous les gros capitalistes avaient été expropriés « également sans indemnisation ».<sup>245</sup> En 1923, la part de l'industrie socialiste était de 76 %. En Albanie socialiste, la quasi-totalité des industries avait rapidement été nationalisée *sans indemnisation*, tant celles appartenant au Capital étranger que celles appartenant au Capital national, malgré les tentatives faites par la bourgeoisie nationale pour s'y opposer : ainsi dès le printemps 1947, le secteur industriel et artisanal privé se réduisait à des entreprises comptant moins de 5 salariés.<sup>246</sup> Dans le domaine agricole, la réforme agraire réalisée à partir de 1945 avait conduit à l'expropriation des propriétaires fonciers et à la limitation des koulaks : en 1946 toutes les terres qui n'étaient pas directement cultivées par leur

propriétaire avaient été expropriées sans indemnités. En outre, la superficie des exploitations individuelles ne pouvait pas dépasser 5 ha.

Ayant en vue l'expérience du PCUS (b), sa propre expérience, ainsi que les enseignements du marxisme-léninisme, le PTA remarquait qu'en Chine « **on assista à un vrai chaos sur la question des nationalisations, et la bourgeoisie, dans l'ensemble, demeura propriétaire des fabriques et des usines ou devint copropriétaire avec l'Etat ou actionnaire des sociétés mixtes étatiques et privées** ». <sup>247</sup>

Enver Hoxha ajoutait qu'en maintenant les « capitalistes à la direction des usines qui furent leur propriété », en leur versant « des revenus sur les profits de ces établissements nationalisés » et en les « intégrant dans le « socialisme » », les révisionnistes chinois ne faisaient rien de plus que ce que faisaient « tous les autres révisionnistes » : « duper manifestement les ouvriers » en couvrant de mots d'ordre « de gauche » leurs pratiques de trahison ! <sup>248</sup>

« Le trait fondamental des nationalisations en Albanie fut la méthode profondément révolutionnaire et conséquente de leur mise en œuvre, la méthode de la confiscation totale, immédiate et sans aucune indemnité versée aux propriétaires capitalistes. La nationalisation par la confiscation et sans indemnité fut l'unique forme utilisée pour liquider dans les villes la grande et moyenne propriété capitaliste, qui fut remplacée par la propriété sociale socialiste. En Albanie donc, on n'eut pas recours aux formes transitoires, ni aux formes intermédiaires, ni aux formes du capitalisme étatique et encore moins aux formes d'indemnisation, totale ou partielle des propriétaires capitalistes pour les principaux moyens de production nationalisés. Leur indemnisation ou la copropriété avec eux, sous n'importe quelle forme, aurait signifié leur laisser la possession de l'argent et leurs positions et privilèges économiques ainsi que la possibilité d'accumulation monétaire ». <sup>249</sup>

C'est ce qui fait la différence entre l'économie socialiste et l'économie capitaliste. Les révisionnistes et la bourgeoisie « de gauche » aiment présenter aux travailleurs les entreprises du secteur capitaliste monopoliste d'Etat comme « un signe de « transformation » du système capitaliste » afin de « protéger la classe exploiteuse de ses fossoyeurs ». <sup>250</sup> Les marxistes-léninistes albanais remarquaient ainsi que ces nationalisations servaient aux savants bourgeois à « prêcher » la possibilité de créer un « capitalisme planifié » censé « limiter la concurrence », « créer les conditions d'une planification de l'économie capitaliste » et donc « supprimer les crises économiques ». Ces théories anti-marxistes, keynésiennes dans l'âme, seront reprises après-guerre par de nombreux révisionnistes comme Varga en URSS, ainsi que Thorez et Mao. Staline combattit à maintes reprises ces illusions dangereuses, autant dans les années 1930 qu'au début des années 1950. Pour lui, en effet, comme pour tout marxiste-léniniste, il est évident que « la planification de l'économie a pour condition décisive l'existence de la propriété sociale des moyens de production » et que par conséquent « la limitation de la concurrence dans les entreprises et les branches monopolisées s'accompagne d'une accentuation brutale de la concurrence entre les monopoles, ainsi qu'entre les entreprises et les branches monopolisées et celles qui ne le sont pas ». Ainsi, « toute tentative de planifier l'économie nationale dans les pays capitalistes et d'y éliminer les crises de surproduction aboutit inmanquablement à un échec ». <sup>251</sup>

« La social-démocratie présente le capitalisme monopoliste comme le véritable commencement du socialisme, afin de détourner la classe ouvrière du renversement révolutionnaire du capitalisme, afin de sauver le capital agonisant »,

mais « les entreprises ne deviennent socialistes que lorsqu'elles sont expropriées et deviennent la propriété collective de la classe ouvrière dans la personne de son Etat ». <sup>252</sup>

Tenant fermement en main l'industrie, les marxistes-léninistes albanais purent appliquer la directive léniniste « mieux vaut moins mais mieux » par laquelle Lénine insistait sur la possibilité pour l'Etat prolétarien, ayant banni la consommation parasitaire des classes exploiteuses et étant en mesure de comprimer au maximum ses dépenses, d'engager les maigres fonds accumulés dans l'édification industrielle. Les communistes albanais empruntèrent ainsi la voie soviétique, malgré le *degré extrême* d'arriération de l'ensemble de l'économie albanaise d'alors : avant-guerre l'économie albanaise était beaucoup plus retardataire et beaucoup moins diversifiée que l'économie chinoise, comme nous l'avions démontré dans notre introduction aux *Textes choisis sur le révisionnisme de Mao Tsé-toung*. <sup>253</sup> Il suffit de rappeler que la production par tête, industrielle comme agricole, était de beaucoup inférieure à celle de la Chine à la même époque. En outre, il n'existait en Albanie aucune industrie sidérurgique. Si les marxistes-léninistes albanais purent triompher de difficultés exacerbées à un tel point que selon Enver Hoxha « on risquait à chaque pas de se rompre le cou », c'est uniquement grâce à leur capacité d'appliquer de manière créatrice l'expérience avancée de l'URSS de Lénine-Staline. Les dirigeants chinois auraient-ils fait moins s'ils avaient été de véritables marxistes-léninistes ?

En Chine existait en effet, selon l'aveu même de Mao, une base industrielle « moderne et extrêmement concentrée ». <sup>254</sup> Cette base industrielle, même réduite et « **noyée dans un océan d'exploitations individuelles** », comme le disait Staline de l'économie soviétique du début des années 1920, ne pouvait-elle pas être orientée vers le développement prioritaire de l'industrie de production des moyens de production, qui servirait alors à développer à une large échelle l'industrialisation socialiste et la collectivisation des campagnes ? N'est-ce pas plutôt la continuité de l'exploitation du travail salarié, c'est-à-dire le souci de préserver les profits de la bourgeoisie « patriotique » chinoise (sous couvert « d'alliance » et « d'intégration ») durant l'étape de « démocratie nouvelle », qui interdit à la Chine de suivre la voie de l'industrialisation socialiste ?

« ... il accorde à l'industrie lourde la troisième place, intègre les fabricants bourgeois dans le socialisme, prône la même politique pour les koulaks dans les campagnes, et tous les problèmes devraient être réglés selon sa théorie maoïste, qui serait toujours juste, infaillible ! Or, en réalité, ces idées de Mao sont en opposition avec celles de Lénine et de Staline. (...) Sans aucun doute, la Chine peut s'appuyer sur ses propres forces, elle dispose d'immenses forces humaines, elle possède aussi un potentiel économique considérable, mais son retard est dû à sa ligne erronée ». <sup>255</sup>

Alors que l'industrie représentait moins de 4 % de son revenu national en 1938, contre 10 % en Chine en 1936, l'Albanie possédait une agriculture des plus arriérées qui n'était même pas en mesure de produire la moitié des céréales panifiables nécessaires à l'alimentation de sa population. Il suffit de souligner que la disponibilité alimentaire n'était que de 177 kg de céréales par habitant en 1938 en Albanie, contre 330 kg de céréales par habitant en 1936 en Chine. En Albanie, on produisait en 1938 plus de 28 fois moins de charbon par habitant qu'en Chine en 1936, plus de 6 fois moins de tissus en coton et pas du tout de fer, alors qu'en Chine on en produisait 3 kg par habitant. En Albanie, à l'instar de l'URSS des années 1930-1940, les principaux moyens de production des fermes collectives étaient propriété commune, tandis que les SMT étaient propriété d'Etat, en effet, « la technique ne

demeure pas immobile » et ces « gros investissements ne peuvent être réalisés que par l'Etat socialiste ». <sup>256</sup> En 1952, Staline avait clairement pointé du doigt ces faits fondamentaux. <sup>257</sup>

La situation était très différente dans les pays révisionnistes : en ex-URSS les kolkhozes étaient devenus les propriétaires des SMT dès la fin des années 1950, aboutissant à réduire les investissements lourds et à ruiner les coopératives les plus arriérées sur la plan agro-technique, comme dans n'importe quel pays bourgeois, tandis qu'en Chine ou à Cuba, soit on payait un intérêt à l'ancien propriétaire de la terre, soit les produits étaient répartis dans une large mesure selon le Capital apporté à la coopérative. Ainsi les rapports d'exploitation du travail par une minorité détenant les moyens de production et la terre étaient perpétués, sous des formes modifiées, certes. Mais dans tous les cas on était en présence d'entreprises et de coopératives agricoles de type capitaliste.

Quand on prétexte de l'arriération économique de la Chine pour justifier la voie révisionniste de Mao, il est également essentiel de rappeler qu'au début des années 1950, les soviétiques avaient apporté à la Chine une précieuse aide internationaliste, *d'abord* en y envoyant des milliers d'ingénieurs afin d'y former rapidement du personnel chinois, économisant ainsi à la Chine la collaboration avec des spécialistes étrangers bourgeois peu sûrs, hostiles au communisme comme aux pays cherchant à s'arracher du joug impérialiste, ce dont avaient eu à pâtir les dirigeants bolchéviques dans les années 1930, et *ensuite* matériellement, en fournissant à la Chine des équipements nécessaires à la construction des ouvrages les plus fondamentaux de son économie. Parmi les réalisations soviétiques figuraient des usines de génératrices électriques, des industries de roulements à bille, des fabriques de composants et de câbles électriques, des fabriques d'automobiles, de locomotives et de wagons, des usines de constructions mécaniques, des aciéries et des hauts-fourneaux, des grues, ainsi que de l'équipement pour la recherche scientifique. Bref *tout* ce dont les dirigeants chinois avaient besoin s'ils avaient réellement eu pour but d'édifier le socialisme en comptant sur leurs propres forces, au lieu de rechercher à perpétuer l'exploitation des travailleurs chinois au profit de la bourgeoisie nationale.

S'il est vrai que les investissements essentiels ont été réalisés par les chinois eux-mêmes, il est non moins vrai que l'aide soviétique, tout en représentant un pourcentage infime des investissements industriels chinois des années 1952-1957, n'en avait pas moins une très grande valeur qualitative : l'édification des bases d'une industrie lourde de production des moyens de production permettait en effet de démultiplier le dynamisme et d'accroître l'autonomie de l'industrie chinoise toute entière dans des proportions gigantesques. La bourgeoisie impérialiste chinoise le reconnaît elle-même quand elle définit la période allant jusqu'en 1957 comme ayant été marquée par la mise en place de « l'ossature de l'industrie chinoise » basée sur la construction de « 694 ouvrages de grandes ou moyennes dimensions, centrés sur les 156 projets de construction bénéficiant de l'aide de l'Union Soviétique ». <sup>258</sup>

En conséquence, la Chine avait produit près de 17 millions de tonnes d'acier durant la période 1953-1957, soit *plus du double* de la production cumulée des années de la période 1900-1948 ! Ce niveau de production était loin d'être ridicule puisque la jeune URSS n'avait produit que 4 millions de tonnes d'acier en 1927 — son niveau de 1913 !

Avant-guerre, la production céréalière chinoise atteint un maximum de 139 millions de tonnes tandis qu'en 1952 elle atteignait 154 millions de tonnes — soit une augmentation de 10 % —, cependant que la population avait elle aussi augmenté.

Tandis qu'en 1953, les révisionnistes chinois estimaient « qu'une production annuelle de 275 à 300 millions de tonnes de céréales était indispensable et réalisable après un ou deux plans de cinq ans ou un peu plus »<sup>259</sup> [quelle précision !], ce niveau de production ne fut atteint péniblement qu'en 1974, puis ne sera dépassé sensiblement qu'à la suite de la liquidation du système des communes populaires et au libre développement du capitalisme dans l'agriculture chinoise. Dans la Chine maoïste, l'alliance bolchevique de la classe ouvrière de la paysannerie était inexistante, réduite aux échanges marchands (d'ailleurs faibles étant donné le caractère de subsistance de beaucoup de « communes populaires ») comme dans tout pays capitaliste et à l'envoi de « missionnaires » communistes dont le rôle était réduit à celui de la transformation idéologique, alors qu'en URSS sous Staline et en Albanie, les SMT jouaient un grand rôle économique, politique et social dans le renforcement de l'alliance entre la classe ouvrière et la paysannerie laborieuse.

Au moment des discussions avec les économistes soviétiques sur le projet de *Manuel d'économie politique*, Staline remarquait que « les personnes non familières des sciences économiques ne font aucune différence entre la République populaire de Chine et les démocraties populaires des pays de l'Europe centrale et du sud-est, comme la République démocratique de Pologne par exemple. Ce sont des choses différentes ». Pour Staline, en effet, « en Chine nous ne pouvons pas même parler de construction du socialisme dans les villes ou dans la campagne. Quelques entreprises ont été nationalisées mais c'est une goutte dans l'océan ». Il est évident que ce n'est pas au cours des années suivantes (1953-1957), où les nationalisations se firent sans que la bourgeoisie nationale fût expropriée, qui permirent à la révolution chinoise de passer à l'étape socialiste. Pour Staline, il était évident que la révolution chinoise de 1949 n'était pas une révolution socialiste : la révolution chinoise en était en effet **« seulement à sa première étape de développement »** — c'est-à-dire l'étape démocratique-bourgeoise anti-coloniale et anti-féodale —, et si cette confusion se produisait, c'était uniquement **« parce que nos cadres n'ont aucune éducation économique profonde »**.<sup>260</sup>

Les idéologues « intelligents » de la bourgeoisie — c'est-à-dire ceux pour qui Staline n'était « ni fou ni paranoïaque » mais « suivait toujours une réelle rationalité politique même dans ses plans répressifs ou son appui aux théories les plus démentes », faisant de lui « une des plus grandes énigmes du 20<sup>ème</sup> siècle » —, remarquèrent ainsi qu'il fit « un accueil très réservé à la révolution chinoise »<sup>261</sup>, ce que Mao reconnut lui-même en 1956 :

« ... lorsque la guerre eût éclaté, [Staline] se montra sceptique à notre endroit. Quand nous eûmes gagné la guerre, il soupçonna que c'était là une victoire du genre de celle de Tito et en 1949 et 1950, il exerça sur nous une très forte pression ». <sup>262</sup>

Pourquoi ce scepticisme ? D'abord, il est essentiel de rappeler qu'en 1927 Staline qualifiait de « déviation nuisible » dans le mouvement révolutionnaire chinois

**« ... le liquidationnisme de droite qui méconnaît les objectifs de classe indépendants du prolétariat chinois et conduit à une fusion amorphe avec le mouvement national démocratique général... »**<sup>263</sup>

Cette déviation constituait, comme on l'a démontré, la ligne générale de la « démocratie nouvelle ».

Ensuite, il faut rappeler les combats politiques menés par Staline contre Boukharine qui préconisait également l'intégration d'éléments bourgeois dans le « socialisme ».

« L'erreur de Boukharine consiste précisément en ce que les koulaks et les concessionnaires, tout en étant « jusqu'à un certain point » un corps étranger, ne s'intègrent pas moins dans le socialisme. Voilà à quelle absurdité conduit la théorie de Boukharine ! Les capitalistes de la ville et de la campagne, les koulaks et les concessionnaires s'intègrent dans le socialisme, voilà où en vient Boukharine. Non, camarades, ce « socialisme », nous n'en voulons pas. Nous en faisons cadeau à Boukharine. Jusqu'à présent, nous, marxistes-léninistes, pensions qu'entre les capitalistes de la ville et ceux de la campagne, d'une part, et la classe ouvrière, de l'autre, il y avait opposition d'intérêt *irréductible*. C'est là-dessus que repose la théorie marxiste de la lutte de classe. Or, aujourd'hui, la théorie de Boukharine sur l'intégration pacifique des capitalistes dans le socialisme bouleverse toutes ces notions de fond en comble, l'opposition irréductible des intérêts de classe entre exploités et exploités disparaît, les exploités entrant dans le système du socialisme ».<sup>264</sup>

Pour Staline, la conception d'intégration des éléments bourgeois dans le « socialisme » était aux antipodes de la lutte de classe, et quel marxiste oserait affirmer le contraire ? Staline en concluait :

« Mais si les capitalistes de la ville et de la campagne ; si les koulaks et les concessionnaires s'intègrent dans le système du socialisme, à quoi servira-t-elle cette dictature du prolétariat, et si elle sert à quelque chose, quelle classe va-t-elle réprimer ? »<sup>265</sup>

C'est précisément cette ligne générale qui constitue le fondement du maoïsme qui fait de Mao un révisionniste et de la révolution de 1949 une révolution démocratique-bourgeoise anti-coloniale et anti-féodale. Y voir du « socialisme », c'est n'avoir *rien* compris au marxisme, c'est s'abaisser au niveau du nationalisme bourgeois et du boukharinisme, c'est mystifier le prolétariat et en premier lieu le prolétariat chinois. Quant à savoir quelle classe réprime et quelle classe est réprimée depuis 1949 en Chine, la réponse doit être évidente pour tout marxiste : seule la classe possédant les moyens de reproduction de l'existence détient le véritable pouvoir économique et politique. L'État chinois de « démocratie nouvelle » pouvait-il donc être autre chose qu'une dictature de la bourgeoisie nationale chinoise sur le prolétariat chinois ?

Il ne fait donc aucun doute qu'en Chine, comme le remarquait Enver Hoxha, sévissait un centralisme de type bureaucratique, imposé d'en haut aux travailleurs par la direction révisionniste qui défendait les intérêts de la bourgeoisie nationale, tout en essayant de ménager les esclaves du Capital. Ça n'est pas pour rien que Mao — comme tout révisionniste —, voyait une contradiction « entre la démocratie et le centralisme » ! Si cette contradiction existe bel et bien, c'est uniquement sous le capitalisme, où le pouvoir économique et politique est détenu par une minorité d'exploiteurs. Au contraire, sous le socialisme, le renforcement de la démocratie passe nécessairement par le renforcement du centralisme, par la participation toujours plus poussée des travailleurs à l'élaboration des plans économiques, à leur participation sans cesse élargie à l'exercice du pouvoir politique à travers le perfectionnement des mécanismes de contrôle populaire sur l'appareil d'État.

« Le but de la dictature est de protéger le peuple tout entier dans le travail paisible qu'il poursuit pour transformer la Chine en un pays socialiste doté d'une industrie, d'une agriculture, d'une science et d'une culture modernes. Qui exerce la dictature ? C'est, bien entendu, la classe ouvrière et le peuple dirigé par elle. La dictature ne s'exerce pas au sein du peuple. Le peuple ne saurait exercer la dictature sur lui-même, et une partie du peuple ne saurait opprimer l'autre ».<sup>266</sup>

Que d'obscurantisme ! Ainsi la partie du « peuple » que constituent les koulaks et la bourgeoisie nationale ne saurait souffrir du pouvoir de la « dictature démocratique populaire », et celle-ci ne saurait pas non plus dérober ce pouvoir et l'utiliser contre les classes travailleuses ! Même quand la bourgeoisie nationale continue d'exister en tant que classe détentrice des moyens de production ? Belle lutte de classe en vérité que cet Etat « de tout le peuple », que cet Etat-arbitre des conflits sociaux ! Les opportunistes et les social-démocrates des pays impérialistes n'affirment pas autre chose, sauf qu'eux appellent « démocratie pour tous » ce que Mao appelle « dictature démocratique populaire ». En outre, dans les pays impérialistes, les opportunistes ne cherchent pas à se faire passer pour des marxistes-léninistes ! Il est vrai que les opportunistes des pays impérialistes n'ont le plus souvent à réprimer ni classes féodales ni bourgeoisie compradore au service de puissances impérialistes étrangères !

Dans ses discussions avec les économistes soviétiques, Staline remarquait qu'il n'était « pas impossible » que dans un pays sortant du féodalisme et du colonialisme comme l'était la Chine, « les communistes et la bourgeoisie nationale » aient formé un bloc ; mais pour lui cela « **ne pourrait pas durer longtemps** ». <sup>267</sup> En marxiste, il savait qu'un tel pouvoir ne pouvait pas être stable et devait forcément rapidement ou bien évoluer vers l'expropriation des exploités, ou bien aboutir à la consolidation des positions des exploités. De là provenait son scepticisme *parfaitement raisonné* à l'égard de la direction maoïste. Telle était donc l'appréciation que Staline avait de la révolution chinoise **en février 1950**.

Quant à la valeur de ces remarques, il suffit de rappeler qu'elles étaient exprimées dans le cadre de la discussion portant sur le *Manuel d'économie politique*. C'étaient donc là des remarques mûrement réfléchies qui constituaient également une critique implicite des vues exposées par les économistes auteurs du projet de manuel. Il est aujourd'hui évident que les vues dénoncées par Staline renfermaient le germe d'une déviation nationaliste bourgeoise et tiers-mondiste. Le fait que ces justes critiques de Staline n'aient pas été prises en compte dans la version finale du *Manuel d'économie politique* publiée en 1955, prouve que les révisionnistes avaient alors déjà triomphé et mis en pratique leur politique de fusion avec le nationalisme bourgeois, ce qui est corroboré de manière irréfutable dans le même ouvrage par les éloges faits à la « construction du socialisme en Yougoslavie ». Staline avait donc raison de critiquer le niveau de formation insuffisant des économistes et des cadres communistes en général, non seulement dans l'ensemble des pays où étaient constitués des Partis communistes, mais également dans les pays où ils étaient au pouvoir, l'URSS incluse. Pour Staline, « une connaissance approfondie de la théorie marxiste » et non pas apprise de manière dogmatique « à coup de citations » était « nécessaire », or de plus en plus les cadres communistes n'avaient « aucune compréhension profonde de la théorie économique », ce qui l'amenait à conclure que « **si l'on continue ainsi, les gens dégèneront bientôt** ». <sup>268</sup> La publication du *Manuel d'économie politique* devait permettre d'aider à remédier cette situation périlleuse et devait aussi « être d'une grande utilité » aux communistes du monde entier, « étant donné le niveau insuffisant de la formation marxiste de la plupart des Partis communistes étrangers ». <sup>269</sup> Staline avait donc raison de combattre comme des *ennemis* ceux qui, tout en se présentant comme des autorités du marxisme-léninisme, se montraient incapables de comprendre et de corriger leurs erreurs.

La ligne révisionniste des maoïstes avait pour conséquence essentielle qu'en Chine :

« Les entreprises industrielles et commerciales des propriétaires fonciers et des paysans riches doivent en général être protégées ; seules peuvent être confisquées les entreprises industrielles et commerciales appartenant au capital bureaucratique ou aux tyrans locaux et autres contre-révolutionnaires avérés ». <sup>270</sup>

En 1939, Liu Chao Chi, qui était un défenseur bien connu des intérêts de la bourgeoisie nationale, se représentait ainsi la marche de la révolution chinoise :

« ... la Chine en est encore à la phase de la révolution démocratique bourgeoise, elle a pour ennemis l'impérialisme agresseur et les forces féodales et compradores qui sont en collusion avec lui. Il nous faut vaincre ces ennemis pour pouvoir mener à bonne fin la révolution démocratique bourgeoise dans notre pays. Après la victoire de cette révolution, il nous faudra encore faire la révolution socialiste et travailler pendant une période prolongée à la transformation et à l'édification socialistes avant de pouvoir passer graduellement à la société communiste ». <sup>271</sup>

Il ne disait rien qui soit fondamentalement opposé à ce que disait alors Mao !

Alors oui, « Mao était un nouveau Tito ». En effet, l'opposition de Mao aux puissances impérialistes occidentales et au social-impérialisme soviétique n'était que conjoncturelle et conditionnée par leur opposition à l'apparition d'un nouveau rival : Tito pouvait bien être l'ami des puissances impérialistes qui n'avaient rien à craindre de ses penchants nationalistes (il importait peu aux impérialistes que les titistes soumettent les peuples non serbes de Yougoslavie), mais il en allait autrement de la Chine maoïste dont le poids géographique et démographique présentait un danger si elle parvenait à développer son économie de manière indépendante.

En mars 1949, à la veille de la révolution chinoise, Mao soulignait que la bourgeoisie nationale avait longtemps été « opprimée et limitée dans son activité par l'impérialisme, le féodalisme et le capitalisme bureaucratique » et avait donc « souvent participé aux luttes de la révolution démocratique populaire ». Il en prenait prétexte, ajouté au fait « que l'économie chinoise est encore retardataire », pour affirmer la « nécessité d'utiliser autant que possible les facteurs positifs du capitalisme privé des villes et de la campagne dans l'intérêt du développement de l'économie nationale » « pendant une période assez longue après la victoire de la révolution » : « il faudra permettre à tous les éléments du capitalisme urbain et rural qui sont profitables et non nuisibles à l'économie nationale d'exister et de se développer » ! Comment concilier ceci avec la révolution socialiste ? Comment concilier la phraséologie maoïste, radicale et révolutionnaire, avec sa pratique libérale et contre-révolutionnaire ? Au moyen des revendications anti-monopolistes habituelles formulées par la petite bourgeoisie, tout simplement !

« Cependant, le capitalisme n'existera ni ne se développera en Chine de la même façon que dans les pays capitalistes, où il peut déborder librement sans être endigué. Le capitalisme sera limité en Chine de plusieurs façons : par la restriction de son champ d'activité, par la politique fiscale, par les prix du marché et par les conditions de travail. Nous adopterons une politique appropriée et souple pour limiter le capitalisme de plusieurs façons, selon les conditions spécifiques de chaque lieu, de chaque branche et de chaque période. Il nous est nécessaire et utile de nous servir du mot d'ordre de Sun Yat-sen « contrôle du capital ». Cependant, dans l'intérêt de l'économie nationale tout entière et dans l'intérêt actuel et futur de la classe ouvrière et de tout le peuple travailleur, nous ne devons absolument pas limiter l'économie capitaliste privée d'une manière excessive ou trop rigide, mais lui laisser du champ pour qu'elle puisse exister et se développer dans le cadre de la politique économique et de la planification économique de la république populaire ». <sup>272</sup>

Ainsi, dans « l'intérêt de l'économie chinoise » et aussi le sien propre (!), le prolétariat chinois devait tolérer l'existence et le développement de la bourgeoisie nationale contre quelques améliorations de sa condition matérielle ! En quoi les méthodes « révolutionnaires » de « limitation du capitalisme » proposées par Mao se distinguent-elles des méthodes réformistes que tous les petit-bourgeois ont essayé de faire appliquer deux siècles durant dans les vieux pays bourgeois ? Le mot d'ordre de « contrôle du Capital », repris par Mao comme principe directeur de la « démocratie nouvelle », avait été énoncé par Sun Yat-sen au I<sup>er</sup> Congrès du Kuomintang en 1924, il consistait dans la nationalisation des entreprises ayant un caractère monopoliste ainsi que des banques et des chemins de fer, c'est-à-dire des entreprises contrôlées par le Capital étranger et la bourgeoisie compradore chinoise. Bref, rien qui n'ait déjà été appliqué à une large échelle par les pays bourgeois d'Europe au cours de leur processus d'industrialisation ! De quelle « planification économique » peut-il s'agir, hormis le grossier interventionnisme de l'Etat bourgeois ?

En Chine, le « contrôle du capital » prôné par Mao et Sun Yat-sen n'avait rien de commun avec la NEP, c'est-à-dire la limitation du petit capital privé à la ville et à la campagne, dont l'existence était concédée durant une brève phase de relèvement de l'économie nationale, puis amené à être liquidé avec le développement du processus d'industrialisation, la petite production privée étant évincée par la grande production socialiste.

D'aucuns dissertent sur la NEP, instaurée par Lénine au début des années 1920 pour relever en urgence l'économie sinistrée par trois années de guerre impérialiste et l'intervention étrangère, afin de justifier *en tout temps et en tout lieu* leur aplatissement devant la bourgeoisie nationale, ainsi que le « rôle socialement utile » du petit et du moyen capital privé. Eux qui d'habitude sont si frileux quand on cherche à déterminer les *traits généraux universels* de la révolution socialiste et qui sont si prompts à échafauder des « *voies spécifiques* » ou des modèles de « *socialisme à la ...* », s'enthousiasment de la « créativité » de la NEP. Ils oublient seulement un « détail » : la NEP était rendue obligatoire durant les premières années de pouvoir bolchevique autant du fait de l'état particulièrement arriéré de l'économie de la jeune URSS, que du fait des ravages occasionnés par la guerre, au moment où risquait de se rompre l'alliance des ouvriers et des paysans travailleurs si l'on cherchait à maintenir les méthodes du communisme de guerre, alors que la prédominance de l'élément petit-bourgeois dans l'économie était écrasante, alors que l'inexistence d'un réseau serré de transport et de commerce hérité de la Russie tsariste rendait l'approvisionnement de la population difficile, alors que le manque de culture (illettrisme) et le défaut d'expérience des travailleurs dans la gestion de l'économie permettait l'épanouissement des spéculateurs, etc. Peut-on dire que ces difficultés seront *les mêmes* quand les travailleurs d'un puissant pays impérialiste renverseront le joug du Capital ?

Non ! Il y aura certes des difficultés, qui découleront des séquelles laissées par la masse innombrable d'éléments petit-bourgeois ainsi que la crise économique et/ou la guerre impérialiste, certes, mais dans des proportions incomparablement inférieures aux difficultés qu'on réussit à surmonter les travailleurs soviétiques et le PCUS (b) en seulement quelques années ! (1921-1927) Les travailleurs d'un ex-pays impérialiste seront en mesure de démontrer la supériorité économique du socialisme *dès les premières années de la révolution socialiste*, en expropriant d'abord directement et sans la moindre indemnisation la bourgeoisie grande et moyenne, en prenant possession de l'immense majorité du secteur productif, qui sous

l'impérialisme est constitué par les moyennes, grandes et très grandes entreprises, puis en refoulant les éléments petit-bourgeois, parallèlement à la réorganisation et l'essor de toutes les branches de l'économie sur la base de la propriété socialiste.

En URSS, il avait fallu attendre l'année 1927 pour que la production industrielle et la production agricole atteignent leur niveau de 1913. Or en 1952, l'économie chinoise était complètement relevée et dépassait son niveau d'avant-guerre (1936), rien ne pouvait donc justifier que l'on ne passe pas ensuite, comme dans tout pays socialiste, au refoulement et à la liquidation du petit capital privé, sur la base de l'essor prioritaire de l'industrie lourde et de la reconstruction en grand de toutes les branches de l'économie ! Rien ne pouvait le justifier, rien... sauf le fait que le pouvoir soit « partagé » avec la bourgeoisie nationale chinoise, directement intégrée au secteur « socialiste » d'Etat ! Ce n'est donc pas un accident si l'on retrouve d'ailleurs la symbolique du Kuomintang sur le drapeau chinois, les quatre petites étoiles entourant la grande étoile symbolisant les quatre classes du front uni — ouvriers, paysans, petite bourgeoisie et capitalistes patriotes — rassemblées autour du Parti « communiste » chinois...

« Estimer qu'à l'heure actuelle nous n'avons pas besoin de limiter le capitalisme et que nous pouvons rejeter le mot d'ordre de « contrôle du capital » est tout à fait faux ; c'est de l'opportunisme de droite. Estimer au contraire que nous devons imposer des limites des plus restreintes ou des plus rigides au capital privé, ou que nous pouvons même éliminer le capital privé très rapidement, est tout aussi faux ; c'est de l'opportunisme « de gauche » ou de l'aventurisme ». <sup>273</sup>

Ainsi pour Mao, la position marxiste ne consiste pas à « éliminer le capital privé » (que ce soit à court ou moyen terme), mais à le contrôler sur une longue période ! Il est évident que de telles conceptions n'ont rien à voir avec la NEP ! En Chine maoïste, les marxistes-léninistes avaient à notre avis trop souvent tendance à être traités comme des « aventuriers » « gauchistes » ! A quoi riment dans ces conditions les bavardages creux que tenait Mao sur la « dictature démocratique populaire » et même plus tard sur la « dictature du prolétariat » ?

« La dictature démocratique populaire est basée sur l'alliance de la classe ouvrière, de la paysannerie et de la petite bourgeoisie urbaine, et principalement sur l'alliance des ouvriers et des paysans, parce que ces deux classes représentent 80 à 90 pour cent de la population chinoise ». <sup>274</sup>

Qu'est-ce que cette « dictature démocratique populaire », basée soi-disant essentiellement « sur l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie », sinon un slogan mystificateur qui permettait à la bourgeoisie nationale chinoise de se développer dans une atmosphère de relative paix sociale « en alliance » avec les classes sociales qui avaient versé leur sang contre l'impérialisme ?

« La dictature démocratique populaire a besoin de la direction de la classe ouvrière, parce que la classe ouvrière est la classe la plus clairvoyante, la plus désintéressée, celle dont l'esprit révolutionnaire est le plus conséquent ». <sup>275</sup>

Comment Mao pouvait-il parler de « direction de la classe ouvrière » quand celle-ci était exploitée et quand elle ne représentait qu'un pourcentage infime des membres du Parti Communiste chinois, parti qui n'avait de « communiste » que le nom ?

« L'industrie moderne de Chine ne représente encore qu'une très faible part dans l'ensemble de l'économie nationale. Pour le moment, les statistiques précises font défaut, mais à en juger par certaines données, la valeur de la production de l'industrie moderne, avant la Guerre de Résistance contre le Japon, ne représentait dans toute l'économie nationale que 10 pour cent environ de la valeur globale de la production. Pour faire face à l'oppression impérialiste et porter son économie

retardataire à un niveau plus élevé, la Chine doit mettre à profit le capitalisme des villes et de la campagne en en faisant jouer tous les facteurs qui soient profitables, et non nuisibles, à l'économie nationale et à la vie du peuple ; nous devons nous unir avec la bourgeoisie nationale en vue d'une lutte commune. Notre politique actuelle consiste à limiter le capitalisme et non à le supprimer ».<sup>276</sup>

Dans la revue *Démocratie nouvelle* (n°7, juillet 1957), Chen Chi-Yuan justifiait par les mêmes procédés la pluralité de partis politiques en Chine : à l'exception des propriétaires fonciers et des capitalistes bureaucratiques, « toutes les classes, y compris la bourgeoisie nationale », « avaient souffert de l'oppression féodale et de la tyrannie impérialiste » : « Tous par conséquent ont formulé des exigences révolutionnaires ». Ainsi, « dans la société socialiste, à côté du Parti communiste, qui constitue l'élément dirigeant de l'Etat, les autres partis continueront à apporter leur coopération ».

« En URSS, la dictature du prolétariat est réalisée dans le cadre d'un système politique à Parti unique. Mais les conditions historiques de la Chine ont voulu que cette dictature prenne chez nous une forme différente ».<sup>277</sup>

N'est-ce véritablement là qu'une « forme différente », ou bien cette *forme* « différente » ne reflète pas également un *contenu* très différent ? Les révisionnistes chinois discouraient volontiers sur la « volonté » des conditions historiques, pour essayer de justifier leur trahison des masses travailleuses chinoises, spéculant sur le fait que les membres de la bourgeoisie nationale « deviendraient des travailleurs socialistes » suite aux « transformations socialistes » et que tel serait également le sort des partis « démocratiques » la représentant ! On comprend pourquoi les révisionnistes chinois recommandaient de ne pas interpréter ces faits « de façon dogmatique »<sup>278</sup>, puisqu'un marxiste-léniniste ne pouvait en conclure qu'une seule chose : que la Chine maoïste restait une démocratie bourgeoise !

En 1957, Mao parlait de « la victoire de la révolution démocratique bourgeoise et de la révolution socialiste, ainsi que nos succès dans l'édification socialiste » ! Voyons par quel miracle il avait réussi à faire passer la révolution chinoise de l'étape de « démocratie nouvelle » à « l'étape socialiste » ! Pour comprendre en quoi consiste ce miracle, il suffit de procéder à l'étude des « contradictions au sein du peuple » chinois. Et il faut donc d'abord avoir en vue que pour Mao « les contradictions qui opposent les ouvriers et les autres travailleurs à la bourgeoisie nationale, les contradictions au sein de la bourgeoisie nationale » font partie des « contradictions au sein du peuple » ! En effet, rappelons que sous la « démocratie nouvelle » comme sous le « socialisme » à la chinoise, la frontière est d'ailleurs bien floue entre les deux ! Pour Mao, « les contradictions entre travailleurs ne sont pas antagonistes et les contradictions entre classes exploitées et classes exploitantes présentent, outre leur aspect antagoniste, un aspect non antagoniste ».<sup>279</sup> Les économistes bourgeois affirment également ceci sous une autre forme : le Capital exploite certes le prolétariat, mais au cours de l'exploitation grandit la richesse sociale et dans des conditions favorables, le prolétariat peut profiter de quelques miettes ! Assurément il existe une certaine base matérielle permettant d'affirmer des contradictions entre le Capital et le prolétariat qu'elles peuvent revêtir un double caractère, c'est d'ailleurs sur cette base que prend appui l'opportunisme ! Afin de ne pas passer ouvertement pour un traître au prolétariat, Mao tentait évidemment de justifier d'un point de vue « marxiste » sa politique de capitulation face à la bourgeoisie nationale. Il reconnaissait ainsi que

« Dans la période de la révolution socialiste, elle [la bourgeoisie nationale] exploite la classe ouvrière et en tire des profits, mais en même temps elle soutient

la Constitution et se montre disposée à accepter la transformation socialiste. Elle se distingue des impérialistes, des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie bureaucratique. Les contradictions qui l'opposent à la classe ouvrière sont des contradictions entre exploiters et exploités ; elles sont certes de nature antagoniste. Cependant, dans les conditions concrètes de notre pays, les contradictions antagonistes entre ces deux classes peuvent se transformer en contradictions non antagonistes et recevoir une solution pacifique si elles sont traitées de façon judicieuse » ». <sup>280</sup>

Ainsi, la bourgeoisie nationale chinoise s'accommodait très bien du « socialisme » de Mao ! Et on la comprend : quelle bourgeoisie n'a pas rêvé d'un « socialisme » où elle continuerait d'exploiter « pacifiquement » les travailleurs — moyennant une « rééducation » ! N'était-elle d'ailleurs pas « socialiste », elle qui se contentait de seulement 5 % d'intérêts ? <sup>281</sup>

Pour Mao, les contradictions avec le prolétariat deviendraient antagonistes seulement « si la bourgeoisie nationale n'accepte pas une telle politique [« d'union, de critique et d'éducation »] » ! En représentant des couches non-prolétariennes, il ne lui venait même pas à l'esprit que le prolétariat chinois, qu'il avait il est vrai nourri de préjugés réformistes, pouvait vouloir remettre en cause les fondements de cet espèce de « socialisme » ! Lénine parlait de la croyance d'une soumission pacifique des capitalistes comme d'une « stupidité petite-bourgeoise » et on voit ici encore une fois comme Staline faisait preuve d'une grande clairvoyance en remarquant que le fait de se baser sur les conditions « spécifiques » de tel ou tel pays servait aux opportunistes à escamoter les traits généraux de tout pays bourgeois afin de cautionner leur politique de collaboration de classe et de trahison !

« Dans les entreprises industrielles et commerciales mixtes, à capital privé et d'Etat, les capitalistes touchent encore un intérêt fixe sur leur capital, il y a donc toujours exploitation ; du point de vue de la propriété, ces entreprises n'ont pas encore un caractère entièrement socialiste. Un certain nombre de nos coopératives agricoles de production et de nos coopératives artisanales de production ont toujours un caractère semi-socialiste ; et même dans les coopératives entièrement socialistes, il reste encore à résoudre certaines questions concernant la propriété ». <sup>282</sup>

La « rééducation » de la bourgeoisie nationale chinoise ne consista donc qu'en une part amoindrie de ses profits, à un moment où la centralisation de l'économie chinoise était nécessaire pour la sortir de son arriération séculaire. Chez Mao, comme chez tous les socialistes bourgeois, l'amoindrissement du taux de profit de la bourgeoisie et la hausse des salaires constituent donc le critère du « socialisme » ! Pourquoi ne pas admettre ceci pour tous les pays bourgeois ? On construirait alors le « socialisme » dans bien des pays ! La *réalité* de l'exploitation ne changerait pas d'un iota, mais que les *apparences* y gagneraient !

En réalité, Mao est allé *bien moins loin* que le socialiste utopique Robert Owen : au moins ce dernier avait-il fini par prendre conscience que malgré l'amélioration des conditions économiques et sociales des travailleurs de New-Lanark, malgré les soins apportés à l'éducation et à la santé, malgré la réduction de la durée de la journée de travail, malgré le secours accordé aux chômeurs, malgré l'éradication de l'ivrognerie, de la justice pénale, de l'assistance publique et de la charité — en somme malgré la création d'un modèle « idéal » de démocratie bourgeoise —, l'exploitation du travail salarié n'était pas pour autant abolie : en effet New-Lanark faisait encore des bénéfices après avoir rémunéré les actionnaires d'un intérêt de 5 % et « les gens étaient mes esclaves » ! <sup>283</sup> Beaucoup de « marxistes-léninistes »

devraient donc se mettre à l'école du socialiste utopique Robert Owen, avant de chercher à voir du socialisme là où il n'y en a pas !

Que certaines bourgeoisies nationales de pays dépendants comme Cuba ou la Chine aient essayé de généraliser ce système à l'échelle d'une nation ne fait en rien de ces pays des pays socialistes !

C'est la base du réformisme que de faire passer des changements quantitatifs pour un nouveau degré qualitatif. Est-ce un hasard si Mao a attendu que Staline soit mort pour exprimer ouvertement que la « construction du socialisme » en Chine passerait nécessairement par « l'intégration » et la « rééducation » de l'aile « révolutionnaire » de la bourgeoisie nationale chinoise ? Mao ne pouvait évidemment pas exprimer aussi crûment ses conceptions révisionnistes du vivant de Staline, car il aurait alors fini comme Tito !

On comprend de ce fait pourquoi Mao soutint Khrouchtchev, voyant en lui le « Lénine de notre temps » et surtout un allié qui lui laissait les mains libres pour appliquer sa voie révisionniste et nationaliste bourgeoise.

En 1930, le 6<sup>ème</sup> Congrès du Komintern voyait la victoire de la révolution chinoise comme étant celle « des larges masses paysannes marchant sous la direction et l'hégémonie du prolétariat révolutionnaire chinois », c'est pourquoi il recommandait aux communistes chinois de « consacrer l'attention la plus sérieuse à la régularisation de la composition sociale de ses organisations à la campagne afin qu'elles se recrutent principalement parmi les éléments prolétariens, semi-prolétariens et pauvres des campagnes ». En effet,

« ... en régime de dictature du prolétariat l'alliance des ouvriers et des paysans ne porte pas sur l'ensemble de la paysannerie. Elle ne s'étend qu'à la classe ouvrière et aux paysans laborieux. On ne saurait réaliser cette alliance sans combattre les éléments capitalistes de la campagne, sans lutter contre les koulaks ». <sup>284</sup>

Pour le Komintern comme pour Staline, il était donc hors de question d'admettre les koulaks dans le Parti : la révolution chinoise devrait revêtir un caractère socialiste. Le Komintern définissait le « sun-yat-sénisme » comme étant « l'idéologie d'un "socialisme" petit-bourgeois et populaire ». Pour le Komintern, ce courant basé sur « la doctrine des "trois principes" (nationalisme, démocratisme, socialisme) » utilisait la « notion de peuple » pour « dissimuler la notion des classes sociales ». Le Komintern concluait que « par suite de la différenciation sociale et de la marche de la révolution chinoise » et par suite de la nécessité de rattacher « **la lutte contre l'impérialisme** » « **au développement de la lutte de classes dans le pays** », le sun-yat-sénisme était devenu « ouvertement contre-révolutionnaire ». Il était en effet évident que cette idéologie ne répondait plus à l'étape nouvelle, soviétique, de la révolution chinoise basée sur la dictature révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie travailleuse, mais amenait à noyer les éléments communistes au sein d'un front dominé par la petite bourgeoisie, la bourgeoisie rurale et l'aile révolutionnaire de la bourgeoisie nationale.

Evidemment, les révisionnistes chinois ne pouvaient pas, à l'exemple de Sun Yat-sen, défendre ouvertement ces conceptions anti-marxistes. Ils devaient donc les défendre sous une forme modifiée, en apparence plus révolutionnaire : on admettait ainsi en théorie la lutte de classe, mais cette lutte de classe n'était véritablement admise sous ses formes antagonistes que face au pouvoir de la bourgeoisie compradore chinoise qui s'appuyait sur les féodaux et qui était liée au Capital étranger. En dehors de ce cadre, la lutte de classe était jugée comme étant (ou du moins pouvant être) « non-antagoniste », y compris à l'égard des capitalistes

nationaux, du moment qu'ils avaient soutenu ou étaient restés neutres durant la lutte contre la bourgeoisie compradore. Donc en fait la lutte de classe avait été supprimée, comme chez Boukharine.

Pour Mao, à l'instar de Sun Yat-sen, le socialisme n'était donc pas « un mode spécifique de production, réalisé par une classe déterminée, le prolétariat » mais « un état indéterminé d'aisance générale ». <sup>285</sup> Cet état d'aisance générale — c'est-à-dire le développement de l'économie chinoise au « profit de tous » —, devait évidemment passer par le renversement du pouvoir de la bourgeoisie compradore chinoise.

Aussi le Komintern recommandait au Parti communiste chinois de veiller à bien faire un travail d'agitation communiste, qui sache garder son indépendance vis-à-vis du Kuomintang. Tirant les leçons de la défaite de l'insurrection de Canton, le Komintern soulignait certes les erreurs gauchistes, l'insurrection ayant été insuffisamment préparée, mais dénonça surtout les dérives droitières qui avaient jusque-là caractérisé le travail du Parti communiste chinois au sein du Kuomintang, en particulier son manque d'agitation communiste au sein des simples soldats, pour la plupart d'origine paysanne, et sa tendance à lui substituer des compromis avec les officiers bourgeois du Kuomintang. En 1935, à Tsunyi, Mao prit le pouvoir au sein du Parti communiste chinois en lieu et place de la fraction des « 28 bolchéviks » qui avait été soutenue par le Komintern. En bon révisionniste, Mao ne retint par la suite de la critique du Komintern que la critique des « erreurs gauchistes », réitérant pour le reste à une plus large échelle les erreurs opportunistes de droite dénoncées par le Komintern en 1930, à une différence près : au lieu de les commettre au sein du Kuomintang, il les commit au sein du Parti communiste chinois qui se transforma en parti social-démocrate reflétant la composition sociale de la Chine. On comprend donc aisément pourquoi Mao critiqua par la suite l'action du Komintern qui avait si clairement tracé la voie de la révolution chinoise, voie qui ne correspondait pas à celle que les maoïstes avaient tracée : celle du « socialisme à la chinoise ».

« La formation idéologique des masses du prolétariat et des paysans travailleurs de Chine doit, par conséquent, s'accompagner d'une lutte énergique contre le leurre du Kuomintang et surmonter les vestiges du sun-yat-sénisme ». <sup>286</sup>

Cette lutte ne fut évidemment pas menée par Mao, puisqu'il n'était lui-même pas parvenu à surmonter ces vestiges. Les éléments bourgeois pénétrèrent donc largement non seulement le front uni de libération nationale, mais également le Parti « communiste » chinois.

En 1949, après 28 années d'existence, dont 14 sous la direction de Mao, la composition sociale du Parti communiste chinois était la suivante : 72 % de paysans moyens-pauvres, 25 % de paysans riches et de classes moyennes urbaines et... 2 % d'ouvriers.

On remarquera d'abord la quasi-absence de la classe ouvrière. On remarquera ensuite la prédominance des éléments petit-bourgeois et l'influence importante d'éléments qui ne devraient rien avoir à faire dans un parti communiste, à l'exemple des koulaks et des capitalistes nationaux « patriotes ».

Le Parti « communiste » chinois n'avait donc de communiste que le nom, la petite et moyenne bourgeoisie rurale et urbaine y ayant une domination écrasante !

Au moment de sa libération, l'Albanie était un Etat de dictature du prolétariat (alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie travailleuse sous la direction de la classe ouvrière), bien que la classe ouvrière représentât alors moins de 3 % des travailleurs : en 1948, après seulement 7 années d'existence, la composition sociale

du Parti du Travail d'Albanie était la suivante : 54 % de paysans moyens-pauvres, 22 % d'ouvriers et 23 % d'employés, d'artisans et d'étudiants. Le PTA était donc clairement comme en URSS le Parti du prolétariat, c'est-à-dire le Parti de la classe ouvrière alliée à la paysannerie travailleuse sous la direction de la classe ouvrière. La classe ouvrière albanaise, bien que très réduite en nombre à cette époque, occupait une place importante au sein du PTA au sein duquel elle était, plus que toute autre classe sociale, « sur-représentée ». Par la suite, la représentation des ouvriers ne cessa de s'élever : 32,9 % en 1966 et 37,5 % en 1976. Malgré un retard économique encore plus prononcé qu'en Chine, le PTA a orienté l'Albanie vers l'industrialisation accélérée du pays sur le modèle soviétique marxiste-léniniste.

L'exemple bulgare est tout aussi significatif, puisque la Bulgarie était dans une situation assez proche de l'Albanie socialiste au moment de la libération, bien que le niveau d'industrialisation y fût environ deux fois supérieur : une économie arriérée où les survivances féodales étaient omniprésentes. En 1947, la composition sociale du Parti communiste bulgare était très proche de celle du PTA puisqu'il était composé de 27 % d'ouvriers, de 45 % de paysans travailleurs et de 28 % d'employés, d'artisans et d'étudiants.

En URSS, il y avait moins de 4 millions d'ouvriers au début des années 1920, face à des dizaines de millions de paysans individuels. Pourtant, le prolétariat jouait déjà un rôle dirigeant : c'est la forte productivité du travail industriel (en comparaison avec celle d'une agriculture arriérée) qui conférait ce rôle moteur et dirigeant au prolétariat dans l'ensemble de l'économie. Seul le prolétariat, seule l'industrie, même noyée dans l'océan des exploitations agricoles individuelles (Lénine) pouvait amener le progrès. Seule la construction d'une base industrielle lourde (extraction, énergétique, métallurgie, constructions mécaniques) pouvait permettre l'essor de toute l'économie socialiste dans son ensemble, et la transformation agro-technique et sociale des campagnes. Au début de l'année 1924, la composition sociale du PCUS (b) était la suivante : 44 % d'ouvriers, 28 % de paysans moyens-pauvres et 27 % d'employés et autres. Un an plus tard, en 1925, sa composition sociale avait évolué comme suit : 58 % d'ouvriers, 24 % de paysans moyens-pauvres et 18 % d'employés et autres. Est-il utile de rappeler que les ouvriers étaient alors loin de représenter 58 % de la population active soviétique ? L'URSS comptait 5 millions d'ouvriers en 1925 !

Bien sûr, le nombre d'ouvriers ne suffit pas à conférer à un Parti politique un caractère prolétarien, puisque dans les pays bourgeois les révisionnistes sont arrivés pendant des décennies à tromper un grand nombre d'ouvriers, mais le défaut d'ouvriers dans une formation politique où dominant de manière écrasante les éléments petit-bourgeois sous l'influence d'éléments bourgeois, prouve qu'elle ne peut pas être marxiste-léniniste ! Et

« ... sans la direction du parti marxiste-léniniste, il ne peut exister de dictature du prolétariat ». <sup>287</sup>

Comment dès lors justifier le caractère « prolétarien » du Parti « communiste » chinois ?

« Le terme de "pouvoir politique prolétarien" est juste car l'immense majorité de la paysannerie chinoise n'était pas propriétaire, elle ne vivait que de la vente de sa force de travail aux propriétaires terriens ». <sup>288</sup>

Il faut sacrément s'être écarté du marxisme scientifique pour oublier que c'est le prolétariat industriel qui peut, même s'il est minoritaire dans la société, jouer son rôle d'avant-garde dans le Parti Communiste et le rôle dirigeant dans la révolution et

la construction du socialisme. Attribuer cette fonction à « l'immense majorité de la paysannerie », même « si elle n'était pas propriétaire et ne vivait que de la vente de sa force de travail aux propriétaires terriens » relève du « socialisme » utopique, petit bourgeois, tiers-mondiste. Reste à savoir, d'ailleurs, la proportion de véritables prolétaires des campagnes dans les 72% de paysans moyens-pauvres qu'il y avait dans le PCC en 1949 et quelles conceptions « communistes » pouvaient bien y développer les 25 % de paysans riches !

Aussi Molotov, qui avait été envoyé par Staline pour jauger Mao lors de sa visite en URSS en 1949, avait parfaitement raison de définir ce dernier comme étant certes un « homme intelligent », mais un homme « **loin d'être marxiste** » : c'était « **un leader paysan, une sorte de Pougatchev chinois** » qui reconnaissait d'ailleurs lui-même n'avoir « jamais lu *Le Capital* ». <sup>289</sup> (Pougatchev était un leader paysan qui avait dirigé une révolte de paysans serf au 18<sup>ème</sup> siècle en Russie).

Pour construire le « socialisme » à la chinoise, Mao ne recommandait donc pas l'expropriation des capitalistes nationaux, mais leur « rééducation » :

« Quand on construit une société socialiste, tout le monde a besoin d'être rééduqué, les exploités comme les travailleurs ». <sup>290</sup>

C'est là un « enrichissement » essentiel de la théorie marxiste-léniniste par Mao ! En quoi consiste donc pour lui la « rééducation » des exploités ? En ce que « industriels et commerçants » « doivent travailler dans les entreprises aux côtés des ouvriers et des employés » et « modifier à l'aide de l'étude *librement consentie* certaines de leurs conceptions » ! Une fois réalisée leur « rééducation », « beaucoup d'entre eux découvrent qu'ils trouvent plus facilement un langage commun avec les ouvriers et les représentants de la participation d'Etat, ce qui est tout au bénéfice du travail commun ». <sup>291</sup> Le moins que l'on puisse dire est qu'avec sa « rééducation » « librement consentie » Mao chouchoute la bourgeoisie nationale chinoise et qu'il prend des gants avec elle, certainement afin d'éviter que les contradictions avec elle ne deviennent antagoniques ! Il n'y a pas très très longtemps, l'émission télévisée *Capital* (sur M6) ne proposait pas autre chose que ce que Mao proposait un demi-siècle auparavant en louant une expérience « d'avant-garde » où les gestionnaires bourgeois d'une entreprise tentaient de se rapprocher de leurs esclaves, quitte à mettre la main à la pâte l'espace de quelques instants, afin de trouver un « langage commun » avec eux, évidemment dans « l'intérêt de tous »... Aujourd'hui, la bourgeoisie française voit donc dans le recours aux méthodes du maoïsme un excellent moyen d'atténuer la lutte de classe ! La seule différence est que chez Mao, cette pratique mystificatrice était universalisée à l'échelle d'un pays !

« Moi-même, j'avais autrefois différents points de vue non marxistes ; c'est plus tard que j'ai embrassé le marxisme ». <sup>292</sup>

Mao est ici bien présomptueux et présage de l'efficacité de sa méthode « rééducative » ! Un révisionniste peut bien étudier toute sa vie des œuvres marxistes, s'il ne s'est pas assimilé les fondements du matérialisme dialectique, il restera toute sa vie un révisionniste et son esprit tordu sera incapable de faire autre chose que de chercher à déformer les principes communistes afin de les « adapter » à sa pratique opportuniste et de masquer sa trahison ! Mao aurait pu poursuivre sa « rééducation » encore très très longtemps avant de devenir véritablement marxiste !... et le marxisme aurait sans aucun doute gagné à n'avoir jamais été « embrassé » par ce petit-bourgeois !

Voyons-en un exemple pratique : celui du « grand bond en avant », où c'était Mao et non pas « Liu Chao Chi et sa clique » qui gouvernait...

Le « grand bond en avant » fut un échec complet. Dans l'agriculture il n'apporta pas l'essor escompté et dans l'industrie il amena la désorganisation. En 1964, la production d'acier se montait à 10 millions de tonnes et n'était que de 20 % supérieure à celle de 1958, tandis que la production de charbon était de 13 % inférieure et la production de tissus en coton de 30 % inférieure.

Il faut rappeler qu'en août 1958, le Bureau politique du Comité Central du Parti « communiste » chinois avait fixé comme objectif de créer les conditions du « passage au communisme » dès 1962, date à laquelle la Chine devrait produire 750 millions de tonnes de céréales, 900 millions de tonnes de charbon et 80 millions de tonnes d'acier ! Elle n'atteignit ce niveau pour le charbon qu'en 1985 et pour l'acier que dans le courant des années 1990. Au début du 21<sup>ème</sup> siècle, sa production céréalière restait inférieure à 500 millions de tonnes.

Les sociaux-impérialistes soviétiques n'avaient évidemment aucun mal à tourner en ridicule les prétentions de la direction révisionniste chinoise, particulièrement son gauchisme et son volontarisme petit-bourgeois. L'échec économique fut tel que Mao dut faire son autocritique devant le bureau politique. Le 23 juillet 1959, il reconnut ceci :

« Je porte la responsabilité de deux fautes, la première ce sont ces dix millions sept cent milles tonnes, ces bas fourneaux créés sur une grande échelle... Je ne peux m'en disculper purement et simplement, c'est moi qui en porte la responsabilité principale. Puis les communes populaires ». <sup>293</sup>

Et si cela avait été la seule « faute » de Mao ! Prenons la « Grande révolution culturelle prolétarienne ». Mettons là en regard avec des déclarations des maoïstes datant de juillet 1949, juste après le triomphe de la révolution démocratique-bourgeoise anti-coloniale chinoise :

« Quant à la bourgeoisie nationale, un grand travail d'éducation peut être fait dans son sein dans la période présente. Lorsque le moment sera venu de réaliser le socialisme, c'est-à-dire de nationaliser les entreprises privées, nous ferons un pas de plus dans notre travail pour les éduquer et les réformer. Le peuple a maintenant entre ses mains un appareil d'Etat puissant, et il ne craint pas la rébellion de la part de la bourgeoisie nationale ». <sup>294</sup>

Plus loin Yu Hai affirmait que « **l'existence du capital privé de la bourgeoisie nationale et son développement sous le contrôle d'un Etat dirigé par la classe ouvrière servira en réalité à promouvoir le socialisme, au lieu du capitalisme, en Chine** ».

Mais la « nationalisation des entreprises privées » qui devait aboutir à la création du « secteur socialiste » dans l'industrie, fut réalisée dans les années suivantes *sans expropriation réelle* de cette bourgeoisie et ne consista en fait que dans la concentration entre les mains de l'Etat chinois du Capital privé, contre l'assurance d'une rémunération aux détenteurs « d'obligations d'Etat ».

Bien entendu la « rébellion » que n'avait soi-disant « pas à craindre le peuple » ne fut pas celle de l'insurrection armée destinée à livrer le pays à l'impérialisme étranger — la bourgeoisie latifondiaire et comprador étant en exil et n'ayant plus d'important soutien social, mais fut une rébellion plus « pacifique » qui conduisit au renforcement des positions économiques de la bourgeoisie capitaliste d'Etat et conséquemment à l'épanouissement ultérieur de ses ambitions impérialistes, qui commencèrent à s'exprimer au début des années 1970 et qui furent complètement libérées après la mort du dirigeant temporisateur qu'avait été Mao.

La question se pose donc : quel était le rôle précis du Parti « communiste » chinois, sinon celui « d'arbitre », « d'éducateur » et de temporisateur des conflits de classe ? Qu'est ce qui objectivement différençiait le rôle des partis révisionnistes cubains et chinois de celui de la « ligue des communistes de Yougoslavie » ? Rien de fondamental :

« Au parti a été laissé seulement un rôle falot d'éducation. Il n'a plus aucune voix au chapitre. En apparence, le parti n'a pas disparu, mais en réalité il a cessé d'exister ». <sup>295</sup>

N'était-ce pas justement le cas au cours des années maoïstes, sachant qu'il s'est écoulé 11 années entre le 7<sup>ème</sup> et le 8<sup>ème</sup> Congrès du Parti « communiste » chinois (1945-1956), puis 13 années entre le 8<sup>ème</sup> et le 9<sup>ème</sup> Congrès du Parti « communiste » chinois (1956-1969) ! Ce n'est que durant la « Grande révolution culturelle prolétarienne » que le Parti « communiste » chinois disparut au sens propre : il n'en fallait pas moins pour chercher à le débarrasser de la grande masse des représentants de la bourgeoisie nationale qui s'y étaient infiltrés ! Peine perdue : les éléments marxistes-léninistes ne pouvaient être créés spontanément ! La bourgeoisie reprit donc naturellement sa place au sein du Parti « communiste » chinois dès que les cellules de bases furent restaurées.

Qu'était donc la « grande révolution culturelle prolétarienne », sinon la *tentative désespérée et avortée* d'arracher le pouvoir d'Etat qui était intégralement tombé entre les mains de la bourgeoisie nationale, qui s'était développée durant les 17 années de « l'œuvre grandiose de l'édification socialiste » au cours de laquelle elle avait noyauté tout le Parti « communiste » et l'Etat « socialiste » chinois, s'attachant à en expulser les rares éléments prolétariens et la grande masse des éléments petit-bourgeois temporisateurs ? Qu'était cette « révolution » sinon la « découverte » faite par les révisionnistes chinois que non seulement le pouvoir n'était plus celui « du peuple tout entier », mais qu'il était même devenu, comme dans n'importe quel pays bourgeois-révisionniste, le pouvoir *exclusif* de la classe détenant les moyens de production ? Si seulement Mao avait été marxiste, combien de souffrances auraient pu être évitées aux classes travailleuses chinoises !

Au cours des années maoïstes, la ligne « révolutionnaire » du Parti « communiste » chinois n'en finissait donc pas de critiquer les années de « gestion révisionniste » : c'est-à-dire les années 1955-1956, puis 1962-1966 et enfin 1972-1975. La « gestion révisionniste » s'étala donc sur une vingtaine d'années, seulement entrecoupées par le *chaos* économique et social des années du « grand bond en avant » (1957-1961) et de la « Grande révolution culturelle prolétarienne » (1967-1971) ! Dans ces conditions chaotiques entrecoupées de périodes d'exploitation « pacifique » du prolétariat chinois, on ne doit pas être étonné de voir les observateurs attentifs remarquer « l'extrême discrétion du gouvernement chinois dans ses statistiques jusqu'en 1959 », puis la « **disparition de toutes statistiques en chiffres absolus après les déboires du « grand bond en avant »** ». <sup>296</sup> Seule la bourgeoisie impérialiste chinoise fournira des statistiques dignes de ce nom à partir de la fin des années 1970. Il n'est donc pas étonnant que dans ces conditions la production industrielle chinoise ne fut multipliée que par 10 par rapport à son niveau d'avant-guerre durant la période 1949-1974 ! A titre de comparaison, la production industrielle albanaise avait été multipliée par 25 en 1960 par rapport à son niveau d'avant-guerre et par 164 en 1984, bien que l'Albanie ne disposât pas comme la Chine d'une industrie de production des moyens de production diversifiée, notamment dans le domaine des constructions mécaniques.

Nous pensons essentiel d'ouvrir ici une parenthèse touchant aux concepts *appliqués* de la philosophie marxiste. Sur le plan quantitatif, la « démocratie nouvelle » a certes bien apporté un mieux-être pour les travailleurs, puisqu'elle s'est traduite par des concessions de la part des classes exploiteuses, mais sur le plan qualitatif, la société chinoise restait une société basée sur l'exploitation des classes travailleuses par la bourgeoisie nationale, et la prétendue « dictature révolutionnaire du prolétariat », qui n'était en réalité qu'une tentative de conciliation des inconciliables, ne tarda pas à se transformer en une dictature *exclusive* de cette bourgeoisie monopoliste d'Etat tapie dans l'ombre : la conception marxiste des sociétés humaines nous apprend que la base matérielle économique d'une société détermine sa superstructure idéologique, juridique et politique. On ne saurait donc très longtemps écarter de l'exercice du pouvoir politique une classe sociale qui détient le pouvoir économique et qui joue un rôle social majeur.

L'idéalisme subjectif des révisionnistes maoïstes est ici évident, puisqu'ils ont placé l'évolution de la pensée comme cause de l'évolution de la base matérielle. Le trait de tous les révisionnistes consiste dans leurs conceptions idéalistes qui les amènent à vouloir « mettre la charrue avant les bœufs ». Ceci ne signifie pas que nous déniions aux idées le fait qu'elles peuvent exercer une gigantesque influence sur le monde matériel. Nous nions simplement que des idées ne correspondant pas aux conditions économiques et sociales puissent provoquer la transformation de ces conditions matérielles. Les révisionnistes ne nient pas l'évolution, mais pour eux, soit l'évolution est progressive, soit son moteur est la pensée, et la pensée devient alors toute puissante devant l'évolution du monde matériel. Les révisionnistes de la première espèce sont les révisionnistes « de droite » qui prennent prétexte de la possibilité de l'évolution progressive pour défendre la transformation elle aussi progressive du capitalisme en socialisme. Les révisionnistes de la seconde espèce, quand ils ne souscrivent pas en même temps à la progressivité de l'évolution, mais à son évolution par bonds qualitatifs, sont les révisionnistes « de gauche ». Chez eux, l'idéalisme tourne à l'aventurisme. Au contraire, pour nous, marxistes, l'action de la pensée sur la matière (et donc les événements économiques et sociaux qui en découlent) ne peut être réelle que si elle reflète les nécessités objectives du développement du monde matériel. La pensée doit ainsi refléter le plus précisément possible la marche réelle du développement économique, et de ses impacts sur la superstructure, afin d'utiliser aux mieux ces lois objectives dans le but de hâter la maturation.

Le caractère démocratique-bourgeois, anticolonial et antiféodal de la révolution chinoise ne fait donc aucun doute. Il en est de même pour la réalité économique, sociale et politique démocratique-bourgeoise de la Chine d'après 1949 et son caractère franchement impérialiste à partir des années 1970. Cette tendance s'affirma dès avant la mort de Mao comme le démontrent les relations de plus en plus tendues que la Chine entretenait avec l'Albanie socialiste et le rapprochement entrepris avec l'impérialisme américain dès 1971.

Après une « longue période » d'exploitation du prolétariat chinois, quand les révisionnistes chinois, effrayés par le renforcement du pouvoir économique de la bourgeoisie nationale chinoise — laquelle se posait de plus en plus comme la force dominante et exclusive de l'Etat de « démocratie nouvelle », écrasant les classes laborieuses des villes et des campagnes —, ils furent amenés à se poser en léninistes en insistant sur le danger de bureaucratisation et de dégénérescence des organismes soviétiques<sup>297</sup>, mais cette dénonciation ne pouvait pas ne pas avoir dans les

conditions économiques et sociales concrètes (spécifiques !) de la Chine, un caractère démagogique et mystificateur, visant à éluder la source de ces phénomènes : « l'intégration » et la « rééducation » des exploités dans le « socialisme » !

Telle fut la portée de la « Grande révolution culturelle prolétarienne » ! Durant la « Grande révolution culturelle prolétarienne » Lin Piao, alors vice-président, rappelait en citant Mao que

« ... la société socialiste s'étend sur une assez longue période historique, au cours de laquelle continuent d'exister les classes, les contradictions de classes et la lutte de classes, de même que la lutte entre la voie socialiste et la voie capitaliste, que le danger d'une restauration du capitalisme. Il faut comprendre que cette lutte sera longue et complexe, redoubler de vigilance et poursuivre l'éducation socialiste. (...) Nous avons déjà remporté de grandes victoires. Mais la classe vaincue se débatta encore. Ces gens sont toujours là et cette classe aussi. C'est pourquoi, nous ne pouvons pas parler de victoire finale ».<sup>298</sup>

Comme le reconnaissait ainsi cet élément « de gauche », la bourgeoisie continuait d'exister en tant que « classe » en Chine. Que sont donc, dans ces conditions « la société socialiste », « l'éducation socialiste » et « le danger de restauration du capitalisme », sinon des slogans mystificateurs ? Peut-on parler de « socialisme » quand les exploités continuent d'exister *en tant que classe* ? Plus loin, Lin Piao ramenait les victoires obtenues à « l'anéantissement des ennemis armés », mais « la lutte de classes entre le prolétariat et la bourgeoisie » dans le domaine économique, politique et culturel serait encore « longue et complexe ».<sup>299</sup>

Comme le prouvent ensuite ses allocutions, Mao considérait que dès 1956 en Chine « la transformation socialiste de l'agriculture, de l'artisanat, ainsi que de l'industrie et du commerce capitalistes, pour ce qui est de la propriété des moyens de production, était pratiquement achevée ». En quoi consistaient donc les « transformations socialistes » ? Elles consistaient uniquement dans le renversement de la classe « des propriétaires fonciers et des compradores », car pour le reste « la bourgeoisie existe encore » et « la transformation de la petite bourgeoisie ne fait que commencer » ! On retrouve donc bien la conception de « démocratie nouvelle » chère aux révisionnistes chinois, où la révolution démocratique-bourgeoise anti-coloniale et anti-féodale est confondue avec la révolution socialiste !

Belles « transformations socialistes » que ces nationalisations bourgeoises ! Beau « socialisme » que ce nationalisme bourgeois travesti ! Quoi d'étonnant, dans les conditions où Mao reconnaissait « l'utilité » et le « rôle positif » de la bourgeoisie nationale sous le « socialisme », que des représentants directs de la bourgeoisie nationale, tel Liou Chao-chi, se posent en léninistes — une fois achevée la transformation socialiste des moyens de production, un léniniste doit forcément en conclure que sur le plan intérieur le socialisme était vainqueur, ce qui n'élimine pas le danger de restauration capitaliste et la nécessité de renforcer le pouvoir prolétarien — affirment ensuite que « la question de savoir qui l'emportera, du socialisme ou du capitalisme, est maintenant résolue en Chine » ? Dans la bouche de la bourgeoisie nationale, de telles phrases signifiaient évidemment qu'il fallait « développer largement et librement le capitalisme en Chine », sans la moindre entrave.<sup>300</sup> C'était évidemment remettre en cause les principes temporisateurs de la « démocratie nouvelle ».

Quelle était donc la situation économique et politique concrète de la Chine quand fut lancée la « Grande révolution culturelle prolétarienne » ? Écoutons un instant Lin Piao :

« ... Liou Chao-chi et sa clique « avaient usurpé les pouvoirs du prolétariat dans de nombreuses unités et régions », « les masses révolutionnaires avaient connu la répression » « parce que dans ces endroits les pouvoirs n'étaient pas aux mains du prolétariat ». « Dans certaines unités, la propriété socialiste n'était que de forme, alors qu'en réalité la direction avait été usurpée par une poignée de renégats, d'agents secrets et de responsables engagés dans la voie capitaliste, ou même demeurait encore aux mains des anciens patrons capitalistes ». <sup>301</sup>

Mais était-ce seulement « Liou Chao-chi et sa clique » ou bien Mao lui-même qui était responsable de cette situation ? Qui d'autre que Mao, avait *objectivement* toléré et encouragé ces pratiques ? Qui d'autre que Mao avait demandé qu'on maintienne à leur ancien poste de direction les capitalistes nationaux chinois et qu'on continue de leur reverser un profit ? Ne doit-on donc pas inclure Mao dans « la clique » de Liou Chao-chi ?

Rien de plus *normal* que détenant le pouvoir économique « Liou Chao-chi et sa clique » aient jeté aux orties les principes maoïstes de la « démocratie nouvelle » et aient transformé la « dictature conjointe » de plusieurs classes révolutionnaires (à l'égard du féodalisme et de la bourgeoisie compradore) en un pouvoir exclusif de la classe qui détenait les moyens de production ! N'est-ce pas un autre mensonge que d'affirmer :

« Dès que le révisionnisme khrouchtchévien commença à se manifester, notre grand dirigeant, le président Mao, vit le grave préjudice que le révisionnisme moderne allait porter à la cause de la révolution mondiale ». <sup>302</sup>

Mao fut-il réellement aussi clairvoyant ? Cette lutte fut-elle réellement « menée de concert avec le Parti du Travail d'Albanie ayant à sa tête le grand marxiste-léniniste qu'est le camarade Enver Hoxha », ou bien fut-elle menée en se guidant sur des motifs nationalistes et de façon pour le moins fluctuante et « modérée » par Mao ? Le PTA a démontré que cette lutte n'a jamais été menée de manière résolue <sup>303</sup> et qu'elle n'était pas guidée par des mobiles idéologiques mais déterminée par des circonstances conjoncturelles résultant de l'opposition nationaliste aux ambitions impérialistes de l'URSS révisionniste. Voyons ce que disait un journaliste bourgeois de cette lutte menée par Mao :

« A l'époque [1960-1962], les deux capitales [Moscou et Pékin] se critiquaient encore « par pays interposés », en attaquant ou en défendant qui l'Albanie qui la Yougoslavie. Depuis l'été 1963, on ne prend plus de gants et on s'envoie directement à la tête des paquets de linge sale ». <sup>304</sup>

Pendant plus de 6 années (1956-1962), les révisionnistes chinois ont cherché à temporiser la lutte, cherchant à tout prix à éviter l'escalade. Ce n'est qu'une fois certains que les révisionnistes soviétiques ne partageraient pas la direction des pays du camp « socialiste » avec la Chine, que les révisionnistes chinois durcirent le ton.

Aux illusions sentimentales et aux élucubrations anti-matérialistes propagées encore actuellement par certains « marxistes-léninistes » au sujet du « caractère socialiste de la Chine de Mao » et du caractère « malgré tout socialiste » et même « anti-impérialiste » de la Chine actuelle, nous répondons : sur quels critères peut-on affirmer de la Chine qu'elle maintiendrait les principes d'une économie « planifiée » ? Les a-t-elle seulement déjà appliqués ? Les « attaques impérialistes » sont-elles la manifestation d'une opposition au socialisme ou plutôt d'une rivalité inter-impérialiste ? En effet, pour les puissances impérialistes concurrentes, le caractère « socialiste » de leur rival ne persistera-t-il pas aussi longtemps que leur rival n'aura pas été réduit à l'état de néo-colonie, comme ce fut le cas pour l'URSS social-impérialiste ?

Dans l'ouvrage collectif *La construction du socialisme en Chine*<sup>305</sup>, les révisionnistes pro-chinois insistant sur « la nécessaire division socialiste internationale du travail », estimaient erroné le mot d'ordre « compter sur ses propres forces ». En effet « une des limites généralement reconnues de la validité de ce mot d'ordre est l'admission explicite du recours nécessaire au commerce international, comme un moyen de se procurer, dans des conditions plus avantageuses que si on les produisait soi-même, des produits déterminés ». Voilà comment sous couvert de fixer une limite, on rejette l'essentiel ! Cette formulation embrumée, n'a d'autre but que de cacher l'emprunt de cette vérité « généralement reconnue » à l'arsenal idéologique ancien du libre-échange du 19<sup>ème</sup> siècle, selon laquelle la richesse croît davantage que la spécialisation s'approfondit. Si cette vérité est bien « généralement reconnue », c'est uniquement par les économistes révisionnistes-bourgeois, qui visent à éluder le fait que la division internationale du travail ne doit absolument pas inclure la sphère de la production des moyens de production, sous peine de perpétuer les rapports d'exploitation !

Convertis aux « vertus » du libre jeu de la loi de la valeur, comme *tous leurs homologues révisionnistes* (titistes, khrouchtchéviens, cubains, etc.), les révisionnistes chinois et pro-chinois imaginent l'économie socialiste comme étant une sorte « d'économie planifiée », « décentralisée et autogestionnaire » ! Les révisionnistes pro-chinois estimaient ainsi que la « spécificité » (!!) du « socialisme chinois » résultait dans la prise de conscience que l'économie planifiée « étouffe l'initiative ». Cette « spécificité » est *commune* à bien des révisionnistes : les révisionnistes pro-chinois, s'ils avaient voulu faire preuve d'honnêteté, auraient dû admettre que cette phobie de l'économie planifiée n'était pas « spécifique » aux « communistes chinois » ! Les idéologues bourgeois assimilent couramment le capitalisme monopoliste d'Etat des pays révisionnistes-bourgeois à une espèce d'« économie planifiée ». Pour eux, « l'économie planifiée » est donc synonyme de « centralisme excessif » et de « bureaucratisme » qui étouffent l'initiative et freinent le progrès.<sup>306</sup> Les révisionnistes pro-chinois reconnaissaient ouvertement qu'en Chine « la planification économique » « n'avait pas un caractère impératif », comme en URSS sous Staline, et que le plan d'Etat, qui était « un plan sans chiffres de contrôles », laissait aux entreprises une totale « **autonomie de gestion** » ainsi qu'une « **grande liberté dans la mise en œuvre des moyens de production** », avec à la clef « **l'absence de contrôle central** » et « **de publication de statistiques globales sur la production et les investissements** », ce qui faisait admettre aux *partisans* du révisionnisme chinois « **l'absence d'un véritable plan quinquennal** » en Chine, durant l'ensemble de la période 1949-1965 !<sup>307</sup>

Dans *Cinq conversations avec les économistes soviétiques*, Staline soulignait que pour le socialisme l'économie planifiée centralisée était « une nécessité » sans laquelle « tout s'effondrerait ». Le but *principal* de l'économie planifiée est « d'assurer l'indépendance de l'économie socialiste face à l'encerclement capitaliste » : « c'est obligatoire et c'est le plus important ».<sup>308</sup> Marx, Engels et Lénine étaient des centralistes pour lesquels il était évident que l'économie socialiste devait être une économie planifiée. Marx et Lénine combattirent d'ailleurs les autogestionnaires qu'étaient les anarchistes et les partisans de « l'opposition ouvrière ». Les plans quinquennaux élaborés sous la direction de Staline reflétaient cette nécessité de se guider sur un plan de développement général pour l'économie, qui n'excluait nullement — comme aiment à le clamer les économistes bourgeois-révisionnistes —, mais au contraire présupposait la participation la plus large des

travailleurs à la base à tous les niveaux de l'élaboration et de la réalisation du plan. C'est pourquoi les marxistes-léninistes albanais dénonçaient le caractère factice et mystificateur de la planification révisionniste sous laquelle « le centralisme bureaucratique de type monopoliste convit avec le libéralisme économique vaste à la base », et où « les lois et les catégories économiques » de la production marchande « ont un champ libre d'action ». C'est pourquoi sous la « planification » révisionniste les « chiffres de contrôle », n'ont pas « un caractère obligatoire », comme dans une véritable économie socialiste. Et de conclure que cette voie menait « **à la désorganisation de la production, à l'apparition de disproportions, à la baisse des revenus de la population et à la polarisation de classe, à l'instabilité des rythmes du développement économique, etc.** ». <sup>309</sup> Il est évident qu'il existe une différence de principe entre l'économie planifiée du socialisme, et la pseudo planification dans les pays bourgeois-révisionnistes.

Déjà à la fin des années 1920, Staline dénonçait la pseudo planification économique dans les pays bourgeois comme étant basée sur des « plans-pronostics qui ne lient personne », au contraire des « plans-directives, obligatoires » caractérisant une économie socialiste. Pour les marxistes-léninistes, il y a là « une différence de *principe* ». <sup>310</sup> Pour les communistes albanais également. <sup>311</sup>

En effet, la loi régulatrice de l'économie socialiste ne peut pas être la loi de la valeur. Staline l'avait déjà souligné en remarquant que dans ce cas, l'accent serait mis sur l'industrie légère au détriment de l'édification d'une industrie de production des moyens de production. Cela ne pouvait en effet que freiner l'essor des forces productives et abandonner les tâches de l'édification socialiste, le refoulement et la liquidation des dernières classes exploiteuses. Aussi, pour les marxistes-léninistes, il a toujours été évident que « la planification socialiste » assure « la forme la plus élevée de la rentabilité, autrement dit une rentabilité envisagée à travers le prisme de toute l'économie nationale ». Conséquemment,

**« ... la planification est une condition sine qua non de l'économie socialiste ».** <sup>312</sup>

Au contraire des révisionnistes et de la bourgeoisie, ni Staline ni Enver Hoxha n'ont conçu le développement de la production et de la technique comme un but en soi. Pour un marxiste-léniniste, le développement des forces productives n'est pas considéré seulement dans ses aspects techniques et productifs, mais dans l'optique de la création de la « base matérielle indispensable pour la réalisation des objectifs politiques et sociaux visés » : « le développement dynamique des forces productives, la consolidation du caractère socialiste de notre régime et l'éducation de classe, révolutionnaire, des travailleurs ». Si les marxistes-léninistes proclament hautement que « l'homme travailleur est la première force productive de la société », c'est parce qu'ils ont toujours en vue le fait que « la production est la sphère principale de l'activité des hommes, le pilier de tout le développement économique et social ». <sup>313</sup> Lénine et Staline n'ont jamais eu en vue autre chose quand ils ont affirmé que la construction du socialisme était impossible sans édifier une puissante industrie de production des moyens de production. Ceux qui aujourd'hui reprochent à Staline d'avoir soi-disant « fétichisé » le rôle des rapports de production et des forces productives dans le processus de transformation socialiste et d'éducation politique des travailleurs, raisonnent comme ceux qui (comme Trotski) reprochaient à Lénine de fétichiser les statuts du Parti communiste dont il entendait se servir pour écarter la grande masse des éléments petit-bourgeois craignant la discipline.

Les agents de la bourgeoisie que sont les révisionnistes et les économistes petit-bourgeois se scandalisent de ce que l'économie socialiste, planifiée et centralisée, « transforme l'homme en rouage de l'économie », mais n'est-ce pas plutôt le libre jeu de la loi de la valeur, qui dans les sociétés bourgeoises-révisionnistes transforme les travailleurs en jouets des forces aveugles et destructrices de la course au profit maximal que se livrent une minorité d'exploiteurs ? Que Marx et Engels avaient raison de remarquer que la *véritable liberté* commençait là où étaient comprises les lois objectives du développement économique et social, et donc là où elles étaient utilisées consciemment ! Que Staline avait raison de proclamer que ce n'est *que sous le socialisme*, où les travailleurs sont le moteur de leur propre émancipation économique, sociale et politique, que l'humanité travailleuse est le Capital le plus précieux ! Que Marx avait raison de dire que ce n'est qu'avec la révolution socialiste que se fermerait la préhistoire de l'humanité !

Pour Enver Hoxha, il était également évident que l'accusation portée aux communistes par la bourgeoisie « de ne pas respecter la personnalité humaine » est une grossière calomnie qui ne sert qu'à cacher aux exploités le fait que seul le socialisme en supprimant l'exploitation de l'homme par l'homme, « libère vraiment » l'homme travailleur « de ses angoisses, de ses tourments, des sentiments mesquins, des anciennes survivances idéalistes ». A l'inverse du capitalisme où l'homme « est une marchandise » et « est traité comme tel », le socialisme « **place l'homme dans des positions qui l'amènent à voir et à sentir qu'il n'est pas isolé du monde, mais qu'il est membre d'une société nouvelle, laquelle a pour but le progrès de l'individu dans le cadre du développement de la société** ». <sup>314</sup>

Les principes marxistes-léninistes de l'économie planifiée n'ont-ils pas démontré leur vitalité en transformant l'URSS en un puissant Etat socialiste, indépendant économiquement et politiquement, en l'espace de seulement deux plans quinquennaux ? En se servant de l'économie planifiée comme d'un fil conducteur, les communistes albanais ont transformé l'économie du pays le plus pauvre et arriéré d'Europe en une économie dotée d'une agriculture et d'une industrie diversifiée, dont même les ennemis reconnaissent qu'ils avaient apporté « un développement non négligeable de l'industrie » <sup>315</sup>, ne connaissant durant plus de 40 années ni crise économique, ni chômage, ni inflation, ni polarisation croissante des richesses, et ce malgré les visées colonialistes et néocolonialistes abjectes du système impérialiste mondial et de ses agents titistes, khrouchtchéviens et maoïstes. « Qui peut le plus, peut le moins », a-t-on coutume de dire. L'économie planifiée n'a-t-elle donc pas démontré qu'elle était une loi objective universelle du développement de l'économie socialiste, valable *à toutes les époques et pour tous les pays*, qu'ils soient petits ou grands, développés ou arriérés ? Quelle puissance auraient les travailleurs d'un ex-pays impérialiste disposant d'infrastructures et d'industries de pointe ! Ce fait devrait s'imposer comme une évidence devant tout marxiste, mais la bourgeoisie et ses alliés révisionnistes « ont bien travaillé » : pour eux, une économie moderne est « trop complexe » pour être gérée de manière centralisée ! A ceux-là nous demandons : n'est-ce pas plutôt le capitalisme et l'impérialisme qui engendrent à une échelle colossale des appareils administratifs hypertrophiés, tant dans le « secteur public » que dans le secteur privé, où dans chaque entreprise des armées de commerciaux essaient de trouver des débouchés et d'anticiper les fluctuations du marché et des bataillons de publicitaires essaient de présenter les produits sous leur meilleur jour pour reporter la mévente sur les produits concurrents ? Une planification économique centralisée à l'échelle nationale ne pourrait-elle pas être mise en place aisément et

travailler cent fois mieux avec cent fois moins de moyens que ces appareils administratifs bourgeois ? Cela ne serait-il pas un *jeu d'enfant*, alors qu'existe l'outil informatique ?

En quoi, hormis quelques détails insignifiants relevant de la phraséologie mystificatrice, les principes économiques des révisionnistes chinois diffèrent-ils donc de ceux guidant la « construction du socialisme » en Yougoslavie, en URSS révisionniste, à Cuba, etc. ?

En RIEN !

« Ce sont précisément ces questions et ces principes fondamentaux, entre autres, qui ont été foulés aux pieds dans les pays révisionnistes avec rétablissement des lois du marché et de la spontanéité capitaliste, qui les ont fourrés dans une crise profonde et sans issue, économique, politique et sociale. »<sup>316</sup>

Et ça n'est pas pour rien si ces régimes nationalistes bourgeois pseudo-socialistes connaissaient déjà, bien avant la pénétration massive du Capital étranger dans leur économie, une polarisation importante des revenus — certes inférieure à celle de pays où la bourgeoisie nationale était de type compradore-coloniale, mais suffisante pour refléter des rapports d'exploitation du travail salarié — et donc incomparablement plus élevée que celle que l'on pouvait rencontrer dans l'URSS des années 1930-1940 ou en Albanie socialiste.

En URSS, selon les chiffres donnés par Moshe Lewin<sup>317</sup>, le salaire moyen d'un travailleur non manuel (spécialistes divers, techniciens, ingénieurs) dépassait de 70 % le salaire moyen d'un ouvrier en 1940. L'amplitude des salaires était donc généralement inférieure à deux ! En 1982, les marxistes-léninistes albanais publièrent une étude dans laquelle ils dénonçaient, chiffres à l'appui, l'exploitation des travailleurs en URSS révisionniste-bourgeoise, soulignant que l'amplitude des salaires y variait selon un facteur de 1 à 10, sans compter les primes de gratification attribuées essentiellement aux administrateurs néo-bourgeois !<sup>318</sup>

En Chine, où les révisionnistes aimaient à se poser en « défenseurs du travail manuel », l'amplitude des salaires était tout à fait comparable à celle de tous les pays révisionnistes, comme l'admettent tacitement les révisionnistes pro-chinois eux-mêmes : selon les auteurs de l'ouvrage *La construction du socialisme en Chine*, le rapport entre le salaire d'un ouvrier et le salaire d'un directeur pouvait aller de 1 à 6, soit de 40 à 250 yuans. Déjà élevé, ce rapport ne reflète pourtant pas l'écart maximal, entre les plus hauts et les plus bas salaires, puisque selon Edgar Snow, l'échelle des salaires variait en Chine de 20 yuans pour un manœuvre jusqu'à 300 yuans pour les ingénieurs et les administrateurs, soit un rapport de 1 à 15.<sup>319</sup>

Ce rapport, déjà très élevé, était encore amplifié par les revenus supplémentaires que beaucoup de cadres et de directeurs, en tant que représentant de la bourgeoisie nationale intégrée au « secteur socialiste » d'Etat, continuaient à retirer des 5 % de profits de leurs « actions d'Etat ». En quoi cela différerait-il de ce qui avait cours dans l'URSS bourgeoise-révisionniste ? La réduction de la différence entre la ville et les campagnes, entre le travail manuel et le travail intellectuel, le contrôle des masses laborieuses sur l'appareil d'Etat et l'administration économique socialistes ne peuvent qu'être la conséquence des rapports de production socialiste et de leur perfectionnement continu. Le souci de rapprocher le travail manuel du travail intellectuel peut même être mis en avant par la bourgeoisie nationaliste tiers-mondiste dans les périodes d'essor économique, le parti Baath irakien en fournit l'exemple. Lorsque ces principes sont évoqués dans des sociétés bourgeoises-révisionnistes, ils ne servent qu'à masquer l'exploitation et à tenter de canaliser et de

détourner le mécontentement et la révolte des travailleurs. Ces mesures ne sont donc valides *que* lorsque la base du développement économique et sociale repose sur les rapports de production socialistes.

De même dans l'agriculture chinoise, les disparités de revenu étaient très importantes, bien avant le démantèlement des « communes populaires » : un paysan d'une commune populaire avait un revenu annuel moyen de 200 yuans (soit moins de 17 yuans mensuels), mais le revenu annuel variait de 50 à 400 yuans par an, selon la situation de sa commune, soit 4 à 33 yuans mensuels — un rapport de 1 à 8 !<sup>320</sup> Un paysan chinois dans une commune populaire arriérée sur le plan agro-technique pouvait donc gagner jusqu'à 75 fois moins qu'un directeur d'entreprise « salarié », dividendes non compris !

On est donc bien loin de l'Albanie socialiste où à la même époque, un directeur d'entreprise ne gagnait pas deux fois la paie d'un manoeuvre, où il n'était pas étonnant qu'un ouvrier exécutant un travail difficile gagne plus que le directeur de son entreprise et où l'écart maximal des salaires ne dépassait pas un rapport de 3 pour 1 entre celui d'un ministre et celui d'un paysan coopéré !<sup>321</sup>

Il faut dire que la révolution « socialiste » chinoise s'était, selon l'aveu même de ses partisans, contentée de procéder à la « limitation des profits » et à « l'amélioration des conditions de vie des travailleurs ». Durant la période 1953-1957, les révisionnistes chinois s'étaient contentés de procéder « à la création d'entreprises mixtes, une partie des actions passant à l'Etat ». En Chine, la question de la propriété était ramenée à une notion juridique, servant à cacher de fait la continuité de l'exploitation sous la forme du capitalisme monopoliste d'Etat. Même après 1957, dans les cas où l'Etat prenait en charge les entreprises, il n'oubliait pas « de verser aux anciens propriétaires une rente échelonnée sur un certain nombre d'années, et proportionnelle à l'importance des investissements » !<sup>322</sup> Les « communistes » chinois justifiaient cette « intégration » par l'état d'extrême arriération de l'économie ainsi que l'arriération culturelle des travailleurs. Quant à la signification de cette « intégration », laissons parler un représentant lucide de la bourgeoisie internationale :

« Les anciens propriétaires d'entreprises qui continuaient à travailler comme gérants ou directeurs techniques recevaient un salaire et leurs 5 % d'intérêts. (...) Il y a encore des « capitalistes » qui reçoivent toujours leurs « dividendes » en Chine, ce qui est mieux que le massacre systématique organisé par les révolutionnaires russes, ou l'« endoctrinement » par la guillotine des partisans des Bourbon à l'époque de la révolution française ». <sup>323</sup>

Ces éloges adressés à la politique des révisionnistes chinois par un agent de l'impérialisme américain devraient faire réfléchir tout marxiste ! C'est bel et bien la lutte de classe et la violence révolutionnaire qui sont condamnées en bloc !

Assistant au VIII<sup>ème</sup> congrès du Parti « communiste » chinois qui se tint en septembre 1956 après le 20<sup>ème</sup> Congrès du PCUS et où étaient invité beaucoup de Partis communistes et ouvriers, Enver Hoxha remarquait que les dirigeants chinois y avaient défendu la thèse de « l'intégration de la bourgeoisie nationale chinoise », pour le plus grand bonheur des révisionnistes de tous bords. Ainsi, au milieu de ce « printemps du révisionnisme moderne », ces révisionnistes et en premier lieu les togliattistes, se montraient-ils soucieux de profiter de l'expérience des partis révisionnistes « frères ». <sup>324</sup> Et Enver Hoxha de conclure avec une ironie acerbe :

« Dès lors, les révisionnistes italiens devaient pouvoir se rendre non seulement en Yougoslavie et en Chine, mais partout dans le monde pour acquérir ou transmettre

l'expérience de la trahison à la cause du prolétariat, de la révolution et du socialisme. Il n'y a que chez nous qu'ils ne viendraient pas et où ils ne pouvaient du reste pas venir, car on n'y appliquait que le marxisme-léninisme. Et ils n'avaient que faire de cette expérience ».<sup>325</sup>

Au VIII<sup>ème</sup> Congrès du Parti « communiste » italien, en décembre 1956, alors que les révisionnistes soviétiques et chinois vivaient encore leur lune de miel, Togliatti soulignait très justement que le cours nouveau officiellement proclamé par Khrouchtchev au 20<sup>ème</sup> Congrès du PCUS (b) avait « **été précédé par de très importantes corrections qui constituaient déjà un tournant** », aussi bien sur le plan intérieur où « les problèmes du développement industriel, de l'agriculture, de la direction du Parti avaient été posés de façon nouvelle », que sur le plan extérieur, dans le domaine de la politique internationale. Et Togliatti d'ajouter au sujet de ces « importantes corrections », qu'en Chine

« ... le parti communiste ne pouvait pas être surpris, parce qu'il avait toujours eu sa conduite propre, originale, adaptée aux conditions de ce grand pays où la construction d'une société socialiste s'accomplit dans de nouvelles formes et où la vie même du Parti a des caractéristiques particulières, qui proviennent de la lutte longue et héroïque qui a lié étroitement le Parti à toutes les couches de la population travailleuse et qui fait des communistes chinois l'expression la plus haute de la conscience nationale et sociale de tout le peuple de Chine. *Mais il y a eu surprise, certainement, au moins dans certains pays de démocratie populaire et elle a été probablement profonde* ».<sup>326</sup>

Tant d'éloges adressés à Mao par un révisionniste aussi *conséquent* et aussi *honnête* que Togliatti devrait faire réfléchir en profondeur les partisans actuels des révisionnistes chinois ! Si les éloges qu'adressait Togliatti à Tito ne pouvaient le céder à un autre leader révisionniste, ce ne pouvait donc être qu'à Mao ! Qui d'autre que Mao avait fait une telle unanimité chez les révisionnistes jusqu'en 1956 ?

Au 20<sup>ème</sup> Congrès du PCUS, en mars 1956, Chepilov ne louait-il pas « la très grande importance théorique et pratique des thèses énoncées dans le Rapport du camarade Khrouchtchev », allant jusqu'à citer la Chine maoïste comme étant un « parfait exemple » de « transition pacifique au socialisme » et concluant à l'adresse des « dogmatiques », non sans essayer de se poser en léniniste créateur, qu' « il est hors de doute qu'à l'avenir l'esprit créateur de millions et de millions d'hommes nous fournira une gamme encore plus riche de formes de passage du capitalisme au socialisme » :

« En Chine, la marche de la révolution socialiste revêt un caractère encore plus original. Après l'instauration révolutionnaire du pouvoir populaire, le Parti communiste de Chine, procédant à une application féconde du marxisme-léninisme, en est venu à la conclusion que, dans les conditions propres à la Chine, « par la voie des méthodes pacifiques, c'est-à-dire des méthodes de persuasion, d'éducation, comme l'indique le camarade Mao Tsé-toung, on peut non seulement remplacer la propriété individuelle par la propriété socialiste, collective, mais encore remplacer la propriété capitaliste par la propriété socialiste ». Après avoir isolé et mis la bourgeoisie compradore, qui est l'ennemi juré du peuple, hors d'état de nuire, l'Etat chinois réalise pas à pas la transformation des différentes formes de propriété privée en propriété socialiste ».<sup>327</sup>

Ces positions anti-matérialistes des révisionnistes soviétiques sur la Chine se retrouvaient déjà dans l'édition de 1955 du *Manuel d'économie politique, aux côtés d'autres appréciations anti-marxistes sur la Yougoslavie*. Selon le manuel, en Yougoslavie « le pouvoir appartient à la classe ouvrière et à la paysannerie », de plus « l'inégalité nationale a été supprimée » et « la propriété sociale des principaux

moyens de production est dominante » ! Enfin, « **malgré les intrigues des forces impérialistes, la Yougoslavie a gardé son indépendance nationale et a résisté aux tentatives du capital étranger pour pénétrer dans son économie** » !<sup>328</sup> Pour ce qui est de la Chine, le manuel reconnaissait que « la nationalisation socialiste réalisée en Chine par le pouvoir de démocratie populaire a pour particularité de n'avoir pas touché à la propriété de la bourgeoisie nationale, qui est dans sa majorité une bourgeoisie moyenne ». En conséquence, dans l'industrie chinoise où la forme du « capitalisme d'Etat » domine et est considérée comme une « forme socialiste d'économie », « **l'exploitation du travail par le capital est limitée** » puisque « **les capitalistes ne reçoivent qu'une partie des bénéfices** ». <sup>329</sup>

Ces positions sur la Chine ou la Yougoslavie étaient totalement incompatibles avec celles défendues par Staline et s'inscrivaient parfaitement dans le cadre du triomphe de la déviation nationaliste en URSS qu'illustrait de manière la plus claire la souscription au cours nouveau de la division « socialiste » internationale du travail.<sup>330</sup> Un révisionniste comme Thorez ne pouvait évidemment pas passer à côté des enseignements (social-démocrates) du maoïsme : dans un article publié dans *l'Humanité* du 27 mars 1956 qui louait les thèses révisionnistes de la voie spécifique au socialisme « tenant compte des particularités concrètes de chaque pays », Thorez mettait au premier plan l'expérience des révisionnistes chinois qui « plus encore en Chine » que « dans les démocraties populaires d'Europe » avait « engendré beaucoup d'aspects nouveaux au cours des transformations sociales ». Ainsi était-il libre de justifier le crétinisme parlementaire du P«C»F en affirmant la possibilité d'éviter « les formes les plus aiguës de la lutte de classe » comme « la guerre civile ». <sup>331</sup>

Citant Lénine à tort et à travers, il « oubliait » dans quelles circonstances historiques concrètes Lénine avait à un moment particulier envisagé la voie pacifique au socialisme pour la Russie. Thorez « oubliait » ainsi que dans l'ensemble des pays impérialistes, l'appareil de répression bourgeois était infiniment plus puissant que celui de la Russie tsariste de 1917, décomposé par des années de guerre impérialiste. C'est uniquement dans ce cadre et compte tenu de la guerre qui faisait rage entre l'ensemble des pays impérialistes depuis 3 ans, que Lénine avait envisagé la possibilité pour les bolchéviks de passer au socialisme avec un minimum de résistance armée de la part des classes exploiteuses de l'intérieur comme de l'extérieur, celles-ci étant occupées à se faire la guerre... Aucune de ces conditions n'était bien sûr réunie quand les révisionnistes-dogmatiques proclamèrent leur « passage pacifique au socialisme » dans les années 1950, alors que les appareils répressifs bourgeois étaient renforcés et les relations inter-impérialistes relativement pacifiques ! L'histoire n'a eu de cesse de démontrer par la suite que cette théorie était réactionnaire et profitait en définitive à la réaction, non seulement dans le cas des pays impérialistes comme le Portugal et l'Espagne, mais aussi pour l'ensemble des pays dépendants placés sous leur joug comme en Indonésie et au Chili.

Comme on le voit, un très large front inter-révisionniste soutenait la voie « spécifique » des révisionnistes chinois dans les années 1953-1956 !

Dans sa critique des thèses défendues par Mao dans son discours sur les *Dix grands rapports*<sup>332</sup>, Enver Hoxha concluait des reproches formulés par Mao à Staline :

« En jetant un coup d'œil sur les éléments essentiels de la ligne révisionniste de Mao Tsé-toung à propos de toutes les questions qu'il soulève contre Staline, nous pouvons affirmer haut et clair que Staline a réellement été un grand marxiste-

léniniste et qu'il avait justement prévu la voie dans laquelle s'engageait la Chine ». <sup>333</sup>

C'est l'immense mérite d'Enver Hoxha et surtout de Staline que de s'être méfiés de la « démocratie nouvelle » chinoise, et que d'avoir vu dans la révolution chinoise non pas une révolution socialiste, mais une révolution démocratique-bourgeoise anti-féodale et anti-coloniale basée sur une ligne nationaliste bourgeoise visant au libre développement du capital national en Chine par la voie de la croissance du marché intérieur. Les révisionnistes, tels les khrouchtchéviens et les eurocommunistes, ont certes émis des critiques à l'encontre de la ligne de Mao, mais ces critiques relevaient de contradictions « au sein du peuple », c'est-à-dire de contradictions inter-révissionnistes.

Ces critiques portaient d'un postulat erroné : le caractère socialiste de la Chine des années 1950. Animés par des conceptions anti-matérialistes, ils ne pouvaient pas poser de manière claire et nette la question du caractère de la révolution chinoise, ni critiquer comme anti-marxiste l'intégration de la bourgeoisie nationale.

Dans les conclusions de ses *Réflexions sur la Chine* <sup>334</sup>, Enver Hoxha en arrivait à poser la question suivante : « La révolution chinoise peut-elle être qualifiée de prolétarienne » ? A la vue des documents publiés par les révisionnistes et des zigzags de la ligne chinoise, Enver Hoxha estimait comme un « grand problème qu'il convient d'éclaircir à partir des faits » le fait de savoir si la Chine de Mao construisait le socialisme ou demeurait une république démocratique bourgeoise. Il posait ainsi de façon particulièrement claire le problème fondamental. Après avoir souligné la politique boukharinienne de Mao à l'égard de la bourgeoisie nationale et sa théorie nationaliste de la « démocratie nouvelle », il était évident pour lui que « **Mao Tsé-toung n'était pas un marxiste-léniniste** », mais un « **révissionniste** », « **tenant des idées de Sun Yat-sen** », qui avait essayé de cacher sa ligne opportuniste aux moyens de slogans marxistes-léninistes.

Quand nous avons parlé des événements contre-révolutionnaires des années 1949-1956 dans les pays de démocratie populaire, nous en avons volontairement exclu la Chine. En effet, comme en témoignent les positions de Mao durant les années 1955-1957, celui-ci avait adopté des attitudes de soutien à l'égard des révisionnistes des pays de démocratie populaire. Mao ne pouvait évidemment pas condamner la politique économique bourgeoise sur laquelle se guidaient les révisionnistes des pays de démocratie populaire, puisqu'il pratiquait fondamentalement la même en Chine. Les théories des révisionnistes « intelligents », c'est-à-dire de politiciens bourgeois bien rodés aux mystifications comme Nagy, qui savaient admirablement se poser en léninistes, avaient de quoi impressionner les révisionnistes chinois.

La ligne générale et les méthodes du développement de l'économie chinoise étaient d'ailleurs fondamentalement les mêmes que celles prônées par les révisionnistes les plus « droitiers » des pays de démocratie populaire au sein desquels, durant la période 1947-1952, les influences petite-bourgeoises avaient pu être refoulées et durant laquelle le pouvoir avait été réellement détenu par le prolétariat qui avait entamé les transformations socialistes de l'économie. La différence entre les événements survenus dans les démocraties populaires d'Europe de l'Est et dans la « démocratie nouvelle » chinoise durant la période 1953-1956, est que *dès le début*, en Chine, les révisionnistes détenaient fermement les rennes du pouvoir, s'appuyant sur la victoire d'une guerre anti-coloniale. La direction révisionniste soviétique n'eut donc nul besoin d'exercer des pressions sur la direction

chinoise, comme partout ailleurs, pour qu'il soit renoncé à l'édification socialiste : ils n'avaient jamais eu l'intention de l'entreprendre ! En appuyant la « voie spécifique » au socialisme des partis révisionnistes au pouvoir en Europe de l'Est et en Chine, puis dans les pays à « orientation socialiste », les révisionnistes soviétiques visaient à deux objectifs concomitants : d'une part faire de ces régimes nationalistes bourgeois des « alliés » et d'autre part en proclamant que ces révisionnistes pouvaient suivre une autre voie que l'URSS pour son industrialisation, les empêcher d'édifier une industrie de production des moyens de production afin de les transformer en pays dépendants sur le modèle néo-colonial. C'est ce que refusèrent les révisionnistes chinois soucieux de développer leur « socialisme à la chinoise » d'une manière qui si elle n'excluait pas toute « coopération », excluait cependant en revanche la transformation de la Chine en une semi-colonie du social-impérialisme soviétique.

Les divergences sino-soviétiques qui apparurent furent donc immédiatement des contradictions de type dominant/dominé. Les divergences sino-soviétiques n'apparurent qu'en 1957, sur la base de la contradiction entre les ambitions impérialistes des révisionnistes soviétiques et les ambitions nationalistes-bourgeoises chinoises, lorsqu'il fallut définir le rôle de la Chine maoïste au sein de la « division socialiste internationale du travail », les révisionnistes soviétiques cessant alors de soutenir le programme nucléaire chinois quand ils s'aperçurent que la Chine ne se laisserait pas facilement transformer en néo-colonie soviétique : leur erreur fut d'avoir oublié que la bourgeoisie nationale chinoise n'avait pas bouté hors de Chine l'occupant japonais et la bourgeoisie comprador chinoise pour se laisser intégrer à la sphère d'influence du social-impérialisme soviétique !

Les dirigeants révisionnistes chinois, s'opposèrent certes aux prétentions néo-coloniales de l'URSS social-impérialiste, mais sur des bases différentes de celle de l'Albanie : si la Chine refusait son inclusion dans la sphère néo-coloniale du social-impérialisme soviétique, c'est parce qu'elle nourrissait elle-même des ambitions plus « élevées », impérialistes. Ces ambitions, elle les découvrit au grand jour au début des années 1970, quand changeant de stratégie de développement en recherchant à attirer les capitaux étrangers, elle fit pression sur les marxistes-léninistes albanais qui avaient découvert le pot aux roses. Ce n'est pas un hasard si les distensions sino-soviétiques n'apparurent qu'en novembre 1957 à la Conférence de Bucarest, au moment où prenait fin le 1<sup>er</sup> « plan quinquennal » chinois et où l'aide soviétique allait devoir se conformer au « cours nouveau » des sociaux-impérialistes... La ligne opportuniste et nationaliste-bourgeoise des maoïstes, parvint alors à recouvrer son vernis « révolutionnaire », et la phraséologie « léniniste » dont ils usaient *sembla* alors avoir certains fondements, pour le plus grand bénéfice des aspirations de la « démocratie nouvelle » chinoise à devenir le pôle d'attraction des « pays du tiers-monde ».

C'est ce que ne comprirent pas immédiatement de manière claire les marxistes-léninistes albanais. Malgré leurs doutes et les divergences précoces qu'ils avaient exprimés dans des documents internes et dans des lettres de Parti à Parti<sup>335</sup>, ils ne le comprirent que quelques années plus tard, confrontés aux menées hostiles des révisionnistes chinois. Il est aujourd'hui relativement facile, surtout avec le recul historique, de tirer ces conclusions scientifiques en s'appuyant sur des documents de première main, mais il est indéniable qu'il pouvait apparaître comme difficile de juger le caractère de la révolution chinoise quand on ne disposait pas d'une documentation suffisante pour déterminer si les déviations du Parti « communiste » chinois étaient inscrites dans une sorte de « NEP » chinoise, où s'exprimaient avec

force des courants révisionnistes, mais visant à refouler les éléments bourgeois, ou bien si elles reflétaient une ligne politique révisionniste. De même, Mao avait-il été isolé en 1956, sous la pression d'éléments révisionnistes ou bien était-il le chef de file des révisionnistes chinois ? Ce sont des questions qu'il fallait éclaircir avant de pouvoir porter un jugement matérialiste sur le caractère de la révolution chinoise.

D'ailleurs, la publication tardive de nombreux écrits de Mao de la période postérieure à 1949 (en 1977 seulement pour la plupart) aux Editions en langues étrangères de Pékin, constituait un obstacle à une telle étude. Mais depuis 1977, seul le ressassement de thèses mystiques et anti-matérialistes des révisionnistes de tous bords — qu'ils se disent « pro- » ou « anti-maoïstes » —, a empêché jusqu'à maintenant d'aboutir à une telle synthèse, qui comme le reconnaissait lui-même Enver Hoxha n'avait été que *commencée et nécessitait d'être approfondie*, c'est-à-dire recadrée dans le contexte général de la lutte de classe nationale et internationale.

« ... toutes ces notes doivent être approfondies, étayées d'une documentation plus riche, qu'il faut rechercher, car elle existe sous une forme ou une autre, ne serait-ce que dans les journaux ou les livres qui paraissent de temps en temps en Chine ou à l'étranger. Mais il faut étudier ces écrits avec un esprit critique et confronter leurs contenus avec la réalité chinoise et avec les principes et les thèses fondamentales de notre grande idéologie révolutionnaire, le marxisme-léninisme ».<sup>336</sup>

C'est ce dont nous nous sommes efforcés ici, en nous guidant sur les traits généraux du révisionnisme chinois qu'avait mis à nu le PTA.

« A l'époque, le Parti communiste chinois aussi s'opposa aux khrouchtchéviens, mais, comme le montrent les faits, il poursuivait des desseins et des objectifs tout à fait contraires à ceux qui poussèrent le Parti du Travail d'Albanie à se lancer dans la lutte contre le révisionnisme khrouchtchévien ».<sup>337</sup>

C'est pourquoi,

« L' « anti-impérialisme », l' « antisoviétisme », l' « anti-américanisme » dans la Chine de Mao Tsé-toung, alternaient au gré des conjonctures. Il ne s'agissait pas de convictions idéologiques, ce n'étaient pas des attitudes de principes, mais des manœuvres visant à équilibrer les pouvoirs dominants dans le monde, un jeu de bascule avec les puissances politiques et militaires impérialistes pour le renforcement de la Chine sur l'échiquier mondial ».<sup>338</sup>

Pour les révisionnistes chinois, la « défense de Staline » n'était dictée que par la nécessité de dénigrer les révisionnistes concurrents, et cette « défense », quand elle n'était pas mêlée d'attaques anti-staliniennes empruntées à l'attirail révisionniste, se trouvait donc le plus souvent ramenée au ressassement de quelques références formelles à sa politique. C'est pourquoi chez Mao comme chez tous les révisionnistes, on dénote « l'absence de toute propagande sur l'organisation de la société socialiste de l'URSS de Staline » :

« La défense de l'œuvre révolutionnaire de Staline n'est abordée que formellement (sans compter les attaques antistaliniennes plus ou moins voilées), on en fait une "question de principe" qu'on va traiter comme toutes les autres, à savoir au plan des références formelles et sans vie ».<sup>339</sup>

De même, quand ils s'essayaient à « critiquer le révisionnisme » en URSS social-impérialiste, ils ne pouvaient le faire que sur la base de déclarations grandiloquentes, ne faisant au mieux que dénoncer les phénomènes extérieurs de la restauration du capitalisme, sans rien comprendre aux mécanismes économiques internes, mécanismes que seuls les camarades albanais ont été capables d'analyser et de dénoncer correctement. En outre, en affirmant que la bourgeoisie continuait d'exister en tant que classe sous le socialisme, les révisionnistes chinois ne faisaient que

déformer la conception léniniste-stalinienne de lutte de classe et accroître le trouble idéologique dans les rangs des marxistes-léninistes, ce qui devaient inévitablement les faire passer pour des *charlatans* aux yeux des travailleurs soviétique et aider ainsi les révisionnistes soviétiques constitués en une *nouvelle* classe exploiteuse, à tourner en ridicule les conceptions maoïstes afin de préserver leur pouvoir.

Les révisionnistes soviétiques n'avaient aucun mal à utiliser des arguments convaincants dénonçant la ligne aventuriste de Mao — voir par exemple l'article *Le maoïsme sans masque*<sup>340</sup> —, ce qui ne pouvait en définitive que nuire au combat des marxistes-léninistes soviétiques. Ceux-ci, qui proclamaient quelques années plus tôt que

« Celui qui veut combattre ne peut pas se passer de commandant. Et si aujourd'hui Staline n'est pas vivant, nous allons nous battre dans les bataillons de Mao Tsé-toung et d'Enver Hoxha ».<sup>341</sup>

... ne purent pas ne pas pâtir de la pseudo-lutte anti-révisionniste des maoïstes !

Dans la lutte inter-révisionniste, les révisionnistes soviétiques n'avaient aucun mal à utiliser les positions passées récentes de la politique intérieure et extérieure menées par la direction chinoise pour jeter le discrédit sur ses positions présentes. Souslov remarquait ainsi en 1964 comment la Chine, qui dans les années 1955-1957 louait « la construction du socialisme en Yougoslavie », voyait dans celle-ci quelques années plus tard « la dictature fasciste la plus barbare », et de demander : « qu'est-ce qui s'est passé en Yougoslavie ? ».<sup>342</sup> Et ils avaient raison de poser la question, car rien n'avait fondamentalement changé en Yougoslavie : c'était toujours la même politique nationaliste-bourgeoise qui y était appliquée ! Bien sûr, les révisionnistes khrouchtchéviens eux-mêmes pouvaient être pris à ce piège, ayant eux-mêmes à plusieurs reprises changé de discours par rapport à Tito dans les années 1955-1957, mais cela ne nuisait pas moins à la crédibilité des marxistes-léninistes qui relayaient alors les positions des révisionnistes chinois, même quand certaines de ces positions étaient justes, par exemple dans le cas où elles combattaient la collusion des révisionnistes soviétiques avec l'impérialisme mondial.

Pour décrédibiliser les révisionnistes chinois, les révisionnistes soviétiques n'avaient pas un besoin impératif de mentir, ils avaient juste à utiliser les positions révisionnistes des chinois eux-mêmes : ainsi quand les révisionnistes soviétiques se targuaient d'avoir « mis fin à l'inégalité dans les rapports entre nos pays [l'URSS et la Chine], qui était une des manifestations du culte de la personnalité de Staline » ils rappelaient que Mao lui-même avait soutenu ces changements :

« Sur la question chinoise, disait Mao Tsé-toung en 1957, le mérite de la liquidation de tous les malentendus et de toutes les stratifications appartient à N. Khrouchtchev ».<sup>343</sup>

Les khrouchtchéviens parvenaient également à utiliser la ligne petite-bourgeoise intérieure des révisionnistes chinois pour démontrer « ses conséquences sur leur politique extérieure ». Ainsi, après avoir bien sûr affirmé « apprécier à sa juste valeur » « l'expérience » et la « politique réaliste » des communistes chinois dans « l'accomplissement des transformations démocratiques et socialistes en Chine durant la période 1949-1957 » — donc sachant tout de même reconnaître à Mao une part importante de mérites —, ils affirmaient en traitant du « grand bond en avant » qu' « on ne saurait manquer de voir dans cette politique les tentatives « gauchistes » de brûler les étapes indispensables de l'évolution sociale », démontrant chiffres à l'appui la non-réalisation des objectifs farfelus des révisionnistes chinois.<sup>344</sup> Quel

crédit les marxistes-léninistes pouvaient-ils alors avoir auprès des peuples des pays révisionnistes ?

En revanche, quand les révisionnistes soviétiques parlaient de l'Albanie socialiste, ils ne pouvaient évidemment pas utiliser d' « erreurs » pratiques et théoriques aussi grossières. D'abord parce qu'ils savaient bien que sur le plan théorique, même en triturant les écrits marxistes-léninistes, il était difficile de trouver une faille. Ensuite parce qu'ils ne pouvaient pas attaquer la construction du socialisme en Albanie, celle-ci se guidant sur les principes léninistes-staliniens : cela n'aurait pu que les amener à se démasquer eux-mêmes. Il leur fallait donc dénigrer, passer sous silence et mentir, en assimilant d'abord l'Albanie socialiste à un simple « répétiteur » ou « haut-parleur de Pékin » (étrange chose que des centaines de millions de chinois aient choisi comme « haut-parleur » un petit pays d'à peine 2 millions d'habitants...), et feignaient de s'étonner ensuite des divergences albanosoviétiques qui s'étaient faites jour « en 1960 ».

Les révisionnistes soviétiques n'avaient-ils vraiment rien vu venir de ces divergences (impossible à gober si l'on connaît un peu les événements des années 1955-1960), ou bien alors, animés de leurs conceptions chauvines de grand-parti, et certains que leurs pions arriveraient à agir dans tous les partis communistes, s'imaginaient-ils que les marxistes-léninistes albanais finiraient par baisser la tête et rentrer dans le rang du troupeau de moutons révisionniste ?

Dans ce cas, ils n'oublièrent qu'un « détail » : les communistes albanais, en libérant par leurs propres forces l'Albanie de l'occupant fasciste, en mettant à profit cette lutte pour établir l'hégémonie du prolétariat et isoler la bourgeoisie nationale albanaise, en enchaînant directement les tâches de l'édification socialiste dès la libération du pays et en combattant les visées impérialistes des titistes, avaient considérablement réduit la base sociale et idéologiques de l'opportunisme, ce qui joua un rôle déterminant dans leur résistance face à la déferlante révisionniste des années 1953 et suivantes.

Ne reculant devant aucun mensonge, les révisionnistes soviétiques allaient même jusqu'à affirmer que c'était « le gouvernement albanais » qui avait « rompu sa collaboration économique, politique et militaire avec l'URSS et la plupart des autres pays socialistes » ! Ils prétendirent la même chose concernant la rupture unilatérale de leurs relations commerciales avec la Chine.<sup>345</sup> Mais on se demande quel intérêt pouvait avoir la minuscule Albanie à étendre ses désaccords idéologiques au plan des relations commerciales ? N'était-ce pas plutôt les sociaux-impérialistes soviétiques qui usèrent des pressions et du chantage économique pour faire plier la direction albanaise ?

Le seul moment où les révisionnistes soviétiques parlaient « vrai » en exposant leurs divergences avec le PTA est celui où ils remarquaient qu'

« Au 3<sup>ème</sup> Congrès du PTA en 1956, sous la pression des membres du Parti, qui après le 20<sup>ème</sup> Congrès du PCUS ont exigé la liquidation de l'atmosphère étouffante du culte de la personnalité, et le rétablissement dans les rangs du PTA des normes léninistes, les dirigeants albanais ont dû reconnaître publiquement que le culte de la personnalité « s'était manifesté très nettement dans le PTA », mais ces « aveux », de même que les promesses de mettre fin au culte de la personnalité n'ont été qu'une manœuvre. En réalité, les dirigeants albanais n'envisageaient nullement d'abandonner leurs pratiques néfastes. Au moment précis où Hodja « faisait de l'autocritique » du haut de la tribune du 3<sup>ème</sup> Congrès, les autorités albanaises jetaient en prison ou envoyaient en exil des militants de l'organisation communiste de Tirana qui, à leur conférence, avaient critiqué les dirigeants

albanais pour violation des normes léninistes de la vie du Parti, pour l'arbitraire et le massacre de communistes honnêtes ».<sup>346</sup>

Ces « communistes honnêtes », défendus par les révisionnistes khrouchtchéviens n'étaient rien d'autre que les débris des classes exploiteuses liquidées et les agents néo-colonialistes des révisionnistes titistes et khrouchtchéviens, agents dont les chefs trouvèrent d'ailleurs refuge chez Tito et Khrouchtchev...

« A la conférence du comité du Parti de la ville de Tirana, en avril 1956, les éléments favorables au rapprochement avec les Yougoslaves faillirent renverser Hodja, mais celui-ci prit ses précautions et déjoua le « complot ». Le dirigeant de la fraction « titiste » — en fait plutôt khrouchtchéviste —, Panayot Plaku, s'enfuit en Yougoslavie, puis en 1957 en URSS, où il devait être accueilli comme réfugié politique ».<sup>347</sup>

Aussi, quand les révisionnistes d'aujourd'hui cherchent à utiliser la prétendue « souscription » d'Enver Hoxha aux critiques khrouchtchéviennes contre Staline — c'est-à-dire les manœuvres tactiques auxquelles il fut contraint durant *les derniers mois* de l'année 1956 s'il voulait ne pas être renversé puis pouvoir contre-attaquer en liquidant les agents titistes et khrouchtchéviens albanais —, afin de justifier la ligne conciliatrice et révisionniste de Mao ou le rejet des apports du PTA à la lutte internationale contre le révisionnisme, ils utilisent donc de biens mauvais « arguments » auxquels les révisionnistes d'hier eux-mêmes ne croyaient pas un *seul instant* ! Mais on ne pouvait pas en attendre moins de révisionnistes dont le dogmatisme et les calculs intéressés interdisent de repenser les événements dans leur contexte historique !

Enver Hoxha était ainsi au début de l'année 1957 le seul dirigeant marxiste-léniniste qui avait réussi à survivre au coup d'Etat révisionniste orchestré dans les pays de démocratie populaire, le seul à avoir défendu victorieusement les conquêtes de la révolution socialiste contre ses liquidateurs nationaux comme internationaux. Tandis que dans les jeunes pays de démocratie populaires la mort de Staline permit aux éléments nationalistes-bourgeois de relever la tête et de « s'émanciper », amenant à l'abandon des tâches fondamentales de la construction du socialisme dans l'industrie comme dans l'agriculture, ces tâches ne furent jamais abandonnées par les marxistes-léninistes albanais, les années 1954-1960 ayant d'ailleurs été synonymes d'industrialisation accélérée ainsi que de la transformation socialiste des campagnes albanaises, sur la base de la mécanisation et de la collectivisation socialistes : là s'effondrent les dernières accusations portées contre Enver Hoxha sur sa prétendue souscription aux thèses révisionnistes.

**En février 1957**, après avoir écrasé le complot des révisionnistes bourgeois-compradore albanais, Enver Hoxha rappelait devant le Plénum du Comité Central du PTA que la lutte de classe était « une réalité objective » sous le socialisme, liée « à l'existence des classes exploiteuses ou de leurs vestiges, à l'existence des agents de l'impérialisme, à l'existence du vaste secteur des petits producteurs, à l'existence des survivances capitalistes dans la conscience des hommes et, enfin, à l'existence de l'impérialisme ». Il avertissait ensuite que les révisionnistes camouflaient leur lutte contre le socialisme derrière des slogans démagogiques tels « la lutte contre le dogmatisme » et « la lutte contre le stalinisme et le culte de la personnalité », définissant celles-ci comme étant « **en fait une lutte contre le marxisme-léninisme, une lutte qui visait à préparer le terrain pour substituer à la ligne révolutionnaire une ligne opportuniste, réformiste, dans tous les partis communistes et ouvriers, et porter les révisionnistes à leur tête** ». Il était évident pour lui qu'à la faveur de « la campagne rageuse que les impérialistes et les

révisionnistes » mènent contre le « stalinisme », « les éléments droitiers et centristes ont partout relevé la tête ». Au contraire des révisionnistes qui spéculent sur « le développement créateur du marxisme-léninisme » « dans les conditions propres de chaque pays » afin de « nier les principes fondamentaux du marxisme-léninisme », « couvrir leur trahison », et imposer leur « socialisme spécifique et national », « pour nous détourner des principes universels du marxisme-léninisme comme de la construction du socialisme et de toute généralisation de l'expérience soviétique », il insistait sur le fait que les marxistes-léninistes conçoivent

« ... le développement créateur du marxisme-léninisme non pas comme la négation de ses fondements, mais comme l'enrichissement de cette théorie par des conclusions nouvelles dégagées de l'expérience de la lutte de la classe ouvrière et du développement des sciences... Le marxisme-léninisme est une science et les lois objectives qu'il a développées sont des vérités absolues... Elles ne peuvent pas vieillir ni devenir caduques... Les questions fondamentales de l'édification du socialisme sont communes à tous les pays, les lois du développement de la société ne connaissent pas de frontières nationales ». <sup>348</sup>

Cette défense conséquente de l'œuvre révolutionnaire de Staline et de l'expérience avancée de l'URSS était à cent lieues de la « défense » formelle du marxisme-léninisme par les révisionnistes chinois, et il ne pouvait pas en être autrement du seul fait que les révisionnistes chinois s'accordaient avec les autres partis révisionnistes sur le fond : le déni des enseignements théoriques et pratiques les plus fondamentaux de l'édification socialiste, au profit de l'épanouissement d'un « socialisme de marché », n'étant rien d'autre que la société bourgeoise travestie au moyen de slogans mystificateurs.

Selon Deng Xiaoping, le « socialisme de marché » consiste dans les principes suivants : « l'Etat régularise le marché et le marché guide les entreprises ». Bien sûr, Deng Xiaoping n'a rien inventé : cette maxime est celle de tous les révisionnistes et même des économistes bourgeois-kéynésiens ! De quelle « économie planifiée » peut-on parler dans les conditions de la production marchande, sinon le grossier interventionnisme du capitalisme monopoliste d'Etat ? En quoi cela diffère-t-il d'ailleurs du mot d'ordre de « **contrôle du Capital** » de Sun Yat-sen et Mao ? Peut-on dire que ce n'était pas déjà ce principe qui guidait la Chine maoïste ? Bien sûr que non : la différence essentielle entre les révisionnistes maoïstes et les révisionnistes denguistes consiste dans le fait que les premiers tablaient sur la croissance du marché intérieur, tandis que les seconds misaient sur une croissance induite par l'afflux de capitaux étrangers et les exportations.

En 1949, la bourgeoisie nationale chinoise craignait alors en laissant affluer les capitaux étrangers de perdre les rennes du pouvoir : il fallait d'abord parvenir à accumuler suffisamment de ressources pour posséder une industrie lourde d'Etat et assurer un minimum d'autonomie avant de permettre l'afflux *contrôlé* des capitaux étrangers !

Selon Mao, le développement du marché intérieur capitaliste a toujours guidé l'édification du « socialisme chinois », comme en témoigne la non-mécanisation des campagnes chinoises après plusieurs décennies de « socialisme » : en Chine, à peine 6 % des terres agricoles étaient cultivées à l'aide de moyens mécaniques en 1965, et en 1980, les bêtes de trait constituaient toujours le moyen de labour principal tandis que plus de 90 % des procédés de la riziculture se faisaient à la main ! La conséquence essentielle étant que la production céréalière chinoise avait été seulement multipliée par 2,6 en 1988 par rapport à son niveau d'avant guerre, quand la population avait également été multipliée par plus de 2 ! La disponibilité

alimentaire stagne donc. Et ceci n'avait même pas permis de remettre en cause l'aspect monoculturel de la production agricole chinoise : les cultures industrielles restèrent au second plan. En Albanie, la production céréalière, s'appuyant sur une agriculture socialiste fortement mécanisée avait été multipliée par 5,2 en 1983 par rapport à son niveau d'avant guerre. La disponibilité alimentaire doubla presque, sans même parler des cultures industrielles qui se développèrent largement.

Il suffit de prendre connaissance des faits que nous avons notés pour comprendre que depuis 1978, c'est la grande bourgeoisie nationale chinoise — c'est-à-dire la bourgeoisie monopoliste et impérialiste — qui est à la tête du Parti « communiste » chinois. La direction révisionniste chinoise incarnée par Mao a joué un rôle d'une importance décisive dans ce processus de transformation de la Chine en un puissant pays impérialiste, en arrachant d'abord la Chine à domination coloniale de type compradore qui maintenait l'économie chinoise dans un état extrêmement arriéré (tel que l'économie de son voisin indien) et en donnant ensuite à la bourgeoisie nationale les moyens de mobiliser les travailleurs (tout en les neutralisant politiquement) afin de concentrer le Capital nécessaire à l'édification d'une base industrielle lourde lui assurant aujourd'hui un statut de grande puissance impérialiste montante.

On se demande comment depuis 1978 et encore aujourd'hui, des gens se réclamant du marxisme-léninisme, parviennent à voir des « survivances de socialisme » en Chine. Si les mystifications socialisantes de la « pensée-Mao-Tsé-toung » pouvaient encore opérer aussi longtemps que la Chine restait un Etat de « démocratie nouvelle », c'est-à-dire un Etat nationaliste-bourgeois économiquement faible et retardataire, une fois les ambitions impérialistes de la Chine affirmées, il fut re-démontré qu'il ne peut exister de « troisième voie » pérenne sur la base de la production marchande : de même que dans la société bourgeoise s'opère à chaque instant la différenciation sociale des éléments petit-bourgeois, une minorité rejoignant les rangs de la grande bourgeoisie et la majorité se prolétarisant, de même à l'échelle de l'économie mondiale, les pays bourgeois se différencient, les plus faibles se prolétarisant, les plus puissants parvenant à accumuler et à prendre place parmi les exploités ! Pour cela il faut au petit patron comme au pays bourgeois de « démocratie nouvelle » des éléments qui lui procurent un avantage économique essentiel non seulement face aux pays nationalistes-bourgeois concurrents, mais aussi face aux pays impérialistes les plus puissants. Pour devenir un pays impérialiste, un pays bourgeois doit donc être capable d'assurer la reproduction élargie d'une industrie de production des moyens de production et disposer d'une main-d'œuvre nationale abondante, formée et bon marché pour attirer les capitaux étrangers. Si dans les années 1950-1970, la « lutte entre les deux lignes » était essentiellement la lutte de la bourgeoisie nationale pour conquérir et consolider ses positions au sein du pouvoir d'Etat de « démocratie nouvelle » face à la petite bourgeoisie des villes et des campagnes — c'est-à-dire briser la résistance opposée par les éléments petit-bourgeois qui croyaient encore possible la conciliation des 4 classes sociales de natures antagonistes —, la lutte entre les « deux lignes » prit fin avec le triomphe complet de la bourgeoisie monopoliste d'Etat.

Un indice irréfutable de ce triomphe de la bourgeoisie impérialiste chinoise fut le changement du caractère des relations entre Pékin et Tirana.

De la même façon que les révisionnistes titistes et khrouchtchéviens avaient prévu de faire de l'Albanie un pays dépendant, dont l'économie serait basée sur l'agriculture et dont l'industrie serait limitée à la production de matières premières et de biens de consommation, de même les révisionnistes chinois n'allaient pas tarder à

démontrer qu'ils ne visaient pas à aider un pays socialiste frère, mais à se soumettre l'Albanie, ou tout du moins l'empêcher de poursuivre et de renforcer son développement économique indépendant.

« C'est pourquoi la construction des établissements de l'industrie lourde en Albanie avec l'aide de la Chine se heurta à de nombreuses difficultés qui furent surmontées grâce au travail inlassable des travailleurs et des spécialistes albanais ». <sup>349</sup>

Dès la fin des années 1960, quand la construction de pans entiers d'une industrie albanaise de production des moyens de production devint d'actualité, les révisionnistes chinois tentèrent de dissuader les dirigeants albanais de construire certains ouvrages industriels dans le domaine de l'énergétique, de la métallurgie ferreuse et non ferreuse ainsi que des constructions mécaniques. Ces ouvrages devaient former l'ossature de l'industrie lourde albanaise.

Suite à l'échec de leurs pressions, les révisionnistes chinois établirent un blocus économique contre l'Albanie socialiste de manière flagrante durant la période 1971-1975, d'abord en ne s'acquittant pas des accords commerciaux de clearing conclus, ensuite en retardant l'envoi d'équipements destinés à la construction de ces ouvrages clefs, et enfin en recourant au sabotage sur place par l'intermédiaire de leurs experts. <sup>350</sup> Les révisionnistes chinois montrèrent alors au grand jour leur visage impérialiste, que tous leurs slogans « internationalistes » et « amicaux » ne pouvait plus cacher. C'est dans ce contexte, lorsqu'en février 1975 les dirigeants révisionnistes chinois proclamèrent leur « théorie des trois mondes », que les marxistes-léninistes albanais comprirent que le tournant chinois vers Washington s'inscrivait dans une perspective générale : celle de la transformation de la Chine en grande puissance impérialiste.

En 1976, à la tribune du VII<sup>ème</sup> Congrès du PTA — auquel aucun envoyé chinois n'était d'ailleurs présent, les révisionnistes chinois refusant depuis 1974 d'envoyer une délégation chinoise ou de recevoir une délégation albanaise pour discuter des divergences politiques qui s'amoncelaient depuis 1971 —, Enver Hoxha dénonça la théorie des trois mondes comme étant dans son essence similaire à la théorie du non-alignement et faisant donc le jeu de l'impérialisme. Les révisionnistes chinois s'offusquèrent de cette attaque et en chauvins intensifièrent donc leur blocus économique afin d'essayer de faire plier la direction albanaise, jusqu'à rompre les relations diplomatiques avec l'Albanie socialiste en 1978. Enver Hoxha dénonça alors ces agissements

« ... comme un acte réactionnaire accompli à partir de positions de grande puissance, comme un acte qui renouvelle, par son contenu comme par sa forme, les féroces méthodes chauvines de Tito, Khrouchtchev et Brejnev, que la Chine a naguère dénoncées ». <sup>351</sup>

Contrairement aux marxistes-léninistes albanais qui publièrent dans leur presse la lettre chinoise, la bourgeoisie impérialiste chinoise resta muette et cacha aux travailleurs chinois les véritables raisons de la rupture entre Pékin et Tirana. Aussi, les observateurs bourgeois consciencieux remarquaient qu'

« ... il n'y a pas de polémique sino-albanaise, Pékin n'ayant jamais répondu à Tirana ». <sup>352</sup>

Pour eux, il était également évident qu'il existait une différence de principe entre l'Albanie et la Chine de la fin des années 1970, cette dernière ayant de manière incontestable accompli un tournant réactionnaire, qu'il est anti-marxiste de qualifier « d'erreur ».

« Incontestablement, Enver Hoxha se montre beaucoup plus conséquent que les dirigeants chinois dans sa politique étrangère. Il ne flirte en général ni avec les dictatures féodales ou fascistes ni avec les puissances occidentales ; il ne cherche pas à plaire et à rassurer à tout prix les bourgeois des Etats capitalistes et se refuse à pratiquer une diplomatie opportuniste, à changer de discours à chaque interlocuteur. Dans un certain sens, cette fermeté intellectuelle a quelque chose d'admirable ».<sup>353</sup>

Cette « fermeté intellectuelle » admirable vis-à-vis de l'extérieur était évidemment conférée par la situation économique et sociale intérieure de l'Albanie, fondamentalement différente de celle de la Chine.

Il serait évidemment faux d'affirmer que les actes des impérialistes chinois n'ont eu aucune répercussion sur l'économie albanaise, qui était loin d'être aussi puissante et diversifiée que l'économie de l'URSS.

Comme le soulignaient les marxistes-léninistes albanais, les circonstances extérieures favorables ou défavorables peuvent accélérer ou ralentir le développement socialiste, mais pas l'arrêter, car c'est le facteur intérieur qui est le facteur déterminant, même dans le cas d'un petit pays socialiste économiquement retardataire. En témoignent ces chiffres.

Accroissement annuel de la production industrielle en Albanie socialiste							
1951-1955	1956-1960	1961-1965	1966-1970	1971-1975	1976-1980	1981-1985	1986
22,6 %	16,9 %	6,8 %	12,9 %	8,7 %	6,1 %	5,0 %	6,4 %

La baisse des rythmes de la croissance industrielle durant les 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> quinquennats résultait de l'action hostile et de la rupture avec les révisionnistes soviétiques, tandis que celle des 5<sup>ème</sup> et 6<sup>ème</sup> quinquennats résultait de l'action hostile et de la rupture avec les révisionnistes chinois. Il avait fallu réorganiser l'ensemble du commerce extérieur et achever les ouvrages entamés en comptant exclusivement sur ses propres forces, tâche qui se poursuivit durant le 7<sup>ème</sup> quinquennat où les importants investissements qui avaient dû être réalisés pour édifier les bases de l'industrie lourde albanaise devaient nécessairement se traduire par une baisse des rythmes de croissance à court terme. La première année du 8<sup>ème</sup> quinquennat démontrait que les principales difficultés induites par la rupture avec Pékin avaient effectivement été surmontées et que la continuité de la marche en avant était assurée, en parallèle avec un relèvement du taux de la croissance industrielle : l'Albanie socialiste s'était engagée dans l'édification d'importants ouvrages industriels en s'appuyant exclusivement sur ses propres forces.

En 1986, la production industrielle albanaise avait progressé de 6,4 %<sup>354</sup> par rapport à l'année précédente et cette augmentation ne résultait pas seulement d'une réorganisation de l'appareil productif existant, mais de son extension, comme en témoigne la construction d'un second haut-fourneau au combinat métallurgique d'Elbasan ainsi que la mise en service des deux premières turbines de la centrale hydro-électrique de Koman, la plus grande du pays d'une puissance installée de 0,6 mégawatts dont la construction avait été entreprise au début des années 1980 après la rupture avec Pékin.

La construction de cette centrale hydro-électrique représentait un investissement productif titanesque. La puissance de la centrale de Koman était supérieure à celle de la centrale hydroélectrique soviétique du Dnieprougès construite durant le premier

plan quinquennal. Même comparée au plus grand barrage du monde contemporain, le barrage des Trois Gorges, la centrale hydro-électrique de Koman est loin d'être ridicule. Bien que 30 fois moins puissante, elle a été édifée dans un pays plus de 400 fois moins peuplé ! C'est comme si la Chine avait édifée 13 barrages des Trois Gorges en moins d'une décennie !

Cet accroissement était remarquable vu les conditions extérieures hostiles et démontrait qu'avec une ligne juste, il était non seulement possible pour un petit pays socialiste de résister à l'encerclement impérialiste-révisionniste, mais aussi de progresser, au moment où les pays révisionnistes du Comecon piétinaient et s'enfonçaient dans une grave crise économique et sociale.

Quand on étudie les causes objectives et subjectives de la restauration du capitalisme en Albanie, il ne faut pas perdre de vue une chose *essentielle* : la difficulté principale et supplémentaire (par rapport à l'URSS) que devaient vaincre les communistes albanais pour être certains de briser l'encerclement capitaliste-révisionniste était de pouvoir assurer la production des moyens de production dans le pays — donc de réaliser un cycle industriel complet, depuis l'extraction de minerai jusqu'à la production d'acier et enfin la fabrication de machines-outils et d'établissements industriels complets. Les communistes albanais étaient engagés dans cette voie mais toutes les difficultés n'avaient pas encore été vaincues.

En URSS, cette difficulté avait rapidement été vaincue, vu l'existence d'une base industrielle assez importante en 1917 et l'effet d'échelle : 120 millions d'habitant en URSS, 1 million en Albanie au moment de la libération. En 1927, l'URSS importait un tiers des machines et équipements nécessaires à son économie, 13 % en 1932 et moins d'1 % en 1937. A la fin des années 1970, les albanais étaient capables de produire leur propre acier, de produire leurs propres tracteurs, sans quoi la poursuite de la marche en avant aurait été beaucoup plus difficile après la rupture avec Pékin en 1977. Il est certain que cette rupture a créé de nouvelles difficultés pour développer rapidement l'industrie sidérurgique et le secteur des constructions mécaniques, cependant les experts bourgeois reconnaissaient en 1986 que la « politique forcenée de substitution des importations » des communistes albanais avait « marqué de nouveaux points dans ces domaines ». <sup>355</sup>

Ce qui est certain, c'est qu'à la fin des années 1980 étaient apparus des disfonctionnements dans l'économie albanaise. La réforme des prix de gros de 1986 ressemblait comme deux gouttes d'eau aux mesures prises par Khrouchtchev au lendemain même du coup d'Etat révisionniste, mesures visant uniquement à « s'attirer les bonnes grâces et l'appui des paysans » sans considérer les « redoutables répercussions » sur « l'ensemble du mécanisme social ». <sup>356</sup> Durant la période 1987-1990, les dépenses des ménages étaient passées de 59 à 64 % du PIB tandis que la part de la formation brute de Capital avait baissé d'autant. Ainsi, le taux d'accumulation avait baissé. Il y a eu des problèmes de dilapidation de la richesse sociale et du sabotage : des réserves importantes créées sous Enver Hoxha — en cas de conflit — existaient, mais elles n'ont pas été utilisées. Avec la chute des pays de l'est à partir de 1989, avec certains desquels l'Albanie entretenait encore des relations commerciales, le blocus économique s'est renforcé, ce qui a facilité la pénétration de l'esprit de capitulation et fourni une base élargie pour l'opportunisme (trahison de Ramiz Alia, Fatos Nano, etc.).

Les communistes albanais qui ont vécu la catastrophe de 1989 pensent qu'elle était évitable. Ils ont hésité à appeler à la guerre civile au moment de la contre-révolution. Il faudrait également étudier dans quelle mesure l'outil de production

existant — particulièrement la sidérurgie et les constructions mécaniques — était opérationnel et entretenu. Les albanais se sont plaints après la rupture avec Pékin d'avoir été fournis dans leurs échanges économiques avec Pékin en matériel désuet et de mauvaise qualité. Dans quelle mesure cela a-t-il affecté l'économie albanaise ? Une telle étude doit être faite par les marxistes-léninistes albanais.

Du vivant de Mao, les affrontements de lignes au sein du pseudo Parti « communiste » n'étaient aucunement des affrontements entre « révolutionnaires et révisionnistes », mais seulement des affrontements entre différentes fractions de la bourgeoisie nationale chinoise, reflétant deux stratégies différentes quant au développement de l'économie chinoise : d'un côté la petite bourgeoisie populiste des villes et des campagnes (dont Mao était le représentant direct) qui cherchait à développer le marché intérieur chinois comme condition de la croissance économique, et de l'autre la grande bourgeoisie intégrée au secteur des grandes entreprises d'Etat qui comprit rapidement qu'il serait plus avantageux de miser sur une coopération économique avec le Capital étranger (dont Deng Xiaoping et Hua Guo Feng étaient les représentants). Les représentants de cette grande bourgeoisie monopoliste d'Etat n'étaient absolument pas du type bourgeois comprador prêts à se vendre à des concurrents impérialistes et à en faire de leur pays un appendice du système néo-colonial. Non !

Ces représentants avaient pour ambition de transformer la Chine en une superpuissance impérialiste, en utilisant certes l'afflux de capitaux étrangers, mais de manière contrôlée et surtout restreinte à certaines branches d'industrie, l'industrie légère en particulier. Les représentants chinois de la bourgeoisie comprador avaient été défaits en 1949 et la bourgeoisie nationale chinoise a toujours eu l'ascendant sur les débris de celles-ci depuis. Le dernier sursaut des tendances comprador a été marqué par les événements de Tian An Men en 1989 :

« Au début de l'année 89, Fang Lizhi, le père spirituel incontesté du mouvement, fait une tournée des capitales occidentales afin d'obtenir du soutien pour le mouvement imminent ».<sup>357</sup>

Ce Fang Lizhi, dénonçait en fait la concentration de l'industrie entre les mains de la bourgeoisie monopoliste d'Etat en Chine sous couvert de lutte contre le « socialisme » et demandait une « économie entièrement libre », c'est-à-dire une économie que les puissances impérialistes occidentales pourraient orienter à leur guise, comme dans tout pays semi-colonial. Les chefs de ce mouvement étaient en relation avec les débris du Kuomintang et travaillaient pour les concurrents impérialistes de la Chine, en vue de détruire toutes les entraves mises par la bourgeoisie monopoliste d'Etat chinoise qui s'obstinait à refuser au Capital étranger le libre accès à certaines branches de son industrie.

En effet, même quand les capitaux étrangers affluaient massivement en Chine, la bourgeoisie monopoliste d'Etat chinoise n'a pas commis l'erreur de liquider certains secteurs industriels jugés « stratégiques », au premier plan desquels vient l'industrie lourde. Hier comme aujourd'hui, la bourgeoisie impérialiste chinoise maintient à flot les entreprises d'Etat de ces secteurs, même déficitaires et refuse l'immixtion du Capital étranger. Il était inévitable qu'en 1989 les concurrents impérialistes de la Chine aient été déçus par l'échec des débris influencés par le Kuomintang. C'était pour eux la dernière possibilité d'installer en Chine un régime qui leur soit entièrement soumis.

« La droite pro-impérialiste a subi une défaite en Chine ».<sup>358</sup>

C'est le seul passage où Martens parle vrai, sans le savoir évidemment : en 1989, les débris de la « droite » chinoise pro-colonialiste ont perdu face à la « gauche » impérialiste chinoise qui a vaincu ! Voilà à quoi se ramène la véritable question. Nous doutons que des termes comme « droite » et « gauche » puissent être appropriés pour caractériser des puissances impérialistes concurrentes !

Et puis soyons sérieux : ce n'étaient pas quelques dizaines de milliers d'étudiants pro-occidentaux qui pouvaient représenter une force sérieuse capable de menacer les positions de la puissante bourgeoisie monopoliste d'Etat chinoise ! Ces événements furent un « coup d'éclat » sans lendemain, les puissances impérialistes concurrentes de la Chine ayant tenté de profiter du chaos induit par la décomposition des pays révisionnistes pour renverser une bourgeoisie chinoise jugée trop nationaliste. C'était oublier le fait qu'une décennie de croissance économique accélérée avait conforté le pouvoir de la bourgeoisie monopoliste d'Etat chinoise, au contraire des autres pays bourgeois-révisionnistes fragilisés par des années de difficultés économiques croissantes.

« Aujourd'hui, le risque existe toujours que l'agitation contre-révolutionnaire redémarre et il y a toujours un danger que la ligne révisionniste et pro-capitaliste reprenne le dessus à la tête du Parti communiste chinois ». <sup>359</sup>

Que peut signifier dans ces conditions une telle affirmation, sinon l'abandon de toute volonté d'analyse matérialiste ? « Camarade » Martens, un peu de sérieux ! Le danger de voir une triompher une ligne bourgeoise de type comprador n'existe plus en Chine depuis longtemps ! Même en 1989, ce danger était plus un spectre qu'une menace réelle ! Ce danger ne peut vous servir qu'à justifier votre soutien aveugle à la bourgeoisie impérialiste chinoise !

Comment dès lors juger le verbiage « révolutionnaire » des maoïstes « de droite » qui continuent encore aujourd'hui à voir des survivances de « socialisme » en Chine ? Comment le justifier, sinon en prétendant qu'existe un « danger de contre-révolution » ? Martens parle dans le flou et en des termes généraux des « réformes économiques de Deng Xiaoping » qui ont « apporté un progrès matériel indéniable », mais qui ont aussi « élargi l'influence du capitalisme et de l'impérialisme en Chine », voyant dans celle-ci une « base économique de nouvelles classes aspirant à une contre-révolution ». <sup>360</sup> Non ! La bourgeoisie impérialiste chinoise n'aspire pas plus à se vendre que la bourgeoisie impérialiste américaine, japonaise, allemande, etc. !

Aux pseudo-marxistes qui s'extasiaient devant les taux de croissance de l'économie et de l'industrie chinoises en affirmant que « ce ne peut être que le socialisme », nous répondons que l'histoire connaît des exemples de croissance industrielle capitaliste vertigineuse, notamment dans le cas où les investissements étrangers abondent : Staline citait l'exemple des USA à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle et celui de la Russie tsariste du début du 20<sup>ème</sup> siècle. Nous pourrions citer aujourd'hui la Chine, mais aussi la Corée du Sud qui a connu une croissance industrielle moyenne supérieure à 12 % entre 1999 et 2004. Personne n'ira pourtant prétendre qu'on construisait alors le « socialisme » en Corée du Sud !

Pour les dogmatiques qui font abstraction de la situation économique internationale concrète, tout afflux de Capital étranger est forcément « dissolvant ». Nous demandons donc : l'afflux de capitaux en Amérique du Nord au 19<sup>ème</sup> siècle a-t-il été un facteur dissolvant ou bien a-t-il été un facteur d'union ? N'en a-t-il pas résulté l'union de la bourgeoisie indigène au sein d'un nouvel Etat, parfaitement indépendant ? Oui, parce que les conditions économiques étaient particulièrement favorables sur ce vaste territoire aux ressources abondantes. Les conditions

économiques dont ont bénéficié les dirigeants chinois depuis leur ouverture au Capital étranger sont-elles moins favorables que celles ayant amené à la création du plus puissant pays impérialiste actuel, les USA, ou bien ne sont-elles pas au contraire encore plus favorables ?

Pour un marxiste, il est évident que des conditions aussi favorables que celles dans lesquelles est placée la Chine depuis bientôt trente années, constituent une première *sans précédent* dans l'histoire du développement du capitalisme mondial. Les rythmes élevés du développement de l'économie chinoise ne font aucun doute à ce sujet : *jamais* un pays capitaliste n'avait connu un taux de croissance aussi soutenu pendant une aussi longue période ! Selon l'UNCTAD, la croissance annuelle du PIB chinois a été de 10,6 % durant la période 1980-1989 et de 9,5 % durant la période 1990-2004. Selon une prévision faite par le FMI en 2004, si le PIB chinois croissait à un rythme annuel de 7 %, il dépasserait celui des USA en 2018 (à parité de pouvoir d'achat). Ce calcul est basé sur un potentiel annuel de croissance de 3,2 % pour les USA. L'échéance « 2018 » pourrait donc advenir plus rapidement que prévu si la croissance de l'économie chinoise se maintient à un taux voisin de celui des années 2005-2006...

Quand Lénine a affirmé que la jeune URSS ruinée et économiquement arriérée possédait tout ce qu'il fallait pour édifier le socialisme, le niveau de production par tête d'acier, de ciment et de houille était de 11 à 25 fois inférieur à celui des USA. En 2006, comme nous allons le voir ensuite, l'impérialisme chinois **a produit autant d'acier que ses 6 concurrents impérialistes les plus puissants pris ensemble !** N'est-ce pas *tout* ce dont aurait besoin l'économie chinoise pour se développer *immédiatement* en comptant exclusivement sur ses propres forces, si la Chine était réellement un pays socialiste ? Cette production *gigantesque* ne serait-elle pas capable de fournir *immédiatement* la base matérielle et technique de la mécanisation socialiste des campagnes ? Assurément ! Seuls des *laquais* de l'impérialisme chinois peuvent passer ce fait sous silence ! Seuls des *anti-marxistes* peuvent faire écho à la théorie de la bourgeoisie impérialiste chinoise selon laquelle la Chine

« ... en est au stade initial du socialisme. C'est une période historique que l'on ne peut contourner dans la construction du socialisme et dans la modernisation d'une Chine qui accuse un retard économique et culturel. Cette phase va durer plus d'un siècle. Dans la construction du socialisme dans notre pays, il convient de partir de la situation propre à notre pays, notre voie doit être celle d'un socialisme aux caractéristiques chinoises... Nos forces productives, de même que les sciences, les technologies et l'éducation accusent encore du retard, l'industrialisation et la modernisation ont encore un long chemin à faire... »<sup>361</sup>

Cette stratégie des révisionnistes chinois n'a d'ailleurs *rien* de nouveau, elle découle en droite ligne des conceptions maoïstes sur la « démocratie nouvelle » et de la théorie trotskiste des forces productives, reprise par tous les opportunistes ! Il évidemment impossible à un marxiste de cautionner ces mystifications ! Il est impossible à un marxiste de « faire connaître l'expérience et les points de vue des pays qui persévèrent dans la voie socialiste » quand ces pays n'ont rien de socialistes (hormis le nom) et fournissent des armes à la bourgeoisie internationale pour couvrir de boue le socialisme authentique : « oser défendre le socialisme, oser défendre la Chine, oser défendre Cuba, oser défendre l'Albanie, oser défendre la République Démocratique et Populaire de Corée »<sup>362</sup>, c'est « défendre » le galimatias théorique et pratique des révisionnistes, c'est objectivement se poser en paravent de la bourgeoisie internationale !

« Parfois, on nous objecte que le Parti communiste chinois a commis des erreurs et des fautes. C'est une évidence. Mais quelles sont les conclusions qu'on tire de ce constat ? Se ranger du côté de la contre-révolution et du révisionnisme, est-ce le remède aux maladies du socialisme ? »<sup>363</sup>

Non, les révisionnistes chinois n'ont commis aucune « faute » ! Ils sont restés parfaitement fidèles à leurs conceptions révisionnistes et chauvines, ne faisant que les adapter aux situations internationales nouvelles ! Les « maladies du socialisme » ne sont rien d'autre que le produit du pouvoir des révisionnistes ! Les cautionner, c'est donc fusionner avec le révisionnisme et se ranger du côté de l'impérialisme ! Et cela ne fera pas avancer d'un pouce le socialisme, ni n'apportera de remède aux maux que connaissent les pays révisionnistes-bourgeois !

Comment peut-on coller l'étiquette « socialiste » à un pays où l'exploitation du prolétariat (urbain et migrant) atteint un degré extrême, un pays où dans les campagnes la paysannerie grevée par les impôts fraude massivement (à la fin des années 1980, quand 95 millions d'hectares de cultures étaient déclarées cultivées, un recensement aérien trouvait 144 millions d'hectares), un pays où l'école n'est gratuite que pour la population urbaine, un pays où des dizaines de millions de migrants ruraux dont les revenus sont insuffisants sont contraints de compléter leurs revenus à l'aide d'emplois non agricoles, voir à intégrer les vagues de l'exode rural sans pouvoir se faire accompagner de leurs familles, un pays où dans les campagnes, il est courant que le rôle de l'usurier soit joué par le potentat local du Parti « communiste » ? Ici, on est largement au-delà de la persistance de tares de l'ancienne société !

En 1989, Ludo Martens passait en revue les différents « scénarios possibles » de l'évolution chinoise : mais malgré leur « diversité apparente », ces scénarios aboutissaient tous à une seule conclusion : le danger d'« une victoire finale des tendances révisionnistes en Chine », risquant d'aboutir à son « éclatement » !

Qui oserait aujourd'hui, en ce début de 21<sup>ème</sup> siècle, encore parier sur l'éclatement de la Chine ? Pas ses concurrents impérialistes en tout cas ! Aussi longtemps qu'un pays révisionniste (URSS social-impérialiste, Chine) n'a pas été réduit à l'état de semi-colonie, les révisionnistes persistent à y découvrir des survivances de « socialisme » et à y voir une politique « anti-impérialiste » !<sup>364</sup>

Que d'anti-marxisme !

« On ne croit plus, Dieu merci ! aux miracles. Les prophéties miraculeuses sont des contes. Mais les prophéties scientifiques sont un fait acquis. Et, de nos jours, alors que partout le découragement honteux, voire même le désespoir, sont choses fréquentes, il est utile de rappeler une prophétie scientifique qui s'est vérifiée ».<sup>365</sup>

En 1978, c'est-à-dire il y a bientôt trois décennies, Enver Hoxha, se guidant sur l'analyse matérialiste de la situation internationale (et non sur des suppositions conjoncturelles comme le font les révisionnistes), avait su prévoir *précisément* la voie que suivrait la Chine. Si pour lui, dès 1973, l'éclatement du social-impérialisme soviétique faisait peu de doutes à moyen terme, l'essor de l'impérialisme chinois n'en faisait pas davantage : il remarquait ainsi dans son ouvrage *L'impérialisme et la révolution* que la Chine « pour devenir une superpuissance » dans des conditions où « les colonies et les marchés dans le monde sont accaparés par les autres puissances », devrait traverser deux phases principales :

« ... d'abord, il lui faudra solliciter des crédits et des investissements à l'impérialisme américain et aux autres pays capitalistes développés, et en même temps acquérir de la technologie moderne pour mettre en valeur les ressources du

pays, dont une grande partie passera, à titre de dividendes, aux crédateurs. Ensuite elle investira la plus-value réalisée sur le dos du peuple chinois dans les Etats de divers continents, comme le font actuellement les impérialistes américains et les social-impérialistes soviétiques ».

Il remarquait que l'établissement de liens étroits avec les pays impérialistes illustrait justement cette première phase, et ajoutait que par la suite, à sa deuxième phase, l'impérialisme chinois ferait de grands efforts pour rassembler autour de lui « tous les pays du « tiers monde », « non alignés » ou « en voie de développement », afin de créer une grande force, qui non seulement accroîtra son potentiel dans son ensemble, mais l'aidera également à s'opposer aux deux autres superpuissances ». Pour Enver Hoxha, il ne faisait aucun doute que la Chine, une fois atteint un potentiel économique suffisant, se livrerait comme n'importe quel pays impérialiste à l'exportation de Capital, évidemment sous le manteau « d'aides de caractère internationaliste » « de prêts à faible intérêt » visant à « la libération et l'édification du pays » et au « soutien à la libération des peuples du néo-colonialisme », voir même « leur passage au socialisme à travers la lutte contre l'impérialisme » !<sup>366</sup>

Dans leur lettre adressée au Parti communiste et au gouvernement chinois en date du 29 juillet 1978<sup>367</sup>, les communistes albanais démontraient que la rupture unilatérale de Pékin avec Tirana avait de profonds motifs idéologiques. Ils y rappelaient d'abord les hésitations et les déviations des dirigeants chinois dans la lutte contre le révisionnisme khrouchtchévien, avant de montrer qu'à plusieurs reprises déjà la direction chinoise avait exercé des pressions économiques sur l'Albanie quand les communistes albanais avaient refusé de la suivre aveuglément.

Dès lors, il était évident que les prétentions de la Chine à « lutter » contre « l'injuste répartition de l'économie mondiale », « la discrimination économique des pays en voie de développement par les puissances impérialistes », le « diktat des grands sur les petits » et pour « le renforcement de leur indépendance et de leur souveraineté », servaient à masquer ses « ambitions impérialistes », ainsi que son objectif « d'établir son hégémonie » sur le « tiers monde » et le « monde des non-alignés ».<sup>368</sup> Cette réalité prend aujourd'hui des prétentions gigantesques : un nombre sans cesse croissant de pays dépendants s'orientent vers une collaboration tous azimuts avec l'impérialisme chinois, ses méthodes néo-coloniales faisant le bonheur des régimes bourgeois-compradore. Ceux-ci comprennent en effet que la propagande tiers-mondiste de l'impérialisme chinois est très efficace quand il s'agit de duper les peuples exploités et opprimés, de les détourner de la voie révolutionnaire pour emprunter celle de la collaboration de classe.

En éminent marxiste-léniniste, Enver Hoxha avait donc prévu précisément la voie que suit aujourd'hui l'impérialisme chinois !

Le conflit survenu au Kampuchéa à la fin des années 1970 était très révélateur des tensions inter-impérialistes qui opposaient la Chine révisionniste au social-impérialisme soviétique. Au début des années 1970, Pol Pot et ses khmers rouges profitèrent de l'issue victorieuse de la guerre du Vietnam contre l'impérialisme américain pour renverser le régime colonial pro-américain de Lon Nol, mais une fois la victoire remportée contre l'impérialisme américain en 1975, les choses ne s'arrangèrent guère. La Chine révisionniste soutenait Pol Pot à la tête des khmers rouges, tandis que l'URSS et le Vietnam les combattaient. En 1979, l'invasion du Cambodge par le Vietnam provoqua l'effondrement du régime de Pol Pot et l'armée vietnamienne y fit stationner 150 000 soldats pendant dix ans. Dans ce conflit, les pays impérialistes occidentaux restèrent en quelque sorte « assis entre deux

chaises », comme en témoigne la position adoptée par l'impérialisme britannique le 13 janvier 1979 : « Quoi que l'on puisse dire des droits de l'homme au Kampuchéa, on ne peut excuser le Vietnam, dont les activités en matière des droits de l'homme sont déplorables, d'avoir violé l'intégrité territoriale du Kampuchéa démocratique ».

Ce conflit n'était rien d'autre qu'un conflit opposant deux cliques nationalistes bourgeoises instrumentalisées par deux puissances impérialistes concurrentes. Les rivalités inter-impérialistes larvées ne tardèrent pas à s'exprimer au grand jour : en février-mars de la même année, la Chine attaqua le Vietnam, mais les forces armées vietnamiennes vinrent rapidement à bout de l'offensive chinoise.

L'apparente radicalité de certains pays révisionnistes-bourgeois, comme la Chine sous la direction de Mao Tsé-toung, tenait à leurs ambitions nationalistes, qui s'opposaient donc parfois aux pratiques colonialistes de l'impérialisme. Il est aisé dans ces conditions de mettre en avant des mots d'ordre révolutionnaires empruntés au marxisme-léninisme, qui semblaient avoir alors une certaine portée pratique.

A l'inverse, dans des pays révisionnistes-bourgeois plus faibles (Cuba, Corée du Nord, Vietnam, etc.), la mise en avant de ces mots d'ordre est purement mystificatrice, intégrés qu'ils sont à la « division socialiste internationale du travail ».

C'est le mérite essentiel d'Enver Hoxha — outre la démonstration pratique que la construction du *socialisme dans un seul pays* était tout aussi *possible et nécessaire* dans les grands pays industriels que dans les petits pays coloniaux — que d'avoir compris l'évolution que suivraient la Chine et l'URSS révisionnistes, voyant dans la première une puissance impérialiste dynamique, mettant à profit les investissements étrangers grâce à une main-d'œuvre des plus compétitives et capable de surmonter les contradictions internes engendrées par l'afflux des capitaux étrangers, et dans la seconde un ex-pays socialiste devenu puissance impérialiste en déclin, rongée par les contradictions internes économiques, sociales, nationales et politiques, qui serait inévitablement livrée à l'implosion.

En URSS révisionniste, la restauration du capitalisme a conduit à la dépendance croissante de l'économie vis-à-vis de celle des concurrents impérialistes, à l'instrumentalisation des effets de la production marchande (conflits de nationalité sur des territoires très hétérogènes).

A l'inverse, en Chine, la prise de contrôle totale par la bourgeoisie nationale du pouvoir politique, s'est certes accompagnée de l'accroissement de la dépendance de l'économie chinoise vis-à-vis des investissements du Capital étranger, mais elle a assuré à la bourgeoisie impérialiste chinoise un essor fulgurant.

Il est évident que pour les pays impérialistes la liquidation du socialisme représente un « progrès » : dans un premier temps la bourgeoisie a ainsi exulté de voir Khrouchtchev mettre au pilon les fondements de l'économie socialiste. Pourtant, ce n'est jamais assez : il est rassurant de se voir débarrassé d'un système économique et social qui remet en cause directement l'existence du capitalisme et de l'impérialisme, il est plus frustrant en revanche que cela aboutisse à faire apparaître sur le marché international un nouveau concurrent impérialiste.

La liquidation, à partir de l'année 1989, de la sphère d'influence du social-impérialisme soviétique — les fameuses « révolutions démocratiques » des pays d'Europe de l'Est —, puis le dépeçage de ce concurrent en 1991 ont donc nécessairement été perçus par les pays impérialiste d'occident comme un autre « progrès » de taille.

De même la bourgeoisie internationale a applaudi face aux changements introduits par Deng Xiaoping en comparaison du protectionnisme de Mao, pensant que l'entrée massive de capitaux étrangers dans l'économie chinoise amènerait nécessairement et mécaniquement à sa complète néo-colonisation ou provoquerait son implosion, comme pour le social-impérialisme soviétique. L'impérialisme américain espérait ainsi faire de la Chine une possession néo-coloniale sur le modèle Indien.

Mais c'était oublier l'essentiel : l'existence d'une industrie de production des moyens de production qui permettait à la bourgeoisie capitaliste d'Etat d'utiliser une partie du produit des investissements étrangers pour renforcer ce secteur « stratégique », une main-d'œuvre ultra-compétitive, une bourgeoisie monopoliste d'Etat mature et une très forte homogénéité nationale rendant très difficile pour les concurrents impérialistes l'instrumentalisation de conflits entre nationalités. (Le cas du Tibet est tout à fait marginal.) La Chine n'est pas l'Inde compradore qui compte aujourd'hui pas moins de 18 langues officielles. Tout ceci explique que sur la voie du développement du capitalisme, l'URSS révisionniste et la Chine aient suivi des voies aussi différentes.

## PARTIE 4 — Le « non-alignement » et le tiers-mondisme : armes au service de l'impérialisme

### 1° Les origines et les fondements du non-alignement et du tiers-mondisme

« L'histoire ne connaît pas de cas de pays qui se soit engagé sur le chemin du socialisme et qui ait bâti le socialisme sous la direction d'un parti ou d'une organisation politique non marxiste-léniniste. (...) Il est vrai qu'actuellement dans le monde il y a beaucoup de gens qui parlent de socialisme, il y a également beaucoup de partis qui se font passer pour des partis socialistes et qui prétendent guider la lutte pour le socialisme. Toutefois il ne faut pas juger les choses sur les mots et les noms que s'attribuent les gens et les partis. Bien au contraire il faut juger par leurs actes, par leur attitude pratique, par la politique qu'ils suivent, en observant à qui servent et à qui profitent leurs points de vue et leurs actes ».<sup>369</sup>

La théorie du « non-alignement » — à l'instar de la théorie des « trois mondes » —, « vise à détourner les peuples de la vraie lutte contre l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique et à coller des étiquettes « progressistes », « démocratiques », aux cliques et aux chefs réactionnaires, laquais déclarés de l'impérialisme et du néo-colonialisme ».<sup>370</sup> Voici comment les marxistes-léninistes ont toujours caractérisé le rôle objectif des théories tiers-mondistes bourgeoises.

Marxistes-léninistes, nous refusons d'assimiler aveuglément toute prétendue « révolution anti-impérialiste » — surtout quand elle reste cantonnée à son étape anti-coloniale —, à une « révolution socialiste ».

La transformation de la première en la seconde n'est ni mécanique, ni automatique, pour la simple raison que dans les pays coloniaux, une partie de la bourgeoisie nationale est intéressée au renversement du joug impérialiste et est amenée de ce fait à *soutenir*, voir *diriger* (de manière plus ou moins conséquente selon la situation) le combat des couches populaires pour leur affranchissement du joug exercé par le Capital étranger et la fraction de la bourgeoisie indigène qui lui est liée et profite des retombées de cette exploitation. Ce n'est pas parce qu'on a chassé les capitalistes étrangers que tous les exploités de l'intérieur ont disparu. Attention à ne pas confondre révolution démocratique-bourgeoise anti-impérialiste et révolution socialiste !

La première peut s'accompagner de mesures radicales (puritanisme révolutionnaire, nationalisations bourgeoises des secteurs appartenant auparavant au Capital étranger), dans la lutte contre le féodalisme et la mainmise du Capital étranger sur l'économie, tout en préservant les positions économiques de la petite et moyenne bourgeoisie nationale des villes et des campagnes.

Dans *La question nationale et coloniale*, Staline avait défini d'une façon très juste la révolution démocratique-bourgeoise anti-coloniale comme étant une révolution faite en faveur des masses paysannes et de la bourgeoisie indigène contre les propriétaires fonciers, les vestiges du féodalisme et la bourgeoisie compradore. Cette révolution vise donc à détruire les rapports de production pré-capitalistes et coloniaux qui maintiennent l'économie de ces pays dans un état d'arriération extrême (dans un pays colonial, le Capital étranger ne développe que quelques branches de la production, en faisant complètement abstraction du développement du marché intérieur indigène), afin de libérer le développement des forces productives, mais sur la voie de l'introduction et du développement des rapports de production capitalistes.

Un tel type de révolution, du fait qu'elle s'appuie sur la création d'un marché intérieur, profite à la bourgeoisie nationale qu'elle renforce, et aussi dans une moindre mesure aux masses travailleuses de ces pays : au fur et à mesure qu'augmente la productivité du travail, la bourgeoisie nationale peut concéder quelques améliorations de la condition matérielle des travailleurs, dans une mesure toujours très inférieure à la croissance de ses profits : la réduction de la pauvreté, sous le capitalisme, ne peut être qu'absolue, et non relative. Quand la richesse des travailleurs augmente, celle de la bourgeoisie augmente beaucoup plus rapidement ! En outre, sous le capitalisme, l'amélioration de la condition matérielle des travailleurs dans tel ou tel pays n'est possible que lorsque la puissance relative, c'est-à-dire le taux de profit de « leur » bourgeoisie augmente comparativement à celle des autres bourgeoisies concurrentes. Dans les pays dépendants, l'expropriation de la bourgeoisie compradore permet également de redistribuer de manière moins inéquitable les richesses, mais cela ne constitue aucune sorte de socialisme : la formation d'Etats bourgeois centralisés relève du développement de l'économie capitaliste mondiale et de l'internationalisation des moyens de production, malgré tous les freins qu'essaie de mettre la bourgeoisie impérialiste au libre développement de l'industrie de production des moyens de production.

La révolution anti-impérialiste (socialiste) met l'accent sur l'indépendance économique comme condition du maintien de l'indépendance politique — et se caractérise par la priorité donnée à l'industrie des moyens de production, tandis que la révolution anti-coloniale (démocratique-bourgeoise) espère profiter d'une meilleure (ou d'une plus « équitable ») intégration à la division internationale du travail. En tant que marxistes, nous refusons donc d'assimiler toute mesure de nationalisation à du socialisme, que ce soit dans les pays impérialistes comme dans les pays dépendants. Les nationalisations ne peuvent avoir un caractère socialiste que si elles s'accompagnent de l'expropriation sans indemnisation de la bourgeoisie dans son ensemble, impérialiste comme nationale (compradore comme patriotique).

La transformation de la révolution anti-coloniale en véritable révolution anti-impérialiste et donc en révolution socialiste nécessite que plusieurs facteurs soient réunis : 1° d'abord qu'existe un Parti communiste marxiste-léniniste capable de mobiliser les travailleurs de la ville et de la campagne contre le pouvoir impérialiste compradore sans pour autant céder la direction de cette lutte à la bourgeoisie nationale intéressée au renversement des capitalistes et propriétaires terriens compradore ; 2° ensuite que ce Parti parvienne à démontrer que les aspirations démocratiques des couches populaires et des travailleurs ne peuvent être réalisées que si la libération politique du joug de l'impérialisme est liée à la libération du joug social exercé non seulement par le Capital étranger, mais aussi par le développement du capitalisme même circonscrit dans le cadre du marché intérieur. En effet Marx soulignait que l'exploitation du travail salarié sur le plan national aboutissait nécessairement — du fait du fossé entre production et consommation sur le marché intérieur — à tisser des liens commerciaux forts avec d'autres pays bourgeois, et que sur la base de la théorie de la valeur-travail et de l'existence de degrés différents dans la productivité du travail social, ces relations *même strictement commerciales* se changeaient *nécessairement* à terme en une relation de *dépendance et d'assujettissement économique* des pays bourgeois les plus faibles au profit des plus puissants, capables de jeter sur le marché des quantités importantes de marchandises avec un coût de revient moindre.

Ainsi, si la « révolution anti-impérialiste » s'arrête à mi-chemin et reste entre les mains des capitalistes « nationaux », la libération politique et économique conquise grâce à la révolution anti-coloniale doit nécessairement devenir *purement formelle* et aboutir à créer une *nouvelle dépendance*, économique d'abord, qui engendre elle-même parallèlement une forte dépendance politique, quand bien même l'indépendance politique formelle est reconnue. Ceci conditionne dans une mesure déterminante la dégénérescence des organismes dits de « démocratie représentative », dégénérescence qui est le caractère immuable de tout régime de démocratie bourgeoise où la toute puissance du Capital prédomine. Cette dégénérescence a caractérisé l'ensemble des pays coloniaux qui, après s'être libérés du joug politique et militaire de l'impérialisme après le second conflit impérialiste mondial, sont finalement retombés dans une nouvelle dépendance économique et politique : le néo-colonialisme, généralisation des méthodes de domination impérialistes semi-coloniales.

C'est pourquoi, en tant que marxistes, nous devons aujourd'hui faire une nette distinction entre la révolution anti-impérialiste *socialiste* — tournée aussi bien contre les exploités de l'extérieur que de l'intérieur —, et révolution anti-coloniale *démocratique-bourgeoise* — tournée uniquement contre le Capital étranger et ses représentants indigènes. La seconde n'est qu'une révolution anti-impérialiste tronquée, partielle et limitée au rejet des méthodes coloniales. La préservation des positions économiques de la bourgeoisie nationale entraîne soit la néo-colonisation du pays, soit sa transformation en pays impérialiste. La première perspective est réservée aux pays trop faibles pour édifier une industrie de production des moyens de production, tandis que la seconde perspective est réservée aux pays qui, comme la Chine, ont mené une lutte radicale contre la domination du Capital étranger. Bien évidemment, la détermination de l'une de ces deux perspectives dépend avant tout de la force économique et du degré de soumission et de dépendance de la bourgeoisie nationale vis-à-vis du Capital étranger, ainsi que de sa place dans les rapports de production internationaux.

Les révisionnistes ont cherché à séparer ces deux types de révolution par une muraille de Chine, emboîtant le pas aux mencheviks en Russie, qui voyaient également la nécessité de passer par un « stade intermédiaire » de développement du capitalisme après le triomphe de la révolution anti-coloniale et anti-féodale, avant de pouvoir passer au socialisme, jugeant insuffisant le degré de développement des forces productives.

Afin de juger objectivement de la capacité économique des ex-pays dépendants s'engageant sur la voie du socialisme à se doter d'une industrie de production des moyens de production, même dans les conditions d'un blocus économique total vis-à-vis des puissances impérialistes, il suffit de rappeler qu'en 2005, l'Algérie et la Libye ont produit chacune 1 million de tonnes d'acier tandis que l'Iran et l'Afrique du Sud en ont produit chacune 9 millions de tonnes. A titre de comparaison la Russie tsariste qui comptait 160 millions d'habitants en 1913 ne produisit que 4 millions de tonnes d'acier la même année, soit 25 kg/habitant. Les marxistes-léninistes russes avaient estimé que c'était parfaitement suffisant pour édifier rapidement, c'est-à-dire en l'espace d'un *quinquennat*, les bases d'une puissante industrie de production des moyens de production. Les marxistes-léninistes albanais, bien que l'Albanie ne disposât à sa libération d'aucune industrie sidérurgique, n'en estimèrent pas moins non plus possible et nécessaire la construction du socialisme, dans des conditions évidemment beaucoup plus difficiles qu'en URSS, même au moment du triomphe du

révisionnisme à l'échelle mondiale. Aujourd'hui, très rares sont les pays qui ne produisent pas au moins quelques dizaines ou centaines de milliers de tonnes d'acier. Très rares sont donc actuellement les pays ne possédant pas les fondements d'une base industrielle lourde pour lesquels il serait difficile d'édifier par leurs propres forces une industrie de production des moyens de production et de construire le socialisme dans le cas d'un blocus économique total à l'égard du commerce des moyens de production.

Il est donc essentiel de différencier ces deux catégories de « révolutions anti-impérialistes » : d'une part la révolution anti-impérialiste conséquente, qui menée à son terme logique, se transforme en révolution socialiste comme nécessité pour conserver les acquis de la lutte de libération nationale et ne pas retomber sous une forme de dépendance semi-coloniale — ce que Staline appelait « dawisation » —, et d'autre part la révolution démocratique-bourgeoise anti-coloniale, qui échappe à la direction du prolétariat et qui conséquemment cherche à s'intégrer dans le jeu du commerce et des alliances impérialistes internationales, amenant à la différenciation des ex-pays coloniaux en pays dépendants semi-coloniaux d'une part et en nouveaux pays impérialistes d'autre part.

Dans certains cas en effet, comme en Chine, la bourgeoisie nationale peut chercher à occuper sa place dans le concert des nations impérialistes, après un long stade de « niveau inférieur du socialisme » ou l'Etat bourgeois-révisionniste concentre dans ses mains le Capital de la bourgeoisie nationale afin de réaliser les investissements lourds fondamentaux en vue de l'édification d'une base industrielle diversifiée, et de permettre ensuite le « développement des forces productives » du pays, avec l'aide du Capital étranger, mais sans pour autant lui laisser une entière liberté d'action. Ce pays est alors stigmatisé comme « autarcique » voir même « stalinien ». Pour la bourgeoisie impérialiste, même un pays de type comprador semi-colonial peut être affublé de l'étiquette « socialiste » ou « autarcique », par des pays bourgeois ayant des visées coloniales sur celui-ci, aussi longtemps que ce pays semi-colonial cherche à conserver une certaine indépendance vis-à-vis du système impérialiste et colonial en déniait au Capital étranger le droit de propriété direct des moyens de production.

Il existe des contradictions entre le Capital national et le Capital étranger, au point que leurs intérêts peuvent à un moment devenir antagonistes : un pays dont les principales branches de l'économie sont sous le contrôle direct et exclusif du Capital étranger peut voir se former une large coalition populaire (englobant ouvriers, paysans et la petite et moyenne bourgeoisie qui souffrent tous du joug exercé par la bourgeoisie latifondiaire et comprador liée à la défense des intérêts du Capital étranger, même si c'est dans des mesures diverses), sans pour autant que les principes de la production marchande et de l'esclavage salarié ne soient remis en cause dans le cadre national.

Des conflits ont donc inévitablement lieu entre les factions de bourgeoisie nationale des pays dépendants qui estiment que la croissance dépend de la soumission totale à l'impérialisme étranger (bourgeoisie comprador), et les factions de la bourgeoisie nationale dont les ambitions impérialistes lui font comprendre la nécessité de préserver un secteur d'Etat nationalisé dans les branches les plus fondamentales de l'industrie (industrie d'extraction et industrie de production des moyens de production). Ces conflits existent dans tous les pays semi-coloniaux.

Souvent ils revêtent un caractère réformiste, la bourgeoisie indigène étant dans la quasi-totalité des pays dépendants de type comprador.

De même que la social-démocratie des pays impérialistes ne cherche nullement le renversement des exploités, mais préfère parler « d'amélioration des conditions de vie » et de « redistribution plus équitable des richesses », de même la bourgeoisie indigène des pays dépendants ne cherche nullement une solution radicale à la crise : cette unique solution étant le socialisme. Elle ne peut donc espérer qu'obtenir des conditions de vente plus avantageuses pour l'exploitation de sa main-d'œuvre et pour la vente de sa production.

Parfois cependant, ces conflits prennent un caractère très aigu, en particulier dans les pays bourgeois semi-coloniaux comme la Chine d'avant 1949 et même dans les pays impérialistes multinationaux en déclin comme l'URSS social-impérialiste qui redevenait un pays semi-colonial, d'où la condamnation de la politique — entièrement soumise au Capital étranger —, de Gorbatchev par les révisionnistes chinois et la bourgeoisie impérialiste chinoise. On conçoit sans difficulté que seule la voie socialiste puisse garantir sur le long terme la marche en avant autant que la sauvegarde d'une véritable indépendance économique et politique à l'égard de l'impérialisme.

Tels sont les enseignements essentiels qu'il faut toujours avoir en vue quand on étudie le caractère de classe du non-alignement. C'est uniquement en se basant sur ces principes scientifiques que l'on peut s'orienter dans les tempêtes internationales de la lutte de classe sans verser dans les déviations de droite comme de « gauche ».

Les économistes et idéologues (petits-) bourgeois se plaisent à appeler « pays du sud », « pays en voie de développement » ou bien « pays du tiers-monde » les pays inclus dans la sphère néocoloniale de l'impérialisme. Les appellations varient selon les sensibilités, allant de la droite (c'est-à-dire les partisans déclarés de l'impérialisme), à « l'extrême gauche » (c'est-à-dire les néocolonialistes honteux et la petite bourgeoisie radicale). Dans la même logique mystificatrice et par souci de jeter un voile brumeux sur la relation de dépendance entre les centres impérialistes et leurs zones d'influence, les pays impérialistes, eux, sont renommés « pays du nord » ou pays « industrialisés » et « développés » ! Le fond commun de ces terminologies est de jeter un voile afin de masquer le caractère des relations économiques et politiques entre ces deux groupes de pays. Au sein du mouvement communiste international, la victoire des révisionnistes soviétiques n'a pas été sans incidence, puisqu'elle a entraîné la substitution d'une terminologie bourgeoise au-dessus des classes à la terminologie marxiste. Ainsi pour un marxiste, il est évident que le monde est divisé en deux camps : le monde capitaliste et le monde socialiste. Il existe certes des contradictions dans le monde capitaliste entre les pays impérialistes et les pays dépendants (coloniaux et semi-coloniaux), mais ceci ne remet pas en cause leur caractère bourgeois commun. Au contraire, pour les révisionnistes soviétiques le monde était divisé en trois camps : « les pays socialistes », « les pays capitalistes », et « les pays en voie de développement ».<sup>371</sup>

Le caractère de classe de ce troisième monde est éludé de manière évidente : les pays dépendants, coloniaux et semi-coloniaux, disparaissaient au profit de pays « en voie de développement ». Grâce à cette alchimie lexicale, *l'exploitation* cède ainsi miraculeusement la place à *la coopération* ! Voilà comment les révisionnistes substituent au marxisme-léninisme une forme à peine modifiée du kautskisme ! Cette *déviations théorique* servait évidemment les *visées stratégiques* de l'impérialisme en général et du social-impérialisme soviétique en particulier, lequel cherchait à flatter les cliques bourgeoises-compradore « non-alignées » des pays dépendants afin de les attirer à lui.

Cette déviation, sous-tendue par les conceptions maoïstes de « démocratie nouvelle » sera renommée « théorie des trois-mondes » par les impérialistes chinois.

C'est dans ce cadre qu'il faut replacer le mouvement des « non-alignés ».

En avril 1955 se réunit à Bandung en Indonésie la Conférence de solidarité afro-asiatique qui regroupait à l'origine les chefs de gouvernement de 29 pays asiatiques et africains : Nehru, Chou en-lai, Nasser, Sukarno et Tito, se tenant par la main, posèrent les bases du « non-alignement ». La Chine, l'Inde, le Pakistan, l'Indonésie et l'Algérie faisaient partie des poids lourds de cette conférence qui préfigurait les idées tri-mondistes que les révisionnistes chinois développeront ouvertement dès les années 1970, illustrant déjà les ambitions des pseudo-communistes chinois qui cherchaient à jouer un rôle de premier plan au sein des « non-alignés » qui représentaient une bonne part du « second-monde ». L'Albanie socialiste refusa évidemment de participer à cette conférence. Elle n'eut de cesse de dénoncer dans le non-alignement et les théories tiers-mondistes révisionnistes-bourgeoises des théories réactionnaires au service du système impérialiste.<sup>372</sup> Dans un programme en dix points, ces représentants de la bourgeoisie nationaliste des pays du tiers-monde se déclarèrent « d'accord avec les principes de la coexistence pacifique et du droit à l'autodétermination de chaque nation ». Ils s'exprimèrent contre la « politique impérialiste de l'oppression coloniale et des pactes militaires ». En fait, « l'anti-impérialisme » des pays « non-alignés » se résumait à leur rejet de la domination impérialiste sous sa forme la plus brutale : la forme coloniale. Dans la résolution finale de la Conférence, était condamné le colonialisme et le racisme, ainsi que l'impérialisme en général. L'apartheid sud-africain, la présence coloniale en Afrique ainsi que la politique colonialiste d'Israël en Palestine y étaient dénoncés, mais les bourgeoisies nationales des pays dépendants n'invitaient nullement les peuples colonisés à prendre en main leur destin et à imposer ce rejet : les pays signataires recommandaient aux pays encore colonisés de préférer à la lutte armée la « négociation » avec les pays impérialistes et la recherche de « solutions pacifiques à l'indépendance ». A défaut d'être « alignés » sur un pays impérialiste exclusif, les « non-alignés » étaient en revanche clairement alignés sur le système impérialiste mondial ! Du 17 au 21 juillet 1956 eût lieu une autre rencontre entre Nasser, Nehru, et Tito, mais cette fois-ci à Brioni en Yougoslavie où ils condamnèrent à nouveau toute forme de colonialisme et réaffirmèrent les principes du non-alignement. De quelle « indépendance » pouvait-il donc être question, sinon d'une indépendance semi-coloniale, tronquée, illusoire et purement formelle ? Que pouvaient leur accorder d'autre de manière pacifique les pays impérialistes ? N'était-il pas démagogique de demander ces « règlements pacifiques » des questions internationales alors que l'on reconnaissait la rivalité opposant deux blocs (impérialistes) ? Cette rivalité ne devait-elle pas nécessairement amener à des heurts armés, au moins dans les pays dépendants ? Prétendre le contraire, c'est rompre sans retour avec le marxisme.

Le non-alignement affichait officiellement l'objectif de la recherche d'une « troisième voie » consistant en une sorte de « régime intermédiaire », distinct des pays du « capitalisme pur et dur » et des pays socialistes. C'était la voie empruntée par la « démocratie nouvelle » chinoise.

La bourgeoisie nationale des pays dépendants cherchait par là à définir sa voie au social-démocratism « tiers-mondiste », en essayant d'échapper tout autant au colonialisme qu'à la révolution socialiste, consciente d'ailleurs que la domination coloniale de l'impérialisme renforçait dangereusement les aspirations socialistes des

masses exploitées et opprimées. La bourgeoisie des pays dépendants se posait ainsi comme étant « socialiste » vis-à-vis de sa propre population sans renier le moins du monde ni ses ambitions nationalistes au niveau international ni ses accords commerciaux et financiers avec les autres pays bourgeois, impérialistes et révisionnistes. Ainsi tout en disant s'inspirer de sentiments « anti-colonialistes » et « anti-impérialistes », le « socialisme arabe » baathiste s'opposait au marxisme à cause de son « rejet du nationalisme ».

La bourgeoisie nationaliste « non-alignée » procéda bien entendu à des réformes économiques et sociales de type démocratiques-bourgeoises qui lui assurèrent souvent un soutien social bien supérieur à celui des cliques gouvernementales compradore pro-colonialistes. Ainsi les plus radicales d'entre elles procédèrent à la redistribution des terres qui avaient autrefois été confiées à des colons, ainsi qu'à la nationalisation des principales richesses et industries ayant appartenu au Capital étranger. Ces mouvements s'inscrivaient donc dans le mot d'ordre de « libre disposition d'elles-mêmes des nations ». Mais c'était oublier la réalité de la production marchande internationale, amenant nécessairement à la différenciation des ex-pays coloniaux, la plupart dégénéralant en semi-colonies au profit de quelques-uns accédant au statut de puissance impérialiste régionale. La « révolte » tiers-mondiste que représentait et représente encore aujourd'hui le mouvement des non-alignés est donc une « révolte » des plus modérées, les anciennes colonies n'hésitant pas à tendre la main en direction de leurs anciens esclavagistes afin de « développer la coopération économique et technique ».

Le tiers-mondisme est l'idéologie de la bourgeoisie nationale des pays dépendants et des valets honteux de l'impérialisme, qui cherchent à troquer la dépendance coloniale politique et économique maintenue par le joug militaire de l'impérialisme contre une dépendance économique et ainsi à mystifier les peuples... Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si le « non-alignement » est en vogue chez les petit-bourgeois des pays dépendants comme chez ceux des métropoles impérialistes.

En 2005, le magazine bourgeois-réformiste altermondialiste *Alternatives internationales* a fêté le 50<sup>ème</sup> anniversaire de « la naissance de l'altermondialisme d'Etat » à Bandung. Cette conférence, « célébrée comme le réveil des peuples du tiers-monde » affirmait le « droit à l'autodétermination » et demandait une « refonte des rapports économiques » basée sur « la coopération commerciale, la stabilisation des prix des matières premières, la création d'un fonds spécial des Nations unies pour le développement et d'une Corporation financière internationale, ainsi que la réorientation d'une partie des affectations des ressources de la Banque mondiale. » Condamnant « le colonialisme sous toutes ses manifestations », le mouvement des pays non-alignés réclamait « l'instauration d'un nouvel ordre économique international ».<sup>373</sup> **L'altermondialisme joue donc, de l'aveu même de ses idéologues, le rôle qu'a joué le mouvement des non-alignés**, mais dans les conditions nouvelles de la « mondialisation » où les Etats sont censés « avoir disparus », et où il faudrait donc directement influencer sur les multinationales ! Mais ces entreprises « multinationales » ne sont-elles pas la propriété d'investisseurs dont l'immense majorité appartient à une poignée d'Etats impérialistes et qui déterminent la politique de ceux-ci ?

Les réformistes petit-bourgeois rejettent *en apparence* l'impérialisme, ils dénoncent ses manifestations coloniales et semblent même dénoncer ses manifestations commerciales et financières. Si l'on en reste à la surface des choses et si l'on se contente d'étudier les épiphénomènes, alors oui.

Mais dès que l'on creuse un peu, le caractère bourgeois, réformiste et réactionnaire de cette critique devient évident, et la transposition des conceptions sociale-démocrates à l'échelle mondiale, flagrante. Pour ces kautskistes, les agressions armées sont condamnables, et résultent de choix politique « libres », c'est-à-dire indépendants des conditions économiques concrètes et du rapport de forces inter-impérialiste : le Capital financier peut choisir d'opter pour des méthodes guerrières ou pour des méthodes pacifiques. Pour eux, d'ailleurs, les méthodes pacifiques de domination impérialiste ne sont pas condamnables dans *l'absolu*, ils ne condamnent que les *excès* de la politique impérialiste de pillage financier des pays dépendants. En bons sociaux-démocrates ils ne sont pas pour l'abolition de l'exploitation des pays dépendants, mais pour qu'il leur soit laissé une meilleure rémunération. C'est le vœu pieux du petit-bourgeois philanthrope qui s'imagine *possible et souhaitable* d'élever la grande masse des travailleurs à une vie d'aisance dans les conditions de l'exploitation salariée ! Les révisionnistes, eux, paraissent plus radicaux, pour eux, l'exploitation financière est inacceptable par principe, seules sont acceptables les échanges commerciaux ou les prêts d'Etat à Etat. C'est donc en d'autres termes l'idéalisation de l'époque du capitalisme pré-monopoliste, où régnait sans conteste la production marchande et où le rôle des prêts internationaux était marginal.

Ils ignorent que la différence fondamentale entre l'exportation de *marchandises* et l'exportation de *Capital* est que dans le cas de l'exportation de marchandises, la plus value est déjà renfermée dans la marchandise car elle y a été incorporée par les ouvriers du pays exportateur, tandis que dans le cas de l'exportation de Capital, la plus-value est créée par les ouvriers du pays où est exporté le Capital, que ce Capital soit exporté sous la forme d'un emprunt servant à retirer indirectement un intérêt — la bourgeoisie nationale indigène le faisant alors fructifier où bon lui semble —, ou qu'il fournisse directement des moyens de production apporté par l'investisseur étranger et qui y créera la plus value sur le sol indigène — la bourgeoisie nationale indigène ne faisant alors que servir d'intermédiaire à l'investisseur étranger qui reste le seul décideur de l'utilisation du Capital. Cependant, même dans le cas de la production marchande « pure », l'exploitation n'est nullement supprimée. La division internationale du travail en est l'origine.

Sous l'impérialisme, l'exportation de marchandises sert aux pays impérialistes à asseoir leur domination commerciale sur certains segments du marché mondial, c'est-à-dire aussi souvent que possible par l'exportation de marchandises de très hautes technologies renfermant le plus de travail accumulé, s'échangeant contre un volume supérieur de marchandises indigène. L'exportation de Capital, elle, sert au contraire à stimuler la production d'objets de matières premières nécessaires aux métropoles impérialistes et de biens de consommation courante au plus bas coût possible destinés à l'exportation vers les métropoles impérialistes pour améliorer la condition matérielle du prolétariat des métropoles.

L'essentiel pour les pays impérialistes est de veiller à ce que les profits qu'ils retirent des exportations de marchandises et de capitaux vers les pays dépendants les aident à maintenir la dépendance économique et politique de la bourgeoisie nationale indigène, permettant ainsi à l'impérialisme de lui dicter ses ordres. L'exportation de Capital signifie donc la subordination des pays dépendants et leur assujettissement au système impérialiste mondial. L'essentiel pour l'impérialisme est donc que la bourgeoisie nationale des pays dépendants se satisfasse de ces transactions, qu'elle reste une bourgeoisie indigène de type compradore ne cherchant pas à développer

des productions non désirées par ses donneurs d'ordre impérialistes, et en premier lieu celles qui pourraient rompre ces mécanismes de dépendance, comme une industrie de production des moyens de production puissante et diversifiée qui ferait naître un nouveau concurrent impérialiste et aggraverait la lutte pour les débouchés commerciaux et financiers.

L'essentiel est que pour les nationalistes bourgeois et les révisionnistes, le fait de commercer ou d'investir ne peut pas être considéré comme une forme de colonialisme. Il est évident que la condition semi-coloniale d'un pays dépendant présente des similitudes essentielles avec la condition du prolétariat sous le capitalisme : les deux sont forcés de louer leur force de travail à ceux qui possèdent les moyens de production pour subsister, troquant ainsi les libertés politiques formelles accordées par les exploités contre un esclavage économique bien réel. La remise en cause de l'esclavage économique des pays semi-coloniaux, visant à utiliser les libertés politiques et économiques formelles se traduit alors par l'agression militaire, coloniale et fasciste de la part des puissances impérialistes.

Bien sûr, de même qu'il est évident pour un marxiste-léniniste que la démocratie bourgeoise offre aux exploités plus de facilités pour lutter à « armes égales » contre les exploités que le fascisme qui prend les devants et réprime impitoyablement toute forme de résistance des exploités au moyen de l'appareil militaro-policié bourgeois, de même il est tout aussi évident que la condition semi-coloniale d'un pays dépendant offre à sa population laborieuse des conditions de lutte bien plus favorables que celles qu'offre le cadre répressif du colonialisme, qui cherche à anéantir lui aussi dans un bain de sang toute aspiration à l'affranchissement du joug militaire, politique et économique vis-à-vis du Capital étranger. Quel est l'idéal des combattants contre le fascisme ? Veulent-ils renverser le fascisme pour rétablir la démocratie bourgeoise formelle, tronquée et illusoire au sein de laquelle est d'ailleurs né le fascisme, ou bien veulent-ils renverser simultanément le fascisme et la démocratie bourgeoise qui l'engendre ? Quel doit être l'idéal des combattants contre l'impérialisme ? Le renversement de l'oppression coloniale et la substitution de méthodes semi-coloniales « démocratiques et pacifiques » d'exploitation, ou bien le renversement *complet* de la domination et de l'exploitation par le Capital étranger, autant sous ses formes coloniales que semi-coloniales ?

Que disent en général les politiciens bourgeois quand les travailleurs cantonnent leurs revendications politiques et économiques à des « augmentations de salaire » et à la lutte « pour le renforcement de la démocratie représentative contre l'extrême droite » ? Ils applaudissent en marmonnant : « combattez, combattez tant que vous voulez pour ceci, car pendant ce temps, nous capitalistes continuons d'engranger « démocratiquement » nos profits tout en sachant bien que votre combat est perdu d'avance : ce combat ne nous dérange pas en cette période de prospérité économique, et quand la crise sera là, nous prendrons les mesures adéquates pour vous enlever de la tête cette envie de colporter même jusqu'à vos lubies réformistes ! »

Que disent les impérialistes quand les peuples opprimés et les « marxistes-léninistes » cantonnent leur lutte « anti-impérialiste » à la lutte anti-coloniale, « contre les agressions militaires de l'impérialisme » et « pour le renforcement de l'égalité, de la démocratie et de la coopération entre les peuples » ? Ils applaudissent également, en marmonnant : « combattez, combattez tant que vous voulez pour ceci, car pendant que vous ne parlez que « mauvais élèves » de la bourgeoisie nationale des pays dépendants que nous mâtons par la force parce qu'ils ne nous ont pas obéi au doigt et à l'œil, nous continuons d'exploiter « pacifiquement et

démocratiquement » l'immense majorité de la population mondiale ! Continuez donc de propager chez eux le désir d'être exploités « pacifiquement », cela nous sera utile pour affaiblir leur volonté de se libérer du joug du Capital étranger ! »

Dans la question de lutte contre l'impérialisme, il est fondamental de se préserver de deux déviations. La première déviation est la déviation réputée « droitière » qui consiste à proclamer que l'impérialisme peut très bien exister sans les guerres coloniales pour l'appropriation et le repartage des sphères d'influence. C'était la thèse des partisans de la II<sup>ème</sup> Internationale et de Kautsky. C'est donc par conséquent historiquement cette déviation qu'ont combattu en premier chef les marxistes-léninistes. Cependant, ce qui était vrai jusqu'au deuxième conflit impérialiste mondiale, ne l'est plus que *partiellement* depuis les années d'après-guerre. Si au cours des premières décennies (qui ont marqué la naissance puis le développement du système colonial de l'impérialisme), le colonialisme (asservissement économique maintenu par le joug militaire) a été nécessaire pour développer les rapports de production bourgeois dans les colonies et les enchaîner aux métropoles impérialistes, une fois ceux-ci développés, le colonialisme n'est plus absolument nécessaire pour maintenir la dépendance des pays inclus dans la sphère d'influence de l'impérialisme. Cela ne veut évidemment pas dire, comme les kautskistes, les khrouchtchéviens et les défenseurs camouflés de l'impérialisme l'affirment, que l'impérialisme a renoncé (ou veut renoncer) définitivement aux agressions militaires et donc à la forme de domination coloniale. L'affirmer serait semblable à affirmer que la bourgeoisie des Etats démocratiques-bourgeois ne cherchera jamais en période de crise à substituer aux formes démocratiques-bourgeoises de gouvernement les méthodes fascistes de gouvernement ! L'affirmer serait donc cautionner (ou tout au moins se mettre à sa remorque) le discours des serviteurs de la politique coloniale de l'impérialisme ainsi que les ingérences « humanitaires » et « démocratiques » des puissances impérialistes, tout en donnant son complet assentiment à la politique néo-coloniale de l'impérialisme.

Aujourd'hui, l'immense majorité des communistes se réclamant du marxisme-léninisme, parce qu'elle n'a compris les fondements de l'impérialisme que de manière dogmatique, incomplète et superficielle a concentré de manière exclusive le feu de sa critique sur *l'aspect colonial* de la politique impérialiste (héritage du révisionnisme et du social-démocratisme), en « oubliant » que la politique de l'impérialisme est depuis plusieurs décennies à *dominante néo-coloniale*. Cette tendance principale n'empêche évidemment nullement — à l'image de ce que l'on observe sous la forme de gouvernement démocratique-bourgeois, où finit toujours par s'exprimer les tendances à la réaction de l'impérialisme —, que la domination de l'impérialisme et la lutte inter-impérialiste pour le repartage des sphères d'influence aboutisse à des agressions coloniales.

Ce qui était vrai durant l'entre-deux guerres où la politique impérialiste s'exprimait essentiellement sous sa forme coloniale, est devenu incomplet et même profondément erroné quand l'impérialisme a décidé de lui substituer la politique de type néo-colonialiste. Ce n'est donc pas pour rien que la social-démocratie et les révisionnistes ont pu aussi à tel ou tel moment dénoncer des agressions militaires de l'impérialisme (la plupart de temps de puissances impérialistes concurrentes d'ailleurs), en oubliant l'essentiel : la politique néo-coloniale de l'impérialisme.

Qu'on ne se méprenne pas sur nos propos : dire que le néo-colonialisme est depuis plusieurs décennies et jusqu'à aujourd'hui encore, la politique « préférée » de l'impérialisme, ne signifie pas que la politique coloniale soit abandonnée ou tendra

de plus en plus à être abandonnée. Reconnaître comme *dominante* la tendance néo-coloniale actuelle de l'impérialisme signifie simplement comprendre que l'impérialisme use aussi parallèlement au colonialisme d'un autre moyen pour conserver et étendre sa domination dans les pays dépendants : le néo-colonialisme. La bourgeoisie impérialiste opte tantôt pour la forme de domination coloniale, tantôt pour la forme de domination néo-coloniale selon que les circonstances lui sont plus ou moins favorables. L'exacerbation des rivalités inter-impérialistes joue ici un rôle essentiel. Dans les petits pays dépendants riches en ressources (présentant donc les perspectives d'un profit maximal), l'impérialisme est plus enclin et hésite moins à opter pour la politique de type coloniale, tandis que dans les pays dépendants, plus vastes, plus peuplés et plus pauvres, c'est généralement la politique néo-coloniale qui donne les meilleurs résultats. Cependant là encore, il n'y a pas de recette toute faite, valable en tout temps : au fur et à mesure que se durcit la concurrence entre pays impérialistes, que la crise des débouchés s'approfondit et que la demande en matières premières augmente, des pays dépendants qui constituaient hier encore un objectif stratégique « secondaire » peuvent devenir des objectifs importants, et des enjeux essentiels des rivalités inter-impérialistes.

Evidemment ces tentatives de transformer une domination de type coloniale (très coûteuse pour l'impérialisme et difficilement tenable à long terme et à une large échelle — vu les moyens militaires nécessaires pour maintenir l'occupation) en une domination de type néo-colonialiste (semblant de démocratie bourgeoise enchaînée à la division internationale du travail) sont très périlleuses et aléatoires pour l'impérialisme, d'abord par ce que cela ne peut pas assurer à une seule puissance impérialiste la mainmise exclusive d'une seule puissance impérialiste. C'est pourquoi on voit se mêler, même dans le cas des agressions de type colonial, des éléments de domination de type néo-coloniaux. Ainsi, l'impérialisme américain qui a décidé de l'annexion militaire de l'Irak, tente depuis à travers l'introduction d'une « démocratie » qui lui soit fidèle, de repasser à une domination de type néo-colonial. La réussite de ce tour de passe-passe visant à mystifier les peuples des pays dépendants (Yougoslavie, Afghanistan et Irak dernièrement), dépend avant tout du degré de soumission de la bourgeoisie indigène à la bourgeoisie des métropoles impérialistes auxquelles les chaînes du commerce et des IDE l'enchaînent, de sa capacité à faire passer la dépendance économique pour une perspective de « développement » et de « retombées » économiques positives à moyen-long terme...

Si l'on jette aujourd'hui un coup d'œil sur le mouvement se réclamant du marxisme-léninisme, il est évident que dans les questions de politique extérieure (comme dans celle de politique intérieure), où la majorité des camarades le composant jettent *toutes leurs forces* contre le colonialisme, il n'a jusqu'ici pas réussi à se hisser au dessus du « niveau bourgeois » et révisionniste : c'est-à-dire la réalisation de la revendication d'essence petite-bourgeoise du droit à l'autodétermination...

Les révisionnistes « marxistes-léninistes » actuels ont indéniablement réduit l'anti-impérialisme aux conceptions kautskistes que Lénine avait pourtant dénoncées dans *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, dans le sens qu'ils sont restés prisonniers d'une conception purement *coloniale* de l'impérialisme. En effet, en « bons kautskistes », les révisionnistes continuent de prendre le contre-pied de la réalité : quand ce sont les méthodes coloniales qui ont la primeur, les kautskistes s'obstinent à chercher l'embryon d'une exploitation impérialiste concertée

pacifiquement au niveau international ; au contraire, quand ce sont les méthodes semi-coloniales qui ont la primeur, ils ne voient plus que les agressions coloniales !

Certes, le colonialisme est plus « spectaculaire » dans ses manifestations extérieures, dans ce sens qu'il est synonyme de massacres et de destructions, tandis que le néo-colonialisme, lui, décime les peuples des pays dépendants à petit feu, à travers le chômage et la misère massifs. Mais Marx et Lénine ont-ils réduit le capitalisme à la violence de l'appareil d'Etat militaro-policier bourgeois, ou bien ont-ils démontré que cet appareil d'Etat militaro-policier ne servait à la bourgeoisie qu'à lui donner l'assurance de la continuité de son système d'exploitation durant les périodes de crise ? Ne devons-nous pas au même titre, nous, marxistes-léninistes, dénoncer les méthodes coloniales comme étant *parfaitement complémentaires* des méthodes semi-coloniales, dès que celles-ci deviennent insuffisantes à maintenir le joug « pacifique » de l'exploitation ?

Ne sommes-nous donc pas en droit d'affirmer que le *colonialisme* est au *néo-colonialisme*, ce que le *fascisme* est au *démocratie bourgeois* ? Sans aucun doute possible !

Qu'ont fait *objectivement* les révisionnistes depuis un demi-siècle, et que continuent encore aujourd'hui de faire de nombreux camarades se réclamant du marxisme-léninisme, sinon exhorter à la lutte contre le colonialisme avec au bout du chemin la perspective de la soumission « démocratique et pacifique » des peuples des pays dépendants à l'exploitation ? Nous pourrions citer, dans la presse des révisionnistes d'hier comme dans celles de beaucoup d'organisations se réclamant aujourd'hui du marxisme-léninisme, une quasi-infinité d'exemples de cette lutte tronquée contre « l'impérialisme », et qui aujourd'hui comme hier présentent (-aient) le premier régime nationaliste bourgeois venu, — pourvu qu'il se montre un tant soit peu nationaliste —, pour un pays « anti-impérialiste » ou même « socialiste » ! Mais nous nous contenterons de donner quelques-uns de ces exemples.

« L'anti-impérialisme » des marxistes ne doit pas se réduire à la lutte contre la politique impérialiste de type colonialiste (pressions et agressions militaires ainsi que les embargo économiques), mais doit aussi insister sur la politique néocolonialiste de l'impérialisme — c'est-à-dire l'intégration à la division internationale du travail et l'exportation de capitaux — qui marche de pair avec la politique colonialiste. Comme le remarquait Lénine, les puissances impérialistes recourent à telle ou telle forme de domination selon les circonstances plus ou moins favorables, selon qu'elles sont des puissances impérialistes anciennes et en déclin relatif (à l'instar des USA qui s'appuient alors sur leur potentiel militaire) ou des puissances impérialistes jeunes et dynamiques (à l'instar de la Chine) qui doit d'abord opter pour la forme semi-coloniale afin de conquérir les marchés détenus par les concurrents plus forts

En effet un tel « anti-impérialisme », reste circonscrit à celui des démocrates bourgeois qui détachent la politique impérialiste de type coloniale de l'existence du commerce et des investissements internationaux, or ces deux politiques sont le revers d'une même médaille et traduit donc des conceptions kautskistes et réformistes de l'impérialisme. Un tel « anti-impérialisme » qui traduit une conception démocrate petite-bourgeoise sentimentale, ne s'appuie pas sur les enseignements du marxisme-léninisme et ignore les bases mêmes de l'économie politique marxiste-léniniste, en conséquence de quoi elle ne remet pas fondamentalement en cause l'impérialisme. Par conséquent, limiter la lutte contre l'impérialisme aux luttes contre les annexions coloniales, c'est tronquer la lutte contre l'impérialisme, c'est la réduire à ce que souhaite la bourgeoisie impérialiste. N'est-ce pas cette sorte d' « anti-impérialisme »

petit-bourgeois qui est défendu par l'immense majorité de ceux qui se réclament du communisme dans un front allant du P«C»F à certains « marxistes-léninistes », en passant par les trotskistes, le PTB et la « ligue anti-impérialiste » inclus ?<sup>374</sup> Le tiers-mondisme en reste aux vœux pieux des démocrates-bourgeois, qui comme Lénine avait tant raison de souligner, s'insurgeaient contre un seul des aspects de la domination impérialiste — sa domination militaire —, tandis qu'elle laisse dans l'ombre l'autre aspect tout aussi essentiel — sa domination économique —, facteur premier de toute véritable domination.

Continuer de focaliser aujourd'hui *uniquement* sur la politique coloniale de l'impérialisme est donc une attitude *irresponsable* (dans le cas où on ignore ceci) et *criminelle* pour ceux qui se réclament du marxisme, car c'est là oublier la tendance fondamentalement néo-coloniale de l'impérialisme contemporain, et ainsi cacher aux peuples, aux travailleurs et aux communistes des pays dépendants, que ce n'est pas parce que leur pays n'est pas agressé par l'impérialisme qu'il est pour autant « libre » et « indépendant » vis-à-vis de celui-ci !

Certains nous dirons peut-être : « camarades, vous caricaturez nos positions, certes nous traitons le plus souvent dans notre presse de la politique coloniale de l'impérialisme, mais voyez également comme nous soutenons la suppression de la dette des pays coloniaux... »

Ainsi, la « suppression de la dette extérieure » serait la panacée dans la lutte contre la politique néo-coloniale de l'impérialisme ? Si oui, alors pourquoi la social-démocratie — tels le parti « socialiste », les altermondialistes, et « l'extrême gauche » —, soutient-elle sans la moindre réserve ces revendications ? N'est-ce pas là lutter contre les résultats des relations économiques pour détourner l'attention de ses causes objectives ?

C'est en effet prendre le résultat des relations économiques de type néo-colonial — l'endettement des pays dépendants vis-à-vis de leurs créanciers impérialistes — pour la cause des relations économiques inéquitables, et surtout c'est ignorer quelle est la cause réelle, le mécanisme économique objectif qui crée, entretient et renforce la dépendance des sphères d'influence vis-à-vis des métropoles impérialistes. Certes, il est indéniable que la dette est un instrument supplémentaire de l'impérialisme, qui renforce la dépendance et qu'il utilise pour imposer à ses néo-colonies les politiques économiques et sociales les plus réactionnaires, tel est le rôle joué par les plans d'ajustement structurels (PAS) du FMI et de l'OMC. Les démocrates-bourgeois voient la dette extérieure comme un « piège » que n'ont pas su éviter les pays affranchis du colonialisme, mais ce « piège » n'était-il pas plutôt une conséquence naturelle et inéluctable de la « coopération économique » et de leur incorporation à la « division internationale du travail » ? De manière indiscutable !

Les marxistes-léninistes albanais soulignaient que le néo-colonialisme ne peut pas être détaché de l'endettement extérieur qui s'était accru dans des proportions gigantesques au cours des années 1970-1980, citant comme exemple la dette de l'Amérique latine qui était passée de 33 à 360 milliards de dollars durant la période 1973-1984. Ils soulignaient ensuite que cet endettement déséquilibrait tout leur système économique et empiétait sur leur indépendance politique :

« La bourgeoisie a utilisé les exportations de capitaux comme un moyen efficace pour piller les autres peuples, limiter leur indépendance économique et préparer les conditions de leur asservissement politique ». <sup>375</sup>

Au contraire des altermondialistes et autres petit-bourgeois pour lesquels l'endettement n'est pas une fatalité inéluctable, mais le résultat de choix délibérés

résultant de politiques « néo-libérales », les marxistes-léninistes albanais ne voyaient dans la crise de l'endettement que le résultat des mécanismes objectifs de la production marchande internationale : « la crise de l'endettement n'est pas un phénomène fortuit », en effet elle « pousse ses racines plus profondément dans la structure de l'économie de ces pays ». Ils remarquaient que « l'irruption des capitaux des néo-colonisateurs dans les anciens pays coloniaux et dépendants » était « étroitement liée au développement et à l'action toujours plus étendue des multinationales » qui ont « joué un rôle important dans l'orientation de l'économie des anciens pays coloniaux et dépendants en les soumettant toujours plus à la dépendance des métropoles ». Ils insistaient ensuite sur le fait que cette néo-colonisation n'était pas accidentelle, qu'elle avait été facilitée par le fait que « dans bien des cas, il y a été conservé l'ancien système financier » et « que beaucoup de pays qui ont proclamé leur indépendance politique n'ont presque pas porté atteinte aux positions du capital étranger dans leur économie ». En matérialistes conséquents, les marxistes-léninistes albanais montraient que cette mainmise du Capital étranger sur l'économie des pays dépendants amenait à les river à la « division internationale du travail » et à « maintenir leur spécialisation dans la production de matières premières et de produits agricoles, dont les prix avaient connu des hauts et des bas, ainsi que leur entière dépendance des produits finis importés par les métropoles, dont les prix avaient toujours eu tendance à augmenter. » Il était alors évident que cette spécialisation contribuait « à maintenir le retard des forces productives dans ces pays, à accentuer les disproportions structurelles dans leur économie », à « accroître leur dépendance à l'égard des métropoles » et ainsi à « intensifier le pillage des richesses, du labour et de la sueur des peuples des anciens pays coloniaux et dépendants » par les puissances impérialistes. Ils démontraient également que les pays révisionnistes d'Europe de l'Est ne faisaient pas exception, la Yougoslavie, mais aussi la Roumanie, la Hongrie et la Pologne s'étant même endettées vis-à-vis du FMI dont elles suivaient désormais les injonctions, procédant à de multiples dévaluations de leurs monnaies. Traitant de l'endettement croissant des pays néo-coloniaux, qui conduisait souvent les pays dépendants à ne même plus être en mesure de s'acquitter du service de leur dette, ils remarquaient que les créanciers comme les débiteurs arrivaient parfois à s'entendre sur l'annulation d'une partie des dettes et sur la modification des termes du remboursement des emprunts, autant du fait de l'obtention de nouvelles concessions de la bourgeoisie compradore, qu'à cause de leur crainte commune d'attiser la colère du prolétariat indigène.<sup>376</sup>

Un travailleur « libre » et un travailleur endetté auprès de sa banque sont tous deux exploités. L'idéal que les marxistes veulent réaliser n'est pas celui de faire de tous les travailleurs des travailleurs libres, exploités par la bourgeoisie, certes, mais ayant assez pour vivre, l'idéal des marxistes, c'est l'abolition du salariat tant sous sa forme « libre » — le libre esclavage de soi-même enchaîné dans des chaînes dorées —, que sous ses formes contraintes — le couperet du banquier qui attend qu'on lui rembourse une dette et qui envoie l'huissier... et la gendarmerie en cas de rébellion, ainsi que le fascisme. Mais cette dette, elle ne s'est tout de même pas créée toute seule ! Que dirait un marxiste-léniniste si on lui disait : « il faut imposer au patronat des hausses de salaires » ? Il dirait : c'est ceci la lutte anti-capitaliste ? Ou bien n'est-ce pas plutôt une lutte réformiste circonscrite dans le cadre de la société bourgeoise ? N'est-ce pas « oublier » que le propre du prolétariat est de n'obtenir en général que le strict nécessaire pour survivre ? La bourgeoisie n'est-elle pas la seule à pouvoir

réellement accumuler ? Le même mécanisme ne se reproduit-il pas dans les relations entre pays dépendants et pays impérialistes ?

Il est évident que le « non-alignement » des années 1950-1970 a conduit à un cuisant échec, puisque non seulement il n'a jamais empêché les pays impérialistes de se lancer dans des agressions coloniales, mais qu'il a en outre amené à la semi-colonisation des pays prétendument « non-alignés ». Qu'est-ce qui permet depuis des décennies à l'impérialisme de perpétuer sa domination économique et militaire sur les pays dépendants, sinon les illusions propagées par le « non-alignement » ? La responsabilité des révisionnistes soviétiques — et de ceux qui les ont suivis — est ici immense.

Khrouchtchev, pour lequel « l'époque colonialiste, maudite par l'humanité, touchait à sa fin », a très tôt loué la « politique pacifique » de Nehru et de Sukarno. Lors d'une visite en Inde il assurait à Nehru l'aide d'ingénieurs soviétiques et l'octroi de nouveaux crédits afin de « renforcer la coopération économique et technique avec l'Inde », coopération centrée sur l'industrie énergétique, extractive et sidérurgique : charbon, pétrole, hydro-électricité, acier.<sup>377</sup>

Portant aux nues la politique de « coexistence pacifique », Khrouchtchev remarquait que « les principes de la coexistence pacifique ont été bien formulés à la conférence de Bandung et ils ont reçu par la suite l'approbation de l'ONU. » Quant il parlait de « coexistence pacifique », il affirmait que cela ne signifiait pas la cessation de la lutte idéologique, mais seulement que les uns et les autres ne cherchent pas à s'ingérer dans les affaires intérieures de l'autre. Pourtant, cette coexistence pacifique n'était pas la coexistence pacifique léniniste, imposée aux pays impérialistes sous la pression des masses travailleuses mais une coexistence pacifique élaborée en collusion avec l'impérialisme, visant à inaugurer une ère d'exploitation pacifique des colonies d'où seraient bannies les agressions colonialistes. Ce n'était rien de moins que la remise au goût du jour de l'utopie ultra-impérialiste de Kautsky. Voici comment sous couvert de « léninisme » les révisionnistes soviétiques en revenaient à prôner la fable bête de Kautsky sur « l'exploitation pacifique des colonies », excluant la politique des agressions militaires, comme étant plus avantageuse pour l'impérialisme lui-même !

Khrouchtchev allait ainsi présenter à « la France » — il faut dire que la pudeur et ses flatteries aux social-chauvins du P«C»F lui interdisaient de parler de l'impérialisme français... —, le « règlement pacifique de la question algérienne » comme étant dans l'intérêt même de la France dont cela « accroîtrait le prestige international et le rôle de grande puissance » !<sup>378</sup> Mais, comble de malheur pour le « Lénine de notre temps », c'étaient là des arguments déjà usés par les social-chauvins du P«C»F, arguments qui s'ils parvenaient à tromper les peuples, ne parvinrent jamais à tromper les puissances impérialistes concurrentes. C'était non seulement porter aux nues la politique d'exploitation pacifique de type néo-coloniale (puisque ce sont ces méthodes qu'aimaient à employer les révisionnistes soviétiques), mais aussi assurer par là l'impérialisme de la non-préparation des peuples des pays dépendants face au danger d'une agression colonialiste. Dès le début des années 1960, les marxistes-léninistes albanais ont dénoncé la voie de la trahison ouverte des révisionnistes soviétiques.

Ainsi, sur la question du « passage pacifique au socialisme », bien conscients que la bourgeoisie ne renoncerait jamais pacifiquement à ses privilèges, ils affirmaient que « la bonne préparation pour la voie non pacifique augmente aussi les chances pour le triomphe de la révolution par la voie pacifique ».

En effet, ce n'est que dans le cas où elle sentirait ses forces inférieures *qu'en théorie* elle pourrait être contrainte à accepter la chute de son pouvoir.

Nous disons en théorie, car l'existence d'un puissant appareil répressif dont sont dotés la plupart des Etats bourgeois imposerait que celui-ci soit totalement décomposé, par exemple dans les conditions d'un conflit armé inter-impérialiste. Pour les communistes albanais, il était également évident que « le système colonial de l'impérialisme » n'avait « pas été liquidé », d'autant que les impérialistes usaient de « formes nouvelles » pour « conserver et rétablir l'oppression et l'exploitation coloniales », et que le « désarmement général » ne suffirait jamais à réaliser « la cause de la libération nationale et sociale des peuples ». <sup>379</sup> En septembre 1962, le *Zëri I Popullit* dénonçait « **les illusions opportunistes dangereuses diffusées par le groupe de N. Khrouchtchev** » pour lequel « Eisenhower, Kennedy, de Gaulle et les différents leaders de l'impérialisme seraient pour la paix » et le désarmement pourrait « aider les pays arriérés à assurer leur développement économique et culturel ». <sup>380</sup>

Mais la théorie kautskiste pourrie des khrouchtchéviens empruntée à l'arsenal tiers-mondiste était à peine proclamée qu'elle était déjà démentie !

Suite à la nationalisation par l'égyptien Nasser en juillet 1956 du canal de Suez — qui était la propriété de l'impérialisme français et britannique —, en dédommagement de la rupture de l'aide occidentale durant la construction du barrage d'Assouan, ces deux puissances impérialistes alliées à Israël attaquèrent l'Egypte à l'automne 1956, à l'aide de commandos aéroportés appuyés par leur marine de guerre ainsi que par des bombardiers. Tandis que les députés travaillistes et même certains conservateurs anglais dénoncèrent alors ces « pratiques coloniales anachroniques » du premier ministre Eden, soulignant le danger de rupture avec les pays sous domination anglaise, le gouvernement Mollet en France, lui, reçut un soutien quasi-unanime qui ne fut pas le moins du monde entamé par le vote « d'abstention » du P«C»F, qui voulait par ce vote laisser les mains libres à l'impérialisme français (position Ô combien révolutionnaire, cela va sans dire !), sans pour autant perdre complètement la face en reniant ouvertement sa phraséologie pseudo-internationaliste. En Angleterre, les partisans du néo-colonialisme manifestèrent sous le mot d'ordre « le droit et non la guerre », tandis qu'Eden, cherchant à remporter le soutien du peuple britannique, comparait le nationalisme de Nasser à celui de Hitler, suivant la voie tracée par le gouvernement impérialiste français onze ans auparavant, lors de la répression de Sétif, afin de justifier le massacre de dizaines de milliers de patriotes algériens, massacre que le P«C»F avait ouvertement cautionné. Ceci prouvait l'intelligence des impérialistes anglais dont beaucoup comprenaient déjà les avantages de la politique néo-coloniale, tout autant que la stupidité de l'ensemble des impérialistes français, incapables d'envisager d'autres méthodes de domination que celles du colonialisme, méthodes que l'impérialisme français avait appliqué récemment au Maroc, en Algérie et en Indochine... Finalement c'est l'impérialisme américain qui força la coalition impérialiste israélo-anglo-française à se retirer d'Egypte, malgré ses victoires militaires, face aux menaces d'intervention de l'URSS de Khrouchtchev et surtout afin de ne pas compromettre les théories fumeuses que celui-ci venait juste de proclamer au sujet de la possibilité de « coexistence pacifique » et de la « fin du colonialisme », il faut dire que l'impérialisme américain n'avait pas grand-chose à perdre en Egypte... Le prestige de l'URSS révisionniste en sortit grandi dans le monde arabe. Nasser s'en rapprocha. Les nationalistes algériens appelèrent l'Algérie une « république démocratique et populaire », ce qui n'empêcha pas la France de

conserver des relations privilégiées avec son ancienne colonie. Durant la période 1992-2004, la France a été le premier fournisseur de l'Algérie, avec cela va sans dire un solde commercial avantageux pour la France. En 1958, c'est Saddam Hussein qui victorieux, s'en rapprocha également. Il le paya chèrement sa politique « non-alignée » quand Gorbatchev donna l'assurance à l'impérialisme américain que le social-impérialisme soviétique n'avait plus la prétention de jouer le rôle de second gendarme du monde impérialiste, donnant ainsi le feu vert à l'agression militaire contre l'Irak !

Dans les années 1950 et suivantes, les agressions coloniales ne prirent jamais fin car sous l'impérialisme le repartage pacifique des colonies est impossible, et les sociaux-impérialistes durent bientôt revoir leur copie : non seulement ils durent reconnaître que « l'époque maudite du colonialisme » n'avait pas pris fin, mais les puissances impérialistes concurrentes de l'URSS social-impérialiste continuaient de réprimer militairement les aspirations indépendantistes, qu'elles soient authentiquement révolutionnaires ou même « non-alignés », dans le cas où les révisionnistes soviétiques cherchaient à détacher un pays sous domination d'un de leurs concurrents impérialistes.

Les révisionnistes et leurs acolytes nationalistes bourgeois parlèrent alors de « néo-colonialisme », mais derrière cette apparente similitude terminologique se cachent en fait deux conceptions de contenus très différents, *opposés* même : chez les marxistes-léninistes, le « néo-colonialisme » n'est qu'un équivalent du terme « semi-colonie » qu'employaient déjà Lénine et Staline pour caractériser les pays dépendants possédant une indépendance politique formelle, mais dont les conditions économiques dans lesquelles ils sont placés ne leur permettent pas réellement de jouir de ces libertés politiques formelles. Chez les nationalistes bourgeois et les révisionnistes, le « néo-colonialisme » n'est qu'une forme modifiée du colonialisme classique, quand les pays impérialistes soutiennent en sous-main des cliques les plus réactionnaires ou placent directement leurs hommes de main. L'ingérence américaine en Angola en fournit un exemple récent, à l'instar du Darfour où s'expriment les rivalités entre l'impérialisme français et l'impérialisme chinois. Non content d'infiltrer les authentiques mouvements de libération nationale ou de monter de toute pièce de pseudo mouvements de libération nationale (ce que savent faire à l'occasion les autres pays impérialistes), les révisionnistes soviétiques montrèrent d'ailleurs en Tchécoslovaquie et en Afghanistan qu'eux aussi comptaient bien perpétuer « l'époque maudite du colonialisme ». Aussi le PTA avait parfaitement raison de souligner que

« ... quand les superpuissances se rapprochent entre elles comme lorsqu'elles se disputent, ce sont les autres qui en font les frais. La collaboration et la rivalité entre les superpuissances présentent les deux faces d'une réalité contradictoire, elles sont la principale expression d'une même stratégie impérialiste, qui tend à ravir aux peuples leur liberté et à dominer le monde ».<sup>381</sup>

Les dernières années du 20<sup>ème</sup> siècle et les premières années du 21<sup>ème</sup> siècle ont amplement démontré que l'ère de « l'exploitation pacifique » des pays dépendants par les puissances impérialistes et surtout leur sujétion militaire, c'est-à-dire « la piraterie coloniale », loin d'être révolue, est au contraire toujours d'actualité en vue de maintenir les richesses de ces pays au prix de celui de la force de travail. Que l'on est loin des discours des révisionnistes khrouchtchéviens qui fanfaronnaient en mars 1956 au 20<sup>ème</sup> Congrès du PCUS :

« Le système colonial, autrefois réserve importante de l'impérialisme, se désagrège rapidement. Les peuples de l'Inde, de la Birmanie, de l'Indonésie, de l'Égypte se sont engagés dans la voie du développement indépendant ; tous les peuples des pays coloniaux et dépendants de l'Asie de l'Afrique et d'Amérique latine aspirent à la liberté et à l'indépendance complètes ». <sup>382</sup>

Au même Congrès, Boulganine affirmait des « peuples de Yougoslavie » qu'ils « progressaient avec bonheur dans la voie de l'édification socialiste » <sup>383</sup>, tandis que Molotov saluait la Conférence de Bandung des « non-alignés » comme étant une grande victoire sur le colonialisme et l'impérialisme, avant d'appuyer les conceptions de la « coexistence pacifique » révisionniste selon laquelle « diplomates », « politiciens », « intellectuels » et « même représentants de l'économie » du monde bourgeois-impérialiste étaient censés « pouvoir contribuer » activement à la « paix mondiale » et à la « collaboration internationale », tout en affirmant, pour donner le change, qu'on se heurterait à la résistance de « milieux agressifs ». <sup>384</sup> Plus tard, Molotov reconnaîtra que c'était là une « erreur », et qu'une autre « erreur » du CC du PCUS était d'avoir « sous-estimé » à l'époque la brochure de Staline *Les problèmes économique du socialisme en URSS*, où Staline mettait justement en garde contre le danger de telles illusions : « il aurait fallu l'étudier plus à fond », mais « personne ne l'a encore fait » car « les gens n'étaient pas forts en théorie », admettait Molotov dans les années 1970. <sup>385</sup> Molotov nous a fourni la démonstration pratique de sa dernière affirmation un peu plus haut...

Mikoïan, lui, citant les surprofits fabuleux des firmes pétrolières anglo-américaines au Moyen-Orient, se posait en altermondialiste précoce, en dénonçant d'abord le « décalage croissant entre les prix d'importation et d'exportation » et les « prix injustes » « imposés » par ces « maîtres des marchés extérieurs » aux pays d'Afrique et d'Asie, allant même jusqu'à dénoncer les ambitions « néo-coloniales » des pays impérialistes occidentaux au Moyen-Orient. Il affirmait ensuite qu'il suffirait à ces pays de « rester maîtres de ces revenus » pour pouvoir « très rapidement mettre fin à leur misère » et « rattraper leur retard économique et culturel » ! <sup>386</sup> Par « lutte contre le néo-colonialisme », les révisionnistes entendent dans le « meilleur » des cas non pas l'expropriation du Capital étranger, mais la modération de ses appétits !

Il nous apparaît essentiel de rappeler ici que les non-alignés, tout en prétendant n'être alignés ni sur l'URSS social-impérialiste, ni sur les USA, aimaient à travestir leur voie sous des habits « socialistes » : ainsi l'Inde de Nehru prétendit s'être dotée d'une planification basée sur le modèle soviétique, caractéristique selon lui d'un « modèle socialiste de société ». De même Nasser et Saddam Hussein se plaisaient à afficher l'image d'un « socialisme arabe », ce qui ne les empêchait pas d'envoyer les marxistes-léninistes arabes en prison ou de les tuer...

Les social-impérialistes soviétiques affirmaient de la « voie non-capitaliste de développement » qu'elle offre « aux pays sous-développés la possibilité de rattraper rapidement leur retard » et « d'éviter les souffrances et les misères que comporte la voie de développement capitaliste ». <sup>387</sup> En 1971, au 24<sup>ème</sup> Congrès du PCUS, Brejnev s'enthousiasmait de ce qu' « en Asie et en Afrique, bien des pays » s'étaient « déjà engagés dans la voie du développement non-capitaliste », à l'instar de la Birmanie, de l'Inde, de la République Arabe Unie, de la Syrie, de l'Algérie, de la Guinée, de la République du Congo, du Soudan, de la Somalie, mais aussi du Chili, du Pérou et de la Bolivie qui « s'orientent vers le socialisme » en procédant « à la nationalisation des biens des monopoles impérialistes », amenant ainsi au développement et au

renforcement d'un « secteur d'Etat » fournissant « la base économique d'une politique de démocratie révolutionnaire ». Brejnev insistait ensuite sur le caractère éminemment « progressiste » de ces « luttes » auxquelles l'URSS social-impérialiste se montrait soucieuse d'apporter « un soutien total », en développant la « coopération politique et économique », tant dans le domaine commercial que dans la « construction avec notre participation de dizaines d'entreprises industrielles et agricoles », sans oublier « notre contribution à la formation de leurs cadres nationaux ». Pour Brejnev, tout ceci se faisait évidemment « dans l'intérêt mutuel ». <sup>388</sup> Seuls de complets ignorants ou des laquais du social-impérialisme soviétique pouvaient ne pas voir que c'était là remplacer une domination impérialiste (coloniale) par une autre (semi-coloniale) et que ces nationalisations s'inscrivaient dans le cadre étroit du « non-alignement », c'est-à-dire du nationalisme-bourgeois tiers-mondiste ! Aujourd'hui, seuls des *ennemis du marxisme* peuvent propager à nouveau ces théories anti-marxistes en collant des étiquettes « socialistes » et « progressistes » à l'impérialisme chinois et aux cliques bourgeoises-compradore des pays dépendants qui lui sont liées !

Les marxistes-léninistes albanais dénoncèrent ces prétendues « voies et orientations au socialisme » qui accompagnaient le « non-alignement » comme une ombre. Pour Enver Hoxha, il était évident que dans les pays coloniaux la classe ouvrière, « même lorsque cette classe est peu nombreuse », « peut et doit se mettre à la tête du combat et diriger non seulement la lutte pour le socialisme, mais aussi celle pour la démocratie et l'indépendance nationale » puisque « les représentants de la paysannerie et des autres couches petite-bourgeoises, ont des exigences limitées, ils se trouvent sous l'influence de l'idéologie bourgeoise » et du fait que « la bourgeoisie nationale, liée à l'exploitation capitaliste, se caractérise par des hésitations et par des tendances au compromis avec l'impérialisme extérieur et la réaction intérieure » la rendant incapable « de diriger de façon conséquente et jusqu'au bout la lutte de libération et la révolution démocratique ». Aussi les marxistes-léninistes albanais dénonçaient les théories révisionnistes selon lesquelles « des partis et des organisations non prolétariens pourraient se faire les porteurs des idéaux du socialisme et diriger la lutte pour la réalisation de ces idéaux » et « certains pays où la nouvelle bourgeoisie nationale est au pouvoir, marchent, eux aussi, vers le socialisme ». Partant de là, ils insistaient sur la nécessité de combattre les révisionnistes qui « font écho à ces théories non scientifiques » — comme la « voie non capitaliste de développement » —, et de fixer « une limite et une nette ligne de démarcation entre les véritables pays socialistes et ceux qui n'ont de socialiste que le nom ». <sup>389</sup>

En effet, quand les mouvements de libération nationale des colonies « ne se sont pas développés sous l'hégémonie du prolétariat et sous la direction de son parti marxiste-léniniste » — à l'instar des pays où étaient propagées « les « théories » fallacieuses et illusoire que propagent les révisionnistes sur « la voie non capitaliste de développement » et sur « la voie de l'orientation socialiste » » —, « la révolution démocratique et anti-impérialiste » n'est pas menée jusqu'au bout et par conséquent « dans aucun de ces pays on n'est en présence d'un ordre socialiste ». Il est donc évident « que seuls des traîtres au socialisme pourraient maintenant se dérober à cette tâche : établir la nécessité de la révolution prolétarienne... expliquer la nécessité de s'y préparer ». <sup>390</sup> C'est donc tout naturellement que les marxistes-léninistes albanais définissaient la tâche des marxistes-léninistes dans les pays dépendants comme étant de mener « une lutte active » afin de

« ... s'assurer au sein de ces mouvements le rôle dirigeant de la classe ouvrière, pour mener la lutte avec esprit de suite jusqu'au bout et frayer la voie à la montée de la révolution anti-impérialiste, démocratique et populaire, et à sa conversion en révolution socialiste. C'est seulement ainsi que peuvent être assurées pleinement et la liberté, et la véritable souveraineté nationale ».<sup>391</sup>

Avant de nous plonger dans les ténèbres de la démagogie bourgeoise-révisionniste tiers-mondiste, il est essentiel de rappeler que la Yougoslavie titiste a été le pays « pionnier » du « mouvement des non-alignés ». Il n'est donc pas inutile d'insister sur la réalité économique et sociale de ce pays où apparaissait

« ... toujours plus nettement les traits caractéristiques de l'économie capitaliste, les tendances particularistes locales et anarchistes, la concurrence entre les républiques, les zones et les organisations économiques, la vaste action des relations de marché, le libre jeu des prix, la violation du principe de la répartition selon le travail, les disproportions dans le développement des branches de l'économie, le bas niveau de spécialisation et de coopération de la production, le chômage et l'exploitation de l'homme par l'homme, etc. ».<sup>392</sup>

Les communistes albanais n'ont cessé de démasquer le caractère pseudo-socialiste de la Yougoslavie titiste et dénonçaient dans celle-ci un pays dépendant où « les monopoles étrangers » s'assuraient « de gros bénéfices » en faisant « produire par une main-d'œuvre bon marché des produits moins coûteux qui peuvent être facilement vendus dans les pays occidentaux ».<sup>393</sup> Ils définissaient la Yougoslavie comme un pays néo-colonisé qui était incapable de rembourser les 11 milliards de dollars de dette extérieure qu'il avait contracté en 1981 (en premier lieu à l'égard de l'impérialisme américain) et Tito reconnaissait d'ailleurs lui-même la situation économique difficile dans laquelle se trouvait la Yougoslavie. Il déclara ainsi au sujet de la balance commerciale yougoslave que :

« Nous avons en particulier de grandes difficultés dans nos échanges commerciaux avec les pays du Marché commun européen. Ici le décalage en notre défaveur est considérable et va sans cesse croissant ».<sup>394</sup>

Pour masquer le caractère semi-colonial de la Yougoslavie, Tito prétendait « construire le socialisme » avec l'aide du Capital étranger, ce qui avait abouti « à faire passer les clés de l'économie nationale yougoslave dans des mains étrangères », à l'instar des « autres pays révisionnistes ».<sup>395</sup> En Yougoslavie, la création d'entreprises à capitaux mixtes avait été autorisée par une loi adoptée en 1967. Aussi les révisionnistes du PTB qui font semblant de critiquer Tito tout en défendant aujourd'hui les titistes chinois — qui prétendent eux aussi construire le « socialisme » avec l'aide massive des capitaux étrangers —, n'ont rien de marxiste-léniniste !

« Ce n'est pas sans desseins déterminés que la bourgeoisie internationale a fondé le système d' « autogestion socialiste » yougoslave sur une telle base matérielle et financière. Les béquilles du capital occidental ont aidé ce système à se maintenir debout comme un modèle de la préservation de l'ordre capitaliste sous des étiquettes pseudo-socialistes ».<sup>396</sup>

Comme le remarquaient les marxistes-léninistes albanais, il est donc essentiel d'avoir en vue le fait que les théories et les pratiques du « non-alignement »

« ... rendent un grand service aux divers impérialistes en ce qu'elles les aident à duper les peuples. Elles conviennent tant aux impérialistes qu'aux social-impérialistes, en ce qu'elles contribuent à établir et à renforcer leur influence sur les « pays non alignés », à éloigner les peuples épris de liberté de la voie de la libération nationale et de la révolution prolétarienne. C'est la raison pour laquelle,

aussi bien Carter et Brejnev que Houa Kouo-feng vantent la politique titiste des « non alignés » et s'efforcent de l'utiliser dans leur propre intérêt ».<sup>397</sup>

On nous dira que la bourgeoisie impérialiste ne manque pas une occasion pour attaquer « l'indépendance » des pays non-alignés, et au premier chef de Cuba, voir même de la Yougoslavie des chauvins grands-serbes. Certes, autant qu'elle hait le mouvement de libération nationale des colonies et les cliques nationalistes-bourgeoises jugées pas assez soumises ! Une clique révisionniste-bourgeoise compradore « non-alignée » est utile à l'impérialisme dans certaines circonstances, mais inutile et nuisible dans d'autres. L'impérialisme joue sur la corde de « l'autarcie économique » et agite l'épouvantail du « socialisme » quand bien même il s'agit de pays bourgeois-révisionnistes déjà intégrés au marché capitaliste mondial sous la forme semi-coloniale du « non-alignement », mais qui tentent de protéger certaines branches de leur économie en jouant sur les rivalités inter-impérialistes, ou quand il s'agit de pays sous la domination exclusive d'une puissance impérialiste concurrente, ou enfin de pays dont la bourgeoisie nationale tend à se renforcer dangereusement ! Mais ces contradictions sont des contradictions *au sein de la bourgeoisie* internationale !

Cuba est membre du mouvement des pays non-alignés depuis sa fondation en 1961 et on verra dans la partie suivante que ce n'est pas un accident. Il y a toujours joué d'un grand prestige et y défend « les luttes contre l'impérialisme, le colonialisme et le néocolonialisme » ainsi que la « coexistence pacifique, la cessation de la course aux armements et l'élaboration d'un nouvel ordre économique favorable aux pays du tiers-monde ».

En mars 1983, à la 7<sup>ème</sup> Conférence des pays non-alignés tenue à New-Delhi en Inde, Castro dénonçait « l'énormité des dépenses en armement du monde », « la croissance des dépenses militaires des pays sous-développés », « le climat de tension et de violence engendré par la politique des puissances impérialistes et leurs gendarmes régionaux » ainsi que leurs « agressions directes et indirectes visant à déstabiliser ou à détruire les processus révolutionnaires ». Ce discours, auquel succéda celui d'Indira Gandhi, fut approuvé à l'unanimité. Comment aurait-il pu en être autrement d'une phraséologie démocratique-bourgeoise et droit-de-l'homme ?

À la 6<sup>ème</sup> Conférence des pays non-alignés tenue à la Havane en septembre 1979, le président irakien, après avoir exprimé son « admiration pour le courageux combat livré par le peuple cubain à l'impérialisme pour sauvegarder son indépendance et sa souveraineté », puis souligné « le rôle positif joué par Cuba au sein du groupe des non-alignés », définit l'objectif essentiel du non-alignement comme étant de « réaliser les aspirations de ces peuples à l'indépendance totale et à protéger ces derniers de toute influence politique, économique et culturelle » à travers la lutte « contre l'oppression, l'exploitation, les agressions et la discrimination raciale ». Il dénonçait ensuite « la menace militaire venant des puissances impérialistes », en particulier des « agresseurs sionistes occupant la Palestine », et demandait à « consolider continuellement l'esprit progressiste », ainsi que le « contenu anti-impérialiste du mouvement des non-alignés ». Le président irakien proposait ensuite pour que « les peuples puissent contrôler complètement et efficacement leurs richesses naturelles », de « les nationaliser » en vue « de mettre fin à la domination des multinationales, instruments du néo-colonialisme servant à piller les richesses de ces pays » et ainsi d'aboutir à « l'instauration d'un nouvel ordre économique mondial ». Il soulignait également le danger que faisaient peser « les pays impérialistes, les monopoles et les milieux colonialistes », en avertissant ceux-ci, qui

« visent à justifier l'usage de la force », qu'« ils doivent comprendre que l'ère de la piraterie coloniale est à jamais révolue ». Il proposait également « comme remède à l'injustice régnant dans les rapports économiques entre pays industrialisés et pays en voie de développement » d'abord « la création d'unions spécialisées et d'organisations de producteurs de matières premières » afin « de faire face aux monopoles des pays industrialisés » et ensuite « la création d'un fond mondial permanent auquel participeraient les pays industrialisés » « en versant des sommes correspondantes à l'inflation qu'ils exportent vers les pays en voie de développement » ! Face à toutes ces requêtes, le président irakien admettait ensuite « qu'en dépit des efforts intenses déployés par les pays non-alignés et par les autres pays en voie de développement au sein des différentes instances internationales en vue de restructurer radicalement les rapports économiques en négociant avec les pays industrialisés pour instaurer un ordre économique juste dans le monde », le dialogue n'avait « pas abouti à des résultats positifs parce que les puissances industrialisées n'ont ni le désir ni la volonté politique d'effectuer de tels changements et d'établir un ordre international équitable ». En bref les régimes nationalistes bourgeois des pays dépendants s'ils reconnaissaient à l'occasion eux-mêmes l'échec du mouvement des non-alignés ne s'en obستاient pourtant pas moins à demander « l'élimination immédiate de toute forme d'exploitation ou de discrimination dans le domaine économique » et à appeler « à œuvrer sans relâche à l'instauration d'un ordre économique équitable » !<sup>398</sup>

La bourgeoisie nationale des pays dépendants, aussi démagogue ou ignorante que son homologue des pays impérialistes des lois économiques pense-t-elle pouvoir imposer aux pays détenteurs des moyens de production une autre répartition des richesses, c'est-à-dire une diminution de leurs profits, alors même que la concurrence sévit entre les pays dépendants afin de bénéficier des investissements des pays impérialistes ? (Ceci explique par exemple la collusion et la trahison ouvertes de certains dirigeants du monde arabe au profit de l'impérialisme, tel l'Égypte en 1978.) Et croit-elle sincèrement obtenir quelques succès dans cette voie, ou bien ne sont-ce que de pieux vœux démocratiques-bourgeois destinés à tromper les peuples opprimés par l'impérialisme ?

Que dirait un marxiste-léniniste de chefs politiques qui, tout en prétendant défendre les intérêts des travailleurs sans remettre en cause la base économique du capitalisme — c'est-à-dire l'existence de la production marchande et de l'esclavage salarié —, en appelleraient à « instaurer un ordre économique équitable » en cherchant à « négocier » avec les exploités, non pas même l'abolition du salariat, mais « un prix plus juste » de leur exploitation, et ce malgré l'échec complet de décennies de pourparlers avec ces exploités ? Il dirait que ces chefs sont des traîtres à la cause de la classe ouvrière et des agents camouflés des exploités ! Ces chefs politiques des pays dépendants sont-ils donc autre chose que des traîtres à la solde de l'impérialisme et des partisans indigènes du néo-colonialisme, malgré tous les beaux discours « anti-impérialistes » dont ils aiment à s'affubler ?

Il n'est pas inintéressant de se pencher sur les documents du « Parti Ba'ath arabe socialiste » irakien dont la « stratégie politique et sociale » « insiste sur l'importance de l'établissement de rapports de productions socialistes ». Pour elle, « l'homme est considéré comme le moteur et le but suprême du processus de développement » qui insiste sur l'accroissement du « pourcentage de la population active par rapport à la population globale », ainsi que la « maîtrise totale des richesses naturelles et des ressources économiques, leur mobilisation au service des objectifs nationaux » visant

à « éviter leur dilapidation et à la consolidation de l'indépendance et de la sécurité économique arabes ». La bourgeoisie nationale irakienne cherchait même à « diversifier son économie », « étant donné que le pétrole est une ressource naturelle épuisable », ainsi qu'à « réduire les disparités sociales entre la ville et la campagne ». Selon elle : « le secteur industriel constitue la base matérielle et technologique de l'économie de l'Irak, dans la voie de l'édification du socialisme ». Le Parti Ba'ath arabe socialiste disait « œuvrer à l'instauration d'un climat favorable à la libération de toutes formes d'exploitation et de domination », « le travail étant considéré comme le fondement de la politique d'éducation et le ressort de l'édification du socialisme ». Sur le plan international, il cherchait à renforcer sa coopération avec le mouvement des non-alignés, dans le but de « transformer radicalement le système économique mondial » et de « réduire les disparités de niveau de vie et de revenu national entre les Etats en voie de développement et les Etats industriels avancés » en « écoulant les produits à des prix équitables et rémunérateurs ». <sup>399</sup> Nul doute que les altermondialistes feraient des cauchemars s'ils étaient conscients d'avoir Saddam Hussein comme ancêtre... Quand aux révisionnistes ils devraient reconnaître en Saddam Hussein un éminent théoricien et praticien du marxisme !

On a vu les discours pseudo progressistes des dirigeants irakiens ! La réalité est bien différente, car l'Irak restait un pion « non-aligné » des impérialistes qu'ils poussèrent et soutinrent (politiquement, financièrement et militairement) à déclarer la guerre contre l'Iran, jugée trop indépendante. Des pays impérialistes tels les USA, le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne apportèrent ainsi leur soutien à l'Irak de Saddam Hussein, qui voyaient dans cette guerre un moyen de déstabiliser la région si riche en pétrole et d'affaiblir les deux protagonistes tout en réalisant de juteux profits, si juteux qu'ils poussèrent les USA à vendre des armes à l'Iran... Ce fut l'affaire de l'*Iran Gate* qui provoqua la chute de Nixon. La guerre avec l'Iran (1980-1988) eût évidemment de lourdes conséquences sur l'économie irakienne, mais sans pour autant parvenir à réaliser complètement les objectifs stratégiques des pays impérialistes qui espéraient soumettre totalement l'économie des deux pays belligérants. C'est pourquoi depuis 1991, les agresseurs impérialistes n'ont pas trouvé de meilleur moyen que les agressions militaires directes afin de réaliser leurs visées stratégiques dans la région.

Aussi ne pouvons-nous pas souscrire aux positions des camarades qui rendirent hommage à Saddam Hussein « mort en tant que combattant anti-impérialiste ». S'il est évident que les procès d'Hussein et de Milosevic ont été des parodies de procès, il est tout aussi évident qu'ils ont été pendant des années des marionnettes aux mains des impérialistes. Ce qui est tragique, c'est la manière dont les dirigeants des pays impérialistes remercient leurs ex- plus fidèles serviteurs ! Hussein et Milosevic n'ont jamais été autre chose que des représentants de l'aile « non-alignée » de leur bourgeoisie compradore nationale, opposée au colonialisme et refusant la domination exclusive d'une seule puissance impérialiste. Ils n'ont donc rien de combattants anti-impérialistes !

Pour nous au contraire, ce sont des complices de l'impérialisme, qui ont objectivement contribué à mystifier les peuples des pays dépendants pendant des années et qui sont aujourd'hui victimes des rivalités inter-impérialistes qu'ils ont prétendu bannir à l'échelle internationale. Ceci n'enlève rien aux crimes commis par l'impérialisme contre les masses populaires d'Irak et de Yougoslavie et au caractère légitime de la résistance irakienne à l'occupant impérialiste.

Les mystifications révisionnistes-bourgeoises du non-alignement furent propagées sur l'ensemble du globe, servant aux impérialistes de porte-drapeau attirant à eux les cliques dirigeantes des pays dépendants.

Le fond commun réactionnaire du front unifié révisionniste et tiers-mondiste transparaît nettement dans le fait que les partis révisionnistes, des pays impérialistes comme des pays dépendants se sont toujours apportés mutuellement, du moins *en paroles*, leur « soutien internationaliste ». Ainsi au 22<sup>ème</sup> Congrès du P«C»F en février 1976, les P«C» révisionnistes (social-chauvins) des pays impérialistes d'occident soutenaient la lutte contre l'impérialisme et le colonialisme (c'est-à-dire soutenaient les cliques révisionnistes non-alignés des pays dépendants), tout en exposant fièrement leurs pratiques politiques économicistes et opportunistes. Le PSO hongrois, lui, définissait le socialisme comme étant caractérisé par « l'élévation constante du niveau de vie de la population » et promettait de continuer cette progression malgré une « situation économique plus difficile qu'auparavant ». Quand au P«C» Indien, il affirmait s'engager sur une « voie réaliste » similaire à celle du P«C»F, afin d'avancer sur la base d'un large « front antimonopoliste uni » luttant contre « l'impérialisme, le féodalisme et les monopoles ». Le P«C» irakien pour sa part disait « travailler à la réalisation des objectifs progressistes du programme du Front patriotique nationaliste et progressiste » créée par le Parti Ba'th « socialiste » irakien, affirmant ensuite sa « grande estime du PCF » qui « représentait pour eux une force inspiratrice ». Le P«C» Vénézuélien, lui, disait « inciter à la création d'un front unitaire de la gauche vénézuélienne » dont le but était de « rompre les liens soumettant leur développement politique et économique à l'impérialisme nord-américain ». Au même Congrès inter-révisionnistes, le P«C» cubain, lui, déclarait « qu'au Pérou, un gouvernement d'origine militaire, maintenait des positions anti-impérialistes, progressistes et manifestait sa volonté de se rapprocher du peuple », puis se réjouissait de voir « la nationalisation du pétrole » décrétée au Venezuela et le Mexique « tracer une politique extérieure indépendante ». La « ligue des Communistes de Yougoslavie », elle, après avoir reconnu que « la société capitaliste n'était pas en mesure de répondre aux exigences de l'humanité », appelait à poursuivre la « politique de non-alignement » ainsi que « la lutte de libération nationale pour la décolonisation » et « en faveur de la démocratisation et de l'égalité en droit dans les relations économiques et politiques internationales ». Les Partis Ba'th arabes socialistes d'Irak et de Syrie, eux, réitéraient leur volonté de poursuivre leur « développement conçu dans le cadre de l'indépendance, de la lutte pour l'unité arabe et le socialisme » ainsi que leur « politique fidèle aux principes du non-alignement, de la solidarité avec les pays du tiers-monde, et de l'amitié avec les pays socialistes », après avoir dénoncé « l'impérialisme allié avec le sionisme mondial » comme étant « le principal ennemi des masses arabes ». Pour sa part, le P«C»US se montrait reconnaissant de l'allégeance du P«C»F, voyant dans celle-ci « une manifestation de la solidarité de classe et de l'internationalisme prolétarien », avant de féliciter le Congrès du P«C»F pour la « grande attention qu'il réservait aux problèmes de la lutte pour le socialisme » !<sup>400</sup>

Les théories du non-alignement s'épanouirent également largement dans les pays de la Françafrique où elles permirent de recouvrir d'un voile « progressiste » les cliques compradore les plus réactionnaires.

Le préambule de la constitution de 1977 de la République populaire du Bénin, déclarait ainsi avoir pour but de « franchir les différentes étapes de la Révolution », à savoir « l'étape du mouvement révolutionnaire de libération nationale, l'étape de la

révolution démocratique populaire et l'étape de la révolution socialiste ». (Cette théorie « des trois étapes » distinctes, héritée des conceptions révisionnistes des hérauts mencheviks et reprises par les dirigeants révisionnistes chinois, fut également reprise par le Parti Congolais du Travail.) Le mot « socialisme » n'était pas accidentel puisque plus loin la constitution stipulait « qu'en République populaire du Bénin, la voie de développement est le socialisme. Son fondement philosophique est le marxisme-léninisme qui doit être appliqué de manière vivante et créatrice aux réalités béninoises. » La constitution soulignait également « l'instauration de la dictature démocratique populaire, sur la base de l'application conséquente de la ligne de masse », le rôle dirigeant du Parti unique, la solidarité avec les pays progressistes et les peuples opprimés par l'impérialisme, ainsi que l'attachement au non-alignement. A Madagascar, en Ethiopie, au Mali ou en Guinée-Bissau s'affirmait également le même désir « d'orientation au socialisme ». A quoi aboutit l'application de « ces voies au socialisme » dont la direction était assurée par la bourgeoisie nationale ? Si l'on prend l'exemple du Bénin, les soi-disant « programmes de développement économique et social » échouèrent, et dès la fin des années 1980 les pseudo dirigeants marxistes-léninistes étaient contraints de se plier aux plans d'ajustement structurels dictés par le FMI ! Au Niger, la bourgeoisie nationale essaya de créer des « kolkhozes » et des « sovkhoses », ainsi que des « communes populaires », mais la production agricole se maintenait difficilement quand elle ne baissait pas. De même au Mali, Modibo Keita prétendit à travers un « socialisme malien » s'inspirant des « valeurs africaines » s'engager « sur la voie du socialisme », au moyen d'une pseudo planification quinquennale, tout en suivant fidèlement la politique de « non-alignement », c'est-à-dire, s'attacher, tout en préservant ses liens avec l'impérialisme français, à en nouer également avec les pays membres du Comecon.

Dans tous les cas, les véritables mouvements marxistes-léninistes furent réprimés, comme sous la pseudo « orientation économique et politique vers le socialisme » de Thomas Sankara.

La « révolution burkinabé » de 1983 a été menée par des officiers avec à leur tête Thomas Sankara et Blaise Compaoré. Il n'y avait aucune trace de Parti communiste et de direction du prolétariat. Cette « révolution » de palais avait été soutenue entre autre par la fraction maoïste du mouvement étudiant, l'ULC, pour laquelle la Haute-Volta était maintenant « un Etat indépendant » et qui se donnait pour tâche « d'œuvrer à la construction nationale », tandis que pour le PCRV (Parti Communiste Révolutionnaire Voltaïque) qui se reconnaissait dans la ligne du PTA, le Burkina Faso restait toujours un pays néo-colonial agricole et arriéré où les tâches de la révolution anti-impérialiste restaient à accomplir. La « révolution » sankariste n'était donc selon le PCRV qu'un *putsch militaire* ne modifiant en rien la situation économique et sociale du pays. Malgré la proclamation du CNR (Conseil national de la révolution) et la constitution des CDR (Comités de défense de la révolution), l'ordre néo-colonial restait intact.

Cela n'avait rien d'étonnant, puisque dans leur proclamation du 4 août 1983 les sankaristes affichaient leur « engagement à respecter les accords qui lient notre pays aux autres Etats ». Ainsi, toutes leurs grandes phrases contre « l'impérialisme » et la domination française n'étaient que du vent destiné à mystifier les masses travailleuses burkinabé.

A. Deschamps, ambassadeur de France au Burkina, était loin d'être dupe. Pour lui, « les débordements verbaux » des sankaristes « n'avaient pas trop détérioré les

relations » : il faut dire que ces « débordements » consistaient uniquement dans une « dénonciation rituelle de l'impérialisme et du néocolonialisme français » et les impérialistes savaient « distinguer la paille des mots du grain des choses ». Ils reconnaissaient même un rôle « positif » aux sankaristes qui avaient renégocié sans problème les accords économiques avec l'impérialisme français, qui avaient établi un capitalisme d'Etat qui permettait au Capital étranger de rapatrier 80 % des profits et qui avaient « mis au pas les syndicats » les plus combatifs dès les années 1983-1985 !

Ainsi des militants du Front syndical (UGEV) affirmaient en octobre 1983 que les interventions des militaires sankaristes visaient « à désamorcer les tensions sociales et à circonscrire les luttes des travailleurs dans les limites acceptables par le système néo-colonial et à s'opposer à la radicalisation du mouvement démocratique et révolutionnaire ». L'impérialisme français ne s'y trompait pas et A. Deschamps se réjouissait :

**« Le robinet de notre aide continuait à couler. La communauté française au Burkina Faso s'accommodait d'un régime qui finalement la ménageait. Nos entreprises se félicitaient de la mise au pas des syndicats ».**<sup>401</sup>

L'opposition entre le CNR et la France restait donc circonscrite dans le cadre des contradictions entre une bourgeoisie indigène de type comprador et la tutelle exercée par sa bourgeoisie impérialiste, la bourgeoisie comprador indigène cherchant à adoucir la dépendance impérialiste sans vouloir véritablement y mettre fin. Rien de bien « révolutionnaire », donc, au contraire !

L'exemple de l'Inde est lui aussi symptomatique : « l'indépendance » y fut d'ailleurs volontiers accordée pacifiquement par les britanniques en 1950, puisque l'Inde restait membre du Commonwealth. De 1950 à la fin des années 1970, ce sont Nehru puis Indira Gandhi, dirigeants du Parti du Congrès (le parti du Mahatma Gandhi) qui dirigèrent l'Inde. Ce parti fut le complice du néo-colonialisme *dès le premier jour* de la pseudo-libération du joug colonial de l'Inde, découvrant même son visage fasciste et pro-colonialiste quand au milieu des années 1970, Indira Gandhi, acculée face aux problèmes économiques, politiques et sociaux, dut décréter l'Etat d'urgence et supprimer une grande partie des libertés bourgeoises formelles devenues dangereuses. Ce Parti, instrument de la très puissante bourgeoisie comprador indienne, n'était ainsi rien de moins qu'un instrument de l'impérialisme et du maintien du statu-quo colonial et semi-colonial, ce qui n'aurait pas étonné le camarade Henri Barbusse qui remarquait qu'aux Indes

« ... le gouvernement britannique sème la civilisation du haut des avions de bombardement (ce sont, du moins, les journaux anglais qui l'affirment) et fait faire à coups de mitrailleuses et de bâtons ferrés des trouées et des ruisseaux dans les immenses multitudes toutes blanches, désarmées et passives, le freinage gandhiste a égalé un carnage. Gandhi, rêveur servile, et ennemi du progrès, a trahi 350 millions de créatures ».<sup>402</sup>

Les marxistes-léninistes soviétiques dénoncèrent l'accession à « l'indépendance » de l'Inde comme étant purement formelle et n'étant rien d'autre qu'un compromis néo-colonial entre le Parti du Congrès et l'impérialisme britannique.<sup>403</sup> Déjà en 1930, Molotov avait dénoncé les tentatives faites « par les libéraux du type de Gandhi et Nehru » pour juguler « l'essor du mouvement révolutionnaire » indien et « l'orienter sur la voie des réformes bourgeoises modérées ».<sup>404</sup>

Pour sa part, le Komintern avait souligné la même année que le « gandhisme hindou » était une idéologie « profondément pénétrée d'idées religieuses » qui

idéalisait « les formes les plus réactionnaires de l'économie sociale », « prêchait la passivité et la négation de la lutte de classe » et constituait donc une force « franchement réactionnaire » que les communistes devaient donc « combattre avec énergie ». <sup>405</sup> L'Inde compradore en est aujourd'hui à son 10<sup>ème</sup> « plan quinquennal » (2002-2007), le 1<sup>er</sup> « plan quinquennal » datant des années 1957-1961, quand les révisionnistes soviétiques s'étaient rapprochés des pays « non-alignés ».

Enver Hoxha avait donc parfaitement raison de voir une trahison ouverte dans le fait que Nehru ait été informé personnellement par Khrouchtchev de la dissolution du Kominform, avant même les partis communistes et ouvriers qui en étaient membres ! C'était là un signe fort de Khrouchtchev à l'égard des cliques bourgeoises-compradore les plus réactionnaires des pays dépendants, une assurance que l'URSS révisionniste avait renoncé à soutenir le mouvement révolutionnaire du prolétariat des pays dépendants. Ce n'est pas non plus un hasard si les révisionnistes chinois, représentés par Chou-en-lai, participèrent à la conférence de Bandung aux côtés des cliques dirigeantes des pays dépendants, en vue d'y défendre la nouvelle politique des révisionnistes soviétiques ainsi que les ambitions tri-mondistes de la Chine.

« En 1955, en même temps qu'il se réconcilie avec Tito, [Khrouchtchev] amorce le grand mouvement de l'URSS vers le tiers-monde. Moscou se rapproche de l'Inde, jusqu'alors vilipendée comme un simple jouet de l'Occident, profite de la place occupée par son allié chinois à la conférence de Bandung et ne désespère pas d'utiliser à son avantage le rôle croissant du Yougoslave Tito dans ce qui deviendra le mouvement des non-alignés ». <sup>406</sup>

Les marxistes-léninistes doivent se réapproprier ces évidences, car elles sont la condition d'une ligne politique juste dans leur combat anti-impérialiste et internationaliste prolétarien.

## **2° Le caractère de la révolution cubaine**

« Les américains ont une vision de Castro qui est malheureusement caricaturale (...) Je pense qu'ils craignent de le trouver sympathique (...) J'ai vu les gens à Cuba. Je n'ai pas vu un régime stalinien, la Corée du Nord ou l'Irak. Arrêtons de nous raconter des sonnettes, des millions de touristes s'y rendent chaque année, y compris des canadiens, ils voient la réalité de leurs propres yeux. Cela en devient ridicule ». <sup>407</sup>

Ainsi s'exprimait sur un ton désabusé un célèbre cinéaste hollywoodien, Oliver Stone — réalisateur du film *World Trade Center* (USA, 2006) et donc politiquement très correct d'un point de vue des intérêts de l'impérialisme américain —, ayant vu refusée la diffusion de son documentaire sur Fidel Castro qui visait à donner une image plus « réaliste » de la société cubaine. Ces paroles à elles seules nous renseignent sur deux choses essentielles : 1° le régime irakien et nord-coréen seraient des régimes « staliens » (Husseïn avait en effet compris la nécessité de diversifier l'économie irakienne, ce qui le faisait apparaître comme trop indépendant...) et 2° le régime castriste n'a rien à voir avec ce « stalinisme » et est indéniablement victime d'une diabolisation excessive !

Pour la bourgeoisie impérialiste, *tout pays* dont le régime s'oppose un tant soit peu à la totale soumission de son économie vis-à-vis du Capital étranger est « autarcique » et « stalinien » : ces qualificatifs sont appliqués à tout pays qui refuse de se laisser librement piller est un ennemi, peu importe qu'il soit socialiste ou révisionniste-bourgeois ! Parlant des festivités aux tons « anti-impérialistes » et anti-colonialistes organisées en Iran à l'occasion du 28<sup>ème</sup> anniversaire de la révolution

iranienne, un journaliste occidental la dépeignait sous les traits d'une « Corée du Nord en version islamique ». (TF1, 18/02/2007.) Souscrire à ces amalgames au dessus des classes, c'est tomber aussi bas que la bourgeoisie impérialiste, car parfois des régimes nationalistes bourgeois s'opposent à leurs concurrents ou à leurs maîtres. Par « liberté » ils n'entendent nullement l'abolition de l'exploitation salariée et de l'exploitation impérialiste des pays bourgeois les plus faibles, mais désirent occuper une meilleure place dans l'économie capitaliste mondiale !

Comme on va le voir dans cette partie, Cuba n'a jamais été un pays « stalinien », même dans le sens bourgeois du terme : Cuba est resté même après sa pseudo-révolution un pays bourgeois-compradore comme les autres. La Corée de Nord, comme on le verra ensuite, n'a d'ailleurs elle-même jamais été véritablement « stalinienne » et se transforme depuis maintenant plus de deux décennies en un pays bourgeois-compradore classique, c'est-à-dire autorisant l'afflux d'IDE. La même chose vaut pour l'Irak, à ceci près qu'en Irak l'impérialisme a eu besoin d'utiliser la force pour imposer une bourgeoisie indigène qui lui soit complètement soumise. De tous les pays qualifiés de « staliens », seule l'Albanie socialiste mérite véritablement ce qualificatif, ayant été pendant plus de 3 décennies le seul pays ayant refusé son intégration à la division internationale du travail, le seul pays ayant refusé de se soumettre aux pillards impérialistes ou de prendre part au pillage impérialiste, et par conséquent le seul véritable pays socialiste. Avec l'URSS de Staline, bien sûr !

Voyons donc maintenant plus en détails l'exemple de Cuba.

D'abord, quelle est la situation économique et politique qui a amené Cuba à la révolution au moment de la libération du pays en 1959 ? De 1850 à 1895 les exportations vers les Etats-Unis sont passées de 65 à 95 % du commerce extérieur cubain. Jusqu'en 1958, la banque *Corporate finance* de Morgan et Rockefeller détenait l'essentiel du secteur productif de l'île, depuis le secteur sucrier jusqu'aux mines, en passant par l'énergie et le tabac. En 1925 Cuba était le troisième destinataire des capitaux américains et l'impérialisme américain était devenu le propriétaire de la plus grande partie du capital productif de l'île. L'économie cubaine n'avait alors pour seule finalité que de réaliser le profit immédiat maximal qui était directement rapatrié vers les USA. La dépendance coloniale était poussée à un tel point que l'île ne transformait même pas les matières premières qu'elle produisait : premier producteur mondial de sucre brut, Cuba en était ainsi réduit à importer du sucre raffiné. Son affranchissement du joug colonial de l'impérialisme américain conduisit Cuba à rechercher une alliance moins contraignante, et à troquer la dépendance coloniale — c'est-à-dire la propriété directe du Capital étranger sur l'appareil productif cubain — contre une dépendance commerciale de type néo-coloniale qui laissait à la bourgeoisie nationale cubaine la propriété de l'outil productif et donc une plus grande liberté. Evidemment cette plus grande liberté resta circonscrite dans le cadre de ce qui était permis par la production marchande internationale et l'intégration de Cuba à la division internationale du travail.

Sous la domination du Capital américain, les gisements cubains de chrome et de nickel commencèrent à être exploités. Contrairement à ce que la propagande bourgeoise-révisionniste cherche à faire croire, Castro n'avait rien d'un dangereux « anti-impérialiste » et encore moins d'un sanguinaire « bolchevique » : en février 1958, répondant aux inquiétudes du magazine américain *Coronet*, il donnait même l'assurance à l'impérialisme américain que « nous n'avons pas de plan pour l'expropriation et la nationalisation des investissements étrangers à Cuba. Les investissements étrangers y seront toujours bienvenus et sécurisés ». Ce n'est pas

pour rien si l'impérialisme américain fût **le premier pays** à reconnaître le régime castriste, le 7 janvier 1959. Le 2 avril 1959, un mois après la victoire de la révolution cubaine, à son départ d'une visite pour les USA à l'invitation de l'association américaine des éditeurs de presse, Castro réaffirma dans une intervention télévisée qu'il se rendait aux USA « dans le but de sécuriser les investissements étrangers ». Castro représentait donc l'aile « radicale » de la bourgeoisie compradore cubaine, c'est-à-dire soucieuse d'obtenir un meilleur prix de l'exploitation des travailleurs cubains. Il faut dire que dans les années 1958-1959, la bourgeoisie nationale cubaine, à travers le mouvement du 26 juillet définissait la révolution cubaine comme n'étant « ni du capitalisme, ni du communisme, mais de l'humanisme », elle bénéficia alors de la sympathie des autres régimes bourgeois-compradore sous domination américaine.<sup>408</sup>

Dans leur étude *Cuban revisionism*, les camarades de la Ligue Communiste de Grande Bretagne<sup>409</sup> ont caractérisé de manière très juste la « révolution » cubaine comme étant une lutte armée anti-coloniale menée par la bourgeoisie nationale cubaine contre la domination exclusive de l'impérialisme américain. La victoire de la guérilla cubaine n'avait aucun caractère socialiste et n'avait été obtenue que parce que le renversement de Batista par 300 guérilleros coïncidait avec la volonté de Washington d'en finir avec lui et de lui substituer une administration coloniale plus souple. Avec une grande perspicacité, les marxistes-léninistes britanniques soulignèrent qu'à l'instar des révisionnistes maoïstes, les révisionnistes cubains avaient inclus la bourgeoisie nationale cubaine (à l'exclusion de la fraction soumise à Washington) dans un large front national au dessus des classes, et reconnaissaient d'ailleurs eux-mêmes que « la petite bourgeoisie et la bourgeoisie nationale avaient joué le rôle dirigeant » dans la révolution cubaine.<sup>410</sup>

Soutenant Castro dans les années 1958-1959, Washington ne lui retira son soutien qu'au début de l'année 1960, *juste après* que la direction castriste ait accepté un crédit de 100 millions de dollars accordé par l'URSS social-impérialiste et signé un crédit commercial pour l'importation de pétrole soviétique, contre paiement en sucre. Dès lors, les impérialistes américains, furieux de voir le régime bourgeois-compradore castriste nouer des relations commerciales et financières avec un pays impérialistes concurrent, cherchèrent à le renverser et Cuba devint une semi-colonie de l'URSS devenue social-impérialiste. Le maître et l'esclave s'étaient mal compris : en concédant des libertés formelles, le maître attendait de l'autodiscipline de la part de l'esclave, et la bourgeoisie nationale compradore cubaine était indisciplinée. Pour elle, l'assurance donnée à l'impérialisme américain sur la sécurisation de ses investissements ne signifiait pas qu'il lui était défendu de nouer librement des relations commerciales et financières avec d'autres pays : non-alignée, elle souhaitait jouer sur deux tableaux, espérant profiter des rivalités inter-impérialistes. Washington comprit qu'il y avait eu méprise : l'indépendance de Cuba devait rester purement formelle et ne devait pas remettre en cause le caractère exclusif de la dépendance de Cuba vis-à-vis de l'économie américaine. La réalité rompt donc de manière tranchante avec le mythe révolutionnaire du castrisme selon lequel les USA se seraient toujours opposés à Castro.

En 1958, à la veille de la « révolution cubaine », le sucre représentait 81 % des exportations cubaines et le tabac 7 %. La production sucrière était principalement le fait de 22 latifundia couvrant 1,8 millions d'hectares dont 1,2 millions étaient la propriété directe du Capital américain. En 1958, la production sucrière cubaine représentait plus de 12 % de la production mondiale. Si à Washington on donnait

l'alarme en 1960, c'était d'après le *New-York Times* du fait de la « perte de tout contrôle quant à l'approvisionnement en canne à sucre ». En outre à la Maison Blanche, on craignait une « contagion castriste » qui pouvait « mettre en danger l'hégémonie politique et économique de Washington en Amérique latine ». On voit donc que ce n'est pas tant le « socialisme » cubain qui faisait peur à l'impérialisme américain que l'extension du mouvement de lutte anti-coloniale de caractère petit-bourgeois qu'il craignait de voir s'étendre à toute la région.

Pour Washington la généralisation de l'expérience castriste à l'ensemble du sous-continent latino-américain n'était plus à l'ordre du jour et représentait désormais une menace pour la sauvegarde de la sphère d'influence américaine. Les impérialistes américains comprirent qu'en accordant un semblant d'autonomie à un pays de la région, ils avaient créé un précédent « dangereux » et qu'ils avaient commis une erreur. L'avènement de cliques bourgeoises-compradore souhaitant plus de libertés commerciales et financières était inacceptable pour Washington qui souhaitait plus que la sécurisation de ses investissements : l'impérialisme américain exigeait un contrôle exclusif. Ils changèrent donc d'attitude face à la révolution cubaine qu'ils avaient jusque-là soutenue, sinon au moins tolérée. Seules la stupidité et la cupidité de l'impérialisme américain, alors porté sur les méthodes coloniales et habitué à traiter avec les régimes bourgeois compradore les plus soumis, forcèrent Castro à se « radicaliser » et le poussèrent à se rapprocher des révisionnistes soviétiques. Le vernis radical du régime castriste était nécessaire à l'impérialisme américain afin de lui donner des airs menaçants. Il semble d'ailleurs que l'impérialisme américain ait aujourd'hui commencé à en tirer les leçons et essaie d'adapter sa politique impérialiste en Amérique latine, par peur de tout perdre au profit de ses concurrents impérialistes européens et chinois.

Ce n'est que face à la politique colonialiste agressive de l'impérialisme américain que le régime castriste se vit contraint de durcir le ton. A la Conférence des 81 partis communistes et ouvriers de Moscou de 1960, les révisionnistes cubains, prêchèrent d'ailleurs les thèses khrouchtchéviennes sur la transition pacifique au socialisme, présentant même la révolution cubaine comme en étant un exemple typique ! En effet, la « révolution » cubaine n'avait été qu'un putsch militaire qui n'avait pas fait participer les larges masses de paysans pauvres et d'ouvriers agricoles des plantations latifonduaires. Cette « révolution » cubaine ne consista que dans le renversement du pouvoir de l'aile la plus soumise de la bourgeoisie compradore cubaine, pouvoir qui était devenu un facteur d'instabilité menaçant la stabilité sociale et la domination impérialiste. En avril 1961, Castro proclama le caractère « socialiste » de la révolution cubaine et en décembre de la même année, il déclara qu'il était marxiste-léniniste et qu'il le resterait toute sa vie... En 1963, Castro proclamait nécessaire l'intégration de Cuba à la « division socialiste internationale du travail ». Emboitant le pas aux mystifications des révisionnistes de tous bords, les révisionnistes cubains prétendaient dans les années 1960 à travers « la voie cubaine au socialisme » pouvoir « construire simultanément le socialisme et le communisme » ! En 1992, Castro, cet éminent « marxiste-léniniste » affirmera dans une interview au *Gardian* que selon lui Gorbatchev n'avait eu d'autre but que « d'améliorer le socialisme » et n'avait joué aucun rôle conscient dans l'éclatement de l'URSS. Cette appréciation n'a rien d'étonnant de la part de ce révisionniste classique qu'est Castro pour qui Staline avait commis « d'énormes abus de pouvoir » en essayant de « construire le socialisme dans un pays en un très bref laps de temps au moyen de la violence », engendrant « un très lourd coût économique et humain » !

Castro incluait dans cette politique quasi-criminelle de Staline les « terribles purges sanglantes qui décapitèrent l'Armée Rouge à l'aube de la guerre » !<sup>411</sup>

Assurément la libération de Cuba du joug colonial a apporté au peuple cubain des droits politiques, économiques et sociaux légitimes qui lui avaient été déniés jusqu'alors sous la domination de la bourgeoisie latifondiaire et colonialiste pro-américaine, et cette libération a été un facteur essentiel dans la modération des appétits de la petite bourgeoisie nationale cubaine, ce qui a permis de réduire l'intensité de l'exploitation des travailleurs cubains comparativement à d'autres pays voisins, assurant aux couches populaires des acquis sociaux que l'on retrouve d'ordinaire dans les pays impérialistes plus puissants (sécurité sociale, éducation et soins médicaux pris en charge par le secteur public). Il nous apparaît essentiel de souligner que c'est un cours similaire (dans ses fondements) qu'a suivi la direction révisionniste chinoise après la victoire de la révolution démocratique-bourgeoise anti-impérialiste de 1949 : renversement du Capital lié à l'impérialisme (de manière bien plus radicale qu'à Cuba cependant, car en Chine la bourgeoisie compradore a véritablement été battue) et préservation des positions économiques de la petite et moyenne bourgeoisie nationale. Ces différences amenèrent Cuba à se transformer en pays semi-colonial, tandis que la Chine, elle, se transformait en pays impérialiste.

Comme la direction cubaine n'avait pas l'intention d'édifier le socialisme selon les principes léninistes, elle accepta de s'intégrer au Comecon et de participer ainsi à la « division socialiste internationale du travail », c'est-à-dire en fait d'être rattachée à la sphère d'influence du social-impérialisme soviétique qui, si elle rivait certes le développement de l'économie cubaine à son char, ne lui laissait pas moins une marge de liberté bien supérieure à celle que lui avait apporté la domination coloniale américaine. Les relations économiques « privilégiées » de Cuba avec le Comecon et le social-impérialisme soviétique ne firent que renforcer le déséquilibre fondamental de l'économie cubaine et son aspect unilatéral : le développement industriel cubain resta cantonné aux secteurs sucrier et minier. Ces relations commerciales de type néo-coloniales n'ont pas permis à Cuba d'édifier une base industrielle diversifiée et quand le social-impérialisme soviétique s'effondra, Cuba fut forcé d'écouler sa production sucrière en s'alignant sur les cours mondiaux, sensiblement plus bas que les cours auxquels il l'écoulait au sein du Comecon. Ceci plaça l'économie cubaine dans une position très difficile.

L'essentiel consiste en ce que cherchant à emprunter la voie capitaliste, la direction petite-bourgeoise cubaine n'avait pas les moyens économiques de ne pas lier son développement à celui d'un partenaire impérialiste (sous la forme néo-coloniale), contrairement à la Chine qui elle disposait d'immenses ressources naturelles et qui avait bénéficié de l'aide internationaliste apportée par les communistes soviétiques au début des années 1950 en vue du redressement de l'industrie manufacturière et minière sinistrées ainsi qu'à l'édification d'une industrie chinoise de production des moyens de production, permettant ainsi à la direction révisionniste chinoise de manœuvrer habilement pendant les 25 premières années suivant la victoire de 1949.

Après la révolution, le système politique cubain a certes été démocratisé, introduisant le suffrage direct et la révocabilité des élus, mais dans le domaine économique, en revanche, malgré la nationalisation des grandes entreprises, Cuba ne s'est pas acheminé sur la voie du socialisme et de l'économie planifiée, s'orientant davantage vers une large décentralisation de la gestion des entreprises. Il ne pouvait en être autrement dans le cadre de la production marchande et du maintien de Cuba

dans la division internationale du travail. Castro justifiera cette autogestion en indiquant le 26 juillet 1970 que « le Parti doit signaler les déficiences, les erreurs, etc., mais il ne doit pas dire à l'administration d'une usine ce qu'elle doit faire ». Les défenseurs du « socialisme » cubain reconnaîtront aussi l'importance de « l'autonomie » et de « l'autofinancement » au sein « d'entreprises jouissant de pouvoirs de décision étendus ». <sup>412</sup> En bref, comme à chaque fois, les révisionnistes essaient de cacher derrière un semblant de « planification économique » (les entreprises d'Etat), les recettes bien connues de l'autogestion, réduisant ainsi le rôle du Parti « communiste » à celui d'éducateur, comme les titistes et les maoïstes... <sup>413</sup>

Quant aux conséquences économiques et sociales de ces mécanismes, Humberto Pérez, alors président des organismes de planification, reconnaîtra en 1979 après avoir dénoncé « l'indiscipline économique et financière », « le laisser-aller de l'administration » et « l'utilisation irrationnelle des ressources matérielles et humaines » que « nous devons nous sentir insatisfaits de la manière dont nous avons conduit notre économie ». <sup>414</sup> En effet, les révisionnistes n'avaient rien dirigé du tout : c'est le marché international qui avait donné le ton ! Ainsi même la relative stabilité des cours du sucre n'avait pas été en mesure de garantir à Cuba une stabilité économique quelconque et encore moins un développement planifié de l'économie. A la fin des années 1980, Cuba réalisait 80 % de son commerce extérieur avec les pays du Comecon, Cuba exportant essentiellement du sucre, du nickel et des agrumes contre l'importation de nourriture, de biens de consommation courante, de matières premières, de pétrole, de produits chimiques et de machines. La dépendance et la spécialisation de l'économie cubaine vis-à-vis des pays du Comecon étaient alors extrêmes.

« L'aide » économique de l'URSS révisionniste apportée aux pays du Comecon en général et à Cuba en particulier était une aide asservissante : elle rivait l'économie de ces pays à celle du social-impérialisme soviétique et les maintenaient dans une dépendance vis-à-vis du commerce international, ce qui faisait objectivement d'eux des haut-parleurs des révisionnistes soviétiques sur la scène internationale. Les principales exportations cubaines étant le sucre et les minerais de nickel et de cuivre.

Pour le Laos, le Vietnam mais aussi la Corée du Nord, la « coopération économique » avec le social-impérialisme soviétique se traduisit par un déficit structurel de leur balance commerciale, que ce soit dans les années 1960 ou par la suite. Concernant Cuba on voit de manière évidente que son déficit commercial a un caractère structurel : la balance de son commerce extérieur a *toujours* été déficitaire depuis 1959. Pour Cuba, le début des années 1980 a marqué de manière évidente le véritable début de l'aggravation de sa situation économique, le montant de ses exportations stagnant ou diminuant tandis que s'envolait le montant de ses importations. Ceci démasque la démagogie des social-impérialistes pour lesquels le sucre était une « arme de lutte contre le sous-développement » et représentait une source essentielle d'accumulation et de reproduction » de l'économie cubaine ! Pour les révisionnistes soviétiques, comme pour les révisionnistes contemporains, le solutionnement du problème de la « diversification et de l'industrialisation » de l'économie cubaine était « prématuré ». Pour eux, il était hors de question pour Cuba de prétendre pouvoir « renoncer rapidement aux structures traditionnelles de son économie à prédominance sucrière » ! <sup>415</sup>

Mais accumulant des déficits commerciaux d'année en année, la seule chose qui se reproduisait constamment *sur une base élargie* à Cuba, malgré l'augmentation de la production sucrière, c'était sa dépendance économique à l'égard du social-

impérialisme soviétique ! Les révisionnistes pro-castristes reconnaissaient eux-mêmes que Cuba était tombée « sous la dépendance économique totale de l'URSS », mais renonçaient à caractériser ouvertement ces relations comme étant de type *impérialistes* : à l'instar des social-impérialistes soviétiques, ils estimaient en effet que « le principe compter sur ses propres forces » n'a pas pu être appliqué à Cuba en raison de facteurs « objectifs », en premier lieu du fait que « la structure économique de l'île » façonnée par la domination coloniale était « complètement dépendante des importations de ressources énergétiques, d'équipement de base de l'industrie lourde et légère ». <sup>416</sup> Les révisionnistes pro-castristes transforment ici une réalité en une nécessité pour justifier l'aplatissement des dirigeants cubains face au social-impérialisme soviétique. Ces « arguments » ne sont pas sans rappeler ceux du trotskiste Sokolnikov ! Ils n'avaient aucune valeur : il suffit de rappeler qu'outre des mines de nickel et de fer, Cuba avait hérité de la colonisation américaine l'aciérie *American Steel*. Contrairement à l'Albanie socialiste qui devait partir *de rien* pour l'édification de son industrie lourde (réduite à quelques mines primitives), particulièrement dans le domaine de la sidérurgie et des constructions mécaniques. Cuba, possédait donc une base industrielle, certes faible, mais *plus large et plus diversifiée*.

La réforme agraire à Cuba a été réalisée en plusieurs fois, ne s'attaquant dans un premier temps (1959-1960) qu'aux grands domaines latifondiaires. Cependant, si cette réforme permit d'éliminer la bourgeoisie latifondiaire, la petite et moyenne bourgeoisie rurale, elles, subsistaient : 4 ans après la victoire castriste, la loi du 13 octobre 1963 fixait la limite des propriétés à une surface de 67 ha, ce qui n'empêchait d'ailleurs pas les propriétaires expropriés du surplus de percevoir une « indemnisation » étalée sur dix années... Une tentative de diversification des cultures fut faite, mais le manque d'outillage ainsi que la grande importance de la petite culture individuelle entraînèrent la baisse des rendements sucriers. La production sucrière cubaine baissa donc de 6,8 à 3,8 millions de tonnes entre 1961 et 1963. Devant cet échec, Castro renonça à la diversification et annonça en août 1963 que l'agriculture serait « la base de l'économie » et que le sucre devait « servir de base pour le développement de cette économie ».

Rafael Rodriguez annonça ainsi en 1963 qu'il valait mieux « produire plus de sucre pour acheter du riz que de vouloir produire du sucre et du riz ». Les dirigeants révisionnistes cubains ne virent donc pour seule « possibilité » de « développement économique », la priorité du développement de la culture et de l'industrie sucrières. Cette perspective fut alors rendue possible, malgré le blocus économique total décrété en 1962 par Kennedy, par des accords économiques passés entre Cuba et l'URSS révisionniste dès janvier 1964.

L'« aide économique » apportée par l'URSS révisionniste et le Comecon consistait dans l'achat à Cuba de la moitié de sa production sucrière à des prix garantis, plus élevés et plus stables que les cours mondiaux. Ce commerce devait permettre à Cuba de « planifier son développement » <sup>417</sup>, d'autant plus que les partenaires commerciaux se multipliaient : à partir de 1970, la Chine se portait acquéreuse d'1 million de tonnes de sucre. En 1964, les dirigeants cubains élaborèrent donc un plan sucrier au terme duquel la production devait être portée à 10 millions de tonnes en 1970, soit un doublement par rapport à son niveau des années 1950. Pourtant la production moyenne des années 1965-1971 ne fut que de 5,6 millions de tonnes et de l'ordre de 6 millions de tonnes pour les années 1977-1978. Le manque de mécanisation ainsi que la faiblesse des infrastructures

d'irrigation ne permit pas à l'agriculture cubaine de surmonter les aléas climatiques, entraînant de grandes fluctuations de la production d'une année à l'autre.

Devant ce demi-échec du sucre et parallèlement aux chutes brutales du cours mondial du sucre à partir de 1975, cours auxquels Cuba écoulait tout de même plus de 2 millions de tonnes de sucre, fut renforcée la culture du tabac et des agrumes (qui devinrent au début des années 1980 la cinquième source de devises du pays). En outre, les dirigeants cubains admirent que cet objectif sucrier avait été disproportionné et qu'il fallait selon Carlos Rafael « nous préparer ainsi, lentement et prudemment, pour la phase industrielle engagée à partir de 1975 ». Les dirigeants cubains se proposèrent ainsi à nouveau à partir de 1975 de diversifier l'économie cubaine, évidemment pas en donnant la priorité à l'industrie de production des moyens de production.

La petite bourgeoisie socialisante cubaine était bien incapable de développer une telle base industrielle, d'autant que le social-impérialisme soviétique n'aurait jamais consenti à l'aider dans cette entreprise : une telle aide n'aurait pas été jugée « rentable » par les mercantis social-impérialistes : n'avaient-ils d'ailleurs pas raison, puisque si un pays diminuait sa dépendance économique, les débouchés à l'exportation s'en trouveraient réduits pour le social-impérialisme soviétique. De son point de vue, une telle aide était absolument non rentable, contre-productive même ! Dans le domaine industriel, la production fut donc surtout cantonnée aux besoins de l'agriculture, elle-même tournée quasi-exclusivement vers l'exportation, d'où l'absence totale du développement de l'industrie mécanique et de l'industrie lourde. Ainsi, les brejnéviens apportèrent leur « aide » aux dirigeants cubains en construisant une usine produisant des machines combinées de conception soviéto-cubaine pour la coupe de la canne à sucre. L'industrie extractive du nickel comptait aussi parmi les domaines essentiels dans lesquels l'URSS révisionniste apporta son « aide », ici évidemment en vue de l'exportation de ce minerai dont l'extraction passa donc de 18 000 à 36 000 tonnes de 1958 à 1977. Pour sa fourniture énergétique Cuba a misé sur les centrales thermiques, avec pour corollaire une forte dépendance énergétique vis-à-vis du pétrole. La centrale atomique promise par le social-impérialisme soviétique dans les années 1970 pour réduire cette dépendance énergétique, si coûteuse en devises pour l'économie cubaine, ne fut jamais terminée : commencée à Jurugua en 1980, elle n'était toujours pas achevée en 1991 (moins de 60 % des investissements ayant été réalisés à cette date...), certainement pour ne pas fournir un mobile de « provocation » vis-à-vis des USA voisins...

Avec la crise économique de 1973, un nombre croissant de puissances impérialistes (Canada, Grande Bretagne, Espagne, France, Japon) s'ouvrirent au commerce avec Cuba qui leur exportait son sucre, son tabac, ses langoustes et ses articles d'artisanat contre l'importation de biens de consommation courante, d'autobus, de camions, de locomotives et de tracteurs. Dans les années 1970, le sucre représentait 80 % des exportations cubaines, avec conséquemment un déficit systématique de la balance du commerce extérieur (respectivement 105, 301 et 181 millions de dollars pour les années 1959, 1964 et 1976), et donc le creusement de la dette extérieure. Ces difficultés économiques ont empêché les dirigeants cubains de régler la crise du logement déjà existante sous Batista : non seulement la crise du logement n'a pas été réglée, mais encore s'est-elle aggravée puisqu'il a fallu employer le peu de matériaux de construction disponibles à la construction d'écoles et de bâtiments sociaux. Ainsi seulement 209 000 logements ont été construits dans les années 1959-1975 ce qui était largement insuffisant, puisque Cuba comptait une

population de 6,8 millions d'habitants en 1960 et de 9,5 millions en 1978 (11,3 millions en 2006). Cependant, il faut reconnaître que cette aggravation était relative mise en regard avec la crise du logement bien plus aiguë sévissant à la même époque dans les autres pays latino-américains sous domination américaine où la population des campagnes, chassée par l'exode rural massif venait grossir les favelas.

En 1975, Fidel Castro répondait à un reporter américain qui lui faisait remarquer que « Cuba avait troqué une forme de dépendance contre une autre » que « l'URSS nous a offert des facilités de paiement, nous a aidés à obtenir des crédits ailleurs... Contrairement aux USA autrefois, l'URSS ne possède pas la moindre mine à Cuba, pas une seule fabrique de sucre ou un hectare de terre, ni banque, ni entreprise. Tous les moyens de production sont entre nos mains. Nos relations avec l'URSS n'ont rien à voir avec celles qui ont existé avec les USA... »

Bien entendu autant Castro que le représentant de l'impérialisme américain avaient raison, du moins partiellement. Castro avait raison puisque Cuba s'était affranchi de la tutelle coloniale de l'impérialisme américain et de son sbire Batista, rompant une dépendance coloniale exclusive qui se traduisait par des inégalités sociales extrêmes ; mais le reporter américain avait également partiellement raison, puisque s'il n'y avait certes pas de propriété directe du social-impérialisme soviétique, Cuba n'avait pas d'indépendance économique et la structure qualitative de son économie n'avait pas fondamentalement changé par rapport à la période coloniale : Cuba restait un pays exportateur de produits agricoles et miniers et était contraint d'importer la plupart des équipements et des marchandises de consommation courante, créant un asservissement économique croissant vis-à-vis de ses « partenaires commerciaux » de l'extérieur, et surtout vis-à-vis des « crédits de développement » accordés par l'URSS social-impérialiste.

Observant eux-mêmes cette situation, certains marxistes-léninistes influencés par les thèses des révisionnistes chinois posaient ainsi la question : « **n'hypothèque-t-on pas à Cuba l'indépendance nationale ?** »<sup>418</sup> En Chine, en effet, les révisionnistes visaient à un développement économique indépendant. Au fur et à mesure que s'approfondissait la néo-colonisation de Cuba, malgré toutes les « aides » accordées par les révisionnistes soviétiques, les révisionnistes cubains étaient contraints de revoir à la baisse leurs objectifs de développement de l'économie. Ainsi, au II<sup>ème</sup> Congrès du Parti communiste cubain en décembre 1981, Castro reconnut ceci :

« Le plan pour 1981-1985 n'est pas un plan d'investissement par excellence. Il s'agit plutôt de mener à terme les investissements déjà en cours que d'en commencer de nouveaux ».<sup>419</sup>

Le tableau n'était pas meilleur dans l'ensemble de l'économie cubaine : ainsi en présentant le budget de l'année 1983, les dirigeants cubains après l'avoir qualifié de « serré » et « modeste », furent obligés de reconnaître que pour maintenir le développement du secteur du logement, de la santé et de l'éducation ils étaient « contraints de sacrifier certains objectifs et notamment la satisfaction d'autres besoins populaires et projets de développement ».<sup>420</sup> Voilà comment « l'économie socialiste » cubaine était contrainte d'hypothéquer l'avenir !

Cuba était en quelque sorte la « vitrine » du social-impérialisme qui lui permettait de se rapprocher des pays dépendants du monde des « non-alignés », ceci valait bien la peine de pratiquer un « commerce équitable » avec les révisionnistes cubains, le social-impérialisme soviétique étant assuré d'obtenir un « retour d'investissement » s'il arrivait à convaincre par là telle ou telle clique bourgeoise compradore de se lier

à lui ! Hélas, les agressions militaires de type coloniales en Tchécoslovaquie et en Afghanistan réduisirent bientôt à néant les effets de cette propagande mystificatrice.

Guevara, bien que plus progressiste que Mao sur les questions d'économie politique, n'était pas pour autant marxiste-léniniste : au début des années 1960, il fut un partisan acharné de l'alliance avec l'URSS révisionniste au point qu'il devint l'ambassadeur itinérant de Cuba, chargé d'établir des relations économiques avec les « pays socialistes » et les « pays non-alignés », se rendant dans les pays révisionnistes du Comecon, mais aussi en Chine et même en Yougoslavie, ainsi que dans les pays nationalistes bourgeois comme l'Égypte, l'Inde et l'Indonésie. Enthousiaste au début, il ne tarda pourtant pas à déchanter : en décembre 1964, à la tribune des Nations-Unies, il dénonça les agissements criminels de l'impérialisme américain ainsi que la collusion des révisionnistes soviétiques : « La coexistence pacifique entre nations n'existe pas entre exploiters et exploitées, entre oppresseurs et opprimés ».

En février 1965, à Alger, il critiqua même « l'égoïsme » des révisionnistes soviétiques : « Comment peut-on parler de bénéfice mutuel quand on vend au prix du marché mondial les matières premières produites par la sueur et la souffrance sans limite des pays pauvres, et qu'on achète au prix du marché les machines fabriquées par les grandes usines automatisées modernes ? » L'idéalisme de Guevara transparait également clairement quand il affirmait que « le développement des pays qui s'engagent sur la voie de la libération » devait « être payé par les pays socialistes ». Loin d'être révolutionnaire, une telle revendication s'apparentait davantage à de la charité chrétienne ! Si les pays socialistes comme l'URSS devaient en effet apporter une aide aux ex-pays coloniaux, c'était en les aidant à édifier une industrie lourde indigène, l'essentiel de la tâche d'édification socialiste devant reposer sur le facteur intérieur. Les désillusions l'avaient donc amené à une critique indirecte des visées impérialistes néo-coloniales des révisionnistes soviétiques. Guevara avait pour lui une circonstance atténuante, le fait d'avoir été « écarté » par les révisionnistes castristes : en 1960, Castro s'était arrangé pour qu'il ne fasse pas partie de la délégation cubaine à la Conférence de Moscou. Sa critique restera donc idéaliste, et ne l'amènera à se lancer dans un aventurisme volontariste qui lui coûta la vie...

On ne peut, comme les dirigeants du PTB aiment à le faire, séparer l'économie de la politique, à l'instar de Martens qui reconnaît la soumission économique de Cuba au social-impérialisme soviétique tout en découvrant on ne sait quelle opposition « marxiste-léniniste » de Castro à sa politique... Les révisionnistes cubains n'ont-ils pas été au contraire les laquais les plus exemplaires de l'URSS social-impérialiste, soutenant l'ensemble de leurs agressions armées (Tchécoslovaquie, Afghanistan) et leur politique de pénétration des mouvements de libération nationale dans les pays sous domination d'autres puissances impérialistes ?

**« Le social-impérialisme soviétique cache même ses visées expansionnistes, sous le slogan de « l'aide à la révolution prolétarienne » ». <sup>421</sup>**

... remarquaient les marxistes-léninistes albanais !

De même, il est stupide de s'extasier aujourd'hui au sujet du prétendu « internationalisme » des dirigeants cubains (du fait qu'ils forment des médecins pour l'Amérique latine) ou des dirigeants chinois (qui viennent proposer leur aide à la construction d'écoles et à la formation de personnel technique) ! L'URSS révisionniste, la Chine, ainsi que d'autres pays nationalistes bourgeois ayant cherché à se draper de la toge du socialisme, ont dans les années 1960-1980 formé des cadres

étrangers en recevant des étudiants des pays africains et latino-américains, accordé des crédits d'Etat à Etat et aidé à la construction d'infrastructures ! C'était alors un moyen d'encourager le développement des relations commerciales avec ces pays et un moyen direct d'y investir. Aujourd'hui encore, l'exportation de capitaux chinois à l'étranger sert essentiellement à promouvoir les relations commerciales avec la Chine. Comme Lénine le soulignait, l'exportation de Capitaux devient un moyen d'encourager l'exportation de marchandises.

L'effondrement du social-impérialisme soviétique ne pouvait évidemment rien arranger à la débâcle économique de Cuba, puisque les révisionnistes cubains furent contraints d'un coup de vendre toute leur production aux prix du marché international, inférieurs ! Catastrophe ! Le gouffre du déficit de la balance commerciale n'a cessé de s'approfondir et pour les années 2000, 2004 et 2005, les importations cubaines ont représenté environ 72 % du volume du commerce extérieur cubain.

Quand le social-impérialisme soviétique s'est effondré, Cuba a du vendre son sucre au prix du marché mondial beaucoup plus faible que le prix antérieur : le résultat est que, bien qu'à la fin des années 1990 le sucre représentait encore une grande partie des exportations cubaines (les  $\frac{3}{4}$ ), sa production avait diminué de 6 à 3 millions de tonnes entre 1990 et 1998... D'où le creusement du déficit du commerce extérieur : en 2000, la balance commerciale cubaine était très déficitaire. Le déficit commercial n'a cessé de s'aggraver depuis, malgré les recettes dues au tourisme, qui est désormais la première activité de l'île.

Depuis 1991, le seul secteur de l'économie cubaine à enregistrer un solde positif est le secteur des services, mais de manière insuffisante pour compenser le solde négatif de son commerce de marchandises. Il faut dire que l'industrie légère et l'agriculture restent sous-développées et que l'industrie lourde est limitée à l'industrie d'extraction (pas de sidérurgie ou d'industrie mécanique) : face à cette situation, Cuba s'est donc d'abord liée aux pays impérialistes d'Europe (un tiers de son commerce) et cherche ces dernières années à se lier davantage avec la Chine et les « pays émergents » d'Amérique latine. (Brésil, Venezuela).

Commerce extérieur de marchandises (en milliards de dollars)															
Pays	Cuba									Corée du Nord			Albanie		
Année	1957	1964	1972	1980	1984	1988	1991	1998	2004	1990	1998	2005	1989	1995	2006
<b>Volume global</b>	1,7	1,7	2,1	12,1	14,4	13,1	4,8	5,7	6,2	4,8	1,8	4,0	0,7	0,9	3,7
<b>Exportations</b>	0,9	0,7	0,8	5,6	6,2	5,5	1,1	1,5	1,7	1,9	0,6	1,4	0,3	0,2	0,8
<b>Importations</b>	0,8	1,0	1,3	6,5	8,2	7,6	3,7	4,2	4,5	2,9	1,2	2,6	0,4	0,7	2,9
<b>Balance</b>	0,1	-0,3	-0,5	-0,9	-2,0	-2,1	-2,6	-2,7	-2,8	-1,0	-0,6	-1,2	-0,1	-0,5	-2,1

En 2004-2005, le Venezuela et la Chine étaient devenus les premiers partenaires commerciaux de Cuba, sans que cela l'ait aidé à réduire le déficit de son commerce extérieur dont la grandeur absolue est restée inchangée et dont la grandeur relative a littéralement explosé du fait de la forte augmentation du volume des échanges.

Ni en Albanie socialiste, ni dans l'URSS des années 1930-1940 n'existait de déficit structurel de la balance commerciale ou de dette extérieure, le commerce extérieur soviétique et albanais étant d'ailleurs, comme nous l'avons vu, extrêmement réduit. L'apparition de l'un ou de ces deux indices a signifié que les rapports de production socialistes avaient été liquidés et que le moteur de l'économie était redevenu la recherche de maximum profit d'une minorité d'exploiteurs,

nationaux et/ou internationaux, indépendamment du maintien de certains acquis sociaux. Durant la période 1990-1992, la dette extérieure de l'Albanie est passée de 0,09 à 0,64 milliards de dollars. En elle se montait à 1,55 milliards de dollars en 2004, malgré plusieurs réductions de dette accordées par le FMI et l'UE. Un pays socialiste peut-il se permettre d'avoir une dette extérieure ? Non ! Car contracter une dette extérieure signifie perdre son indépendance. En URSS ou en Albanie, il n'y avait pas de dette extérieure. Du jour où une dette extérieure est apparue, c'est parce que le socialisme avait été liquidé ! L'Albanie est un cas d'école en ce qu'il a démontré l'aspect particulièrement brutal et sauvage de la restauration du capitalisme dans des pays plus faibles que l'URSS : la nécessaire transition à travers le fascisme, la liquidation de l'agriculture intensive et de l'industrie en vue de la néo-colonisation.

Perpétuant les vues idéalistes petite-bourgeoises en économie politique, Castro voyait une opposition irréductible entre la stimulation de la production destinée à satisfaire les besoins matériels des travailleurs et le développement de la conscience communiste. Dans son discours au 4<sup>ème</sup> Congrès de la jeunesse communiste en avril 1982, il affirmait que :

« Si l'homme travaille plus parce qu'il gagne plus, c'est une attitude positive qui aide à produire davantage. Mais cela ne forme pas une conscience communiste ».

C'est en substance le même dilemme qui mettra en émoi les dirigeants révisionnistes chinois du vivant de Mao, incapables de concilier le développement accéléré de l'économie avec l'élévation de la conscience socialiste des travailleurs. Pourtant la pratique économique et sociale sous Staline et Enver Hoxha ont parfaitement démontré que l'harmonisation de ces intérêts *apparemment* contradictoires (tout dépend des conditions économiques et sociales, mesdames et messieurs les révisionnistes !) était parfaitement possible et réalisable quand les rapports de production étaient de type socialistes : sous le socialisme, la croissance économique profite intégralement aux travailleurs (et non aux exploités de l'intérieur ou de l'extérieur), renforçant ainsi leur attachement à la propriété collective et le développement de la conscience communiste. La marque constante du socialisme petit-bourgeois est qu'il méconnaît les lois du développement économique et social.

Et qu'on ne nous dise pas que ces principes ont une valeur toute relative et sont insuffisants pour édifier le socialisme et conserver à l'Etat son caractère socialiste !

Nous ne nions pas que Cuba puisse apparaître comme une réussite à certains pays bourgeois du « tiers monde », vu la situation économique et sociale plus favorable : l'existence d'une médecine populaire, le large accès à l'éducation, les aides sociales et certainement beaucoup moins d'inégalités économiques que dans le reste des pays dépendants, sans compter un taux de chômage officiel bien plus proche de celui des pays impérialistes développés que de celui des pays de leurs zones d'influence. Nous nous élevons simplement contre les prétentions qu'ont les dirigeants cubains de « construire le socialisme ». Si Cuba est parvenu à ne pas s'effondrer complètement, c'est en grande partie grâce aux devises apportées par le tourisme, mais cette « industrie » du tourisme, on le conçoit sans difficulté, ne peut être le pilier d'une quelconque économie socialiste et ne peut en aucun cas constituer un modèle de développement pour d'autres pays « en voie de développement » !

On nous dira (avec raison) que le système social cubain est tout de même moins inégalitaire que celui des autres pays du même continent, qu'il a remporté de grand succès dans le domaine de l'éducation et de la santé. Certes, quand en 1958 un quart

de la population était analphabète et seulement 56 % des enfants scolarisés, vingt ans plus tard en 1978, c'étaient 92 % des enfants qui de 6 à 16 ans qui étaient scolarisés (96 % dans les années 2000-2005). Mais l'effondrement du taux d'accroissement naturel de la population cubaine témoigne de la grave crise économique dans laquelle Cuba s'est enlisée à partir de la deuxième moitié des années 1970, crise qui s'est évidemment aggravée en 1991. Le taux d'accroissement naturel de la population cubaine a été respectivement de 23, 10 et 5 ‰ pour les années 1970, 1990 et 2005. L'indice de fécondité par femme était de 1,7 en 1990 et de 1,6 en 2005.

Pour les révisionnistes, le « socialisme » est réduit à moins d'inégalités économiques et à la médecine et à l'éducation pour tous. Ainsi, en 1983 il y avait un médecin pour 576 habitants (un pour 1117 habitants en 1959) et un lit d'hôpital pour 208 habitants, ce qui était très supérieur au niveau de beaucoup de pays dépendants d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine et même de certains pays impérialistes. A titre de comparaison, en Albanie, il y avait en 1983 un médecin pour 573 habitants (un pour 8333 habitants en 1950) et un lit d'hôpital pour 170 habitants !

Mais en Albanie, le socialisme n'était pas réduit au nombre de médecins ou au niveau d'alphabétisation de la population, bien que l'Albanie se soit placée en très bonne position dans ces domaines : en 1978, l'UNESCO remarquait que l'Albanie était le pays européen où le pourcentage d'étudiant était le plus élevé, tandis qu'un expert bourgeois remarquait des « succès obtenus dans le domaine de la santé publique depuis 1945 » qu'ils « comptent parmi les plus spectaculaires du régime albanais » !<sup>422</sup> Il faut savoir que dans les années 1930, la malaria, la tuberculose, la syphilis et beaucoup d'autres maladies y faisaient des ravages.<sup>423</sup>

L'ouvrage *Le socialisme à la cubaine* illustre mieux que n'importe quel long discours comment les révisionnistes ont de tous temps focalisé sur ces points pour passer sous silence les véritables fondements économiques politiques et sociaux du socialisme, et comment certains « marxistes-léninistes » aujourd'hui *ne font pas mieux* que les révisionnistes du P«C»F dans les années 1980, qui eux aussi s'étendaient en long, en large et en travers sur le système éducatif et sanitaire cubain, pour mieux passer sous silence l'analyse de classe des fondements matériels de la société cubaine...

En 1983, il y avait un médecin pour 752 habitants en Chine, un médecin pour 730 habitants en Egypte, un médecin pour 545 habitants en Serbie, un médecin pour 488 habitants en Norvège, un médecin pour 476 habitants aux USA, un médecin pour 465 habitants en France, un médecin pour 400 habitants en Corée du Nord, un médecin pour 392 habitants en Belgique, un médecin pour 306 habitants en Israël, etc.

Chercherions-nous durant une éternité à vouloir mettre en évidence un « degré de socialisme » ou un « rapport de progressivité » dans ces chiffres, que nous n'en serions pas moins dans l'impossibilité de conclure ! Ou bien alors l'impérialisme israélien serait l'Etat le plus socialiste ! Il est donc complètement faux de voir du « socialisme » dans un large accès à la santé et à l'éducation, comme le prouve le niveau atteint par la bourgeoisie des pays impérialistes, mais également de certains pays dépendants.

Seuls les pays dépendants les plus arriérés économiquement et où la bourgeoisie nationale est la plus soumise au diktat de la bourgeoisie impérialiste, souffrent d'un réel retard dans le domaine de la santé et de l'éducation de leur population. Le capitalisme nécessite comme le remarquait déjà Marx, des travailleurs dotés d'un haut degré de qualification et qui soient en bonne santé.

C'est seulement au stade terminal de l'impérialisme que les pays bourgeois dont l'économie est en décomposition en viennent à remettre en cause ces acquis démocratiques-bourgeois, afin de diminuer à n'importe quel prix le coût de la force de travail.

Il ne faut pas donc pas oublier qu'à Cuba, si l'exploitation était certes « adoucie », puisque des acquis sociaux avaient été concédés, elle n'était pas pour autant supprimée. Ce constat est aujourd'hui toujours encore plus évident, alors que le Capital étranger détient une grande partie de l'outil productif, ensuite l'existence d'une dette extérieure qui hypothèque sérieusement l'avenir.

Après 1990, l'économie cubaine souffrait du manque de pétrole, de la pénurie en pièces détachées et le déficit des entreprises du secteur d'Etat se creusa encore davantage, accompagné par l'inflation. Comment Cuba a-t-il pu surmonter cette situation ? Evidemment pas par ses propres forces, mais en se tournant vers d'autres partenaires commerciaux et investisseurs ! Il ne pouvait pas s'agir des USA déterminés à maintenir leur embargo économique contre Cuba en espérant provoquer l'effondrement du régime castriste et pouvoir rappeler ainsi la bourgeoisie compradore cubaine pro-américaine en exil à Miami. C'est donc du côté des concurrents de l'impérialisme américain que s'est tourné Cuba, en premier lieu vers le Canada, l'UE et la Chine avec lesquels il entretenait déjà des relations commerciales. En 2000, la production de l'économie cubaine, si elle s'était certes redressée par rapport à son niveau au point bas de la crise (1994), ne représentait pourtant que 85 % de son niveau de 1990 ! Durant la période 1989-1992, le PNB cubain s'est effondré de 35 %. En 2000, malgré la chute des cours du sucre et la baisse de la production sucrière cubaine, le sucre occupait toujours le premier rang dans les exportations, suivi des minéraux et du tabac.

Si Cuba a pu éviter une totale débâcle économique c'est uniquement grâce à « l'industrie » du tourisme soutenue depuis 1991. Dès 1996, le tourisme rapportait plus de devises que la production sucrière. En 2003, 1,9 millions de touristes canadiens et européens ont rapporté 2,1 milliards de dollars de revenus ! En 2005, 2,3 millions de touristes ont rapporté 2,2 milliards de dollars de revenus, soit 41 % de la valeur de la balance des paiements ! La même année, les transferts de fond de travailleurs émigrés ont rapporté à Cuba 1,3 milliards de dollars, soit 24 % de la valeur de sa balance des paiements ! Le nickel lui n'avait fourni qu'un milliard de dollars et la production sucrière avait continué à s'effondrer à un niveau de 1,3 millions de tonnes. C'est-à-dire que les deux tiers de la balance des paiements cubaine avaient été fournis par des activités parasitaires et non productives ! Et dans le développement industriel, Cuba n'en doit pas moins faire appel aux entreprises étrangères, surtout canadiennes, chinoises et allemandes, pour développer l'extraction du nickel ainsi que son secteur pharmaceutique !

Avec la création en 1993 de la première « zone franche » où le capital étranger investit, Cuba est en train de terminer sa néo-colonisation : **sa dépendance commerciale à fini par l'amener à restaurer la domination du Capital étranger dans son économie.** Cela est si vrai qu'en 1995, le gouvernement cubain a voté une loi autorisant les investissements étrangers dans tous les secteurs, à l'exception de la santé, de l'éducation et de la défense. La possibilité de constituer des entreprises mixtes a été accordée, des garanties contre les nationalisations ont été données, le rapatriement de l'intégralité des profits a été permis et quatre « zones franches » destinées à attirer les investisseurs étrangers ont été créées. Est-ce cela le « plus de socialisme » proposé démagiquement par les révisionnistes cubains ?

N'est-ce pas au contraire devenir un pays dépendants bourgeois-compradore comme tous les autres ? Dans ces circonstances, le secteur monopoliste d'Etat cubain s'est réduit comme une peau de chagrin : si en 1989 il représentait plus de 94 % de l'emploi, il n'en représentait plus qu'à peine 70 % en 1994. En 2005, le stock de capitaux étrangers (IDE) faits à Cuba s'est monté à six milliards de dollars. Les principaux investisseurs étant l'Espagne, le Canada, l'Italie et la France à des hauteurs respectives de 25, 20, 19 et 6 %. Les investissements sont essentiellement faits sous la forme de sociétés mixtes et de succursales étrangères dans des secteurs aussi variés que l'énergie (pétrole, gaz), les mines, l'agroalimentaire, etc. La Chine a fait son entrée pour développer le potentiel de production de l'Ile dans le domaine du nickel et du pétrole. Le Venezuela, qui a conclu avec Cuba des accords pour la fourniture d'hydrocarbures de bonne qualité à des conditions de prix et de financement très avantageuses, et bénéficie donc en contrepartie d'une situation privilégiée.

Le marché noir a pris des proportions gigantesques et paysans aisés, intermédiaires commerciaux et prestataires de services (surtout liés au secteur touristique) se sont enrichis considérablement, tandis que les travailleurs du secteur monopoliste d'Etat ont supporté l'essentiel du poids de la crise. Le problème du marché noir à Cuba ne date pas des années 1980, ni des années 1990, mais bien des années 1960 : en 1967, Castro affichait déjà comme objectif de « tarir la source du marché noir ». Mais cette source, loin d'être aujourd'hui tarie, vomit à une échelle toujours plus grande les éléments bourgeois les plus dégénérés que l'on rencontre couramment dans les pays dépendants les plus soumis.

En 2004, le niveau de vie *moyen* de 1989 n'avait pas encore été retrouvé. Malgré un égalitarisme relatif du régime castriste et malgré le maintien des piliers du système social cubain (santé, éducation, retraites, etc.), la société cubaine tend de plus en plus à voir s'accroître les inégalités : la pénétration de capitaux étrangers, la différenciation de la paysannerie à la campagne et le large développement d'éléments bourgeois, accélérées par les IDE, le commerce international et le tourisme, accélèrent la polarisation sociale de la société cubaine. Il faut dire que les « réformes » économiques sont importantes : à partir de 1993 les marchés libres ont été adoptés pour l'agriculture, tandis que les sociétés à capitaux mixtes se multiplient. En 1982, la dette extérieure cubaine se montait à 3,5 milliards de dollars. En 2005, elle a dépassé 12 milliards de dollars, sans compter l'ancienne dette à l'égard de la Russie se montant à plus de 15 milliards de dollars, dette héritée de « l'aide économique » apportée à Cuba par l'URSS social-impérialiste.

Beau « socialisme » que la société bourgeoise-compradore cubaine ! Ce n'est pas un hasard si le Parti révisionniste russe s'entête à voir du « socialisme » à Cuba ou à en découvrir au Venezuela :

« Aujourd'hui le blocus contre Cuba se poursuit ainsi que les provocations interminables contre le Venezuela, dont les peuples ont opté pour la voie de développement socialiste ». <sup>424</sup>

Si dans les années 1960-1980, les révisionnistes cubains, en instrument du social-impérialisme soviétique, combattaient les révisionnistes chinois, aujourd'hui ces révisionnistes chinois, alors qu'ils ont fait tomber leur masque, sont loués par les révisionnistes cubains...

Ces quinze dernières années, la pauvreté a augmenté et surtout le fossé s'élargit entre les employés d'Etat qui représentent la majorité de la force de travail et dont les revenus restent faibles et la petite et moyenne bourgeoisie ainsi que ceux travaillant

dans le secteur du tourisme ou recevant de l'argent de parents vivant à l'étranger. Dans cette situation, on a observé à Cuba durant les deux dernières décennies un regain d'intérêt pour la « vie spirituelle » : de plus en plus de jeunes se tournent vers la religion au point que Castro ait dès 1989 invité le pape Jean-Paul II à venir prêcher à Cuba, lui proposant même en 1990 une « **alliance stratégique entre chrétiens et marxistes** », c'est-à-dire une alliance entre le bastion de l'obscurantisme et de la réaction bourgeoises internationale et les révisionnistes compradore cubains. C'est en 1998 que cette visite et cette alliance devinrent réalité.

« C'est précisément pour son rôle réactionnaire que les classes dominantes ont soutenu et soutiennent la religion. Le langage des capitalistes, des révisionnistes et de la prétraille réactionnaire est le même dans son essence ». <sup>425</sup>

Pour un marxiste-léniniste, il ne fait aucun doute que le clergé en général et le clergé catholique en particulier, est un allié objectif des exploiters contre la révolution sociale et constitue un détachement d'avant-garde de la réaction mondiale. Le clergé, malgré ses prétentions « humanistes » n'hésite pas à s'allier aux fascistes dès que l'ordre bourgeois est menacé, dès qu'il faut combattre la « peste rouge », comme en témoigne la politique du Vatican dans les années 1930-1940.

Par la suite, le clergé n'a bien sur jamais perdu son caractère obscurantiste, rétrograde et réactionnaire, le seul socialisme admissible pour lui étant le « socialisme » de conciliation de classe prôné par les révisionnistes. Les marxistes-léninistes albanais en firent l'expérience, quand le clergé albanais, après avoir soutenu les occupants fascistes, tenta de provoquer un débarquement anglo-américain. <sup>426</sup>

Les révisionnistes du P«C»F caractérisaient les fondements du « socialisme à la cubaine » comme étant « le pouvoir populaire, la décentralisation et la nouvelle gestion économique ». <sup>427</sup> Ce « socialisme à la cubaine » ressemble donc comme deux gouttes d'eau au révisionnisme le plus commun ! A la fin des années 1970, affrontant de graves difficultés économiques, les entreprises étaient tenues d'appliquer le « **nouveau système de direction et de planification** » qui consistait dans la liquidation du peu de « d'interventionnisme » d'Etat qui faisait mine de réguler la production en donnant des objectifs de production aux entreprises. Ainsi, les usines devaient s'autofinancer, réaliser des bénéfices et établir elles-mêmes leur propre budget. En juillet 1980 eût même lieu une « **réforme des salaires** » qui autorisait les entreprises à recourir au chômage technique, mettant alors les travailleurs concernés en état de « **disponibilité temporaire** », ceux-ci percevant alors une indemnité équivalente à 70 % de son salaire. Dans les pays impérialistes, on appelle ça « l'indemnité chômage » !

Quand les dirigeants cubains s'engagèrent sur la voie de la coopération à la fin des années 1970, ils le firent sur le modèle chinois, c'est-à-dire en accordant aux paysans ayant rejoint les communautés rurales un « loyer sur la terre » destiné à amortir progressivement la valeur de la propriété regroupée.

Ceci amena non pas à la création d'un secteur « socialiste » ni même « semi-socialiste », mais à la création d'un secteur coopératif semblable aux coopératives de productions capitalistes, coopératives similaires dans leurs fondements aux sociétés par action. D'ailleurs, dans les communes populaires chinoises, tout comme dans les fermes collectives d'ex-URSS à partir de la fin des années 1950, les moyens de production devaient être achetés à l'Etat, et non prêtés par l'Etat socialiste, compromettant gravement les investissements lourds et le développement de l'agriculture.

Ce modèle coopératif capitaliste est certes plus performant que de petites exploitations individuelles, mais très inférieur au modèle kolkhozien, avec lequel les investissements fondamentaux sont réalisés par l'Etat de dictature du prolétariat. En témoigne enfin à la campagne la prépondérance de la petite production marchande et le très faible niveau de mécanisation.

La part réservée à l'accumulation, bien que plus importante qu'à l'époque de la petite propriété individuelle, restait inévitablement très inférieure à celle du régime kolkhozien, où la répartition des revenus était vraiment fonction de la quantité et de la qualité du travail fourni et où les coûteux moyens de production mécanisés étaient propriété d'Etat. L'agriculture cubaine comme l'agriculture chinoise peinèrent donc à se mécaniser et à se diversifier durant des décennies de « socialisme » et l'aménagement d'infrastructures agricoles gourmandes en investissements resta sous disproportionné. A Cuba, la presque totalité de la production de tabac est actuellement réalisée par de petites exploitations dont la surface ne dépasse pas 4 hectares.

Ce sont des indices objectifs qui démontrent le fossé séparant le socialisme marxiste, celui édifié en URSS pendant un tiers de siècle et en Albanie pendant quatre décennies, et le « socialisme » petit-bourgeois « niveleur » édifié à Cuba...

Les dirigeants révisionnistes cubains (et pro-cubains) parlent beaucoup du blocus économique des USA à l'égard de Cuba, qui aurait d'ailleurs selon eux débuté au lendemain même de la révolution cubaine, le 1<sup>er</sup> janvier 1959, ce qui est faux comme on l'a démontré. En outre on a vu que Cuba connaissait déjà de graves difficultés économiques alors même qu'il commerçait « librement » avec l'URSS social-impérialiste !

Expliquer les problèmes économiques par le blocus économique des USA relève donc de la démagogie mystificatrice visant à rejeter sur les autres ses propres fautes. Ce n'est pas sans dessein que les révisionnistes pro-cubains affirment aujourd'hui que ce n'est qu'« après l'effondrement de l'URSS » que Cuba a dû affronter des années difficiles et qu'aujourd'hui « la coopération avec le Venezuela et la Chine » lui offre « de nouvelles perspectives d'avenir » !

Que dire du blocus économique qui vise Cuba ? Ce « blocus » économique est réduit à quelques pays impérialistes, les USA au premier chef, et encore de manière très partielle puisqu'en 2006, les USA étaient le premier fournisseur de produits alimentaires de Cuba : 350 millions de dollars en 2005. Ces exportations sont rendues possibles à la suite de l'adoption en 2000 d'une nouvelle politique américaine (*Trade sanctions reform and export enhancement act*) autorisant l'exportation de produits agricoles moyennant un paiement en espèces.

En 2002, au cours d'une visite historique à Cuba, le très réactionnaire Jimmy Carter s'exprima ouvertement à la télévision d'Etat cubaine où il se prononça en faveur d'une « levée du blocus économique de l'île » malgré les « carences » du gouvernement cubain dans le domaine des « droits de l'homme ». Peut-être verrons-nous bientôt Washington lever toutes les mesures restrictives à l'égard de Cuba, dans le domaine commercial comme financier, afin de ne pas passer à côté d'un débouché si prisé en ces temps difficiles...

Depuis l'année 1991 qui marque l'aggravation relative du déficit de sa balance commerciale extérieure et la hausse des investissements étrangers directs, Cuba tend donc à devenir un pays *bourgeois-compradore* « classique » dont une part sans cesse croissante de l'économie devient la propriété directe du Capital étranger.

Dans ces conditions, la lutte pour « la sauvegarde » ou « le renforcement » du « socialisme cubain », n'est qu'une lutte visant à mystifier les travailleurs cubains et à leur faire prendre pour du « socialisme » ce qui n'est que réformisme bourgeois en crise et pour un semblant d'indépendance ce qui est au contraire une domination économique de type compradore.

En quoi consiste donc le « socialisme » que prétendent construire les dirigeants cubains depuis quatre décennies maintenant ? Ce « socialisme » a-t-il quoi que ce soit de commun avec le socialisme marxiste édifié en URSS sous la direction de Lénine-Staline et en Albanie socialiste sous la direction d'Enver Hoxha ?

A notre avis il n'y a rien de commun pour la simple raison que le « socialisme » cubain n'est en fait que du « socialisme » petit-bourgeois, très similaire dans ses fondements au social-démocratisme occidental. Attention, nos critiques ne remettent pas en cause le droit du peuple cubain à vivre comme il l'a choisi.

Ce que nous critiquons, c'est l'utilisation démagogique, c'est-à-dire faisant abstraction de la réalité économique et sociale, du mot « socialisme » alors que sous cette espèce de « socialisme » la production marchande reste prépondérante dans le secteur agricole tout comme dans celui l'industrie nationalisée qui ne peuvent avoir un caractère socialiste aussi longtemps que ces secteurs cachent des rapports d'exploitation.

Sans quoi on devrait aussi avaliser le fait que dans les pays impérialistes de démocratie bourgeoise comme la France, qui ont parfois été amenés à accorder quelques miettes à leurs travailleurs, on « construit le socialisme », ce en quoi on rejoindrait directement les conceptions vulgaires que la social-démocratie entretient au sujet du socialisme qui ne serait selon elle — comme Marx le remarquait déjà — « qu'une simple affaire de redistribution » plus équitable du produit social ! Que dans les pays révisionnistes — comme dans l'URSS des années 1960-1980 —, et dans les pays impérialistes les plus puissants des acquis sociaux aient pu être obtenus ou maintenus ne prouve nullement que l'on y construisait ou que l'on y maintenait une quelconque forme de socialisme.

Cela ne fait au contraire que démontrer la justesse de l'enseignement de Marx qui a démontré que le niveau réel des salaires dans la société capitaliste tend à augmenter avec le développement des forces productives et que ce développement permet aux exploités de s'assurer que si les salaires réels se développent, ils se développent cependant bien plus lentement que la croissance de la productivité du travail : dans ces conditions, la part de revenu national qui revient à la classe ouvrière diminue en dépit de la hausse des salaires réels ce qui signifie qu'il y a augmentation de l'exploitation. Et cette hausse de l'exploitation peut parfaitement fournir une base sociale élargie à l'opportunisme et au révisionnisme.

C'est parce que les social-démocrates et les révisionnistes raisonnent comme des économistes bourgeois, incapables de faire autre chose que de s'en tenir à la description des phénomènes extérieurs visibles à la surface, que certains prétendus « marxistes » louent aujourd'hui le « bastion du socialisme » que serait Cuba, ou parviennent à voir des « embryons » ou des « survivances » de socialisme — selon que l'on adopte le point de vue mystificateur des avocats de la bourgeoisie impérialiste chinoise — ou le point de vue petit-bourgeois anti-matérialiste de la « contre-révolution bourgeoise en Chine » qui se développerait depuis la deuxième moitié des années 1970, alors que comme l'avait si clairement remarqué le PTA, ces années marquaient la transition vers une politique indéniablement impérialiste, où la Chine chercherait d'abord à profiter de l'aide en capitaux et en technologies des

nouveaux alliés impérialistes, avant d'être en mesure de prendre son propre essor en cherchant à les concurrencer, comme c'est le cas actuellement.

On voit donc qu'il est inconcevable pour un marxiste de juger de l'histoire du Parti « communiste » cubain et de la révolution cubaine ou de la révolution chinoise en oubliant la façon dont les rapports de production ont été bouleversés, car seule l'étude de ces bouleversements peut nous dire avec *objectivité* ce qu'il en est de la réalité du régime social en place, en évitant de tomber dans les écueils démocratiques-bourgeois qui justement oublient ou déforment cette réalité économique. Seule une telle étude nous permet de constater ou bien l'adéquation entre les paroles et les actes, ou bien les discours mystificateurs servant à enjoliver une réalité trompeuse.

## **PARTIE 5 — Rivalités inter-impérialistes contemporaines : quand la Chine entre dans la cour des grands, le monde tremble**

### **1° Les fondements de la puissance économique de l'impérialisme chinois**

« ... la Chine est à l'opposé des performances industrielles du Brésil ou de l'Inde, dont la croissance va de pair avec le déséquilibre intersectoriel et la dépendance vis-à-vis de l'étranger. (...) La Chine a réalisé un système industriel complet ». <sup>428</sup>

En écrasant leur concurrent social-impérialiste, les vieux pays impérialistes ont développé à une large échelle des branches industrielles entières dans les pays dépendants, parfois même l'embryon d'une industrie de production des moyens de production, y renforçant considérablement le développement de la bourgeoisie nationale.

Dans les pays dépendants économiquement les plus puissants et assez homogènes sur le plan national, une partie de cette bourgeoisie nationale a perdu son caractère purement comprador et tend à devenir elle-même impérialiste, comme au Brésil, en Corée du Sud et en Chine. Les deux premiers pays sont des puissances impérialistes d'envergure régionale, encore très soumises aux vieux pays impérialistes.

Seule la Chine s'affirme aujourd'hui comme une puissance impérialiste d'envergure mondiale : son économie a été massivement fécondée depuis près de 30 ans par les capitaux étrangers qui en ont fait la première usine du monde, et la bourgeoisie impérialiste chinoise a su protéger et développer une puissante industrie de production des moyens de production dont les branches clefs avaient été édifiées au début des années 1950. La « victoire » des vieux pays impérialistes sur le social-impérialisme soviétique n'est donc qu'une demi-victoire, puisqu'elle les a obligés à renforcer d'autres pays bourgeois qui se posent aujourd'hui de plus en plus comme des concurrents.

En juin 1981, les représentants de la bourgeoisie impérialiste chinoise ont adopté une résolution faisant le bilan historique des mérites et des erreurs de Mao. La conclusion est toute maoïste : « ses mérites vis-à-vis de la révolution chinoise ont été bien plus grands que ses fautes et erreurs » ! <sup>429</sup> Cette appréciation qui reprend (pour notre plus grand bonheur) la méthode maoïste de la « pesée des tomates », démontre que le bilan de Mao est perçu comme *globalement positif*, même par la bourgeoisie impérialiste chinoise qui ne peut évidemment que condamner les « excès gauchistes » découlant des préjugés démocratiques petit-bourgeois de Mao. En effet, si la bourgeoisie nationale chinoise ne peut que condamner le « grand bond en avant » ou la « grande révolution culturelle prolétarienne », elle ne peut en revanche que se montrer reconnaissante vis-à-vis de la ligne de Mao qui, grâce au « capitalisme d'Etat » et à une indépendance marquée vis-à-vis de la domination impérialiste comprador, a privilégié un relatif décollage économique du pays, et surtout l'édification d'une base industrielle lourde et d'une puissante industrie de production des moyens de production, qui ont permis à la Chine d'acquérir en une trentaine d'années les bases économiques nécessaires à un pays capitaliste puissant. Dès lors, la bourgeoisie impérialiste chinoise pouvait permettre l'afflux de capitaux étrangers *sans pour autant* devenir une bourgeoisie de type comprador.

Les investissements étrangers en Chine opèrent comme ils ont opéré à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle dans la Russie tsariste et aux Etats-Unis. La Chine a cependant comme avantages décisifs sur la Russie tsariste de posséder 1° une communauté nationale assez homogène (l'ethnie Han dominante représente plus de 90 % de la population

chinoise) qui rendra assez difficile pour les concurrents impérialistes le fait de jouer sur l'exacerbation des contradictions nationales et territoriales (les problèmes de Taiwan, du Tibet et de Hong Kong sont assez marginaux), 2° une main d'œuvre abondante très bon marché et assez bien formée, apte à assurer un haut niveau de compétitivité sur le marché international du travail. Depuis 1978, la bourgeoisie impérialiste chinoise a gagné en assurance. Ces facteurs, ajoutés au fait qu'elle possède une base industrielle lourde, puissante et diversifiée, font de la Chine actuelle le candidat idéal pour l'hégémonie mondiale, qui sera capable de rivaliser avec les USA d'ici 10 à 15 ans selon les experts américains. A l'époque de l'impérialisme, certains pays impérialistes se développent plus vite que les autres et finissent par dépasser les pays impérialistes les plus avancés. Aujourd'hui, ce scénario se rejoue, mais pour la *première fois de l'histoire*, c'est un ancien pays colonial qui s'est hissé au statut de concurrent impérialiste.

L'évolution de la puissance économique des différents protagonistes impérialistes dépend dans une grande mesure du taux de profit de telle ou telle bourgeoisie impérialiste. La différence des taux de profit conditionne en effet leur dynamisme relatif, autant concernant leur attractivité vis-à-vis des capitaux d'investissements étrangers que concernant leur capacité à investir les marchés de la concurrence dans le domaine commercial.

Dans les pays impérialistes où le coût de la force de travail est le plus élevé, les capitaux étrangers ont tendance à refluer, du moins dans le secteur de la création de la plus value (industries), tandis que les capitaux étrangers continuent de s'interpénétrer sur une grande échelle dans les vieux pays impérialistes, mais de moins en moins dans les secteurs à la base de la création de plus value, c'est-à-dire le secteur industriel créateur c'est-à-dire de richesses. L'interpénétration s'y fait donc de plus en plus en vue de s'approprier une masse de plus value déjà produite et donc à travers le secteur des services (commerce, services à la population, finance).

Ces taux de profit différents se retrouvent évidemment dans le processus d'accumulation des richesses, ce n'est pas un hasard si l'impérialisme chinois, dont l'économie fécondée par d'abondants capitaux étrangers se développe très rapidement, est aussi un des pays au monde ayant connu la plus forte polarisation des richesses ces dernières années : parallèlement à l'accumulation capitaliste, à l'emploi croissant d'une main-d'œuvre salariée toujours plus massive et toujours aussi bon marché, le patrimoine de la bourgeoisie capitaliste d'Etat augmente à des rythmes accélérés ! Si aujourd'hui, le taux de croissance du patrimoine financier de la bourgeoisie monopoliste d'Etat chinoise explose, ce n'est pas un fait accidentel : cette accumulation accélérée du Capital est la conséquence directe du fabuleux taux de profit de l'industrie manufacturière chinoise ainsi que de la forte pression démographique exercée par les zones rurales sur les zones urbaines, pression qui maintient les salaires à un très bas niveau, assurant du même coup à la bourgeoisie chinoise non seulement une pression directe sur le niveau réel des salaires des ouvriers mais aussi la stagnation des salaires ruraux, conservant un bas coût de la production agricole et donc de la force de travail en Chine. Paradoxalement, sous le capitalisme, le retard dans le développement de certains secteurs de l'économie peut conférer un avantage économique décisif sur le marché international de la force de travail humaine...

Il n'est que souligner que d'après le *World Wealth Report 2006*, le nombre des grandes fortunes financières privées dans le monde, c'est-à-dire dont le patrimoine d'investissement personnel, hors biens de luxe et résidence principale, dépasse le

million de dollars, est passé de 4,5 à 8,7 millions d'individus durant la période 1996-2005. (Cette étude couvrant 68 pays totalisant 98 % du PIB mondial et 99 % de la capitalisation boursière mondiale doit être considérée comme exhaustive.) Leur patrimoine est passé de 16 600 à 33 300 milliards de dollars durant cette période, soit une croissance moyenne annuelle supérieure à 8 % — très supérieure à la croissance économique mondiale durant la même période —, qui illustre de manière incontestable le fossé croissant entre les revenus des classes exploiteuses et ceux des travailleurs. Sous le capitalisme, tandis que la part des classes travailleuses dans le revenu national ne cesse de diminuer, se concentrent toujours davantage les richesses « entre les mains d'un cercle de plus en plus étroit de personnes ». <sup>430</sup> En 2005, la richesse de ces millionnaires représentait environ 29 % de la richesse mondiale.

Prenant pour base une population de 6,5 milliards d'habitants en 2005, cela signifie qu'un seul de ces millionnaires disposait de richesses supérieures à celles de plus de 300 individus dont les richesses étaient inférieures à un million de dollars ! Et là encore, il y a de la marge ! Seulement 0,7 millions de ces millionnaires étaient originaires d'Afrique noire, du Moyen-Orient et d'Amérique latine. Cependant, malgré le faible nombre de millionnaires latino-américains (3,4 %), leur part respective dans la richesse mondiale de l'ensemble des millionnaires est beaucoup plus élevée (12,6 %), ce qui traduit une polarisation extrême des richesses dans les pays dépendants. On retrouve également une polarisation supérieure — typique de la domination d'une bourgeoisie indigène de type comprador retirant sa richesse du secteur énergétique —, dont le coefficient de Gini peut aussi être un indice, en Afrique noire et au Moyen Orient. Au Brésil, au Mexique, au Venezuela, en Russie, au Moyen-Orient, en Inde, en Corée du Sud, en Afrique du Sud et en Chine, le nombre des millionnaires a augmenté à un rythme très supérieur à la moyenne mondiale, c'est-à-dire à des taux compris entre 10 et plus de 20 %. Malgré une croissance plus faible du nombre des millionnaires (de l'ordre de 5 %), les cinq premières puissances impérialistes (USA, Japon, Allemagne, Royaume-Uni, France) concentrent encore les deux tiers de cette population fortunée.

Sur le plan du nombre des millionnaires, la France en comptait à elle seule 367 000. On comprend par là que les individus — sans compter ceux disposant d'un Capital inférieur mais tout de même important —, appartenant à cette classe sociale seront les adversaires acharnés de la révolution socialiste en France et qu'on ne peut donc pas, comme les révisionnistes du P«C»F, réduire la « réaction » bourgeoise à quelques centaines de familles ultra-fortunées.

La bourgeoisie se définit par sa position sociale de classe détentrice des moyens de production et dont l'essentiel des revenus proviennent donc non pas des revenus de son propre travail, mais de l'exploitation (directe ou indirecte) du travail salarié. En prenant pour base *le cas le plus défavorable*, c'est-à-dire le placement de tout ce capital sur le marché français et au taux d'intérêt sur les dépôts courants recommandé par la Banque de France en 2006 — soit environ 2,6 % —, un capital d'1 million d'euros suffirait à rapporter un intérêt annuel de plus de 26 000 euros, soit largement de quoi vivre de cette rente, sans travailler. C'est pour engraisser ces quelques *centaines de milliers de parasites* que des *dizaines de millions de prolétaires* souffrent quotidiennement en France !

Pour sa part, le nombre de millionnaires chinois, très proche et en augmentation rapide, se situait alors au 6<sup>ème</sup> rang mondial, juste derrière la France, avec 320 000 millionnaires. Si sous Mao la bourgeoisie monopoliste d'Etat avait plutôt tendance à cacher sa condition sociale, contrainte par les « communistes » de réinvestir un

maximum des profits de manière productive, et avait conséquemment un goût très modéré pour le luxe, la mort de Mao a donné libre cours aux pulsions de cette bourgeoisie qui est aujourd'hui complètement décomplexée ! C'était d'ailleurs nécessaire avec l'accélération de l'accumulation du Capital provoquée par l'afflux d'IDE. Aujourd'hui, quand on est riche en Chine, on le montre : grosses voitures, piscines intérieures, golfs dans les jardins, personnel de maison et gardes du corps. La bourgeoisie chinoise va même aujourd'hui jusqu'à se faire construire des « logements » spacieux d'une surface unitaire supérieure à 4000 m<sup>2</sup> sous la forme de reproductions « miniatures » de châteaux européens. Une enclave privée contenant 170 de ces véritables manoirs à deux millions de dollars l'unité se trouve dans la banlieue est de Pékin ! Si les laquais de la bourgeoisie impérialiste chinoise affirment que « depuis 1978, le revenu réel moyen par habitant a augmenté annuellement de quelque 5,5 % »<sup>431</sup>, ils *oublie*t de souligner cette autre vérité que dans une société aux classes antagonistes où les inégalités sont très grandes (plus prononcées que dans beaucoup de vieux pays impérialistes), cette valeur *moyenne* ne signifie absolument pas une amélioration comparable du niveau des revenus pour la grande masse des travailleurs urbains et ruraux chinois ! De source chinoise, le nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté est passé de 250 à 30 millions en Chine, durant la période 1978-2000.

Ceci a été rendu possible par la hausse de la productivité du travail dans l'agriculture durant cette période qui a provoqué la baisse du prix des produits agricoles. Mais c'est « oublier » les dizaines de millions de paysans sans terre chinois travaillant en ville comme ouvriers migrants sous-payés et privés de tous droits sociaux.

De source chinoise, le taux de chômage moyen réel serait d'environ 9 % dans les zones urbaines en 2004, mais de plus de 20 % dans l'ensemble de l'économie chinoise, le chômage dans les campagnes inclus.

Durant la période 1985-1995, le salaire moyen d'un salarié urbain chinois a oscillé autour de 2,5 à 3 % du salaire moyen d'un salarié américain. Ce n'est qu'à partir de la crise asiatique de 1997 qui a réduit les débouchés à l'exportation et montré les limites du marché extérieur et sa dépendance vis-à-vis de la conjoncture économique internationale, que la bourgeoisie impérialiste chinoise a estimé utile de relever de manière notable le niveau des salaires qui représentait alors respectivement 3,5 et 7 % du salaire moyen d'un salarié américain en 1997 et en 2004. Mais cette hausse des salaires reste en fait très faible, car inférieure à l'augmentation de la productivité du travail, et vise à réduire, ou tout au moins *d'éviter de creuser trop rapidement* le fossé entre la production et la consommation intérieure qui devient de plus en plus problématique — ce dont témoigne de manière équivoque le boom de la part des exportations chinoises par rapport au PIB.

D'après le *World Competitiveness Yearbook* de 2003, la Chine possède une des mains-d'œuvre industrielles les plus compétitives du monde, le coût de la main d'œuvre par dollar de production se chiffrant à 0,32 dollars, contre 0,43 dollars en Inde et au Brésil et 0,51 dollars au Canada. On aura l'occasion de le voir, la croissance économique chinoise reste extrêmement extravertie. Ce petit réajustement a évidemment pu être accordé en vue de l'élargissement de la demande du marché intérieur d'une part grâce au réajustement du niveau des salaires qui n'avait jusqu'alors que très peu évolué depuis les années 1980 comparativement à la très forte hausse de la productivité du travail, et d'autre part grâce à la croissance des IDE chinois sortants (investissements directs à l'étranger — ce que Lénine appelait

l'exportation de capitaux), qui autorisent aujourd'hui la bourgeoisie chinoise à utiliser une partie de ces surprofits afin d'essayer d'apaiser les tensions sociales croissantes et tenter « d'adoucir » l'exploitation du prolétariat chinois. Ce ne sera pas une chose évidente vu l'ampleur de l'armée du travail de réserve : l'impérialisme chinois aura ruiné l'économie de l'ensemble de ses concurrents impérialistes et d'un grand nombre de pays ateliers avant de parvenir à corrompre massivement son propre prolétariat !

En Chine, la durée légale du travail est de 40 heures hebdomadaires, mais existe la possibilité de travailler 36 heures hebdomadaires supplémentaires — soit 1800 heures par an —, et la bourgeoisie nationale chinoise ne s'en prive pas ! Pourquoi s'en priverait-elle d'ailleurs puisque des millions de chômeurs recherchent un travail et sont prêts à accepter les plus mauvaises conditions de travail ? A titre de comparaison, en Albanie socialiste, le nombre d'heures supplémentaires ne pouvait légalement excéder 180 heures par an (dix fois moins) et leur octroi était soumis à un véritable contrôle. Aujourd'hui en Chine, beaucoup d'entreprises prennent des libertés avec la législation du travail, pourtant très « souple », et évitent de signer des contrats de plus d'un an pour éviter à payer des indemnités en cas de licenciement. *« Les droits légaux des employés sont fréquemment violés dans plus de 80 % des entreprises privées, en particulier dans le secteur immobilier, l'industrie légère, celle des vêtements et de la restauration »*, a déclaré en 2005 He Luli, la vice-présidente du comité permanent de l'Assemblée Nationale « Populaire » chinoise.

Peut-on dire pour autant que ces violations soient absolument nouvelles dans la société chinoise, comme si elles ne s'étaient révélées qu'après la mort de Mao ? Non, la manière ont les dirigeants chinois actuel admettent l'oppression et l'exploitation forcenée des travailleurs par le Capital se situe dans la droite ligne de celle de Mao faisant remarquer en 1952 que l'intégration de la bourgeoisie nationale dans le « socialisme » aboutissait à ce que les entreprises privées de Pékin n'étaient que 10 % à se conformer totalement à la législation, mais 30 % à l'enfreindre en grande partie ou totalement.<sup>432</sup> Pourtant Mao recommandait d'être « souple » à l'égard de ces capitalistes nationaux !

Par le seul niveau des salaires, l'impérialisme chinois se trouve dans des conditions internationales particulièrement favorables, car disposant d'une industrie puissante et diversifiée, tant concernant la production des moyens de production — domaine dans lequel la Chine dispose d'une autonomie indéniable —, que dans celui de l'industrie légère manufacturière, sans même parler de sa maîtrise croissante des industries de très hautes technologie. Ce sont ces points forts que nous allons passer en revue.

Les entreprises fondées par le Capital étranger en Chine destinées à produire pour le marché chinois se voient imposées un cofinancement à hauteur de 51 % du Capital total, ces entreprises sont donc des entreprises à capitaux mixtes qui ne laissent au Capital étranger qu'une liberté limitée : l'entreprise doit utiliser majoritairement des ressources locales et ne peut donc pas uniquement se servir de son implantation en Chine comme d'une simple chaîne d'assemblage. En outre, en cas de délocalisation, le Capital chinois conserve le Capital fixe et l'usage des technologies de production. Ceci n'a rien de « socialiste », c'est du protectionnisme bourgeois « intelligent », et ces conditions n'ont pu être concédées par le Capital étranger qu'en contrepartie d'avantages importants : main d'œuvre à un coût défiant toute concurrence et absence de syndicalisme de lutte de classe.

En Chine, la très puissante bourgeoisie monopoliste détient l'appareil d'Etat, ce qui se traduit donc par une réaction politique exacerbée. La dictature de la bourgeoisie en Chine est exercée par un régime politique de type *fasciste*, puisque toute organisation indépendante des travailleurs sur le plan politique comme syndical est prohibée : tout le pouvoir économique et politique se trouve aux mains du Parti « communiste » chinois qui défend les intérêts du Capital financier chinois. Des travailleurs dénonçant la corruption et des syndicalistes se plaçant sur des positions de lutte de classe sont régulièrement réprimés et envoyés en prison. On ne compte plus les révoltes locales de migrants ruraux et de paysans pauvres réprimées dans le sang.

Ces actions sont très différentes de celles menées en 1989 par les dissidents de Tian-An Men proches du Kuomintang dont le but était de transformer la Chine en un pays semi-colonial ne présentant aucun danger pour ses concurrents impérialistes. Ce danger n'existe plus aujourd'hui, la bourgeoisie monopoliste d'Etat chinoise étant parvenue à transformer la Chine en un puissant pays impérialiste : cette transformation a renforcé la cohésion nationale de la grande bourgeoisie chinoise. Que l'impérialisme chinois ne se comporte comme un Etat fasciste que sur le plan intérieur et non pas sur le plan extérieur n'a rien d'étonnant, vu les conditions économiques internationales extrêmement favorables dans lesquelles il est placé.

Commençons par l'étude du PIB (produit intérieur brut) qui fournit un indice de la richesse produite annuellement par les pays. Nous reproduisons ici les statistiques les plus récentes données par le site web du *World Factbook* de la CIA qui illustrent très bien la *puissance réelle* de l'impérialisme chinois. Nous notons dans le tableau qui suit sous la dénomination « PIB val.<sup>b</sup> » le PIB de chaque pays exprimé au taux de change officiel, donc sous forme de valeur d'échange, tenant compte des valeurs différentes de la force de travail selon le pays. Nous notons sous la domination « PIB vol.<sup>a</sup> » le PIB de chaque pays exprimé en valeur à parité de pouvoir d'achat, en d'autres termes dans une forme qui nous rapproche de la valeur d'usage et donc de l'expression de la production sous sa forme de « volume ». Nous avons ensuite calculé le ratio (PIB val.<sup>b</sup>) / (PIB vol.<sup>a</sup>) qui nous permet d'obtenir un indice proportionnel à la valeur de la force de travail (au sens large, c'est-à-dire incluant la productivité du travail social), nous autorisant à comparer les pays entre eux.

Les quinze premiers PIB du monde en 2006 (en billions de dollars, soit 10 <sup>12</sup> dollars)																
Pays ou région	Monde	USA	UE	Chine	Japon	Inde	Allemagne	Royaume-Uni	France	Italie	Russie	Brésil	Corée du Sud	Canada	Mexique	Espagne
PIB vol. <sup>a</sup>	65,00	12,98	12,82	10,00	4,22	4,04	2,58	1,90	1,87	1,73	1,72	1,62	1,18	1,17	1,13	1,07
PIB val. <sup>b</sup>	46,66	13,22	13,62	2,51	4,91	0,80	2,86	2,34	2,15	1,78	0,73	0,94	0,90	1,09	0,74	1,08
Ratio b/a	0,72	1,02	1,06	0,25	1,16	0,20	1,11	1,23	1,15	1,03	0,42	0,58	0,76	0,93	0,65	1,01

D'abord, la première remarque à faire est que selon la valeur, les USA, l'UE et le Japon représentent 68 % du PIB mondial, mais seulement 46 % selon le volume. A l'inverse la Chine et l'Inde représentent 7 % du PIB mondial en valeur, mais presque 22 % en volume ! Durant la période 1980-2005, la part de la Chine dans le PIB mondial (volume) est passée de 3,5 à 16,8 %. Si la Chine n'est aujourd'hui considérée que comme la 6<sup>ème</sup> économie de la planète, à parité de pouvoir d'achat elle occupe déjà le 2<sup>ème</sup> rang mondial et ne tardera pas à dépasser l'économie

américaine si la croissance économique chinoise se maintient. Si le PIB chinois représente encore moins de 6 % du PIB mondial en valeur, sa consommation de charbon, de minerai de fer, d'acier, d'aluminium et de ciment représente entre 25 et 40 % de la consommation mondiale. Le PIB en volume représente la puissance industrielle et commerciale *réelle* des pays. Le ratio (PIB val.<sup>b</sup>) / (PIB vol.<sup>a</sup>) donne un indice particulièrement intéressant.

En effet, cet indice illustre avant tout les différents taux de profit : plus l'indice est élevé, plus il est faible. Plus le taux de profit est faible, plus l'économie de ces pays a tendance à stagner au profit des pays où le taux de profit est supérieur et où les investissements productifs sont les plus avantageux. Plus cet indice est élevé, plus le caractère parasite et rentier de ce pays est donc exacerbé. Une valeur proche de 1 ou supérieure à 1 démontre le poids important des activités financières (investissement à l'étranger) dans l'économie de ces pays. Ce qu'illustrent parfaitement les petits pays impérialistes dont le caractère rentier est le plus exacerbé : ce ratio est de 1,53 pour la Suisse et 1,20 pour les Pays-Bas. Ce ratio nous donne donc des indices quantitatifs et qualitatifs à la fois statiques (situation à un instant particulier) et dynamiques (sens de l'évolution). Cette relativité nous est d'ailleurs confirmée par les taux d'accroissement relatifs du PIB des pays concourant dans la même catégorie, ainsi que du secteur industriel en général : c'est ainsi que la croissance du PIB du Japon est plus faible que celle de l'UE qui est elle-même plus faible que celle des USA. D'abord si l'on regarde l'évolution du PIB mondial, on doit remarquer la tendance à la baisse des rythmes d'accroissement durant ces dernières décennies.

Evolution du PIB mondial en volume (% d'augmentation par an)		
1970-1980	1980-1989	1990-2004
3,8	3,2	2,8

Cette baisse résulte d'abord des transformations dans la structure productive internationale induites par le large développement du capitalisme au niveau des pays dépendants et leur transformation en pays ateliers à partir des années 1970 : le niveau de croissance de ces économies très extraverties est surtout déterminé par l'accroissement de la demande dans les vieux pays impérialistes, or les délocalisations, en mettant au chômage toujours plus de travailleurs de ces pays, contribuent à son abaissement. Il est parfaitement logique que la tertiarisation accélérée de l'économie des vieux pays impérialistes ait amené à un tel effondrement de la croissance économique. Le facteur démographique, que nous étudierons plus loin, est également un facteur aggravant la tendance à la stagnation de cette demande. Voici maintenant plus en détails les grands traits de cette évolution pour plusieurs pays.

Evolution du PIB en volume (% par an)	USA	UE des 15	Japon	Suisse	Brésil	Venezuela	Arabie Saoudite	Mexique	Corée du Sud	Chine	Inde	Vietnam	Russie**
1970-1980	3,3	3,0	4,3	0,5	8,1	5,0	13,1	6,4	8,2	5,1	3,3	1,1	5,3
1980-1989	3,7	2,4	3,7	1,5	3,1	0,6	-2,1	0,8	8,5	10,6	5,7	5,7	2,8
1990-2004	3,3	2,1	1,3	1,2	2,5	0,6	2,2	3,0	5,4	9,5	5,9	7,5	-0,8

\*\* URSS jusqu'en 1990 inclus.

La tendance générale récente est claire, elle est dans le « meilleur » des cas, à la stagnation des taux de croissance économique, mais le plus souvent à la baisse. La situation n'est pas très brillante pour l'impérialisme japonais, elle est un peu moins mauvaise pour les USA et les pays impérialistes d'Europe où la croissance du PIB s'est moins effondrée. En général, et surtout pour les vieux pays impérialistes, l'heure est à la baisse de la croissance économique, chose évidente si on compare des rythmes de croissance à ceux des années 1950-1960 : si l'accroissement annuel respectif du PIB a été de 5,0 %, 4,8 % et 3,6 % pour la France, l'UE et les USA durant la période 1950-1973, il n'a été que de 2,4 %, 2,3 % et 2,6 % durant la période 1973-1990. Selon les statistiques du gouvernement japonais, le PIB réel n'a augmenté que de 4 % durant la période 1996-2002 — c'est-à-dire 0,7 % par an —, soit une quasi-stagnation. Dans beaucoup de pays impérialistes, mais aussi de pays dépendants ou semi-dépendants comme la Russie, le Brésil, le Mexique, etc., la baisse des rythmes de croissance est importante : c'est comme si le maintien des rythmes de croissance de l'économie chinoise se faisait au détriment de ceux des autres économies !

La Chine a connu une croissance annuelle moyenne de son PIB de 10 % par an durant la période 1990-2006. Selon l'*AFP*, d'après les résultats du premier trimestre 2007, la croissance du PIB chinois pourrait atteindre 10,9 % en 2007. Depuis 1978, la croissance industrielle annuelle moyenne a dépassé 10 %. Il faut dire que depuis la fin des années 1970, les IDE ont afflué en Chine. Le lien entre la croissance industrielle chinoise et les investissements étrangers est très net : 2003 a été une année record avec une croissance de la production industrielle de 30 %, mais pour celle de la dette extérieure également avec une augmentation de presque 50 milliards de dollars par rapport à 2002, soit une croissance de 33 % par rapport à son niveau de 2002 ! Aux pseudo-marxistes qui, s'extasiant devant de tels taux de croissance économique et industrielle, affirment que « ce ne peut être que le socialisme », nous répondons que l'histoire connaît des exemples de croissance industrielle capitaliste vertigineuse, notamment dans le cas où les investissements étrangers abondent : Staline citait l'exemple des USA à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle et celui de la Russie tsariste du début du 20<sup>ème</sup> siècle. Dans la Russie tsariste, l'afflux massif de capitaux étrangers avait permis un accroissement annuel de la production industrielle supérieur à 9 % pour la période 1895-1913. Plus récemment, d'autres pays, qu'aucune personne sensée n'irait qualifier de « socialistes », ont connu une forte croissance économique. Le Japon a connu une croissance annuelle moyenne de son PIB de l'ordre de 10 % durant la période 1960-1970. La Corée du Sud, elle, de près de 9 % par an durant la période 1980-1990. Sa croissance industrielle moyenne a été supérieure à 12 % entre 1999 et 2004. La dette extérieure sud-coréenne se montait à 160 milliards de dollars en 2004. On ne construit pourtant pas le socialisme en Corée du Sud !

La croissance économique rapide de l'économie chinoise s'est traduite par une augmentation importante de la classe ouvrière chinoise, qu'illustre parfaitement ce tableau :

Secteur industriel (millions d'actifs)						
	1960	1970	1980	1990	2000	2004
<b>USA</b>	23	27	30	31	31	28
<b>UE (des 15)</b>	50	54	50	47	46	45
<b>Japon</b>	13	18	20	21	20	18
<b>Chine</b>	21	35	77	139	162	169

Deux choses frappent ici dès le premier coup d'œil : si l'on regarde le cas des vieux pays impérialistes, le nombre total d'ouvriers a augmenté jusque dans les années 1970, puis a diminué ensuite jusqu'en 2004 pour presque retrouver son niveau de 1960.

En revanche, si l'on regarde le cas de la Chine on doit remarquer la croissance relativement faible du nombre d'ouvriers durant la période 1960-1970 (plus de 5 % par an), puis une croissance accélérée du nombre d'ouvriers durant la période 1970-1990 (plus de 7 % par an), avec une nette tendance au ralentissement de l'accroissement durant la période 1990-2000 (moins de 2 % par an) et même à la stagnation dans les premières années du 21<sup>ème</sup> siècle (1 % par an).

Il ressort de ces chiffres que la Chine possédait en 2004 un nombre d'ouvriers supérieur de près de 86 % à celui des USA, de l'UE et du Japon pris ensemble, ces derniers ayant perdu 10 % de leurs ouvriers durant la période 1980-2004. Bien sûr, le système mondial de l'impérialisme, loin de se « déprolétariser » et de se « désindustrialiser » durant la période 1960-2004 a au contraire multiplié le nombre des ouvriers. Ne se désindustrialisent que les pays perdant leur suprématie commerciale.

Dans le tableau suivant, nous nous sommes restreints au commerce de marchandises et nous n'avons pas compté le commerce extérieur de services. Le volume global du commerce extérieur mondial de services se montait à 823 milliards de dollars en 1980, 1691 milliards de dollars en 1990 et 4358 milliards de dollars en 2004, c'est-à-dire que le volume du commerce extérieur de biens était 5 fois supérieur à celui des services en 1980 et 4,2 fois supérieur à celui des services en 1990 et en 2004.

Volume global du commerce extérieur (marchandises, en milliards de \$)						
<i>(Source des chiffres bruts : <a href="http://stats.unctad.org">http://stats.unctad.org</a>)</i>	1950	1972	1973	1981	1990	2004
<b>Monde</b>	126	852	1178	4086	7104	18220
<b>Pays « développés »</b>	82	646	883	2700	5156	11836
<b>Part des vieux pays impérialistes (%)*</b>	65,1	75,8	75,0	66,1	72,6	65,0

\* Part des pays impérialistes de l'OCDE dans le volume global du commerce extérieur mondial.

Avec 1972 et 1973, nous avons sciemment retenu deux années très proches, car elles marquent une rupture nette avec les années précédentes : en effet, durant la période 1950-1972, le commerce international a augmenté à des rythmes relativement modérés (quoique toutefois très supérieurs à la croissance du PIB mondial), puis la croissance des échanges internationaux s'est accélérée dès 1973.

L'accroissement annuel moyen du volume global du commerce extérieur mondial a ainsi été de 9 % pour la période 1950-1972, de 38 % pour la période 1972-1973, de 17 % pour la période 1973-1981, de 6 % pour la période 1981-1990 et de 7 % pour la période 1990-2004. Durant cette dernière période, les années 1998 et 2001 ont été des années où un recul des échanges internationaux a été observé par rapport à l'année précédente, chacune ayant été marquée par une crise économique « régionale ». La croissance la plus forte de l'internationalisation du Capital a donc été la plus importante au moment où les pays impérialistes les plus puissants (les USA et le Royaume-Uni) s'engageaient les premiers dans une large délocalisation de leur industrie manufacturière dans les pays dépendants sous leur influence. Ces pays ont ainsi connu durant cette période une véritable industrialisation accélérée.

L'exportation de capitaux s'y traduisait alors souvent par la nécessité pour le Capital étranger d'y soutenir des régimes bourgeois-compradore indigènes de type fascistes afin d'y garantir les investissements dès que les travailleurs indigènes opposaient une trop grande résistance à l'exploitation — sur le plan économique comme politique.

La délocalisation d'une partie croissante de l'outil productif international a provoqué une baisse importante de la part des vieux pays impérialistes dans le commerce mondial.

L'examen de l'évolution de la balance commerciale des vieux pays impérialistes d'une part et des pays dépendants d'autre part, montre les importants impacts commerciaux qu'ont provoqués les modifications de la structure productive internationale.

Balance du commerce extérieur de marchandises (en milliards de \$)								
<i>Source des chiffres bruts : <a href="http://stats.unctad.org">http://stats.unctad.org</a></i>	1948	1956	1964	1972	1980	1988	1996	2004
<b>Monde</b>	- 4	- 6	- 8	- 11	- 42	- 96	- 83	- 269
<b>Pays « développés »</b>	- 3	- 5	- 7	- 14	- 143	- 89	- 30	- 514
<b>Pays « en voie de développement »</b>	- 1	- 1	- 1	3	101	- 11	- 59	191
<b>USA + Royaume-Uni</b>	3	2	2	- 14	- 37	-181	- 226	- 817

D'abord, les vieux pays impérialistes vivent de plus en plus à crédit. Ceci augmente le risque de rupture entre la production et la consommation : les probabilités des crises économiques et leur potentiel destructif augmentent, notamment dans les pays ateliers où la surproduction relative est une réalité permanente.

Les crises économiques « régionales » de la fin du 20<sup>ème</sup> siècle sont à replacer dans ce contexte.

Si l'on regarde l'évolution de la balance commerciale mondiale durant la période 1948-2004, on remarque un niveau faible et en croissance assez lente du déficit de la balance commerciale des pays impérialistes durant la période 1948-1972 qui était alors dominé par une domination impérialiste basée sur l'importation de matières premières et leur transformation au sein des métropoles impérialistes.

Mais comme nous l'avons vu, à partir de 1973, les vieux pays impérialistes sont contraints d'adopter la nouvelle forme de domination impérialiste : celle de la transformation des pays dépendants en pays ateliers fournissant des biens de consommation bon marché aux métropoles impérialistes. Ainsi, dès l'année 1973, la balance du commerce extérieur des pays impérialistes affichait un déficit de 23 milliards de dollars. En 1974, il atteignait 69 milliards de dollars.

Cette période marque donc un brusque saut qualitatif, puisqu'à partir de 1972 le déficit commercial des pays impérialistes explose littéralement. Ce qui transparait ici de manière flagrante, c'est qu'à partir de 1973, plusieurs vieux pays impérialistes ont commencé à vivre à crédit.

Si l'on regarde en détail la part des différents pays dans le commerce international de marchandises, on remarque le déficit structurel de la balance du commerce extérieur qui se crée pour plusieurs vieux pays impérialistes dès la deuxième moitié des années 1970. C'est particulièrement flagrant dans le cas des USA et du Royaume-Uni.

Dans les vieux pays impérialistes qui s'appuient le plus sur la nouvelle structure productive internationale (les délocalisations dans les pays ateliers), la part des activités productives diminue, ce qui est à mettre en rapport avec l'effondrement des taux de croissance de leur PIB et de leur part dans les exportations internationales de marchandises :

Année	Commerce extérieur (marchandises, 10 <sup>9</sup> \$) <i>Source des chiffres bruts :</i> <i>http://stats.unctad.org</i>	Monde	USA	Royaume-Uni	Allemagne	France	Japon	Espagne	Italie	Canada	Suisse	Pays-Bas	Suède	% cumulé
1960	Exportations	131	20	11	11	7	4	1	4	6	2	5	3	—
	Importations	137	16	13	10	6	4	1	5	6	2	5	3	—
	Exportations (%)*	—	15,3	8,4	8,4	5,3	3,1	0,8	3,1	4,6	1,5	3,8	2,3	59,7
1975	Exportations	888	109	43	90	53	56	8	35	34	13	40	17	—
	Importations	910	106	53	75	54	58	16	39	36	13	41	17	—
	Exportations (%)*	—	12,3	4,8	10,1	6,0	6,3	0,9	3,9	3,8	1,5	4,5	1,9	56,0
1990	Exportations	3494	394	185	410	217	288	56	170	128	64	132	58	—
	Importations	3611	517	224	346	234	235	88	182	123	70	126	54	—
	Exportations (%)*	—	11,3	5,3	11,7	6,2	8,2	1,6	4,9	3,7	1,8	3,8	1,7	60,0
2004	Exportations	8976	819	342	912	425	566	182	345	304	119	318	122	—
	Importations	9245	1526	452	718	443	455	258	346	273	112	284	98	—
	Exportations (%)*	—	9,1	3,8	10,2	4,7	6,3	2,0	3,8	3,4	1,3	3,5	1,4	49,5

\* Part du pays dans le total mondial des exportations.

Ce tableau offre une perspective nette du développement par « bonds » des pays impérialistes.

Il est ici évident que des pays impérialistes comme les USA et le Royaume-Uni ont vu leur puissance commerciale relative diminuer dans des proportions très importantes depuis les années 1960, d'abord au profit d'autres puissances impérialistes concurrentes où affluaient leurs capitaux, comme l'Allemagne et le Japon.

L'Allemagne, plus de 3 fois moins peuplée que les USA, alors qu'elle assurait environ la moitié de la valeur des exportations américaines en 1960, en assurait plus de 110 % en 2004.

La France, bien que 4 fois moins peuplée que les USA, alors qu'elle assurait environ le tiers de la valeur des exportations américaines en 1960, en assurait plus de la moitié en 2004. Durant la période 1980-2004 les échanges extérieurs de la France ont augmenté 1,2 fois plus vite que son PIB. En 2004, la somme des exportations et des importations de la France s'est élevée à 700 milliards d'euros, soit plus de la moitié de son PIB !

On voit donc que sur le plan commercial, les pays impérialistes européens sont loin d'être faibles face aux USA et au Japon.

Seule la propagande bourgeoise et sociale-chauvine peut donc se plaindre de la « faiblesse » de l'économie française et attaquer « l'ultra-libéralisme » américain !

A partir des années 1990, cependant, on observe un phénomène nouveau : c'est la puissance commerciale relative de *tous* les vieux pays impérialistes qui diminue.

Au profit de qui ? Nous allons le voir :

Année	Commerce extérieur (marchandises, 10 <sup>9</sup> \$) <i>Source des chiffres bruts :</i> <i>http://stats.unctad.org</i>	Chine*	Russie**	Brésil	Corée du Sud	Afrique du Sud	Venezuela	Mexique	Inde	Thaïlande	Vietnam	Arabie Saoudite	Maroc	Sénégal
1960	Exportations	3	6	1	0	2	2	1	1	0	0	1	0	0
	Importations	3	6	1	0	2	1	1	2	0	0	0	0	0
	Exportations (%)	2,3	4,6	0,8	0,0	1,5	1,5	0,8	0,8	0,0	0,0	0,8	0,0	0,0
1975	Exportations	8	33	9	5	9	9	3	4	2	0	27	2	0
	Importations	8	37	14	7	8	6	6	6	3	1	4	3	1
	Exportations (%)	0,9	3,7	1,0	0,6	1,0	1,0	0,3	0,5	0,2	0,0	3,0	0,2	0,0
1990	Exportations	62	104	31	65	24	17	41	18	23	2	44	4	1
	Importations	53	121	23	70	18	7	44	24	33	3	24	7	1
	Exportations (%)	1,8	3,0	0,9	1,9	0,7	0,5	1,2	0,5	0,7	0,0	1,3	0,1	0,0
2004	Exportations	574	182	96	254	46	36	189	72	97	26	107	10	2
	Importations	561	96	66	224	48	15	197	94	95	31	45	18	3
	Exportations (%)	6,4	2,0	1,1	2,8	0,5	0,4	2,1	0,8	1,1	0,3	1,2	0,1	0,0

\* Hong Kong non inclus. \*\* URSS jusqu'en 1990 inclus.

Si l'on n'était pas assez convaincu de l'émergence commerciale *fulgurante* de l'impérialisme chinois, il nous suffira de dresser un tableau mettant en regard les vieux pays impérialistes et leur nouveau concurrent chinois :

Part dans les exportations mondiales (% de la valeur)	OCDE	USA	Allemagne	Japon	France	Royaume-Uni	Italie	Chine
<b>1980</b>	<b>71,5</b>	11,1	9,5	6,4	5,7	5,4	3,8	<b>0,9</b>
<b>1995</b>	<b>72,0</b>	11,3	10,1	8,6	5,8	4,6	4,5	<b>2,9</b>
<b>2005</b>	<b>62,0</b>	8,7	9,3	5,7	4,4	3,7	3,5	<b>7,3</b>

Rappelons que l'OCDE regroupe actuellement l'ensemble des vieux pays impérialistes, ainsi que quelques pays ateliers (Hongrie, Pologne, Slovaquie, Turquie, Mexique) et de jeunes puissances impérialistes régionales (Brésil, Corée du Sud). Le poids essentiel est représenté par l'économie des vieux pays impérialistes. Ainsi, l'augmentation de la part de la Chine dans le total mondial des exportations explique à elle seule *plus des deux tiers* de la baisse de la part des vieux pays impérialistes durant ces 25 dernières années ! La part de la Chine dans les importations américaines est passée de 6 à 14 % durant la période 1995-2005, tandis que la part du Japon a baissé dans les mêmes proportions, passant de 16 à 8 %. C'est-à-dire à quel point l'impérialisme japonais souffre de la concurrence chinoise !

De plus, il ne faut pas prendre en compte exclusivement la part de la Chine dans le commerce international en ne voyant que de cette valeur brute de 7 % des exportations mondiales, valeur déjà importante. Il ne faut pas perdre de vue que la valeur d'une marchandise est fonction de la valeur du travail qui y est incorporé. Du fait du niveau des salaires plus élevés dans les vieux pays impérialistes, une certaine quantité de marchandises produite dans les pays dépendants s'échange contre une plus petite quantité de marchandises produite dans les pays impérialistes.

C'est pourquoi même si le commerce avec les pays dépendants représente une faible part du commerce extérieur des pays impérialistes *en valeur*, il en représente une part bien plus grande *en volume* !

Ceci donne l'illusion que l'essentiel de la richesse est produite dans les pays impérialistes ou que leurs importations représentent un volume marchand relativement faible. Ainsi les exportations chinoises, si elles ne représentaient en 2005 qu'un peu plus de 7 % des exportations mondiales *en valeur*, en représentaient une part largement supérieure *en volume*. L'année 2006 a confirmé cette tendance lourde : la part de la Chine dans la valeur des exportations mondiales a atteint 8,2 %. Durant la période 1975-2006, la part de la Chine dans le commerce extérieur mondial a été multipliée par plus de 9. L'année 2007 devrait donc voir la Chine passer devant les USA et peut-être même devant l'Allemagne ! Dans ce cas elle deviendrait la première puissance commerciale du monde *en terme de valeur* !

Mais se hisser au troisième rang mondial *en valeur*, devant de puissants pays impérialistes eux-mêmes très exportateurs, c'est déjà être largement devant eux *en terme de volume de marchandises exportées*. Le tableau où nous avons calculé le ratio PIB val.<sup>b</sup> / PIB vol.<sup>a</sup> ne laisse aucun doute sur cela, à plus forte raison encore si on met ces chiffres du PIB *en volume* en rapport avec le degré d'ouverture de l'économie chinoise. Voici un tableau présentant l'évolution de la part des exportations dans plusieurs régions et pays, en pourcentage par rapport à leur PIB :

Année	1960	1970	1980	1990	2000	2005
USA	5	6	10	10	11	—
UE	5	4	7	7	10	10
Japon	10	10	13	10	10	11
Inde	5	4	6	7	13	19
Brésil	7	7	8	8	10	23
Chine	—	3	11	19	23	38

En 2006, les exportations chinoises ont également représenté 38 % du PIB chinois. Le moins que l'on puisse dire est que la Chine est très fortement intégrée au marché mondial comme en témoigne la structure de sa production tournée vers le commerce extérieur, à l'instar de l'Irlande, et comme en témoigne le fait que plus de 90 % des 500 plus grosses entreprises multinationales sont implantées en Chine ! Ici on voit également de manière évidente que la croissance du commerce extérieur dans le PIB n'a pas été véritablement affectée par la hausse du niveau des salaires, puisque la consommation intérieure n'a pas augmenté d'un point de vue relatif !

Si le volume et la part de l'import-export chinois paraissent importants, le solde de la balance commerciale chinoise l'est tout autant. En 2001, pour faire son entrée fracassante dans le monde des grandes puissances impérialistes, la Chine entrait à l'OMC. Voici l'évolution du solde de sa balance commerciale depuis cette date :

Excédent de la balance commerciale chinoise (en milliards de dollars)					
2001	2002	2003	2004	2005	2006
17	22	28	34	160	177

Le volume du commerce extérieur chinois et son excédent n'ont cessé de croître durant cette période, atteignant des niveaux particulièrement élevés ces deux dernières années.

En 2006, la valeur des importations chinoises s'est montée à 792 milliards de dollars, tandis que celle de ses exportations s'est montée à 969 milliards de dollars. C'est-à-dire que le volume du commerce extérieur chinois a augmenté de plus de 67 % durant la période 2004-2006 ! Début mars 2007, l'*AFP* rapportait un excédent commercial chinois record pour le mois de février : près de 24 milliards de dollars. En comparaison, la balance commerciale japonaise et allemande ont affiché un excédent commercial respectif de 70 et 202 milliards de dollars en 2006. Ces deux puissants pays impérialistes sont ceux dont les traits rentiers sont les moins exacerbés et où la production industrielle génère encore des revenus (très largement) supérieurs à ceux des IDE. La balance commerciale italienne, française, anglaise et américaine, elles, ont affiché un déficit respectif de leur balance commerciale de 26, 43, 158 et 883 milliards de dollars. Le Mexique, l'Afrique du Sud et l'Inde ont affiché un déficit respectif de leur balance commerciale de 18, 19 et 54 milliards de dollars.

Ces dernières années, avec l'explosion de l'excédent commercial chinois et du déficit commercial de la plupart de ses concurrents impérialistes, les USA et l'UE n'ont cessé de dénoncer la « sous-évaluation du yuan ». <sup>433</sup> Ainsi, le 10 février 2007, sous la houlette américaine, les pays du G7 ont exhorté la Chine à « laisser s'apprécier sa monnaie », inquiets de voir se creuser le gigantesque excédent commercial chinois et le non moins gigantesque déficit de la balance commerciale de plusieurs pays impérialistes, les USA en particulier. Pour Chenn Xingdong, responsable de BNP-Paribas en Chine, une réévaluation du yuan imposerait à la Chine de développer « sa consommation intérieure » en « augmentant les salaires » et en « accroissant les dépenses publiques ». Chose facile à dire en apparence, mais beaucoup plus difficile à faire, puisque de son propre aveu « les fortes disparités régionales, surtout entre les provinces de l'Est et de l'Ouest, les écarts de niveaux de vie entre les habitants des villes et des campagnes empêcheront encore longtemps l'émergence d'un puissant marché intérieur » ! En d'autres termes, aussi longtemps que le gigantesque réservoir de main d'œuvre chinoise constituée par les dizaines de millions migrants ruraux et le non moins gigantesque réservoir de main d'œuvre sous-employée n'auront pas été absorbés, le niveau des salaires ne pourra pas s'élever sensiblement ! En maintenant aussi bas que possible le salaire des travailleurs chinois, la bourgeoisie monopoliste d'Etat chinoise compte bien utiliser à son profit cette différence, afin de conquérir des débouchés aujourd'hui en possession de puissances impérialistes concurrentes. Ce danger est parfaitement compris par les vieilles puissances impérialistes dont les économistes les plus lucides encouragent sans cesse la Chine à accorder davantage de « droits politiques » à ses travailleurs ainsi que « des hausses de salaire », expression qui trouve son pendant « métaphorique » chez les économistes bourgeois dans « la réévaluation de la valeur de la monnaie » (valeur qui n'est que l'expression du taux de profit). Ainsi le mensuel altermondialiste *Alternatives économiques* s'inquiétait

« ... d'une évolution insuffisante du coût du travail chinois, compte tenu de la vitesse à laquelle progresse la productivité dans ce pays. Un effet encore renforcé par le refus des dirigeants chinois de réévaluer leur monnaie ». <sup>434</sup>

Soyons, honnêtes : si cette « évolution insuffisante » pénalise en effet la Chine dans le domaine des importations en provenance de ses concurrents impérialistes — ce handicap étant toutefois bien relatif quand on sait que l'impérialisme chinois dispose d'une puissante industrie lourde et est l'un des leaders mondiaux dans le domaine des nouvelles technologies et qu'il aura pas conséquent de moins en moins recours aux importations de produits de haute technologie provenant de ses

concurrents impérialistes —, elle lui permet en revanche 1° de s'assurer un avenir radieux sur la scène des exportations internationales et des plus difficile pour ses concurrents impérialistes dans un nombre croissant de secteurs économiques ainsi que 2° de renforcer ses relations économiques, tant dans le domaine du commerce que dans celui des investissements avec les pays dépendants en se présentant comme un pays soucieux d'accorder son « aide » aux pays dont la bourgeoisie nationale souhaite la « libération du joug impérialiste », en fait leur rattachement à la sphère d'influence la plus avantageuse économiquement parlant.

Rodée de longue date aux principes de la mystification acquis au cours d'un demi siècle de « construction du socialisme », la bourgeoisie impérialiste chinoise est à notre avis bien trop intelligente pour tomber dans le piège grossier tendu par ses concurrents impérialistes : celui de rejoindre le camp de la « démocratie » bourgeoisie en se contentant de se faire une place *aux côtés* des autres puissances impérialistes. Pourquoi l'impérialisme chinois suivrait-il ces « conseils » donnés par les idéologues de ses concurrents impérialistes et accepterait-il ce *compromis* de bas étage alors qu'il en position de force pour *détrôner* ses principaux concurrents impérialistes ?

De toute façon, il n'appartient pas à la bourgeoisie chinoise de fixer librement à sa guise le niveau des salaires : ce sont les lois de la production marchande qui se chargent de les ramener à un niveau correspondant au développement des forces productives *dans toute l'économie*. Pour augmenter sensiblement le niveau des salaires chinois dans l'industrie, il faudrait élever celui des régions rurales, ce qui est impossible aussi longtemps qu'existe un important surplus de main-d'œuvre et que l'agriculture chinoise reste sous-mécanisée. Cette mécanisation, comme dans tous les pays bourgeois-révissionnistes se fera lentement. Sous le capitalisme la mécanisation des campagnes se réalise parallèlement à l'exode rural : la propriété privée des moyens de production oblige à posséder d'importants moyens financiers pour réaliser la mécanisation. Ces moyens ne peuvent être possédés que par les grandes exploitations agricoles. Les petites exploitations, elles, sont condamnées à fonctionner avec des moyens techniques et agro-techniques archaïques.

Mais contrairement à l'industrie, la ruine des petits propriétaires est longue et douloureuse, autant du fait de l'attachement à la propriété foncière qui pousse le paysan pauvre à s'accrocher à sa terre aussi longtemps que lui ou sa descendance en ont la force et la volonté, que du fait que le prix de la production est déterminé par le niveau de productivité des moins bonnes terres. Ceci autorise le maintien prolongé de petites exploitations, particulièrement sur les terres où la rente différentielle est la plus élevée, compensant ainsi en partie une plus faible productivité du travail dans le cas où sont utilisés des moyens techniques et agro-techniques arriérés. La Chine conservera donc encore longtemps son avantage économique décisif sur le marché international de la force de travail humaine. Combien de temps faudra-t-il à l'impérialisme chinois pour absorber cette colossale réserve de l'armée du travail ? Prenons la dernière année écoulée : en 2006, l'économie chinoise, bien que son PIB ait augmenté de 10,6 %, n'a créé que 11 millions d'emplois, alors que 25 millions de nouveaux travailleurs arrivaient sur le marché de l'emploi... Ainsi, la croissance économique de l'impérialisme chinois ne lui permet même pas d'absorber le contingent de nouvelles forces de travail ! Les perspectives des concurrents impérialistes de la Chine sont donc des plus sombres, d'autant que pour « réduire la pression sur la réévaluation du yuan », « Pékin encourage la sortie des capitaux » !<sup>435</sup>

Non seulement il sera impossible aux concurrents impérialistes de la Chine de voir amoindrie son hégémonie sur le plan commercial, mais en plus cette hégémonie la pousse à vouloir développer le domaine des IDE ! Encore une nouvelle concurrence « déloyale » en perspective pour les vieux pays impérialistes ! Les contradictions inter-impérialistes, que ce soit en 2007 ou dans les années à venir, n'ont donc aucune raison de ne pas s'exacerber !

Soyons justes, les idéologues bourgeois « de gauche » ne donnent pas ces « conseils » pour les mêmes raisons que les idéologues « de droite » : ces derniers sont d'ailleurs encore le plus souvent occupés à profiter de la croissance de l'économie chinoise qu'à s'inquiéter de ses effets sur le renforcement des prétentions impérialistes de ce « partenaire », tandis que la « gauche » voit déjà le danger se profiler à l'horizon et devenir réel. Il faut dire que la « droite » — c'est-à-dire la bourgeoisie impérialiste et le Capital financier, celle qui investit en Chine et qui y vend des Airbus —, est directement intéressée aux profits qu'elle retire de sa « coopération économique » avec la Chine qu'elle juge donc *globalement positive*, alors que la « gauche » — c'est-à-dire la petite et moyenne bourgeoisie nationale et souverainiste —, si elle ne refuse pas en principe de retirer des avantages du pillage néo-colonial des pays dépendants, s'inquiète déjà des conséquences de la promotion accidentelle d'un gigantesque ex-pays dépendant au rang de nouveau rival impérialiste, facteur d'aggravation des rivalités inter-impérialistes et donc d'instabilité économique, politique et sociale à l'échelle internationale.

En outre, la bourgeoisie des vieux pays impérialistes n'est pas à une contradiction près : commençant à souffrir sérieusement de la concurrence chinoise, elle demande aux dirigeants chinois une réévaluation de leur monnaie, mais quand les dirigeants chinois cherchent à mettre en place des moyens pratiques visant à augmenter le coût de la force de travail, elle enrage. Ainsi, à la fin 2006, la Chine préparait une nouvelle loi sur le travail dans les entreprises à capitaux mixtes, limitant la durée de la période d'essai, imposant la semaine de 44 heures et le paiement des heures supplémentaires. On a assisté aussitôt à une levée de boucliers de la part des investisseurs étrangers pour lesquels cette loi « mettrait en péril les valeurs traditionnelles de l'entreprise ». Moins portée sur le verbiage idéaliste, la Chambre de Commerce britannique a défini quelles étaient les « valeurs traditionnelles » défendues par le Capital étranger :

**« Nous sommes venus en Chine pour les faibles coûts salariaux et la flexibilité. S'ils disparaissent, nous irons en Inde, au Pakistan ou au Bangladesh ».**

Quelle honnêteté admirable ! La bourgeoise impérialiste se trouve donc dans une situation inextricable : d'un côté elle veut profiter des exportations chinoises à bon marché et retirer le profit maximum de ses investissements en Chine, de l'autre elle craint le monopole commercial croissant de la Chine que la bourgeoisie impérialiste cherche à étendre à toutes les branches d'industrie !

La puissance industrielle et commerciale de la Chine s'appuie avant tout sur l'exportation de biens de consommation vers les vieux pays impérialistes. En 2005, les entreprises à capitaux chinois assuraient 41 % des exportations chinoises, celles à capitaux exclusivement étrangers 39 % et celles à capitaux mixtes 20 %. La bourgeoisie impérialiste chinoise reçoit donc bien plus que les miettes de profit généralement accordées aux cliques bourgeoises-compradore des pays dépendants ! Pour elle, une hausse des exportations est synonyme de renforcement relatif de sa puissance.

Dans le secteur des produits manufacturés la place de la Chine est très importante, et le secteur des nouvelles technologies ne fait pas exception : le leadership de la Chine est incontestable dans la production mondiale de téléviseurs à écrans plats, d'ordinateurs portables, d'ordinateurs de bureau, de LCD, de lecteurs MP3, de consoles de jeu, de lecteurs/graveurs DVD, d'appareils photos numériques, d'imprimantes et de scanners comme en témoignent les chiffres de 2005.

Part dans la production mondiale selon les pays/zones (en %)						Total :
Europe	USA et Canada	Japon	Chine	Reste de l'Asie	Reste du monde	(en milliards €)
12,5	11,8	15,9	32,8	24,0	3,0	<b>360,6</b>

Parler de l'Asie du sud-est en général et de la Chine en particulier comme étant les ateliers du monde impérialiste et surtout les pays-usines approvisionnant la « société de consommation » des pays impérialistes d'occident n'est donc pas exagéré !

Ces chiffres sont très bien corroborés par l'évolution de la production d'acier. Il est intéressant d'analyser l'accroissement de la production mondiale d'acier sur une longue période. L'acier est en effet une matière première utilisée dans un grand nombre d'industries et la croissance de sa production constitue donc un bon indicateur de la croissance industrielle. Par exemple, en 2003, le poids moyen d'une voiture américaine était de 1,5 tonne et celui d'une voiture européenne de 1,3 tonne. L'acier et la fonte comptaient pour environ 64 % de la masse des véhicules.

En chiffres absolus, la production mondiale d'acier est passée de 28 à 1219 millions de tonnes durant la période 1900-2006.

Durant la période 1900-1950, la production d'acier a augmenté assez lentement, à une vitesse annuelle moyenne de 3,9 %. Durant la période 1950-1973, elle a augmenté beaucoup plus rapidement, de 5,8 % par an en moyenne. Durant la période 1973-1995, la production d'acier a pour ainsi dire fait du sur-place, croissant de seulement 0,2 % par an : il faut dire que ce n'est pas tant la richesse mondiale qui croissait que sa répartition plus inégale qui s'amplifiait ! Durant la période 1995-2006, elle a augmenté à nouveau rapidement, de 4,7 % par an en moyenne. On doit noter qu'à chaque crise économique ou évènement international majeur (1921, 1929, 1937, 1945, 1973, 1981, 1989, 1997), la production d'acier a enregistré une baisse sensible.

Il est important de remarquer que si la production mondiale d'acier a augmenté de 528 millions de tonnes durant la période 1973-2006, celle de la Chine a augmenté de 400 millions de tonnes durant la même période, ce qui représente *plus des trois quarts* de l'augmentation mondiale !

En d'autres termes, l'impérialisme chinois a été le moteur de la croissance économique mondiale durant ces trente dernières années ! C'est évidemment en parfaite adéquation avec sa montée fulgurante sur le plan commercial.

Il est également important de remarquer que la tendance à la stagnation de la production d'acier est ancienne pour les vieux pays impérialistes et à plus forte raison encore pour les USA qui ont massivement investi chez leurs concurrents impérialistes occidentaux dans les années d'après-guerre : en 1961, les USA produisirent 91 millions de tonnes d'acier, soit une production du même ordre que leur production actuelle !

Production d'acier par pays en millions de tonnes (Source des chiffres bruts : <a href="http://www.worldsteel.org">http://www.worldsteel.org</a> )															
Année		Monde	Chine	Japon	USA	Russie*	Corée du Sud	Allemagne	Inde	Ukraine*	Italie	Brazil	France	Espagne	Royaume-Uni**
	1980	Production	454	37	111	101	150	9	44	9	—	27	15	23	13
% du total mondial			8,1	24,4	22,2	33,0	2,0	9,7	2,0	—	5,9	3,3	5,1	2,9	3,5
1990	Production	733	67	110	89	154	23	38	15	—	25	20	19	13	18
	% du total mondial		9,1	15,0	12,1	21,0	3,1	5,2	2,0	—	3,4	2,7	2,6	1,8	2,5
2000	Production	848	127	106	102	59	43	46	27	32	27	28	21	16	15
	% du total mondial		15,0	12,5	12,0	7,0	5,1	5,4	3,2	3,8	3,2	3,3	2,5	1,9	1,8
2006	Production	1239	419	116	99	71	48	47	44	41	32	31	20	19	14
	% du total mondial		33,8	9,4	8,0	5,7	3,9	3,8	3,6	3,3	2,6	2,5	1,6	1,5	1,1

\* URSS en 1980 et 1990. \*\* Chiffre de 1981 en raison de grandes grèves.

La production d'acier a évolué de manière très variable : durant la période 1980-2006 elle a baissé pour la Russie et pour l'Ukraine, bien que ces dernières années la production d'acier de la Russie et de l'Ukraine augmente à nouveau, sans avoir évidemment atteint leur niveau de 1990. Si la production indienne, elle, a plus que quadruplé en 26 ans, elle fait pourtant toujours figure d'un nain comparativement à son importance démographique, puisque inférieure d'environ 10 % à celle de la Corée du Sud et dix fois moindre que celle de la Chine. Cette petitesse est cependant *relative*, puisque 44 millions de tonnes représentent 61 % du niveau de la production mondiale d'acier de l'année 1920 et dix fois la production d'acier de la Russie tsariste en 1913.

La Chine est évidemment un cas à part, puisque sa production d'acier a été multipliée par plus de 11 en 26 ans, passant de 37 à 419 millions de tonnes ! En 1980, la Chine produisait moins d'acier que le 4<sup>ème</sup> producteur mondial. En 2006, elle a produit presque autant d'acier que ses 6 plus gros concurrents directs pris ensemble : le Japon, les USA, la Russie, la Corée du Sud, l'Allemagne et l'Inde qui ont produit 425 millions de tonnes d'acier. En 2006, la production d'acier chinoise représentait près de 34 % de la production d'acier mondiale, contre 8 % en 1980 ! Dans les vieux pays impérialistes, la production d'acier a le plus souvent stagné ou même baissé ces 26 dernières années.

Si le volume de production chinoise a de quoi impressionner, son rythme d'accroissement impressionne tout autant : l'accroissement annuel de la production d'acier de la Chine a été de près de 6 % durant la période 1996-2000, mais de plus de 24 % durant la période 2000-2006.

Tandis que durant la période 2005-2006 la croissance de la production d'acier de ses concurrents les plus dynamiques a augmenté de 6 à 7 %, l'accroissement de la production chinoise d'acier a frôlé les 18 % ! En janvier 2007, la production d'acier chinoise s'est montée à 38,4 millions de tonnes : si ce niveau de production se maintenait tout le reste de l'année 2007 — hypothèse la plus basse sachant que ces dernières années le niveau de production a eu tendance à croître fortement en cours d'année, passant de 20 à 26 millions de tonnes entre janvier et décembre 2004, de 25 à 31 millions de tonnes entre janvier et décembre 2005 et de 30 à 38 millions de

tonnes entre janvier et décembre 2006 —, la production d'acier de la Chine dépasserait 460 millions de tonnes en 2007 !

Durant la période 1980-2006, la production française d'acier a enregistré une baisse de près de 9 %, 23 millions de tonnes d'acier ayant été produites en 1980. En 1979, la production d'acier américaine se chiffrait à 127 millions de tonnes. En 2006, elle enregistrerait donc une baisse de 22 % par rapport à son niveau de 1979.

Mais la puissance de l'industrie chinoise ne se réduit pas aux biens de consommation courants et à la sidérurgie. La Chine investit de manière croissante des marchés aujourd'hui encore dominés par ses concurrents impérialistes les plus puissants, comme le Japon quelques décennies plus tôt.

L'industrie automobile en est un parfait exemple. La production annuelle d'automobiles des USA, du Japon, de l'Allemagne, de la France, du Royaume-Uni, de l'Espagne et de l'Italie cumulées est passée de 30 à 39 millions durant la période 1980-2000, tandis qu'elle restait stable en Chine durant la même période avec un peu moins de 2 millions de véhicules.

En revanche, pour la période 2000-2004, on observe une nouvelle tendance : la production des vieilles puissances impérialistes baissant à 37 millions, tandis que la production chinoise a dépassé 5 millions. Cette baisse n'est cependant pas homogène, puisqu'elle n'a pas été ressentie ni en France ni en Allemagne dont la production a continué d'augmenter légèrement. Durant la période 2004-2006, les exportations d'automobiles chinoises ont doublé annuellement et se montaient à 340 000 véhicules en 2006, dont près d'un tiers de berlines. En 2005, la Chine est devenue le 3<sup>ème</sup> producteur mondial de véhicules : 6,2 millions, dont la moitié de voitures particulières. En 2006 ses surcapacités de production dépassaient 50 %, poussant les constructeurs chinois à exporter. Les exportations chinoises ont jusqu'à essentiellement été réalisées vers le Moyen-Orient, l'Amérique latine et la Russie, afin d'y satisfaire les besoins des nouveaux riches... Les exportations d'automobiles chinoises vers l'Europe et les USA ne devraient être significatives que vers 2010, date à partir de laquelle elles devraient être compétitives sur tous les plans, y compris celui de l'adoption des normes de sécurité occidentales. A niveau d'équipement comparable, les modèles chinois devraient être 20 à 25 % moins chers.

Quand on sait que l'industrie automobile est en quelque sorte « l'industrie des industries » des vieux pays impérialistes (elle représente 40 % du marché français de la sous-traitance), ceux-ci ont du souci à se faire depuis que les constructeurs chinois ont affiché leurs ambitions exportatrices au salon mondial de l'automobile d'octobre 2006. On imagine sans mal la crise que vont traverser dans quelques années les constructeurs automobiles des vieux pays impérialistes et ses effets délétères sur une grande partie de leur tissu économique et social.

Cette nouvelle tendance témoigne donc de la naissance d'un nouvel ordre impérialiste mondial : la coopération économique des vieux pays impérialistes avec le jeune et dynamique impérialisme chinois tend de plus en plus à céder la place aux rivalités économiques avec ce dernier, surtout avec les économies de ses concurrents qui souffrent le plus de cette concurrence, en premier lieu les USA. Dans le cadre de ces rivalités croissantes, il est de l'intérêt des puissances impérialistes européennes qui souffrent le moins de la concurrence chinoise tel l'Allemagne et dans une moindre mesure la France, de renforcer leurs relations économiques avec la Chine, tant dans le domaine du commerce international que des investissements.

Nous ne perdons pas de vue, en tant que marxistes-léninistes, que la coopération économique entre les bourgeoisies impérialistes cède plus ou moins la place à leur concurrence sur le marché mondial, ceci est d'autant plus vrai que des pays comme le Royaume-Uni, l'Espagne et l'Italie, davantage liés à l'impérialisme américain, souffrent davantage de la concurrence chinoise que l'Allemagne et le Japon.

Ces dernières années, à l'exception des périodes de réalisation de gros contrats dans le domaine du nucléaire et de l'aéronautique, le commerce franco-chinois s'est traduit par un déficit commercial au détriment de l'impérialisme français.

Le déficit commercial des vieux pays impérialistes dans leur commerce bilatéral avec la Chine n'a aucune raison de se résorber dans les prochaines années. On a vu l'exemple de l'industrie automobile, mais on peut également prendre celui des industries de pointe qui font encore la fierté de la bourgeoisie et des social-chauvins des vieilles métropoles impérialistes.

En décembre 2005, le premier ministre chinois en visite dans les usines Airbus de Toulouse avait signé un important contrat de plusieurs milliards de dollars. Le 26 octobre 2006, lors d'une visite de Chirac en Chine, était signé un autre contrat pour l'achat de 150 airbus A320 d'une valeur de 10 milliards de dollars dont une partie sera assemblée dans l'usine de Tianjin prévue pour entrer en service en 2009 : en effet, « avec des pays comme la Chine, si vous voulez être présent commercialement, vous devez aussi être présent industriellement » avait alors déclaré le PDG d'Airbus, Louis Gallois. Quelques mois après, Airbus annonçait son intention de supprimer 10 000 emplois en Europe. Si Airbus menace aujourd'hui licencié en Europe, c'est parce qu'il faut rabattre une partie de la production du futur A 350 en Chine. Le 5 mars 2007, l'agence *Reuters* publiait une dépêche rapportant que le conseil d'Etat chinois avait confié à deux entreprises d'Etat de l'aéronautique chinoise (travaillant actuellement pour Airbus et Boeing), la réalisation d'un prototype d'avion de transport civil gros-porteur de conception et de fabrication entièrement chinoises d'ici à 2010.

La Chine souhaite en effet diminuer rapidement sa dépendance vis-à-vis de Boeing et Airbus, et pourquoi pas à terme concurrencer ces deux avionneurs non seulement sur le marché chinois, mais aussi sur le marché international... Etrangement, un avion livré à la Chine par Airbus n'a jamais été recensé par aucune compagnie aérienne chinoise. Il fait peu de doute qu'il ait été désossé pour être étudié par les avionneurs chinois !

Egalement en octobre 2006, la multinationale française Alstom, spécialisée dans la production d'énergie et le transport ferroviaire, a signé un contrat avec une entreprise d'Etat chinoise pour la production de 500 locomotives ultramodernes, malgré la crainte de voir la Chine se poser en concurrent dans quelques années : « **Mais nous n'avons pas le choix. Si nous n'acceptons pas le transfert de technologie, nous n'obtiendrons aucun contrat avec la Chine** », a précisé la direction d'Alstom. Ainsi, à l'instar de la bourgeoisie des vieux pays impérialistes, la bourgeoisie impérialiste française hypothèque son avenir pour tenter de freiner son déclin à court terme.

La fabrication de microprocesseurs fournit un exemple parfait du protectionnisme économique employé par les multinationales des pays impérialistes concurrents de la Chine dans le domaine des technologies avancées, craignant de se voir rapidement rattrapés et dépassés par l'impérialisme chinois dans le domaine des productions de très hautes technologies. *Intel* qui est implanté à Taiwan et en Chine ne permet actuellement que le transfert de la technologie de gravure 0,18 micron. La

technologie de gravure 0,090 micron ne devrait pas être concédée à la Chine avant 2010, alors qu'Intel maîtrise déjà la technologie 0,045 micron ! L'importance de la technologie de gravure est immense dans le domaine de la fabrication des semi-conducteurs, puisque plus la gravure est fine, plus les puces produites peuvent travailler rapidement tout en gardant une consommation électrique raisonnable. On comprend l'inquiétude d'Intel quant on sait que dès 2002, l'Institut de technologie informatique de l'Académie des sciences de Pékin a débuté dès 2002 le développement de microprocesseurs concurrents des processeurs Intel et AMD actuels. En 2006, le *Godson-2E* fournissait une puissance comparable à un processeur Intel Pentium IV, tout en offrant une consommation électrique très réduite.

Si les microprocesseurs chinois ont encore du retard à rattraper avant de pouvoir espérer concurrencer Intel et AMD sur le marché mondial, ils sont déjà synonymes de solution économique pour le marché chinois.

Des années des plus sombres se préparent donc pour l'ensemble des vieux pays impérialistes, sur les plans économique, social et politique. Des pays impérialistes comme l'Allemagne et le Japon pourront bien encore résister quelques années, mais à moyen terme, leur déclin est également inévitable.

De plus en plus, il ne reste plus aux vieux pays impérialistes que les revenus rapportés par la tonte des coupons pour leur permettre de compenser leur déficit commercial et d'occuper les armées de travailleurs devenus inutiles.

Mais ces revenus deviennent rapidement insuffisants. Ils le sont déjà très largement pour l'impérialisme américain : le déficit annuel de sa balance des paiements se chiffrent en centaines de milliards de dollars...

Le solde de la balance des paiements nous fournit de telles informations, puisque qu'elle prend en compte le solde du commerce extérieur et des revenus des investissements à l'étranger. Durant la période 1946-1973, la balance des paiements française n'a jamais été fortement déficitaire. En effet, le solde du compte des transactions courantes a varié entre un minimum de - 0,8 et un maximum de 1,5 milliards d'euros.

L'impérialisme français n'a donc jamais été réellement menacé de « néo-colonisation », même au sortir de la Seconde Guerre Mondiale impérialiste avec le plan Marshall.

Ses vastes possessions coloniales ainsi que l'existence d'une industrie lourde et d'un parti révisionniste puissant permirent à la bourgeoisie impérialiste française de se relever rapidement, de mater la résistance de la classe ouvrière et de maintenir un caractère fortement parasitaire. L'amplitude de la variation du compte des transactions courantes a explosé à partir de 1973, parallèlement à l'augmentation du rôle des échanges commerciaux et financiers internationaux, comme en témoigne le tableau suivant :

Solde du compte des transactions courantes, en milliards d'euros (Statistiques de la Banque de France.)															
1976	1978	1980	1982	1984	1986	1988	1990	1992	1994	1996	1998	2000	2002	2004	2006
- 2,5	4,8	- 2,7	- 12,3	- 1,6	1,9	- 4,4	- 8,2	3,1	6,8	16,0	34,6	23,8	21,0	2,1	- 25,3

On voit ici que le solde de la balance des paiements de l'impérialisme français n'a jamais été fortement déficitaire, du moins jusqu'en 2004.

En 2005-2006, la tendance s'est inversée, et le solde du compte des transactions courantes, positif depuis 1992 est redevenu largement déficitaire, essentiellement à cause du déficit de la balance du commerce extérieur de biens et de services, malgré le fait que la France soit l'un des tous premiers exportateurs de services au monde : le tourisme génère en effet d'importants revenus renforçant le caractère parasitaire de l'économie. Le cumul du déficit de la balance des paiements de l'impérialisme français pour les années 2005-2006 s'est monté à 45 milliards d'euros, soit un niveau jamais atteint dans les années précédentes.

L'impérialisme français est donc bien en nette perte de vitesse, à l'instar d'autres de ses concurrents comme les USA, le Royaume-Uni, l'Italie et l'Espagne, bien que cette tendance soit encore récente pour la France. Comme dans le cas de ces pays impérialistes, l'essor de l'impérialisme chinois commence à avoir des répercussions globalement négatives sur le dynamisme de l'impérialisme français.

A l'époque de l'impérialisme putréfié, et particulièrement dans les pays impérialistes misant le plus sur les IDE (investissements directs à l'étranger), surtout quand la valeur de la force de travail métropolitaine est plus élevée que celle des concurrents impérialistes directs, la production industrielle tend à baisser non seulement de manière relative, en se développant moins vite que dans les pays où le coût de la force de travail est inférieure, mais même à diminuer de manière absolue, en diminuant en terme de volume de production.

D'après les chiffres de l'OCDE, la production industrielle du Royaume-Uni et de la Norvège a baissé respectivement de 2 et 3 % durant la période 2004-2006, tandis qu'elle stagnait aux Pays-Bas et qu'elle n'augmentait que de 0,4 % en France. Dans le même temps, la production industrielle des nouveaux Etats-membres de l'UE augmentait fortement : 21 % pour la Pologne, la Hongrie et la république Tchèque ! Il faut dire que les capitaux étrangers ont afflué dans ces pays dépendants qui ne sont rien d'autre que des appendices de l'économie des vieux pays impérialistes européens.

La balance des paiements de l'Allemagne et du Japon reste encore très excédentaire, même durant ces dernières années, à la fois sur le plan commercial et financier. Il faut dire que ces deux pays ont encore un avantage sur le plan commercial — du fait de leur importante production industrielle dans des secteurs de pointe —, et sur le plan financier où ils ont un stock d'IDE sortants très supérieur à leur stock d'IDE entrants. Ces deux pays occupent une position géographique stratégique : le Japon étant placé en plein cœur de l'Asie du Sud-est où il profite encore largement de ses relations avec les pays dépendants de la région ainsi que l'impérialisme chinois, et l'Allemagne faisant le lien avec les nouveaux Etats-membres de l'UE où elle investit massivement, sans oublier le phagocytage de l'ex-RDA. En 2004, l'Allemagne était le premier partenaire commercial de la Chine en Europe, alors que la Chine était le plus grand partenaire commercial de l'Allemagne en Asie.

Aujourd'hui, alors que pour un nombre croissant de pays impérialistes, le solde de la balance du commerce extérieur devient déficitaire, le caractère parasite des pays impérialistes en déclin s'accroît dans des proportions encore plus gigantesques, les revenus retirés de l'exportation de Capital devenant les seuls à leur fournir un excédent, excédent devenant lui-même insuffisant pour maintenir positif le solde de la balance des paiements, qui dégrade alors de façon relative et absolue la position commerciale et financière face aux concurrents impérialistes les plus dynamiques.

Quand le solde de la balance des paiements d'un pays impérialiste devient négatif, alors les tendances à la réaction intérieure et extérieure s'accroissent inexorablement.

Voyons maintenant plus en détail les IDE. Les IDE regroupent les opérations de fusion-acquisition, d'investissement et de privatisation réalisées par les entreprises monopolistes. Il nous apparaît important de souligner que les IDE sont un trait fondamental de l'impérialisme puisqu'ils sont ni plus ni moins que « l'exportation des capitaux », synonyme comme l'a souligné Lénine de tonte des coupons.

Bien sûr cette tonte des coupons ne se pratique pas uniquement dans un unique sens — celui des pays dépendants vers les pays impérialistes —, mais se pratique aussi entre pays impérialistes : chaque puissance impérialiste essayant d'investir le marché national de son concurrent pour écouler le surplus de capitaux qu'il lui semble moins avantageux d'écouler sur son propre marché national.

Par flux d'IDE entrants, nous entendons les IDE exportés par les pays étrangers dans un pays durant une période, ce qui illustre le degré d'attractivité de ce pays à un instant particulier. Par flux d'IDE sortants, nous entendons la même chose mais dans le sens inverse.

Par stock d'IDE entrants, nous entendons la somme des IDE présents dans un pays. Par stock d'IDE sortants, nous entendons la somme des IDE possédés par un pays dans d'autres pays.

On peut d'abord remarquer que le stock d'IDE entrants total des pays de l'OCDE était égal à 5 961 milliards de dollars en 2003, tandis que le stock d'IDE sortants des pays de l'OCDE était alors égal à 7 492 milliards de dollars. Pour ces pays, les revenus générés par les IDE sortants sont donc en général supérieurs aux intérêts qu'ils doivent verser pour le stock des IDE entrants.

En 2006, les flux d'IDE internationaux se sont montés à 1230 milliards de dollars dont les deux tiers ont été réalisés vers les vieux pays impérialistes. La tendance récente est à une large suprématie des IDE européens dans le flux international des IDE : en 2001, la part des IDE européens dans le flux mondial des IDE représentaient plus de la moitié du total. Le flux des IDE européens vers les USA est largement supérieur au flux des USA vers l'UE.

Dans ce flux d'IDE vers les USA, l'impérialisme français occupe une place prépondérante — tant au niveau du stock que du flux d'IDE. La France, si elle reçoit effectivement beaucoup d'IDE sur son territoire, n'en est pas moins une puissance impérialiste à en émettre davantage encore !

A elle seule, la Chine (Hong Kong incluse) a attiré 111 milliards de dollars d'IDE. L'Inde a reçu moins de 10 milliards de dollars et l'Afrique moins de 39 milliards de dollars d'IDE. A l'exception de l'Afrique du Sud, du Maroc de la Tunisie et de l'Égypte, les IDE africains sont faibles et essentiellement concentrés dans l'industrie extractive.

Voyons maintenant l'évolution des stocks d'IDE entrants (c'est-à-dire placés par des pays étrangers sur un territoire déterminé) et sortants (c'est-à-dire placés par un pays déterminé à l'étranger) dans plusieurs pays bourgeois, impérialistes ou dépendants.

Evidemment, dans un pays impérialiste, la prépondérance tend à aller aux IDE sortants tandis que dans un pays dépendant, la prépondérance tend à aller aux IDE entrants.

Stock d'IDE (entrées et sorties) par pays, en milliards de \$														
Source des chiffres bruts : <a href="http://stats.unctad.org">http://stats.unctad.org</a>														
Année		Monde	USA	Royaume-Uni	Allemagne	France	Japon	Espagne	Italie	Canada	Suisse	Pays-Bas	Suède	% cumulé
1980	IDE (entrées)	530	83	63	37	27	3	5	9	54	9	2	3	—
	IDE (sorties)	570	215	80	43	24	20	2	7	24	21	6	4	—
	IDE (%)*	—	37,7	14,0	7,5	4,2	3,5	0,4	1,2	4,2	3,7	1,1	0,7	78,2
1990	IDE (entrées)	1769	395	204	111	87	10	66	60	113	34	69	13	—
	IDE (sorties)	1785	431	229	152	110	201	16	60	85	66	107	51	—
	IDE (%)*	—	24,1	12,8	8,5	6,2	11,3	0,9	3,4	4,8	3,7	6,0	2,9	84,6
2000	IDE (entrées)	5786	1257	439	272	260	50	155	121	213	87	244	94	—
	IDE (sorties)	6148	1316	898	542	445	278	166	180	238	233	305	123	—
	IDE (%)*	—	21,4	14,6	8,8	7,2	4,5	2,7	2,9	3,9	3,8	5,0	2,0	76,8
2004	IDE (entrées)	8902	1474	772	348	535	97	347	181	304	181	429	163	—
	IDE (sorties)	9732	2018	1318	834	769	371	333	239	370	393	546	204	—
	IDE (%)*	—	20,7	13,5	8,6	7,9	3,8	3,4	2,5	3,8	4,0	5,6	2,1	75,9

\* Part du pays en pourcentage du stock mondial des IDE sortants.

Ainsi, la part cumulée des 11 premières puissances impérialistes représente plus des trois quarts du stock des IDE sortants mondiaux. Le stock international des IDE sortants a été multiplié par 18 durant la période 1980-2004.

L'impérialisme français n'est donc pas le plus à plaindre — c'est le moins que l'on puisse dire ! —, puisqu'il a su tirer parti de cette croissance en multipliant par 32 son stock d'IDE pendant la même période.

En 2005-2006, l'impérialisme français a attiré chez lui un total de 163 milliards de dollars d'IDE, faisant de lui une des toutes premières terres d'accueil pour les investissements étrangers, tandis que pour la seule année 2005, il disséminait pour 116 milliards de dollars d'IDE à travers le monde. Les politiques de des années précédentes de blocage des salaires et d'incitation aux investisseurs étrangers ont ainsi apporté leurs « fruits » en faisant de la France un des vieux pays impérialistes les plus attractifs !

La part des USA dans le total mondial des IDE sortants marque une nette régression par rapport à ses concurrents impérialistes. L'impérialisme américain est aujourd'hui en voie d'affaiblissement sur le plan économique — car sur le plan militaire il reste le leader et utilisera sans aucun doute cet atout —, comparativement à ses rivaux européens et chinois qui viennent de plus en plus marcher sur ses plates-bandes.

Ceci conditionne dans une large mesure la différence de stratégie existant entre l'impérialisme américain et plusieurs pays impérialistes européens, le premier ayant tendance à vouloir compenser cette baisse du flux de ses IDE par le recours aux « bonnes vieilles méthodes » des guerres coloniales (Yougoslavie, Afghanistan, Irak) face à ses concurrents impérialistes, qui eux — plus faibles militairement et moins pourvus en sphères d'influence de type coloniales —, leur préfèrent pour l'instant les méthodes « démocratiques » plus « raffinées » du néo-colonialisme... Lénine remarquait déjà ces tendances différentes :

« A la différence de l'impérialisme anglais, colonialiste, l'impérialisme français peut être qualifié d'usuraire ». <sup>436</sup>

Mais ces tendances, si elles existent en effet — la Suisse étant par exemple clairement un pays impérialiste de type usuraire —, ne rendent pas pour autant aussi évidente la distinction pour d'autres puissants pays impérialistes : l'impérialisme britannique, bien qu'indéniablement plus usuraire que l'impérialisme américain, n'en suit pas moins Washington dans sa politique de type coloniale.

Ces deux tendances se mêlent souvent étroitement quand il s'agit pour un pays impérialiste de défendre d'importants investissements ou de s'assurer de nouveaux débouchés pour l'exportation de capitaux.

Stock d'IDE (entrées et sorties) par pays, en milliards de \$														
Source des chiffres bruts : <a href="http://stats.unctad.org">http://stats.unctad.org</a>														
Année		Chine*	Russie	Brésil	Corée du Sud	Afrique du Sud	Venezuela	Mexique	Inde	Thaïlande	Vietnam	Arabie Saoudite	Maroc	Sénégal
1980	IDE (entrées)	22	—	17	1	16	2	0	1	1	1	0	3	0
	IDE (sorties)	0	—	39	0	6	0	0	0	0	0	0	0	0
	IDE (%)*	0,0	—	6,8	0,0	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1990	IDE (entrées)	66	—	37	5	9	4	22	2	8	2	14	4	0
	IDE (sorties)	16	—	41	2	15	1	1	0	0	0	2	0	0
	IDE (%)*	0,9	—	2,3	0,0	0,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0
2000	IDE (entrées)	193	32	103	37	43	35	97	18	30	21	17	9	1
	IDE (sorties)	27	20	52	27	32	8	8	2	2	0	2	0	0
	IDE (%)*	0,4	0,3	0,8	0,4	0,5	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2004	IDE (entrées)	245	98	151	55	46	42	183	39	49	29	20	18	1
	IDE (sorties)	39	82	64	39	29	10	16	7	3	0	2	1	0
	IDE (%)*	0,4	0,8	0,7	0,4	0,3	0,1	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

\* Taiwan et Hong Kong non inclus.

Ici, on remarque essentiellement deux groupes de pays : d'une part des puissances impérialistes régionales, comme le Brésil, la Russie et la Corée du Sud, recevant plus d'IDE qu'elles n'en émettent, et d'autre part des pays complètement dépendants recevant beaucoup d'IDE, mais n'en émettant que très peu ou pas du tout.

Nous avons traité à part du cas de la Chine. Si son stock d'IDE sortants était encore assez modeste en 2004, il n'en suit pas moins une courbe de croissance : il est passé de 0,04 milliards de dollars en 1981 à 39 milliards de dollars en 2004. Il s'est élevé à **57 milliards de dollars** en 2005. Le stock des IDE entrants se chiffrait alors à 318 milliards de dollars : le stock des IDE sortants représente donc une part croissante de celle du stock des IDE entrants. Entre 2002 et 2005, les flux d'IDE chinois sortants sont passés de 52 à 74 milliards de dollars. A titre de comparaison, en 2005, les flux des IDE sortants du Royaume-Uni, des USA et de la France se sont élevés à des montants respectifs de 165, 99 et 64 milliards de dollars. En 2005, les IDE chinois au Canada ont même dépassé les IDE canadiens en Chine, essentiellement du fait d'investissements chinois dans le domaine de l'énergétique et de l'informatique.

Durant les années 1990, Hong-Kong a attiré la majeure partie des IDE chinois, mais depuis quelques années les IDE chinois visent tous les continents : les pays dépendants pour l'approvisionnement en matières premières et en énergie, les vieux pays impérialistes pour l'accès aux nouvelles technologies, et le monde entier pour gagner de nouveaux marchés !

Si le secteur de l'énergie et des matières premières pèse encore très lourd (un peu moins de la moitié du stock d'IDE chinois), les IDE chinois dans les secteurs de très hautes technologies et dans l'automobile progressent rapidement et représentent aujourd'hui plus du tiers du stock d'IDE chinois.

La Chine présente une particularité supplémentaire, puisque nous n'y avons pas inclus Hong Kong qui est officiellement une zone administrative spéciale de la Chine depuis sa rétrocession à la Chine en 1997. Avant sa rétrocession à la Chine, dès le début des années 1990, Deng Xiaoping s'est servi des zones chinoises proches de Hong Kong comme de zones franches pour inciter les investisseurs étrangers et rapprocher la Chine continentale de Taïwan. Durant la période 1988-1996, le montant du stock des IDE entrants à Hong Kong est passé de 40 à 81 milliards de dollars. Le stock des IDE entrants à Hong Kong a explosé au moment de sa rétrocession à la Chine, puisqu'il était de 249 milliards de dollars en 1997, c'est-à-dire qu'il avait plus que triplé par rapport à l'année précédente ! Quand au montant du stock des IDE sortants, il avait été multiplié par 2,4 par rapport à 1996 et se montait à 236 milliards de dollars en 1997 ! En 2004, le stock d'IDE hongkongais entrants et sortants se montait respectivement à 457 et 406 milliards de dollars ! En bref, Hong Kong a été la succursale bancaire idéale pour les opérations d'investissements entrant et sortant de Chine. Son rôle actuel précis nécessiterait une étude approfondie. Ce n'est en tout cas pas pour rien si le secteur des services représentait respectivement 87 % et 91 % du PIB hongkongais en 2001 et 2006...

Enfin, il faut souligner un autre point important qui amène à relativiser la « faiblesse » de la puissance financière réelle de l'impérialisme chinois. La Chine est une puissance impérialiste jeune, et comme toute puissance impérialiste jeune, elle construit d'abord sa domination par la voie commerciale. Sous l'impérialisme, l'exportation de capitaux prend le pas sur celle des marchandises comme support caractéristique de la domination impérialiste. Cependant, une jeune puissance impérialiste, l'exportation de marchandises *précède* et *accompagne* l'exportation de capitaux. C'était le cas de l'Angleterre au 19<sup>ème</sup> siècle avant sa mutation en pays impérialiste à la recherche de débouchés coloniaux.

C'est cette phase que la Chine a traversée pendant deux décennies. Ensuite, quand la voie du commerce devient trop étroite et que le Capital commence à déborder de toutes parts, une jeune puissance impérialiste a recours de manière croissante aux investissements à l'étranger, à l'instar des USA vers la fin du 19<sup>ème</sup> siècle. Il existe plusieurs formes d'exportation de capitaux. Historiquement ce sont d'abord les prêts d'Etat à Etat, et ensuite les IDE. Mais aux prêts accordés aux Etats des pays dépendants se substitue de plus en plus les IDE : les revenus de ceux qui touchent une rente sur les investissements à l'étranger croissent d'une façon bien plus intensive que ceux qui se satisfont des prêts et d'un intérêt fixe. En effet, le bénéfice est retiré directement proportionnel aux revenus générés par des activités productrices employant une main-d'œuvre bon marché.

Le Capital financier des pays impérialistes, dès qu'il en a la possibilité, ne joue plus seulement le rôle d'une « banque » prêtant de l'argent, mais investit directement les capitaux dans les branches qu'il juge les plus rentables.

L'économiste américain Paul Krugman, chroniqueur au *New York Times*, a publié en juin 2005 une étude dans laquelle il illustre ce processus pour l'impérialisme chinois. La plus grande partie des centaines de milliards de dollars accumulés ces dernières années par l'impérialisme chinois grâce à ses importants excédents commerciaux ont été investis à l'étranger — et non sur le territoire national dont le marché est trop étroit comme pour tout pays bourgeois —, principalement aux USA à travers l'achat massif de bons d'Etat émis par l'administration Bush.

Il est ainsi communément admis aux USA que l'argent chinois finance le déficit fiscal américain. Mais aujourd'hui, souligne Krugman, la Chine ne se satisfait plus de ce rôle financier passif car ces obligations d'Etat « **ne fournissent pas un taux élevé de rendement, ni de contrôle sur la façon dont l'argent est dépensé** ». L'impérialisme chinois a toutes les raisons de voir d'un mauvais œil l'accentuation du déficit fiscal américain provoqué par les agressions coloniales américaines tournées contre ses intérêts ! L'impérialisme chinois tend donc à développer de plus en plus l'exportation de capitaux sous la forme d'IDE.

En 2005, la dette extérieure de la Chine valait à peine plus d'un quart de son PIB, tandis qu'elle représentait plus des deux cinquièmes de celui du Royaume-Uni, plus des deux tiers de celui des USA, de l'Allemagne et de la France, plus de la moitié de celui du Brésil et plus des quatre cinquièmes de celui de l'Inde ! La Chine possède donc un faible niveau d'endettement, qui ne représente pas une charge très lourde en regard de la totalité de ses avoirs financiers à l'étranger constitués par les obligations d'Etat et les IDE, sans même parler de son très confortable excédent commercial.

Plus que les valeurs absolues des IDE détenus par différents pays bourgeois, nous avons également voulu mettre en évidence leur importance par rapport au PIB du pays détenteur, afin d'illustrer le degré de parasitisme de différents pays impérialistes et le degré de pénétration des IDE entrants dans l'économie des pays dépendants :

Stock d'IDE (entrées et sorties) en 2005, en % du PIB														
(Source : World Investment Report 2006)														
	Monde	Pays « riches »	USA	Royaume-Uni	Allemagne	France	Japon	Espagne	Italie	Canada	Suisse	Pays-Bas	Norvège	Suède
IDE (entrées)	22,7	21,4	13,0	37,1	18,0	28,5	2,2	32,6	12,4	31,6	46,9	74,1	18,5	47,8
IDE (sorties)	23,9	27,9	16,4	56,2	34,6	40,5	8,5	33,8	16,6	35,3	107,4	102,6	123,3	56,5
	Portugal	Irlande	Australie	Russie	Ukraine	Pologne	Hongrie	Slovaquie	Israël	Arabie Saoudite	Algérie	Egypte	Tunisie	Maroc
IDE (entrées)	35,2	105,7	29,8	17,3	21,1	31,1	55,9	32,8	29,4	8,5	8,1	31,0	56,1	43,9
IDE (sorties)	24,2	59,0	22,5	15,7	0,6	1,6	6,0	1,2	16,3	1,2	0,6	1,0	0,2	1,6
	Afrique du Sud	Côte d'Ivoire	Sénégal	Burkina Faso	Chine	Corée du Sud	Inde	Thaïlande	Vietnam	Brésil	Mexique	Venezuela	Bolivie	Pérou
IDE (entrées)	28,7	26,9	13,5	1,2	14,3	8,0	5,8	33,5	61,2	25,4	27,3	34,8	47,1	20,2
IDE (sorties)	15,3	3,8	2,3	0,2	2,1	4,6	1,2	2,3	—	9,0	3,6	8,0	0,9	1,3

En général, les IDE sortants jouent donc un rôle essentiel dans l'économie des pays impérialistes, et on retrouve bien la prédominance rentière de certains d'entre eux, parce que leur stock d'IDE sortants représente un gros pourcentage de leur PIB, ou (et) parce que leur stock d'IDE entrants est bien inférieur à celui des IDE sortants.

Un pays impérialiste comme le Japon base sa puissance économique avant tout sur sa puissance industrielle (d'où sa forte production d'acier), tandis que l'Allemagne base la sienne davantage sur celle de ses IDE sortants, sans pour autant mettre au second plan ses ambitions industrielles et commerciales. Le caractère rentier de pays impérialistes comme le Royaume-Uni et la France est plus prononcé, sans même parler de pays comme la Suisse et les Pays-Bas. Les USA offrent un des exemples les plus avancés de putréfaction de l'économie, induite par la baisse de sa puissance industrielle et financière.

C'est pourquoi l'impérialisme américain hésite aussi peu à employer les méthodes coloniales, afin d'essayer de compenser sa relative faiblesse commerciale et financière.

En 2004, le stock d'IDE sortants des 10 nouveaux Etats-membres de l'UE (UE des 25) se montait à seulement 18 milliards de dollars tandis que le stock d'IDE entrants s'y montait à 230 milliards de dollars ! Si dans les pays impérialistes d'Europe, le secteur industriel ne représentait en 2005 que 20 à 25 % de l'emploi, il en représente 30 à 40 % dans les ex-pays de l'Est aujourd'hui intégrés à l'UE des 25, le secteur des services lui, y représente entre 55 et 80 % de l'emploi. Le caractère dépendant, semi-colonial de ces nouveaux pays membres ne fait donc aucun doute !

Si l'on regarde ces faits on se demande ce qui a réellement changé à l'époque de la « mondialisation néo-libérale », hormis évidemment la délocalisation d'une partie de la production industrielle dans les pays dépendants ateliers ! Si une chose n'a pas évolué, c'est bien le rôle prépondérant des firmes multinationales dans l'économie mondiale.

Bien que multinationales, ces firmes restent d'ailleurs très « nationales » et n'augurent nullement une quelconque disparition des Etats bourgeois.

Bien au contraire les Etats bourgeois impérialistes sont aux ordres du Capital financier national qui les dirige ! Ce sont ces Etats qui constituent le bras diplomatique et armé des entreprises monopolistes sur la scène internationale. Il apparaît donc de manière évidente que

« ... tenants du « libéralisme » ou « néo-libéralisme », du « keynésisme » ou « mondialisme »..., ils visent tous à assurer la même commande sociale : **défendre le régime capitaliste en camouflant ses bases** ». <sup>437</sup>

En quoi consiste donc la lutte « anti-monopoliste » des opportunistes et des révisionnistes de toutes les tendances, sinon à vouloir faire fusionner le mouvement ouvrier avec le mouvement réformiste petit-bourgeois, chose que dénonçait autrefois Lénine ? A quoi cela rime-t-il donc, sinon à substituer l'opportunisme au marxisme-léninisme ?

A l'heure de la « mondialisation néo-libérale », il est évident que les entreprises ne sont *multinationales* que dans la mesure où elles exploitent la sueur des peuples des cinq continents, car pour le reste, l'immense majorité de ces entreprises sont incontestablement la propriété d'une poignée de pays impérialistes qui détiennent la majeure partie du stock mondial des IDE sortants. Plus des trois quarts de la valeur mondiale des 500 plus grosses multinationales leur appartient, comme l'illustre le tableau suivant :

Valeur des multinationales* en milliards de dollars (Financial Times, 2005)														
USA	Royaume-Uni	Japon	France	Allemagne	Suisse	Canada	Italie	Espagne	Arabie Saoudite	Pays-Bas	Hongkong (Chine)	Australie	Suède	Corée du Sud
9438	1608	1314	1010	679	606	488	474	345	312	244	224	222	176	150
Russie	Bésil	Taiwan	Inde	Norvège	Mexique	Danemark	Singapour	Irlande	Emirats arabes unis	Afrique du Sud	Israël	Autriche	Thaïlande	Total
141	132	105	90	88	81	77	53	47	38	29	19	14	14	18387

\* Par pays d'origine. Seules sont prises en compte les 500 plus grosses entreprises multinationales. Ne sont pas prises en compte les firmes multinationales mixtes (USA/Royaume-Uni/Pays-Bas/Australie) comptant pour environ 474 milliards de dollars, soit moins de 3 % de la valeur des 500 plus grosses firmes. Les firmes multinationales véritablement « multinationales » sont donc d'un poids négligeable. Les rivalités inter-impérialistes ne sont donc *en rien* supprimées...

Dans le classement du *Fortune Global 500* de 2006, figuraient 170 entreprises américaines, 70 entreprises japonaises, 38 entreprises françaises, 35 entreprises allemandes et 20 entreprises chinoises, ces dernières étant toutes des entreprises « publiques ». Tout ce que nous avons dit concernant les IDE, mais aussi concernant le commerce international, nous permet de prendre la mesure de nombres d'idées reçues, fausses, véhiculées par les défenseurs des puissances impérialistes européennes qui sont loin, aujourd'hui, d'être des protagonistes de second plan, même si elles vont inévitablement être amenées à souffrir toujours plus de la concurrence de l'impérialisme chinois dans les années à venir.

Outre les IDE, les *dépenses intérieures brutes de recherche et de développement* (DIRD) constituent un bon indicateur du dynamisme des pays impérialistes. D'après le *Rapport de l'UNESCO sur la science 2005*, la Chine se classait en 2003 au 3<sup>ème</sup> rang mondial pour le montant des DIRD, derrière les USA et le Japon, mais devant l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni. Si les vieux pays impérialistes étaient alors encore à l'origine de la plus grande partie des DIRD à l'échelle internationale, la tendance récente démontre l'arrivée d'un nouveau concurrent de poids. En 2003, les USA, l'UE (des quinze) et le Japon participaient respectivement pour 42, 30 et 17 % des DIRD des pays membres de l'OCDE, soit un total de 89 % des 680 milliards de dollars. Si la Chine a réussi à dépasser des pays impérialistes puissants dans le domaine des DIRD, la tendance évolutionniste récente confirme son dynamisme de jeune puissance impérialiste : tandis que le taux de croissance des DIRD des pays de l'OCDE n'a cessé de baisser pendant les années 1999-2003, passant de 6 % en 1999 à moins de 2 % en 2003 (nous devons toutefois souligner le caractère approximatif de cette généralisation, les USA ayant bien plus souffert de cette baisse que leurs concurrents européens et japonais), celui de la Chine, lui, a affiché un taux de croissance annuel moyen supérieur à 20 % durant cette période ! Durant la période 1997-2002, la part de la Chine dans le total mondial des DIRD est passée de 4 à 9 %. En 2003, elle n'était plus très éloignée de celle du Japon et en 2004, selon l'OCDE la part de la Chine dans le total mondial des DIRD dépassait 12 %. Notons également qu'en 2003, la Corée du Sud occupait une place importante dans les DIRD,

puisqu'elle se situait juste derrière le Royaume-Uni, mais devant le Canada, l'Italie et la Russie. En 2002, la part des pays impérialistes d'Amérique du Nord, d'Europe et d'Asie dans le total international des DIRD était de 95,8 %. Comme dans le domaine des IDE, les pays d'Afrique et d'Amérique latine occupent une place infime dans le total international des DIRD, à l'exception de l'Afrique du Sud, du Brésil, du Mexique et de l'Argentine qui se détachaient à l'échelle de leur continent : ces trois derniers pays monopolisaient plus de 85 % des DIRD de l'Amérique latine. La tendance des années 1997-2002 est cependant à la diminution de la part de l'Amérique latine dans le total mondial des DIRD.

Staline remarquait déjà comment dans le courant des années 1920 les rivalités entre pays impérialistes s'exprimaient de manière particulièrement exacerbée à l'échelle internationale sur la question du pétrole au point d'affirmer que « la question du naphte est aujourd'hui une des principales questions de la politique mondiale », elle constitue « le nerf vital de la lutte des principales puissances pour la suprématie, aussi bien en temps de paix qu'en temps de guerre ». En effet « le monopole de l'industrie et du commerce mondiaux appartiendra à celui qui aura le plus de naphte » et « celui qui disposera de plus de naphte l'emportera dans la prochaine guerre ». <sup>438</sup> Le moins que l'on puisse dire est que ce constat fait par Staline n'a pas pris une ride comme en témoignent les événements récents ! La lutte « pacifique » et armée pour le contrôle des ressources énergétiques, en premier lieu le pétrole, loin de s'être affaiblie, s'intensifie même ces dernières années. Pour les marxistes-léninistes albanais, la période récente, non seulement n'a pas supprimé « l'inégalité de développement » entre pays capitalistes, mais l'a aggravé, chaque puissance impérialiste cherchant à s'en sortir « aux dépens des autres », d'où « une recrudescence des affrontements et des contradictions politiques et économiques entre les monopoles et les puissances impérialistes », ce qui n'empêche pas les « loups impérialistes » de mettre au second plan « leurs rivalités et leur lutte concurrentielle » et de se présenter « unis » quand il s'agit « d'opprimer le prolétariat », « de piller les peuples » et « de lutter contre la révolution et le socialisme ». <sup>439</sup>

Dans les relations avec les pays dépendants très bien dotés en ressources énergétiques, les méthodes de domination semi-coloniales sont jugées insuffisantes par les puissances impérialistes en déclin, car elles ne permettent pas un contrôle exclusif de leurs ressources. Les agressions impérialistes récentes témoignent donc de l'aggravation considérable des rivalités inter-impérialistes dans ce domaine. Aujourd'hui, « l'axe du mal » stigmatisé par Washington comprend les pays qui refusent non pas leur intégration au système impérialiste mondial, mais la domination exclusive de l'impérialisme américain. C'est pour cette raison que les « croisades » de Washington ne font pas l'unanimité parmi les alliés/concurrents impérialistes.

D'après la *British Petroleum*, le prix moyen du baril de pétrole a évolué (en dollars constants de 2004) autour de 10 à 15 dollars durant la période 1930-1969. La création de l'OPEP (Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole) en 1960 par le Venezuela, l'Arabie saoudite, l'Irak, l'Iran et le Koweït n'a pas entraîné de modification des prix. Le prix très bas des matières premières énergétiques dans ces années a constitué le moteur essentiel de la croissance des pays impérialistes. A partir du 1<sup>er</sup> choc pétrolier — fait confirmé par le second choc pétrolier —, le prix du baril a augmenté de manière exponentielle, passant de 10 à 45 dollars pour la période 1970-1973, dépassant même 80 dollars en 1980. Par la suite, le prix du baril de

pétrole n'est jamais redescendu à ses niveaux antérieurs, oscillant dans les années 1980-1999 autour de 25 dollars. Depuis 2000 semble se confirmer une très nette tendance à une nouvelle hausse du prix du baril, que l'agression contre l'Irak n'a pas suffi à enrayer, le prix du baril étant passé de 30 à 50 dollars entre 2000 et 2005.

Cette hausse inquiète les pays impérialistes, comme le prouve le n°76 des *Perspectives économiques de l'OCDE*. D'après les prévisions de l'Agence Internationale de l'Energie, l'augmentation absolue de la demande de pétrole pour la période 2000-2030 sera la plus importante pour les USA suivis de près par la Chine. Cette hausse devrait être beaucoup plus faible pour l'Europe qui du fait de sa très faible production pétrolière cherche depuis longtemps à réduire sa dépendance énergétique vis-à-vis du pétrole et qui compte renforcer cette option. C'est pourquoi chacun cherche à diversifier ses sources d'approvisionnement... Il est fondamental pour l'impérialisme américain de préserver son hégémonie au Moyen-Orient puisque cette région renferme deux tiers des réserves prouvées de pétrole à l'échelle mondiale et également parce que l'exploitation de ces réserves est bien meilleur marché que l'exploitation offshore qui nécessite de coûteuses prospections maritimes. C'est pourquoi l'impérialisme américain est prêt à tout et n'a pas hésité une seule seconde à annexer l'Irak. Combien de temps hésitera-t-il encore avant d'annexer l'Iran ? Une chose est certaine, seule la crainte de l'enlèvement militaire et le spectre de la guerre civile — comme en Irak et en Afghanistan — parvient encore à le retenir. Mais son déclin économique, financier comme commercial, s'aggravant, cette peur peut devenir insuffisante demain.

Entre 1996 et 2002, la consommation chinoise de pétrole est passée de 172 millions de tonnes à 230 millions de tonnes. Elle se montait à 317 millions de tonnes en 2005. Si en 1996, la production pétrolière chinoise couvrait encore 90 % des besoins du pays, elle n'en couvrait plus que 70 % en 2002 et 57 % en 2005. Durant la période 2002-2005, la consommation pétrolière chinoise a augmenté à un rythme moyen de près de 12 % par an, entre autres en raison de la forte croissance du parc automobile privé. En comparaison, la consommation pétrolière de l'Inde durant la période 2001-2005 est passée de 82,5 à 155,8 millions de tonnes. Vu la stagnation du niveau de la production pétrolière nationale indienne, cette hausse de la consommation a signifié une hausse comparable de la dépendance énergétique : la part de la production nationale est passée de 40 à 21 % durant cette période. L'émergence de la Chine et de l'Inde en tant qu'importants consommateurs de pétrole concentrés en Asie les a amenés en janvier 2006 à signer à Pékin un accord visant à « établir une stratégie commune devant assurer leur approvisionnement en énergie », c'est-à-dire une tentative de partage pacifique des marchés d'importations. Cet accord portant sur le pétrole et le gaz naturel résulte de la prise de conscience de ce « qu'une rivalité effrénée entre elles n'aboutit qu'au bénéfice du vendeur, quel que soit le pays acheteur remportant l'offre ».

Cette exacerbation des rivalités autour de l'approvisionnement énergétique amène aussi la Chine à chercher à diversifier ses ressources énergétiques en développant d'autres sources énergétiques. La construction du Barrage des Trois Gorges s'inscrit dans cette optique, mais ne peut évidemment pas fondamentalement changer le constat de la dépendance pétrolière croissante chinoise : son chantier a été commencé en 1994, pour un coût supérieur à 25 milliards de dollars. Le 20 mai 2006, Li Yong'an (directeur général de la société de construction du barrage) annonça que le barrage était officiellement terminé et qu'il serait pleinement opérationnel en 2008 après l'installation des 26 turbines servant à la production

d'électricité. Une fois achevé, il aura une puissance installée de 18,2 mégawatts et sera capable de produire 84,7 TWh d'électricité par an, c'est-à-dire davantage que l'actuelle production hydroélectrique française (70 TWh) qui représente 15 % du total de la production électrique française et un peu moins de 5 % de ses besoins énergétiques totaux. Cette puissance, édifiée en l'espace de 14 années, ne suffit évidemment pas à régler le problème énergétique de l'impérialisme chinois. La dépendance pétrolière de l'impérialisme chinois n'a cessé de croître sous l'effet des investissements étrangers friands en facteurs de production au plus bas coût possible. Rien d'étonnant donc à ce que l'économie chinoise ait actuellement une efficacité énergétique très faible, inférieure à la moyenne des pays du « tiers-monde ». En 2003, la fourniture énergétique de la Chine était fournie pour 64 % par le charbon, pour 27 % par le pétrole et pour moins de 6 % par l'hydroélectricité, la production électrique étant assurée pour 80 % par les centrales thermiques au charbon. Depuis 2003, la Chine est le second importateur mondial de pétrole, derrière les USA.

A terme, la dépendance énergétique croissante de l'impérialisme chinois naissant va donc imposer un repartage du gâteau impérialiste au profit de l'impérialisme chinois : les premiers signes de ce nécessaire repartage sont d'ailleurs déjà apparus. L'Irak possède les troisièmes réserves pétrolières les plus importantes du monde derrière l'Arabie Saoudite et l'Iran. En 2005, les principaux fournisseurs de pétrole de la Chine étaient l'Angola, l'Arabie saoudite, l'Iran, la Russie, Oman, la Guinée équatoriale, le Yémen, le Congo, la Libye et le Venezuela. Il est évident que tous ces pays sont des cibles stratégiques potentielles de l'impérialisme américain dès lors que les cliques dirigeantes bourgeoises-compradore de ces pays montrent un visage « non-aligné » qui ne peut que déplaire fortement à Washington dont le but est le contrôle exclusif de l'approvisionnement pétrolier chinois.

En août 2005, la CNPC (2<sup>ème</sup> producteur pétrolier chinois) a racheté la compagnie pétrolière canadienne *PetroKazakhstan*, principalement implantée au Kazakhstan, pour un montant de 4,2 milliards de dollars. En avril 2006, le président chinois en visite en Arabie Saoudite a rencontré le roi Abdullah. Les deux parties se sont engagées à renforcer leur commerce et leurs investissements bilatéraux et ont annoncé la signature d'un accord d'investissement entre la société pétrolière saoudienne *Aramco* et la compagnie pétrolière chinoise *Sinopec* (2<sup>ème</sup> producteur pétrolier chinois), visant à construire une raffinerie de pétrole et à exploiter une concession de gaz naturel, le tout pour un montant d'investissement de 5,2 milliards de dollars. Ces structures a-t-il été dit, visent à approvisionner une « réserve stratégique pétrolière » chinoise établie dans le sud-est de la Chine et pouvant servir à Pékin « en cas d'urgence ».

Ce n'est pas un hasard si depuis 1997 — c'est-à-dire depuis le séisme provoqué par la crise asiatique —, la Chine n'a pas caché son souhait de voir s'améliorer ses relations avec le Vietnam et le Cambodge, s'attachant à régler les problèmes de frontières puis développant la coopération économique avec le premier et accordant une importante aide au second. En novembre 2005, la Chine, le Vietnam ainsi que le P«C»C et le P«C»V ont affirmé leur volonté de « développer leur coopération bilatérale », évidemment « mutuellement bénéfique », soulignant dans leur déclaration conjointe que « la Chine espère et croit que le Parti communiste vietnamien et le peuple vietnamien feront de nouveaux pas de géant dans la grande cause qu'est l'établissement d'un pays socialiste prospère, puissant, juste, démocratique et civilisé ». « Le Vietnam est également fermement persuadé que le

Parti communiste chinois et le peuple chinois auront davantage de nouveaux succès dans la construction d'un pays socialiste à la chinoise », poursuit la déclaration.

Il faut dire qu'en mars 2005 des compagnies pétrolières de Chine, du Vietnam et des Philippines avaient décidé d'explorer conjointement les ressources pétrolières et gazières dans la Mer de Chine méridionale...

Au Cambodge, d'importants gisements de pétrole et de gaz naturel ont été découverts début 2007 et déjà s'affirment de fortes rivalités inter-impérialistes. Selon les premières estimations de la *Banque Mondiale* les réserves de pétrole du Cambodge pourraient atteindre 2 milliards de barils de pétrole (soit environ 275 millions de tonnes) et celles de gaz naturel seraient encore plus gigantesques en terme de barils équivalents pétrole (bep). Leur exploitation devrait débuter en 2009. La société pétrolière américaine *Chevron* est déjà en possession d'une concession nommée *block A* dont les réserves pétrolières sont estimées à environ 700 millions de barils, tandis que les multinationales étrangères se disputent le contrat du *block B*. Pour l'emporter face à ses concurrents, telle la multinationale française *Total*, la Chine intensifie son lobbying vis-à-vis du Cambodge : une délégation du Parti « communiste » chinois a rencontré à la mi-janvier des dirigeants du Parti du « peuple » cambodgien. La teneur des discussions est restée secrète, mais il fait peu de doutes que l'impérialisme chinois a accordé au Cambodge le crédit de développement d'infrastructures qu'il avait sollicité en 2006 auprès de la Chine.

Il faut dire que les dirigeants chinois n'ont pas caché leur souci de diversifier leurs sources d'approvisionnement en pétrole, surtout dans la région, conscients qu'en cas de conflit avec les USA, ils pourraient facilement perdre une grande partie de leur approvisionnement : 80 % des importations pétrolières chinoises transitent en effet par le détroit de Malacca séparant la Malaisie de Sumatra, passe étroite que des navires de guerre américains pourraient facilement bloquer. Les USA sont tout aussi conscients de ces considérations stratégiques : en 2005, le Congrès américain a rejeté une offre chinoise alléchante visant à acquérir la firme pétrolière américaine *Unocal* pour un montant de près de 19 milliards de dollars, soulignant que l'essentiel des réserves de la firme convoitée se trouvaient en Asie.

En mars 2005, la Chine et la Corée du Nord signaient « un accord de promotion et de protection des investissements » et en décembre 2005, les deux gouvernements convenaient de prospecter en commun d'importants gisements pétroliers offshore en Mer Jaune estimés à 800 millions de tonnes. (Dans les années 1960-1980 la Corée du Nord importait du pétrole soviétique, division internationale du travail oblige...)

Nous estimons essentiel de nous arrêter un instant sur la Corée du Nord et sa place dans les rapports de production internationaux, avant de passer aux relations commerciales et financières entre l'impérialisme chinois et les pays du « tiers monde ».

De même que la Chine envoie à l'heure actuelle des ouvriers travailler dans certains pays d'ex-Europe de l'est, de même la Corée du Nord envoie des ouvriers travailler en Russie. En 2004, la région de Vladivostok a enregistré l'entrée de 262 000 ressortissants chinois et de 13 000 ressortissants nord-coréens. Ces dernières années, ce sont en moyenne 10 000 travailleurs nord-coréens qui, munis d'un visa de travail, traversent annuellement la frontière.

Ces pratiques sont anciennes pour la Corée du Nord où l'envoi de travailleurs migrants était déjà un des moyens de s'acquitter de la dette contractée vis à vis de l'URSS social-impérialiste : suite à l'accord conclu entre Kim Il Sung et Brejnev en

1966, c'étaient en moyenne 15 000 à 20 000 travailleurs migrants qui travaillaient annuellement dans la région de Vladivostok, sur les chantiers de construction et de déforestation, c'est-à-dire employés dans les secteurs les plus avides de main-d'œuvre bon-marché et où les conditions de travail étaient les plus pénibles. Pourtant la dette extérieure nord-coréenne ne fut jamais résorbée : la *dawisation* de la Corée du Nord l'en empêcha, et en 1991 la dette extérieure contractée vis-à-vis de l'URSS social-impérialiste se montait à 8 milliards de dollars.

Si jusque dans les années 1960, le développement économique de la Corée du Nord a été important, il s'est sévèrement ralenti dès la seconde moitié des années 1970, comme dans la majorité des pays bourgeois-révissionnistes qui ont durement ressenti les suites de la crise de 1973. Nombreux sont les économistes bourgeois à rapprocher les « réformes économiques » engagées par la Corée du Nord dans les années 1980, de celles engagées par la Chine en 1978, par le Vietnam en 1986, par Cuba en 1992 ou par l'URSS révissionniste en 1991. Elles sont en effet parfaitement identiques sur le fond : non plus uniquement intégration à la division internationale du travail dans le domaine de la production marchande, mais ouverture aux capitaux étrangers !

D'après les statistiques chinoises, le flux d'IDE chinois vers la Corée du Nord est passé de 1,1 à 14,1 millions de dollars entre 2003 et 2004. En 2006, Kim Jong Il et Ju Hintao ont parlé avec enthousiasme des « succès » de la « coopération mutuellement bénéfique entre les deux pays dans le domaine de l'économie et du commerce », Hu Jintao assurant de son soutien les nord-coréens dans leur recherche d'un « chemin de développement conforme à la réalité de leur pays », et Kim Jong Il louant en retour la « modernisation socialiste aux couleurs de la Chine » :

« Le développement surprenant qu'on constate sur le vaste territoire de la Chine est l'aboutissement de l'action du Parti communiste chinois qui a proposé des lignes et politiques nouvelles, conformes à la réalité du pays ». <sup>440</sup>

Traitant de la Corée du Nord, la revue du grand Capital *Challenges*<sup>441</sup> titrait récemment « un pays stalinien tellement attractif », remarquant le « coût imbattable » d'une « main d'œuvre nord-coréenne de qualité », le salaire moyen d'un ouvrier nord-coréen étant quatre fois inférieur à celui d'un ouvrier chinois. Aux antipodes de la constitution de l'Albanie socialiste, la constitution démocratique-bourgeoise nord-coréenne stipule que « l'Etat encourage » « la création et l'exploitation » d'entreprises à capitaux mixtes et étrangers dans la « zone économique spéciale » (article 37). Or il est évident pour tout marxiste-léniniste qu'

«... en aucun cas les capitalistes n'accordent de crédits pour construire le socialisme. S'ils le font, c'est plutôt pour le détruire. Aussi un véritable pays socialiste n'accepte-t-il jamais de crédits, sous quelque forme que ce soit ; d'un pays capitaliste, bourgeois et révissionniste ». <sup>442</sup>

Le 2 avril 2007, le journal *Libération* titrait « *Dans l'ancre du capitalisme en Corée du Nord* » avec un reportage sur la zone économique spéciale de Kaesong, vaste parc industriel donc la construction a été entamée en 2003 à quelques kilomètres de la frontière sud-coréenne. Les promoteurs nord-coréens prévoient que la zone franche de Kaesong s'étendra sur 16 000 hectares en 2012 où seront implantées 1 800 entreprises étrangères employant 350 000 ouvriers, rapportant annuellement 0,6 milliards de dollars à la Corée du Nord. Début 2007, 15 entreprises sud-coréennes étaient déjà implantées et y faisaient travailler 11 000 nord-coréens. A Kaesong, les dirigeants nord-coréens vantent aux investisseurs potentiels les intérêts d'une implantation : « faible taxation, bas salaires, garanties contre les risques de

perte ou de confiscation »... Les capitaux et la technologie sont exclusivement sud-coréens et les entreprises sont cantonnées à l'industrie légère. Comme le niveau des salaires est très inférieur à celui de la Corée du Sud, les biens de consommation fabriqués (vêtement, ustensiles de cuisine, montres, cosmétiques, etc.) sont écoulés en Corée du Sud sous l'étiquette « made in Korea ». La Corée du Nord, après avoir été riviée au social-impérialisme soviétique par les chaînes de la division « socialiste » internationale du travail est donc aujourd'hui en train de se transformer en un pays dépendant, non seulement d'un point de vue commercial, mais également sur le plan des investissements : un régime bourgeois-compradore classique.

Les impérialistes chinois et sud-coréens se partagent aujourd'hui la Corée du Nord, l'impérialisme sud-coréen visant à la transformer en un atelier dont les profits serviront à renforcer ses positions impérialistes régionales et à atténuer la lutte de classe du prolétariat sud-coréen. Il est évident que soutenir le régime compradore de Kim Jong Il, comme étant un régime « socialiste » est aujourd'hui plus que jamais contre-révolutionnaire. C'est continuer de décrédibiliser le communisme et c'est donc en faire un épouvantail pour le prolétariat international :

« Entre capitalisme et communisme, libéralisme et étatsisme, l'enclave se développe dans la contradiction ». <sup>443</sup>

Il ne peut y avoir de contradiction que pour ceux qui prennent pour du « socialisme » et même du « stalinisme » ce qui n'est qu'un régime politique bourgeois-révisionniste de type compradore.

Pendant plus de trois décennies, la Corée du Nord était intégrée à la zone d'influence du social-impérialisme soviétique, aussi la chute de ce dernier a aggravé, comme à Cuba, les difficultés économiques déjà existantes : après avoir chuté de 45 % durant la période 1990-1998, le PIB de la Corée du Nord n'avait retrouvé que 90 % de son niveau de 1990 en 2004.

En 1996, la dette extérieure nord-coréenne était estimée à 12 milliards de dollars. Les choses n'ont aucune raison de s'être arrangées ces dernières années, puisque pour la seule année 2004, le déficit de la balance commerciale extérieure nord-coréenne se montait à 0,9 milliards de dollars, soit une valeur égale aux  $\frac{3}{4}$  de ses exportations, une situation assez comparable à celle de Cuba, en somme. Depuis 2000, la Corée du Nord a étendu ses relations avec la Chine et s'est rapprochée de la Russie de Poutine.

La part de la Chine dans le total du commerce extérieur nord-coréen est passée de 20 à 37 % durant la période 1995-2004, alors que le volume total du commerce extérieur nord-coréen augmentait de 52 % durant la même période.

Si la part de la Corée du Sud est jusque là restée constante, autour de 18 %, celle du Japon, en revanche a beaucoup baissé, passant de 19 à 7 %. Cependant, en 2005-2006, le Japon n'a pas été le seul à souffrir de la concurrence chinoise en Corée du Nord : l'impérialisme sud-coréen a également commencé à en souffrir au point que selon le *Figaro* du 7 avril 2006, « l'essor du commerce entre Pékin et Pyongyang inquiète Séoul » : si auparavant la Chine exportait surtout des céréales et du pétrole vers la Corée du Nord, ces dernières années ce sont les produits électroniques, les machines-outils et les biens de consommation qui occupent la première place. Pour sa part, la Corée du Nord exporte de l'acier, du zinc et de l'antracite vers la Chine.

Aujourd'hui, c'est une partie sans cesse croissante des régimes nationalistes bourgeois des pays dépendants qui s'enthousiasme de la voie chinoise, voyant dans la Chine un ex-pays colonial devenu puissant.

Mais ce que ces régimes ne comprennent pas, ou font mine de ne pas comprendre, c'est que la voie qu'a suivie la Chine, l'ensemble des puissances impérialistes, la Chine comprise, fera tout pour empêcher qu'ils puissent la suivre également.

En novembre 2006, à Beijing, Hu Jintao rencontrait Fradkov, le premier ministre russe. Les deux parties s'engageaient à promouvoir davantage la coopération bilatérale dans les secteurs du pétrole, du gaz et de l'énergie nucléaire. Toujours en novembre 2006, s'est tenu à Beijing le 3<sup>ème</sup> forum sur la coopération sino-africaine où étaient présents 40 chefs d'Etat africains. Hu Jintao y promettait de doubler l'aide chinoise vers l'Afrique d'ici à 2009 et de créer un fond de développement visant à encourager les investisseurs chinois à venir en Afrique. La bourgeoisie compradore des « pays-frères » d'Afrique comprend bien l'intérêt qu'elle a à se lier à l'impérialisme chinois. Ainsi, le président de la Namibie a loué la « valeur de référence du développement chinois » comme étant « supérieure à celle des pays développés », tandis que le ministre des affaires étrangères gabonais renchérissait en répondant aux médias occidentaux que « le développement pacifique de la Chine ne menaçait personne dans le monde ». Depuis la tenue du 1<sup>er</sup> forum sur la coopération sino-africaine à Beijing en 2000, le commerce sino-africain a augmenté en moyenne chaque année de plus de 35 %. En 2005, il s'est monté à 40 milliards de dollars et les flux d'IDE chinois en Afrique ont atteint 7 milliards de dollars. Plus de 800 entreprises chinoises sont déjà implantées en Afrique. Le ministre des affaires étrangères gabonais a insisté sur l'aide apportée par la Chine dans la « lutte contre la pauvreté » : il faut dire que la Chine a aidé durant ces dernières années à former des milliers de spécialistes africains et qu'elle prévoit d'en former plusieurs dizaines de milliers d'autres dans les années à venir. Elle apporte également son aide dans la construction d'écoles, d'hôpitaux, de centres-pilotes dans l'agriculture, etc. Ainsi, un journaliste congolais a écrit que « le développement annoncé par l'Afrique et la Chine aura pour conséquence d'imposer un nouvel ordre économique mondial ».

Ces méthodes visant à encourager le renforcement des relations commerciales et financières ne sont pas nouvelles. Elles étaient en effet largement employées par les social-impérialistes soviétiques dans leurs relations avec les pays inclus dans leur sphère d'influence et découlait de la structure des relations économiques entre Moscou et ses pays-ateliers inféodés.<sup>444</sup> En décembre 2006, la *China's Sinosteel Corporation* a versé deux milliards de dollars pour acheter 50 % des parts de l'entreprise sud-africaine *Samancor Chrome*. En janvier 2007, un porte-parole de la Banque Africaine de Développement (BAD) en visite en Chine insistait sur la nécessité de développer encore davantage les relations sino-africaines : « la Chine a besoin de l'Afrique et l'Afrique de la Chine », démentant même les accusations lancées par les pays impérialistes concurrents selon lesquels ces relations amèneront à un « nouveau colonialisme ». Toujours en janvier 2007, le président malgache faisait part à l'envoyé du gouvernement chinois de sa volonté « d'intensifier la coopération avec la Chine dans les infrastructures et le développement des ressources naturelles » de Madagascar. Ces aides économiques n'ont pas empêché la Chine de s'ingérer dans les affaires du Soudan en y envoyant des contingents de casques bleus.

Le 30 janvier 2007, un journaliste de la radio *France Inter* soulignait que le commerce de la Chine avec l'Afrique était passé de 3 à 40 milliards de dollars entre 1995 et 2005 et qu'il devrait atteindre 100 milliards de dollars d'ici à 2010. (Il atteignait déjà 56 milliards de dollars en 2006.) Il soulignait que pour les pays

africains, le partenariat économique avec la Chine était perçu comme « une opposition à l'hégémonie américaine », impression renforcée par le fait que la Chine « n'avait pas tendance à imposer à ses partenaires de gouvernance ». En 2005, plus de 820 entreprises chinoises étaient installées en Afrique dont elle était devenue le troisième partenaire commercial, la Chine important en premier lieu du cuivre, du chrome et du pétrole (un quart de ses importations totales). Le stock d'IDE chinois en Afrique a atteint 1,6 milliard de dollars en 2005. En novembre 2006, la Chine a signé des accords commerciaux avec l'Afrique pour une valeur de près de 2 milliards de dollars. Le président du conseil chinois pour la promotion du commerce international a souligné cette occasion devant 1500 hommes d'affaires chinois et africains le doublement de l'aide financière au développement d'ici trois ans ainsi que des prêts à taux préférentiels et l'annulation d'une partie de la dette. Face à cela, les révisionnistes pro-chinois affirment que c'est une « excellente chose » « car le tiers monde y tire son avantage » !<sup>445</sup> Dans cet article, on ne trouvera aucune analyse concrète de la situation et surtout du caractère des relations économiques entre la Chine et les autres pays du « tiers monde ». Le seul « argument » avancé pour démontrer que la Chine n'est pas une « superpuissance dangereuse » est que ce pays a été pendant plus d'un siècle la victime de puissances impérialistes ! Quel « avantage » peuvent donc bien retirer les pays dépendants de l'élargissement de leurs relations économiques avec l'impérialisme chinois, si ce n'est de substituer des formes de dépendance impérialistes à d'autres, comme le fit l'URSS social-impérialiste ?

Les révisionnistes pro-chinois caractérisent la collaboration sino-africaine comme « œuvrant en faveur d'un nouvel ordre politique et économique international » : « la Chine entend surtout défendre les intérêts et les droits des pays en voie de développement ». <sup>446</sup> Il faut dire que pour ces révisionnistes, laquais de l'impérialisme chinois, le « tiers-mondisme » reste toujours la meilleure arme pour camoufler les visées néo-coloniales de pays impérialistes dits « socialistes »...

Aujourd'hui, l'impérialisme chinois veut reprendre et assumer le rôle qu'avait tenu le social-impérialisme soviétique, c'est-à-dire celui de centre prétendument « anti-impérialiste » — mais en fait inclus dans la sphère d'influence néocoloniale de l'impérialisme chinois —, qui apparaît de plus en plus comme étant le partenaire privilégié pour les régimes nationalistes-bourgeois du monde entier en général, et d'Amérique latine en particulier comme nous allons le voir, régimes qui aspirent à tirer davantage de l'exploitation de leurs ressources naturelles que ne le permettaient les pays impérialistes occidentaux qui occupaient jusque-là le terrain de manière exclusive. On assiste comme le disait Lénine à un « repartage des sphères d'influence » néocoloniales à l'échelle mondiale, au profit principalement de l'impérialisme chinois.

Pour l'instant ce repartage se fait pacifiquement car il n'est pas dans l'intérêt de l'impérialisme chinois de démasquer ses visées expansionnistes au moyen d'un repartage guerrier (dont il n'a d'ailleurs pas encore les moyens) qui aurait pour désavantage de le ferait apparaître pour ce qu'il est : le nouveau prétendant à l'hégémonie économique mondiale, alors qu'il possède une force économique colossale, conférée notamment par ses très faibles coûts salariaux (et conséquemment le très bas coût de revient de sa production industrielle) — ce qui le met en position de force pour contester les débouchés néo-coloniaux aujourd'hui encore dans leur majorité aux mains de ses concurrents impérialistes d'Amérique du Nord, d'Europe et du Japon.

Il est certains « marxistes-léninistes » (comme au PTB) qui prétendent le plus sérieusement du monde — nous ignorons si c'est de mauvaise foi ou par ignorance et stupidité —, que « la Chine ne fait pas de politique impérialiste ». On nous dira qu'aujourd'hui la Chine « apporte une aide » aux pays pauvres en investissant dans leur économie, ou en leur accordant des réductions de leur dette extérieure, mais c'est là un bien faible « argument » que les impérialistes ont déjà usé jusqu'à la corde ! Hier c'était avec les mêmes « arguments » que les révisionnistes soutenaient le caractère « anti-impérialiste » de l'URSS de Khrouchtchev et Brejnev.

Selon Lénine, ce qui fait d'un pays bourgeois un pays impérialiste, c'est *l'exportation de capitaux* vers ses sphères d'influences. Ceci est le caractère essentiel de tout pays impérialiste. Or n'est-ce pas ce que fait justement la Chine qui s'y emploie toujours plus d'année en année ? Oui, nous l'avons montré de manière évidente, et ce n'est pas une réduction de la dette extérieure des pays dépendants à l'égard de la Chine de quelques centaines de millions de dollars qui va réduire une dette se montant à des dizaines de milliards de dollars !

« La Chine est un Etat indépendant, qu'il n'est pas facile de manipuler. Sa base est encore socialiste. Il est dirigé par un parti communiste. Sa politique est, au bas mot, nationaliste, c'est-à-dire anti-impérialiste. Même si ses progrès économiques sont remarquables, la Chine reste un pays du tiers monde ».<sup>447</sup>

Ainsi pour les révisionnistes, la politique d'un état nationaliste du « tiers-monde » ne peut être qu'« anti-impérialiste » ! Quand au Parti « communiste » chinois, il n'est rien d'autre que le Parti de la bourgeoisie impérialiste chinoise, car les patrons chinois comprennent parfaitement les avantages qu'il y a à allier sans aucun intermédiaire le pouvoir économique au pouvoir politique : de nombreux patrons chinois possèdent leur carte de membre du Parti « communiste », bien conscients que « les affaires passent par la politique » ! Dans l'émission *Envoyé Spécial* (FR2, 09/11/2006), un patron chinois en visite aux USA avec une cinquantaine de ses confrères, discutant avec les dirigeants américains, leur assurait que la Chine était toujours communiste puisque « même le communisme évolue » !

Pour le PTB (reprenant un article des révisionnistes brésiliens), « ... la Chine n'est pas une nation capitaliste », puisque l'excédent commercial n'est pas accaparé « par des hommes d'affaire capitalistes mais par l'Etat chinois, dirigé par le parti communiste » qui « se proclame lui-même socialiste » (!), dès lors il serait « incorrect » (!) de caractériser ses investissements à l'étranger « comme une exportation de capital ». La conclusion est à l'avenant : « il ne s'agit pas d'une expansion économique impérialiste » !<sup>448</sup>

Ce raisonnement pourri est si ridicule et décalé — en regard de la réalité économique bourgeoise de la Chine —, que *seuls des anti-marxistes avérés* peuvent le défendre.

Les révisionnistes pro-chinois perçoivent la Chine comme une puissance progressiste « dans ce monde dominé par une superpuissance assoiffée d'hégémonie ». Evidemment, ces anti-marxistes continuent d'affirmer qu'il subsiste un danger de restauration des classes exploiteuses (compradore !) en Chine qui serait selon eux susceptible de « s'effondrer, dans une crise économique et politique, à cause de l'introduction du capitalisme, un peu comme la Russie » ! Dogmatisme et révisionnisme font bon ménage : on calque mécaniquement deux situations économiques et sociales opposées : d'une part une puissance impérialiste en déclin, et de l'autre une puissance impérialiste en plein essor ! Le seul point où nous sommes d'accord avec les révisionnistes pro-chinois, c'est lorsqu'ils remarquent que

la CIA, les grands journaux et les politiciens américains « considèrent la Chine comme un rival potentiel à terme. Il y a quasi unanimité sur la question » et que « **Pékin voit clairement la menace américaine et prend les mesures appropriées pour essayer d'éviter la mainmise, par Washington, sur les ressources économiques dont il dépend** ». <sup>449</sup> Car pour le reste, seuls des aveugles peuvent affirmer sérieusement que la Chine n'est pas un puissant pays impérialiste n'aspirant qu'à exploiter ses propres travailleurs et ceux des autres pays !

Prenons l'exemple récent de la Corée du Nord. Quand les pays impérialistes se scandalisent de ce que la Corée du Nord soit parvenue à se doter de l'arme nucléaire, c'est avant tout parce qu'ils comprennent que désormais ils ne pourront plus recourir impunément aux agressions armées contre ce pays, et que c'est un exemple dangereux pour d'autres pays qui voudraient se protéger d'agressions militaires de type colonialistes, comme l'impérialisme en a encore usé récemment en Irak, en Yougoslavie et en Afghanistan. Il est évident que de petits pays bourgeois, même s'ils possèdent l'arme nucléaire, n'ont aucun intérêt à agresser un pays bourgeois plus puissant également doté de cette arme. Pour un tel pays, l'arme nucléaire a une utilité *réellement dissuasive*, alors que dans le cas de rapaces impérialistes, elle leur sert de moyen de pression supplémentaire sur les pays qui en sont dépourvus. Les démocrates petit-bourgeois (comme *Le Monde Diplomatique* et d'autres) ainsi que les révisionnistes « durs » — c'est-à-dire *conséquents* dans leur rejet de l'idée même d'inévitabilité de collisions armées entre classes sociales antagonistes, et donc complètement « social-démocratisés » et khrouchtchévisés — sont évidemment bien incapables de poser ainsi le problème : non seulement ils acceptent tacitement le monopole atomique des puissances impérialistes, mais en plus ils se joignent sans hésiter au chœur de lamentations de la bourgeoisie impérialiste quand elle voit un petit pays se doter d'un tel armement ! Ils se posent ainsi objectivement en laquais déguisés de l'impérialisme et en soutiens *objectif* de ses agressions militaires colonialistes, quand bien même ils prétendent subjectivement y être « opposés » « par principes » (c'est-à-dire ceux de l'humanisme et du pacifisme bourgeois...) et donc de manière verbale bien sûr, car ils ne font *rien* qui force l'impérialisme de manière *pratique* à ne pas perpétuer ces agressions militaires...

Comme le remarquait Staline en 1951, étant donné que l'impérialisme refuse d'interdire complètement l'usage militaire de l'énergie atomique à l'échelle internationale, il est parfaitement légitime que tout pays — et au premier chef les pays socialistes ainsi que les pays néo-coloniaux — se dotent de l'armement atomique afin de dissuader toute agression militaire impérialiste. Si les marxistes-léninistes sont évidemment pour l'interdiction totale des armes nucléaires, ils sont résolument opposés au monopole nucléaire de la part de quelques rapaces impérialistes — monopole qu'ils cachent parfois sous les dessous d'un soi-disant « contrôle » ou d'une « réduction » de ces armements », tout en faisant en sorte que les pays ne possédant pas cet armement ne le possèdent jamais comme c'était déjà le cas pour l'entente inter-impérialiste conclue entre les USA et l'URSS révisionniste — et lui préfèrent la possession de l'arme nucléaire par un maximum de pays, indépendamment de leur régime économique et social : ainsi les impérialistes seront eux-mêmes poussés à accepter une *interdiction totale* de cet armement, afin de pouvoir à nouveau recourir aux agressions militaires coloniales avec des armements conventionnels. Ceci est bénéfique sur tous les plans, car autant la guerre atomique peut être menée par les seules élites bourgeoises sur le dos des peuples auxquels elle ne laisse que peu de chance, autant l'histoire a montré que les peuples ne sont pas

totallement désarmés face aux armements conventionnels, même modernes (aviation, chars). Dans ces conditions, un pays impérialiste réfléchira à deux fois avant d'agresser tel ou tel pays, car le danger de devoir affronter une résistance armée populaire est réel et amène souvent à l'enlèvement des conflits. Hitler se targuait d'écraser toute résistance au moyen de sa « guerre éclair », et depuis beaucoup de généraux des pays impérialistes font montre de la même prétention à l'égard des peuples des pays dépendants.

Pourtant l'histoire récente démontre qu'un peuple résolu à chasser un agresseur de son territoire sort souvent vainqueur, y compris face à une armée moderne et bien équipée, car une fois sur le terrain, face aux embuscades et aux attaques surprises de partisans mal armés mais bénéficiant du soutien de la population, l'armée d'invasion subit de manière continue des pertes importantes, en armes et en matériel qui finissent par user le moral et les capacités offensives des troupes de l'ennemi.

« Il est facile pour une armée surpuissante de revendiquer quelques succès militaires dans les premiers jours de son agression. Ainsi ont agi les américains au Vietnam, Hitler en Union Soviétique. Mais il est aussi aisé d'apercevoir les faiblesses que cherchent à masquer l'agresseur par ses coups de force. Les sionistes se lancent au Liban en partie à cause de l'échec de leurs tentatives forcenées de domination militaire et de colonisation des peuples dont ils occupent le territoire — au Golan récemment, mais surtout en Cisjordanie où la répression n'a pu venir à bout des palestiniens. Comme chez tout impérialiste, l'agression sioniste contient sa part de fuite en avant qui ne fait qu'aggraver les problèmes qu'elle est censée résoudre. Incapable de contrôler la Cisjordanie, Israël le sera encore moins de dominer le Sud Liban. Ayant échoué à imposer leurs hommes au Liban, les sionistes trouvent devant eux aujourd'hui un peuple libanais plus uni ». <sup>450</sup>

En outre, l'impérialisme doit alors affronter un autre danger de taille : le peuple d'un pays agressé peut profiter d'une agression impérialiste pour transformer la lutte de libération nationale en révolution socialiste si c'est le Parti communiste qui dirige la lutte : ainsi, au cours d'une agression impérialiste visant à repartager des zones d'influence, les peuples de celles-ci peuvent en profiter pour se soustraire à toute domination impérialiste, non seulement sous sa forme coloniale (révolution anti-coloniale de caractère démocratique-bourgeoise), mais aussi sous sa forme néo-coloniale (révolution anti-impérialiste de caractère socialiste), afin de ne pas perdre par la suite les fruits de la liberté si chèrement gagnée.

Aujourd'hui, la Chine se comporte évidemment comme n'importe quel pays impérialiste, sur la question nucléaire également : elle ne souhaite pas que de petits pays se dotent de l'armement atomique.

Le *Guangming ribao* indiquait ainsi que l'essai nucléaire nord-coréen n'apporterait pas la sécurité à la Corée du Nord tandis que le *Huangqiu ribao* affirmait que cet essai représentait un grave défi à la sécurité internationale et qu'il rencontrait une opposition dans le monde entier. Le journal indiquait que l'arme nucléaire était certes un atout mais également un fardeau très lourd et que l'abandon du développement des armes nucléaires par la Corée du Nord améliorerait la sécurité de tous les pays et notamment les petits !

Les dirigeants nord-coréens ont finalement donné l'assurance à leur « allié » impérialiste chinois qu'ils allaient arrêter leur programme nucléaire militaire, capitulant sans aucun doute devant les pressions économiques.

Voilà qui caractérise parfaitement l'Etat d'esprit des impérialistes chinois ! Cet état d'esprit réactionnaire n'est évidemment pas cantonné au domaine politique, mais imprègne les relations économiques de la Chine avec le « tiers-monde ».

Aussi Staline avait-il parfaitement raison de souligner que l'« **on ne peut pas séparer la politique de l'économie** », et qu'on ne fait ordinairement cette distinction que « pour la seule commodité des études », car dans la vie « la politique et l'économie sont en pratique inséparables » : « **elles existent ensemble et agissent ensemble** ». <sup>451</sup>

Écoutons ce que disent du caractère de ces relations économiques les représentants les plus lucides des classes dirigeantes d'Afrique du Sud — le premier partenaire économique de la Chine sur le continent africain. Moeletsi Mbeki, vice-président de l'Institut sud-africain des affaires étrangères de l'université de Witwatersrand de Johannesburg a récemment souligné que dans ses relations avec la Chine, l'Afrique du Sud était confrontée simultanément « **à une appétissante collaboration et une terrifiante menace** » : « En échange des matières premières que nous leur vendons, nous achetons leurs produits manufacturés. Et cela ne peut qu'avoir un résultat prévisible : une balance commerciale négative. N'assiste-t-on pas à la répétition d'une vieille histoire ? » Il ne faisait aucun doute pour lui que la Chine « se comporte désormais comme n'importe quelle autre puissance soucieuse de ses intérêts » : la Chine « cible sa coopération sur des pays à fort potentiel, qu'il s'agisse de matières premières, de pouvoir d'achat et d'influence diplomatique ».

Il revenait évidemment à la bourgeoisie impérialiste sud-africaine de découvrir cette menace pesant sur ses ambitions impérialistes régionales ! Mais le fond du problème est bien compris : la Chine ne vise nullement à développer harmonieusement l'économie des pays du « tiers-monde » auxquels elle se lie ! Elle cherche uniquement à développer chez eux les productions qui sont nécessaires à l'économie chinoise, c'est-à-dire surtout des matières premières qui seront transformées dans le premier atelier du monde impérialiste.

La croissance économique chinoise ne peut donc à terme que nuire à l'ensemble des pays — impérialistes ou dépendants — dès lors qu'ils ne se contentent pas d'exporter des matières premières pour l'économie chinoise. Aussi, à terme, c'est l'économie de l'ensemble des pays ateliers qui est potentiellement menacée par la croissance fulgurante de l'économie chinoise.

Les nouveaux « partenaires économiques » que la Chine s'attache dans les pays dépendants seront donc de plus en plus amenés à tomber sous la dépendance des investissements chinois, que ce soit dans les pays d'Afrique, d'Amérique latine ou d'Asie du sud-est, comme en témoigne les cas de la Corée du Nord et surtout du Vietnam, dont le territoire et la main d'œuvre sont appelés à devenir une annexe du premier atelier du monde impérialiste.

Mais « dépendance » ne veut pas dire stagnation : en investissant massivement dans ces pays dépendants, l'impérialisme chinois vise à y développer certaines branches d'industrie, essentiellement celles des matières premières nécessaires à l'économie chinoise. Outre le secteur énergétique et minier, l'usine du monde importe tout ce qu'elle peut transformer : par exemple la Chine est le deuxième importateur mondial de bois (57 % des exportations de bois du Gabon) et le premier exportateur mondial de lames de parquet.

Qu'est-ce qui différencie la structure actuelle des relations commerciales de la Chine avec le « tiers-monde » de la structure des relations commerciales de la plupart des pays impérialistes avec ces mêmes pays du « tiers-monde » jusqu'au début des années 1970 ? *Absolument rien !* C'est donc bien en effet « la répétition d'une vieille histoire » !

Déjà en 1930, le Komintern remarquait que « les plantations de toute sorte » ainsi que « l'exploitation des richesses minérales des colonies » étaient faites en vue de répondre aux « besoins de l'industrie et du capital financier des métropoles ». Le développement du capitalisme s'y faisait dans les secteurs caractérisés « par une faible composition organique du capital » (tabac, sucre). Les pays impérialiste cherchaient à adapter le tissu économique des pays coloniaux aux besoins exclusifs de leur propre économie, sans aucun égard au ralentissement du développement des forces productives des pays coloniaux, puisqu'ils visaient non pas à « favoriser l'indépendance de l'économie coloniale », mais au contraire à « renforcer la dépendance à l'égard du capital financier des pays impérialistes ».

« En général, les capitaux importés dans les colonies sont employés presque exclusivement pour saisir et extraire les matières premières ou pour en développer les voies de communication (chemins de fer, constructions navales, aménagement des ports, etc.) qui facilitent l'enlèvement des matières premières et lient plus étroitement les colonies aux métropoles ». <sup>452</sup>

Tout en soulignant le facteur négatif que constitue « le transfert dans les métropoles de la plus grande partie de la plus-value tirée de la main d'œuvre à bas prix des esclaves coloniaux », le Komintern ne voyait nullement dans le degré d'exploitation des travailleurs des pays coloniaux la source de la dépendance économique des pays coloniaux vis-à-vis de leurs métropoles. En effet, pour le Komintern, la subordination économique des pays coloniaux était avant tout imputable à la structure « unilatérale » de leur développement économique :

« La véritable industrialisation des pays coloniaux, en particulier la création d'une industrie viable de construction mécanique capable de favoriser le développement indépendant des forces productives du pays, loin d'être encouragée, est au contraire entravée, par la métropole. C'est en cela, au fond, que consiste sa fonction d'oppression coloniale : le pays colonial est contraint de sacrifier les intérêts de son développement indépendant et de jouer le rôle d'appendice économique (agriculture, matières premières) du capitalisme étranger, afin de renforcer, au détriment des classes laborieuses du pays colonial, le pouvoir économique et politique de la bourgeoisie du pays impérialiste, de perpétuer son monopole colonial et de renforcer son expansion dans le reste du monde ». <sup>453</sup>

A ceci se mêle le fait que les rivalités commerciales et financières inter-impérialistes amènent chaque pays impérialiste à vouloir priver « sa » colonie « des rapports directs avec l'ensemble de l'économie mondiale et à prendre la fonction d'intermédiaire et d'arbitre suprême de ses rapports économiques avec le monde extérieur », à vouloir « monopoliser tout leur commerce intérieur » ainsi que « contrôler et réglementer tous les canaux qui lient l'économie coloniale au marché mondial ».

Le moins que l'on puisse dire est que cette synthèse faite il y a plus de sept décennies n'a en rien vieilli ! Evidemment, les vieux pays impérialistes n'ont pas abandonné ces principes : ils n'ont ni renoncé à vouloir contrôler l'ensemble de l'économie de tel ou tel pays dépendant afin d'en évincer leurs concurrents, ni renoncé à en importer des matières premières agricoles et minérales. Mais ce dernier caractère est devenu *secondaire* chez eux, l'importation de produits manufacturés provenant de leurs pays dépendants ateliers étant passée au premier plan.

La Chine, en revanche, du fait de son abondante main-d'œuvre concurrentielle, se guide aujourd'hui sur le principe économique du colonialisme de type ancien et importe essentiellement des matières premières agricoles, minières et énergétiques destinées à être utilisées et transformées sur son propre territoire.

Mais contrairement aux pays dépendants ateliers, la Chine ne cantonne pas son développement à celui de l'industrie légère.

Au contraire, la bourgeoisie impérialiste chinoise utilise les ressources intérieures et extérieures en vue de concurrencer les autres pays bourgeois sur tous les segments du marché mondial, autant dans le textile et dans l'électronique que dans l'automobile et l'aéronautique. Ainsi, l'action économique de l'impérialisme chinois, si elle va certes développer l'économie des pays dépendants les plus arriérés (y créant des infrastructures et y développant la production de matières premières), va en revanche faire souffrir les industries manufacturières de *l'ensemble* des pays bourgeois (impérialistes comme dépendants) et donc affecter *profondément* l'ensemble de leur tissu économique et social. Des pays dépendants ateliers comme le Mexique font d'ailleurs déjà les frais de la concurrence chinoise !

Au début du 20<sup>ème</sup> siècle déjà, le rapport de force entre les pays impérialistes les plus puissants avait changé : si avant la première guerre mondiale impérialiste la prépondérance dans le commerce et les investissements à l'étranger revenaient à l'Angleterre suivie de l'Allemagne et de la France, à la fin des années 1920, la position de ces pays s'était dégradée au profit des USA qui évinçaient de manière croissante ses rivaux les plus puissants : la taux de croissance des IDE américains était alors de plusieurs fois le multiple de ses concurrents les plus puissants. La suprématie sur le plan commercial était accompagnée de la suprématie sur le plan financier.<sup>454</sup>

Ce développement inégal est un facteur d'aggravation de la crise générale du capitalisme, particulièrement pour les pays impérialistes sur le déclin, et cela d'autant plus qu'aujourd'hui cette inégalité de développement prend des proportions gigantesques.

Il est évident que la montée de la superpuissance chinoise ne commence tout juste à se faire au détriment de ses concurrents impérialistes, qui ont jusqu'à présent davantage *profité* de cette croissance qu'ils n'en ont *souffert*.

Si nous disons *jusqu'à présent*, ce n'est pas par accident : car tout indique donc que la coopération économique entre les vieilles puissances impérialistes en déclin (les USA en premier lieu) et l'impérialisme chinois cèdera de plus en plus le pas à leur rivalité économique, tant dans le domaine du commerce, que dans celui des investissements à l'étranger afin de se ménager des positions solides dans leur approvisionnement en ressources énergétiques et minières, ce qui n'exclut pas que certains pays impérialistes européens puissent avoir tendance (du moins à court terme) à rechercher à s'associer avec l'impérialisme chinois, comme l'a récemment démontré le voyage de Royal en Chine.

Telle est aujourd'hui l'évolution du rapport de force des pays impérialistes.

Comme le soulignait Lénine, ce changement des rapports de forces amène nécessairement à un nouveau repartage du monde, chaque puissance impérialiste cherchant à s'assurer les débouchés commerciaux et financiers au détriment de ses concurrents et à le priver de ses sources d'approvisionnement. Comme nous l'avons démontré, cette tendance à l'exacerbation des rivalités inter-impérialistes (Chine-USA en premier lieu) n'a aucune raison de ne pas s'approfondir dans les prochaines années, au point de prendre des formes non pacifiques.

Ce repartage est pour le moment pacifique, mais ces deux puissances impérialistes préparent déjà les moyens d'un repartage non pacifique.

Un exemple concret nous est fourni par le *Financial Times* du 2 décembre 2002 qui rapportait les conclusions d'un rapport commandé par le *Congrès américain* sur les sécurités américano-chinoises en Asie. Ce rapport mettait en garde au sujet de la « menace croissante » que fait peser la Chine sur la « stabilité de la région » et remarquait que c'était « **une erreur de la part de Washington que d'aider la Chine à se bâtir une puissance économique, à moins que Beijing n'entreprenne de réformer son système politique** », sinon, « **dans le pire des cas, cela pourrait déboucher sur un conflit militaire** ». Ceci faisait conclure aux révisionnistes « marxistes-léninistes » pro-chinois que

« ... l'émergence de la Chine (et avec celle, à un moindre degré, de l'Inde) en tant que gigantesque puissance économique, pousse les diverses puissances impérialistes, et en particulier les États-Unis, vers la guerre, à la fois comme un moyen de redistribuer le monde et comme une « solution » au problème d'engorgement des marchés mondiaux suite au phénomène de surproduction caractéristique du capitalisme ».<sup>455</sup>

Certes, cela démontre l'aggravation de la crise générale du système impérialiste à travers l'exacerbation de ses rivalités internes, mais ce système impérialiste n'est pas réduit aux USA, à l'UE et au Japon, il compte aujourd'hui la Chine ! Oublier ce « détail », c'est oublier qu'on ne peut pas s'appuyer sur un impérialisme pour en combattre un autre !

D'ailleurs, par « *réforme du système politique* », Washington n'espère évidemment pas la restauration du capitalisme en Chine, capitalisme qui s'y développe de manière accélérée, mais espère le renversement de la bourgeoisie nationale impérialiste chinoise au profit d'une bourgeoisie compradore pro-américaine plus soumise, calquée sur le modèle indien. « Espoir » vain et stupide !

Le 11 janvier 2007, la Chine a lancé avec succès une fusée spatiale qui est parvenue à détruire un satellite artificiel chinois en orbite depuis 1999, faisant d'elle la troisième puissance spatiale après les USA et la Russie. Déjà en 2005, elle avait pointé un faisceau laser sur un satellite américain capable de guider un missile antisatellite. Elle est donc aujourd'hui capable de menacer les satellites américains en cas de conflit militaire. Les USA sont propriétaire de la moitié des 800 satellites artificiels en orbite autour de la Terre et leur armée les utilise massivement. Selon les stratégies américains, c'est grâce à son réseau satellitaire que l'armée américaine communique et collecte 90 % de ses données : sans ce réseau reconnaissent-ils, « nous serions aveugles, sourds et muets ».

**Rien d'étonnant donc à ce que le Rapport de la Défense du Pentagone publié en mars 2006 annonce la mise au point de nouveaux missiles stratégiques, bombardiers et porte-avions et désigne la Chine comme ennemi potentiel futur.** La menace d'agression vient évidemment de Washington et Pékin renforce déjà ses moyens de défense et a pris à cœur la modernisation de ses forces armées.

Il est facile à la Chine de condamner les agressions militaires récentes de ses concurrents impérialistes, mais il faut se méfier de ce faux « anti-impérialisme » : la Chine est une puissance impérialiste jeune et dynamique qui possède une des mains d'œuvre les plus concurrentielles du monde, c'est-à-dire dont le rapport performance/coût est le meilleur et lui assure par conséquent une position commerciale internationale très favorable, et qui a donc conséquemment tout intérêt à recourir aux formes de dépendance commerciales et néo-coloniales pour étendre ses zones d'influence au détriment de ses concurrents impérialistes.

Dans son ouvrage *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Lénine remarquait déjà le caractère trompeur et mystificateur des discours pseudo anti-impérialistes auxquels certaines puissances impérialistes avaient parfois déjà elles-mêmes recours. Il est extrêmement facile aujourd'hui aux concurrents impérialistes des USA comme l'UE et surtout la Chine de se poser en pays « anti-impérialistes », mais ce faux anti-impérialisme *ne doit tromper personne et surtout pas ceux qui se réclament du marxisme-léninisme !*

Depuis un siècle, les « bonds » des vieux pays impérialistes prenaient racine sur des différentiels assez faibles au niveau de leur puissance économique et du coût de leur force de travail. Rien de tel aujourd'hui : l'intensité de la concurrence livrée par l'impérialisme chinois est démultipliée par le gigantesque différentiel existant au niveau de la productivité horaire du travail conférée par le coût défilant toute concurrence de la main d'œuvre chinoise et la haute technicité de l'outil productif, un différentiel qu'il est donc *impossible* pour les vieux pays impérialistes de combler sans réduire à néant les « adoucissements » matériels concédés pendant un siècle aux travailleurs des métropoles impérialistes.

Ce n'est pas davantage dans le domaine des nouvelles technologies que les vieux pays impérialistes pourront encore très longtemps conserver leur avance sur l'impérialisme chinois, comme en témoignent les chiffres des dépenses en recherche et développement.

Pour le prolétariat des pays impérialistes en déclin, cela signifie des attaques croissantes dans toutes les directions contre le niveau des salaires réels afin de réduire le différentiel, comme unique moyen d'essayer d'enrayer l'érosion industrielle et donc de la croissance économique dans le cadre de la production marchande internationale.

Si nous prenons l'exemple de l'évolution des salaires réels en Suisse, l'un des pays bourgeois où l'impérialisme est le plus développé sous ses formes parasitaires (Capital financier) et où les miettes de surprofits sont par conséquent les plus importantes, il faut d'abord remarquer que d'après l'*Office fédéral de la statistique suisse*, et en faisant abstraction du fait que le niveau d'inflation réelle (incluant le coût des transports et du logement) n'a certainement pas été pris en compte, ils n'ont augmenté que de 189 % durant la période 1939-2005, soit une hausse annuelle moyenne de 1,6 %. Mais cette moyenne cache une tendance plus éloquent encore : le niveau réel des salaires n'a augmenté que de 6 % durant la période 1990-2005, baissant même certaines années !

Aux USA, d'après l'*US Census Bureau* (Income, Poverty and Health Insurance Coverage in the U.S. 2005, August 2006), le revenu médian des ménages (incluant les transferts sociaux) a augmenté de seulement 31 % durant la période 1967-2005, soit une hausse annuelle moyenne de 0,7 %, et donc beaucoup moins rapidement que le revenu national durant la même période.

En France, durant la période 1979-1995, le coût salarial réel (comprenant la correction de l'inflation) n'a augmenté que de 13 %. L'*INSEE* a estimé qu'au taux de change officiel, et compte tenu de l'inflation, le pouvoir d'achat avait évolué comme suit durant la période 1995-2006 : il fallait 1000 euros de l'année 2006 pour obtenir le même pouvoir d'achat que 5524 francs de 1995, ce qui correspond à une inflation cumulée de 19 %. Mais ce taux d'inflation global cache un taux annuel d'inflation plus faible pour la période 1995-2002 (1,5 %) que pour la période 2002-2006 (1,9 %) qui a été synonyme de mise en place de la monnaie européenne, mais surtout de la montée fulgurante de l'impérialisme chinois.

Dans les pays bourgeois-impérialistes, la hausse des revenus des ménages et du niveau réel des salaires ont donc été modestes dans l'absolu (si on la compare à celles de la RPSA et de l'URSS sous Staline), et n'a pas tant été concédée volontairement par la bourgeoisie des métropoles en baissant la proportion relative de ses profits par rapport au total du produit social, que par l'importation de produits manufacturés à bas prix en provenance des pays dépendants ateliers, produits pouvant être achetés par les travailleurs disposant de faibles revenus et leur donnant l'illusion matérielle d'un « adoucissement » de leur exploitation. Certes, matériellement beaucoup ont bénéficié d'améliorations dans leur confort quotidien, mais cette amélioration absolue cache le fossé entre les revenus des travailleurs et ceux de la bourgeoisie ainsi que leur inégalité relative croissante. Cette tendance concerne l'ensemble des pays vieux impérialistes, puisqu'à partir du milieu des années 1980, on observe en Europe l'accroissement des inégalités dans la répartition des revenus, y compris dans les pays nordiques à partir du milieu des années 1990.

De plus en plus, avec la baisse des salaires réels des travailleurs des vieux pays impérialistes, pour tenter de lutter contre la concurrence chinoise, la menace d'une réduction des débouchés semble inévitable et augure de gigantesques crises économiques mondiales que le commerce et les investissements croissants vers les pays dépendants les moins industrialisés sera incapable de compenser.

L'émergence de l'impérialisme chinois provoquera donc inévitablement à lui seul des séismes d'une magnitude jusque-là inconnue, du fait de son poids industriel et démographique, même si l'Inde n'arrive pas à s'arracher à la domination compradore. Le rôle économique actuel de ce second géant, bien que beaucoup plus modeste, n'est pourtant pas négligeable, puisque l'Inde est aujourd'hui le premier exportateur mondial de médicaments génériques et de services de programmation de logiciels informatiques. La concurrence livrée par la main-d'œuvre indienne provoque déjà la délocalisation massive de services liés à l'essor des hautes technologies qui étaient il y a quelques années encore le monopole des vieux pays impérialistes. IBM est ainsi largement présent en Inde où travaillent pour lui des milliers d'ingénieurs. Cela ne peut venir que renforcer l'état de putréfaction de l'économie des vieux pays impérialistes ainsi que son caractère parasitaire.

Les vieux pays impérialistes sont aujourd'hui à la Chine ce que le D<sup>r</sup> Frankenstein était à son monstre : des créateurs dépassés par leur création. Le marché capitaliste mondial est devenu trop étroit pour satisfaire leurs appétits. Nul doute que la créature impérialiste chinoise dispose de très sérieux atouts pour infliger à ses créateurs le même sort qui fut infligé au D<sup>r</sup> Frankenstein par son monstre, c'est-à-dire l'échec de sa traque et son anéantissement. La seule inconnue est la suivante : dans cette traque internationale, les peuples et les travailleurs du monde entier se laisseront-ils entraîner et fouler au pied, ou bien chercheront-ils à profiter de cet affrontement pour se libérer du joug économique, politique et militaire de l'impérialisme et du capitalisme ?

Les peuples et les travailleurs de tous les pays belligérants accepteront-ils de suivre aveuglément leur propre bourgeoisie et ainsi de se faire massacrer au nom de la défense de ses intérêts, ou bien transformeront-ils cette guerre inter-impérialiste en une guerre de libération du joug de tous les oppresseurs ? La réponse à ces questions n'est pas tranchée, mais réside essentiellement dans la capacité des marxistes-léninistes d'aujourd'hui à avancer dans la voie de l'unité de tous les communistes authentiques dans un seul Parti, reconnu par les travailleurs et les opprimés comme *leur Parti et leur avant-garde* !

Ainsi seulement, le facteur subjectif ne fera pas défaut quand les conditions objectives *de la prise du pouvoir* seront présentes, car aujourd'hui, si la prise du pouvoir n'est pas encore à l'ordre du jour, toutes les conditions objectives sont réunies. Au moment où, comme le disait Lénine, les exploités refuseront de vivre comme avant et les exploités ne seront plus en mesure de vivre comme avant, la nécessité du renversement révolutionnaire du capitalisme sera une tâche immédiate.

« Lorsque se produit la décomposition du capitalisme et que la classe ouvrière se libère de plus en plus des illusions démocratiques et parlementaires, il devient de moins en moins possible de retenir la classe ouvrière dans la soumission en la trompant par ces illusions. Les méthodes de répression contre la classe ouvrière directement et ouvertement renforcées, s'avancent au premier plan. (...) L'histoire condamne le capitalisme à la ruine. L'impérialisme, c'est le capitalisme mourant, pourrissant. Mais la bourgeoisie, comme une bête blessée, rassemble toutes ses forces pour écraser son ennemi. Le fascisme est l'offensive déchaînée de la bourgeoisie contre la classe ouvrière. Le capitalisme ne meurt pas de lui-même. Cette « mort » arrive par la voie de son renversement révolutionnaire ».<sup>456</sup>

Dans les conditions de l'absence d'un parti communiste révolutionnaire capable de mobiliser les travailleurs, la décomposition du capitalisme amène à un renforcement aigu de la réaction politique qui entraîne non seulement les larges couches petite-bourgeoises mais qui peut influencer également une fraction assez large d'un prolétariat affaibli et désorienté — sur le plan idéologique comme organisationnel. En effet, ce prolétariat qui commence à rejeter les solutions réformistes, mais auquel les révisionnistes ont bouché la perspective révolutionnaire est une proie facile pour les théories réactionnaires, protectionnistes et expansionnistes qui sont le fond commun de tous les partis politiques bourgeois et qui ne s'opposent que sur des questions de détail ou d'ordre tactique. **Aucun** ne remet en cause l'esclavage salarié dans le cadre de l'économie mondiale, tous sont donc les jouets des forces aveugles du capitalisme. La condition première nécessaire pour pouvoir mener un travail révolutionnaire parmi les travailleurs et être capable de barrer la route à ces dangers, est évidemment la construction d'un Parti communiste de type bolchevik, seul capable de s'orienter dans les conditions les plus troubles, seul capable d'élaborer les tactiques évitant les pièges tendus par la bourgeoisie et conduisant à la réalisation du but stratégique révolutionnaire.

Certains, comme le PTB en Belgique ou le PRCF en France, s'ils restaient sur leurs positions actuelles, ne seraient-ils pas enclins — en « bons » néo-kautskistes — à appeler les travailleurs à soutenir *leur propre bourgeoisie* et à les convier à aller se faire massacrer au nom de la « défense de la patrie », fut-ce massacre inter-impérialiste maquillé en un soutien à la « patrie socialiste chinoise » « sauvagement agressée » par l'impérialisme américain, quitte à recourir à des parallèles grossiers avec la Grande guerre patriotique menée par le peuple soviétique contre l'agresseur fasciste pour la défense de la patrie socialiste... Sans aucun doute car pour les chefs révisionnistes du PRCF, « l'existence de la Chine populaire favorise objectivement la résistance des peuples à l'impérialisme ». Ils en concluent devoir se « tenir prêts à la défendre contre toute attaque de l'impérialisme ».<sup>457</sup>

Pour nous, il est évident que cet élan « internationaliste » n'est pas désintéressé, mais fait partie d'un calcul politique typiquement social-chauvin voyant dans la Chine un allié potentiel qui permettrait à la « France républicaine » de « s'émanciper à 100% des traités supranationaux et de l'UE capitaliste », cependant pour le PRCF, ce retrait n'est pas synonyme de révolution socialiste, mais au contraire d'une large coalition « démocratique et républicaine ».<sup>458</sup>

Pour le PRCF, la « France républicaine » est avant tout *victime* de la mondialisation. Pour tout marxiste-léniniste, il est évident que l'impérialisme français en est au contraire un puissant acteur. L'oublier, c'est fusionner avec la politique chauvine et protectionniste de notre propre bourgeoisie !

Il est temps pour les marxistes-léninistes d'en finir avec le legs révisionniste, et de ne plus discourir dans le vide sur la « caractère progressiste » ou « réactionnaire » de tel ou tel gouvernement de tel ou tel pays, mais de se réassimiler les fondements théoriques du marxisme-léninisme avant de s'en servir comme d'une arme pour comprendre et transformer la réalité. Le travail de base est donc d'analyser objectivement les faits économiques, politiques et sociaux nationaux comme internationaux avant de tirer une quelconque conclusion. Combien de « marxistes-léninistes » se sont posés ces questions avant de proclamer le caractère socialiste du premier régime bourgeois-révisionniste venu ?

Il n'est pas suffisant de la part de marxistes-léninistes, qu'ils se contentent de dénoncer les agressions militaires dirigées par les USA comme étant de type « impérialistes » et « colonialistes », visant à s'appropriier les ressources énergétiques et à conquérir de nouveaux marchés. Il n'est pas non plus suffisant d'affirmer que ces actes démontrent les « contradictions croissantes entre la Chine et les USA » : il faut ajouter que la Chine n'est pas moins impérialiste que les USA. Que l'une opte pour une politique coloniale et l'autre une politique néo-coloniale n'y change rien, et que ce sont les guerres inter-impérialistes de demain qui se préparent. Alors apparaît la responsabilité de l'avant-garde des travailleurs : préparer politiquement les larges masses exploitées et opprimées à ces grands conflits de classe pour qu'elles ne se trouvent pas démunies en période de crise.

La bourgeoisie impérialiste chinoise peut très bien donner le change et en remonter à ces « marxistes », en tenant des discours sur le « développement des forces productives ». Mais tout marxiste-léniniste sait, s'il est vraiment marxiste-léniniste, que Staline a insisté sur le lien indissociable entre le développement des forces productives et le perfectionnement des rapports de production socialistes comme faisant partie d'une *unité organique*. C'est pourquoi ceux qui, à la manière de la bourgeoisie impérialiste chinoise (et de ses laquais « marxistes-léninistes »), prétendent « devoir d'abord développer les forces productives de la société » avant de pouvoir « passer au socialisme », sont les complices de cette mystification nationaliste, pseudo-socialiste et hégémoniste ! Marx remarquait déjà comment la bourgeoisie allemande du milieu du 19<sup>ème</sup> siècle, alors qu'elle retardait économiquement sur ses concurrentes anglaises et françaises, savait présenter ses ambitions exploiteuses sous le masque du développement des « forces productives » et de « l'intérêt national ». Au 20<sup>ème</sup> siècle, il n'était évidemment pas très difficile à un régime nationaliste-bourgeois économiquement retardataire de présenter sa volonté d'indépendance et ses ambitions exploiteuses sous le masque du « socialisme » ! Comment des « marxistes-léninistes » peuvent-ils ignorer cet enseignement de Marx ? Marx répondait alors ceci à ces prétentions « humanistes » :

« Or, le misérable qui s'enfonce dans la condition présente, qui veut seulement l'élever à un niveau qu'elle n'a pas encore atteint dans son propre pays, et qui regarde avec [...] jalousie une autre nation qui y est parvenue, ce misérable a-t-il le droit de découvrir dans l'industrie autre chose que l'intérêt mercantile ? Peut-il affirmer que son seul souci, c'est le développement des facultés humaines et l'appropriation humaine des forces de la nature ? C'est aussi *abject* que si le garde-chiourme se vantait de brandir son fouet sur son esclave, afin que celui-ci se réjouît d'exercer sa *force musculaire*. Le philistin allemand est le garde-chiourme

qui brandit le fouet des droits protecteurs afin de donner à sa nation l'esprit de l'« éducation industrielle » et de lui apprendre le jeu de ses muscles ». <sup>459</sup>

Evidemment, aujourd'hui la bourgeoisie chinoise est des plus abjectes, vu les trésors de démagogie qu'elle déploie pour mystifier les travailleurs qu'elle exploite quand elle fait passer pour « l'édification de la base économique du socialisme », ce qui n'est que le développement de l'impérialisme chinois, mais elle est pourtant très loin d'être la bourgeoisie *la plus misérable* et *la plus abjecte*, car aujourd'hui les régimes bourgeois du monde entier seraient à ranger dans cette catégorie de « misérables » qui cherchent à masquer leurs désirs d'exploitation par des phrases « socialisantes » que raillait déjà Marx au 19<sup>ème</sup> siècle. **Et ô combien plus misérable encore que la bourgeoisie impérialiste chinoise est aujourd'hui la bourgeoisie des vieux pays impérialistes en déclin, incapable de faire autre chose que de lorgner du côté sa concurrente chinoise, d'un regard tantôt emprunt d'admiration et de nostalgie, tantôt emprunt de peur et de rage !** Ô combien plus misérable, abject et réactionnaire est son désir de reconquérir le « paradis perdu » ! Au moins la bourgeoisie impérialiste chinoise fait-elle quelque chose pour développer les rapports de production bourgeois dans les pays dépendants les plus retardataires et accélérer la décomposition du système impérialiste mondial !

Quand la bourgeoisie allemande dénonçait au milieu du 19<sup>ème</sup> siècle l'importation de produits manufacturés anglais à bas prix, comme permettant certes à la bourgeoisie commerçante allemande d'engranger de formidables profits, mais provoquant la diminution de l'industrie allemande et condamnant les ouvriers allemands au chômage, Marx la raillait impitoyablement, la qualifiant de « mesquine et imbécile ». Pour Marx, le libre-échange révolutionnait le monde, tandis que le protectionnisme confinait à la réaction. <sup>460</sup> Le protectionnisme confine à la guerre, et cette tendance que remarquait déjà Marx n'a pu que s'aggraver avec la transformation du capitalisme en impérialisme, qui signifie alors le diktat du capital financier (agressif ou pacifique) sur toute la vie économique et sociale internationale. Pour Marx, il était évident qu'on ne pouvait « se libérer » de la « tyrannie industrielle » exercée par un pays bourgeois plus puissant et « anéantir sa domination et sa concurrence » sans « vaincre la concurrence à l'intérieur de nos frontières ». <sup>461</sup> C'est-à-dire qu'on ne pouvait résoudre les maux engendrés par la production marchande internationale sans anéantir la production marchande prise dans son cadre national, donc sans renverser le Capital national !

Qu'on envisage donc aujourd'hui la question du commerce « inéquitable » et des *délocalisations* sous cet angle et on évitera beaucoup de bavardages petit-bourgeois et réformistes ! On évitera également de se retrouver à nager au milieu des pires tendances protectionnistes et expansionnistes symbolisées par les tenants bourgeois et petit-bourgeois du refus de la « mondialisation » et de la construction européenne — c'est-à-dire du refus du développement des échanges commerciaux mondiaux au détriment de la France [c'est-à-dire l'impérialisme français] dans lesquelles se retrouvent pêle-mêle « extrême gauche », altermondialistes, souverainistes et extrême droite. Aujourd'hui, l'immense majorité de la population mondiale vit dans des pays où existe une solide base industrielle. Celle-ci étant « trop large » et souvent sous-exploitée, il se produit de manière constante la délocalisation d'industries d'un pays à un autre, afin d'assurer un volume de production parfois à peine supérieur, mais avec en contrepartie l'assurance d'y réaliser un taux de profit maximal, peu importe si ce taux maximal n'est obtenu qu'à court terme et amène à la baisse du taux de profit dans les métropoles impérialistes !

Au début du mois de juin 2006, la presse bourgeoise britannique appelait au boycott des marques Peugeot et Citroën du groupe PSA face à la menace de fermeture d'usines en Grande-Bretagne devant entraîner de plus de 2000 emplois en vue de leur délocalisation en Slovaquie : elle lançait le slogan « **achetez britannique** » !

Ce que les pays impérialistes concurrents font en France, la France le fait chez eux : la bourgeoisie impérialiste française ne vaut pas mieux que ses concurrentes ! « Oublier » ceci, c'est aider notre propre impérialisme à préparer les guerres inter-impérialistes de demain ! Que les social-chauvins méditent ceci un instant !

C'est ce marais protectionniste bourgeois, réformiste et réactionnaire que le P«C»F, si attaché à préserver la « grandeur de la France », tout en s'accommodant des conditions capitalistes, a rejoint depuis très longtemps ! Son rejeton, le PRCF, ne déroge évidemment pas à cette ligne. Certes il y a une différence dans les souhaits subjectifs des réactionnaires bourgeois et ceux des utopistes petit-bourgeois, mais ces souhaits, si différents qu'ils soient en apparence contribuent pourtant objectivement au même but rétrograde et réactionnaire.<sup>462</sup>

Pour un marxiste, il est évident que le protectionnisme n'est que l'ombre de l'expansionnisme et découle de la production marchande. C'est pourquoi Lénine soulignait que

« ... la question du protectionnisme et du libre-échange se décide *entre* les entrepreneurs (parfois entre les entrepreneurs de pays différents parfois entre diverses fractions des entrepreneurs d'un même pays) ». <sup>463</sup>

Staline remarquait que le développement inégal des pays capitalistes les amenait à « se gêner », à « se bousculer » et à « s'évincer » mutuellement, les capacités d'absorption des marchés et des sphères d'influence croissant lentement avec à la clef « le déclin de certains pays » et « l'essor d'autres pays ». « **Il y a... des pays capitalistes qui avancent, non à petits pas, mais par bonds...** »<sup>464</sup>, laissant loin derrière leurs concurrents. Dans les conditions du déclin économique de l'Angleterre il soulignait que la bourgeoisie anglaise étant celle dont les positions économiques étaient « les plus menacées », il était naturel qu'elle prît « l'initiative de développer les tendances interventionnistes ». <sup>465</sup> Ces enseignements ont un caractère universel : plus un pays impérialiste est sur le déclin, plus il a recours à des procédés extrêmes et désespérés pour préserver ses positions commerciales et financières.

N'est-ce pas aujourd'hui justement le cas de pays impérialistes comme les USA, le Royaume-Uni, etc., qui sont les premiers à partir en croisades contre les pays dépendants les mieux pourvus en ressources énergétiques ? Si ! Le 20 mars 2003, la coalition ayant attaqué l'Irak sous la direction de l'impérialisme américain et de l'impérialisme britannique était soutenue par le Japon, la Corée du Sud, l'Espagne et l'Italie.

Parlant de la tentative de partage pacifique des colonies, Staline soulignait donc avec raison que l'on ne pouvait pas considérer cette tentative comme un tant soit peu sérieuse.

« D'abord, parce que chacun des gouvernements impérialistes cherche et cherchera à s'approprier un morceau des colonies des autres ; ensuite, parce que la politique d'oppression des groupements impérialistes dans les colonies ne fait que rendre les colonies plus révolutionnaires et, par là même, avancer l'heure de la crise révolutionnaire ». <sup>466</sup>

Aussi, pour lui, « les contradictions entre tous ces pays sont les facteurs les plus importants de la décomposition de l'impérialisme mondial ». <sup>467</sup>

Qui peut douter du fait que parallèlement à la montée fulgurante de l'impérialisme chinois, la fureur des puissances impérialistes concurrentes sur le déclin augmentera de façon toute aussi aiguë ? Staline remarquait que lorsqu'un pays impérialiste « dont l'étoile décline » et un autre « dont l'astre suit une ligne ascendante » voyaient leurs intérêts s'opposer, leur antagonisme contenait en germe la guerre :

« Quand deux géants se heurtent l'un contre l'autre et qu'ils se sentent à l'étroit sur la planète, ils cherchent à se mesurer l'un avec l'autre et à résoudre, au moyen de la guerre, la question litigieuse de la suprématie mondiale ». <sup>468</sup>

Ce sont ces considérations matérialistes et dialectiques (« dogmatiques » diront peut-être les révisionnistes) qui pousseront inévitablement la bourgeoisie impérialiste de pays comme le Royaume-Uni, l'Italie, l'Espagne, dont la dépendance énergétique vis-à-vis du pétrole est très forte (sans même parler de la concurrence commerciale), à préférer le leadership de l'impérialisme américain au leadership chinois. Combien Lénine avait-il raison de remarquer qu'une « Europe unie » était ou bien impossible, ou bien réactionnaire ! Réactionnaire, elle n'a pas cessé de l'être dans sa lutte contre les peuples opprimés de ses sphères d'influence, le mouvement ouvrier des métropoles et les pays socialistes. Impossible, elle ne tardera pas à le devenir, quand les contradictions inter-impérialistes auront atteint leur point culminant et que la belle unité de façade volera en éclat sous les coups de boutoir de l'accroissement des inégalités de développement économique. Combien Lénine avait raison d'affirmer que l'impérialisme est la veille de la révolution socialiste ! Devant ceci, nous marxistes-léninistes, devons bien comprendre et faire comprendre aux travailleurs que dans les années à venir se posera toujours plus clairement la question « socialisme ou barbarie », que cette barbarie soit « pacifique » ou armée ! Voici les vérités que les médias bourgeois cherchent à cacher aux esclaves du Capital qui déblatèrent à vide sur la « paix », la « coopération économique » et la « démocratie » mais « oublient » que

« ... le capital financier se subordonne en fait tout l'appareil de l'Etat bourgeois, quelle que soit la forme de cet Etat » et que « la démocratie bourgeoise n'est qu'un paravent pour les manœuvres de l'oligarchie financière ». <sup>469</sup>

Pour nous, il est évident que pour les travailleurs, « la dictature du prolétariat est le type supérieur de la démocratie », à l'opposé de la démocratie bourgeoise qui n'offre de véritable liberté qu'à la minorité exploiteuse. <sup>470</sup> Aussi, « la négation de l'Etat de dictature du prolétariat est la négation même de la démocratie pour les masses travailleuses ». <sup>471</sup> De même, pour nous il est évident qu'

« ... à l'époque de l'imprimerie et du parlementarisme, on *ne peut* entraîner les masses derrière soi sans un système largement ramifié, méthodiquement organisé et solidement outillé de flatteries, de mensonges, d'escroqueries, de jongleries avec des mots populaires à la mode, sans promettre à droite et à gauche toutes sortes de réformes et de bienfaits aux ouvriers, pourvu qu'ils renoncent à la lutte révolutionnaire pour la subversion de la bourgeoisie ». <sup>472</sup>

A l'époque de l'impérialisme putréfié et de l'omniprésence des mass-médias aux mains du grand Capital, la bourgeoisie mondiale ne peut tromper les travailleurs sur le caractère factice du démocratisme bourgeois et leur cacher la nécessité du changement révolutionnaire sans rabâcher continuellement ses mensonges et ses escroqueries à une échelle gigantesque et sans préparer l'opinion des larges masses à accepter la réaction économique et politique comme « solution » provisoire à la crise, préparant des crises plus gigantesques encore. Dans ces grandes guerres de classe, nous n'oublierons pas que

« ... la bourgeoisie en voie de disparition s'allie à toutes les forces périmées ou périliclitant pour maintenir l'esclavage salarié ébranlé ».473

## 2° La « gauche » et la « voie au socialisme » latino-américaines

Il nous semble ici essentiel de commencer par une digression sur des termes aussi galvaudés que peuvent l'être les mots « gauche » et « socialisme ». Pour tout social-démocrate, comme pour tout révisionniste et pour tout petit-bourgeois, ces mots définissent non pas une société ou est aboli l'esclavage salarié, mais une société où le bien-être matériel assure à tous (ou presque) de quoi vivre et une certaine sécurité sur le plan social et de l'emploi. Parce qu'un non-marxiste se représente le « socialisme » comme étant une simple affaire de redistribution des richesses ou se manifestant par la baisse de la pauvreté ou des inégalités, le socialisme est pour lui un indice de *progressivité*. De même un petit bourgeois n'envisage les « acquis sociaux » que dans l'étroit cadre national de son pays, en faisant abstraction de la place de son pays dans les rapports de production internationaux. Pour tous ceux qui sont horrifiés par l'analyse des rapports de production, pour tous ceux qui seraient tentés de continuer de clamer que « malgré tout » — c'est-à-dire malgré l'existence d'une bourgeoisie monopoliste d'Etat —, les pays révisionnistes restaient des pays « socialistes » « moins inégalitaires », prenons leur démarche au sérieux un instant.

Si l'on prend comme indicateur de « socialisme » le critère de la moins inégale répartition des richesses, il nous suffit de comparer la valeur du coefficient de Gini de différents pays. Le coefficient de Gini indique dans quelle mesure la répartition des revenus des ménages et individus s'écarte de l'égalité parfaite. Il varie de 0 à 100 : 0 représentant l'égalité parfaite et 100 représentant l'inégalité maximale, si toutes les richesses sont détenues par une minorité. 100 est donc une valeur maximale *théorique*, sans quoi tous les indigents cesseraient de vivre. Une valeur de l'ordre de 70-80 représente donc une valeur maximale dans la pratique. Voici un échantillon d'années assez proches ne faussant donc pas trop la comparaison.

Coefficient de Gini																		
Russie	Albanie	Cuba	Venezuela	Bolivie	Brésil	Argentine	Chili	Mexique	USA	UE	France	Allemagne	Royaume-Uni	Danemark	Chine	Inde	Vietnam	Afrique du Sud
2002	2002	1999	2004	2002	2004	2001	2000	2000	2004	2003	2005	2000	2005	2002	2005	2000	1998	2000
40	28	41	51	61	60	52	57	55	44	32	33	28	36	23	45	33	36	66

La première chose qui saute aux yeux, ce sont deux groupes assez distincts : en général les pays dépendants possèdent une très forte inégalité des revenus des ménages tandis que les pays impérialistes possèdent une inégalité des revenus des ménages moindre. L'Amérique latine est avec l'Afrique, le continent où les inégalités de revenus sont les plus marquées. En 2005, l'indice de Gini était de 67 à l'échelle mondiale. Des pays comme la Suède, la Norvège, la Finlande et la Danemark possèdent actuellement les disparités de revenu les plus faibles, matérialisées par un coefficient supérieur à 20, mais inférieur à 30.

Ce n'est pas un accident : ce sont en effet des pays largement dotés en IDE qui leur permettent donc de consacrer une part des revenus des capitaux étrangers à l'amélioration de la condition matérielle de leur population.

Il faut ici bien avoir en vue qu'un coefficient de l'ordre de 20 représente déjà de très fortes inégalités sociales, à l'exemple de pays comme le Danemark où des multimillionnaires possèdent des revenus des dizaines de fois plus élevés que les couches les plus pauvres de la population. De ce tableau, on devrait conclure que le Danemark est le plus « socialiste » des pays présentés. L'Allemagne serait plus « socialiste » que la France, Cuba, le Vietnam et la Chine. La Russie et l'Inde seraient moins « socialistes » que l'Albanie, mais plus que Cuba, la Chine et les USA ! Enfin, le Mexique serait plus « socialiste » que le Brésil ! Cela va à l'encontre de beaucoup de clichés que véhicule la bourgeoisie : nous interpellons donc les admirateurs du castrisme puisque la Russie de Poutine serait plus « socialiste » que Cuba ! Ces indices sont donc insuffisants pour qu'on puisse parler de socialisme.

Qu'en était-il des pays révisionnistes juste avant la fausse « chute du socialisme » de 1991 ? Quel était leur degré de « socialisme » ? En 1989, le coefficient de Gini était de 25 en Russie et en Ukraine. Ces pays étaient alors un peu moins « socialistes » que le Danemark aujourd'hui ! Entre la période 1987-1990 et la période 1996-1999, le coefficient de Gini est passé de 23-31 à 30-47 dans les ex-pays du bloc soviétique. Donc effectivement, les inégalités de revenu ont augmenté. A Cuba, le coefficient de Gini était de 55 en 1955, de 28 en 1963, de 22 en 1986 et de 41 en 1999. Cuba n'a donc jamais été beaucoup plus « socialiste » que le Danemark ! Les révisionnistes cubains n'ont pu accorder des acquis sociaux à leurs travailleurs que grâce à l'aide des révisionnistes soviétiques qui leur permettaient de vivre bien au dessus de leurs moyens ! Une fois cette manne disparue, la production sociale cubaine a rapidement retrouvé sa valeur réelle !

Le sous-continent latino-américain est depuis plusieurs décennies placé sous la tutelle quasi-exclusive de l'impérialisme américain qui a soutenu durant les années 1960 aux années 1980 des régimes fascistes bourgeois-compradore coloniaux qui ont permis de réprimer les aspirations indépendantistes des peuples latino-américains et ainsi d'assurer la mainmise exclusive du Capital américain sur les ressources naturelles et les économies de ces pays.

Avec le poids croissant dans l'économie mondiale des entreprises multinationales dont le développement a été grandement accéléré à partir des années 1970 suite au 1<sup>er</sup> choc pétrolier et les conséquences qu'il a eu notamment sur la concentration accélérée du Capital au sein de super-monopoles, l'impérialisme a parfois estimé préférable de recourir à des formes de domination en apparence moins liberticides sur le plan politique et toujours plus efficaces sur le plan économique, préservant donc ses intérêts économiques dans ses colonies. L'impérialisme a donc concédé à ses néo-colonies un semblant de démocratisation, surtout à partir des années 1990, ce semblant de démocratisation dans les sphères d'influence des puissances impérialistes (en Asie, en Afrique et en Amérique latine) ayant eu aussi l'avantage de donner le change aux prétendues « révolutions démocratiques » qui ont touché le bloc des pays de l'Est et vu l'effondrement du social-impérialisme soviétique et la redistribution de ses aires d'influence au profit de puissances impérialistes rivales.

Avec la crise asiatique de 1997, le système impérialiste mondial a cependant vite déchanté. Cette crise, qui a éclaté peu après le dépeçage des pays de l'Est, a touché en premier lieu la Corée du Sud, c'est-à-dire l'un des « plus brillants élèves du néo-libéralisme », couramment cité en exemple par l'impérialisme en ce qui concerne les « pays en voie de développement ». Le crack de la bourse de Séoul avait été provoqué par une peur panique au sujet du surendettement des entreprises privées sud-coréennes. Cette crise s'est étendue rapidement à tout le sud-est du continent

asiatique (Japon compris) et en septembre 1997, 200 milliards de dollars de capitaux spéculatifs étaient partis en fumée. La crise asiatique a frappé de manière un peu différée la Russie (1998), la Chine, affectant très durement dans les années 1998-2001 l'économie des pays latino-américains à l'exemple de l'Argentine, du Brésil, du Mexique et du Venezuela. La monnaie brésilienne a été dévaluée en 1998 suite au contrecoup de la crise asiatique.

C'est dans ce contexte qu'il faut replacer l'avènement de gouvernements dits « de gauche » dans plusieurs pays latino-américains en ce début de 21<sup>ème</sup> siècle. Ce « virage » est avant tout le résultat du séisme de la crise asiatique de 1997 qui a ébranlé l'économie des pays constituant les aires d'influence néo-coloniales les plus soumises au système impérialiste mondial et qui a donc durement éprouvé les couches populaires des pays latino-américains. La secousse a donc agité comme un déclic avant tout auprès de la fraction la plus consciente de la bourgeoisie de ces pays qui a eu l'occasion de comprendre le danger de la fronde sociale montante en période de crise, danger réel qui a été démontré de manière très explicite les affrontements entre les masses populaires d'Argentine et l'appareil militaro-policière de l'Etat bourgeois. Pour la bourgeoisie latino-américaine, la crise asiatique a donc marqué la prise de conscience du danger qu'il y avait à suivre aveuglément les directives de Washington et donc la nécessité de prendre quelques distances avec l'impérialisme américain en diversifiant ses partenaires économiques. Etant donné que l'allégeance servile de la bourgeoisie compradore à l'impérialisme américain menace aujourd'hui la stabilité sociale de l'ensemble des élites possédantes de ces pays, une partie de la bourgeoisie latino-américaine a donc décidé d'essayer de prendre intelligemment les devants en profitant des droits politiques formels concédés par l'impérialisme pour tenter de desserrer l'étreinte du pillage économique impérialiste (en partie seulement, nous verrons pourquoi), à l'aide de l'intervention de nouveaux concurrents (essentiellement la Chine) dans un marché qui avait été jusqu'alors la chasse gardée de l'impérialisme américain et dans une mesure moindre celui de l'impérialisme européen, sans pour autant rompre ses relations avec ses anciens partenaires économiques et en s'appuyant sur les immenses ressources naturelles énergétiques et minières dont elle dispose ; espérant ainsi au passage être en mesure de valoriser les ressources davantage au profit du développement du marché intérieur et non plus seulement au profit exclusif du pillage des ressources par les multinationales étrangères.

Il est inévitable que le pillage par le Capital étranger provoque l'essor des rapports capitalistes et de certaines branches de l'industrie et de l'agriculture dans lesquelles investit le Capital étranger, mais parallèlement, ce développement économique unilatéral engendre la montée du mécontentement populaire, surtout dans les périodes de crise et de récession économique, comme ce fut le cas dans beaucoup de pays ateliers, c'est-à-dire néo-colonisés, d'Asie du Sud-est et d'Amérique latine dans les années 1997-2001, où la mainmise du Capital étranger a alors clairement été montrée du doigt comme étant la cause de la crise, ce qui tend aussi à remettre en cause l'existence du Capital de la bourgeoisie indigène elle-même, en tant que complice du pillage impérialiste. Dans ces conditions, il est inévitable qu'une fraction de la bourgeoisie des pays semi-coloniaux cherche à « modérer » les appétits impérialistes. Nous disons « modérer » et non se soustraire à ces appétits. Or cette modération n'est nullement un « tournant à gauche », elle ne reflète que les intérêts de classe de la bourgeoisie nationale, intérêts qui divergent de

plus en plus d'avec ceux de la bourgeoisie compradore dont la domination pousse les contradictions sociales à leur paroxysme, les dévoilant dans toute leur nudité.

L'ensemble des pays latino-américains est lourdement endetté vis-à-vis de l'impérialisme. Ainsi la dette extérieure de l'Amérique latine qui se montait à 32 milliards de dollars en 1970, est passée à 650 milliards de dollars en 1995 et à 760 milliards de dollars en 2001. D'après les statistiques de la Banque Mondiale, durant la période 1996-1998, les pays latino-américains ont remboursé à leurs créanciers impérialistes 29 milliards de dollars. La situation s'est aggravée dans les années 1999-2002 où ont été remboursées 176 milliards de dollars. En 2004, le niveau de la dette extérieure atteignait pourtant 891 milliards de dollars. En 2003, la dette extérieure du Brésil se montait à 235 milliards de dollars et en 2004 celle du Mexique se montait à 150 milliards de dollars, en augmentation de 10 milliards de dollars par rapport à 2003. A titre de comparaison, la dette extérieure chinoise est passée de 159 à 233 milliards de dollars entre 1998 et 2004. Ces quelques chiffres démontrent de manière évidente que pour l'Amérique latine le début du 21<sup>ème</sup> siècle la situation récente ne s'est traduite par aucun allègement réel de sa dette extérieure, même durant ces dernières années.

Pour bien prendre la mesure de ces chiffres, et comprendre toute la différence qui sépare les dettes que contractent les pays impérialistes entre eux dans le cadre de leurs rivalités inter-impérialistes du processus de semi-colonisation, on peut souligner que le Plan Marshall pour l'Europe représentait 90 milliards de dollars, alors que le montant total des remboursements des semi-colonies à leurs centres impérialistes a représenté pas moins de 5300 milliards de dollars rien que pour la période 1980-2004, soit quasiment 59 fois plus ! En comparaison, les entreprises monopolistes américaines avaient réalisé pour 3,3 milliards de dollars de profit en 1938 et pour 85,3 milliards de dollars durant la période 1941-1944. C'est-à-dire que leurs profits annuels avaient augmenté de 550 % par rapport à 1938 !

Contrairement à ce que voudraient laisser croire les économistes bourgeois et les petit-bourgeois pseudo-marxistes ignorant tout de l'économie politique, le montant de la dette extérieure n'est pas réductible à un solde négatif de la balance du commerce extérieur. La dette extérieure prend en effet en compte les crédits ainsi que les investissements faits dans une économie par les pays impérialistes extérieurs.

Pour illustrer ceci, prenons ici l'exemple de l'Argentine dont les importations annuelles durant la période 1999-2004 se sont élevées en moyenne à 20 milliards de dollars et les exportations à 27 milliards de dollars : ceci n'a pas empêché la dette extérieure de passer de 149 à 158 milliards de dollars durant la même période !

Le Venezuela, le Mexique, l'Argentine, la Colombie et l'Équateur font partie des pays latino-américains où l'immense majorité de la population vit dans la plus profonde misère, *malgré* l'existence d'une base industrielle importante et *malgré* la présence d'importantes réserves de pétrole leur conférant une balance positive à l'exportation. La Bolivie, le Chili, le Pérou et le Mexique possèdent également d'importantes ressources minières. Le Brésil possède d'importantes ressources hydroélectriques. Comptant 184 millions d'habitants en 2005 le Brésil dispose d'importantes réserves d'uranium, le Brésil commence à développer une filière complète dans le domaine d'électricité nucléaire qui fournissait plus de 4 % de l'énergie produite dans le pays en 2005. Il a aussi développé une filière éthanol produit à partir de canne à sucre dont le coût de production est inférieur à 0,20 € le litre et dont il est le premier producteur mondial avec 154 millions d'hectolitres par an et prévoit 240 millions d'hectolitres en 2010. Le Brésil dispose d'une filière

aéronautique forte et des compétences dans le domaine médical (fabrication de médicaments génériques) et développe un programme spatial. Le Venezuela comptait 27 millions d'habitants en 2006 et possède de gigantesques ressources énergétiques.

En 2005, l'Amérique latine représentait un PIB de 2 330 milliards d'euros pour une population de 503 millions d'habitants. En comparaison, le PIB de l'UE à 25 Etats membres s'élevait la même année à 10 800 milliards d'euros pour une population de 457 millions d'habitants.

Avec le renforcement rapide de l'impérialisme chinois et son besoin toujours plus grand en matières premières nécessaires au soutien de la croissance de ce pays, véritable « atelier du monde » impérialiste, le prix des matières premières énergétiques (comme le pétrole et le gaz) et minières (comme l'acier et le cuivre) n'a cessé de renchérir sur les cours des marchés mondiaux.

Ceci met les pays latino-américains, très riches en ressources de cette sorte, en position de force pour remettre en cause le quasi monopole américain qui existait jusqu'au début des années 1990 sur les ressources de ce sous-continent et les encourage à se mettre à la recherche d'autres partenaires commerciaux et investisseurs étrangers. Le leadership de l'impérialisme américain est donc de plus en plus remis en cause par ses concurrents impérialistes, au premier rang desquels viennent l'Union Européenne et la Chine.

Ceci explique les tentatives faites par Washington, la CIA et ses satrapes locaux pour renverser ces nouveaux gouvernements qui lui sont moins favorables (sans toutefois lui être véritablement hostile), tandis que l'impérialisme européen, beaucoup moins présent sur ce sous-continent, décidait de rester plus « neutre » et moins vindicatif à l'égard de ces nouveaux gouvernements, afin de grappiller — pourquoi pas — quelques nouveaux marchés. L'impérialisme chinois, lui, applaudissait, voyant dans ce sous-continent une aire d'influence de choix à ravir à ses concurrents impérialistes.

En 2002, l'Union Européenne était le deuxième partenaire commercial de l'Amérique Latine (derrière les Etats-Unis). Elle était le premier partenaire du Mercosur et du Chili. Le Mexique constitue, en Amérique Latine, l'un des principaux partenaires commerciaux de l'Union Européenne, qui est elle-même son second partenaire commercial après les Etats-Unis. Le commerce bilatéral entre l'UE et les pays latino-américains se traduit par un solde commercial positif pour l'UE. Le commerce bilatéral avec l'UE se montait à 46 milliards d'euros en 1990 mais à 102 milliards d'euros en 2000, avec un solde de la balance commerciale positif de 7 milliards d'euros au bénéfice de l'UE. En 2000, les produits agricoles et l'énergie représentaient la moitié des exportations latino-américaines vers l'UE tandis que les machines et les moyens de transport représentaient plus de la moitié de ses importations. Les flux entrants d'IDE européens en Amérique latine ont représenté 30 milliards d'euros en 1998, 40 milliards d'euros en 2000 et 90 milliards d'euros en 2003, faisant de l'UE le premier investisseur étranger en Amérique latine. Le stock d'IDE européens en Amérique latine s'élevait en 2004 à 287 milliards d'euros, ce qui représentait plus de 11 % du total des IDE européens, et près des trois quarts des stocks d'IDE investis en Amérique latine.

Le recul commercial et financier de l'impérialisme américain est donc évident sur ce continent. La pénétration croissante des puissances impérialistes européennes ne signifie nullement un mieux-être pour les populations latino-américaines.

Ainsi, en Bolivie, la multinationale française Suez a profité de la privatisation des entreprises d'eau municipales dans les années 1980 mais n'y a pas été réalisé d'investissements : elle s'est contentée d'y engranger des profits !

L'impérialisme chinois est un nouvel acteur avec lequel l'impérialisme américain et son concurrent européen doivent désormais compter — et pas seulement sur le continent africain : depuis les années 2000, les relations économiques entre la Chine et l'Amérique latine s'amplifient et le commerce bilatéral connaît une croissance exponentielle : il est passé de 12 à 40 milliards de dollars entre 2001 et 2004. Le premier partenaire commercial du Brésil est l'impérialisme américain avec presque 20 % du volume des exportations et des importations brésiliennes, mais la part de l'impérialisme chinois croît rapidement et se situe déjà à 7 %. La Chine fait déjà partie des tous premiers partenaires commerciaux de l'Amérique latine. En 2003, l'Amérique latine a reçu un tiers des IDE chinois, principalement dans les secteurs pétrolier, minier, et agricole.

En investissant en Amérique latine, la Chine vise à diversifier ses sources d'approvisionnement en pétrole, et matières premières dont est extrêmement friande son économie extravertie. En effet, la structure de l'économie chinoise, dont l'industrie de transformation est la colonne vertébrale, a amené les dirigeants impérialistes chinois à réaliser l'essentiel de leurs IDE dans le domaine de l'industrie extractive et énergétique.

En novembre 2004, Hu Jintao faisait — comme le font régulièrement tous les chefs d'Etat des pays bourgeois-révisionnistes —, une visite d'Etat au Brésil, en Argentine, au Chili et à Cuba à la tête d'une délégation de plusieurs ministres et de près de 200 industriels.

L'objectif principal de cette tournée était de diversifier et consolider les sources d'approvisionnement de l'économie chinoise, dont l'expansion rapide accroît la dépendance par rapport aux matières premières et aux produits énergétiques, industriels et agricoles venus de l'extérieur. L'objectif secondaire, à plus long terme, était le renforcement du « commerce Sud-Sud », ainsi de diversifier les partenaires commerciaux de la Chine en vue de mieux pouvoir résister à d'éventuelles mesures protectionnistes anti-dumping de l'OMC, et contribuant ainsi à « l'avènement d'un monde multipolaire » dans lequel la Chine serait incontournable. Etrange « monde multipolaire » que ce monde où l'impérialisme chinois serait « incontournable » ! (Hégémonique ?)

Au Brésil, la Chine s'approvisionne notamment en soja et en acier. En Argentine, en soja, viande, laine, fer et acier. L'Argentine à elle seule assure le tiers des importations en soja de la Chine. Au Chili, la Chine s'approvisionne en cuivre, le Chili couvrant en 2006 à lui seul 40 % des importations de cuivre de la Chine qui en est le premier consommateur mondial. La Chine s'intéresse au cuivre, au cobalt et au nickel de Cuba. En 2004, à Cuba, ont été signés 16 accords de coopération, le principal consistant dans la construction d'une usine extrayant et traitant le minerai de nickel. Au Venezuela, Chavez a promis de tripler ses exportations de brut vers Pékin, pour atteindre un demi million de barils par jour d'ici 2009, au lieu de 150 000 en 2006. En 2003, le géant du fer brésilien *CVRD* s'est engagé à livrer au géant de l'acier chinois *Baosteel* 20 millions de tonnes de minerai de fer dès 2010. Dans ces pays et dans d'autres — tel la Colombie —, un financement chinois contribue déjà à la recherche de sources additionnelles de minerais et d'énergie ainsi qu'au développement d'infrastructures (routes, voies ferrées, ports, gazoducs, oléoducs), visant à faciliter l'approvisionnement de la Chine.

Ainsi dans cette perspective, le président Hu Jintao a signé au Brésil des contrats d'investissement dans l'extraction du fer, dans la fabrication d'aluminium et dans le transport ferroviaire. La coopération spatiale aussi a été développée, le Brésil étant le pays d'Amérique latine le plus avancé dans la technologie de satellites et de lanceurs. Scénario semblable en Argentine où le président chinois s'est engagé financièrement dans les transports, les mines, l'agroalimentaire, les hydrocarbures et la technologie spatiale non militaire.

Il est essentiel de préciser que la Chine ne se contente pas de commercer avec ces pays mais se comporte comme tout pays impérialiste en investissant directement : Hu Jintao et Hugo Chavez ont ainsi signé deux accords concernant les activités d'une nouvelle société mixte composée des compagnies étatiques majeures des deux pays — la China National Petroleum Corporation (CNPC) et la Petroleos de Venezuela (PDVSA) —, afin d'explorer les plus grandes réserves du monde de pétrole extra-lourd. Au Chili, la Chine pourrait même participer à la mise en valeur de la mine de cuivre de Gaby dont la production de cuivre devrait atteindre 150 000 tonnes en 2008. Un accord a notamment été signé entre *China International Trust and Investment Corp* et *Cubaniquel* pour développer les gisements de nickel. La Chine soutiendrait-elle le « socialisme cubain » ? Non, elle a démontré depuis longtemps ses ambitions impérialistes et son anti-marxisme en prenant prétexte de la critique idéologique de Tirana pour rompre unilatéralement ses relations économiques avec l'Albanie socialiste dans le but de renforcer le blocus économique impérialiste-révisionniste et de la faire céder. Les choses ne se sont évidemment pas arrangées ces 30 dernières années et pour écouler une production industrielle en plein boum soutenue par les investissements en capitaux étrangers, elle doit maintenant conquérir de nouveaux débouchés, et lorgne donc aujourd'hui, après avoir conquis l'Asie, vers le continent africain et l'Amérique latine.

Le Venezuela et d'autres pays d'Amérique latine censés avoir récemment « viré à gauche » prétendent aujourd'hui suivre une voie assez similaire à celle suivie par la révolution cubaine et s'acheminer sur le sentier du « socialisme ». Or nous avons vu en quoi consistait le « socialisme » à la cubaine et ce qu'on pouvait en attendre.

Que peut-on donc attendre de ce « tournant à gauche » ?

D'abord, il n'y a pas de véritable révolution à attendre dans la structure des importations et des exportations, du fait de l'intégration de ces pays à la division internationale du travail, donc les échanges commerciaux inégaux continueront de perpétuer les rapports de dépendance.

Ce « tournant à gauche » consiste uniquement dans une diversification des partenaires économiques privilégiés afin d'obtenir des conditions de vente plus avantageuses, il ne s'agit nullement pour l'Amérique latine à travers ces « partenariats » de développer les secteurs de son économie de manière harmonieuse, mais de trouver les moyens de profiter au mieux de son inclusion à la « division internationale du travail », ce que prouvent assurément les termes des contrats signés avec la Chine (exportation de matières premières contre importation de produits manufacturés), le tout dans la perspective de retombées économiques positives pour la partie chinoise comme pour la partie latino-américaine.

Les conflits surgissant au sein de la bourgeoisie latino-américaine ne sont donc nullement des conflits entre son aile nationale-patriotique et son aile comprador, mais sont des conflits internes aux rangs de la bourgeoisie comprador, en particulier entre son aile pro-américaine et son aile pro-chinoise. Il est donc hors de question de parler de « révolution » !

Dans le cas des gouvernements du Brésil, du Venezuela ou de la Bolivie, il ne peut pas être question de quelconques mouvements révolutionnaires, puisque l'ancien appareil d'Etat et militaro-policié est resté intact.

Une révolution démocratique-bourgeoise nécessite d'ailleurs que le capitalisme y soit au stade embryonnaire et que les rapports de production pré-capitalistes y soient dominants. Ce qui n'est pas le cas. La Bolivie, bien qu'étant le plus arriéré de ces trois pays, n'en compte pas moins déjà un développement industriel assez important, l'industrie représentant 36 % de son PIB, contre 12 % pour l'agriculture. Dans tous les cas, les mouvements de masse sont donc instrumentalisés et canalisés par les partis politiques populistes de la bourgeoisie compradore indigène.

Ensuite, comme le montre l'expérience avancée du Brésil et dans une moindre mesure (à un stade moins avancé) celle du Venezuela, la bourgeoisie nationale ne va pas réussir à améliorer fondamentalement la situation économique et sociale de l'ensemble des travailleurs, les problèmes de corruption et la divergence croissante, toujours plus prononcée des intérêts des exploités d'une part et des travailleurs et des sans-travail d'autre part dans le développement des forces productives (développement qui sera obligatoirement unilatéral et déséquilibré, puisqu'il sera guidé par les investissements étrangers), empêchera l'édification d'une industrie lourde de production des moyens de production qui elle seule pourrait garantir une véritable indépendance économique, sans compter la concurrence des produits manufacturés chinois qui perpétuera et accentuera la division internationale du travail.

Les Etats des pays latino-américains auront-ils les moyens financiers d'édifier une industrie lourde ? C'est très peu probable — du moins pour la majorité d'entre eux —, puisque cette édification ne pourra se faire qu'en comptant sur leurs propres forces, sans oublier le fait les puissances impérialistes comme les USA, l'UE, le Japon et la Chine feront tout pour les en dissuader — y compris en leur rappelant les termes du contrat libre-échangiste : matières premières contre produits manufacturés et de haute technologie — et pourquoi pas au besoin au moyen de pressions économiques ; cela nécessiterait en outre l'augmentation de la pression du joug fiscal sur une population très majoritairement pauvre. L'économie brésilienne souffre déjà de la concurrence chinoise dans le domaine de l'industrie manufacturière (textile, chaussure, etc.).

Enfin, cette bourgeoisie fera tout pour freiner la liquidation de la propriété foncière, pour ne pas se mettre à dos les paysans riches et les grands propriétaires fonciers. Le développement des rapports de production bourgeois va à terme exacerber la lutte de classe entre les ouvriers, la paysannerie sans-terre et les sans travail d'une part, et la bourgeoisie populiste d'autre part. Et ce quel que soit la position adoptée par cette bourgeoisie face à l'épineux problème que pose la réforme agraire tant souhaitée par la paysannerie pauvre et moyenne, et la liquidation de la propriété foncière des domaines latifondiaires.

En effet si la bourgeoisie réalise la réforme agraire, elle sera dans l'incapacité d'apporter son aide aux petits producteurs, le niveau de développement des forces productives à la campagne restera très bas et entraînera une forte différenciation de la paysannerie, en plus d'aboutir à un exode rural massif qui viendra grossir l'armée des sans travail que viendra grossir l'afflux de main d'œuvre provenant de l'exode rural.

Si elle refuse de mener à son terme la réforme agraire pour ne pas mécontenter les propriétaires fonciers, elle finira par se mettre à dos la paysannerie travailleuse.

On voit que dans tous les cas, la bourgeoisie nationale latino-américaine ne pourra réussir à éviter que se pose la question de la révolution socialiste et ne pourra maintenir très longtemps une « unité populaire » sans faille. Pour le moment les populistes bolivariens essaient de ménager la chèvre et le chou, en se refusant à chasser les propriétaires fonciers des grandes exploitations mécanisées, tout en leur faisant comprendre qu'ils doivent céder aux paysans sans-terre et à la paysannerie pauvre les terres en friches, aujourd'hui non cultivées ! On se doute de l'efficacité nulle que peuvent avoir ces pieuses requêtes sur les propriétaires de latifundia !

Ce sont les rivalités inter-impérialistes et le profit que cherche à en retirer la bourgeoisie nationale des pays latino-américains qui vont servir de base à notre analyse des événements qui secouent actuellement l'Amérique latine ainsi qu'à la caractérisation de leurs conséquences économiques, politiques et sociales actuelles et futures.

Quand on parle de l'Amérique latine et l'on ne doit pas perdre de vue de l'existence de fortes disparités dans le développement économique de ces pays. Le Brésil et le Mexique sont les deux pays les plus peuplés de ce sous-continent et également les plus développés.

Le Mexique est intégré à l'Aléna et est donc directement rattaché à la sphère d'influence proche de l'impérialisme américain. Le Mercosur constitue une association économique des pays latino-américains qui inclut le Brésil et le Venezuela. Le pacte andin constitue lui aussi une association économique de ces pays qui vise à les soustraire à la sphère d'influence de l'impérialisme américain et à les rapprocher de la sphère d'influence des pays impérialistes d'Europe, comme en témoigne la signature de l'accord cadre de coopération CEE-Pacte andin en 1993. Ce rapprochement détermine dans une large mesure le soutien de la plupart des pays impérialistes d'Europe aux nouveaux régimes latino-américains.

En 2004, le Venezuela a pris des distances avec Washington pour se rapprocher de l'Argentine et du Brésil et diversifier les achats de biens de service destinés à son industrie pétrolière. Depuis 1998, l'arrivée au pouvoir de présidents dit « de gauche » en Amérique latine a pour but d'offrir une alternative à l'ALCA, la zone de libre-échange des Amériques et promu par Washington. Il s'agit de l'ALBA : alternative bolivarienne pour les Amériques. Globalement l'ALBA dit prendre appui davantage sur les Etats en matière de crédit et de commerce international que l'ALCA qui fait entièrement confiance aux forces dominantes du marché, en fait les recommandations et injonction des organismes économiques internationaux (FMI et OMC) qui sont essentiellement entre les mains de l'impérialisme américain. Castro, Chavez et Morales misent davantage sur l'ALBA basée sur un « Traité commercial des peuples ». L'Argentine, Cuba, l'Uruguay et le Venezuela disposent déjà d'une chaîne de télévision fournissant une information latino-américaine, indépendante des influences américaines et européennes.

Aujourd'hui, et contrairement aux apparences trompeuses conférées par la fausse radicalité qu'on attribue à tout régime s'opposant à l'hégémonie de l'impérialisme américain, la soumission de la bourgeoisie compradore des pays dépendants à l'impérialisme en général est *quasi-universelle*, et elle ne peut pas être plus explicite que dans le cas de la bourgeoisie nationale de la Bolivie, du Venezuela et du Brésil, les deux premières continuant de donner toutes les assurances à leurs créancier impérialistes, et la troisième allant même jusqu'à tenir les engagements antérieurs pris auprès du FMI ! Et le tout enrobé d'une phraséologie « de gauche », voir même « socialiste », afin de berner les naïfs qui apporteront leur concours pour tromper les

peuples ! Ce ne sont pas les tentatives (réelles) de déstabilisation par l'impérialisme américain qui changent quelque chose à leur caractère bourgeois-compradore. Ceci ne démontre l'opposition de ces régimes à Washington qu'autant qu'ils refusent la domination *exclusive* de l'impérialisme américain. La soumission des partis communistes et du mouvement ouvrier de ces pays à la politique semi-coloniale de l'impérialisme mondial et de bourgeoisie compradore indigène démontre on ne peut mieux la nécessité pour les marxistes-léninistes de ces pays de prendre à bras le corps les tâches tracées par Staline. Ce n'est pas un hasard si par exemple le Parti communiste du Brésil (PCdoB) a depuis plus d'une décennie dégénéré et sombré dans le révisionnisme, estimant aujourd'hui que la bourgeoisie nationale brésilienne « joue un rôle positif dans le développement économique du pays », en même temps que s'affirmaient les prétentions impérialistes régionales de la bourgeoisie brésilienne. Ce n'est pas non plus un hasard si Chavez surfe sur la vague « socialiste » au moment où explosent les revenus des exportations pétrolières.

**Son « socialisme » « latino-américain et chrétien » n'est d'ailleurs rien d'autre que le pendant du « socialisme » « arabe » des baathistes : c'est-à-dire quelques miettes accordées aux exploités quand les affaires marchent bien !**

Le parallèle est également frappant entre le « communisme » sentimental-chrétien de Kriege et les « voies au socialisme » des révisionnistes latino-américains. Pour les « révolutions » bolivariennes, la réforme agraire est la panacée, le summum de l'égalité sociale. Or pour Marx et Lénine, c'est le début du libre développement du capitalisme à la campagne. Marx raillait ainsi Kriege en démontrant que même sans Capital, une répartition égalitaire des terres finirait par amener à la différenciation de la paysannerie, et que le désir petit-bourgeois de Kriege visant à « transformer tous les hommes en propriétaires privés » était « aussi réalisable et communiste que de transformer tous les hommes en empereurs, en rois et en papes ». <sup>474</sup> Ce caractère démocratique-bourgeois (réactionnaire dans le cadre d'un ex-pays socialiste) est si évident qu'au début des années 1990, la nouvelle bourgeoisie compradore albanaise a procédé à une des plus radicales réformes agraires bourgeoises de l'histoire, en divisant la propriété collective en de petits lots les plus égalitaires possibles. Les résultats sont les suivants : une profonde catastrophe économique et écologique. Aujourd'hui, la majorité des exploitations familiales sont des micro-exploitations de subsistance n'arrivant même pas à s'acquitter de cette tâche de subsistance... Lénine concluait des enseignements de Marx que l'aile radicale de la bourgeoisie, surtout quand elle se battait contre les survivances du féodalisme et de la propriété foncière à la campagne

« ... ont, plus d'une fois dans l'histoire, formulé cette revendication bourgeoise progressive de la nationalisation du sol, qui effraie néanmoins la majorité de la bourgeoisie, car elle « touche » de trop près à un autre monopole, lequel, de nos jours, est particulièrement important et « sensible » : le monopole des moyens de production en général ». <sup>475</sup>

Les dirigeants latino-américains ne sont pas assez radicaux pour mener à terme ces tâches démocratiques-bourgeoises car ils sont bien trop liés à l'exploitation impérialiste. Leur souci principal est donc de ne pas se mettre à dos les exploités nationaux (bourgeoisie compradore et propriétaires latifondiaires) comme internationaux (Capital étranger).

En mai 2006 s'est tenu le sommet de Vienne entre l'Amérique latine et l'UE où étaient entre autres présents les présidents vénézuéliens et boliviens. Morales et Chavez y ont rassuré les investisseurs étrangers : « **il n'y aura pas d'indemnisation**

**puisque les multinationales ne seront pas expropriées** ». Ainsi « les activités se poursuivront, avec une rentabilité moindre », certes, mais « suffisante pour assurer leur retour sur investissements » ! Ouf, les profits sont sauvés !

Elu président de l'Equateur le 26 novembre 2006, Rafael Correa a acquis une réputation de « rebelle en cravate ». Correa a systématiquement critiqué la politique des Etats-Unis et s'est prononcé en faveur du projet bolivarien d'Hugo Chavez. Economiste formé aux USA et en Belgique, il n'a pas eu peur d'imposer aux multinationales étrangères (pétrole, électricité et communications) de nouvelles exigences en matière d'exploitation, en demandant une « renégociation des contrats ». Quel courage « révolutionnaire » !

**Voici comment la bourgeoisie compradore « bolivarienne » donne des assurances à ses « partenaires » impérialistes...**

L'élite de ces pays n'est plus prête à accepter que pour 5 barils de pétrole produits, seul le cinquième revienne au pays et que les quatre autres soient accaparés par les multinationales étrangères ! Telle est la portée « révolutionnaire » des « révolutions » boliviennes ! Dans la même logique, le P«C»F serait donc toujours resté un parti révolutionnaire pour avoir sans cesse mis en avant de manière exclusive la lutte pour la hausse des salaires !

Il est temps d'ouvrir les yeux sur la réalité économique et sociale des pays latino-américains ! Ainsi au Venezuela, les récentes nationalisations dans l'industrie pétrolière n'ont pas permis de résorber (même partiellement) la pauvreté, malgré l'explosion des revenus liés à ces exportations. En 2005, la balance des paiements vénézuélienne a affiché un excédent de 31 milliards de dollars. En 2006, le pétrole a fournit environ 30 % du PIB vénézuélien ainsi que 85 % des revenus de ses exportations. Pourtant, malgré cette prospérité passagère due au boom des exportations pétrolières, la situation est aussi fragile que dans les années 1970 et le niveau de vie des travailleurs n'a d'ailleurs pas sensiblement augmenté par rapport à cette époque. Si le nombre de riches a fortement augmenté ces dernières années sous la gouvernance de Chavez, le nombre de pauvres, lui aussi, a augmenté : *l'Institut national de Statistique* du Venezuela a ainsi reconnu que l'indice de pauvreté était passé de 42,8 % à 53,0 % durant la période 1999-2004. Si à partir de 2005, on a bien observé une légère diminution du nombre de pauvres, cette diminution ne représente rien en regard du développement accéléré de la grande bourgeoisie nationale vénézuélienne constituée par les banquiers, les pétroliers et les entrepreneurs immobiliers qui ont profité de la multiplication des revenus du pétrole. Combien Marx avait raison de remarquer au sujet du développement du capitalisme que dans les conditions les plus favorables il aboutissait nécessairement à la polarisation des richesses, et que lorsqu'il améliorait la condition des plus pauvres, il ne l'améliorait que d'un point de vue *absolu* et donc dans des proportions infiniment inférieures à celle des classes exploiteuses ! Dans les pays impérialistes, les politiciens bourgeois se targuent parfois de vouloir « réduire la fracture sociale ». Leurs homologues des pays dépendants s'essaient également à ce jeu de dupes !

En 2005, 100 000 individus détenaient plus de 50 % des richesses du Brésil tandis que 180 millions d'habitants se partageaient le reste ! C'est-à-dire qu'un seul de ces 100 000 individus possède plus de richesse que 1800 autres faisant partie des 180 millions restant. Ces chiffres suffisent à illustrer le degré *extrême* de polarisation de la société brésilienne, ainsi que la puissance de la grande bourgeoisie brésilienne. Durant le premier mandat de Lula, la croissance économique annuelle n'a été que de 2,6 %. Pour tenter de la dynamiser, il a lancé en janvier 2007 un vaste

programme de modernisation et d'extension des infrastructures du pays pour un montant de 236 milliards de dollars réparti sur les 3 années à venir. Mais ces politiques keynésiennes sont vouées à l'échec : on voit mal comment la bourgeoisie impérialiste brésilienne, qui n'a qu'un poids régional, pourrait éviter que l'écart ne se creuse toujours davantage avec la Chine, même en modernisant ses infrastructures.

En effet, la bourgeoisie impérialiste chinoise fait la même chose, mais à un rythme très supérieur. Si Lula a réussi à accorder quelques miettes aux travailleurs brésiliens, il est très loin d'avoir montré son efficacité dans la lutte contre la corruption généralisée — de nombreux scandales financiers ayant récemment éclaboussé le Parti des travailleurs —, et les gigantesques problèmes de pauvreté et de violences urbaines ! En 2005 ont été recensés 55 000 homicides au Brésil, essentiellement commis en relations avec le banditisme et le trafic de drogue dans les favelas... Même un altermondialiste n'hésite pas à se montrer très critique à l'égard des dirigeants brésiliens : plus marxiste que beaucoup de camarades se réclamant du marxisme-léninisme, l'altermondialiste Joseph Stiglitz, ancien haut cadre du FMI, de passage à Sao Paulo en août 2005, s'est désolé que le président Lula da Silva n'ait pas opté pour « *une politique plus agressive, avec un changement de la structure économique pour rendre le pays moins dépendant des capitaux extérieurs* ». En d'autres termes, le Brésil de Lula reste un pays dépendant, bourgeois comprador le plus classique !

Début 2007, Chavez a réaffirmé « avoir le socialisme comme objectif » et a prêté serment à « la Révolution socialiste continue ». Chavez a affirmé qu'à travers les nationalisations, « nous allons récupérer tout ce qui est la propriété sociale ». Le PCV, tout comme le PCdoB a fusionné avec l'aile « radicale » de la bourgeoisie nationale comprador. Cette année, un membre du bureau politique du PCV occupe même le « ministère de la Participation Populaire ». Cette expérience n'est pas sans rappeler les errements légalistes et parlementaires des social-chauvins du P«C»F après 1945. Mais contrairement aux petit-bourgeois infectés par les préjugés parlementaires et légalistes bourgeois, les impérialistes ne sont pas aveugles. Ils savent que même l'« opposition » de Chavez au « plus grand destructeur du monde, l'impérialisme américain » (Chavez, août 2005) n'a pas empêché le Venezuela d'exporter plus de 60 % de sa production de pétrole brut vers les USA en 2005.

La Bolivie fournit un autre excellent exemple des mystifications de l'aile populiste de la bourgeoisie comprador bolivarienne. Le « parti du mouvement au socialisme » a apporté Evo Morales au pouvoir. De 1999 à 2004, il a lutté contre les gouvernements « libéraux ». Selon Evo Morales les commerçants les artisans les paysans et même les grands entrepreneurs sont des « victimes du libéralisme » — c'est-à-dire du pouvoir des multinationales et du Capital étrangers. Mao n'est donc pas très loin ! On voit comme ces thèses sont proches de celles défendues par Mao au moment de la révolution chinoise, avec une différence de taille cependant : une lutte beaucoup moins énergique contre le Capital étranger ! Les dirigeants boliviens comptent avec les multinationales du gaz et du pétrole (Total, Repsol, Petrobras, British Gas, Exxon, pour ne citer que les plus importantes), soutenues par leurs gouvernements impérialistes respectifs (France, Espagne, Brésil, Royaume-Uni, Etats-Unis...). Les multinationales espagnoles et brésiliennes représentaient l'essentiel des entreprises présentes et accaparaient jusque-là à 80 % du produit des ventes. Ces entreprises n'ont pas été expropriées, mais il a été défini des règles claires qui garantissent le capital investi ainsi que des revenus aux actionnaires (même s'ils sont réduits). Il garantit donc une politique de « nationalisation sans

expropriations » en prétextant que Lénine n'aurait pas expulsé les multinationales » ! Le vice-président bolivien caractérise la révolution bolivienne comme une « révolution démocratique et anti-coloniale ».

Mais si la clique dirigeante de Morales est « anti-coloniale », elle ne l'est pas davantage que les cliques tiers-mondistes de tout pays non-aligné ! S'appuyant sur les déclarations gauchisantes de Morales, l'aile pro-américaine de la bourgeoisie compradore bolivienne s'active, craignant des sanctions venant de Washington. A Santa Cruz, fief de l'élite blanche des riches provinces de l'est du pays, la bourgeoisie compradore pro-américaine reproche au gouvernement de Morales sa « mentalité d'isolement » qu'elle juge comme la plus grande erreur qui soit : « la Russie communiste c'est fini » déclare-t-elle, en affirmant sa crainte de parvenir à un « totalitarisme trotskiste ». (FR5, 12/12/2006.) Mais Morales, s'il a indéniablement un fond trotskiste, n'a rien d'un communiste totalitaire !

Le Mercosur avait certes été ébranlé quand Morales avait traité le premier investisseur étranger, la compagnie « publique » brésilienne Petrobras, de « contrebandière » travaillant « illégalement » en Bolivie, provoquant l'indignation de la diplomatie brésilienne. La nationalisation des hydrocarbures boliviens était donc censée toucher les intérêts du Capital étranger, espagnol mais surtout brésilien et argentin : la Bolivie possède les deuxièmes réserves de gaz naturel du continent après le Venezuela. Pourtant, les dirigeants réformistes boliviens ont rapidement abandonné leur discours radical pour finir par rentrer dans le rang. Si en 2006, Morales, lançait le mot d'ordre de « révolution agraire » et disait « s'attendre à rencontrer de l'opposition », indiquant qu'alors il aurait alors recours « aux mobilisations de masse » — « le peuple peut imposer le changement en Bolivie » —, il abandonnait rapidement sa phraséologie radicale. En 2007, rien n'avait changé dans les campagnes où plus de 90 % des terres arables restaient aux mains des grands propriétaires fonciers. La Bolivie, qui est l'un des pays les plus pauvres d'Amérique latine, possède d'importantes richesses énergétiques, minières et terriennes. Ce pays est à l'échelle de son continent l'un des maillons les plus faibles de la chaîne de l'impérialisme, là où la domination de la bourgeoisie compradore et sa soumission au Capital étranger est la plus insoutenable, là où les diviseurs réformistes comme Morales sont rapidement contraints de dévoiler leur visage de capitulards devant le mouvement populaire.

En effet, Morales, arrivé au pouvoir en janvier 2006, n'a pas tenu ses promesses électorales : il a reculé tant dans le domaine des nationalisations de l'industrie énergétique face aux pressions exercées par les multinationales étrangères (surtout brésiliennes), que dans le domaine de la réforme agraire où il a renoncé à redistribuer les terres non cultivées des latifundia devant la mobilisation armée et les représailles des propriétaires terriens. Le gouvernement Morales est parvenu en moins d'un an à s'enliser dans le parlementarisme, refusant au début de l'année 2007 de soutenir les manifestations et les soulèvements populaires de travailleurs et de paysans sans-terre boliviens, laissant ainsi les mains libres à la réaction bourgeoise compradore et latifondiaire pour les réprimer, de peur de briser la « légalité démocratique » ! Voilà ainsi comment de compromis en compromis, on en arrive à la trahison ! Voilà ce qui arrive quand la lutte « anti-impérialiste » n'est pas menée par les travailleurs sous la direction de leur Parti communiste marxiste-léniniste, mais par l'aile « radicale » populiste de la bourgeoisie nationale... compradore !

Tels sont les faits *objectifs* !

Face à cela, les altermondialistes voient dans la « gauche » latino-américaine un mouvement partageant leurs convictions sur la possibilité d'un « commerce entre les peuples » qui exclurait la domination ! En avril 2005, à Cuba, le Venezuela et Cuba ont signé des accords de coopération, Cuba s'engageant à former des dizaines de milliers de médecins et d'infirmiers vénézuéliens en échange de fournitures pétrolières. De tels échanges sont cités comme exemple de commerce juste et équitable par le journal le *Monde Diplomatique* de février 2006. Avec la création d'une entreprise pétrolière destinée à livrer et à prix réduit les pays de la zone caraïbe Chavez espère assurer l'approvisionnement indépendant des pays de la région et les soulager de la pression exercée par Washington pour leur imposer des accords commerciaux bilatéraux. Le *Monde diplomatique* voit dans ceci une « ambitieuse tentative intégration régionale et échappant la logique du marché ».

Combien est *stupide* cette utopie altermondialiste dont le point d'orgue est le « commerce équitable » ! Le commerce peut-il être « équitable » sur la base de l'esclavage salarié et de la production marchande, quand les pays impérialistes rivent l'économie des pays dépendants à une asservissante division du travail les privant d'une industrie de production des moyens de production et les transformant ainsi en de simples ateliers, quand la valeur d'une heure de travail d'un travailleur des pays impérialistes s'échange contre une dizaine d'heures (au bas mot) du travail d'un travailleur d'un pays dépendant ? Ou bien les « grosses têtes » du mouvement altermondialistes croient-elles être en mesure d'imposer un développement proportionné des branches de l'économie de ces pays, ainsi qu'« un salaire équitable pour tous » (ou tout au moins beaucoup moins inéquitable) *par* la seule « volonté » (fut-elle légiférante) de *quelques petit-bourgeois philanthropes*, à la fois contre une classe entière d'exploiteurs disposant de gigantesques moyens économiques, médiatiques et militaro-policiers, et contre les lois économiques régissant la production marchande ? Une telle prétention serait risible si elle n'était pas avancée aujourd'hui par les médias bourgeois comme l'ultime solution au sous-développement, au chômage et à la misère, mais le fait qu'elle soit le plus sérieusement du monde remis au « goût du jour » nous empêche d'en rire... Surtout quand des camarades se réclamant du marxisme-léninisme foncent dans le mur bourgeois-révisionniste tête baissée !

A l'instar des démocrates petit-bourgeois, un bon nombre de camarades se réclamant du marxisme-léninisme pousse aujourd'hui des cris de joie et d'admiration devant les initiatives de la bourgeoisie nationale de certains pays d'Amérique latine. N'ayant pas compris le caractère réactionnaire du non-alignement d'hier, ils n'arrivent évidemment pas à comprendre le caractère tout aussi réactionnaire du non-alignement contemporain. Pour eux, les initiatives des non-alignés d'aujourd'hui seraient même l'expression de la résurgence d'une véritable lutte contre l'impérialisme ! La défense de ces positions est pour nous la preuve de la négation des principes marxistes-léninistes sur la question nationale et coloniale ainsi que du rejet (ou au moins de la méconnaissance) de la lutte anti-révisionniste du PTA. C'est une illustration concrète du *degré de dégénérescence extrême* du mouvement communiste international se réclamant du marxisme-léninisme.

« Nous proposons pour thème de discussion : Quel soutien pouvons-nous apporter à ces pays [Venezuela et Bolivie] engagés dans une grande bataille de résistance à l'impérialisme au travers de l'ALBA avec l'appui et le soutien de Cuba socialista : « Alternative Bolivarienne pour les Amériques » ou dans la lutte de résistance armée contre le pouvoir de l'oligarchie financière ? »<sup>476</sup>

Posé ainsi, le problème est altéré et la discussion fondamentale est déjà éludée !

En effet, Cuba n'est pas plus socialiste que les pays latino-américains sont anti-impérialistes ! L'alliance sino-cubaine en est l'illustration concrète. La Chine fascine de nombreux dirigeants des pays du « tiers-monde », surtout ceux des pays dépendants les moins développés qui voient en elle un allié plutôt qu'un concurrent. Le 13 février 2004, le quotidien cubain *Granma* titrait en première page : « L'expérience chinoise démontre qu'il y a des alternatives ». L'article célébrait « la croissance de la nation asiatique », ainsi qu'un succès obtenu « sans privatisations », « sans le capitalisme », « avec un système bancaire contrôlé par l'Etat », « une direction forte » et un « développement social harmonieux » ! Peut-on travestir d'une manière plus éhontée la réalité sociale bourgeoise de la Chine impérialiste ? Le 18 avril 2005, le président chinois Hu Jintao en visite à Cuba a rencontré Raul Castro. Selon le ministère des affaires étrangères chinois, Hu Jintao « a porté une appréciation positive des résultats remportés par le Parti, le gouvernement et le peuple de Cuba dans la cause de l'édification socialiste » avant de réaffirmer que « les deux partis chinois et cubain s'en tiennent à la direction du communisme et à l'orientation socialiste » et « s'appliquent à explorer une voie conforme aux conditions de leur propres pays ». De quel autre fait ont besoin les marxistes-léninistes pour comprendre le fond antimarxiste des relations sino-cubaines ?

Selon Marx, le socialisme est avant tout synonyme d'abolition de la propriété privée des moyens de production et du salariat. Or il est évident que les « révolutions » latino-américaines n'ont pas renversé et n'ont pas pour but de renverser les rapports de production capitalistes-impérialistes, mais seulement de profiter de l'exacerbation des rivalités inter-impérialistes afin d'en retirer quelques miettes supplémentaires. Le moteur des « révolutions bolivariennes », c'est le nationalisme bourgeois de cliques bourgeoises-compradore travesties sous le masque du « non-alignement » rebaptisé « socialisme du 21<sup>ème</sup> siècle » pour tromper les naïfs.

A Porto Allègre, en janvier 2005, Chavez avait annoncé son action « comme étant le socialisme du 21<sup>ème</sup> siècle ». En janvier 2007, le parlement vénézuélien, où les députés du Parti de Chavez dénonçaient « les règles perverses des multinationales », a accordé les pleins pouvoirs à Chavez, lui permettant de gouverner par décrets pour une durée de 18 mois afin qu'il puisse « conduire la révolution socialiste », le processus de « mise en place du modèle d'Etat socialiste devant durer neuf à dix mois ». Suite à l'investiture qui a suivi sa réélection de décembre 2006, Chavez, après avoir dénoncé la « contamination du néolibéralisme » devant les pays membres du Mercosur, a déclaré qu'il allait « poursuivre la construction du socialisme chrétien et marxiste-léniniste » et en a profité pour annoncer « un vaste plan de nationalisations dans le secteur de l'énergie », ainsi que la fin de l'autonomie de la Banque Centrale, proposant même un référendum visant à rebaptiser le pays « République socialiste du Venezuela » !

« Nous ne sommes ni « chavistes », ni « bachelettistes », ni « kirchnéristes ». Mais nous sommes partie prenante du socialisme du 21<sup>ème</sup> siècle, qui cherche la justice sociale, la souveraineté nationale, la défense des ressources naturelles et une intégration régionale reposant sur une logique de coordination, de coopération, de complémentarité ». <sup>477</sup>

De cela nous concluons qu'à l'instar des pays non-alignés des années 1950-1980, le « socialisme » semble être à la mode chez les cliques bourgeoises-compradore latino-américaines. Pauvre début du 21<sup>ème</sup> siècle !

Voyons d'abord les appréciations des trotskistes sur la « gauche » latino-américaine.

« Les grands événements révolutionnaires qui secouent le Mexique, la Bolivie et le Venezuela ont de quoi effrayer les capitalistes du monde entier ». <sup>478</sup>

N'est-ce pas ce que disent aujourd'hui du Venezuela certaines organisations se réclamant du marxisme-léninisme ? C'est en tout cas ce que disent sous une forme à peine modifiée les « marxistes-léninistes » du PTB pour lesquels l'Amérique latine évolue « toujours plus à gauche ». Le PTB s'enthousiasme de ce que Chavez prévoit d'infrastructures de communication et de renforcer « l'intégration de l'Amérique latine et la coopération avec des pays comme la Chine » en vue... d' « occuper une place de premier ordre sur la scène internationale de l'énergie » ! Il rapporte que selon Chavez le « modèle de production socialiste » consiste dans « ... des entreprises publiques fortes dans des secteurs comme l'électricité, les télécommunications et les transports et dans certaines industries de base liées à l'industrie pétrolière nationale ». Si le PTB avait compris Lénine, il ne prendrait pas pour du « socialisme » ce qui n'est que du nationalisme bourgeois visant à approfondir ses relations économiques, commerciales et financières avec l'impérialisme chinois ! A l'instar des trotskistes, le PTB enchaîne ensuite un couplet pseudo internationaliste :

« Les choix politiques de Fidel Castro, Hugo Chavez et Evo Morales restent inacceptables pour les élites locales, les multinationales et les Etats-Unis. (...) A Cuba, il y a le parti communiste. Au Venezuela, Hugo Chavez espère rassembler au sein d'un même parti révolutionnaire les différentes organisations et partis qui soutiennent sa politique. En Bolivie, les bases ont été jetées par les mouvements populaires et le MAS, le mouvement pour le socialisme. Le peuple uni, jamais ne sera vaincu ». <sup>479</sup>

C'est la perpétuation des théories fumeuses des « voies » et « orientations » au « socialisme » ! Dans *L'Etat et la révolution*, Lénine accusait Kautsky de méconnaître cette vérité fondamentale du marxisme qu'est la nécessité pour le prolétariat non pas de s'emparer de la machine d'Etat bourgeoise, mais de la briser et de commander avec une nouvelle. Aujourd'hui, les (éternels) partisans de la « voie au socialisme », comme tous les révisionnistes social-démocratisés, ne parlent même plus de briser cette machine, pour eux, la voie khrouchtchévienne, « parlementaire et démocratique » au socialisme est toujours d'actualité, dans une large alliance avec ses partis bourgeois dits « démocratiques » ! En quoi cela se distingue-t-il du social-démocratisme le plus plat ?

Dans leur article *Chavez, est-elle socialiste cette révolution ?*, les camarades de l'URCF ont évité l'erreur la plus grossière : pour eux, il est évident que Chavez est le représentant de la bourgeoisie nationale vénézuélienne et que le processus en cours n'a rien à voir avec le « bolchévisme et la dictature du prolétariat ». Ils n'évitent hélas pas ensuite d'entretenir des illusions sur le caractère de la « révolution » de la bourgeoisie nationale vénézuélienne qu'ils n'hésitent pas à appeler « révolution démocratique anti-impérialiste », à l'instar de la Coordination Communiste <sup>480</sup>, tout en laissant à entendre qu'elle puisse évoluer pacifiquement vers le socialisme à travers la création d'un parti révolutionnaire dénommé « Parti Socialiste Unifié du Venezuela », puisque « la révolution vénézuélienne, comme la révolution cubaine n'a pas pris une forme socialiste dès le début ». Mais Cuba est un bien mauvais exemple pour la construction du socialisme !

Selon l'URCF, la philosophie bolivarienne de Chavez est explicitement internationaliste et vise à « contribuer à la libération des autres peuples de d'Amérique latine de l'emprise des impérialismes ». <sup>481</sup> Cette vision est à notre avis beaucoup trop subjective et idéaliste : d'abord la révolution cubaine a-t-elle jamais pris autre chose qu'une *forme* socialiste ? Nous doutons que son *contenu* ait jamais été socialiste ! Ensuite, que peut être l'ALBA dans les conditions de la production marchande, sinon la soumission économique des pays latino-américains les plus faibles par les pays latino-américains les plus puissants ? Est-ce que ce ne sera pas plutôt la substitution d'un impérialisme à d'autres, d'autant plus que la Chine frappe à la porte, avec à la clef l'épanouissement de nouveaux « alignements » ? En Amérique latine se dessinent deux blocs aux intérêts antagonistes avec d'un côté le Brésil, le Chili, l'Argentine et l'Uruguay, qui se posent comme des puissances impérialistes régionales, et de l'autre Cuba, le Venezuela et la Bolivie, qui craignent de faire les frais de ces ententes commerciales « entre les peuples »... Comme dans n'importe quelle union économique entre pays bourgeois, il est inévitable que les pays bourgeois les plus faibles soient dominés par les pays bourgeois les plus puissants. Ne pas voir ceci, c'est rompre avec l'analyse matérialiste de l'impérialisme et donc avec le marxisme. Le même optimisme béat ressort du numéro précédent <sup>482</sup> qui titre en première page « Quand les peuples résistent, l'impérialisme plie » : pour l'URCF, les agressions impérialistes sont des actes de « recolonisation » de pays indépendants. Mais ces pays sont-ils réellement indépendants alors qu'ils sont tenus en laisse par leurs engagements commerciaux et financiers ? Cette indépendance est-elle réelle ou formelle ? Le déni de cette indépendance formelle est-elle donc à proprement parler une « recolonisation », ou bien un changement dans les méthodes de domination impérialistes ? (Pacifiques un jour, brutales le lendemain...) En quoi l'impérialisme a-t-il donc « plié » en Amérique latine ? En ce que l'impérialisme américain y perd des positions ? Mais l'impérialisme se réduit-il à l'impérialisme américain ? Non ! Cette conception est fautive, dans la théorie comme dans la pratique, car on ne peut pas limiter la lutte contre l'impérialisme à la lutte contre le colonialisme. En quoi l'impérialisme a-t-il « plié » ?

En rien : ce sont au contraire Chavez et Morales qui ont donné à maintes reprises tous les gages de soumission à leurs créanciers impérialistes, européens comme américains !

Le groupe « *Communistes* », sorti récemment du P«C»F a hérité de ses principaux traits révisionnistes et c'est donc tout naturellement que pour lui, les victoires électorales de Chavez, Morales et Lula constituent de « très grandes victoires populaires » contre « l'impérialisme ». Il conclut que le sommet de la Havane du mouvement des « non-alignés » constitue une grande avancée dans la lutte « pour combattre l'impérialisme et imposer la paix dans le monde » <sup>483</sup> et recommande en France de mettre en place un gouvernement tel que celui de Chavez afin de « mettre fin à la domination économique et politique du capital » en nationalisant « les secteurs stratégiques », afin de... satisfaire les « besoins du peuple » ! <sup>484</sup> Nulle question de révolution socialiste ici, si ce n'est la vieille déviation thorzéenne idéalisant les nationalisations bourgeoises !

Mais la prose la plus sentimentaliste, la plus anti-matérialiste, et partant la plus écœurante n'en reste pas moins celle que l'on peut trouver dans les déclarations du PRCF :

« Avec le renfort du Venezuela de Chavez et de la Bolivie d'Evo Morales, Cuba et Fidel ont amorcé un véritable *tournant à gauche de l'Amérique latine*. (...) l'expérience cubaine constitue un phare permanent dans la nuit de ces années de contre-révolution (...) Les vents d'Ouest de l'impérialisme occidental l'ont provisoirement emporté sur les vents d'Est soufflant de Leningrad et de Stalingrad, mais les vents de Sud révolutionnaires l'emportent à nouveau sur les vents froids venus du nord-ouest ! D'autant que d'immenses peuples, ceux de l'Inde, du Brésil, de la Chine, contestent sous des formes qui leur sont propres l'hégémonie de l'Empire yankee ».<sup>485</sup>

Exaltation mythique et indigence théorique se mêlent ici de la manière la plus parfaite et étroite !

Pourquoi rebaptiser l'impérialisme américain « l'empire Yankee », sinon afin d'éluder son caractère de classe et celui de ses concurrents ? Ce baptême est idéal pour cautionner le soutien qu'on apportera à un bloc impérialiste dit « progressiste » ou du « moindre mal » contre un bloc impérialiste concurrent qu'on aura transformé en épouvantail ! Pourquoi masquer également par des phrases grandiloquentes les *formes* « propres », le *contenu* de la contestation de cette « hégémonie » ? Malgré leur caractère « propre » (c'est-à-dire « spécifique »...), ces contestations ont en commun un contenu nationaliste, malgré les formes internationalistes et même révolutionnaires sous lesquelles il est présenté ! Ce contenu est clairement impérialiste pour la Chine et nationaliste-bourgeois pour d'autres régimes bourgeois-compradore. En quoi d'ailleurs ces formes de contestation des bourgeoisies compradore tiers-mondistes se distinguent-elles de la « révolte des esclaves » de Kriege que raillait Marx ?

En rien ! Cette contestation ne veut pas abolir l'exploitation impérialiste, mais l'adoucir en donnant un meilleur prix pour l'esclavage salarié des peuples coloniaux !

Nous laissons donc leur « phare » aux « vrais communistes » du PRCF : nous ne pourrions que faire naufrage en nous brisant sur les récifs du révisionnisme si nous commettons l'erreur nous nous fier à sa « lumière » pour nous guider dans la « nuit » noire de l'agonie du révisionnisme et dans les tempêtes de la lutte de classe révolutionnaire contemporaine !

« ... les vrais communistes appellent les travailleurs et les progressistes à associer le patriotisme et l'internationalisme pour combattre toute forme d'impérialisme, de fascisme et de racisme, et exiger que la France sorte de l'Euro et de l'U.E. du capital pour recouvrer sa souveraineté, reconstituer et élargir les conquêtes de 36, 45 et 68, mettre en place contre la « Franceurope d'en haut » une nouvelle République sociale, souveraine, fraternelle, avec de nouveaux traités internationaux progressistes analogues à ceux que les peuples bolivien, cubain et vénézuélien ont signé entre eux dans le respect de leur souveraineté et de leurs acquis respectifs ».<sup>486</sup>

Ainsi le réformisme tiers-mondiste sert aux social-chauvins « patriotes » à justifier leur réformisme et leur national-patriotisme ! Est-ce un hasard si ceux qui concentrent exclusivement leur feu sur la politique coloniale de l'impérialisme afin de justifier leur soutien aux cliques révisionnistes-bourgeoises « non-alignées » ou « socialistes », sont également ceux qui sont imbus de préjugés bourgeois, parlementaires et démocratiques ? Pour nous, cela ne peut pas être une simple coïncidence. Leur révisionnisme et leur opportunisme à *l'extérieur* reflète leur révisionnisme et leur opportunisme à *l'intérieur* ! Les deux découlent de l'adoption d'une unique politique de classe, réformiste et anti-marxiste.

Pour la direction du PRCF, cet opportunisme n'est pas accidentel — c'est-à-dire une tare « isolée » héritée du révisionnisme et dont on n'a pas encore réussi à se débarrasser. Chez elle, l'opportunisme est constitué en ligne politique et découle de sa fidélité proclamée à la tradition sociale-chauvine du P«C»F ! Mais il faut tout de même reconnaître un *mérite* au PRCF : son opportunisme **conséquent** !

**En effet, on ne peut pas ne pas soutenir la Chine, la Corée du Nord, le Vietnam, le Venezuela, la Bolivie, etc., comme étant des pays « anti-impérialistes » et même « socialistes », si on soutient Cuba comme tel !**

De même, un marxiste-léniniste ne peut pas dénoncer les ambitions impérialistes de la Chine sans dénoncer le pseudo anti-impérialisme des pays qui cachent leur soumission à cette nouvelle puissance impérialiste sous une phraséologie pseudo-progressiste et pseudo-révolutionnaire. C'est là la conclusion que doit tirer un marxiste-léniniste des éloges que s'adressent mutuellement les cliques nationalistes bourgeoises et comprador de ces pays !

En quoi les positions des révisionnistes d'aujourd'hui sur la Chine, Cuba, la Corée du Nord ou les pays d'Amérique latine diffèrent-elles de celles des révisionnistes d'hier sur l'URSS révisionnistes et ses satellites ?

En rien : déjà au début des années 1960, les marxistes-léninistes albanais dénonçaient les théories des révisionnistes titistes et italiens pour lesquels, outre la possibilité de passer au socialisme par la voie parlementaire, le régime socialiste serait en substance de genre différent selon les pays, et la poussée vers le socialisme pouvait se faire non seulement sans la direction d'un parti communiste marxiste-léniniste mais même en son absence. Ainsi pour Tito

« ... plusieurs partis et mouvements, avant tout dans les pays arriérés, dans une période de temps déterminée, peuvent jouer un rôle positif dans le développement de la société et, bien plus, ouvrir la voie du développement socialiste ». <sup>487</sup>

C'est pourquoi il ajoutait que

« ... le monde socialiste est beaucoup plus vaste que ne l'imaginent certains dogmatiques. Le socialisme, pour autant qu'il voit le jour dans des douleurs et des difficultés, se développe et se renforce aux quatre coins du monde. L'Afrique en est le meilleur exemple ». <sup>488</sup>

En Afrique noire et au Moyen-Orient hier, comme en Amérique latine aujourd'hui, ces « chemins » et « voies » menant à des « socialismes spécifiques », de teintes « arabes », « africaines », « latino-américaines » ne sont que des masques trompeurs arborés par la bourgeoisie nationale de ces pays, pour détourner la lutte radicale des travailleurs en cherchant à faire croire qu'il existe des solutions pas trop radicales à la misère des peuples et des travailleurs de ces pays, pour juguler l'essor du mouvement anti-impérialiste révolutionnaire directement rattaché à la lutte pour le socialisme, avec la complicité « bienveillante » des puissances impérialistes dont c'est l'intérêt de voir perpétuées ces mystifications. Ces « socialismes spécifiques » ne sont d'ailleurs que les pendants des « socialismes spécifiques » des partis révisionnistes social-démocratisés des pays impérialistes, qui nient les lois universelles de la révolution et de l'édification socialistes. Ces voies soi-disant « spécifiques », se jettent en effet toutes dans un seul torrent, celui de la fusion avec la bourgeoisie nationale qu'accompagnent inévitablement « des positions opportunistes, réformistes et sociales-démocrates » :

« Les enseignements léninistes sur les lois générales de la révolution et de la construction socialiste ont été rejetées et l'on a vu se répandre toutes sortes de modèles et de voies « socialistes », titiste, khrouchtchévienne, maoïste,

eurocommuniste à l'italienne, à la française ou à l'espagnole, en même temps que certains « socialismes » qui se déclarent ouvertement non marxistes, comme le socialisme social-démocrate, islamique, africain, etc., etc., qui, indépendamment de leurs différences, se rejoignent sur l'essentiel : le rejet ou le dénigrement des enseignements fondamentaux du marxisme-léninisme, sur le socialisme et les voies conduisant à sa réalisation, les tentatives de préserver le capitalisme sous une forme ou une autre ». <sup>489</sup>

Les marxistes-léninistes albanais avaient mille fois raison de remarquer que les différentes « voies » et « orientations » au « socialisme » des révisionnistes s'interpénétraient et se fondaient les unes dans les autres :

« Il est difficile de préciser quels sont les Etats qui font partie du « tiers monde » et ce qui les différencie des « pays non alignés », quels sont les Etats inclus dans les « non alignés » et ce qui les distingue des pays du « tiers monde ». Ainsi, de quelque manière qu'on les dénomme, il s'agit toujours des mêmes Etats ». <sup>490</sup>

Combien Lénine, Staline, puis les marxistes-léninistes albanais avaient raison de voir dans ces mystifications nationalistes-bourgeoises un immense péril pour la victoire de la véritable lutte anti-impérialiste, c'est-à-dire pour la victoire de la révolution socialiste ! Ces pseudo « révolutions socialistes » ou « voies au socialisme » donnaient en effet à la bourgeoisie impérialiste et à sa complice indigène l'assurance que rien n'allait fondamentalement changer, tandis que les peuples, les travailleurs ainsi que les communistes des pays dépendants et impérialistes pouvaient (parfois sincèrement) avoir l'impression que les choses allaient changer ! La pratique de plus d'un demi-siècle de ces mystifications impérialistes-révisionnistes n'a-t-elle pas suffi à démontrer que rien n'a véritablement changé à l'échelle mondiale, et que sur la base de l'exploitation du travail salarié *rien* ne pouvait fondamentalement changer ?

Nous laissons donc sans hésiter leur « socialisme » bolivarien — d'inspiration social-démocrate, trotskiste, titiste, khrouchtchéviennne et maoïste, le tout mâtiné de charité chrétienne —, aux révisionnistes, avec à leur tête les « vrais communistes » ! Il est d'ailleurs faux d'affirmer comme le fait le PTB que les trotskistes n'ont jamais été au pouvoir. Ils sont en effet actuellement au pouvoir au Venezuela, en Bolivie et même au Brésil. Lula est ainsi le fondateur du Parti des travailleurs (organisation trotskiste créée en 1980) et avait choisi Antonio Palocci, trotskiste également, comme ministre de l'économie !

Il semblerait donc, *au premier abord*, qu'il existe une différence notable entre le non-alignement des années 1950-1970 et le non-alignement actuel. Cette différence se situerait au niveau des discours dont l'enveloppe la bourgeoisie nationale des pays dépendants. Eh bien non, ou du moins très partiellement, car aujourd'hui comme hier, les bourgeoisies compradore « non-alignées » aiment à se parer des couleurs du « socialisme », un « socialisme » dont les conceptions sont évidemment empruntées au social-démocratisme des pays impérialistes, un « socialisme » comprenant donc des éléments de « socialisme » plongés (noyés) dans une soupe (imbuvable) d'économie de marché ! Dans les années 1950-1980, le tiers-mondisme des nationalistes bourgeois était présenté comme une troisième voie à mi-chemin entre capitalisme et socialisme. Aujourd'hui, le non-alignement ne prétend plus constituer une voie intermédiaire entre capitalisme et socialisme, mais prétend être lui-même le « socialisme », la disparition officielle du camp socialiste aidant. Avec la dégénérescence complète du mouvement marxiste-léniniste, les « non-alignés » d'hier sont devenus le summum du « socialisme » et de « l'anti-impérialisme »

d'aujourd'hui ! « Sur un terrain plat, de simples butes font l'effet de collines », lançait déjà Marx aux idéologues bourgeois.

**Aujourd'hui, les derniers pays « socialistes » et « anti-impérialistes » sont de ces « butes » qu'on ne loue que faute de mieux et auxquels on essaie de donner la stature de collines ou de montagnes ! Triste époque !**

L'essentiel est que malgré tous les travestissements que lui donneront les révisionnistes, le « non-alignement » restera donc circonscrit à ce qu'a été celui des années 1950-1980 : une pseudo indépendance de façade et l'instrumentalisation (à géométrie variable), par tel ou tel rapace impérialiste des pays économiquement retardataires. Il n'est pas donné à tout pays bourgeois de pouvoir concourir dans la catégorie des prétendants à la domination économique et/ou militaire mondiale, ce titre étant réservé à quelques grandes blocs ou grandes puissances impérialistes, parmi lesquelles on compte les USA, l'UE, le Japon et nouvellement la Chine. Les autres pays bourgeois sont condamnés à être rattachés à la sphère d'influence de tel ou tel prétendant à l'hégémonie mondiale qui feront tout pour maintenir ce statu quo (semi-) colonial.

Et comment pourrait-il en être autrement dans le cadre de la production marchande internationale ?

Comment l'exploitation de la main d'œuvre dans un cadre national pourrait-elle ne pas aboutir à l'assujettissement et au pillage des pays capitalistes les plus faibles par les plus puissants ? Comment la vente des richesses nationales sur le marché extérieur, au détriment de la population qui les a produites, pourrait-elle ne pas aboutir, soit à la transformation de ces pays en pays dépendants, soit à leur transformation en nouvelles puissances impérialistes, selon la place de ces pays dans les rapports de production internationaux et selon que les conditions de l'esclavage salarié sont plus ou moins propices ?

La trompeuse « diversité » apparente des variétés *spécifiques* de « socialisme » ou de « voies au socialisme » ne saurait éclipser leur caractère *commun* essentiel : la renonciation à la lutte de classe, l'intégration de la bourgeoisie nationale au « socialisme » et du pays à la « division internationale du travail ».

La victoire de la contre-révolution révisionniste autorise-t-elle les « marxistes-léninistes » à travestir le nationalisme petit-bourgeois en socialisme, et à tomber toujours plus bas ? Il existe aujourd'hui une très grande confusion au sein du mouvement se réclamant du marxisme-léninisme sur ce que sont la révolution socialiste et le socialisme, pour preuve l'adhésion aveugle des pseudo marxistes-léninistes au non-alignement qui caractérise le mouvement des non-alignés d'hier comme d'aujourd'hui, ce mouvement étant caractérisé par le populisme petit-bourgeois !

Il est temps d'en finir avec les louanges sentimentalistes et les fleurs de rhétorique lancés à la Corée, à Cuba, à la Bolivie ou même au Venezuela et au Brésil « progressistes » et « socialistes » ! Ceci n'exclut pas, bien au contraire, que nous soutenions la lutte des peuples de ces pays contre le *colonialisme* et les agressions armées de l'impérialisme ainsi que pour leur droit à l'indépendance. Mais ne donnons pas à cette « indépendance » opposée au seul colonialisme un contenu anti-impérialiste quand c'est la bourgeoisie compradore indigène qui dirige ces mouvements ! Dénouons même dans les dirigeants de ces pays des alliés objectifs de l'impérialisme mondial qui affaiblissent la véritable lutte anti-impérialiste, qui ne peut être que révolutionnaire et prolétarienne !

Qu'on a raison d'affirmer que « la forme la plus simple de l'opportunisme »  
« consiste à considérer comme amis les ennemis de nos ennemis » !

« On en vient ainsi à soutenir les régimes de Saddam Hussein ou de Milosevic, la clique d'Arafat. Or ces régimes ne représentent pas les intérêts des peuples. Et ce n'est pas leur opposition intéressée aux multinationales américaines qui les rendent « anti-impérialistes ». Nous devons lutter avec les peuples, non avec les coteries bourgeoises qui les dirigent et les exploitent ». <sup>491</sup>

## PARTIE 6 — Perspectives d’avenir : la phase terminale de l’impérialisme

### 1° Tertiariation et crash démographique, facteurs d’aggravation de la crise générale de l’impérialisme

L’étude de la structure de l’emploi nous renseigne de manière particulièrement objective sur la réalité sociale d’un pays.

Déjà dans les années 1910, Lénine remarquait que sous l’impérialisme, l’exportation de capitaux et l’exploitation des « colonies transocéaniques » accroissaient « l’isolement complet de la couche des rentiers envers la production » et donnait « un cachet de parasitisme » à l’ensemble de l’économie des pays impérialistes. Les marxistes-léninistes remarquaient également comment dès le début du 20<sup>ème</sup> siècle, s’intensifiait le parasitisme et la décomposition du capitalisme non seulement à travers l’accroissement des dépenses militaires, mais également à travers « le développement de l’industrie de luxe, la croissance du nombre des domestiques, des personnes occupées à servir la bourgeoisie dans les restaurants, hôtels de luxe, villes d’eaux, théâtres, etc. », tandis que « le nombre des ouvriers occupés dans les principales branches de l’industrie diminue » !<sup>492</sup>

Si ces traits parasites étaient déjà très présents dans les pays impérialistes au cours des années 1920, la délocalisation de nombre d’industries dans les pays dépendants ateliers à partir des années 1970 les a rendus *omniprésents* dans l’ensemble des vieux pays impérialistes.

Durant la période 1970-2003, la part du secteur des services dans le PIB mondial est passée de 48 à 66 %. Selon les statistiques du BIT, voici l’évolution de l’emploi par secteur dans le monde durant la période 1996-2006.

en %	1996	2006
<b>Industrie</b>	21,4	21,3
<b>Agriculture</b>	43,1	38,7
<b>Services</b>	35,5	40,0

Pour souligner le caractère parasitaire du système capitaliste-impérialiste mondial il suffit de se pencher sur la statistique internationale de l’emploi :

Occupation de la main d’œuvre par pays et par secteur															
Pays	USA	UE	Japon	Russie	Hongrie	Albanie	Cuba	Venezuela	Brésil	Argentine	Chili	Mexique	Inde	Chine	Mali
Année	2004	2005	2004	2004	2003	2006	2005	2001	2003	2004	2003	2003	2003	2005	2000
<b>Agriculture</b>	2	5	4	10	6	58	21	10	20	2	14	18	60	44	90
<b>Industrie</b>	21	27	28	22	33	15	14	22	14	20	23	24	12	23	*
<b>Services</b>	77	67	68	68	61	27	65	68	66	78	63	58	28	33	*

\* L’industrie et les services totalisent 10 % de la main d’œuvre, sans plus de précisions.

En 1980, dans les pays révisionnistes d’Europe de l’Est, l’industrie occupait de 30 à 50 % de la main d’œuvre tandis que le secteur des services en employait de 30 à 40 %.

En 2005, dans les ex-pays de l'Est, l'industrie n'occupait plus que de 30 à 40 % de la main d'œuvre tandis que le secteur des services en employait désormais de 40 à 60 %. Il nous semble ici essentiel de comparer cette évolution à celle de l'URSS et de l'Albanie socialistes.

En URSS, le secteur industriel et le secteur des services représentaient respectivement 23 et 13 % de l'emploi en 1940. En URSS révisionniste par contre, le secteur des services a explosé puisqu'il employait 37 % de la population active en 1973, soit un quasi triplement par rapport à son niveau de 1940 ! En Corée du Nord, en 1990, l'industrie employait 31 % de la main d'œuvre, l'agriculture 39 % et le secteur des services 30 %. Au début des années 1980, ce qu'on nomme « secteur tertiaire » dans les pays bourgeois, représentait 18 % de la population active albanaise. C'est-à-dire que 18 % des travailleurs de l'économie assuraient le commerce, les transports, l'enseignement, la culture, la santé, l'administration, etc. Durant plus de quarante années de pouvoir populaire et de renforcement de l'économie socialiste, la part des travailleurs du secteur productif n'a cessé de se maintenir à un niveau élevé, *parallèlement* à l'industrialisation. Les investissements productifs représentaient en moyenne plus de 80 % du budget de l'Etat socialiste albanaise, ce qui n'empêchait pas le peuple albanaise de bénéficier de services sociaux très étendus (santé, éducation, etc.).

**« Comme toujours, la priorité dans la politique des investissements est donnée à la production matérielle ».**<sup>493</sup>

De même, la part de la population active par rapport au total de la population n'a jamais cessé de s'accroître, passant de 50 à 56 % de la population entre 1950 et 1983. Dans les pays bourgeois-révisionnistes la tendance est nettement opposée et illustre le parasitisme exacerbé et la putréfaction croissante du capitalisme. Si le bureaucratisme et l'anarchie sont bien les caractéristiques d'une économie, ce ne peut être que celles de l'économie capitaliste qui fournit la base matérielle des sociétés bourgeoises-révisionnistes.

Marxistes, nous savons que le facteur déterminant dans la vie, c'est d'abord la production et la reproduction des moyens d'existence, donc le secteur productif (industrie et agriculture). D'où le rôle déterminant de ces catégories de travailleurs dans la vie économique et sociale. Le PTA n'a jamais eu d'autre prétention que de s'en tenir « à la théorie marxiste-léniniste de la reproduction dans son ensemble, et de la loi de la reproduction élargie fondée sur l'accroissement prioritaire des moyens de production par rapport à celui de la production de biens de consommation ». Il a souligné que ce processus consistait à donner « la priorité à l'emploi de l'accumulation à des fins productives, en vue de développer et de renforcer la base matérielle et technique de la production » et a rattaché cette priorité à « l'augmentation du nombre des travailleurs engagés dans la sphère de la production matérielle ». En effet, il lui apparaissait évident que « les taux d'expansion économique dépendent dans une grande mesure des proportions et des liens établis entre la sphère de la production matérielle et la sphère non productive » et que c'était là « une question qui revêt à la fois un caractère de principe et un caractère pratique et qui joue son rôle non seulement pour la reproduction socialiste élargie, mais aussi pour les destinées de la dictature du prolétariat ».

C'est pourquoi en Albanie socialiste « de quinquennat en quinquennat, le rapport du nombre des travailleurs occupés dans la production matérielle à l'ensemble de la population est allé s'accroissant » et représentait plus des  $\frac{4}{5}$  du total des travailleurs au début des années 1980.

En Albanie, la part des ouvriers dans le total des ouvriers et des employés s'est élevée de 66 à 81 % durant la période 1950-1983. Cette dynamique est aux antipodes de celle des pays bourgeois-révisionnistes où le développement des forces productives s'accompagne de l'hypertrophie de la sphère non productive.<sup>494</sup>

Citant l'exemple des entreprises albanaises où les travailleurs représentaient l'écrasante majorité des emplois et le personnel administratif une très faible proportion, Gilbert Mury faisait remarquer que dans la société capitaliste, les bureaux se développaient massivement au détriment des ateliers non pas par obligation technique, mais en raison du caractère parasitaire de ce mode de production.<sup>495</sup>

Ce qui caractérise un organisme social de type socialiste, c'est donc d'abord le fait que les travailleurs du secteur productif représentent la *majorité absolue* de l'effectif total des travailleurs. Ce qui caractérise un organisme social de type capitaliste-révisionniste, c'est au contraire le règne de la production marchande et donc le libre jeu de la loi de la valeur dans toutes les branches de l'économie à l'origine de la putréfaction et la stagnation économiques qui provoquent le développement des emplois non productifs.

Ceci a des causes objectives : la plus importante étant la crise chronique de surproduction qui engendre la mévente et freine donc le développement des branches productives tout en provoquant l'essor du secteur tertiaire (tournant essentiellement autour du commerce — c'est-à-dire la recherche de débouchés, la distribution et la publicité — et des services) afin d'essayer de tenter de réaliser (en vain on s'en doute — du moins utilement) la plus value contenue dans la marchandise. C'est pourquoi dans la société bourgeoise-révisionniste, dans les pays dits « riches » comme dans les pays dits « en voie de développement », dans l'URSS et dans la Chine révisionnistes comme à Cuba, la croissance économique tend à développer plus rapidement les emplois dans les secteurs non productifs. En France le développement du secteur tertiaire (non productif) a augmenté parallèlement avec le développement du capitalisme et sa transformation en capitalisme impérialiste (de 14 à 24 % entre 1806 et 1911), puis explosé avec la crise économique de 1929 (de 25 à 35 % entre 1926 et 1936) pour dépasser 70 % des emplois en 1990 et frôler aujourd'hui les 80 % !

A l'inverse, le secteur productif représentait la majorité des emplois dans l'URSS comme dans l'Albanie socialistes, car le souci premier était un souci marxiste de développement accéléré de la production et de la reproduction des moyens d'existence comme condition de développement proportionné de toutes les branches de la vie économique et sociale.

D'après les chiffres de l'UNCTAD, en Albanie, les dépenses des administrations publiques se montaient à 9 % du PIB et celles du secteur des services à 12 % du PIB, valeurs remarquablement stables durant la période 1970-1985. Ce n'est qu'à partir de l'année 1986 que cette structure des dépenses fut remise en cause : les dépenses du secteur des services se chiffrent à environ 17 % du PIB au cours de la période 1986-1990 et celles des administrations publiques n'augmentant qu'à partir de 1990. L'industrie qui représentait 47 % du PIB albanais en 1985, n'en représentait plus que 17 % en 2003. En 2006, la liquidation d'une grande partie de l'industrie albanaise avait fait enfler le secteur des services et même augmenter la main d'œuvre occupée dans l'agriculture. Que représentent ces valeurs ?

Nous donnons ici à titre de comparaison les chiffres moyens de la période 1970-1985 ou leur évolution, sauf autres dates indiquées.

Durant la période 1970-1985, les dépenses des administrations publiques étaient passées de 14 à 16 % du PIB mondial et celles du secteur des services de 48 à 56 % du PIB mondial, tandis qu'elles se montaient respectivement à 17 et 66 % du PIB mondial en 2003. Dans les vieux pays impérialistes les dépenses des administrations publiques étaient passées de 14 à 16 % du PIB et celles du secteur des services de 56 à 62 % du PIB. Dans les pays dépendants les dépenses des administrations publiques étaient passées de 11 à 14 % du PIB et celles du secteur des services de 38 à 48 % du PIB. Il est important de noter que la structure des pays impérialistes est très proche et que dans tous les cas le secteur des services absorbe une grande partie du PIB. Voilà ce qui en est pour les traits généraux communs à tous les pays révisionnistes-bourgeois.

Voyons maintenant quelques exemples particuliers. A Cuba, les dépenses des administrations publiques étaient passées de 32 à 27 % du PIB et celles du secteur des services de 44 à 70 % du PIB tandis que la part de l'industrie dans le PIB était passée de 49 à 25 %. En Corée du Nord, les dépenses des administrations publiques se montaient à 9 % du PIB et celles du secteur des services à 34 % du PIB. Le Vietnam possédait alors une structure proche, ainsi que d'autres pays dépendants inclus dans la sphère d'influence du social-impérialisme soviétique, comme la Bulgarie. En 1990, dans les pays qui allaient fonder la CEI en 1991, les dépenses des administrations publiques se montaient à 20 % du PIB et celles du secteur des services à 33 % du PIB tandis qu'elles se montaient respectivement à 17 et 52 % du PIB en 2003. Dans les ex-pays de l'Est la part de l'industrie dans le PIB est passée de 44 à 31 % durant la période 1990-2003. En Inde, les dépenses des administrations publiques étaient passées de 9 à 11 % du PIB et celles du secteur des services de 32 à 36 % du PIB. Au Népal, les dépenses des administrations publiques étaient passées de 8 à 9 % du PIB et celles du secteur des services de 19 à 32 % du PIB. En Irak, les dépenses des administrations publiques étaient passées de 22 à 29 % du PIB et celles du secteur des services de 38 à 44 % du PIB. Enfin, dans un pays économiquement aussi arriéré que le Mali, qui est l'un des pays les plus pauvres du monde, les dépenses des administrations publiques étaient passées de 11 à 20 % du PIB et celles du secteur des services de 20 à 39 % du PIB. En Chine, les dépenses des administrations publiques étaient passées de 8 à 14 % du PIB et celles du secteur des services de 23 à 29 % du PIB.

Durant la période 1985-2005, la part respective des secteurs primaire, secondaire et tertiaire dans l'économie chinoise a évolué comme suit :

Année	Secteur primaire	Secteur secondaire	Secteur tertiaire
1985 (% du PIB)	28,4	43,1	28,5
1995 (% du PIB)	20,3	47,7	32,0
2005 (% du PIB)	13,0	51,0	36,0
2005 (% de la pop. active)	44,0	23,0	33,0

Selon les prévisions des spécialistes chinois, le secteur tertiaire devrait représenter 50 % du PIB chinois en 2020. On voit donc ici qu'il y a une nette différence dans la structure économique de l'économie de l'Albanie socialiste et celle de tous les pays bourgeois-révisionnistes, qu'ils soient les plus riches ou les plus pauvres. Cette différence n'est pas uniquement quantitative, mais bel et bien qualitative, et il n'y a là rien d'étonnant quand on remarque le souci des marxistes-léninistes albanais pour utiliser avec la plus haute efficacité possible les sources d'accumulation permettant le développement accéléré de l'économie.

Evidemment, on comprend sans mal la part relativement réduite du secteur des services dans le PIB d'un pays économiquement très arriéré comme le Mali où plus de 80 % de la population vit de l'agriculture de subsistance. Et pourtant, même dans le cas du Mali, on voit que le caractère parasite du secteur des services est flagrant. L'Albanie socialiste apparaît là encore comme un « OVNI » au milieu des pays bourgeois-révisionnistes, qu'ils soient impérialistes ou dépendants. Ce n'est pas pour rien si Thomas Schreiber, spécialiste bourgeois de l'Europe centrale et orientale, éditorialiste à *Radio France International* et chroniqueur au *Monde*, définissait le chef de ce pays « coupé du reste du monde pendant un demi-siècle » comme étant

« ... l'Astérix du communisme tenant tête aux Allemands, aux Italiens pendant la guerre et à ses alliés successifs, Yougoslaves, Soviétiques et Chinois, après la libération ». <sup>496</sup>

Ce qui pourrait apparaître comme une marque de sympathie d'un laquais du Capital était toutefois très relatif, puisqu'elle laissait rapidement la place à des qualificatifs très différents : l'Albanie était un « régime féroce » « livré à la folie mégalomane » de son « guide », Enver Hoxha, « parrain du communisme intégral » et dont le quotidien de la population était fait « de terreur, de purges et d'exécutions de masse ». D'autres experts bourgeois remarquaient également les traits particuliers de l'économie albanaise, non seulement vis-à-vis des pays dits capitalistes, mais également vis-à-vis des pays révisionnistes. Ainsi, il était évident pour eux que l'économie albanaise

« ... présentait certaines caractéristiques communes aux économies socialistes européennes, quoique dans une variante radicalisée ». <sup>497</sup>

Même les ennemis camouflés de l'Albanie socialiste savaient reconnaître sa « spécificité » au milieu du panier de crabe bourgeois-révisionniste. Ainsi, après avoir répété les clichés anti-staliniens habituels — les opposants au régime socialiste albanais étant « broyés, dégradés, liquidés lors des purges internes, afin que le Parti conserve son unité monolithique autour du chef suprême, Enver Hoxha » —, Bertolino reconnaissait des communistes albanais, qu'après avoir su conquérir la confiance des masses pendant la guerre, ils avaient rendu « possible » « l'impossible » et permis à l'Albanie de « rattraper à grands pas un retard de plusieurs siècles » : « Leur acharnement a été payant », ils ont « su tirer l'Albanie d'un sous-développement médiéval » et faire de la « jeune classe ouvrière » albanaise « le fondement du régime, son soutien le plus sûr ; bien que ce ne soit pas le prolétariat qui fit naître le Parti, mais le Parti qui fit naître le prolétariat ». <sup>498</sup> Comment expliquer ceci, sinon par sa réalité économique et sociale *socialiste* ?

En Chine, l'essor de l'emploi industriel et tertiaire se fait au détriment de l'emploi agricole, comme dans les pays bourgeois jeunes ou dynamiques. Le secteur des services est encore loin de représenter la majorité de l'emploi et ne démolit pas l'industrie : au contraire il accompagne encore l'industrialisation du pays et la mécanisation des campagnes. C'est un facteur renforçant le dynamisme de l'impérialisme chinois.

Population active chinoise							
	Actifs totaux	Actifs ruraux		Actifs agricoles		Actifs non agricoles	
Année	millions	millions	% du total des actifs	millions	% du total des actifs ruraux	millions	% du total des actifs ruraux
1978	402	306	76 %	284	93 %	22	7 %
1985	499	371	74 %	304	82 %	67	18 %
2000	712	480	67 %	328	68 %	152	32 %

Durant la période 1985-2000, le temps de travail nécessaire à la récolte d'un hectare de riz, de blé de maïs et de soja a diminué de plus d'un tiers. Dans les campagnes chinoises, malgré la quasi stagnation de l'emploi agricole et l'explosion de l'emploi non agricole, le taux d'utilisation de la main-d'œuvre agricole a diminué, passant de 69 à 58 % durant la même période, traduisant un sous-emploi croissant de la population active agricole.

Selon *l'annuaire statistique de la Chine de 2001*, le revenu annuel d'un travailleur rural valait 39 % de celui d'un travailleur urbain en 1978 et plus que 36 % en 2000, alors même que la part des activités non agricoles dans le revenu des travailleurs ruraux passait de 32 à 51 % durant la période 1985-2000.

Quand en 1970, la Chine fournissait 10 % de la production agricole mondiale en employant 37 % de la main d'œuvre agricole mondiale, elle en fournissait 22 % en employant 41 % de la main d'œuvre agricole mondiale en 2000. La part relative de l'Europe et de l'Amérique du Nord dans la production agricole mondiale a baissé durant la période 1970-2000, passant de 36 à 27 %, le tout en continuant d'employer moins de 3 % de la main d'œuvre agricole mondiale. La participation à la production mondiale de l'ensemble des autres pays du monde, est passée de 54 à 51 %, en employant respectivement 60 et 57 % de la main d'œuvre agricole mondiale.

C'est-à-dire qu'en 1970, la productivité du travail dans l'agriculture européenne et américaine était 44 fois supérieure à celle de la Chine et 13 fois supérieure à celle des autres pays du monde, constitués en majorité de pays dépendants.

En 2000, la productivité du travail dans l'agriculture européenne et américaine n'était plus que 25 fois supérieure à celle de la Chine, mais était plus de 15 fois supérieure à celle des autres pays du monde. Si la Chine soutient très peu son agriculture, contrairement aux vieux pays impérialistes qui la subventionnent massivement, c'est avant tout afin de maintenir aussi bas que possible le prix des denrées alimentaires sur le marché intérieur. C'est-à-dire que durant cette période, l'impérialisme chinois s'est engagé sur la voie de la mécanisation capitaliste des campagnes.

Face à la baisse de leurs revenus, de nombreux foyers ruraux n'ont pas d'autre choix que de compléter leurs revenus en cherchant du travail dans les villes, mais sans pouvoir y loger leurs familles. Les conditions dominantes, sur plus des deux tiers de la superficie cultivée, sont celles de petites exploitations familiales de semi-subsistance caractérisées par de hauts rendements, mais un très faible niveau de mécanisation et une très faible superficie moyenne d'environ un demi-hectare par actif.

La hausse de la productivité du travail dans l'agriculture chinoise ne peut donc amener qu'à la multiplication de la main d'œuvre surnuméraire dans les zones rurales et à aggraver la situation économique et sociale des travailleurs surnuméraires. Quand les autorités chinoises évoquent la menace de voir affluer 150 millions de migrants ruraux dans les grandes villes côtières, dont elles parviennent pour l'instant à maintenir l'essentiel des effectifs dans les zones rurales au moyen de contraintes administratives et fiscales, c'est dans les conditions de productivité du travail actuelles.

Dans des conditions de productivité du travail voisines de celle des vieux pays impérialistes, l'excédent de main-d'œuvre agricole se chiffrerait à environ 300 millions d'actifs supplémentaires ! Soit au total un potentiel de 450 millions d'actifs candidats à l'exode rural...

L'essentiel des 150 millions d'actifs non agricoles *actuels* fournissent les armées de migrants ruraux qui assurent la main-d'œuvre saisonnière dont a besoin l'agriculture chinoise durant les semailles et les récoltes — celle-ci étant faiblement mécanisée —, et qui travaillent dans les entreprises rurales ou partent chercher du travail dans les villes à la saison morte. Depuis les années 1990, commençant à souffrir de la concurrence livrée par les entreprises des grandes villes côtières, les entreprises rurales ne parviennent plus à absorber le surplus de main-d'œuvre rurale, ce qui accentue les migrations de *mingongs* vers les moyennes et grandes villes. Selon les chiffres d'une enquête du ministère de l'Emploi et le Bureau national des Statistiques, la Chine aurait compté 95 millions de migrants en 1998. Une part importante de la population active surnuméraire des campagnes part donc chercher du travail dans les villes à la saison morte. Ces migrants sont jeunes : selon la Confédération nationale des syndicats ouvriers (CNSO), 86 % d'entre eux ont moins de 35 ans et 59 % d'entre eux ont moins de 25 ans. Près de 90 % d'entre eux ont au moins un niveau de formation secondaire.

Selon une enquête de Banque agricole de Chine les deux tiers de ces migrants sont employés dans l'industrie, la construction et les transports, le plus souvent pour réaliser les travaux les plus pénibles et les plus dangereux afin de pouvoir envoyer de l'argent à leur famille restée à la campagne. Comble de malheur : selon une enquête du ministère de l'agriculture, moins d'un quart d'entre eux bénéficient d'une assurance médicale et sont couverts en cas d'accident de travail. On ne compte plus dans la presse chinoise les accidents ayant provoqué la mort de travailleurs migrants. Enfin, il existe une véritable ségrégation économique et sociale entre les *mingongs* et la population urbaine, aussi les médias de la bourgeoisie impérialiste chinoise insistent déjà sur les « troubles » à « l'ordre public » et à la « sécurité » apportés par ces migrants... *Le racisme à la chinoise !...*

Ce « socialisme à la chinoise », nous le laissons aux laquais de la bourgeoisie impérialiste chinoise, les révisionnistes pro-chinois ! Pour défendre l'indéfendable, ces révisionnistes n'hésitent pas à nier les bases du marxisme-léninisme : pour eux, à l'instar des crypto-keynésiens du PRCF, on ne peut pas parler de « restauration du capitalisme en Chine » car « l'Etat socialiste continue à disposer des moyens nécessaires à un contrôle macro-économique de l'ensemble du développement économique ». En outre, l'exode rural en Chine ne démontre nullement le caractère bourgeois de l'économie chinoise car « l'afflux dans les villes d'une masse de paysans pauvres est un phénomène indépendant du système politique qui se produit d'une façon générale dans tous les pays sous-développés ». Pour les révisionnistes du PRCF, ce verbiage au-dessus des classes tendrait à prouver que l'exode rural serait un phénomène inéluctable, commun à tous les régimes sociaux ! Affirmer ceci, c'est rompre avec le marxisme : dans un pays véritablement socialiste (l'URSS des années 1930-1940 et l'Albanie socialiste en ont fourni la preuve), la mécanisation des campagnes ne provoque pas d'exode rural !<sup>499</sup>

Nul doute que la prochaine révolution chinoise sera de caractère socialiste et qu'elle aura le prolétariat chinois pour classe dirigeante, la paysannerie laborieuse pour alliée, et leur Parti Communiste marxiste-léniniste pour avant-garde ! Nul doute que la bourgeoisie impérialiste chinoise sera forcément acculée à des impasses face aux conflits de classe et que son visage fasciste se découvrira toujours davantage.

Voici maintenant l'évolution de l'emploi dans un vieux pays impérialiste comme la France durant presque deux siècles :

Main d'œuvre par secteur (en % de l'emploi total)												Evolution		
Année	1831	1861	1881	1906	1936	1954	1970	1980	1990	2001	2006	1831-1970	1970-2006	1831-2006
<b>Agriculture</b>	62,7	52,2	46,2	43,2	37,0	26,6	13,0	8,4	5,6	4,1	2,2	÷ 4,82	÷ 5,91	÷ <b>28,5</b>
<b>Industrie</b>	21,8	29,4	29,7	28,9	29,5	35,0	38,6	35,1	28,9	22,7	20,6	× 1,77	÷ 1,87	÷ <b>1,05</b>
<b>Services</b>	15,5	18,5	24,0	27,9	33,5	38,5	48,3	56,4	65,5	73,2	77,2	× 3,12	× 1,60	× <b>4,98</b>

Cette évolution est commune à tous les pays bourgeois-révissionnistes, ce qui les différencie, c'est uniquement le stade de développement auquel ils sont parvenus. Pour le reste, la dynamique est la même. Plus les forces productives de la société bourgeoise se développent, plus enflent la masse des travailleurs devenus superflus dans la production dont les limites étroites sont déterminées sous le capitalisme par le niveau réduit de la consommation des masses travailleuses, et plus se développe la masse des emplois du secteur non-productif. Cet aspect parasitaire se développe encore davantage dans le cas des pays impérialistes, et davantage encore une fois parvenus à leur phase terminale de putréfaction, quand disparaissent de nombreuses industries. Ce n'est pas un hasard si la tertiarisation de l'économie des vieux pays impérialistes s'est accélérée à partir des années 1970, parallèlement à la délocalisation d'une grande partie de l'industrie manufacturière. En France, il a fallu 123 années (1831-1954) pour que la part du secteur tertiaire dans l'emploi augmente de 23 %. Il n'a fallu que 52 années (1954-2006) pour qu'elle augmente encore de près de 39 % ! Dès après la Seconde Guerre Mondiale, l'exode rural massif d'abord, puis la délocalisation de l'industrie manufacturière dans les pays dépendants à partir des années 1970, ont accru le parasitisme de l'économie capitaliste des vieux pays impérialistes à une vitesse accélérée. En France, durant les 36 dernières années l'emploi industriel a presque été divisé par deux ! En 2006, le secteur tertiaire représentait plus de 80 % de l'emploi au Royaume-Uni alors que l'industrie en représentait à peine 18 %. Au sein même du secteur non productif, l'hypertrophie du secteur commercial et celui des services de luxe destinés aux classes exploiteuses semblent ne plus suffire à absorber l'excédent relatif de main d'œuvre.

Dans *le Capital*, Karl Marx estimait qu'

« ... un développement des forces productives qui diminuerait le nombre absolu des ouvriers, c'est-à-dire mettrait toute la nation à même d'opérer sa production totale en un temps moindre ; amènerait une révolution parce qu'il vouerait la majeure partie de la population au chômage ». <sup>500</sup>

Si la révolution socialiste n'a pas encore submergé les vieux pays impérialistes, c'est uniquement grâce aux revenus qu'ils retirent encore de la tonte des coupons, à l'hypertrophie de l'emploi dans le secteur tertiaire et des quelques industries de pointe qu'ils sont parvenus à conserver. Mais à quel prix l'impérialisme putréfié survit-il aujourd'hui !

Si durant les périodes d'essor économique — comme c'est le cas pour une jeune puissance impérialiste —, l'exode rural des campagnes peut encore se traduire par l'augmentation absolue et relative de l'emploi industriel, sans toutefois pouvoir éviter l'hypertrophie de l'emploi dans le secteur tertiaire, dans des conditions économiques de la phase terminale de l'impérialisme, l'hypertrophie de l'emploi du secteur tertiaire se fait au détriment de l'emploi industriel pour des pays bourgeois en déclin. Les marxistes-léninistes britanniques remarquaient ceci dès 1978 :

**« A l'heure actuelle quand le capitalisme est en complète décomposition, il tend à démolir l'industrie, l'enseignement, les services sanitaires, voire notre avenir ».**<sup>501</sup>

Il n'y a aucune raison objective pour que la baisse de l'emploi du secteur productif ne se poursuive pas dans les années à venir dans tous les vieux pays impérialistes, certes de manière ralentie à la campagne, puisque la différenciation massive de la paysannerie et l'exode rural touchent à leur fin : la mécanisation capitaliste des campagnes à presque fini de chasser la petite exploitation individuelle (en termes quantitatifs).

Cette hausse de l'emploi du secteur des services se fera donc essentiellement au détriment du secteur industriel sous l'action de deux facteurs : 1° au niveau national la hausse de la productivité du travail rend superflu une masse croissante d'ouvriers pour assurer une production stagnante ou croissant de manière toujours plus ralentie ; 2° au niveau international, la concurrence exacerbée des pays ateliers et de l'impérialisme chinois liquidera un nombre toujours croissant d'industries des vieux pays impérialistes.

Il est donc aujourd'hui ultra-réactionnaire, dans les conditions capitalistes mondiales, de prétendre « ré-industrialiser » les pays impérialistes en déclin. Ce serait comme prétendre pouvoir débarrasser le capitalisme des activités de spéculation au profit des investissements productifs, illusion kautskiste-réformiste combattue par Lénine.

Ou bien alors il faut être logique et abaisser le coût de la force de travail pour rendre à nouveau compétitifs les investissements productifs ! C'est ce que souhaite le MEDEF ! Mais alors il faudrait réduire à néant les adoucissements matériels à l'exploitation (salaires et acquis sociaux) dont bénéficient beaucoup de travailleurs des vieux pays impérialistes ! La bourgeoisie ne pourrait obtenir ceci sans opter pour le fascisme.

Cette « solution » ne serait d'ailleurs pas sans avoir un très fort impact sur les économies des pays ateliers dont la croissance est alimentée essentiellement par le marché extérieur. On imagine sans mal le chaos dans lequel sombrerait le système impérialiste mondial ! Il est évident que la « mondialisation » n'a rien réglé de la contradiction fondamentale entre Travail et Capital, mais qu'elle lui a fait prendre des proportions gigantesques.

Avec le développement du machinisme au profit d'une minorité d'exploiteurs, une part croissante des forces de travail ne trouve même plus à s'occuper dans les secteurs improductifs de l'économie. La contradiction fondamentale du capitalisme en est aujourd'hui arrivée à un tel niveau de développement régressif que la croissance économique de plus en plus faible parvient de moins en moins à cacher le pourrissement et l'agonie de l'économie du système impérialiste mondial, provoquant dans un nombre croissant de pays, non seulement la non utilisation croissante (sous-emploi et chômage massifs) et la destruction « accidentelle » pure et simple de la force de travail humaine (en temps de guerre), mais aussi le non-renouvellement du potentiel productif humain dans des proportions elles aussi croissantes !

Aux problèmes posés par la tertiarisation croissante vient également s'ajouter la crise démographique qui réduit encore la proportion des travailleurs du secteur productif par rapport au total de la population : la part de la population active dans la population totale baisse encore davantage avec le vieillissement de la population !

Comme toute marchandise, la force de travail humaine est soumise aux lois du marché. Bien que sa reproduction soit aussi déterminée par des facteurs subjectifs (sociaux et politiques), c'est le facteur objectif (économique) qui prime. Quant l'économie capitaliste est dans une phase de croissance, la reproduction élargie de la force de travail humaine est assurée, en revanche quand elle est dans une phase de ralentissement, de récession et de crise, la reproduction élargie de la force de travail humaine ralentit ou n'est même plus assurée.

Conscients, à l'instar de Marx, que « chaque formation économique et sociale a sa propre loi démographique », les marxistes-léninistes albanais remarquaient que l'accumulation du Capital, en grossissant les rangs de l'armée de réserve industrielle « ne fait que ralentir les rythmes d'accroissement de la population ». Ils soulignaient ensuite que dans les pays bourgeois-révisionnistes « se manifestent et s'accroissent toujours plus des phénomènes de déformation de la structure d'âge de la population et de son vieillissement, de réduction absolue des nouveaux contingents de forces de travail, alors que par ailleurs le total des travailleurs y marque le pas, que la société est surchargée de dépenses destinées aux personnes âgées, sans parler ici du chômage endémique. » Ils soulignaient également comment ces phénomènes influent « négativement sur les processus de la reproduction de la population et du produit social » et aggravent « les contradictions économiques et sociales et les crises dans l'ensemble du monde du capital. Ils critiquaient enfin les « théories bourgeoises-révisionnistes néo-malthusiennes » qui prenaient prétexte de « l'explosion démographique » pour « dissimuler l'incapacité du système capitaliste pourri et dégénéré à résoudre les problèmes fondamentaux de la vie des hommes de notre temps ». <sup>502</sup>

Constatant les effets économiques et sociaux destructeurs du capitalisme, Karl Marx évoquait non sans une certaine ironie la perspective de la dépopulation de la planète. Aujourd'hui cette perspective alors lointaine — le capitalisme n'ayant à l'époque même pas achevé de chasser la petite production paysanne et artisanale dans une minorité de pays industrialisés —, *devient* une réalité indéniable !

Si durant les années 1950-1955, c'était 0 % de la population mondiale était concernée par un taux de fécondité inférieur à 2,1 enfants par femme — c'est-à-dire le seuil de remplacement des générations quand la proportionnalité entre les sexes est respectée —, dans les années 1975-1980, c'était pas moins de 25 % de la population mondiale qui était dans ce cas. En 2003, plus de 50 % de la population mondiale avait un indice de fécondité inférieur au taux de renouvellement. Cette baisse de l'indice de fécondité sur une partie croissante de la population mondiale est évidemment de moins en moins compensée par les régions où la fécondité excède ce taux.

En effet le capitalisme se développe toujours plus largement dans les zones les plus reculées et les plus isolées du monde, il chasse notamment les derniers vestiges de la petite production paysanne de subsistance ainsi que l'artisanat et transforme tous les producteurs en esclaves salariés, même dans les pays les plus arriérés économiquement où les flux d'investissements de capitaux sont encore peu abondants (comme la majorité des pays d'Afrique noire).

On assiste ainsi à une baisse *rapide et continue* de l'indice de fécondité à l'échelle mondiale. A peu près constant à une valeur de 5 enfants par femme durant la période 1950-1970, l'indice de fécondité a brusquement baissé durant la période 1970-1975, qui a marqué, suite à la crise économique mondiale, une accélération de l'internationalisation du Capital et du développement en profondeur des rapports de

production bourgeois dans l'ensemble de l'économie des pays dépendants. L'indice de fécondité mondial n'était plus que de 3,5 en 1983 et de 2,5 en 2006. Dans les pays dépendants dont l'économie est la plus enchaînée au commerce international et la plus dépendante vis-à-vis des investissements étrangers, là où les rapports de production bourgeois s'emparent de toute l'activité économique, les « traditions natalistes » sont bouleversées : ainsi les pays du Maghreb dont l'indice de fécondité était compris entre 6 et 8 jusque dans les années 1960, ont vu ensuite leur natalité dégringoler. En 2006, l'indice de fécondité était de 1,7 en Tunisie, de 1,9 en Algérie et de 2,7 au Maroc. Il n'y a donc aucune raison objective pour que dans les prochaines décennies l'indice de fécondité mondial se stabilise autour du taux de renouvellement de la population, comme l'espèrent naïvement les démographes bourgeois. Voici un tableau présentant l'indice de fécondité de divers pays illustrant cette tendance.

Quelques indices de fécondité en 2006 (nombre moyen d'enfants par femme)																			
USA	UE	Japon	Suisse	Chine	Corée du Sud	Inde	Vietnam	Brésil	Mexique	Venezuela	Russie	Ukraine	Pologne	Albanie	Algérie	Afrique du Sud	Burkina-Faso	Mali	Monde
2,1	1,5	1,4	1,4	1,7	1,3	2,7	1,9	1,9	2,4	2,2	1,3	1,2	1,2	2,0	1,9	2,2	6,5	7,4	2,5

D'ici à 2050, les spécialistes de l'INED prévoient une baisse absolue du nombre d'habitants pour les pays européens les plus natalistes comme l'Irlande, la France, et les pays scandinaves. Ce n'est pas un hasard si l'Irlande possède l'indice de fécondité le plus élevé d'Europe : dans les années 1990, la pauvreté des populations de l'Irlande du Sud a constitué un fort attrait pour les investissements étrangers massifs (la majeure partie de l'outil de production est aux mains du Capital étranger) et l'Irlande a connu une croissance économique très élevée de 7 % par an en moyenne durant la période 1991-2003. Cette croissance a renforcé l'opportunisme et affaibli la lutte pour l'indépendance irlandaise vis-à-vis de la domination impérialiste, en premier lieu britannique. L'indice de fécondité de la population française a été d'environ 1,9 durant la période 2001-2006.

Jusque dans les années 1980, les démographes bourgeois ont unanimement campé sur des positions malthusiennes, qui servaient à justifier la pauvreté des pays dépendants et à nourrir la peur et la haine de l'étranger pour mieux diviser les travailleurs dans les métropoles. Ce n'est qu'à la fin des années 1980, devant l'évidence que dans beaucoup de pays industrialisés le remplacement des générations n'était plus assuré, que certains ont commencé à évoquer la perspective d'un « crash démographique » lourd de conséquences économiques et sociales, évidemment sans en comprendre les causes économiques et sociales objectives : en effet il leur faudrait pour cela remettre en cause la légitimité historique du mode de production capitaliste et reconnaître l'état de putréfaction avancé des vieux pays impérialistes et le parasitisme exacerbé de leur économie !

En 1973, l'ONU estimait que la population mondiale se monterait probablement à 11,1 milliards d'habitants en 2050. Depuis, elle n'a cessé de revoir ses prévisions à la baisse : en 2004, elle prévoyait moins de 9,1 milliards d'habitants à l'horizon 2050, date à laquelle elle commencerait à décroître. Selon ce scénario, la population mondiale redescendrait alors à 3 milliards d'habitants en 2200 ! Selon l'ONU, l'hypothèse d'une « explosion démographique » paraît désormais exclue.

L'explosion démographique de la population mondiale était le reflet de l'essor économique général apporté par le développement des rapports de production bourgeois dans toutes les branches de la production sociale dans un nombre toujours croissant de pays dépendants, où l'accroissement de la production était lié au recul des rapports de production pré-capitalistes. L'accroissement de la demande mondiale à travers l'élargissement des marchés a donc accompagné cette première phase. Mais en même temps que se développait la production marchande dans les pays économiquement retardataires, le capitalisme avait tendance à y créer un abondant surplus de forces de travail. Avec le développement accéléré des rapports de production capitalistes dans les pays dépendants, y apparut rapidement un fort chômage structurel, aggravé par l'exode rural provoqué par la différenciation économique et sociale des producteurs dans les campagnes. Rapidement, au fur et à mesure que dans les pays dépendants était créée une industrie nationale — essentiellement dans le domaine des agro-industries et de la production des biens de consommation courante à destination des métropoles impérialistes —, et que la petite production agricole individuelle de subsistance reculait au profit d'exploitations produisant pour le marché mondial, se réduisaient les possibilités ultérieures d'élargissement du marché international, et se réduisait donc la croissance de la capacité d'absorption du marché mondial.

Ce processus a conduit dès le début des années 1970 à un renversement de la tendance à l'accroissement démographique exponentiel, se traduisant même dans un effondrement de la natalité au niveau international.

Sur la voie de développement capitaliste, seuls les pays dépendants dont l'économie est la plus arriérée, où la petite production agricole individuelle de subsistance est encore prédominante connaissent un accroissement démographique conséquent. Un pays impérialiste dynamique, profitant d'une situation internationale privilégiée, peut également connaître un accroissement important de sa population, quand son industrie se développe largement, mais dès que le déclin, la récession et la crise économique pointent à l'horizon, dès que ces positions commerciales et financières sont menacées, la bourgeoisie attaque le niveau des salaires réels et les structures sociales, provoquant une crise démographique.

Les idéologues bourgeois, en dinosaures malthusiens, faisaient et font parfois même encore aujourd'hui semblant de s'inquiéter au sujet de la « natalité galopante » et de la menace de la « surpopulation dans les pays en voie de développement » afin de justifier la pauvreté des peuples des pays dépendants, dont la cause fondamentale résulte en fait du pillage impérialiste. Mais ils ne pourront continuer de tromper très longtemps ces peuples sur la cause réelle de leur misère.

Le 13 février 2007, Jean-Marie Le Pen rappelait sur TF1 que les « vagues déferlantes d'immigrés » ne se tireraient pas dans le futur, arguant pour cela « que la population mondiale était passée de 1 à 7 milliards d'individus en moins d'un siècle ». Mais quelle est l'évolution démographique actuelle et à quoi se ramènent les « vagues déferlantes d'immigrés » ? Aux USA, qui est l'un des pays impérialistes accueillant le plus d'immigrés, le taux de migration était estimé à 3,4 ‰ en 2004. En France il a été de 1,4 ‰ durant la période 1999-2004. A tous les politiciens bourgeois démagogues selon lesquels les immigrés seraient la source des problèmes économiques de la France nous demandons : l'économie des pays impérialistes est-elle si putréfiée qu'elle ne puisse même pas assurer annuellement un emploi à *quelques dixièmes de pourcent* d'esclaves salariés supplémentaires ?

Objectivement, le malthusianisme sera de plus en plus relégué dans le domaine des antiquités, au fur et à mesure, de l'aggravation du crash démographique mondial, démontrant ainsi que ce n'est pas la trop nombreuse procréation d'individus qui est à l'origine de la misère, mais bien le mode de production capitaliste.

A l'instar de Marx, Engels dénonçait comme réactionnaire la transposition mécanique de la doctrine darwiniste de la lutte pour la vie, lutte qui constitue le moteur de l'évolution dans le règne végétal et animal, dans le domaine des sociétés humaines, comme un moyen pour les économistes bourgeois de justifier la concurrence, c'est-à-dire *la guerre de tous contre tous*, comme un moyen de la proclamer « scientifiquement » loi éternelle de toute société humaine. Pour Engels cette transposition ne pouvait être le fait que « de mauvais économistes » également « mauvais naturalistes et mauvais philosophes ». En effet, « la différence essentielle entre sociétés humaines et animales est que les animaux, tout au plus, *rassemblent des objets* alors que les hommes *produisent*. Il suffit de cette seule mais capitale différence pour rendre impossible la transposition pure et simple aux sociétés humaines, de lois valables pour les sociétés animales ». Les ressources que se partagent (disputent) les animaux sont en effet limitées à ce que leur fournit leur environnement naturel « brut », alors que les hommes, en transformant le milieu naturel au moyen de l'agriculture et de l'industrie, le rendent plus productif et produisent plus que ce qui est nécessaire à leur stricte survie. Mais comme sous le capitalisme l'appropriation du produit social se fait au profit de propriétaires privés détenant les moyens de production et de reproduction de la vie, « elle écarte artificiellement la grande masse des producteurs réels de ces moyens d'existence et de développement ». La « lutte pour la vie » change donc de caractère : si ce combat persiste dans les sociétés humaines, c'est donc uniquement un combat pour l'appropriation « des moyens d'existence » : « la classe productrice enlève la direction de la production et de la répartition à la classe à qui cette charge incombait, et qui est devenue incapable de l'assumer »<sup>503</sup> **La théorie darwiniste donne donc raison à Marx et aux marxistes contre Malthus et les économistes bourgeois.** Loin de justifier l'exclusion et la misère comme les piètres « darwinistes » sociaux, le darwinisme pousse donc au contraire à voir cette « lutte pour la vie » comme devant nécessairement s'accomplir dans la révolution socialiste.

Dans son œuvre *Le Capital*, Marx remarquait que « chaque mode de production » avait sa propre loi démographique. Approfondissant cet enseignement, les marxistes-léninistes définissaient ainsi la loi démographique du socialisme :

« La loi économique fondamentale du socialisme détermine aussi le contenu, les objectifs et le mécanisme de l'action des autres lois économiques, dont une, particulièrement importante, est la loi socialiste de la croissance démographique. En vertu de cette loi, la population et les sources de travail en régime socialiste s'accroissent constamment et à des rythmes rapides, toutes les forces actives de la société sont pleinement employées dans un travail socialement utile, ce qui garantit une forte augmentation de la production sociale et l'élévation continue du niveau de vie des masses travailleuses ».<sup>504</sup>

L'URSS de Staline et l'Albanie socialiste ont démontré le caractère scientifique de cette loi. Dans l'étude des processus démographiques, l'un des indices les plus importants, car synthétisant la dynamique démographique est constitué par le TAN (taux d'accroissement naturel), c'est donc celui-ci que nous avons retenu en priorité. Il faut d'abord remarquer que la bourgeoisie a réussi à cacher la grande signification économique, sociale et politique de cette loi, grâce à ses mensonges sur l'évolution démographique de l'URSS dans les années 1920-1940.

Pour falsifier l'évolution démographique de l'URSS et grossir le nombre des « victimes du stalinisme », la bourgeoisie prend comme base de la population soviétique en 1922 la population recensée en 1914 dans l'empire tsariste, soit environ 165 millions d'habitants. Il est de fait que les révisionnistes eux-mêmes ont adopté le chiffre d'environ 160 millions d'habitants comme correspondant à la population soviétique de 1913.<sup>505</sup> Mis en regard d'une population d'environ 170 millions d'habitants en 1939, il est évident qu'un accroissement de la population de seulement 5 à 10 millions d'habitants pour la période 1922-1939 — soit un taux d'accroissement naturel (TAN) moyen de l'ordre de 2 ‰ —, amènerait de sérieuses interrogations...

La réponse à ces interrogations ne se situe pas dans les « dizaines de millions de victimes du stalinisme », comme la bourgeoisie et les révisionnistes s'efforcent de le faire croire aux travailleurs, pour tenter de leur « prouver » que le socialisme est synonyme de « dictature sur le prolétariat », mais du côté du *trafic* des statistiques de départ : les frontières de l'empire tsariste étaient loin d'être identiques à celles de l'URSS en 1922, son territoire ayant été amputé de plusieurs régions (Pologne, Finlande, Lettonie, Lituanie, Estonie, Moldavie) qui groupaient alors environ 38 millions d'habitants. Il fallait également soustraire environ 8 millions de victimes provoquées par la guerre impérialiste et l'intervention étrangère dans les années 1914-1921. L'URSS avait donc en 1922 une population d'environ 119 millions d'habitants. Elle en comptait 129 millions en 1927, 141 millions en 1932 et 170 millions en 1939. Le TAN soviétique moyen fut donc de 16 ‰ pour la période 1922-1927, de 18 ‰ pour la période 1927-1932 et de 27 ‰ pour la période 1932-1939.

Plus se développait l'industrialisation socialiste, plus s'amélioraient les conditions de vie des travailleurs, plus s'accroissait la natalité. Les économistes bourgeois les plus consciencieux reconnaissent ainsi qu'en URSS « en 1939, les moins de vingt ans représentaient 45 % de la population », population dont la « fécondité, encouragée par le gouvernement, n'a pas cessé de croître, depuis 1935 surtout ». Il faut dire que la main-d'œuvre affluant dans les villes et l'industrie « ne perdait en rien sa fécondité naturelle ».<sup>506</sup>

Dès la deuxième moitié des années 1950, la population de l'ex-URSS a connu une chute importante de son TAN, et la situation n'a cessé de s'aggraver au fil des années : rien que durant la période 1960-1966, le TAN est passé de 17 à 11 ‰ ! Il a été en moyenne de 9 ‰ pour la période 1970-1976 et de 8 ‰ pour la période 1979-1981. A cette époque, la crise économique et sociale était déjà si profonde qu'elle se traduisait par une baisse de l'espérance de vie qui était passée de 70 à 68 ans sous Brejnev. A titre de comparaison, en 1968, le TAN de la population des pays impérialistes d'occident était en général supérieur : il était respectivement de 16 ‰, 15 ‰ et 14 ‰ aux USA, au Royaume-Uni et en France. Les démographes révisionnistes s'inquiétaient d'autant plus de cet effondrement des taux de reproduction élargie de la population que cet effondrement moyen cachait de grandes inégalités territoriales, la population urbaine n'arrivant à se maintenir que par l'exode rural, ce dernier revêtant un caractère spontané et non planifié, à l'origine de graves disproportions entre les sexes, à la ville comme à la campagne, influant à leur tour négativement sur la démographie et la stabilité sociale générale : quand en 1960 on comptait un divorce pour neuf mariages, on en comptait un pour trois en 1966. Cette crise démographique était d'autant plus grave qu'elle se produisait sur un immense territoire très peu peuplé et qu'elle était accompagnée d'autres phénomènes négatifs tel que la baisse de la productivité du travail dans l'économie dont le taux

d'accroissement baissa de plus d'un tiers durant la seule période 1960-1967, et tel que les migrations incontrôlées de travailleurs, provoquant dans certaines régions des excédents de main d'œuvre et dans d'autres des déficits.

Etant donné que la reproduction élargie de la main d'œuvre et l'accroissement de la productivité du travail sont les deux facteurs influant en définitive sur la croissance économique, on comprend à quel point la situation pouvait y être critique.

La situation était encore plus grave dans les pays de la sphère d'influence du social-impérialisme soviétique, comme en témoignent les chiffres de l'année 1985 :

Taux d'accroissement naturel en 1985							
(Source : L'URSS et l'Europe de l'Est, La documentation française, 1987, p. 210.)							
Albanie	Bulgarie	Hongrie	Pologne	RDA	Roumanie	Tchécoslovaquie	Yougoslavie
21 ‰	1 ‰	- 2 ‰	8 ‰	0 ‰	5 ‰	3 ‰	7 ‰

Voici quelques résultats auxquels aboutit le libre jeu de la loi de la valeur dans l'économie et dans les pays révisionniste-bourgeois.

La crise économique qui tenaillait ces pays au début des années 1980 était telle que durant la période 1980-1985, le PNB par habitant en dollars avait baissé de 63 % en Hongrie, de 47 % en Pologne et de 21 % en Yougoslavie. Ce sont ces facteurs internes qui aggravèrent à partir des années 1970 la baisse de la puissance relative du social-impérialisme soviétique par rapport à ses concurrents, puis son éclatement sous la pression de ces facteurs internes négatifs, il est vrai instrumentalisés par les concurrents impérialistes plus puissants. Mais pouvait-il en être autrement sur le marché capitaliste mondial ? Si l'URSS révisionniste et les pays d'Europe de l'Est connaissaient déjà dans les années 1950-1980 une évolution comparable aux pays capitalistes avancés concernant la natalité (ainsi l'indice de fécondité était inférieur à 2,1 en RDA et en Hongrie en 1979), la Russie d'aujourd'hui ainsi que les pays d'ex-Europe de l'Est connaissent aujourd'hui un stade encore plus avancé : celui de la dépopulation de ces immenses territoires. En 2006, le TAN était de - 5,6 ‰ en Russie. En Bulgarie la population n'avait augmenté que de 14 % durant la période 1961-1984 — soit un TAN annuel moyen de 5 ‰ —, quant à la période 1985-2003, elle a été caractérisée par la baisse absolue et *parfaitement linéaire* de la population bulgare, qui en 2003 était passée en dessous de son niveau de... 1961 !

D'après les chiffres de l'INED, si la Russie et l'Ukraine totalisaient une population de 199,0 millions d'habitants en 1989, ces territoires n'en comptaient plus que 189,6 millions en 2006. Si nous, marxistes-léninistes, utilisons les mêmes méthodes que la bourgeoisie quand elle dit « calculer scientifiquement » le « nombre des victimes » des « famines provoquées par les régimes communistes », il nous faudrait rajouter au constat des dizaines de millions de victimes des guerres impérialistes ainsi que des milliards d'êtres humains victimes de l'oppression économique et des souffrances physiques et morales qu'elle engendre, la « non-nnaissance » de millions de russes et d'ukrainiens durant la période 1989-2006, comme autant de victimes des rivalités économiques inter-impérialistes ! En faisant abstraction du solde migratoire, il nous faudrait alors prendre pour hypothèse de « travail » un indice de fécondité égal au taux de renouvellement, puisque la moyenne de l'indice de fécondité de la Russie et de l'Ukraine était voisine de 2,1 en 1989. Nous pourrions aussi nous livrer à un tel calcul dans tous les pays bourgeois-révisionnistes où la population possède aujourd'hui un indice de fécondité inférieur au taux de renouvellement...

Étudions maintenant les traits essentiels de l'évolution démographique de l'Albanie socialiste. Le TAN de la population albanaise a toujours été supérieur à 20 ‰ durant la période 1950-1985, égal à 22 durant la période 1971-1981 et égal à 21 ‰ durant la période 1981-1985. En 1985, le TAN albanaise était supérieur à 21 ‰, le plus élevé du continent européen, et l'indice de fécondité était de 3,6.

« ... cette croissance démographique est la plus forte en Europe et des plus fortes dans le monde ». <sup>507</sup>

Si l'on regarde la dynamique démographique de l'Albanie socialiste, ce pays apparaît comme un « OVNI » au niveau international : c'est en effet *le seul pays* en cours d'industrialisation qui n'ait pas connu de baisse ou d'effondrement de sa natalité à partir des années 1970 ! La raison objective est simple : l'Albanie était alors le seul véritable pays socialiste, le seul dont l'économie ne fût pas intégrée au système impérialiste mondial et qui n'en subit pas de plein fouet les oscillations.

Pour faire mentir les démographes bourgeois-révisionnistes nous devons souligner que ce TAN très élevé ne s'est pas effondré au cours du processus d'industrialisation.

En Albanie, ni l'émancipation économique, politique et sociale de la femme ni l'industrialisation n'ont conduit, comme dans les pays bourgeois-révisionnistes, à l'effondrement de la natalité en dessous du taux de renouvellement de la population et à créer de grandes disparités dans la structure démographique du pays et notamment entre les zones rurales et urbaines. Le mouvement mécanique de la population était très faible grâce à la reproduction élargie de la population urbaine et à l'industrialisation des campagnes : ainsi l'indice de fécondité par femme était voisin de 3 dans les villes et de 4 dans les campagnes. De même qu'en URSS dans les années 1930-1940, la très large participation des femmes albanaises à la production sociale, qui représentaient plus de 46 % des travailleurs au début des années 1980, n'a pas conduit à l'effondrement du TAN, grâce à la hausse continue des salaires réels des travailleurs, à l'absence d'une crise structurelle du logement, à l'extension de services sociaux très performants (crèches et jardins d'enfants), ainsi qu'au délestage croissant du poids des tâches ménagères.

Suite à la contre-révolution et à la liquidation de l'économie socialiste ainsi que de la majeure partie du tissu économique du pays, le TAN s'est effondré : il n'était plus que de 10 ‰ en 2006 (sans compter un taux d'émigration voisin de la moitié de cette valeur), tandis que l'indice de fécondité était descendu à 2,0 enfants par femme. Voilà qui fournit la preuve matérielle irréfutable de la fausseté du postulat de départ des démographes bourgeois pour lesquels la « transition démographique » accompagne nécessairement tout processus d'industrialisation *en général*.

Disons donc plutôt que plus progresse le processus d'industrialisation capitaliste, plus se détériorent (de manière absolue ou relative) les conditions de vie de la masse des travailleurs, moins ceux-ci ont le désir et la possibilité matérielle de faire des enfants et de les élever dans des conditions favorables.

Si dans un pays impérialiste connaissant un essor économique, la bourgeoisie a encore les moyens d'encourager les travailleurs à procréer, quand l'essor économique fait place au déclin, à la récession et à la crise, ces aides se révèlent rapidement insuffisantes, puisque la tendance est à la baisse du niveau réel des salaires et à la précarisation exacerbée de l'emploi. On peut donc considérer la reproduction élargie de la main d'œuvre comme un indice objectif du développement économique et social de toute société humaine.

Les camarades albanais faisaient également ressortir le fait que dans les pays bourgeois révisionnistes le nombre de personnes vivant seules ou en couple sans enfant allait croissant et représentait un pourcentage très élevé, de 30 à plus de 50 % de la population, alors qu'en Albanie au contraire ce nombre allait sans cesse diminuant et se situait en 1979 à moins de 10 %. Au début des années 1980, le mouvement mécanique de la population entre les campagnes et les villes albanaises, qui avait toujours été contrôlé et dirigé, a concerné moins de 7000 personnes par an.<sup>508</sup> Il était évident pour les communistes albanais que tous les phénomènes démographiques négatifs des pays bourgeois-révisionnistes étaient liés aux « **difficultés d'ordre économique** » provoquant la « destruction de nombreuses familles » des suites d' « émigrations » et de « divorces ». <sup>509</sup>

Si la situation était déjà mauvaise il y a une trentaine d'années dans les pays révisionnistes-bourgeois, elle est aujourd'hui souvent alarmante, comme le prouvent ces quelques exemples.

Si l'on regarde l'exemple de Cuba, celui d'une économie dépendante et tertiariée connaissant de grandes difficultés, on observe un effondrement de la natalité à partir des années 1970, ce qui se comprend quand on la met en regard avec la politique de compression budgétaire et de restrictions dont nous avons parlé plus haut. Le TAN cubain était de 21,4 ‰ en 1970, de 16,5 ‰ en 1974, de 8,4 ‰ en 1980 et n'était plus que de 4,7 ‰ en 2006.

Dans des pays où l'économie est moins sinistrée, la situation démographique, bien qu'en détérioration, n'a pas encore atteint ce degré : le TAN était de 10,7 ‰ au Brésil (en 2005) et de 13,8 ‰ au Venezuela (en 2006).

En Corée du Nord, la population a augmenté à un TAN annuel moyen de 15 ‰ durant la période 1950-1990. Mais cette moyenne cache des disparités importantes : le TAN est passé de 16 ‰ durant la période 1950-1975 à 13 ‰ durant la période 1975-1990, et la situation s'est encore aggravée durant la période 1990-2005 où il n'a été que de 9 ‰.

En Chine, le TAN était de 13 ‰ en 1977. Il est passé de 8 ‰ à 6 ‰ durant la période 2001-2006. En outre, la Chine connaît actuellement le même problème que l'Inde ou la Corée du Sud où le strict contrôle des naissances pousse les couples désirant absolument un garçon à l'avortement voir à l'infanticide quand il s'agit d'une fille. Mais l'ampleur de ce problème est encore supérieure en Chine où le rapport garçons/filles est de 1,12 chez les nouveau-nés et de 1,13 chez les enfants de moins de quinze ans. Ce rapport est en effet de 1,07 en Inde.

Dans ces cas, le taux de remplacement des générations doit être supérieur à 2,1 enfants/femme, correspondant au rapport normal garçons/filles qui est de 1,05 à la naissance. S'il est vrai que la politique chinoise de l'enfant unique a été instaurée par Deng Xiaoping, il est absolument faux de dire que la politique de limitation des naissances en Chine date de la fin des années 1970. Dès 1956, et surtout dans les années 1960 après l'échec du « grand bond en avant » a été engagée une politique systématique de contrôle des naissances, au moyen de contraceptifs, de mariages tardifs et de pressions pour limiter la famille à deux enfants. Cette politique était le résultat de la croissance industrielle et agricole relativement faible qui faisait craindre aux dirigeants révisionnistes chinois un exode rural massif, ainsi que de la pression soutenue de la consommation alimentaire sur l'agriculture chinoise qui a tout juste réussi dans les années 1950-1970 à assurer le maintien du niveau de consommation moyen de grains par tête d'avant la révolution (malgré son caractère plus égalitaire).

Dans son ouvrage pro-chinois *La Chine en marche*, publié à New-York en 1962, Edgar Snow parlant de l'effort fait dans le secteur de l'éducation soulignait la crainte des dirigeants chinois de voir « l'économie chinoise ne pas pouvoir faire face à une telle masse non productive » si la population chinoise continuait à augmenter à un taux annuel voisin de 20 %.

Qu'est-ce qui différencie ces positions de celles d'autres régimes nationalistes bourgeois des pays dépendants ?

Absolument rien : ces conceptions malthusiennes des dirigeants révisionnistes chinois sont — est-il besoin de le souligner ? —, aux antipodes de celles défendues par les marxistes-léninistes soviétiques et albanais. Mais il est vrai que ce n'est pas tant la faute des révisionnistes chinois que des froides nécessités économiques et sociales qu'imposait la croissance d'un marché intérieur capitaliste en Chine !

La croissance annuelle moyenne de la population de l'UE et des USA était respectivement de 8 et 13 ‰ pour la période 1960-1970, de 4 et 10 % pour la période 1970-1995. En 2006, le TAN de l'UE n'était que de 0,1 ‰, celui du Japon de 0,2 ‰. Parmi les pays vieux pays impérialistes, les USA et la France sont les « mieux » lotis avec des TAN respectifs de 5,9 ‰ et 2,9 ‰. Durant la période 1960-1995, l'indice de fécondité était passé de 3,65 à 2,02 aux USA et de 2,59 à 1,43 dans l'UE.

Même la France, qui fait pourtant figure de « modèle démographique » vis-à-vis de ses voisins impérialistes, n'a pas pu éviter la baisse continue de son indice de fécondité qui se situe toujours aujourd'hui *en dessous* du seuil de remplacement des générations, et ce depuis 1973. On peut observer l'impact direct de l'environnement économique et social sur la démographie : si de 1945 au milieu des années 1970, l'âge moyen des mères à la naissance a baissé de manière continue de 29 à presque 26 ans, il a augmenté de manière non moins continue durant la période suivante, jusqu'à frôler 30 ans en 2000 !

L'Allemagne est à l'avant-garde du crash démographique. Depuis le début des années 1970, le TAN allemand est devenu négatif et les démographes bourgeois allemands se plaignent depuis cette époque qu'il y ait « plus de cercueils que de berceaux » ! L'indice de fécondité par femme est actuellement voisin de 1,3. D'après *l'Office fédéral de Statistiques*, le crash démographique est inévitable, quelles que soient les hypothèses envisagées : rien qu'en 2005 le déficit des naissances s'est monté à 143 000 personnes. Les démographes bourgeois estiment qu'avec un afflux annuel de 100 000 immigrés, la population allemande aura tout de même perdu 10 millions d'habitants en 2040. Même avec un flux annuel de 200 000 immigrés, elle baisserait de 5 millions.

Le 27 mars 2007, ARTE diffusait une émission où elle présentait la perspective du crash démographique en Allemagne, justifiant ainsi la loi adoptée par le Bundestag le 9 mars 2007, loi repoussant progressivement l'âge légal de la retraite à 67 ans de 2012 à 2029. En outre, le plafond du niveau des retraites sera abaissé de plus de 10 %. Cerise sur le gâteau, le ministre de l'économie a affirmé dans une interview donnée au *Spiegel*, qu'à l'instar de la Bundesbank il jugeait erroné le fait de vouloir « donner l'impression que l'âge de 67 ans pourrait être la fin de l'évolution ». La bourgeoisie allemande se ménage donc toutes les possibilités pour repousser encore l'âge légal de la retraite, au grand dam des syndicats réformistes qui ont accusé leur ministre de l'économie d'être un « pyromane social ».

Ce que craignent ces pompiers, c'est de ne pas être en mesure d'éteindre l'incendie révolutionnaire qu'allumera inévitablement le Capital...

Le Japon traverse une crise similaire. La population japonaise est caractérisée par une très forte homogénéité : en 2005 elle comptait moins de 2 millions d'étrangers sur une population de 127 millions d'habitants. Conjugué à un très bas taux de natalité, ce bas taux d'immigration induit une grave crise démographique caractérisée par une baisse absolue de la population et une forte proportion de personnes âgées : en 2006, les plus de 65 ans représentaient déjà 20 % de la population et en représenteraient 40 % en 2050 si l'indice de fécondité se maintenait au taux actuel. Dans ce cas, le Japon ne compterait plus que 90 millions d'habitants en 2050, soit 37 millions de moins qu'actuellement ! En 2003, il y avait quatre actifs pour financer un retraité, il n'en restera plus que deux pour payer la pension de trois retraités en 2050. La bourgeoisie japonaise met donc également à l'ordre du jour le recul de l'âge de la retraite (65 ans en 2013) et le réembauchage d'ex-retraités, de graves problèmes de financement des retraites, des dépenses de santé et de fiscalité se profilent déjà à l'horizon. Pas étonnant que dans ces conditions le Japon enregistre le plus fort taux de suicides des pays impérialistes : 0,24 ‰ en 2003, soit plus de 34 000 suicides, chiffre en augmentation constante.

Au Royaume-Uni, mais aussi aux USA, le recul de l'âge de la retraite est également programmé. Aux USA, il sera repoussé à 67 ans en 2022. Au Royaume-Uni, il sera repoussé à 65 ans en 2020 et tandis qu'avant le niveau des retraites se montait à 25 % du salaire des 20 meilleures années, il se montera à 20 % du salaire moyen des 49 années d'une carrière commencée à 16 ans et terminée à 65 ans.

Il faut remarquer que la crise démographique peut se trouver légèrement atténuée dans des pays impérialistes dont le caractère rentier est le plus exacerbé, tandis qu'elle est aggravée dans les pays impérialistes comme le Japon et l'Allemagne dont la principale force réside dans le commerce et l'industrie, où la baisse du niveau réel des salaires est donc la plus nécessaire pour maintenir leurs positions internationales. C'est pourquoi c'est dans ces pays que le crash démographique s'est produit le plus tôt et dans les proportions les plus aiguës.

La bourgeoisie aura beau multiplier les « aides » pour encourager les travailleurs à perpétuer leur race, l'aggravation des conditions économiques et sociales, la précarisation croissante de l'emploi, l'absence de perspectives à long terme décourageront *toujours d'avantage* les couples de travailleurs (à plus forte raison encore la jeune génération qui est la plus victime de ces phénomènes) d'avoir des enfants. La procréation sera toujours plus *tardive et réduite*.

En effet, si dans les économies arriérées, les enfants constituent rapidement une force de travail et surtout un capital-retraite pour les parents, dans les pays capitalistes développés, procréer nécessite avant tout beaucoup de moyens ainsi qu'un environnement économique et social stable... En outre, plus l'économie des pays impérialiste atteint un stade de putréfaction avancé, plus l'avenir semble bouché à la jeune génération. Dans le monde capitaliste et révisionniste, c'est en vain que l'on peut espérer « voir les énergies et les aptitudes de ses enfants canalisées dans la bonne voie », car ce sont les mécanismes économiques et sociaux eux-mêmes qui « **les dirigent vers une vie désœuvrée, vers le hachisch, la narcomanie, le suicide** ». <sup>510</sup> Seuls le marxisme-léninisme et la révolution socialiste « peuvent sauver les masses de la jeunesse de la dégénérescence politique et sociale où les conduit la bourgeoisie » et permettre à leurs énergies de s'épanouir « au service de la société et du progrès ». <sup>511</sup> Si la bourgeoisie des vieux pays impérialistes en déclin parvient encore souvent à éviter la baisse absolue de la population des métropoles impérialistes, c'est uniquement grâce au solde migratoire positif.

Ajoutée à la stagnation et à la baisse des salaires réels, la précarisation croissante de l'emploi aggravera nécessairement le déficit des naissances qui agira comme un facteur d'aggravation supplémentaire de la crise générale de l'impérialisme.

La crise démographique est un facteur objectif de l'aggravation de la crise économique générale du capitalisme, particulièrement dans les vieux pays impérialistes en déclin. Au problème général des marchés s'ajoutera de plus en plus celui du vieillissement de la population et de la population active, remettant ainsi en cause le système de sécurité sociale bourgeois-révisionniste financé par les travailleurs, du fait de la baisse de la proportion des actifs dans le total de la population. Cela amènera inévitablement à un accroissement inouï des contradictions entre le Travail et le Capital.

Ou bien les travailleurs parviendront à se mobiliser pour renverser le joug de l'exploitation salariée, ou bien le Capital en reviendra aux méthodes de l'esclavage, pressurant les travailleurs jusqu'à leur mort !

## **2° Les marxistes-léninistes et leurs tâches nationales et internationales**

« A côté de mérites de l'action du PCF, plusieurs erreurs opportunistes furent commises ». <sup>512</sup>

Nous ne sommes pas d'accord pour caractériser de « mérites » l'obtention d'acquis sociaux. Les marxistes-léninistes ne peuvent concevoir l'action du Parti communiste comme circonscrite à la lutte pour l'amélioration des conditions de l'esclavage salarié. Quelles étaient donc les « erreurs opportunistes » du P«C»F de Thorez ? « Electoralisme », « voie parlementaire pacifique », « penchants au nationalisme — L'Union Française avec les peuples coloniaux », etc. Pour l'URCF, « malgré ces déviations de droite, le PCF restait encore un grand Parti communiste » qui n'entamerait « un long processus de dégénérescence vers le réformisme » qu' « à partir de la fin des années 50 ». <sup>513</sup> Ce sont des appréciations assez similaires que défend la Coordination Communiste, si l'on exclut le fait que l'URCF estime que le P«C»F n'est plus réformable, alors que pour la Coordination Communiste « la lutte contre la mutation réformiste se mène à la fois à l'intérieur et à l'extérieur du PCF ». La Coordination Communiste définit ainsi le P«C»F comme « un parti de classe et de masse » qui « constitue un acquis essentiel du mouvement ouvrier en France ». <sup>514</sup> Si nous sommes d'accords pour dire que le P«C»F social-chauvin a effectivement toujours été « un parti de masse et de classe », ce ne peut être que sous la forme d'un Parti ouvrier bourgeois et en aucun cas sous la forme du Parti du prolétariat révolutionnaire ! Pour nous, au contraire, les « mérites » du P«C»F sont pour le moins secondaires, en regard de sa ligne opportuniste et révisionniste.

« Les dégâts opérés par le révisionnisme et le réformisme nécessiteront beaucoup d'efforts, d'éducation politique et de temps, pour construire un Parti Communiste révolutionnaire, sur une position de lutte des classes, anticapitaliste, internationaliste, continuateur du parti de Maurice Thorez et Jacques Duclos ». <sup>515</sup>

Nous sommes évidemment d'accords avec la première partie de cette phrase, à savoir l'existence de lourdes séquelles révisionnistes, mais nous divergeons absolument ensuite : nous ne voulons pas d'un Parti continuateur du P«C»F des années 1930-1950, ni « reconstruc-teur » <sup>516</sup> du P«C»F d'avant sa « mutation », nous voulons *créer* un Parti communiste véritable qui rompe avec le lourd passif révisionniste, social-démocrate et social-chauvin du P«C»F de Thorez et Duclos, comme condition de la véritable rupture avec le P«C»F social-démocrate de

Marchais, Hue et Buffet ! Les dégâts révisionnistes sont d'ailleurs particulièrement lourds au sein de la Coordination Communiste, à un point tel que ses dirigeants, tout en n'étant organisés en groupe interne au P«C»F que depuis seulement 1991 et n'ayant rompu qu'en 2000 (sur le plan organisationnel seulement et non idéologique), n'en estiment pas moins avoir quitté « les premiers le PCF » ! Les « premiers », seulement si l'on « oublie » que quatre décennies auparavant, de véritables communistes révolutionnaires avaient quitté le P«C»F de Thorez et Duclos (ou en avaient été exclus) pour des motifs bien plus profonds !... On peut également se demander légitimement dans quelle mesure la rupture sur le plan organisationnel est réelle, puisqu'en 2005 les dirigeants de la Coordination Communiste **souscrivaient** à une déclaration de la section du 15<sup>ème</sup> arrondissement de Paris du PCF dans laquelle était affirmé le fait « qu'il est illusoire d'imaginer reconstruire à l'heure actuelle un Parti communiste hors du PCF »<sup>517</sup>, dans la mesure où ils *la propageaient sans la combattre* ! Cela n'explique-t-il d'ailleurs pas beaucoup de choses des positions opportunistes et révisionnistes défendues par la Coordination Communiste au sein du CNU ? N'ont-elles pas été caractérisées par « l'ampleur des abandons théoriques » et « le vide des analyses » que la Coordination Communiste reproche au « PCF mutant » ?

Lénine et Staline soulignaient que dans le traitement de la question nationale, le prolétariat d'un pays impérialiste devait revendiquer et soutenir *concrètement* le droit de séparation des pays coloniaux et semi-coloniaux opprimés, sans quoi son internationalisme resterait vide et verbal, rendant impossible la solidarité de classe entre les ouvriers des nations opprimées et oppressives. Parallèlement, ils soulignaient la nécessité pour le prolétariat des pays dépendants d'établir l'unité totale et absolue avec le prolétariat révolutionnaire des pays impérialistes, et au premier chef avec le prolétariat de sa propre nation oppressive, sans quoi il était impossible de défendre la politique indépendante du prolétariat des pays dépendants face aux menées, trahisons et escroqueries de sa propre bourgeoisie nationale habituée à servir des mots d'ordre « anti-impérialistes » de libération nationale pour tromper les ouvriers.<sup>518</sup>

La pratique de plus d'un demi siècle de victoire du social-chauvinisme dans les pays impérialistes et du nationalisme bourgeois dans les pays dépendants a montré à quelle impasse conduisait l'écart vis-à-vis de cette ligne, aboutissant au maintien du statu quo capitaliste-impérialiste autant dans les pays impérialistes que dans les pays dépendants. Le cas du P«C»F est ici un cas d'école, comme nous allons le voir : quand il ne prêtait pas ouvertement son soutien aux visées coloniales et néo-coloniales de l'impérialisme français, il ne parvenait jamais à se hausser au dessus des poncifs de « l'internationalisme » vide et verbal dénoncés par Lénine et Staline, cet « internationalisme » n'étant d'ailleurs rien d'autre qu'une solidarité de classe « inter-révisionnistes », c'est-à-dire un soutien verbal accordé à aux partis nationalistes-bourgeois des pays dépendants qui se satisfaisaient du statu quo colonial et néo-colonial ! La phraséologie « internationaliste » des révisionnistes des pays impérialistes et dépendants ne sert qu'à cacher leurs actes de trahison au profit des exploités.

Il est évident que le P«C»F n'a pas perdu son caractère marxiste-léniniste sous la direction de Marchais, mais qu'il était déjà dans les années 1930 un *parti ouvrier bourgeois*, social-chauvin et révisionniste, luttant pour des « acquis sociaux » et des réformes sans jamais véritablement donner pour but stratégique de son travail la révolution socialiste, et donc sans jamais lutter pour l'affranchissement du joug

colonial des pays inclus dans la sphère d'influence de l'impérialisme français, social-chauvinisme et opportunisme. Ce n'est pas une question de détail, mais une question *essentielle*, avancée par Marx et Lénine comme point de rupture avec l'opportunisme, encore plus à l'époque de l'impérialisme où une poignée de pays économiquement puissants oppriment économiquement, politiquement et militairement les pays bourgeois plus faibles. Quand on a en vue les acquis sociaux, il faut d'abord comprendre qu'ils ne sont accordés *que grâce au pillage impérialiste*, sous ses formes pacifiques comme militaires. Le tableau des IDE le démontre de manière irréfutable : il n'est pas étonnant de voir que les pays impérialistes les plus « égalitaires » sont ceux qui disposent de davantage de capitaux à l'étranger ! Aussi, demander plus d'acquis sociaux sans lutter véritablement contre son propre impérialisme, sans mettre au premier plan la lutte pour l'affranchissement complet des pays dépendants exploités par sa propre bourgeoisie impérialiste, c'est chercher à corrompre le prolétariat d'un pays impérialiste en le faisant profiter des retombées de ce pillage. C'est donc nécessairement réformiste et révisionniste. La seule ligne révolutionnaire pour le prolétariat d'un pays impérialiste est de mêler cette lutte étroitement à la lutte contre son propre impérialisme, afin de le forcer à découvrir son jeu : à dévoiler au grand jour le fait que seule l'exploitation d'autres peuples lui permet d'accorder un certain mieux-être à ses propres travailleurs. Le P«C»F, lui, ni dans les années 1930-1940, ni au cours des suivantes, ne s'est guidé sur une telle ligne : au contraire, il a soigneusement cloisonné son travail national et international, l'amenant à prôner des formes de domination semi-coloniales. Et ce n'est pas un accident : la politique extérieure est le prolongement de la politique intérieure, aussi la trahison par le P«C»F de la seule solidarité internationaliste possible qui consiste à soutenir la lutte des peuples placés sous la domination de l'impérialisme et au premier chef de l'impérialisme français, reflétait parfaitement la trahison des thoréziens sur le plan intérieur, leur soumission à la bourgeoisie nationale impérialiste française et leur front commun contre « l'impérialisme américain ». La lutte du P«C»F se réduisait ainsi à demander plus d'acquis sociaux et à créer des municipalités communistes plus sociales. Mais c'était oublier que « sans la conquête du pouvoir de l'Etat par le prolétariat, avec le Parti en tête, ces communes ne pouvaient avoir une longue existence et furent éliminées par la bourgeoisie les unes après les autres ».<sup>519</sup> La délocalisation d'une partie croissante du tissu industriel y contribua grandement.

Il n'est donc pas étonnant de voir que dans la presse des révisionnistes (d'hier et d'aujourd'hui), la « lutte contre l'impérialisme » a la plupart du temps été réduite à la « lutte » contre les puissances impérialistes rivales de son propre impérialisme (l'impérialisme américain par exemple), et quand on prétendait lutter contre son propre impérialisme on en restait à de pieux vœux démocratiques-bourgeois s'insurgeant contre les « méthodes d'oppression militaires », tout en fermant les yeux devant le pillage « pacifique » des pays dépendants. Enfin, quand on arrivait à s'affranchir réellement des tendances sociales-chauvines, on en restait à la seule lutte contre les agressions coloniales, oubliant qu'aujourd'hui c'est le néo-colonialisme qui reste la politique impérialiste dominante.

Voyons donc quelques traits essentiels du *Parti ouvrier bourgeois* qu'était le P«C»F.

Était-ce une « erreur » ou un « accident », si la question de l'indépendance de l'Algérie était caractérisée par le P«C»F de « problème algérien », ou bien sa politique extérieure chauvine et anti-marxiste était-elle le reflet de sa politique

intérieure opportuniste et nationaliste ? Dans les cours qu'il dispensait en 1938 à l'Université ouvrière de Paris aux militants, Fajon disait « reconnaître le droit de libre disposition de la nation algérienne », mais estimait alors que l'exercice de ce droit dans les circonstances historiques d'alors « ne serait pas favorable aux intérêts du mouvement populaire mondial », cette séparation risquant alors selon lui de « favoriser les visées du fascisme hitléro-mussolinien en Afrique du Nord ». <sup>520</sup>

En 1938, on pouvait encore croire à sa bonne foi, alors qu'effectivement les fascistes avaient déjà affirmé leurs ambitions impérialistes sur le continent africain, mais en mai 1945, l'Afrique du Nord était depuis longtemps libérée des armées fascistes, l'Italie avait capitulé et l'Armée Rouge était aux portes de Berlin, le Reich signant l'acte de capitulation le 8 mai devant les soviétiques !

C'est dans ce contexte qu'il faut replacer les événements de mai 1945 à Sétif en Algérie. Emboîtant le pas à De Gaulle qui demandait de prendre toutes les mesures nécessaires pour « réprimer les agissements d'une minorité d'agitateurs », le P«C»F publia le 12 mai un communiqué qui déclarait qu' « **il faut tout de suite châtier impitoyablement et rapidement les organisateurs de la révolte et les hommes de main qui ont dirigé l'émeute** » au nom de la « **défense de la république française, métropole et territoires d'outre-mer, une et indivisible** ». Mais les social-chauvins se démasquaient ici de manière trop évidente, alors ils recoururent à leur vieil épouvantail fasciste ! Le **11 juillet**, Fajon déclara à la tribune de l'Assemblée nationale que « les tueries de Guelma et de Sétif sont la manifestation d'un complot fasciste qui a trouvé des agents dans les milieux nationalistes ».

De Gaulle n'en demandait pas tant : les « agitateurs » étaient devenus des « fascistes » ! Pourtant si en effet, la responsabilité de fascistes et de nationalistes ne faisait aucun doute dans ces massacres, il ne pouvait s'agir des patriotes algériens, mais bien de ceux qui massacraient ces derniers ! Le massacre était donc le fait de la bourgeoisie impérialiste fasciste française qui avait trouvé un puissant allié en la personne des nationalistes social-chauvins du P«C»F ! Comment justifier le massacre de dizaines de milliers de patriotes algériens à Sétif en mai 1945, avec la complicité active du P«C»F de l'époque, lequel en tant que Parti gouvernemental dénonça alors dans le mouvement indépendantiste algérien une « résurgence du fascisme » ? Par le risque de « renforcer » une Allemagne nazie qui agonisait ? La couleuvre n'est-elle pas un peu trop grosse pour être avalée ?

Eh bien non ! Mais deux ans plus tard, les social-chauvins se montrèrent plus honnêtes en faisant la lumière sur les véritables raisons de leur fusion avec la bourgeoisie impérialiste française :

« L'indépendance immédiate de l'Algérie préconisée par le Parti du Peuple Algérien (PPA) conduirait aux pires déboires. La situation actuelle de l'Algérie, pays colonial dont l'économie a été volontairement maintenue dans un état arriéré [*par qui d'autre que l'impérialisme français ? — V.G.*] le ferait immédiatement passer sous la coupe des trusts américains. « L'indépendance immédiate » n'est donc qu'un mirage, loin d'assurer à l'Algérie un avenir de liberté et de progrès, elle aboutirait inévitablement à la soumettre à des forces réactionnaires et coloniales qui sont assoiffées de débouchés et de peuples à asservir ». <sup>521</sup>

Une conclusion s'impose ici à la vue de tout véritable marxiste-léniniste : « à vomir ! » En bref, le P«C»F affirmait qu'étant donné que la faiblesse économique de l'Algérie, son indépendance resterait formelle et n'amènerait qu'à sa « colonisation » par d'autres puissances impérialistes. L'Algérie avait donc « tout à gagner » à rester placée sous la domination coloniale « progressiste » et quasi-philanthrope de

l'impérialisme français ! Il y avait du vrai là-dedans, dans la mesure où sans s'engager sur la voie du socialisme — ce qui pour les révisionnistes français était inconcevable dans un pays économiquement arriéré, puisque pour eux-mêmes la perspective de la révolution socialiste en France était un rêve brumeux éloigné —, la lutte des patriotes algériens ne pouvait qu'amener à la néo-colonisation de l'Algérie. Mais quoi d'autre que les **misérables ambitions de l'impérialisme français** et de ses serviteurs pouvait « justifier » le déni du droit du peuple algérien à l'autodétermination, dût cette autodétermination devenir purement formelle par la suite ? Au moins, cela aurait été l'occasion pour les travailleurs algériens de se persuader par leur propre expérience du fait que seul le socialisme pouvait leur apporter l'indépendance et la liberté véritables !

Ne peut-on d'ailleurs pas généraliser le raisonnement du P«C»F, afin qu'il puisse servir de fil directeur « internationaliste » non seulement à tous les partis social-chauvins, mais aussi à tous les pays impérialistes du monde ? « Sachez que la domination de nos concurrents impérialistes est pire que la notre, et votre économie est de toute façon trop faible pour que vous puissiez la développer seuls de manière indépendante, donc résignez-vous « démocratiquement » à continuer de traiter avec nous, ou bien... ! » C'est en effet l'argument « Massu », dans tous les sens du terme... Il est bon de rappeler que les années 1946-1947, qui voyaient les social-chauvins du P«C»F continuer de justifier leur politique *criminelle* en Algérie, virent également débiter la répression sanglante par l'impérialisme français des indépendantistes malgaches, et là encore, les « actions » du parti gouvernemental qu'était le P«C»F se réduisirent au strict minimum : à savoir quelques condamnations morales distribuées par-ci par là ! Il faut dire que pour le P«C»F comme pour les autres partis bourgeois de la IV<sup>ème</sup> République, « l'Union Française » était jugée comme « indispensable pour préserver la grandeur du pays » ! Résultat : selon les comptes officiels de l'état-major français, le nombre de victimes de l'impérialisme français, *colonialiste et fasciste*, a atteint le chiffre vertigineux de 89 000 morts à Madagascar durant les deux années de répression !

En 1947, s'inquiétant des « importantes participations américaines dans de nombreuses entreprises françaises » ainsi que de la pénétration de trusts américains comme Ford, General Motors, Thomson, etc., en France mais aussi « dans les territoires d'outre-mer, en Guinée, au Togo, en Guyane, à Madagascar, en Afrique du Nord, au Maroc, en Indochine », le chef des social-chauvins français clamait : « les américains veulent, ou bien liquider certaines de nos activités industrielles, ou bien s'en assurer le contrôle, et le profit » ; « les milliardaires américains veulent asservir notre pays ; ils veulent mettre un terme à notre indépendance économique et politique, à notre souveraineté nationale. Ils veulent faire de notre pays une semi-colonie du genre Portugal ou Chili ». Thorez, décidément prêt à en découdre avec le Capital... étranger, et désireux de « combattre pour la République et pour l'indépendance de la France » s'enorgueillissait ensuite de voir s'élever « ces français démocrates et communistes » « contre l'intégration de la France dans le camp impérialiste et anti-démocratique dirigé par l'Amérique ». <sup>522</sup> Quel pouvait être le caractère de classe de cette « démocratie » française, c'est une question que Thorez n'éclairait pas. Ce caractère était-il si fondamentalement opposé à celui de la « démocratie » américaine ?

Non, mais en « bon » social-chauvin, Thorez préférait une France « forte » et « indépendante », incluse dans une sorte de front (impérialiste) « progressif et démocratique », non hostile à l'URSS et exploitant « pacifiquement » ses propres

colonies, c'est-à-dire sans ambitions hégémoniques et annexionnistes à l'égard des voisins impérialistes, mais se contentant des méthodes « pacifiques » du semi-colonialisme... C'est cette optique, rendue possible une fois les révisionnistes khrouchtchéviens parvenus au pouvoir, qui valu à Khrouchtchev le ralliement immédiat de l'ex-« premier stalinien de France », trop content de pouvoir ranger au placard les simulacres « d'autocritiques » qu'il avait du faire dans les années 1930 devant le Komintern, puis en 1947, avec son homologue italien, face aux dures critiques qui leur avaient été adressées par le Kominform, concernant les illusions sur la prise de pouvoir par la voie pacifique ainsi que sur l'état « colonisé » des économies française et italienne. Ces parodies « d'autocritiques » n'avaient rien de sincère, car pas plus dans les années 1930 qu'en 1947 ou en 1948, ni par la suite d'ailleurs, le P«C»F et le P«C»I ne parvinrent à s'arracher du marais gouvernemental et social-chauvin dans lequel ils s'étaient embourbés. Assurément, l'aile anti-américaine de la bourgeoisie impérialiste française avait *toutes les raisons* de se retrouver dans le programme du P«C»F !

En 1948, les révisionnistes français voyaient « chaque jour plus clairement » que « le dessein de l'impérialisme américain » était « d'accentuer la colonisation de notre pays », dénonçant les « entreprises mixtes », les « investissements conjoints de capitaux locaux et américains » ainsi que le recours aux « formes traditionnelles de pénétration impérialiste (emprunts publics et à des entreprises privées, contrôle du commerce extérieur, concessions de services publics, banques et compagnies d'assurance) », comme aboutissant à « aggraver l'exploitation de notre pays » !<sup>523</sup>

En 1950, les révisionnistes français voyaient dans la pénétration du Capital étranger allemand dans l'industrie minière et métallurgique française « une politique antinationale de colonisation de la France ».<sup>524</sup>

Bref, toute tentative d'immixtion du Capital provenant d'autres pays impérialistes était assimilée à du « colonialisme » et à un « renforcement de l'exploitation des travailleurs français » ! Il est vrai que l'idéal nationaliste-chauvin du P«C»F était celui de tous les « démocrates » bourgeois et de tous les social-chauvins : non pas l'abolition de toute exploitation, mais l'abolition de l'exploitation par le Capital étranger au profit de l'exploitation « modérée » des travailleurs par le « Capital local » ! (Ici, Mao n'est pas loin non plus...) Si on doit « féliciter » les social-chauvins français d'avoir vu dans l'interpénétration des capitaux dans les pays impérialistes une menace aboutissant « à transformer la France en un pays colonisé », on doit se demander pourquoi ces brillants « marxistes-léninistes » étaient incapables de voir dans ces mêmes méthodes une politique de pillage impérialiste, quand c'est « la France » — c'est-à-dire l'impérialisme français — qui les appliquait à une large échelle pour exploiter ses colonies attitrées, au besoin en employant la force quand les patriotes de ces pays cherchaient à combattre le joug de l'impérialisme français ! Ou bien alors les méthodes coloniales et néo-coloniales étaient-elles acceptables quand c'est l'impérialisme français qui en usait pour lutter contre les ambitions hégémoniques de l'impérialisme américain et maintenir intactes ses zones d'influence ?

Si l'on regarde **objectivement** la politique du P«C»F, non pas celle du P«C»F des années Marchais, mais celle du P«C»F des années Thorez (1930-1950), a-t-on le droit de dire autre chose de ce Parti, qu'il était — malgré son caractère de masse et tout le verbiage prosoviétique dont il usait pour tenter de masquer sa ligne de trahison permanente —, autre chose qu'un paravent de la bourgeoisie impérialiste française contre la révolution socialiste en France et dans les colonies de

l'impérialisme français ? Remarquons au passage que les révisionnistes d'aujourd'hui, avec une certaine constance, usent aussi du verbiage révolutionnaire pro-castriste pour masquer leur trahison des tâches révolutionnaires ; mais pour leur malheur, ils s'appuient sur des cliques bourgeoises-compradore qui les démasquent, tandis que dans les années 1930-1940, les thoréziens avaient au moins l'intelligence de mettre en avant un véritable pays socialiste...

Il est aujourd'hui très facile de défendre l'URSS de Staline *en paroles* et de dénoncer les mensonges les plus grossiers déversés par la bourgeoisie sur le socialisme. Il est tout aussi facile de soutenir dans le même temps *sans aucun esprit critique* les régimes qui aujourd'hui encore se *réclament* du socialisme, donnant à ceux qui en font l'éloge un vernis « radical » agissant comme « caution morale » internationaliste et révolutionnaire.

« Pour sa part, le PRCF continuateur de la tradition internationaliste des communistes français réaffirme sa solidarité pleine et entière avec la Révolution cubaine et ses sentiments d'affection au Président de Cuba socialiste Fidel Castro ». <sup>525</sup>

Qu'est-ce que cet « internationalisme » qui soutient des pseudo-pays socialistes contre « l'empire Yankee » et qui dans le même temps tait les pratiques coloniales et néo-coloniales de l'impérialisme français ?

Nous laissons donc au PRCF assumer la continuité de cette tradition « internationaliste » des révisionnistes social-chauvins du P«C»F !

Comment se peut-il qu'un parti qui, au sortir de la Seconde Guerre Mondiale impérialiste, alors qu'il était le premier parti politique de France, se soit contenté comme « soutien internationaliste » de condamner (le plus souvent verbalement) les guerres coloniales engagées par l'impérialisme français en Algérie, en Indochine, à Madagascar, etc., alors même que durant la période 1945-1947, il faisait partie du gouvernement impérialiste français ? Comment se fait-il que les « protestations communistes » fussent le plus souvent réduites à des « protestations verbales » et à des « marches pour la paix », alors que les patriotes et les communistes des pays coloniaux sous domination française versaient leur sang pour conquérir leur liberté ? N'était-ce pas là l'occasion pour le P«C»F, s'il avait réellement été un parti communiste révolutionnaire, de pousser tous ses militants à dénoncer les méthodes colonialistes *fascistes* du gouvernement gaulliste afin de démasquer et de briser la légalité bourgeoise en dressant le prolétariat français dans cette lutte, au lieu de se contenter d'affirmer que la Guerre en Indochine « coûtait cher à la France » — dans le but évidemment d'encourager l'impérialisme français à devenir raisonnable et à lui-même y mettre fin ? Assurément, mais le P«C»F était un parti « ouvrier » opportuniste, de *conciliation de classe*, infecté par le social-chauvinisme et le nationalisme bourgeois ! <sup>526</sup>

Que d'hypocrisie, de pourriture et de putréfaction dans le pseudo-internationalisme de façade du P«C»F ! En effet, la perspective de domination de l'Algérie par « la « démocratie » qui permet le lynchage des noirs » (c'est-à-dire les USA), pouvait-elle être pire que celle de l'impérialisme français qui seulement deux années auparavant avait massacré des dizaines de milliers de patriotes algériens et qui allait quelques années plus tard continuer sa « mission civilisatrice » au moyen d'une énième vague de terreur et de répression ? L'impérialisme américain, s'il n'hésitait pas à employer les méthodes fascistes coloniales, savait également employer les méthodes « démocratiques et pacifiques », celles du commerce, des investissements et des « aides », surtout lorsqu'il s'agissait de ravir ses zones

d'influence à un rival. Dans le cas de l'Algérie, il est évident que la domination de l'impérialisme américain ne pouvait être que moins brutale que celle de l'impérialisme français qui défendait avec hargne « son » bout de gras ! Dans sa lutte aux côtés de l'impérialisme français contre l'indépendance algérienne, le P«C»F possédait une officine en Algérie, le P«C»A, détenu par les colons français, et dont les positions lui servaient à justifier la répression du mouvement indépendantiste. En guise « d'indépendance algérienne », les chauvins français et leurs homologues comprador n'avaient à proposer comme « alternative » aux méthodes colonialistes fascistes des gaullistes (méthodes qu'ils avaient à l'occasion eux-mêmes soutenues !) que la substitution des méthodes « démocratiques et pacifiques » du néo-colonialisme, arguant que l'Algérie était une « nation en formation » qui gagnerait à « s'élever à la qualité de territoire associé dans l'Union Française » !<sup>527</sup>

Quelle « qualité » d'association remarquable : dans la parodie d'assemblée créée par l'ordre colonial en 1947, où les pouvoirs décisionnels avaient été amputés par l'administration coloniale française, un million de pieds noirs avaient autant de représentants que les 9 millions d'algériens restant ! L'apartheid à la française, en somme ! L'Inde du Commonwealth britannique ne pouvait-elle pas être non plus classée dans cette catégorie des « nations en formation » ayant tout à gagner à se laisser piller ?!

En 1925, au moment de la guerre du Maroc, alors que le PCF venait d'amorcer son processus de bolchevisation et qu'il n'avait pas encore abandonné les positions marxistes-léninistes, Thorez qui n'était pas encore à la tête du PCF et qui devait encore faire ses preuves, définissait la lutte anti-impérialiste comme ne devant surtout pas se limiter à « une lutte en paroles, en applaudissements, en discours », mais à une lutte « dans les actes », des actes tels que « le boycottage de la fabrication et du transport du matériel de guerre, le boycottage du transport des troupes » visant à « essayer, sous la responsabilité des organisations syndicales et du Comité central d'action, d'entraver par tous les moyens la continuation de la guerre impérialiste. C'est ensuite la préparation du mouvement de grève générale ». <sup>528</sup> En décembre 1932, avant la tentative de coup d'Etat fasciste de 1934, Thorez se tenait encore sur des positions marxistes-léninistes, affirmant lutter pour « l'indépendance totale des colonies et leur évacuation par les troupes françaises ». <sup>529</sup> En 1936, une fois intégré au Front populaire auquel *tout* était subordonné (les principes marxistes-léninistes y compris), il ne restait plus une seule trace de la lutte anti-impérialiste dans le programme du P«C»F ! Devenu parti gouvernemental, il préférait désormais demander l'application de politiques keynésiennes — « la réalisation d'un véritable programme de grands travaux afin d'obtenir la résorption du chômage » —, et se proposait de combattre « le déclin des équipes sportives françaises dans les compétitions internationales » en réclamant 1 milliard de francs supplémentaire pour les œuvres sportives !<sup>530</sup>

N'y avait-il pas des priorités plus essentielles que la « grandeur » sportive de la France au moment où frappait la crise économique ? Il est vrai qu'ainsi, il ne risquait pas de se mettre à dos la bourgeoisie française !

Le triomphe du social-chauvinisme et d'une politique de conciliation de classe allait se traduire au sein du P«C»F par sa volonté de « réconcilier le drapeau tricolore et le drapeau rouge » ainsi que de la « Marseillaise et l'Internationale », qui aboutissait à faire fusionner la révolution bourgeoise avec la révolution socialiste pour mieux se dérober à la seconde. Le P«C»F visait non pas à renverser le capitalisme, mais se donnait pour but « d'inspirer notre œuvre de réconciliation

nationale contre les 200 familles » et « de faire une France libre, forte et heureuse » !<sup>531</sup> On a ici tous les ingrédients d'une déviation opportuniste constituée en un large front « anti-monopoliste » fourre-tout dans lequel le P«C»F avait autodissout son identité communiste. Ce slogan du joug des « 200 familles » illustre mieux que tout l'esprit de capitulation du P«C»F et sa volonté de mystifier les travailleurs.

Si vraiment la réaction bourgeoise et fasciste empêchant de construire « une France libre, forte et heureuse » se ramenait à « 200 familles » ultra-riches, le P«C»F devait être un bien piètre agitateur pour ne pas être parvenu à renverser le pouvoir de cette caste oligarchique !

Il ne faut pas être étonné que la victoire de l'opportunisme en politique intérieure ait engendré la victoire du social-chauvinisme en politique extérieure : en 1936, la lutte anti-colonialiste était devenue taboue, et ce sous le mauvais prétexte de ne pas fournir des armes au fascisme. Un tel repli pourrait encore se concevoir, si il était ponctuel et répondait à des exigences tactiques, si à un instant donné il avait fallu faire face à un assaut brutal de la réaction et consolider les positions acquises avant de reprendre l'offensive. Mais imagine-t-on que cette position puisse devenir une ligne politique inamovible, comme elle l'a été de manière incontestable pour le P«C»F, de manière jamais démentie depuis 1934 ? L'admettre serait permettre à la bourgeoisie, dès qu'elle se sent menacée, de pouvoir agiter le spectre du fascisme pour faire reculer les communistes, les encourageant à briser eux-mêmes tout élan de la lutte révolutionnaire pour préserver à tout prix la « démocratie » bourgeoise « en péril » !

Nul doute que dans ces conditions, la bourgeoisie ne serait jamais inquiétée par cette espèce de « front anti-fasciste », et que lorsqu'elle l'estimerait nécessaire sur le plan national ou international, elle opérerait le plus facilement du monde pour le fascisme, sans rencontrer de grande résistance populaire ! N'est-ce pas justement ce à quoi a aboutit l'utilisation opportuniste et capitularde du Front populaire par le P«C»F en 1939 ?

Si en 1936, c'est-à-dire 2 ans après la tentative avortée de coup d'Etat fasciste, Thorez évoquait de manière démagogique les « revendications légitimes des peuples coloniaux » en les enveloppant d'un sentimentalisme abject d'un curé, il montrait vite ce qu'il entendait par la « libre disposition » et le « droit à l'indépendance » de l'Algérie, du Maroc, de la Tunisie et de l'Indochine, en ne réclamant pour eux que le statut de semi-colonie : « le droit au divorce ne signifie pas l'obligation de divorcer » d'autant plus que « l'intérêt des peuples coloniaux est dans leur union avec le peuple de France ». Belle « union populaire » que cette « union » réalisée à travers les fils de l'oppression et du pillage impérialistes ! Thorez ne voulait rien d'autre que « créer les conditions de cette union libre, confiante et fraternelle des peuples coloniaux avec notre peuple » comme le moyen de « travailler à remplir la mission de la France à travers le monde » !<sup>532</sup> Ici, le social-chauvinisme se démasque intégralement en soutenant ouvertement la « mission civilisatrice » et « pacifique » de l'impérialisme français ! Nous imaginons sans mal ce que Lénine aurait dit de ces « unions » inter-peuples préconisées par les social-chauvins thoréziens ! Mais comme les peuples de ces pays n'étaient pas satisfaits de leur condition d'esclave, que les colons continuaient à avoir tous les droits et les indigènes aucun, ils ne se satisfirent jamais des prêches de la cinquième colonne thorézienne de l'impérialisme français.

Ces prêches « démocratiques » et « pacifiques » furent d'ailleurs intégralement démasqués dans les années 1945-1946, quand il devint impossible aux social-chauvins de continuer à agiter la menace fasciste — de manière un tant soi peu crédible — pour justifier le maintien de l'empire colonial français. La réponse donnée aux patriotes algériens et malgaches se résuma alors au langage des armes, et ce n'est pas exagéré de dire que pour le P«C»F, tournant le regard vers sa propre expérience récente, c'étaient les peuples coloniaux qui étaient eux-mêmes responsables de la politique répressive de l'impérialisme français : n'avaient-ils pas en effet poussé le bouchon un peu trop loin en réclamant l'égalité *de facto* et en n'abandonnant pas leurs revendications au moment où ils voyaient que l'impérialisme français n'était pas prêt à les leur accorder ?...

Ces conceptions coloniales et néocoloniales des social-chauvins du P«C»F n'étaient-elles d'ailleurs pas directement héritées des conceptions coloniales d'Hugo qui, le 18 mai 1879, débâtait impudemment et sans honte ses idées réactionnaires *au cours d'un banquet commémoratif de l'abolition de l'esclavage ?!* Oui, mais à cette différence que Hugo était un bourgeois honnête :

« Déjà les deux peuples colonisateurs, qui sont deux grands peuples libres, la France et l'Angleterre, ont saisi l'Afrique (...) Allez, Peuples ! Emparez-vous de cette terre. Prenez-la. À qui ? À personne. Prenez cette terre à Dieu. Dieu donne la terre aux hommes, Dieu offre l'Afrique à l'Europe. Prenez-la. Où les rois apporteraient la guerre, apportez la concorde. Prenez-la, non pour le canon, mais pour la charrue ; non pour le sabre, mais pour le commerce ; non pour la bataille, mais pour l'industrie ; non pour la conquête, mais pour la fraternité. Versez votre trop-plein dans cette Afrique, et du même coup résolvez vos questions sociales, changez vos prolétaires en propriétaires ». <sup>533</sup>

La bourgeoisie française prit sa part de terres en Afrique, déterminée à éviter à tout prix la révolte sociale, mais contrairement aux phrases hugoliennes « la charrue, le commerce et l'industrie » eurent bientôt à nouveau besoin « du canon, du sabre et de la bataille » pour maintenir les anciens esclaves dans leur condition néo-esclavagiste et pour les conserver sous le joug de l'impérialisme français et non de ses concurrents ! Ainsi, le maintien de la « concorde » nécessita l'usage de la « guerre » ! (Le propriétaire d'esclaves n'usait-il d'ailleurs pas lui aussi à l'occasion du fouet pour maintenir la « concorde » sur ses terres ?) Le P«C»F, fidèle à Hugo, affirmait également naïvement que l'exploitation des pays dépendants placés sous domination française pouvait se réaliser de manière pacifique, pour le profit mutuel... Mais les social-chauvins, infiniment moins marxistes qu'Hugo, « oublièrent » le but social recherché par l'impérialisme français. Aussi Lénine avait-il mille fois raison de remarquer que

**« La parenté politique et idéologique, la liaison, l'identité même de l'opportunisme et du social-nationalisme, ne font absolument aucun doute ».** <sup>534</sup>

Pour les marxistes-léninistes, il a toujours été évident que la politique extérieure était le reflet de la politique intérieure. <sup>535</sup> Rien d'étonnant donc, à ce que ces social-chauvins se soient toujours contentés « de mettre en pratique » leur formule « faire payer les riches ». <sup>536</sup>

Aujourd'hui les « communistes » petit-bourgeois (P«C»F, «LO», L«CR»), malgré leurs divergences secondaires, ne disent d'ailleurs toujours rien de plus ! Rien d'étonnant non plus à ce que lorsque Thorez et Frachon se rendirent à Moscou en décembre 1933, ils furent étonnés et durement critiqués par André Marty, délégué permanent auprès du Komintern, qui n'eut de cesse de dénoncer les illusions

démocratiques et parlementaires de la direction française. Les thoréziens firent leur « autocritique » à plusieurs reprises, devant même accepter que Marty vienne contrôler *l'Humanité*, mais ils n'attendaient qu'une chose : un changement dans le cours des événements qui leur permette d'exprimer à nouveau *librement* leurs idées de « réconciliation nationale ». Ce contrôle ne permit jamais de mettre le P«C»F sur les rails du marxisme-léninisme et du combat pour la révolution socialiste, il aurait fallu pour cela que les thoréziens en fussent épurés, il ne permit que d'abaisser le niveau d'activité du volcan révisionniste ! Les révisionnistes thoréziens s'affranchirent donc de ce « contrôle » mou à la première occasion : dès 1947, Marty fut facilement marginalisé au sein du bureau politique du P«C»F et en fut exclu en 1952, sous l'accusation d'avoir été un « agent de la police ». Cette accusation pourrie et sans aucun fondement — vu le passé politique de Marty — portée par Fajon et appuyée par Thorez ainsi que Duclos était tout aussi probable que le fait que la direction du P«C»F ne fut pas écrasée sous le poids des préjugés démocratiques-bourgeois et social-chauvins ! En fait, il était hors de question que Marty puisse jouer un rôle actif au sein du Kominform qui venait de se constituer car la ligne de trahison des thoréziens aurait pu apparaître trop manifeste : il fallait lui substituer l'action de diplomates aguerris, rompus au jeu de « l'autocritique » et du repentir.

En 1962, alors qu'il était de mode de critiquer Staline, Thorez — qui était aussi piètre philosophe qu'il était ignorant en économie politique —, se permettait de critiquer « les erreurs philosophiques de Staline » en s'appuyant sur les travaux révisionnistes de Garaudy. Ainsi, Thorez s'élevait « contre le dogmatisme, contre l'esprit doctrinaire et scholastique » puis essayait d'opposer Lénine à Staline, ce dernier ayant selon lui « considéré Hegel d'un point de vue étroit, en oubliant les recommandations de Marx, d'Engels et de Lénine sur la nécessité d'étudier sa dialectique et de la réinterpréter. Ainsi il a joué un rôle négatif : il a rendu plus difficile l'étude du matérialisme dialectique ». <sup>537</sup> Ces calomnies grossières, qui s'inscrivent dans la lignée des falsifications bourgeoises-révisionnistes « classiques », ne trompent aujourd'hui plus aucun marxiste-léniniste ! Tous les travaux théoriques et les réalisations pratiques de Staline sont en effet pénétrés de l'esprit matérialiste dialectique ! Mais pouvait-on attendre autre chose d'un « communiste » qui affirmait en 1956 du 20<sup>ème</sup> Congrès du PCUS qu'il « a démontré la fausseté de l'opinion de Staline d'après laquelle la lutte de classes devrait s'aggraver en URSS au fur et à mesure des succès dans la construction du socialisme », cette « thèse erronée engendrant de graves atteintes à la démocratie du Parti et à la légalité soviétique elle-même », d'un « communiste » qui en 1961 louait « la critique courageuse du culte de la personnalité » avant de se féliciter qu'en juillet 1957 ait été « mis un terme à l'activité fractionnelle du groupe anti-parti qui freinait l'application de la ligne fixée par le 20<sup>ème</sup> Congrès et qui voulait ramener en arrière le Parti et le peuple soviétiques », et enfin d'un « communiste » qui concluait que le mouvement communiste international « allait de succès en succès » ? <sup>538</sup> Quel drame cela aurait signifié pour le libre-épanouissement des « énergies créatrices » des thoréziens et des autres révisionnistes, si les khrouchtchéviens n'avaient pas réussi leur putsch, si même *l'ombre* du marxisme-léninisme n'avait pas été anéantie !

Plus tard, au cours de sa « mutation », le parti ouvrier bourgeois qu'était le P«C»F devint un parti bourgeois social-démocrate « de gauche » abandonnant progressivement les bribes de phraséologie marxiste dont il s'enveloppait encore pour cacher sa trahison. Ce qui resta parfaitement constant au cours de ce processus, ce sont ses pratiques politiques réformistes et social-chauvines.

Comme le remarquaient les camarades de *La voie du socialisme*, « aucune justification d'ordre "géopolitique" ou "conjoncturelle" ne peut justifier la présence française » dans les pays dépendants, sinon la poursuite de la « vieille politique coloniale de l'impérialisme français ». Cette politique impérialiste, remarquaient-ils ensuite, remporte l'assentiment « de tous les partis politiques français », les seules divergences portant sur « les méthodes à utiliser » pour assurer cette domination : « l'extrême gauche » ne s'opposant aux interventions militaires que « parce qu'il est souhaitable de négocier », la politique « néo-coloniale » étant jugée préférable. Le P«C»F de Marchais, justifiant l'intervention armée de l'impérialisme français au Tchad, perpétuait ainsi la « tradition colonialiste de Mollet et du soutien "critique" de Thorez ». Ils insistaient ensuite sur le rôle joué par Mitterrand dans le tournant vers néo-colonialisme, ce qui n'empêchait pas ce dernier, quand le besoin s'en faisait sentir, de se révéler « un colonialiste acharné ». <sup>539</sup>

Dans un autre article, ils démontraient comment les dirigeants social-chauvins du P«C»F n'hésitaient pas à justifier l'exportation de capitaux dans la sphère d'influence de l'impérialisme français, ces pays ayant soi-disant intérêt « à développer des échanges libérés de la contrainte du dollar et des multinationales ». Pour le P«C»F, en effet, on ne peut pas « schématiser au point de dire que tout achat de matière première aux pays en voie de développement est un pillage de leur richesse et que toute fourniture de produits industriels élaborés s'oppose à leur développement puisque non produits par leur propre industrie » ! Et les camarades de *La voie du socialisme* de souligner non sans ironie que « la petite cohabitation entre le PS et le PCF » reflétait « la grande cohabitation entre les dirigeants révisionnistes et la bourgeoisie impérialiste française » ! <sup>540</sup>

La domination de l'impérialisme français en Afrique n'est pas « meilleure » que celle de ses concurrents : le Mali, le Togo, le Burkina Faso, le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Tchad, la Mauritanie, le Niger et le Sénégal comptent d'ailleurs parmi les pays les plus pauvres du monde où l'immense majorité de la population (de 70 à plus de 90 %) est employée dans un secteur agricole arriéré incapable d'assurer la subsistance, et où l'industrie se résume à quelques industries de transformation des produits agricoles et à quelques bribes d'industrie légère et d'industrie extractive ! La dette extérieure du Mali est passée de 1,07 à 2,74 milliards d'euros entre 1992 et 2005 malgré un « allègement » de la dette d'un montant de 198 millions de dollars pour les années 2000-2005. Le service de la dette extérieure, lui est passé de 66 à 148 millions d'euros durant la période 1998-2005. Chez les impérialistes, ces « allègements » servent à acheter la soumission la plus complète des cliques bourgeoises-compradore des pays dépendants : c'est dans cette optique que le 10 juin 2005, les ministres des finances du G8 ont bruyamment annoncé un maigre allègement de la « dette du Sud » de 40 milliards de dollars sur... 2 500 milliards de dollars.

En 1966, dans un discours dénonçant la guerre du Vietnam — qu'avait donc fait l'impérialisme français en Indochine dans les années 1945-1954 ? L'hôpital se fout régulièrement de la charité chez les impérialistes ! —, le serviteur exemplaire de l'impérialisme français qu'était De Gaulle avait émis l'idée d'une « troisième voie à la française » jouant sur la rivalité inter-impérialiste entre les USA et l'URSS révisionniste et surfant sur la vague du « non-alignement ». Concrétisant cette directive, Mitterrand utilisait un langage tiers-mondiste et droit-de-l'hommeiste revendiquant l'avènement d'un « nouvel ordre économique mondial ». Mais chez les impérialistes, il ne faut jamais se fier aux discours hypocrites :

« Dès novembre 1981 en fait, au sommet franco-africain de Paris, Mitterrand démontra d'une manière cinglante que les peuples d'Afrique ne se verraient pas adresser le même discours que ceux d'Amérique latine, où les intérêts de la France sont quasi inexistants ». <sup>541</sup>

L'impérialisme français continua donc de soutenir des cliques fascistes-compradore à sa botte pour maintenir sous son joug ses colonies tandis qu'il se posait en défenseur des « droits de l'homme » quand il lorgnait du côté des cliques bourgeoises-compradore sous la domination d'autres puissances impérialistes. Si en 1984, l'impérialisme français faisait stationner 32 000 de ses soldats hors de France, en 2006 ils étaient 36 000, dont 4 700 au Tchad et en Côte d'Ivoire et 16 500 dans les DOM-TOM. En comparaison, l'impérialisme britannique ne faisait stationner « que » 14 700 soldats à l'étranger en 2006. Dans le même temps, les effectifs de la FAR (Force d'Action Rapide) ont été portés de 47 000 à 60 000 hommes, prêts à intervenir à n'importe quel moment sur les « théâtres d'opérations extérieures ».

Ces soldats de l'impérialisme français ne sont pas autre chose que des mercenaires, tant de par le caractère d'armée de métier que par la multiplication de leur solde par 2,5 lorsqu'ils sont envoyés à l'étranger, les faisant ainsi obéir aveuglément aux ordres de leur hiérarchie. Les forces armées de l'impérialisme français sont actuellement présentes au Liban, en Yougoslavie, en Afghanistan, au Libéria, au Burundi, en Ethiopie, au Gabon, au Sénégal, etc., soit dans le cadre du maintien de son pré carré colonial en Afrique et dans les DOM-TOM, soit dans le cadre d'interventions inter-impérialistes « concertées », afin d'y assurer les intérêts des investisseurs français.

Alors nous devons dire ouvertement que la « mission civilisatrice de la France » ne vaut pas mieux que la « lutte contre le terrorisme des USA », la seule différence ne se situant pas sur le plan qualitatif, ces puissances impérialistes ayant toutes des visées expansionnistes hostiles, mais sur le plan quantitatif étant donné que la bourgeoisie impérialiste française doit faire « en fonction de ses moyens », d'autant que sur le plan militaire elle n'est pas de taille à rivaliser avec l'impérialisme américain : elle préfère donc quand c'est possible employer les méthodes de domination semi-coloniales et soutenir des régimes fantoches indigènes locaux.

Aussi un Parti communiste marxiste-léniniste doit *exiger* le retrait des troupes et des « conseillers » français dans les DOM-TOM ainsi qu'en FrancAfrique, et doit appuyer *sans réserve* le droit des peuples et des travailleurs des pays semi-colonisés, à exproprier *sans la moindre indemnité* le Capital de la bourgeoisie impérialiste française, en les assurant que si notre propre impérialisme tente d'empêcher ceci en employant les méthodes fascistes du colonialisme, nous ferons *tout notre possible* pour empêcher l'envoi de troupes et de matériel et dresser la classe ouvrière et le peuple de France contre leur propre bourgeoisie, afin de mettre en échec ses interventions militaires.

Marxistes-léninistes, nous soutenons et appuyons donc la lutte des peuples et des travailleurs des pays impérialistes contre le joug colonial et néo-colonial de l'impérialisme mondial, et donc au premier chef la lutte des pays dépendants placés sous le joug de notre propre impérialisme.

Nous devons y dénoncer non seulement les ingérences armées de types coloniales (intervention armée directe et soutien matériel et financier à des potentats compradore locaux), mais aussi la domination de type néo-coloniale comme les pressions politiques et économiques ainsi que le joug exercé par le Capital monopoliste français sur leurs économies.

La tâche des marxistes-léninistes en France aujourd'hui, n'est pas de « re-crée » un Parti Communiste Révolutionnaire, car ce Parti, *il faut être lucide (ou honnête)*, n'a *jamais* existé — tout au plus peut-on dire que durant la brève période 1925-1934, le PCF s'était engagé dans un processus de bolchevisation que le danger fasciste vint hélas interrompre en réactivant de lourdes tendances opportunistes —, mais de le créer ! Et ça n'est pas en continuant de brandir le drapeau tricolore avec tous les oripeaux opportunistes et social-chauvins l'accompagnant que l'on y parviendra : il ne pourra sortir rien de bon d'un drapeau qui symbolise la répression coloniale et fasciste pour nos camarades des pays inclus dans la sphère d'influence de l'impérialisme français. Le drapeau des marxistes-léninistes, à plus forte raison encore dans un pays impérialiste, ne peut-être que le drapeau rouge, celui de la révolution socialiste ! Mais le rejet du social-chauvinisme, s'il est nécessaire, est pourtant insuffisant. Il est possible, tout en l'ayant rejeté, de perpétuer des déviations révisionnistes économistes et spontanéistes, à l'instar des camarades du PCOF depuis bientôt trois décennies.

Assurément, des camarades ayant rompu avec le P«C»F ont opéré des analyses critiques de fond, comme en témoigne la ligne directrice de l'URCF « accusons le capitalisme », consciente du grand danger de l'économisme :

« ... cet économisme consiste à se situer exclusivement sur le terrain propre aux syndicats, à s'en tenir aux seules revendications sociales, réalisables sous le capitalisme. « Taxer le capital », « faire payer les riches », « partage des richesses » autant de mots d'ordres qui, déconnectés de la dénonciation et de la lutte anti-capitaliste, peuvent avoir pour effet de placer le parti ou l'organisation communiste dans le cadre exclusif des rapports de production capitalistes, dans l'aménagement social du système d'exploitation ». <sup>542</sup>

C'est un positionnement politique important que de se donner clairement comme objectif de relier les luttes quotidiennes à la perspective générale de la révolution socialiste. Les axes de l'application de cette stratégie se traduiraient ainsi comme cela :

« Elle [la classe ouvrière] peut, dans un front uni anti-capitaliste, conduire la bourgeoisie à des reculs, l'obliger à satisfaire ses revendications (augmentation de salaires, arrêt des licenciements et des fermetures, droits démocratiques...) et se placer ainsi dans une position de force lui permettant d'affronter l'Etat et de poser la question de son renversement ». <sup>543</sup>

Mais si cette ligne paraît juste *en théorie*, il ne faut pas faire abstraction des conditions économiques et sociales concrètes qui peuvent rendre erronée cette tactique. Durant la période 1945-1973, l'impérialisme français était encore dans une phase ascendante, qui se traduisait par un renforcement de sa puissance économique et par une croissance numérique de la classe ouvrière, chose que l'URCF n'ignore pas puisqu'elle souligne « une désindustrialisation relative depuis les années 1970 ». Ce mouvement marquait la fin des « trente glorieuses » et de « l'Etat providence ». Cependant, la désindustrialisation n'est aujourd'hui plus relative, mais absolue, comme en témoigne l'évolution récente de la production d'acier : durant la période 2000-2005, la production d'acier du Royaume-Uni, de la France et de la Belgique réunies a baissé de plus de 4 millions de tonnes, soit d'environ 10 %. Celle de l'Allemagne a stagné, et seuls des pays comme l'Italie, l'Espagne et le Portugal, où le coût de la force de travail est inférieur, sont parvenus à augmenter leur production (+ 5 millions de tonnes). Dans le même temps, la production d'acier russe et ukrainienne est passée de 91 à 105 millions de tonnes, soit une hausse d'environ

15 %. Nous ne nous étendrons pas sur l'industrie manufacturière où le tableau est encore plus sinistré...

Si l'on prend l'exemple de la France, il faut d'abord remarquer que les ouvriers n'ont *jamais* constitué la majorité de la population active. En un siècle et particulièrement à partir des années 1970, on observe une baisse absolue comme relative du nombre et de la part des ouvriers dans la population active. En fait d'après un document de l'INSEE on remarque deux « tournants » au 20<sup>ème</sup> siècle dans l'évolution de la part des ouvriers par rapport au total de la population active : baisse de 34 à 30 % entre 1929 et 1936 ; puis remontée de 30 à 38 % entre 1950 et 1968 avant une brève période de ralentissement suivie d'une période de forte diminution depuis 1973 de 37 % à 24 % en 2005. Ceci illustre concrètement la tendance à la putréfaction qui s'est exacerbé ces 30 dernières années : la crise économique de 1973, en induisant la réorganisation de la structure économique internationale — la bourgeoisie des pays impérialistes délocalisant une partie de l'outil de production dans les pays néo-coloniaux —, a provoqué une hausse continue du taux de chômage structurel non démentie depuis.

Ceci a deux résultats essentiels au niveau des vieux pays impérialistes : 1° émietter, démoraliser et briser la résistance de l'avant-garde du prolétariat, la classe ouvrière ; 2° obtenir le maximum de profit en exploitant la main d'œuvre meilleure marché des pays dépendants. Cependant il ne faut pas perdre de vue que si la part de l'industrie a certes baissé, elle est cependant encore loin d'être nulle et le nombre absolu d'ouvriers est loin d'être négligeable : il était de 6 millions en 2005, soit le même qu'en 1936. Aussi, en France, tandis que le prolétariat a continué de croître, le prolétariat industriel, bien qu'en baisse, est encore loin d'avoir disparu.

La tactique prônée par l'URCF aujourd'hui serait parfaitement juste dans des conditions *ascendantes*, de renforcement de notre propre impérialisme, mais dans des conditions de *déclin*, elle devient fautive et dangereuse, en ce qu'elle tend à s'appuyer sur quelque chose qui n'existe plus et qui n'existera pas davantage dans les années à venir : la modification de la structure productive internationale est *définitive* puisque la concurrence exacerbée que se livrent les entreprises monopolistes les pousse à rechercher à investir dans les pays où le coût de la main d'œuvre bien formée est le plus faible. Le jeune impérialisme sud-coréen nous le prouve encore aujourd'hui quand il investit en Corée du Nord dans les branches de l'industrie légère.

Depuis les années 1970, l'économie des vieilles puissances impérialistes n'est plus dans une phase ascendante, où elle étend sa puissance, mais dans une phase de déclin relatif, voir même absolu. La montée fulgurante de l'impérialisme chinois au cours des deux dernières décennies et dans une moindre mesure de l'impérialisme indien qui lui emboîte le pas, ne peut que renforcer cette tendance. Comme sous le capitalisme c'est le plus gros Capital qui mange le plus petit, la baisse — même relative — de la puissance d'un pays impérialiste se traduit à terme par le renforcement de ses concurrents du fait de la concurrence acharnée que se livrent les entreprises monopolistes sur le marché international : ainsi, en temps de ralentissement de la croissance économique, de récession et de crise, la ruine n'épargne pas les plus faibles de ces monopoles. Ceci aboutit pour l'impérialisme qui s'affaiblit à se placer dans un état de fragilité et de crise.

Cet état trouve justement sa traduction la plus parfaite dans la délocalisation toujours plus poussée de l'appareil productif dans les pays dépendants et chez le concurrent chinois. Cette délocalisation ne se restreint pas à quelques branches de la production de biens de consommation courante, mais à un nombre sans cesse

croissant de branches de l'industrie : même des industries de très hautes technologies ne sont plus à l'abri, comme l'a prouvé Airbus dernièrement. L'aggravation de la crise générale de l'impérialisme et l'exacerbation des rivalités inter-impérialistes en découlant, amène à la ruine des pays impérialistes les plus faibles.

En effet, de la même façon que dans le cadre de la crise générale du système capitaliste mondial la concurrence ruine les entreprises monopolistes les plus faibles, de la même façon au stade terminal de l'impérialisme la concurrence ruine des branches entières de l'économie des pays impérialistes sur le déclin, tel le social impérialisme soviétique il y a une quinzaine d'années : des branches entières de l'industrie lourde, telles la sidérurgie et les constructions mécaniques, disparaurent d'un seul coup dans les pays inclus dans la sphère d'influence soviétique, car ces branches d'industrie étaient incapables de résister plus longtemps à la concurrence que leur livraient les pays-ateliers du sud-est asiatique. Cela témoigne du fait que le problème des marchés a pris des proportions colossales et de plus en plus, l'outil productif se déplace plus qu'il ne croît. De plus en plus, la croissance d'un pays bourgeois implique la stagnation voir même le déclin d'autres pays bourgeois.

Aujourd'hui, le mouvement de l'économie mondiale *interdit* à la bourgeoisie des vieux pays impérialistes de réindustrialiser les métropoles : la concurrence livrée par les pays ateliers en général et par l'impérialisme chinois en particulier est trop forte et il est impossible, même par des attaques tous azimuts contre les salaires, de ramener le niveau des salaires des travailleurs des métropoles à un niveau assez bas pour rendre à nouveau attractifs les investissements productifs dans les métropoles des vieux pays impérialistes, sinon par l'avènement de régimes fascistes maniant la trique et réduisant au strict minimum l'élément variable des salaires que constitue le standard de vie. Et cela d'autant plus que les vieux pays impérialistes n'ont plus (ou auront de moins en moins) de véritable avantage technique sur leur concurrent chinois. La compétitivité supérieure sera donc *exclusivement* basée sur le coût inférieur de la force de travail. Le déclin commercial et financier des vieux pays impérialistes est donc *inéluçtable*, et la tâche des marxistes-léninistes est de prendre ce déclin pour *base* de leur travail quotidien et de ne *surtout pas* nourrir d'illusions sur un programme de ré-industrialisation et la renationalisation de l'appareil productif.

Dans *Salairé, prix et profit*, Marx insistait déjà sur l'importance pour les ouvriers « de ne pas exagérer le résultat final de la lutte quotidienne pour les salaires », puisque « la tendance générale de la production capitaliste n'est pas d'élever le niveau moyen des salaires, mais de l'abaisser, c'est-à-dire de ramener, plus ou moins, la *valeur du travail à sa limite la plus basse* ». Ainsi, Marx affirmait que « dans 99 cas sur 100 », les efforts de la classe ouvrière « pour relever les salaires ne sont que des tentatives pour maintenir la valeur donnée au travail ». Pour Marx, le caractère contradictoire de la production marchande faisait donc que les luttes salariales étaient la plupart du temps une résistance aux empiètements du Capital et n'étaient dans le meilleur des cas que des « améliorations temporaires », pouvant être remises en cause à tout moment, selon le contexte économique et social. L'enseignement essentiel de Marx est que « dans son action purement économique, c'est le Capital qui est toujours le plus fort ». Marx a été très circonspect en traitant des luttes salariales et « sans nier la nécessité de lutter contre les empiètements du Capital sur les salaires », il n'a jamais perdu de vue que les ouvriers, au cours des luttes salariales,

« ... ne doivent pas oublier qu'ils luttent contre les effets et non contre les causes de ces effets, **qu'ils ne peuvent que retenir le mouvement descendant, mais non en changer la direction**, qu'ils n'appliquent que des palliatifs, mais sans guérir le mal. Ils ne doivent donc pas se laisser absorber exclusivement par ces escarmouches inévitables que font naître sans cesse les empiétements ininterrompus du capital ou les variations du marché ».<sup>544</sup>

Si nous avons souligné en gras le passage dans lequel Marx abordait la tendance du mouvement des salaires, c'est parce que dans les conditions actuelles, ce passage prend une signification d'une importance très particulière.

Dans un pays impérialiste en déclin, un programme de lutte pour les acquis sociaux, la ré-industrialisation et la renationalisation sera nécessairement *précédé* de l'expropriation de la bourgeoisie et de la révolution socialiste, car la bourgeoisie ne le concèdera jamais dans des circonstances économiques internationales défavorables : elle optera inévitablement pour la réaction politique avant. Cela veut-il dire que la lutte pour les revendications immédiates sera complètement reléguée au second plan ? Non, puisque les attaques de la bourgeoisie contre les salaires et l'emploi doivent s'intensifier pour essayer de « maintenir à flots » l'impérialisme français aussi longtemps que possible.

Mais cette lutte aura une portée beaucoup plus restreinte dans la mesure où elle revêtira inévitablement un caractère essentiellement *défensif*, et sera incapable de faire autre chose que de freiner et retarder *pour un temps*, le mouvement régressif.

Or on ne peut vaincre si l'on se contente de défendre ses positions et si l'on est sans cesse obligé de battre en retraite : pour sortir victorieux, il faut encore être capable de contre-attaquer pour conquérir les positions tenues par l'ennemi. Aujourd'hui, la lutte circonscrite aux revendications économiques ne peut engendrer *que des échecs*, échecs qui ne font que renforcer la démoralisation et l'émiettement du prolétariat ainsi que miner la position des syndicats et des partis réformistes que les travailleurs désertent toujours davantage. Ceci laisse le champ libre à la politique des larbins déclarés de la bourgeoisie, leur laissant les mains libres pour intensifier l'exploitation du prolétariat. Nous en voulons pour preuve récente le fait que le prolétariat allemand n'a opposé quasiment aucune résistance à la loi votée récemment par le Bundestag sur les retraites. La lutte pour les revendications immédiates ne revêtira donc un caractère *offensif* que lorsqu'elle sera directement rattachée à la lutte pour la révolution socialiste, et cette lutte ne sera victorieuse qu'une fois renversée notre propre bourgeoisie, qui ne tolèrera *aucun* programme de transition.

C'est un facteur objectif qui mine les positions réformistes depuis une trentaine d'années et qui les minera toujours davantage dans les années à venir : si de puissants partis et syndicats réformistes se sont décomposés sous l'action de ces facteurs objectifs, il est utopique et réactionnaire de prétendre reconstruire quelque chose à partir de la lutte pour la satisfaction des revendications immédiates. Une telle reconstruction est mort-née.

Des organisations ultra-révisionnistes comme le PRCF, bien qu'elles cherchent à révolutionner leur démagogie mystificatrice sous des slogans « marxistes-léninistes », sont donc condamnées et le fait qu'elles aient scissionné avec le P«C»F sur le plan organisationnel n'y changera rien : sur le plan idéologique ce sont toujours les mêmes principes opportunistes, réformistes et social-chauvins qui les guident. Comment pourraient-elles réussir là où un puissant parti révisionniste a fini par échouer ?

La période 1945-1973 qui s'était caractérisée par une croissance de la classe ouvrière n'a pas pu être mise à profit par les communistes, vu le lourd passif révisionniste du mouvement se réclamant du marxisme-léninisme et vu les conditions d'un pays impérialiste favorisant l'opportunisme, ainsi que l'existence d'un Parti révisionniste puissant (le P«C»F) et la politique de collaboration de classe qu'il a cautionné.

La période consécutive à 1973 voit le déclin de ce parti révisionniste ne correspondant plus à la nouvelle situation économique et sociale. Devenu inutile et incapable de satisfaire même les réformes qu'il promet, il se liquéfie. Cette période a donc vu l'essor de nouvelles formations politiques démocrates petite-bourgeoises, comme « l'altermondialisme » qui surfent sur la nouvelle situation économique. Ce déclin n'est donc nullement imputable à l'abandon des principes révolutionnaires formels que les social-chauvins conservaient encore dans les statuts de leur Parti il y a quelques décennies pour ne pas que leur trahison puisse apparaître comme trop évidente.

Après avoir remarqué que le capitalisme contemporain tendait à « délocaliser la production là où la force de travail est au tarif le plus bas », l'URCF remarque à juste titre que « l'économie des grandes puissances capitalistes s'orientent vers les services et des activités parasitaires multipliant les intermédiaires ». <sup>545</sup> Nous sommes d'accords ici, mais là où nous ne le sommes plus du tout, c'est quand l'URCF affirme que

« Les privatisations constituent un choix stratégique des monopoles, à l'échelle mondiale, aussi bien dans les Etats impérialistes que dans les pays coloniaux ou dépendants ». <sup>546</sup>

Nous divergeons ici sur un aspect fondamental : ce « choix stratégique » est-il un choix « libre » et délibéré, sur lequel il est possible d'influer, ou bien est-ce un choix imposé par les lois coercitives de la production marchande et auxquelles l'impérialisme mondial est donc contraint de se soumettre ? Si l'on retient la première possibilité, alors oui le programme de transition avancé par l'URCF <sup>547</sup> peut avoir un fondement objectif. En revanche, si l'on retient la seconde possibilité, alors il est évident que l'application de ce programme de transition devient impossible et que sa mise en avant se transforme donc objectivement en une duperie réformiste. En outre, dans quelle mesure ce programme lui-même n'est pas une survivance du révisionnisme ?

« De mille manières et sous divers prétextes, les révisionnistes ont nié la nécessité de la révolution en prônant les thèses opportunistes du 20<sup>ème</sup> Congrès ou des eurocommunistes sur le prétendu passage « pacifique » et « démocratique » au socialisme à travers une étape intermédiaire dite « démocratie anti-monopoliste »... » <sup>548</sup>

Si la lutte exclusive pour le maintien et le renforcement du « secteur public », c'est-à-dire du capitalisme monopoliste d'Etat, ainsi que les acquis sociaux, pouvait encore se justifier *d'un point de vue de l'opportunisme et du réformisme* durant les années 1940-1960, aujourd'hui, alors que les vieux pays impérialistes doivent faire face à l'émergence de puissants concurrents, perpétuer ces vieux schémas révisionnistes, c'est non seulement se tromper d'époque, mais c'est surtout duper les travailleurs au moyens d'utopies réactionnaires et rétrogrades ! Si la bourgeoisie impérialiste a pu profiter du pillage néo-colonial pendant les années 1940-1960 et l'utiliser pour forger au prolétariat des métropoles les « chaînes dorées » qui ont aidé le révisionnisme à triompher jusqu'à social-démocratiser les partis révisionnistes,

elle commence depuis les années 1980 à en payer le prix. La délocalisation dans les pays dépendants d'une grande partie de l'industrie extractive et manufacturière lui a certes permis d'engranger de fabuleux surprofits, lui permettant dans un premier temps de renforcer et d'élargir la base sociale de l'opportunisme, mais elle a aussi eu pour corollaire le renforcement d'une bourgeoisie indigène qui dans plusieurs pays dépendants aspire aujourd'hui à l'hégémonie mondiale et qui dispose de sérieux atouts pour y parvenir.

En se développant, les jeunes puissances impérialistes — la Chine en premier lieu —, vont intensifier la destruction du tissu industriel des vieux pays impérialistes, y approfondissant ainsi la putréfaction économique et accentuant encore l'hypertrophie des branches non productives de leur économie. Dans ces conditions, la baisse des effectifs de la classe ouvrière est inévitable et prétendre le contraire, c'est se voiler la face et capituler devant les conditions nouvelles. Ceci ne signifie pas la disparition du prolétariat, qui au contraire voit ses rangs grossir avec l'afflux d'employés de bas niveau, mais cela signifie que l'homogénéité ainsi que les capacités de résistance et de mobilisation du prolétariat en général et de la classe ouvrière en particulier seront affectées aussi longtemps que leur combat sera cantonné à celui des revendications immédiates de caractère économique, ces revendications ne pouvant amener aucune victoire solide et ne pouvant donc engendrer que dispersion et démoralisation. Ceci nécessite d'opérer un tournant radical dans la tactique révolutionnaire qui doit prendre pour base l'état de putréfaction *avancé* de l'économie des vieux pays impérialistes.

L'essentiel sera de ne pas oublier comme le disait Lénine, que si le Parti communiste marxiste-léniniste est bel et bien *le Parti de tous les exploités*, et que tout prolétaire est un exploité, que ces exploités n'en devront pas moins *adopter le point de vue de l'ouvrier et non l'inverse* : nous devons donc tout faire auprès des employés de bas niveau (smicards) pour hausser leur conscience de classe et leur faire adopter le point de vue du prolétariat industriel ; sans pour autant oublier que l'avant-garde — la classe ouvrière —, même affaiblie, aura un rôle dirigeant à jouer si les marxistes font en sorte de lui redonner la conscience de classe que les révisionnistes ont obscurcie pendant des décennies, car les statistiques montrent que la classe ouvrière est encore loin d'avoir été anéantie par l'impérialisme putréfié ! Sous sa conduite, les autres couches exploitées de la population seront à même de mener le combat pour le renversement des classes exploiteuses. Marxistes, nous savons que la condition sociale détermine dans une grande mesure les idées : un ouvrier habitué à coopérer à une large échelle dans de grandes unités de production est d'emblée bien plus sensible aux idées collectivistes qu'un employé (exploité chez un commerçant ou un artisan) qui est habitué à travailler plus ou moins en solitaire et surtout moins habitué à mener des luttes de résistance contre le patronat. La conscience de classe diffère même si ouvriers et employés sont tous deux exploités.

Il est certain que ces changements dans la composition sociale ne facilitent pas notre action puisque l'avant-garde ouvrière est « dispersée » et sur la défensive. Et ce n'est pas en la mystifiant à l'aide de programmes non seulement utopiques mais aussi réactionnaires, que la classe ouvrière deviendra combative.

Au contraire, de tels programmes, voués à l'échec, ne pourront que la diviser et la démoraliser davantage. Si l'impérialisme est la veille de la révolution socialiste, l'impérialisme agonissant et pourrissant en est l'aube : dans un pays impérialiste en déclin, la lutte pour l'amélioration des conditions de vie pose elle-même d'une façon toujours plus immédiate la nécessité du renversement de la bourgeoisie.

Il suffit de rappeler qu'en France, durant la période 1995-2005, la précarité s'est développée à une vitesse exponentielle : tandis que l'intérim a augmenté de 130 % et le nombre de CDD de 60 %, les CDI n'ont augmenté que de 2 %. Le résultat est le suivant : en 2006 plus de 7 millions de salariés percevaient un salaire mensuel inférieur à 722 euros. Ils étaient 12 millions à toucher moins de 843 euros mensuels. Or la population active française se montait à 28 millions de personnes. La précarité est donc la règle et les rangs des travailleurs pauvres, ne parvenant plus à se nourrir, à se loger et à s'habiller n'en finissent pas de grossir !

Il est essentiel de comprendre que dans les pays bourgeois-révisionnistes, l'octroi « d'acquis sociaux » de la part des exploiters **dépend des conditions économiques internationales**. La bourgeoisie d'un pays impérialiste puissant et dynamique peut accorder à ses travailleurs des « adoucissements » à l'exploitation. En revanche, une bourgeoisie dont les débouchés tendent à rétrécir de manière relative (par rapport à ses concurrents) ou absolue, fera tout pour réduire à néant d'anciens « acquis sociaux ». Celui qui refuse de comprendre cette évidence n'est pas marxiste, celui qui continue à colporter aujourd'hui ces revendications usées jusqu'à la moelle par les révisionnistes de tous temps, cherche à faire tourner en arrière la roue de l'histoire et se pose en réactionnaire.

Le blog internet d'un patron français relatait récemment son entretien avec un homologue chinois. Il rapportait qu'au cours de la conversation, il avait lancé au patron chinois que dans quelques années la Chine aurait une législation sociale et des acquis sociaux comme en France. Le patron chinois lui répondit lucidement, non sans ironie : « **certes, mais à ce moment vous les aurez perdu en France** » !

Ainsi donc la conscience de classe de la bourgeoisie impérialiste est actuellement beaucoup plus aiguisée que celle de beaucoup de camarades se réclamant du marxisme-léninisme !

Les marxistes-léninistes ont jusqu'alors certainement peu compris ces mutations et n'ont imputé le déclin du mouvement ouvrier qu'à la domination du révisionnisme (ce qui est partiellement vrai) et ont donc surtout bataillé sur le terrain doctrinal (trahison des principes marxistes-léninistes par les révisionnistes), mais en ignorant les facteurs économiques objectifs évoqués plus haut — comme les délocalisations qui influaient grandement sur la cohésion et la conscience de classe de la classe ouvrière — ainsi que sur l'essor des revendications petite-bourgeoises anti-multinationales et anti-délocalisations (altermondialisme). En outre, du fait du développement du secteur tertiaire, une partie croissante du prolétariat est constitué par des éléments non ouvriers, pour la plupart des employés de bas niveau. Dans les moyennes et grandes entreprises leur conscience de classe tend davantage à se rapprocher de celle de la classe ouvrière.

On voit à quel point sont tenaces les survivances des conceptions dogmatiques et figées du marxisme.

Dans *l'Histoire du P.C. Bolchevik de l'URSS*, Staline soulignait le fait que l'opportunisme ne se manifestait pas toujours dans la négation directe des thèses et des conclusions du marxisme, mais que parfois il se manifestait dans la tentative de se cramponner à des thèses ne correspondant plus aux conditions nouvelles, et qu'en faisant de ces principes des dogmes figés, l'opportunisme empêchait la théorie et le mouvement révolutionnaire de progresser. Staline insistait ensuite sur le fait que « s'assimiler la théorie marxiste-léniniste », c'est d'abord « en comprendre la substance » : ce n'est donc pas apprendre par cœur les thèses et les conclusions marxistes en espérant qu'elles conviendront à toutes les situations, mais c'était être

capable de faire progresser la science du développement de la société, en l'enrichissant des connaissances apportées par l'expérience nouvelle. Pour Staline, ce qui fait la force de la théorie marxiste-léniniste, c'est qu'elle permet de « comprendre la liaison interne des événements » afin de découvrir dans quel sens les événements évoluent aujourd'hui et comment ils évolueront demain. Si pour Staline la science marxiste-léniniste ne peut pas rester à un point mort, elle ne se développe pourtant pas dans n'importe quel sens : elle « se perfectionne », autrement dit elle nous rapproche toujours davantage de la connaissance de la réalité objective.

Ce processus est évidemment opposé au dogmatisme qui, craignant les falsifications révisionnistes, ne fait que figer le développement de la théorie marxiste-léniniste. Ce processus est également opposé à celui des révisionnistes dont les « découvertes » se ramènent à la négation des lois générales de la révolution socialiste et nous éloignent de la connaissance de la réalité objective.

La première de ces lois générales, celle dont toute les autres dépendent, c'est le fait que « la victoire de la révolution prolétarienne, la victoire de la dictature du prolétariat est impossible sans un parti révolutionnaire du prolétariat, exempt d'opportunisme, intransigeant vis-à-vis des conciliateurs et des capitulars, révolutionnaire vis-à-vis de la bourgeoisie et de son pouvoir d'Etat ». Il est donc essentiel de savoir « distinguer entre la lettre et le fond de la théorie marxiste-léniniste ». <sup>549</sup> C'est ce à quoi nous nous sommes efforcés dans cette analyse.

Ne sommes-nous pas aujourd'hui dans cette situation dépeinte par Staline, où les marxistes-léninistes sincères — c'est-à-dire ceux qui sont conscients de la possibilité et de la nécessité de la révolution socialiste et donc en premier lieu de l'obligation de créer un Parti communiste de type *bolchevik* —, ne s'étant que partiellement arrachés aux influences révisionnistes, sont incapables d'appliquer de manière vivante la théorie marxiste-léniniste, soumettant le mouvement marxiste-léniniste aux influences révisionnistes et le condamnant à la régression ? Aujourd'hui, pour lutter contre l'opportunisme, il ne suffit pas de répéter ces justes conclusions auxquelles aboutissait Staline : il faut encore les comprendre et savoir les utiliser afin de démontrer leur actualité et leur vitalité dans l'analyse de classe de la société contemporaine !

« Les Allemands n'ont pas su faire de leur théorie le levier qui eût mis en mouvement les masses américaines ; cette théorie, ils ne la comprennent pas eux-mêmes la plupart du temps, et ils la traitent de façon doctrinaire et dogmatique, comme quelque chose que l'on doit apprendre par cœur et qui, dès lors, pourvoit à tous les besoins. C'est pour eux un Credo, et non un guide pour l'action ». <sup>550</sup>

De là proviennent les déboires des révisionnistes d'aujourd'hui, qui quand bien même ils se prétendent « marxistes-léninistes », n'en continuent pas moins d'appliquer une ligne politique économiste opportuniste qui ne correspond même plus aux conditions économiques nouvelles ! Ce n'est pas en s'autoproclamant « révolutionnaires » qu'ils parviendront à rendre leur « brillant » à leurs pratiques politiques éculées. C'est là l'explication matérialiste du recul de l'électorat du P«C»F à partir des années 1970 jusqu'à nos jours, ainsi que de l'impasse actuelle dans laquelle se trouve le mouvement se réclamant du marxisme-léninisme, qui en est pour l'instant réduit à ressasser les principes marxisme-léninisme de manière abstraite, c'est-à-dire détachée des exigences de l'époque actuelle.

Les marxistes-léninistes des vieux pays impérialistes doivent *ouvrir les yeux* et *cesser de pleurnicher* devant la « réduction des acquis sociaux », comme sait le faire n'importe quel politicien social-démocrate, trotskiste ou révisionniste, et doivent

s'attacher à expliquer pourquoi ces attaques de la bourgeoisie impérialiste sont *inévitables* et pourquoi ces attaques vont *nécessairement* se multiplier et se durcir au cours des prochaines années, le tout d'un point de vue du développement l'économie mondiale, et ainsi démontrer la caducité des espoirs de « retour » à « l'Etat providence » ! Ce que nous disons là aurait déjà du constituer la ligne du travail politique des marxistes-léninistes depuis plusieurs décennies, c'est-à-dire depuis les années 1970. Si aujourd'hui les conditions immédiates ne sont ni révolutionnaires ni favorables à l'essor du mouvement marxiste-léniniste dans les masses populaires, c'est *uniquement du fait du facteur subjectif*, ramené au degré zéro, souvent même inférieur au mouvement spontané des masses, car objectivement les conditions n'en finissent pas de mûrir et les contradictions sociales nationales et internationales de s'exacerber. Témoigne de ce degré zéro la position adoptée par certaines organisations se réclamant du marxisme-léninisme au cours de l'actuelle campagne présidentielle : « soutien critique » à Buffet ou aux trotskistes au nom du « moindre mal », au moment où des millions de travailleurs n'attendent plus rien de la politique des partis gouvernementaux et comprennent de plus en plus qu'aucun des partis au pouvoir ou aspirant à l'être ne représente vraiment leurs intérêts, au moment où ces millions de travailleurs seraient à même de comprendre et vont être amenés à comprendre toujours plus clairement que le joug du Capital national et international va leur rendre toujours plus insoutenable le joug de l'exploitation.

*Ou bien* chercher à redorer le blason de la politique économiste et opportuniste au moyen de la phraséologie « marxiste-léniniste » et *végéter et pourrir*, ou bien réellement dépoussiérer le marxisme-léninisme et élever le niveau de la compréhension théorique et de la pratique politique et *croître et se renforcer*, il faut choisir !

Dans quelle mesure les divergences qui se sont récemment cristallisées au sein du CNU sont le reflet de ces profondes divergences *de tactique et de stratégie*, nous laissons à chacun le soin d'en juger.

Nous ne serions pas étonné de voir les révisionnistes, conscients d'être démasqués et incapables d'autocritique marxiste-léniniste, ou bien tout simplement passer sous silence nos arguments, ou bien railler notre « déterminisme excessif », notre « matérialisme vulgaire », notre « gauchisme exacerbé » ou même notre « dogmatisme viscéral »... Si être communiste aujourd'hui, c'est être tout cela à la fois, alors oui, nous jeunes marxistes-léninistes, sommes *fiers* de ne pas être de petit-bourgeois idéalistes socialisants, *parlant* de « dialectique » et de « dynamique » à tout bout de champ, mais *pratiquant* l'immobilisme et l'inaction ; affirmant leur fidélité au *matérialisme*, mais portant les appréciations les plus *subjectives et idéalistes* sur les événements nationaux comme internationaux !

Ainsi, par exemple, on doit dire aujourd'hui en marxistes que si l'évolution de l'Amérique latine « à gauche » ne marque l'avènement d'aucun régime « socialiste », ou réellement progressiste en Amérique latine, elle démontre en revanche le durcissement des contradictions inter-impérialistes, avec dans un futur pas très lointain la perspective de conflits armés inter-impérialistes visant au repartage des colonies et des néo-colonies. Dans ce conflit, deux grands blocs impérialistes vont se constituer avec *d'un côté* les USA, première puissance militaire mondiale dont les rivalités économiques avec la Chine prendront toujours davantage le pas sur la collaboration avec elle, et *de l'autre côté* la Chine, puissance impérialiste dont le dynamisme lui permet de rattraper à grand pas ses autres concurrents impérialistes et qui pour tenter de surmonter la différenciation sociale croissante dans son cadre

national est de plus en plus poussée à exporter non seulement ses marchandises, mais aussi les capitaux excédentaires qui commencent à déborder, allant ainsi contester les débouchés néo-coloniaux aujourd'hui encore majoritairement aux mains de ses rivaux.

« Vous qui critiquez autant l'impérialisme chinois », nous dira-t-on peut-être, « ne faites vous pas les affaires de ses concurrents impérialistes ? » Pas le moins du monde car si nous critiquons les visées néo-coloniales de l'impérialisme chinois, nous n'oublions pas de critiquer les visées coloniales et néo-coloniales des pays impérialistes du « camp de la démocratie ». Ce que nous critiquons, ce n'est pas tant les effets délétères de ce « partenariat économique » croissant de la Chine avec les pays dits du « tiers-monde » sur l'économie de ces pays et l'ensemble de l'économie des concurrents de l'impérialisme chinois, que les prétentions « humanitaires », « tiers-mondistes » et même « socialistes » dont use ce nouveau « social-impérialisme » pour cacher ses visées.

En effet, d'un point de vue des pays semi-colonisés économiquement les plus retardataires, les IDE chinois vont y provoquer le développement des forces productives et y amener la création de certaines branches industrielles. Ceci constitue assurément un facteur éminemment positif pour les camarades des pays en question, puisque une fois libérés du joug impérialiste, ils auront ainsi alors la possibilité immédiate de s'appuyer directement sur leurs propres forces.

En outre au sein des vieilles puissances impérialistes, la concurrence croissante avec cette dynamique puissance impérialiste provoque déjà, et va inévitablement de plus en plus provoquer, l'exacerbation des contradictions sociales au sein même des métropoles impérialistes où la bourgeoisie commence déjà à être contrainte de « faire tomber les masques » et de détruire elle-même la base matérielle de l'opportunisme.

C'est ainsi que le Capital engendre ses propres fossoyeurs disait Marx. C'est uniquement dans ce sens, ainsi que dans celui de la création d'une véritable base industrielle (au moins énergétique et minière) dans les pays dépendants les plus retardataires que nous disons de l'impérialisme chinois qu'il va être amené à jouer un rôle historique progressif : cela peut sembler paradoxal, et pourtant les chefs du mouvement ouvrier ont plusieurs fois souligné des cas similaires. Admettons un instant que nous faisons « abstraction » de la résistance armée — par laquelle nous entendons les guerres inter-impérialistes et les guerres coloniales — que peut opposer (et qu'opposera inévitablement) dans un premier temps la bourgeoisie des vieux pays impérialistes à l'émergence de nouvelles puissances impérialistes. Dans les conditions du néo-colonialisme « démocratique et pacifique » (c'est-à-dire de l'ultra-impérialisme de Kautsky), la tendance générale du mouvement de la production marchande, dans son aspect économique international, est à l'égalisation des conditions économiques et sociales internationales de l'esclavage salarié : en développant le capitalisme dans les pays économiquement retardataires la bourgeoisie impérialiste vise à réaliser le taux maximum de profit, mais par là elle fait naître de nouvelles puissances impérialistes. Les investissements productifs qui sont les seuls à créer de la richesse tendent donc de manière croissante à être réalisés dans les pays dépendants où le coût de la main d'œuvre est le plus bas, accentuant la stagnation, la récession et la putréfaction économique des pays bourgeois où le coût de la force de travail est le plus élevé.

Quand nous parlons de la *perspective inévitable* de conflits armés inter-impérialistes entre ces deux blocs impérialistes, l'un pourrissant et agonissant sur le plan économique mais disposant d'une écrasante domination mondiale sur le plan

militaire, et l'autre s'appuyant sur des avantages économiques décisifs et sa maîtrise croissante des secteurs de très hautes technologies, nous indiquons par là que ce conflit prendra d'abord la forme de guerres larvées, parfois même de prétendues « luttes anti-impérialistes » et pourquoi pas même d'une nouvelle « guerre froide », visant en fait au changement d'attribution des sphères d'influence (ou plutôt visant à empêcher le repartage pacifique des semi-colonies au profit du concurrent), avant de dégénérer en conflit armé ouvert opposant ces deux blocs, quand les contradictions se seront trop exacerbées, quand le bloc impérialiste pourrissant ne sera plus à même de lancer victorieusement ses forces armées sur l'ensemble des théâtres d'opération d'importance la plus stratégique (vu l'inévitable résistance que les peuples de ces pays opposeront), mais estimera préférable de les concentrer en un seul point convergeant, c'est-à-dire celui d'où provient la source de tous ses soucis ! Et inévitablement, plus la suprématie commerciale et financière de l'impérialisme chinois va s'affirmer, plus s'exacerbera la lutte pour les débouchés commerciaux et financiers, plus nombreux seront les pays jugés d'importance stratégique, plus augmenteront les risques d'un conflit général ouvert entre les vieux pays impérialistes avec à leur tête les USA et leur jeune rival chinois.

Dans ce grand conflit, les puissances impérialistes de « second rang » comme les pays européens, le Japon, la Russie et l'Inde adopteront des prises de positions divergentes dont le but sera de profiter de l'alliance avec un des deux grands pour profiter de quelques miettes coloniales et néo-coloniales. S'il ne fait aucun doute aujourd'hui que l'impérialisme chinois aura pour allié l'impérialisme russe, militairement puissant mais économiquement très faible, et qui tend à profiter plus qu'à souffrir de ses relations économiques avec la Chine, la chose n'est pas encore réglée concernant les vieux pays impérialistes européens.

La bourgeoisie de ces puissances n'a pas encore choisi résolument l'un ou l'autre camp, mais au niveau européen, on peut déjà voir se dessiner une tendance pro-chinoise, notamment en Allemagne où cette tendance est déjà au pouvoir et en France où elle s'est pour le moment incarnée dans le PS, lequel s'opposera de manière croissante à l'option euro-atlantiste de Sarkozy et de l'UMP.

Bien sur cette contradiction reste une contradiction au sein de la bourgeoisie, et notamment entre différents groupes de celle-ci. La bourgeoisie française misera-t-elle sur le bon cheval, telle est la question que les politiciens bourgeois doivent résoudre pour elle : ou bien suivre servilement Washington dans sa lutte contre le « terrorisme » et risquer d'apparaître pour une puissance ouvertement colonialiste, ou bien jouer la carte chinoise, celle néo-colonialisme, du tiers-mondisme et de « l'anti-impérialisme », afin de contester à Washington ses prétentions au leadership mondial et d'obtenir de nouveaux débouchés, ou tout au moins de conserver ceux qu'elle possède actuellement.

La réponse à une telle question tiendra pour une bonne part à l'évolution des relations économiques entre les pays concernés : en fonction de la prédominance de la *coopération* ou des *rivalités* sur les marchés internationaux de marchandises et de capitaux.

Ces facteurs *interdisent* aux communistes de tout pays impérialiste en déclin d'affirmer comme « préférable » la domination de leur propre impérialisme en la considérant comme un « moindre mal ». Ceci reviendrait en effet à soutenir les agressions armées coloniales et à pousser les prolétaires à s'entre-tuer pour le profit de leur bourgeoisie respective. Au contraire, ils devront soutenir de toutes leurs forces les revendications de libre disposition d'eux-mêmes des peuples des pays

dépendants inclus dans la sphère d'influence de leur propre impérialisme, même si ce droit est une revendication petite-bourgeoise dans son essence et qu'elle amène à substituer à une dépendance coloniale une dépendance de type semi-coloniale. Dans le cas d'une guerre inter-impérialiste (locale et larvée ou mondiale et ouverte), ils ne pourront évidemment pas non plus soutenir l'agression militaire, fut-ce sous le prétexte de défense de la patrie bourgeoise ou de ses intérêts à l'étranger. Les marxistes-léninistes authentiques ne pourront évidemment soutenir aucun de ces blocs impérialistes, même en cherchant à présenter l'un de ces camps sous des allures « progressistes » en le définissant comme étant « opposé au colonialisme », arguant que c'est son concurrent qui aura « déclaré la guerre », mais devront, comme Lénine *l'exigeait* de tout véritable communiste, transformer la guerre inter-impérialiste de rapine en guerre contre les exploiters, en premier lieu en profitant du chaos mondial induit par un tel conflit pour retourner les armes contre *leur propre bourgeoisie*. En effet, le mot d'ordre dans tout conflit de ce type est de retourner les armes contre son propre ennemi intérieur, avec pour objectif immédiat le renversement des exploiters. Tel a toujours été le mot d'ordre des marxistes-léninistes dans les pays impérialistes.<sup>551</sup> Ensuite seulement, la défense nationale peut être envisagée, si la bourgeoisie des autres pays belligérants refuse la trêve, la guerre inter-impérialiste se transforme alors en guerre anti-impérialiste de libération nationale.

Dans le cas d'un pays dépendant, les marxistes-léninistes indigènes doivent combattre toute agression armée de type colonial et refuser d'entraîner le prolétariat indigène aux côtés de l'un des belligérants. Ils doivent se mettre à la tête du front de la lutte contre l'occupant impérialiste et dénoncer les collusions de la bourgeoisie nationale indigène avec l'occupant et le Capital étranger, afin de frayer la voie à l'enchaînement ininterrompu de la révolution socialiste. Par *front anti-impérialiste*, nous n'entendons nullement la lutte de guérillas se réclamant du marxisme comme au Pérou, au Népal et en Inde. En effet, pas une seule véritable révolution sociale n'a été accomplie par de petits groupes d'individus armés. En Russie, la Révolution socialiste, si elle n'avait pas rencontré de grande résistance armée des exploiters de l'intérieur en 1917, le devait à la large mobilisation politique des travailleurs ainsi qu'à l'état de décomposition avancé de la police et de l'armée russes, mais avait cependant rapidement du faire face à l'agression armée des puissances impérialistes coalisées. En Albanie, la lutte anti-impérialiste qui avait permis la victoire de la révolution socialiste a nécessité la mobilisation de dizaines de milliers de combattants. En Chine, la Révolution démocratique-bourgeoise anti-coloniale et anti-féodale avait nécessité la mobilisation des larges masses paysannes, de centaines de milliers de soldats. En 1968, Enver Hoxha dénonçait ainsi les pratiques focquistes et gauchistes du Che qui discréditaient les thèses marxistes sur l'insurrection armée et amenaient les combattants à se couper des larges masses travailleuses. Il mettait en garde sur le fait qu'en Amérique latine il était habituel de qualifier « chaque putsch de révolution ».<sup>552</sup>

A Cuba, les 300 guérilleros n'avaient pu renverser Batista que parce que son appareil de répression était faible, décomposé par la corruption et n'avait pas reçu de réel soutien de Washington. Ces conditions ne se présentaient plus dans les pays latino-américains au début des années 1960, ni aujourd'hui d'ailleurs au Pérou, au Népal et en Inde. Dans le monde impérialiste contemporain, propager de telles illusions relève de l'escroquerie, car dans presque tous les pays bourgeois (impérialistes comme dépendants) existe un puissant appareil militaro-policiers aux

main de la bourgeoisie. Pour nous, bien que des communistes et des révolutionnaires sincères et honnêtes aient intégré ces mouvements, la puissance des appareils de répression bourgeois rend leur action aléatoire et peut même les amener à se couper des masses. La lutte pour briser l'appareil militaro-policiers bourgeois nécessite la mobilisation politique et armée des larges masses travailleuses à laquelle l'action de petits groupes de guérilla est incapable de conduire.

Aujourd'hui, c'est le système impérialiste mondial dans son ensemble qui va à sa ruine : dans les pays abritant l'immense majorité de la population de la planète les conditions révolutionnaires objectives et subjectives les plus favorables existent : une base industrielle puissante et diversifiée, un prolétariat industriel nombreux, un niveau culturel relativement élevé. Les derniers pays qui étaient dépourvus d'infrastructures industrielles et d'une base minière et énergétique fournissant la base de l'industrie de production des moyens de production, voient introduits chez eux à une large échelle le mode de production et les rapports de production bourgeois, qui évincent toujours plus l'artisanat et la petite propriété individuelle de subsistance en les remplaçant par la grande industrie et les grandes exploitations capitalistes mécanisées. Ces transformations s'accompagnent inévitablement d'un chômage structurel toujours plus massif, au fur et à mesure que se poursuit le processus de différenciation dans les campagnes : il n'est que de souligner le fait que durant la période 1996-2006, le nombre officiel de chômeurs dans le monde est passé de 161 à 195 millions, son plus haut niveau historique, d'après les statistiques du BIT. Rappelons au passage que pour le BIT, il suffit d'avoir travaillé une heure dans la semaine pour ne pas être comptabilisé parmi les chômeurs...

L'impérialisme chinois, en diversifiant sa production, en remontant les filières marchandes de hautes technologies, évince toujours davantage ses concurrents les plus puissants dans un nombre croissant de domaines.

En recherchant de nouvelles sources de matières premières, en conquérant de nouveaux débouchés d'exportation pour ses marchandises et ses capitaux, l'impérialisme chinois aggrave les rivalités inter-impérialistes à l'échelle internationale.

En restreignant toujours davantage la part des vieilles puissances impérialistes dans l'économie mondiale, en maintenant une pression extrêmement forte sur le marché international de la vente de la force de travail humaine et des matières premières, non seulement l'impérialisme chinois pousse ses concurrents impérialistes à des actions toujours plus aventureuses et hasardeuses dans les pays dépendants, remettant au goût du jour le large recours aux méthodes de domination coloniales et accroissant donc la haine des peuples de ces pays contre l'impérialisme ; mais aussi aggrave-t-il les contradictions sociales au sein même des vieilles métropoles impérialistes, créant les conditions objectives à un large et durable essor révolutionnaire dans ces pays où pendant près d'un siècle avait réussi à triompher l'opportunisme et le social-chauvinisme, nourris par les miettes de l'exploitation impérialiste.

L'impérialisme mondial est condamné, son agonie peut certes se prolonger encore quelques décennies, mais cette survie ne pourra pas ne pas se passer en dehors de conflits armés inter-impérialistes visant à se repartager les pays dépendants. Seule l'Afrique subsaharienne reste encore réellement arriérée sur le plan économique : en 2006, l'industrie n'y représentait qu'à peine 9 % de l'emploi, contre 15 à 30 % dans les autres régions du monde.<sup>553</sup> Or ce continent est d'un poids relativement négligeable sur le plan démographique, face à des géants comme la

Chine et l'Inde, surtout si l'on envisage que des pays d'Afrique du Nord et l'Afrique du Sud sont relativement développés. Les pays africains véritablement sous-développés d'un point de vue des rapports de production capitalistes totalisent alors un peu moins de 700 millions d'habitants et de ce fait la marge de progrès économique général — qui ne peut être obtenu que par l'élargissement de la sphère d'action internationale de la production marchande — est bien plus réduite qu'il y a quelques décennies. Le continent africain, même ajouté aux quelques pays encore largement sous-développés comme le Vietnam, sera incapable d'assurer à 1,3 milliards de chinois et à 1,1 milliards d'indiens un « adoucissement réel » de l'exploitation de leur propre prolétariat, sans que cela ne se traduise par un déclin économique des vieux pays impérialistes et donc par une exacerbation inouïe des contradictions inter-impérialistes ! Comment pourrait-il en être autrement vu le gigantesque réservoir de main-d'œuvre surnuméraire constitué par les campagnes chinoises ?

L'avenir appartient aux peuples opprimés et aux travailleurs, avec à leur tête les marxistes-léninistes, à la condition bien évidemment que les communistes révolutionnaires authentiques parviennent à anéantir la domination des théories et des pratiques révisionnistes.

Les marxistes-léninistes ne peuvent pas s'acquitter de ces tâches s'ils ne sont pas conscients que chez les révisionnistes, il suffit de proclamer quelque chose pour qu'elle soit réalité : si par exemple les révisionnistes cubains ou chinois affirmaient que leur Etat était un « Etat de dictature du prolétariat » et que leur économie était une « économie socialiste », les camarades se réclamant du marxisme-léninisme prenaient ces affirmations pour argent comptant.

**Or en politique, disait déjà Lénine, il ne faut pas croire sur parole les étiquettes que s'attribuent eux-mêmes les partis !** On comprend certes sans mal qu'avant de dire qu'un pays se réclamant du socialisme n'est pas socialiste, il faut prendre ses précautions, et ne pas se fier à ce que disent les médias bourgeois — étant donné que ceux-ci n'ont cessé depuis de nombreuses décennies de déverser leurs torrents de mensonges sur les pays socialistes et en premier lieu sur l'URSS —, mais cela ne doit pas nous pousser à sombrer dans l'agnosticisme et à renoncer à découvrir la réalité objective. Il ne faut pas non plus oublier qu'il est parfois dans l'intérêt de l'impérialisme de présenter le premier régime nationaliste-bourgeois récalcitrant d'un pays dépendant comme un pays « socialiste » où sévit une « dictature » « totalitaire » « personnelle » ! Il est également parfois dans l'intérêt de la bourgeoisie nationale des pays dépendants (et même des pays impérialistes) de se présenter sous un masque socialiste afin d'apaiser les tensions sociales et de faire passer pour du « socialisme » ce qui n'est que du réformisme bourgeois.

Tout marxiste doit donc se montrer prudent avant d'émettre un quelconque jugement, du fait de la désinformation agissant sur ses deux flancs : d'une part calomnie du socialisme marxiste et d'autre part embellissement du social-démocratisme sous les traits du « socialisme ». Parlant des socialistes utopiques Engels remarquait que pour eux le socialisme est « l'expression de la vérité, de la raison et de la justice absolues, et il suffit qu'on le découvre pour qu'il conquière le monde par la vertu de sa propre force ». <sup>554</sup> Que l'on croirait entendre ici les tirades « marxistes-léninistes » des dirigeants nord-coréens et celles de tous les petit-bourgeois se réclamant du marxisme-léninisme ! Il suffit pour s'en convaincre de jeter un coup d'œil sur la déclaration internationale de Pyongyang de 1992 :

« Ces dernières années, le socialisme a échoué dans certains pays ». <sup>555</sup>

On apprend ni quand, ni comment, ni pourquoi ! Nous voilà donc bien avancés ! Kim Jong Il « précise » dans un autre texte :

« La chute du socialisme dans plusieurs pays a résulté de l'entente criminelle entre les impérialistes et les forces contre-révolutionnaires de ces pays-là et c'est aussi la conséquence de la pénétration idéologique et culturelle de l'impérialisme ainsi que de l'action des idées opportunistes de droite qui gangrèment les esprits ». <sup>556</sup>

Et comment ces idées pénètrent-elles, si ce n'est à travers l'intégration économique au système impérialiste mondial ? Ceci démasque le mysticisme, l'idéalisme et l'anti-marxisme des discours des dirigeants révisionnistes nord-coréens. Peut-on considérer comme un hasard que dans ces déclarations, la question de l'évaluation de l'apport de Staline ne soit même pas évoquée ? Non ! Pour les révisionnistes, sous Khrouchchev et Brejnev, la base économique restait « socialiste » et on n'observait que des « disfonctionnements ».

En somme toute la sale besogne aurait été faite par la CIA et Gorbatchev... qui n'ont pourtant fait que privatiser la propriété capitaliste monopoliste d'Etat au bénéfice des concurrents impérialistes...

« Si ceux qui naguère, répétaient comme des perroquets des propos sur la fidélité au socialisme ont dégénéré d'un coup en renégats de cette cause, c'est en fin de compte parce qu'ils n'avaient pas cette foi totale en lui ni n'en avaient pris une conscience morale. Cela veut dire que la transformation idéologique tendant à inculquer la foi en cette conscience morale à tous les membres de la société est la tâche fondamentale et prioritaire pour défendre et accomplir jusqu'au bout l'œuvre du socialisme ». <sup>557</sup>

Ainsi donc, si le socialisme a échoué, la cause est à rechercher principalement dans la « foi » et dans la « morale » ? Et le domaine économique, n'y est-il pour rien ? Il faut marteler encore une fois que les révisionnistes savent parfaitement se poser, du moins en paroles, en « défenseurs du socialisme ». Ainsi, pour Gomulka, « le but des révisionnistes » était ainsi de « **saper la foi dans le socialisme** ». <sup>558</sup> Il est évident pour nous que Kim Jong Il lui-même, malgré sa phraséologie « collectiviste » et « anti-impérialiste » (anti-colonialiste), fait aujourd'hui partie des « perroquets » qui répètent leur « fidélité au socialisme » **pour mieux le trahir**, ainsi que chercher à masquer la réalité économique et sociale nord-coréenne !

On a vu à quoi conduisent ces conceptions politiques dans les pays bourgeois-révisionnistes !

Au contraire, pour les marxistes-léninistes, « ce n'est pas dans la tête des hommes, dans leur compréhension croissante de la vérité et de la justice éternelles, mais dans les modifications du mode de production et d'échange qu'il faut chercher les causes dernières de toutes les modifications sociales et de tous les bouleversements politiques ; il faut les chercher non dans la *philosophie*, mais dans *l'économie* de l'époque considérée » :

« La conception matérialiste de l'histoire part de la thèse que la production, et après la production, l'échange de ses produits, constitue le fondement de tout régime social, que dans toute société qui apparaît dans l'histoire, la répartition des produits, et, avec elle, l'articulation sociale en classes ou en ordres se règle sur ce qui est produit et sur la façon dont cela est produit ainsi que sur la façon dont on échange les choses produites ». <sup>559</sup>

Marx disait du socialisme que son institution était « **essentiellement économique** », aussi il n'est pas étonnant de voir les révisionnistes — qu'ils soient ou non au pouvoir —, se montrer de fieffés obscurantistes en matière d'économie politique ! La question des nationalisations en est une illustration concrète.

Engels remarquait que si les crises économiques démontraient « l'incapacité de la bourgeoisie à continuer à gérer les forces productives modernes, la transformation des grands organismes de production et de communication en sociétés par actions et en propriétés d'Etat montre combien on peut se passer de la bourgeoisie pour cette fin ». Il est donc faux d'affirmer que les nationalisations ne signifient rien.

On comprend de ce fait la fureur des libertariens et des autres zélés monétaristes des « harmonies économiques » innées, ainsi que leur haine de tout ce qui a tendance à « s'étatiser », ceci démontrant en effet mieux que tout le caractère parasitaire de la bourgeoisie. Il ne faisait aucun doute pour Engels que les entreprises d'Etat, restent des entreprises capitalistes, aussi longtemps que cet Etat est aux mains de la bourgeoisie.<sup>560</sup>

Tandis que la bourgeoisie et les révisionnistes affirment que les nationalisations constituent en elle-même le socialisme ou tout au moins des « embryons » de socialisme, les gauchistes, eux, estiment qu'il est indifférent pour les travailleurs qu'une entreprise soit ou non nationalisée. Cette dernière affirmation est d'ailleurs strictement vraie sur le plan du caractère économique et social des nationalisations bourgeoises : quand l'Etat bourgeois se substitue aux entrepreneurs privés, la propriété de la bourgeoisie sur les moyens de production n'est pas abolie et l'exploitation des travailleurs n'est donc pas supprimée.

Ce n'est qu'une fois la bourgeoisie expropriée et les moyens de production concentrés entre les mains de l'Etat prolétarien que « la production marchande est éliminée, et par suite, la domination du produit sur le producteur » :

« L'anarchie à l'intérieur de la production sociale est remplacée par l'organisation planifiée consciente. La lutte pour l'existence individuelle cesse. Par là, pour la première fois, l'homme se sépare, dans un certain sens, définitivement du règne animal, passe de conditions animales d'existence à des conditions réellement humaines. Le cercle des conditions de vie entourant l'homme, qui jusqu'ici dominait l'homme, passe maintenant sous la domination et le contrôle des hommes, qui pour la première fois, deviennent des maîtres réels et conscients de la nature, parce que et en tant que maîtres de leur propre socialisation. Les lois de leur propre pratique sociale qui, jusqu'ici, se dressaient devant eux comme des lois naturelles, étrangères et dominatrices, sont dès lors appliquées par les hommes en pleine connaissance de cause et par là dominées ».<sup>561</sup>

La liberté ne consiste pas à chercher à ignorer ou à abolir les lois économiques objectives, comme le font tous les anti-marxistes, mais à les connaître pour les utiliser consciemment. C'est évidemment impossible du point de vue de la bourgeoisie, ces lois économiques démontrant la nécessité de son expropriation.

C'est pourquoi aussi souvent qu'elle le peut, la bourgeoisie cherche à masquer cette évidence, son rôle devenu superflu — nocif même si l'on prend en compte le processus de reproduction élargie de l'ensemble du produit social —, en s'attachant dès qu'elle le peut à privatiser les entreprises d'Etat afin de cacher cette évidence que le capitalisme monopoliste d'Etat, tout en concentrant toujours plus la richesse sociale entre un nombre de mains sans cesse plus réduit au détriment de ceux qui la produisent, nous « montre la voie à suivre » pour socialiser la production.

« Quant à attendre du mode de production capitaliste une autre répartition des produits, ce serait demander aux électrodes d'une batterie qu'elles ne décomposent pas l'eau et qu'elles ne développent pas de l'oxygène au pôle positif et de l'hydrogène au pôle négatif alors qu'elles sont en communication avec la batterie ».<sup>562</sup>

Le capitalisme ne peut en effet accorder aux travailleurs — et encore de manière très occasionnelle et partielle — une répartition « moins inéquitable » des revenus, que lorsqu'il s'agit de pays impérialistes qui tirent une partie de leurs revenus du pillage impérialiste. L'essentiel est que les pays révisionnistes-bourgeois même les moins inéquitables, restent foncièrement inéquitables et qu'il ne peut pas être remédié à l'inégalité économique fondamentale en dehors de l'abolition de la propriété privée des moyens de production. Chez les révisionnistes le critérium du socialisme se trouve dans des indices comme :

1° La baisse (absolue ou relative) du nombre de pauvres, sans considérer ni l'existence d'une classe sociale bourgeoise, ni la position économique internationale du dit pays.

2° L'augmentation de la production dans différentes branches de l'économie.

3° L'existence d'acquis sociaux dans le domaine de l'éducation et de la santé, etc.

Or ces indices relèvent d'une conception idéaliste et agnostique du socialisme car ils ne touchent pas directement à l'analyse de classe nationale et internationale, ni à l'analyse des rapports de production. Ces indices, pris isolément peuvent d'ailleurs très bien s'inscrire dans les rapports de production bourgeois. Chez les révisionnistes, ils ne font que décrire de manière très *parcellaire et superficielle* (dans le meilleur des cas) une réalité économique et sociale, tandis que les indices objectifs, eux, permettent d'apprécier la réalité économique et sociale à partir de ses *fondements objectifs* et dans sa *globalité*. Les indices que prennent les révisionnistes focalisent sur les apparences ou des points de détail, en oubliant l'essentiel et en reproduisant les statistiques bourgeoises sous leur forme brute et sans la moindre critique. La pierre de touche de la compréhension du matérialisme dialectique n'est pas constituée par ces indices ni même la lutte de classe, mais par leur base matérielle, économique !

Ceci démontre leur agnosticisme et leur idéalisme quant ils traitent de la construction du socialisme. Ces conceptions conduisent à la négation des lois universelles du marxisme-léninisme et à la substitution de points de vue anti-matérialistes qu'un demi-siècle de domination révisionniste internationale ont colportés et renforcés, de la part des révisionnistes des ex-pays socialistes, des révolutionnaires démocrates-bourgeois et même des nationalistes bourgeois qui ont cherché à se draper de l'habit du socialisme et du marxisme.

« La négation de ces lois conduit au révisionnisme. En spéculant sur les changements qui ont lieu dans le monde et sur les conditions nationales particulières, les révisionnistes ont remplacé les vérités universelles du marxisme-léninisme par leurs thèses et leurs conclusions antimarxistes et contre-révolutionnaires ». <sup>563</sup>

C'est donc avec une grande perspicacité que les marxistes-léninistes albanais remarquaient que

« ... l'agnosticisme est devenu un des traits fondamentaux des divers courants et sous-courants de la philosophie bourgeoise contemporaine. Son but est de créer le doute sur la possibilité de connaître les lois de la nature et de la société, de les utiliser dans la pratique en vue de transformer le monde ». <sup>564</sup>

Les indices *objectifs* (c'est-à-dire s'appuyant sur la conception matérialiste) d'une société et d'une économie socialistes sont :

1° L'absence de classes exploiteuses et le pouvoir de dictature du prolétariat assurant la centralisation de l'économie autour d'un plan de développement à long terme ainsi qu'une norme d'accumulation élevée.

2° Un commerce extérieur dont la structure exclut l'inclusion à la division internationale du travail, sous peine de donner libre cours aux lois de la production marchande sur le marché intérieur.

3° La croissance prioritaire de l'industrie de production des moyens de production en vue de la reproduction élargie la plus rapide du produit social.

4° La part prépondérante des travailleurs du secteur productif par rapport au total des travailleurs ainsi que l'absence de chômage structurel.

5° La reproduction élargie de la main-d'œuvre, la participation croissante des femmes à la production, illustrant le degré d'émancipation économique, politique et sociale des travailleurs.

Cette liste n'est évidemment pas exhaustive, mais elle tranche de manière indiscutable avec les indices prouvant *selon les révisionnistes* qu'une société et qu'une économie sont socialistes.

Un pays socialiste est un pays où les moyens de production sont propriété collective, où la loi de la valeur opère ainsi à une échelle qui exclut les moyens de production et dont l'économie est donc planifiée : pas de chômage, pas d'anarchie dans la production. Ce sont des indices objectifs. En URSS (sous Staline) et en Albanie socialiste, il y avait 0 % de chômage. Est-ce le cas en Chine, à Cuba, au Vietnam ? NON ! A Cuba, le taux officiel de chômage est de 2,2 % (2004) avec du sous emploi en plus. Au Vietnam, le taux de chômage est encore bien plus fort. Quant à la Chine, nous avons vu que malgré l'importante croissance économique, le chômage avait un caractère massif. Il est d'ailleurs édifiant que malgré la croissance économique fulgurante de l'impérialisme chinois, le taux de chômage urbain officiel ait augmenté de plus de 14 % durant la période 2002-2006 !

Pour Enver Hoxha, ce qui permet de différencier un pays socialiste d'un pays bourgeois-révisionniste, c'est en premier lieu l'examen de « la base économique et la structure de la société », l'étude de la superstructure vient ensuite.<sup>565</sup> Ces conceptions sont aux antipodes de celles des petit-bourgeois, pour lesquels les acquis sociaux viennent « avant », évidemment pour cacher aux travailleurs leur exploitation. Aussi était-il évident pour les marxistes-léninistes albanais que l'économie albanaise était

**« ... la seule qui soit véritablement socialiste dans le monde... l'Albanie est le seul pays socialiste au monde... »<sup>566</sup>**

La confusion sur ces deux sortes de « socialisme » et « d'anti-impérialisme » sont responsables des déboires des révisionnistes quand ils caractérisent l'URSS ou la Chine révisionnistes de « socialistes ». Cette confusion témoigne également de *l'indigence théorique extrême* dans laquelle est plongé depuis des décennies le mouvement se réclamant du marxisme-léninisme. Celui-ci est resté à la surface des choses, tant dans le traitement des questions intérieures (révolution socialiste dans un pays impérialiste) que dans l'appréciation des questions extérieures (nationalisme bourgeois assimilé à du socialisme et aplatissement devant le néocolonialisme). La bourgeoisie internationale *n'a rien à craindre* de « marxistes-léninistes » de cette trempe ! Il est impératif de cesser de broder sur les discours des révisionnistes de tous poils et de s'en tenir aux faits économiques. Ils reflètent la réalité sociale mieux que n'importe quel discours des dirigeants chinois, cubains ou vietnamiens...

Il existe aujourd'hui deux possibilités pour le mouvement se réclamant du marxisme-léninisme :

- Ou bien continuer de perpétuer les déviations révisionnistes, comme si de rien n'était, en défendant de manière formelle des références marxistes-léninistes les plus générales afin de continuer à « masquer » les pratiques politiques menchéviques et spontanéistes, axant l'essentiel du « travail politique » sur le soutien incondtionnel, systématique et aveugle aux mouvements petit-bourgeois (dans le cadre national) et bourgeois nationalistes (dans le cadre international), en éludant leur caractère de classe et en renonçant à mener de véritables analyses matérialistes sur ce caractère, sans même parler de la perspective révolutionnaire...

- Ou bien prendre à bras le corps un véritable travail analytique et politique, 1° ayant pour but d'appuyer le combat contre le capitalisme sur le territoire des métropoles impérialistes (par la lutte contre les mystifications démocratiques et sociales objectivement devenues non seulement contre-révolutionnaires, mais aussi utopiques et rétrogrades, excluant donc leur utilisation dans une campagne d'agitation que les communistes n'ont de toute façon pas les moyens de mener), et 2° en combattant *véritablement* l'impérialisme, donc autant sous ses manifestations coloniales que néo-coloniales, c'est-à-dire en dénonçant en ces dernières des *alliés objectifs* de l'impérialisme : de même qu'on ne peut pas lutter contre le capitalisme sans lutter contre l'aile « gauche » de la social-démocratie (dupant habilement les travailleurs avec ses discours « de gauche » ou « d'extrême gauche », de même la lutte contre l'impérialisme et ses manifestations coloniales est une duperie, une phrase creuse et mensongère, si elle n'est pas rattachée à la lutte contre le néo-colonialisme (aile « gauche » de l'impérialisme dupant les peuples exploités et opprimés des pays dépendants...). Les marxistes-léninistes doivent-ils souscrire aux slogans « anti-impérialistes » démagogiques ou bien doivent-ils les démystifier en démontrant que la véritable lutte contre l'impérialisme est la lutte *conjuguée* contre le *colonialisme* et contre le *néo-colonialisme* (qui sont les deux faces d'une même médaille), et relève donc de la *lutte générale contre le capitalisme* et pour la révolution socialiste ? Cela ne nous empêche pas de soutenir des pays bourgeois-révisionnistes comme Cuba contre les visées rapaces de l'impérialisme, mais n'entretenons pas d'illusions chez les communistes sur leur caractère « progressiste » ou même leur « socialisme », c'est néfaste et le réveil sera douloureux.

Confronté au début du 20<sup>ème</sup> siècle à la trahison des opportunistes « marxistes » qui avilissaient les enseignements de Marx pour mieux éteindre la lutte de classe, Lénine démontra que *tout* chez Marx convergeait vers le but révolutionnaire et vers l'établissement de la *dictature du prolétariat*.

Confrontés aujourd'hui à la restauration du capitalisme dans les ex-pays socialistes et aux mystifications « socialistes » et « anti-impérialistes » de régimes nationaux-démocratiques bourgeois, alors même que le système socialiste est devenu une réalité historique dont les idéologues bourgeois continuent de nier les réalisations passées (du fait qu'il devient une nécessité historique immédiate toujours plus urgente), nous devons insister sur les traits *fondamentaux universels* de la révolution socialiste et de l'économie d'un pays socialiste : l'expropriation immédiate et sans indemnisation des classes exploiteuses de l'intérieur comme de l'extérieur, expropriation seule capable d'abolir l'esclavage salarié ainsi que les mécanismes économiques destructeurs qui l'accompagnent. Dans les conditions de l'encerclement impérialiste, seul le principe de *l'appui sur ses propres forces* permettra aux exploités de mener à bien cette tâche historique.

La non-assimilation de ce principe fondamental démontre la persistance des conceptions du trotskisme. Il est aujourd'hui courant que la défense *en parole* de Staline et de l'expérience soviétique cache l'adhésion aux thèses fondamentales du trotskisme.

Le trotskisme est la continuité du menchévisme (variété russe du social-démocratisme) dans les conditions de la victoire de la révolution du socialisme dans un seul pays. L'essentiel dans le trotskisme, c'est la négation de la possibilité d'édifier le socialisme dans un seul pays, à plus forte raison économiquement retardataire entouré d'Etats bourgeois hostiles et puissants, la défaite militaire et la dégénérescence économiques étant présentées comme *inévitables* dans ce contexte hostile. Ainsi avant 1917 et jusqu'à la révolution bourgeoise de février 1917 les menchéviks soutinrent que la Russie n'était pas mûre pour le socialisme. Après la victoire de la révolution d'Octobre, les menchéviks ayant repeint façade, avec Trotski à leur tête proclamèrent qu'il n'y avait pas de salut pour la révolution socialiste en URSS en dehors de la « révolution mondiale », que sans la révolution dans plusieurs pays capitalistes avancés, l'URSS se trouverait rapidement isolée et assaillie de toutes parts, sinon militairement, du moins économiquement. Une fois que l'intervention étrangère fut liquidée et que les tâches de relèvement puis de construction de l'économie socialiste se posèrent, ils proclamèrent que la masse petite-bourgeoise des campagnes se tournerait inévitablement du côté du capitalisme et qu'il fallait laisser en concession les principales industries au Capital étranger. Enfin, une fois réalisées les grandes transformations socialistes de l'économie, leur rage décupla et ils s'allièrent avec les pires ennemis du pouvoir soviétique en propageant la théorie anti-marxiste de « l'Etat ouvrier dégénéré » afin de cacher leur propre dégénérescence et leur ralliement à la réaction la plus noire, jouant objectivement le jeu des Etats bourgeois et fascistes. Sans être aujourd'hui des alliés du fascisme, les camarades emprunts des survivances trotskistes et révisionnistes ne peuvent pas déployer une activité révolutionnaire.

Il est temps d'en finir avec la passivité, l'attente d'un hypothétique « grand soir », comme si le système capitaliste-impérialiste allait s'effondrer de lui-même, sous le poids de ses propres contradictions.

Le développement inégal du capitalisme et le développement par bonds de certains pays impérialistes est un facteur d'aggravation de l'ensemble des contradictions du capitalisme à l'échelle mondiale : d'abord entre le prolétariat et la bourgeoisie des pays dont l'économie souffre de ce « repartage pacifique », ensuite entre les différentes puissances impérialistes, au niveau de la lutte pour la possession de sphères d'influences qui augmente les rivalités entre puissances impérialistes et qui rend toujours plus inévitable de nouvelles guerres de rapine non seulement « régionales », telles qu'elles ont déjà éclaté ces dernières années, mais aussi mondiales, telles qu'elles éclateront demain si la bourgeoisie impérialiste reste à la direction économique et politique.

Malgré la restauration du capitalisme et la contre-révolution bourgeoise en URSS, nous n'en sommes pas revenus à une situation similaire à celle d'avant 1917. Certes les marxistes-léninistes de chaque pays doivent travailler sans l'appui d'une base arrière, nulle part aujourd'hui ils ne peuvent dire d'un pays « voici ma patrie, la patrie des travailleurs », mais l'internationalisation du Capital a transformé l'économie de la plupart des pays, y compris dans les pays dépendants. En effet, à l'époque actuelle, dans l'immense majorité des pays bourgeois du monde, les conditions objectives sont complètement mures, y compris dans un grand nombre de

pays dépendants où durant les dernières décennies les rapports de production bourgeois ont envahi toute la vie économique et sociale. Ainsi un plus grand nombre de pays sont susceptibles de constituer rapidement une puissante base arrière de la révolution prolétarienne mondiale. Au début des années 1920, Staline remarquait que la jeune URSS possédait 4 millions de prolétaires industriels, chiffre faible mais suffisant pour aller de l'avant. Aujourd'hui l'Inde compte 61 millions de prolétaires industriels.

Aujourd'hui, les pays dépendants ne sont plus les seuls « maillons faibles » de la chaîne du système impérialiste mondial : de plus en plus, les bonds de l'impérialisme chinois impliquent et impliqueront des reculs chez ses concurrents impérialistes dans le domaine commercial et des investissements. Ces reculs maintiennent non seulement à l'ordre du jour le principe bien connu de la rupture de la chaîne impérialiste sur son front le plus faible, celui des colonies, où se concentrent toutes les contradictions du système capitaliste-impérialiste mondial, mais aussi dans les vieux pays impérialistes.

En effet, en perdant du terrain, ces derniers sont forcés de manière croissante, pour tenter de résister, de lancer des attaques contre le niveau de vie des travailleurs de leurs propres pays, tout en cherchant à maintenir intactes leurs sphères d'influences coloniales et néo-coloniales.

Ceci détermine l'aggravation objective de la lutte de classe à l'échelle internationale, mettant la révolution socialiste à l'ordre du jour même dans les pays impérialistes les plus puissants où avait triomphé l'influence du révisionnisme et du réformisme pendant les décennies de prospérité économique. La phase terminale de la crise du révisionnisme amorcée dans les années 1970, qui a fini de décomposer les partis réformistes n'était que le pendant de la crise générale du système impérialiste, de l'incapacité des révisionnistes à comprendre les changements économiques et sociaux internationaux, malgré leur phraséologie marxiste.

Même si l'on prend les révisionnistes les plus intelligents — les révisionnistes chinois —, qui sont parvenus à travestir pendant plus de deux décennies à travestir leur voie anti-marxiste sous des dessous « socialistes », trompant l'immense majorité des camarades s'étant réclamés du marxisme-léninisme à partir des années 1960, il est aujourd'hui évident que leur « défense du marxisme-léninisme » n'avait rien de révolutionnaire.

Pas plus en 1956, qu'en 1963, ni par la suite, le Parti « communiste » chinois n'a été capable d'évaluer d'un point de vue marxiste-léniniste l'œuvre de Staline. Martens remarquait ainsi qu'en 1956 Mao dénonçait la critique que Staline avait fait du titisme et reprenait les thèses de Kadar pour lequel la contre-révolution en Hongrie avait été causée par la ligne erronée de Rákosi. Pour les marxistes-léninistes albanais, au contraire, il était évident qu'avec

« ... l'avènement des khrouchtchéviens, Rákosi et ses camarades, qui étaient des éléments positifs au sein du Parti des travailleurs hongrois, furent discrédités et sabotés à tel point que, comme on le sait, une contre-révolution éclata en Hongrie et qu'il fallut l'intervention des chars soviétiques pour reporter au pouvoir les contre-révolutionnaires couverts d'une étiquette marxiste-léniniste, mais qui n'étaient que des révisionnistes, des compagnons d'armes des révisionnistes khrouchtchéviens ». <sup>567</sup>

Martens fait passer Kadar pour un révisionniste « modéré », puisqu'il obéissait au doigt et à l'œil aux révisionnistes soviétiques, et Nagy pour un représentant « des insurgés d'extrême droite et fascistes », parce qu'il était pour le non-alignement...

A choisir entre deux types de révisionnistes, le type de Nagy ou Tito est le plus conséquent, il répond en effet à la revendication bourgeoise de libre-disposition d'elles-mêmes des nations, alors que le premier type (celui de Kadar et autres révisionnistes monocentristes) répond à une revendication impérialiste compradore de type coloniale. Allons, camarade Martens, vous ne savez plus distinguer votre « gauche » de votre « droite » ?

D'ailleurs, ne caractérisez-vous pas de pays « progressistes » d'autres pays bourgeois-compradore « non-alignés », refusant la tutelle coloniale exclusive et faisant mine de s'opposer à « l'impérialisme » en usant de phrases socialisantes ? Ou bien alors pour vous le social-impérialisme soviétique était « anti-impérialiste » ?... Pour vous, « camarade » Martens, Mao « escamote » « l'importance vitale de la lutte idéologique et politique contre le trotskisme, le boukharinisme et le nationalisme bourgeois », d'où sa « défense inavouée » des opportunistes ! « Inavouée » pour les aveugles seulement ! Ne dit-on pas d'ailleurs : *qui ne dit mot consent* ?

Comment pouvez-vous affirmer d'un côté que « l'analyse de la dégénérescence révisionniste en URSS a été correctement formulée par Mao » puis que « le PCC n'a publié aucun travail de recherche scientifique, matérialiste et dialectique, sur les réalités économiques et politiques soviétiques dans leur complexité et dans leurs contradictions ». Comment une analyse de classe de la restauration du capitalisme en URSS peut-elle être « correcte » si elle est « surtout basée sur des analogies historiques, dont la valeur est toujours toute relative, et sur des extrapolations assez arbitraires à partir des aspects bien réels, mais partiels de la réalité soviétique », et si le Parti « communiste » chinois « ne critiquait plus le révisionnisme et l'aventurisme soviétique sur une base de classe, marxiste-léniniste, qui aurait pu convaincre les communistes honnêtes, trompés par le groupe de Brejnev » ?<sup>568</sup> N'y a-t-il pas là une contradiction fondamentale entre deux points de vue qui *s'excluent* mutuellement ? Ou bien pour vous la « Grande révolution culturelle prolétarienne » constituait en elle-même une analyse de classe de la restauration du capitalisme ?

Un peu de sérieux : comment le peuple soviétique pouvait-il ne pas être victime de la propagande des révisionnistes soviétiques quand les révisionnistes chinois clamaient que « les classes et la lutte de classe continuaient d'exister sous le socialisme » ? ! N'était-il alors pas facile aux khrouchtchéviens et au brejnéviens de dire : « chez nous en URSS n'existent plus de classes sociales antagonistes depuis les années 1930, mais il est possible qu'il en soit autrement en Chine » ? ! Quelle aide cette pseudo-« lutte antirévionniste » menée par les révisionnistes chinois pouvait-elle apporter aux marxistes-léninistes soviétiques pour dénoncer **la nouvelle classe exploiteuse** constituée par les révisionnistes au pouvoir ?

Quand vous continuez ensuite en affirmant que « poser le problème en termes : dictature du prolétariat ou dictature de la grande bourgeoisie est une approche scolastique et idéaliste », que « les nouveaux et les anciens éléments bourgeois ont eu besoin de trente ans pour consolider leurs positions dans le domaine politique, idéologique et économique et pour en finir, étape par étape, avec tous les éléments socialistes dans la société soviétique », le tout pour en finir par déclarer « fausse » « la thèse selon laquelle Khrouchtchev a établi un mode de production spécifique, celui du capitalisme d'Etat, forme supérieure de capitalisme où la "nomenclature" possède collectivement les moyens de production »<sup>569</sup>, ne sommes nous pas en droit d'affirmer que vous n'avez *rien* compris du marxisme ! Qui est *idéaliste* ? Celui qui prétend mixer des éléments de « socialisme » et de capitalisme, ou celui pour lequel l'Etat est celui de la classe qui détient les moyens de production ?

Pour Lénine, il était évident que celui qui n'a pas compris qu'à l'époque du capitalisme, il ne peut s'agir « **que de dictature de la bourgeoisie ou de dictature du prolétariat** », n'a « rien compris à la doctrine politique et économique de Marx ». <sup>570</sup> Marx, Engels, Lénine et Staline ont-ils une approche « scholastique et idéaliste » ? Que d'obscurantisme ! Le capitalisme monopoliste d'Etat est-il un mode de production « spécifique » (nouveau ?), ou n'est-il pas au contraire le mode de production par lequel passe obligatoirement la restauration du capitalisme dans un pays socialiste économiquement puissant ? Lénine remarquait que le capitalisme monopoliste d'Etat est le stade économique que rien ne sépare du socialisme, dans le sens qu'il fournit la *forme* de l'expropriation directe de la bourgeoisie. Cette *forme* commune de propriété d'Etat peut donc cacher deux *contenus* fondamentalement différents, qui s'excluent mutuellement et qui sont fonction du *caractère* de l'Etat. Si l'on admet, comme Marx, Engels, Lénine et Staline, que l'Etat socialiste se caractérise par la propriété socialiste sur les moyens de production, dès lors qu'une couche de gestionnaires s'affranchit du contrôle des masses travailleuses et détourne une partie du produit social à son profit, ne se présente-t-elle pas dans la situation objective d'une nouvelle classe exploiteuse ?

N'est-ce pas d'ailleurs un des principes fondamentaux de la dictature du prolétariat, qu'avaient déjà souligné Marx dans *La Guerre civile en France* et Lénine dans *L'Etat et la révolution* ? Si l'on se base sur les enseignements fondamentaux de l'économie politique marxiste-léniniste, c'est indéniable ! Et dès cet instant, les entreprises entre ses mains ont-elles un fonctionnement différent de celui des entreprises du secteur capitaliste monopoliste d'Etat ? Pas le moins du monde ! Pour Lénine il était d'ailleurs évident qu'à l'époque impérialiste « les monopoles privés et les monopoles d'Etat s'interpénètrent ». <sup>571</sup> Les laquais du Capital font alterner nationalisations et privatisations selon les intérêts du grand Capital, aussi il est évident pour un marxiste-léniniste que les dirigeants des entreprises du secteur public sont des « gens du grand capital » et que « la position sociale de l'ouvrier dans les entreprises du « secteur public » ne diffère en rien de celle de l'ouvrier du secteur privé » : « **seuls les révisionnistes** » peuvent ne pas voir cette évidence ! <sup>572</sup>

En quoi consiste donc le caractère « spécifique » du secteur capitaliste monopoliste d'Etat dans un pays bourgeois-révisionniste comme l'URSS de Khrouchtchev-Brejnev ? En ce qu'il est la forme la plus « parfaite » et la plus étendue possible du « capitalisme organisé » : le secteur « public » à l'échelle d'une société entière, dans les principales branches de l'économie ! L'échec de ce capitalisme monopoliste d'Etat prouve irréfutablement que sur la base de l'esclavage salarié, c'est-à-dire aussi longtemps qu'existe une classe exploiteuse, le développement proportionné et accéléré de l'économie est impossible, que l'Etat centralise ou pas les moyens de production entre ses mains, qu'il essaie de maintenir une direction centralisée de type bureaucratique ou qu'il laisse aux entreprises une grande liberté dans la gestion de la production, ce dont il est rapidement contraint de toute façon, puisque la production marchande ne se régule qu'à travers l'anarchie et la spontanéité du marché.

C'est pourquoi sous Brejnev, que les révisionnistes et la bourgeoisie se sont attachés à faire passer pour un « centraliste » du fait qu'il symbolisait comme sous le capitalisme classique l'inertie du secteur monopoliste d'Etat, la bureaucratie au sommet cohabitait avec l'autonomie comptable et l'autogestion à la base. Les contradictions entre les révisionnistes « conservateurs » (« centristes modérés », tel Brejnev) et les révisionnistes « réformateurs » (« droitiers », tel Gorbatchev) sont

donc fondamentalement les mêmes que celles qui opposent dans les pays bourgeois la droite « ultra-libérale » à la « gauche » socialisante. Au-delà de leurs divergences *secondaires* sur la question « sous quelle forme administrer la propriété bourgeoise-révisionniste », leur convergence *essentielle* consiste donc dans ce que *tous* défendent l'esclavage salarié ! Les premiers sont aux commandes dans les périodes de croissance économique, quand il est possible (économiquement) et avantageux (politiquement) d'accorder au travailleurs des miettes prélevées sur les profits générés par leur exploitation, tandis que les seconds sont aux commandes dans les périodes de récession et de crise économique, par exemple quand les contradictions inter-impérialistes s'accroissent et amènent à détériorer de manière relative et même absolue la position de l'un des protagonistes sur le marché international, c'est-à-dire quand les exploités estiment le temps venu pour les travailleurs de se serrer la ceinture... Aussi, affirmer que « les peuples de l'URSS ont été unis par le socialisme et le Parti bolchevik » « durant 70 ans »<sup>573</sup> est anti-marxiste : c'est nier le caractère bourgeois et impérialiste de l'URSS révisionniste.

En 1997, c'est-à-dire il y a dix ans, Ludo Martens affirmait devant les organisations participant au Séminaire Communiste International, que rechercher « une unité sans compromis » revenait à affirmer « que seul Enver Hoxha a mené correctement la lutte antirévisionniste depuis la mort de Staline, que Mao n'a jamais été un marxiste et que la même chose vaut pour Castro et Kim Il Sung », avec tout ce qui en découle logiquement : « instauration d'une dictature bourgeoise en URSS dès 1956 », « social-impérialisme soviétique », « théorie contre-révolutionnaire des trois-mondes », etc. Réduisant la lutte pour « l'unité idéologique » à des « débats » sur telle ou telle thèse théorique, complètement isolée de l'analyse du mouvement réel, il déclarait « impossible » dans ces conditions de réaliser l'unité « sur une base marxiste-léniniste ».

Il avait parfaitement raison... dans la mesure où le marxisme-léninisme est incompatible avec les débats académiques sur telle ou telle thèse, mais doit se rattacher à un examen matérialiste de la réalité économique et sociale internationale. En agnostique et en idéaliste, il tirait donc de mauvaises conclusions : prétextant que « les communistes ont des tâches pratiques » et que « la lutte des classes n'attend pas qu'ils aient réalisé leur unification », il voyait la solution dans le fait que « les échanges d'expériences pratiques et l'organisation de certaines activités et campagnes communes joueront un grand rôle dans l'unification et faciliteront les discussions théoriques ».

D'abord nous demandons à Martens s'il croit que Lénine aurait admis possible pour le prolétariat de mener une véritable *lutte de classe* sans avoir réalisé au préalable l'unité idéologique dans les rangs de son avant-garde.

Il est évident que Lénine répondait par la négative à cette question. Et l'expérience du PCUS (b) en témoigne de manière éloquent.

« L'expérience historique de la formation du Parti Bolchevik nous apprend que le Parti émerge d'abord idéologiquement et théoriquement. Quand l'unité de pensée des communistes atteint un certain niveau qualitatif, alors l'organisation en Parti selon les principes d'organisation bolchevik devient possible et nécessaire pour mettre en œuvre la stratégie et la tactique de la révolution ».<sup>574</sup>

Sans unité idéologique, la lutte de classe est confinée dans un stade arriéré et artisanal, stade qu'il est impossible de dépasser sans élever la théorie à un niveau qualitatif suffisant. La pratique du *Mouvement communiste international* de ces dernières années ne l'a-t-elle pas clairement démontré ?

Nous demandons donc ce qu'ont produit les années d'échanges « d'expériences pratiques » et de « campagnes communes ». Ont-elles contribué à l'unification et facilité les discussions théoriques ? Non, car chacun en est resté à des proclamations formelles « de solidarité », « d'unité » et de « débats » : des conférences inter-partis et inter-organisations *à la mode togliattiste* en d'autres termes...

Dans les faits, les questions posées par Martens n'ont toujours pas été tranchées de manière matérialiste et ne le seront pas davantage dans dix ans ou dans vingt ans, tant que le mouvement se réclamant du marxisme-léninisme restera cantonné à ces « actions » et restera infecté par ces conceptions agnostiques. Quelle peut bien être la signification de ces conceptions ?

« Ou bien ces questions, et beaucoup d'autres, seront réglées d'un point de vue marxiste-léniniste, un développement « en profondeur », ou bien la coexistence pacifique entre révisionnistes, marxistes-léninistes, maoïstes et pseudo marxistes-léninistes de toutes sortes, avancée comme principe d'unité, en arrivera à une **amnistie réciproque**, c'est-à-dire à la légitimation de l'opportunisme ». <sup>575</sup>

N'est-ce pas justement ce à quoi a aboutit la pratique du Séminaire Communiste International ? Le camarade Patrick Kessel n'avait-il donc pas raison d'insister sur l'aspect *antagonique* des divergences, ces divergences résultant de deux conceptions fondamentalement opposées du marxisme ? En effet, l'une est dogmatique, desséchée, fuyante et entachée de points de vue idéalistes et révisionnistes, ne sachant que ressasser des banalités noyées au milieu d'erreurs, et donc incapable de faire progresser le mouvement réel. L'autre en revanche, celle du marxisme-léninisme, est vivante, combattante, évolutive et matérialiste, et cherche à faire progresser le mouvement réel sur la base de la compréhension **la plus parfaite possible** des contradictions fondamentales du capitalisme et de l'impérialisme mondial.

Les marxistes-léninistes albanais ont-ils eu raison de ne pas céder aux pressions des titistes et des khrouchtchéviens dans les années 1944-1956 ? Assurément, oui ! Ont-ils eu raison de monter à la tribune de la Conférence internationale de Moscou en 1960 pour dénoncer ouvertement la trahison révisionniste et reposer de manière claire, nette et juste la question de Staline ? Assurément, oui ! Ont-ils eu raison de dénoncer la collusion des révisionnistes soviétiques avec l'impérialisme mondial et ses théories démagogiques qui amenaient à la fusion du mouvement ouvrier dans un large front nationaliste-bourgeois pseudo-progressiste ? Assurément, oui ! Ont-ils eu raison de voir dans l'URSS de Khrouchtchev-Brejnev un pays bourgeois-révionniste devenu une puissance impérialiste comme les autres ? Assurément, oui ! Ont-ils eu raison de se méfier des zigzags de la direction maoïste au cours de la lutte anti-révionniste, de ses ambitions tiers-mondistes et de son rapprochement avec les puissances impérialistes occidentales ? Assurément, oui ! Ont-ils eu raison de dénoncer la Chine comme étant une nouvelle puissance impérialiste nourrissant des ambitions hégémoniques ? Assurément, oui ! Les premières années du 21<sup>ème</sup> siècle prouvent de manière irréfutable que la Chine est devenue une puissance impérialiste de tout premier ordre ! Qu'on compare le verbiage creux et sentimental des « anti-impérialistes » d'aujourd'hui à la richesse de ces analyses et on comprendra sans mal pourquoi ces mêmes « anti-impérialistes » quand ils traitent des questions intérieures (aux métropoles impérialistes) de la révolution socialiste ne sont pas plus heureux !

Il est facile de reprocher aujourd'hui aux marxistes-léninistes albanais d'avoir, durant une très brève période de quelques mois de l'année 1956, soi-disant souscrit à

certaines thèses khrouchtchéviennes, tout autant afin essayer de légitimer le fait qu'on les a soi-même cautionné pendant *des décennies*, que dans le but d'essayer de jeter le discrédit sur toutes leurs prises de positions justes ! Cette « critique » est d'autant plus inadmissible qu'elle vient de la droite et vise à faire oublier la responsabilité réelle des trahisons et du soutien apporté aux pays révisionnistes tout au long du demi-siècle écoulé, et qu'elle permet aujourd'hui de perpétuer les déviations révisionnistes justement combattues à feu nourri et sans interruption par les marxistes-léninistes albanais pendant plus de quatre décennies sur le plan national comme international. Mais prétexter cette « faiblesse » de quelques mois pour rayer impunément quarante années de luttes inflexibles, c'est dans le « meilleur » des cas raisonner en sophiste petit-bourgeois, d'une manière complètement détachée du mouvement réel, et dans le pire des cas chercher à couvrir de boue le glorieux combat mené par les marxistes-léninistes albanais. Les révisionnistes ne croient pas eux-mêmes une seule seconde à cette « faiblesse » et reconnaissent que ces critiques n'avaient été qu'une *manœuvre tactique* des marxistes-léninistes albanais, confrontés aux agissements hostiles d'agents titistes et khrouchtchéviens que le « printemps du révisionnisme moderne » avait fait sortir de leur torpeur.

Au contraire, un marxiste-léniniste doit souligner qu'il est remarquable qu'en seulement *quelques mois*, les marxistes-léninistes albanais soient parvenus à résister aux pressions extérieures et à amputer ces tendances bourgeoises-liquidatrices, là où *tous les autres* partis communistes au pouvoir ont échoué et se sont convertis en partis nationalistes-bourgeois, là où tous *les grands partis occidentaux* ont été submergés par la déferlante révisionniste et social-chauvine !

Au contraire, un marxiste-léniniste doit souligner que si les marxistes-léninistes albanais ont pu se tenir aussi fermement sur les positions marxistes-léninistes durant les périodes les plus noires où déferlait la contre-révolution *à l'échelle mondiale*, c'est parce que leur situation intérieure était saine, parce qu'ils s'appuyaient puissamment sur l'expérience du PCUS (b) ainsi que sur l'expérience qu'ils avaient acquise au cours de la lutte anti-fasciste et suite à la victoire de la révolution populaire, au cours des premières années de l'édification socialiste, dans l'âpre lutte qu'ils avaient livré contre la bourgeoisie nationale liée à l'occupant fasciste, puis au cours de la réforme agraire et de l'édification de la base économique du socialisme, limitant puis refoulant le petit Capital privé et les exploitations koulaks. Telle furent les circonstances objectives qui firent qu'un petit peuple — dont personne ne se serait risqué après la mort de Staline à dire qu'il allait tout seul se dresser dans la tempête de la lutte anti-révionniste et pour la défense de la pratique et de la théorie marxistes-léninistes —, devint « la sentinelle de Staline », bravant pendant quatre décennies les pressions économiques, le chantage militaire et l'agression idéologique.

« Un pays arriéré peut commencer facilement, parce que son adversaire est pourri, parce que sa bourgeoisie est désorganisée ; mais pour pouvoir continuer, il lui faut ouvrir les yeux cent-mille fois plus, faire preuve de cent-mille fois plus de soin et de patience. En Europe occidentale il en sera autrement : là-bas il est infiniment plus difficile de commencer, il y est infiniment plus facile d'aller de l'avant... »<sup>576</sup>

Ceci donne la véritable mesure des difficultés qu'ont du affronter à chaque pas les marxistes-léninistes albanais ! Ce qui avait été difficile pour la jeune URSS, exclusivement entourée d'Etats bourgeois hostiles pouvait-il être moins difficile pour un pays comme l'Albanie socialiste, exclusivement entourée d'Etats bourgeois-révionnistes à partir de 1953 ?

Il est très facile avec le recul historique de critiquer « après coup » des insuffisances, réelles certes, mais toujours mineures ou secondaires au regard des gigantesques réalisations de ce minuscule pays socialiste ! Les marxistes-léninistes albanais sont d'ailleurs eux-mêmes toujours restés très humbles, ne se considérant jamais autrement que comme des *disciples* et des *élèves* de Marx, Engels, Lénine et Staline, quand bien même ils touchaient de très près à la systématisation des enseignements pratiques et théoriques de la lutte générale contre l'impérialisme et le révisionnisme, quand bien même ils écrivaient une nouvelle page de l'histoire en démontrant que *l'édification du socialisme dans un seul pays* était parfaitement possible pour les petits pays dépendants économiquement très arriérés. Même Enver Hoxha reconnaissait dans ses mémoires que par rapport à Staline il n'était qu'un « élève ». Un bon « élève » il est vrai : le seul en effet qui, après la mort du « maître », fut capable de maintenir le cap de l'édification socialiste et de démasquer les révisionnistes dans leur ensemble.

Si l'on peut reprocher une seule chose aux marxistes-léninistes albanais, c'est uniquement de n'avoir pas su systématiser clairement toute l'expérience acquise par le mouvement communiste international sous la direction de Lénine et Staline et par eux-mêmes durant la période d'édification du socialisme en Albanie, notamment dans l'examen de la question nationale et coloniale où ils n'ont pas su clairement faire le lien entre l'exacerbation de la lutte de classe dans les pays de démocratie populaire ainsi que le renforcement de la base sociale de l'opportunisme dans les pays impérialistes, et le triomphe de l'opportunisme et du social-chauvinisme à une très large échelle. Même dans ce domaine pourtant, s'ils n'ont pas su expliquer clairement les causes matérielles de la victoire du révisionnisme à l'échelle mondiale, les marxistes-léninistes albanais n'en touchèrent pas moins de très près le fond du problème. C'est une insuffisance, certes, mais les révisionnistes sont-ils en droit de la « critiquer » ?

Non, car sur toutes les grandes questions de principe, dans leur politique intérieure comme extérieure, dans l'édification socialiste comme dans la lutte contre le révisionnisme moderne, ils n'ont pas commis d'erreur majeure, au moins jusqu'en 1985. Les erreurs d'appréciation qu'ils ont commises, ils les ont toujours rectifiées avant qu'elles ne se cristallisent dans une ligne révisionniste.

Partant de là, toute leur expérience nous rapproche de la connaissance de la vérité objective, au contraire des révisionnistes qui nous en éloignent.

Il ressort que tout le travail théorique et pratique des marxistes-léninistes albanais converge vers cette systématisation et donne les clés de compréhension de l'histoire contemporaine universelle à tout véritable marxiste-léniniste ! Ça n'est pas pour rien si tous les documents du PTA convergent vers un seul et même objectif révolutionnaire. Il est évident que l'essentiel était de s'orienter de façon juste au milieu du chaos international et d'adopter une position juste face à chaque évènement majeur de la lutte de classe internationale.

Pour eux, l'essentiel est qu'il n'est point besoin « d'inventer de nouveaux « socialismes », ni de copier les prétendus socialismes des révisionnistes modernes, comme le soviétique, le yougoslave, le chinois et d'autres, qui n'ont de socialiste que le nom » car « **il existe une théorie et une pratique, du socialisme scientifique** » dont la « théorie nous est enseignée par Marx, Engels, Lénine et Staline » et dont « **les principes fondamentaux et les lois générales** » « **sont inéluctables pour tous les pays** ». <sup>577</sup>

« L'Albanie a prouvé et continue de prouver dans la pratique que le socialisme authentique, projeté par Marx et Engels et traduit dans les faits par Lénine et Staline, est non seulement le système social le plus élevé, mais aussi l'unique système qui garantit le véritable progrès dans tous les domaines ». <sup>578</sup>

Le tout n'est pas de savoir si les communistes albanais n'ont fait *aucune faute*, tant dans les questions intérieures qu'extérieures au cours de plus de quarante années de construction du socialisme et de combat contre les visées coloniales et néo-coloniales des puissances impérialistes et social-impérialistes, il est en effet impossible que dans des conditions internationales aussi difficiles et mouvementées, alors même qu'ils avaient à mener un gigantesque travail pour édifier une économie socialiste dans les conditions de l'encercllement impérialiste-révisionniste, ils n'aient commis aucune erreur ; mais seulement de reconnaître que *l'essentiel* de leur combat a été juste et que leur principal mérite a été et reste d'avoir développé le marxisme-léninisme et d'avoir su l'appliquer aux situations nouvelles et s'être rapprochés de la *connaissance de la réalité objective*. C'est une évidence pour quiconque a connu la réalité économique et sociale de la RPSA ou quiconque se penche aujourd'hui sur les documents du PTA.

On nous rétorquera peut-être « que l'Albanie s'est effondrée » alors que Cuba, le Vietnam, la Corée du Nord ou même la Chine « tiennent toujours » ! Mais se tenir où ? Sur la voie du socialisme comme l'Albanie, ou bien sur la voie révisionniste-bourgeoise ? Assurément, il est plus difficile de se maintenir sur les rails du socialisme, qui démultiplie la fureur du système impérialiste *mondial*, particulièrement dans le cas d'un petit pays économiquement retardataire, exigeant une formidable tension des forces, que de se maintenir sur la voie capitaliste, où il se trouve toujours un pays impérialiste « allié » prêt à vous accorder « généreusement » son « aide » ! Les transformations socialistes ont-elles eu lieu en Chine, à Cuba, au Vietnam, etc., en plusieurs dizaines d'années de « socialisme » ? Non ! Pourquoi ? A cause de l'état particulièrement arriéré de l'économie ? Sûrement pas : à cause de leur complaisance vis-à-vis de leur propre bourgeoisie nationale et avec les pays révisionnistes et social-impérialistes, donc à cause de choix délibérés tels l'imbrication du « socialisme de marché » dans la division internationale (« socialiste ») du travail. Si ces pays se maintiennent, ça n'est pas dans la voie du socialisme !

La différence entre les ex-pays socialistes ainsi que les faux pays socialistes d'une part, et les pays socialistes d'autre part, c'est que les premiers pays, s'ils ont certes connu des difficultés économiques après l'effondrement du social-impérialisme soviétique, en connaissaient déjà de très graves depuis des décennies, leur économie étant déjà asservie au commerce international et néo-colonisée. Ce que nous avons dit du « socialisme cubain » le montre de manière irréfutable : les difficultés économiques de Cuba ne sont pas seulement imputables au blocus économique de l'impérialisme américain, elles sont essentiellement imputables à la ligne petite-bourgeoise du Parti « communiste » cubain et à l'intégration de Cuba à la « division internationale du travail » : avant 1991, le blocus américain gênait peu Cuba, ce qui n'empêchait nullement Cuba de connaître de graves problèmes économiques !

Des circonstances objectives — comme le renforcement du blocus impérialiste-révisionniste à la fin des années 1980 — et subjectives en découlant — le renforcement de l'esprit de capitulation — ont permis aux ennemis du pouvoir socialiste albanais de s'infiltrer et de faire leur travail de sape.

C'est ainsi que la citadelle socialiste des travailleurs, des peuples et des communistes du monde a fini par tomber. C'est une défaite, certes, mais c'est aussi quelque part une victoire : cette minuscule citadelle, grande comme cinq départements français, qui avait hérité d'un lourd retard économique a tenu pendant quarante années ! Cet échec, nous dénonçons aux révisionnistes d'hier le droit de l'instrumentaliser pour mettre en doute la justesse de quatre décennies de luttes inflexibles. En effet, ces « critiques » portent eux-mêmes une grande part de responsabilité dans la restauration du capitalisme en Albanie : les camarades de *La voie du socialisme* avaient raison de souligner que le mouvement marxiste-léniniste n'avait en général pas rempli ses devoirs internationalistes à l'égard de l'Albanie socialiste. Et effectivement, si les communistes albanais avaient senti derrière eux une forte dynamique internationaliste et un véritable essor du mouvement révolutionnaire, le danger de la perte de la perspective de la révolution internationale aurait pu être combattu efficacement. La responsabilité historique du mouvement communiste international est donc engagée.

Pour les communistes albanais, la défense de l'œuvre de Staline n'a jamais été une question académique, mais une question de principe ayant une immense portée pratique pour les destinées de la révolution socialiste, ce que ne manquaient pas de souligner les anti-staliniens conséquents :

« Si Lénine reste à leurs yeux le révolutionnaire éclairé des vrais marxistes, Staline est la bâtisseur du socialisme soviétique, un bâtisseur qui, en nivelant les cerveaux sous le rouleau compresseur de sa pensée, faite d'écrasante certitude, en broyant les consciences individuelles dans le concasseur des procès politiques et de l'autocritique, a créé un appareil redoutable, d'un seul bloc, d'un seul métal, qui s'enfonçait comme le soc d'une colossale charrue dans les masses grouillantes, pour y creuser les sillons du communisme ». <sup>579</sup>

Dans le *Zëri I Popullit* du 18 avril 1963, on pouvait lire des propos très différents de ceux — conciliateurs et temporisateurs —, tenus à la même époque par les révisionnistes chinois qui estimaient que la question de l'évaluation de l'œuvre de Staline ne serait certainement pas solutionnée avant très longtemps. Pour les marxistes-léninistes albanais il était évident que

« N. Khrouchtchev connaît trop bien l'importance colossale de la question de Staline, non seulement pour l'Union Soviétique, mais aussi pour tout le communisme international, pour le marxisme-léninisme lui-même. Il s'imaginait avoir liquidé et surmonté cette question, il s'imaginait avoir créé un « épouvantail » effroyable dans le monde, à tel point que non seulement personne n'oserait plus le défendre, mais encore qu'on ne prononcerait même plus le nom de Staline. Mais c'est le contraire qui s'est produit. Les marxistes-léninistes et les révolutionnaires véritables, les peuples se rendent compte toujours mieux que la question de J. Staline est une question ayant une importance de principe dans la lutte entre les marxistes et les révisionnistes, parce qu'elle concerne la défense du léninisme, parce que, à moins de remettre en place Staline et son œuvre, il ne serait pas possible pour le mouvement révolutionnaire et pour la cause du marxisme d'aller de l'avant ». <sup>580</sup>

Au contraire, pour les révisionnistes chinois qui étaient animés de conceptions agnostiques transpirant l'esprit de conciliation, concernant la question de Staline il était « à prévoir qu'une conclusion définitive ne puisse lui être donnée en ce siècle ». Cette optique de conciliation et de temporisation était bien réelle : les révisionnistes chinois, outre le fait qu'ils continuaient à souscrire à beaucoup de critiques anti-staliniennes infondées, ramenaient la lutte anti-révisionniste à « des controverses avec une fraction d'hommes », « les dirigeants soviétiques », que les révisionnistes

chinois avaient d'ailleurs « l'espoir » « de pouvoir convaincre » « afin de faire progresser la cause de la révolution » ! Selon les révisionnistes chinois, Staline « s'écarta du matérialisme dialectique pour tomber, dans la métaphysique et le subjectivisme ». Ainsi, « dans les luttes menées au sein du Parti comme en dehors », il avait « commis l'erreur d'élargir le cadre de la répression en 1937 et 1938 », n'avait pas fait « une application pleine et entière du centralisme démocratique » et « y contrevint partiellement », sans compter qu'il « commit des erreurs » « dans les rapports entre partis frères et entre pays frères ». Ces « critiques » n'étaient d'ailleurs pas si éloignées de celles de Khrouchtchev pour lequel Staline avait joué un rôle globalement positif, au moins jusqu'en 1936, avant de sombrer dans la démence... Les révisionnistes chinois n'avançaient également aucune preuve de leurs accusations infondées. Rompus à la « souplesse » temporisatrice que leur conférait leur expérience acquise lors de l'intégration de la bourgeoisie nationale chinoise, les révisionnistes chinois s'opposaient seulement à « la répudiation totale de Staline » dont ils percevaient sans aucun doute le danger pour l'ensemble du camp révisionniste. D'un autre côté il est aisé de comprendre que les khrouchtchéviens avaient été traumatisés par trois décennies de dictature du prolétariat, dont ils avaient eu tant de mal à s'affranchir, et ils ne pouvaient pas faire comme les révisionnistes chinois qui leur recommandaient « de traiter Staline en camarade » et non « comme l'on traite l'ennemi ».<sup>581</sup>

Pour les marxistes-léninistes albanais, en revanche, **il était devenu clair dès 1956 que les khrouchtchéviens n'étaient pas des communistes honnêtes fourvoyés, mais des traîtres à la révolution socialiste.** Il faut dire que pour les révisionnistes chinois, tous peuvent être rééduqués, même les chefs révisionnistes ! A la chute de Khrouchtchev, ils tendirent ainsi la main à Brejnev, espérant une réconciliation avec la nouvelle équipe révisionniste. La pseudo réappropriation de l'héritage révolutionnaire du marxisme-léninisme n'a fait que démontrer la pertinence des propos tenus par les camarades albanais en 1963. Loin d'aller de l'avant, le mouvement se réclamant du marxisme-léninisme piétine toujours ! « Remettre en place Staline et son œuvre », c'est donc évidemment dépasser le simple ressassement de dogmes que les révisionnistes ont le plus souvent déformé et vidé de leur sens.

« La lutte idéologique communiste doit réfuter les doctrines révisionnistes et bourgeoises et doit élaborer le point de vue communiste sur l'ensemble des questions de la révolution. On ne défend pas le communisme en affirmant des thèses générales mais en montrant leur vérité et leur nécessité dans le mouvement réel. Cette tâche... est commune à tous les communistes qui considèrent la révolution comme un problème posé et à résoudre, et non comme un thème d'exaltation mythique ».<sup>582</sup>

Les idéologues bourgeois-révionnistes ont en effet combattu le marxisme d'abord « sous sa forme vivante d'abord, puis sous la forme dogmatique qui lui a été substituée, enfin comme un spectre ».<sup>583</sup> Il est vrai que durant des décennies, certains camarades se réclamant du marxisme-léninisme, malgré des insuffisances, ont mené un juste et nécessaire combat pour la défense des principes marxistes-léninistes que les révisionnistes de tous bords, au pouvoir ou non, s'attachaient à falsifier afin de justifier leur politique de trahison de la classe ouvrière.

Mais tout en défendant les principes, ils ont la plupart du temps été incapables de les rattacher de manière vivante à l'analyse d'une situation concrète. Si la défense formelle de l'URSS de Staline a pu pendant un temps revêtir un caractère progressiste, amenant de jeunes travailleurs à s'intéresser au communisme, elle

devient aujourd'hui insuffisante et même régressive si elle reste bloquée à ce stade dogmatique qui se substitue à la compréhension de la ligne politique qu'elle avait défendue.

Que les camarades d'organisations qui verront leur ligne attaquée ne prennent pas ceci pour une attaque « personnelle », car nous sommes les partisans d'une critique franche, entre camarades, favorisant l'autocritique. Pour nous, l'unité ne signifie pas l'absence de débats — une telle unité ne profiterait pas à l'essor de la lutte de classe —, mais nécessite au contraire d'intensifier les débats, sur la base du matérialisme dialectique évidemment.

« Ou bien nous sommes des léninistes, et nos rapports mutuels ainsi que les rapports des sections envers l'I.C. et inversement doivent être empreints de confiance réciproque, doivent être purs et transparents comme cristal, — et alors il ne doit pas y avoir dans nos rangs de jeu diplomatique pourri ; ou bien nous ne sommes pas des léninistes, — et alors nos rapports offrent un vaste champ à la diplomatie pourrie et à la lutte de fraction non idéologique. De deux choses l'une. Il faut choisir, camarades ». <sup>584</sup>

De combien d'organisations se réclamant du marxisme-léninisme la lutte de fraction non idéologique constitue-t-elle la base des rapports avec les autres organisations ?

Les camarades de *l'Emancipation* faisaient cette remarque profonde que c'est « sur l'objectif, le socialisme, que porte l'effort principal de la bourgeoisie et du révisionnisme pour jeter la confusion dans la classe ouvrière et la démobiliser » puisque « la propagande de la bourgeoisie sur les mérites et les bienfaits du capitalisme n'influence qu'une fraction insignifiante de la classe ouvrière ». Les camarades de *l'Emancipation* avaient donc raison de conclure que

« C'est la raison pour laquelle les efforts principaux des sycophantes du capital sont destinés à jeter le discrédit sur le socialisme, à convaincre le prolétariat que le système capitaliste, même s'il n'est pas bon, est pourtant le meilleur et qu'il est vain de lutter pour un système "encore pire", le socialisme. Dans cette lutte idéologique, la bourgeoisie aligne au premier rang les intellectuels de "gauche" ou d'"extrême-gauche", maoïstes ou ex-maoïstes, ex-"marxistes"... » <sup>585</sup>

Dans les rangs des anti-communistes, les trotskistes jouent un rôle « d'avant-garde ». Leurs positions suintent la falsification et l'hypocrisie sur *tous* les grands problèmes du mouvement ouvrier. Nous nous bornerons ici à donner quelques exemples de caractère historique.

Comme pour tous les révisionnistes, pour les trotskistes, la révolution chinoise de 1949 « a abouti à la suppression du capitalisme en Chine ». Chez les trotskistes, une telle affirmation ne peut évidemment qu'être immédiatement contrebalancée par une autre, contradictoire : « cependant, le régime issu de cette révolution n'avait de « socialiste » que le nom », puisque le « socialisme est impossible sans la démocratie » et que « la seule nationalisation de l'économie ne suffit pas » : l'économie doit certes être sous le contrôle de l'Etat « mais l'Etat, à son tour, soit être directement sous le contrôle démocratique et conscient des travailleurs ». Ni capitaliste, ni socialiste ? Mais alors qu'était la Chine de Mao ?

Pour les trotskistes, l'Etat chinois était « un régime bureaucratique dont les caractéristiques essentielles étaient identiques à celles du régime de Staline, en URSS » ! Voilà comment les trotskistes confondent et assimilent (de la manière la plus grossière et la plus éhontée) les marxistes-léninistes et les révisionnistes afin de se poser en « marxistes révolutionnaires ». Mais cette « bureaucratie », quel est son caractère de classe ? Voyons-le : « une partie de la bureaucratie penchait dans le sens

d'une restauration du capitalisme, dont certains éléments cherchaient même à se transformer en une nouvelle classe de propriétaires » ! Donc, existait selon l'aveu même des trotskistes **une classe bureaucratique favorable au socialisme** ! Quel « joli » « socialisme » ce doit être ! C'est donc bien la vieille rengaine anarchiste, trotskiste, petite-bourgeoise, idéaliste et anti-matérialiste de « l'Etat ouvrier dégénéré » ! C'est cette rengaine que certains révisionnistes « marxistes-léninistes » admettent d'ailleurs sous une forme à peine modifiée quand ils définissent l'URSS de Khrouchtchev Brejnev comme « malgré tout » encore socialiste, ou conservant des fragments de socialisme ! Les trotskistes, pour lesquels la planification n'a pas un caractère de classe, mais peut aussi bien être appliquée par le prolétariat que par la bourgeoisie affirment donc que « malgré la corruption et le gaspillage inhérents à la domination d'une bureaucratie dictatoriale, la planification de l'économie a pu transformer radicalement la société chinoise et sortir l'immense majorité de population de l'existence de bêtes de somme qu'elle menait jusqu'alors ». <sup>586</sup>

Ces mêmes appréciations anti-marxistes des trotskistes se retrouvent dans leurs positions sur Cuba : comme n'importe quels révisionnistes, les trotskistes affirment qu'à Cuba a été réalisé « l'abolition du capitalisme » « dont il s'est libéré il y a près d'un demi-siècle », arguant pour cela des exemples d'acquis sociaux rabâchés par les révisionnistes de tout bords : « santé », « éducation », « services publics », etc.

On en attendait pas moins des trotskistes et de leur conception sociale-démocrate du « socialisme » : moins d'inégalités, moins de profits... Ensuite les trotskistes de *la Riposte* nous offrent une autre perle en affirmant que « l'économie planifiée en URSS et ailleurs n'a pu se maintenir face aux pressions du marché mondial ». Les trotskistes pour lesquels l'effondrement de l'URSS (révisionniste) « a porté un coup terrible à la viabilité de l'économie planifiée cubaine » craignent de voir Cuba « retourner dans les chaînes du capitalisme » ! Mais Cuba s'en est-il seulement jamais libéré ? L'économie cubaine a-t-elle jamais été une économie planifiée et n'est-elle « rongée de l'intérieur » que depuis 1991 ? Aveuglés par leurs préjugés bourgeois et leur haine du socialisme, ils n'arrivent même pas à voir l'abîme séparant la réalité économique et sociale de l'URSS socialiste des années 1930-1940 à celle de l'URSS révisionniste des décennies suivantes ! Pour les trotskistes, l'URSS (social-impérialiste) de Khrouchtchev-Brejnev-Gorbatchev n'était guère plus dégénérée que l'URSS (socialiste) de Staline ! Pour les trotskistes, l'effondrement de l'URSS (révisionniste) et des pays de l'Est signifie « l'impossibilité » pour « l'économie planifiée » de résister « durablement » « aux pressions du marché mondial ».

Pour le coup, si une chose a réellement *dégénéré* au point n'avoir rompu *tout lien* avec le marxisme, ce sont bien les trotskistes ! Pour les révisionnistes l'organisation a quelque chose de transcendantal. Pour eux en effet « dix non-marxistes isolés restent non-marxistes », mais « ensemble ils forment une organisation marxiste ». <sup>587</sup> Les trotskistes, en bons révisionnistes partent du même postulat : dix pays révisionnistes isolés ne sont que des « Etats ouvriers dégénérés », tandis qu'ensemble ils forment l'avenir de la révolution socialiste mondiale ! Ainsi, traitant de l'Amérique latine, les trotskistes affirment que « les événements récents en Bolivie, au Brésil, en Argentine, en Equateur » constituent un immense potentiel révolutionnaire nécessaire à la sauvegarde de la « révolution socialiste cubaine » qui passe « par son extension dans le reste de l'Amérique latine ». <sup>588</sup>

Pour nous, au contraire, dix pays révisionnistes accolés restent des pays révisionnistes d'où rien de bon ne peut sortir. Economiquement ils ne valent rien de plus : un pays dépendant isolé restera tout aussi dépendant s'il est allié à d'autres pays dépendants. Les accumulations quantitatives de suffisent pas à acquérir une structure économique qualitativement supérieure, dotée d'une industrie de production des moyens de production. Dix usines de chaussures ne donneront pas une usine de constructions mécaniques !

Au contraire, un pays socialiste, même isolé, peut parfaitement briser durablement l'encerclement, les pressions et le blocus capitalistes s'il dispose d'une telle industrie. Aucune trace de cette vérité chez les petit-bourgeois trotskistes que l'économie politique marxiste n'effleure *pas un seul instant* ! Les divergences et conflits entre trotskistes et anti-trotskyistes révisionnistes (pseudo marxistes-léninistes) restent des conflits deux déviations anti-marxistes qui se renforcent mutuellement au détriment des marxistes-léninistes : les trotskistes profitent en effet de l'action contre-révolutionnaire des révisionnistes au pouvoir pour couvrir de boue le socialisme authentique. Pour les trotskistes, l'édification du « socialisme dans un seul pays » est une « théorie fautive et réactionnaire » « formulée pour la première fois par Staline » qui « reflétait le conservatisme et le nationalisme de la caste bureaucratique » ainsi que « sa dictature ». Pour les trotskistes, l'édification du « socialisme dans un seul pays » est « absolument impossible » « même dans un pays aussi vaste que la Chine » : pour eux, « aucun pays, aucune région du monde ne peut se tenir à l'écart de l'économie mondiale sans en subir des conséquences dramatiques » et la politique de Staline était « complètement à l'opposé de celle de Lénine, qui était rigoureusement internationaliste », qui « rejetait fermement le principe d'autarcie et cherchait à établir des relations commerciales avec les pays capitalistes » et qui « comprenait parfaitement que si la révolution russe n'était pas suivie d'une révolution mondiale » « la restauration du capitalisme en Russie était inévitable ». <sup>589</sup> De telles *calomnies* ne peuvent tromper que de jeunes camarades aux connaissances fragmentaires ou de fieffés ignorants. Staline n'était pas moins internationaliste que Lénine ! Pour lui d'ailleurs,

**«... l'internationalisme élémentaire... veut que le triomphe du socialisme dans un pays soit non pas une fin en soi, mais un moyen de développer et de soutenir la révolution dans les autres pays ».** <sup>590</sup>

Staline définissait en effet la révolution socialiste d'Octobre comme « commencement et facteur de la révolution mondiale » dans les conditions de l'inégalité de développement économique des pays bourgeois, rappelant que selon Lénine « la révolution simultanée dans plusieurs pays » ne peut être qu'une « rare exception ». Pour Staline il est d'abord évident que la pratique de plusieurs années d'édification socialiste réfutait la théorie trotskiste de l'impossibilité d'édifier le socialisme dans un seul pays. Il lui paraissait d'ailleurs logique que « si l'on exclut la possibilité et la nécessité de construire la société socialiste intégrale », la révolution d'Octobre « perd son sens » et « sa rationalité ». En outre, pour Staline, cette théorie trotskiste-menchévique est « encore plus inacceptable » parce qu'elle « entrave l'initiative » du prolétariat des pays bourgeois, le « conduit à attendre passivement le moment du dénouement général » et entretient « non pas l'esprit de décision révolutionnaire, mais l'esprit de doute, la crainte de ne pas être soutenu par les prolétaires des autres pays ». Aussi, pour Staline cette théorie trotskiste était avant tout synonyme de « **capitulation devant les éléments capitalistes de notre pays et devant la bourgeoisie mondiale** ».

Et Staline de conclure : « Si vous secouez notre opposition, si vous rejetez sa phraséologie révolutionnaire, vous verrez qu'il n'en reste que la capitulation ». Rien d'étonnant, en relisant les discours polémiques de Staline contre les capitulards de l'opposition, à ce que les trotskistes aient été rejetés de façon quasi-unanime par l'ensemble des membres du PCUS (b). Pour Staline, l'internationalisme des marxistes-léninistes consiste en ce que « **la révolution victorieuse dans un pays doit être considérée** » « **comme un appui, comme un moyen pour accélérer la victoire du prolétariat dans tous les pays** ». <sup>591</sup>

Ces enseignements n'ont rien perdu de leur actualité, car la question nationale et coloniale ne peut pas ne pas avoir une immense importance à l'époque impérialiste. Aussi ceux qui à la manière des anarchistes, des trotskistes et des altermondialistes palabrent à vide sur « l'internationalisme », se posent en alliés objectifs du système impérialiste. Ceux qui sous couvert « d'internationalisme » et de « lutte contre le nationalisme », nient la lutte contre l'oppression nationale et la possibilité d'édifier le socialisme dans un seul pays, se posent en alliés de la bourgeoisie internationale et en défenseurs de l'exploitation coloniale et néo-coloniale des pays bourgeois les plus faibles, par les pays bourgeois les plus puissants.

D'où la responsabilité historique des communistes des pays impérialistes : quelle force colossale et quel facteur d'aide internationaliste représenterait un pouvoir socialiste dans un pays où les travailleurs hériteraient de la base industrielle développée et diversifiée d'un pays impérialiste ! Quelle force représenterait le socialisme si *d'emblée* les communistes prenaient le pouvoir dans un bastion de l'impérialisme ! Quelles flammes cela ne raviverait pas dans le cœur des exploités du monde entier !

**Seuls des ennemis du marxisme** peuvent nier que l'URSS de Staline a apporté un véritable soutien internationaliste aux détachements du prolétariat mondial en aidant puissamment les pays socialistes à édifier une industrie lourde de production des moyens de production, contrairement aux khrouchtchéviens et aux maïistes qui ont tout fait pour river les économies « amies » à une asservissante division internationale du travail. A quoi servira le « socialisme » s'il conduit à perpétuer l'exploitation économique des pays économiquement arriérés par les pays économiquement les plus puissants ? A quoi conduira cette espèce de « socialisme » ? A rien d'autre que ce qu'il a conduit dans les pays révisionnistes intégrés au Comecon et à la « division socialiste internationale du travail » et ce à quoi il conduit dans les relations entre pays impérialistes et pays dépendants ! Voilà ce que cachent les petit-bourgeois derrière leur internationalisme de façade !

Les trotskistes, en « bons » anti-communistes, falsifient les faits historiques les plus élémentaires afin de les faire correspondre à leurs élucubrations anti-marxistes. Ainsi, selon les trotskistes « Boukharine et Staline » avaient défendu « le cours vers les koulaks » au cours des années 1920. Selon eux, seul « le coup de force des koulaks » força Staline à opérer « une volte-face » en « 1928 » et à procéder « à la collectivisation forcée des terres ». <sup>592</sup> Coutumier des volte-face, Trotski en voyait partout chez ses adversaires politiques ! Or la réalité historique est toute autre. D'abord au milieu des années 1920, au 14<sup>ème</sup> Congrès du PCUS (b), Staline insistait sur le danger représenté par le koulak qui « n'est autre chose que l'agent du capitalisme au village » et qui n'avait pas encore été « battu économiquement », avant de rappeler les erreurs de Boukharine face au danger koulak. <sup>593</sup>

Même à cette époque il relève donc de la falsification historique *pure et simple* de faire l'amalgame entre les positions de Staline et de Boukharine. Ensuite, le « coup de force des koulaks » ne fut provoqué par rien d'autre que par la directive de Staline de procéder à la liquidation des koulaks en tant que classe au moyen de la collectivisation et de la mécanisation des campagnes soviétiques, tâches planifiées au début du premier plan quinquennal ! Ce n'est pas pour rien qu'en décembre 1927, à la tribune du 15<sup>ème</sup> Congrès du PCUS (b) Staline fixait comme tâche immédiate le refoulement économique des éléments koulaks à travers « le groupement des petites exploitations rurales dispersées en une économie agrandie, unifiée, basée sur la culture collective de la terre, sur une technique nouvelle et supérieure » « sans exercer aucune pression administrative, mais par la persuasion ; en montrant les avantages des grosses exploitations » à la paysannerie travailleuse, pauvre et moyenne<sup>594</sup>, ce qu'il confirma en mai 1928 (*Sur le front des céréales*).

Nulle mystérieuse « volte-face » de la part de Staline, qui avait toujours eu pour souci de limiter les koulaks durant les années de relèvement de l'économie nationale sans jamais oublier la nécessité et la possibilité de leur liquidation en tant que classe dès que les possibilités matérielles seraient réunies. Dans leur souci de falsification les trotskistes en arrivent donc à inverser l'ordre des événements !

Enfin, même quand ils font mine de « défendre le socialisme », les trotskistes perpétuent les amalgames anti-communistes qui envisagent la paysannerie en général afin de crier à la « collectivisation forcée », sans distinguer l'hostilité de la minorité koulak et l'attrait exercé sur les grandes masses de la paysannerie travailleuse ! Oublier ce *détail*, c'est fusionner avec la propagande bourgeoise !

Le souci continu de falsification historique de l'ensemble des anti-communistes (bourgeois et pseudo-marxistes) visant à couvrir de boue l'expérience d'avant-garde de l'URSS de Staline, nous a encore été démontré récemment, le 13 mars 2007, quand la chaîne télévisée M6 a diffusé en *prime time* son documentaire « Staline : le tyran rouge ».

Comment donc rétablir la vérité sur le socialisme scientifique et dénoncer les manipulations de masse de la bourgeoisie sans combattre toutes les théories et les pratiques qui contribuent à discréditer le socialisme ?

« Aujourd'hui, les partis révisionnistes traversent une profonde crise idéologique, en même temps que les pays révisionnistes connaissent une situation économique grave. Cette crise prouve le bien fondé de la lutte du PTA. Toutefois, les révisionnistes jettent beaucoup de confusion sur la question du socialisme, qui est au centre de la lutte idéologique menée aujourd'hui dans le monde. (...) Il est par conséquent de la plus haute importance pour les marxistes-léninistes d'affirmer une claire vision de la société socialiste que nous voulons instaurer en France, en dépassant les généralités et les affirmations de principe. Il faut en finir avec ce double jeu de la bourgeoisie et du révisionnisme, les uns discréditant le socialisme en se servant de la dégénérescence de la société soviétique, les autres affirmant que le "socialisme russe" vaut tout de même mieux que les plaies du capitalisme. Il faut en finir en se battant sur les deux fronts, en démasquant toujours plus le révisionnisme soviétique, et en affirmant toujours mieux le socialisme authentique. Les analyses du PTA sont à cet égard extrêmement précieuses ».<sup>595</sup>

Nous rejetons donc la diplomatie « unitaire » pourrie qui sous couvert de « défendre le socialisme », amalgame pays socialistes et pays révisionnistes-bourgeois, amenant objectivement à aider la bourgeoisie dans son travail de démolition de l'histoire du socialisme authentique et d'anéantissement de la conscience de classe du prolétariat.

Dépasser le stade du révisionnisme et du dogmatisme, c'est savoir appliquer de manière créatrice la science marxiste-léniniste à travers la compréhension des principes fondamentaux du marxisme-léninisme et leur utilisation pour comprendre et transformer la réalité bourgeoise.

C'est le but que nous nous sommes donnés dans cette étude où nous avons veillé à ne pas perpétuer les vieilles déviations révisionnistes, à savoir la séparation de « **l'analyse économique de l'analyse politique** », « **l'utilisation de statistiques bourgeoises, sans une critique préalable suffisante** », ainsi que « **des travaux purement descriptifs, statiques** ». Au contraire, notre souci premier a été de « procéder à l'étude d'ensemble » mettant « à nu les contradictions du régime capitaliste ». <sup>596</sup> L'essentiel est de ne pas perdre de vue le caractère scientifique du marxisme-léninisme. En tant que science, il a pour but de nous aider à découvrir la réalité objective. En tant que science, son évolution tend à nous rapprocher de plus en plus de la connaissance de la réalité objective. **Loin de nier l'existence de lois générales, la science marxiste-léniniste, comme toute science, les présuppose.** Le marxisme-léninisme a donc des lois générales économiques et sociales dont le caractère est *objectif*. Chercher à les transgresser et à les remplacer par des conceptions volontaristes et idéalistes, c'est courir à l'échec.

« Les entorses en matière de théorie n'ont jamais conduit et ne peuvent conduire à rien de bon ». <sup>597</sup>

Aussi, nous avons toutes les raisons d'affirmer aujourd'hui avec Dimitrov que

« ... **ne peut être un vrai marxiste, celui qui n'est pas un vrai léniniste, et que ne peut être un vrai léniniste, celui qui n'est pas stalinien** ». <sup>598</sup>

Aujourd'hui, ne peut évidemment être un vrai stalinien un « communiste » qui se contente de ne pas condamner ou de défendre *en paroles* la figure « auréolée » de Staline ! Aujourd'hui, ne peut évidemment être un vrai stalinien un « communiste » qui utilise la défense formelle de Staline pour masquer ses théories et ses pratiques opportunistes et révisionnistes ! Aujourd'hui, ne peut donc évidemment être un vrai stalinien un « communiste » qui ignore tout des bases de l'économie politique marxiste-léniniste ainsi que des lois générales de la révolution socialiste et de l'édification du socialisme en URSS, lois confirmées par l'expérience de 40 années d'édification du socialisme en RPSA ! La « défense » formelle de Marx, Engels, Lénine, Staline ou Enver Hoxha *ne vaut rien* ! Une telle « défense » est d'ailleurs plutôt une attaque voilée.

« De la même manière que Marx, Engels et Lénine ont été déformés et adaptés pour convenir aux exigences de l'opportunisme durant les quarante dernières années, Staline peut également être un objet de révision. Même les leaders du Parti communiste social-démocrate de la Fédération de Russie, dirigé par Zyuganov, parlent de Staline comme d'un grand homme. C'est un phénomène que les mouvements communistes dans d'autres pays ont expérimenté. Au nom du stalinisme, il est possible dans les conditions actuelles du développement idéologique de perpétuer involontairement des éléments sérieux du révisionnisme en économie politique et en philosophie qui ont leur origine dans l'époque de Khrouchtchev-Brejnev. Autrement dit crier « Vive Staline » est indispensable, mais insuffisant. Après la reconnaissance à une échelle massive du rôle historique de Staline par le mouvement communiste russe aussi bien qu'à un niveau international, conditionné par l'ancien, la tâche fondamentale des marxistes-léninistes au niveau idéologique peut être formulée de la façon suivante : se battre pour purger le mouvement communiste des survies du révisionnisme moderne pour la construction d'un authentique parti communiste, le parti du prolétariat ». <sup>599</sup>

Evidemment, cette perpétuation ne reste involontaire qu'autant qu'on ne s'accroche pas de toutes ses forces aux déviations révisionnistes, et qu'on ne traite pas la « défense du socialisme » de façon sentimentale et idéaliste !

Contrairement aux révisionnistes, nous ne faisons pas dans l'anti-matérialisme et le « culte de la personnalité » : nous ne défendons pas une « personnalité », fût-elle la plus « brillante », mais uniquement une ligne politique, celle que les chefs du mouvement communiste international ont appliqué toute leur vie durant, sans défaillance majeure ! Cette ligne, nous la résumons ainsi :

« Le fait que vous vivez, que vous exercez une activité économique, que vous procréez, que vous fabriquez des produits et que vous les échangez détermine une succession objectivement nécessaire d'événements, une succession de développements, indépendante de votre conscience sociale qui ne l'embrasse jamais dans son intégralité. La tâche la plus noble de l'humanité est d'embrasser cette logique objective de l'évolution économique (évolution de l'existence sociale) dans ses traits généraux et essentiels, afin d'y adapter aussi clairement et nettement que possible, avec esprit critique, sa conscience sociale et la conscience des classes avancées de tous les pays capitalistes ».<sup>600</sup>

Les « communistes » se dérobaient sciemment à ces tâches, nous les combattons comme des ennemis, conscients que

**« ... le révisionnisme doit aujourd'hui disparaître ou changer de forme : c'est une des conditions de la survie de la domination bourgeoise ».**<sup>601</sup>

A nous donc de traquer les formes nouvelles que le révisionnisme cherche à revêtir, à nous donc de combattre les ennemis de la révolution socialiste, *surtout* quand ceux-ci arborent le masque du communisme et prétendent aujourd'hui le défendre *tout en perpétuant* les théories et les pratiques anti-marxistes qui ont abouti hier à l'anéantissement du mouvement marxiste-léniniste !

« Les organisations communistes, comme tout organisme vivant, suivent des étapes de développement ou végètent et meurent. Ce développement opère moins graduellement, moins par évolutions successives que par bonds ».<sup>602</sup>

N'avons-nous pas aujourd'hui tous les éléments en main pour passer à un niveau organisationnel qualitativement supérieur, qui seul permettra au mouvement se réclamant du marxisme-léninisme de ne pas végéter ni mourir, mais de se développer ? Qu'est-ce qui s'y oppose, hormis un facteur subjectif retardant terriblement sur les nécessités du mouvement historique objectif ? Pour hausser ce facteur subjectif au niveau qualitatif nécessaire nous devons être en mesure *d'anéantir* les vestiges du révisionnisme et nous devons donc nous donner

« ... comme objectif de revenir aux sources du marxisme-léninisme pour **construire** un vrai parti communiste en France ».<sup>603</sup>

Si nous avons souligné le terme *construire*, c'est parce que cela nous paraît bien refléter l'ampleur de la tâche réelle à accomplir, en France comme dans l'ensemble des vieux pays impérialistes : on reconstruit ce qui a été détruit lorsqu'il en reste des fondations solides, on construit ce qui n'a jamais existé, quand l'édifice qui s'est écroulé s'appuyait sur des fondations pourries. En ces temps de décomposition générale de l'idéologie bourgeoise-révisionniste, il est impératif de ne pas idéaliser « l'âge d'or » du révisionnisme, celui des puissants partis ouvriers bourgeois se nourrissant des miettes de l'exploitation impérialiste.

Au contraire, il faut relire les écrits des chefs de file du révisionnisme moderne, les Tito, Khrouchtchev, Brejnev, Mao et autres pseudo-marxistes eurocommunistes, qui derrière leurs discours « marxisants » déforment et combattent les enseignements

généraux du marxisme-léninisme, en isolant la théorie de ses applications pratiques dans le cours de la lutte de classe nationale et internationale. Il faut les confronter à la réalité vivante du système impérialiste international contemporain ainsi qu'à l'étude des traits fondamentaux de l'édification du socialisme, comme moyen d'armer tout militant communiste de la conception matérialiste dialectique du monde dont il se servira pour comprendre le mouvement général de la société contemporaine, dans le but de participer de manière consciente et active à sa transformation, c'est-à-dire à la réalisation des objectifs stratégiques fondamentaux des communistes, afin de pouvoir juger à chaque pas, si dans notre travail pratique, nous adoptons bien une tactique léniniste, nous rapprochant de la réalisation de l'objectif stratégique révolutionnaire !

En 1927, Staline remarquait l'échec que la SDN avait essuyé dans sa tentative « d'unifier les intérêts économiques » des différents protagonistes impérialistes de manière pacifique et concluait qu'il ne restait plus au capitalisme qu'une seule solution : un nouveau repartage « des colonies et des sphères d'influence » au moyen « de nouvelles guerres impérialistes ». <sup>604</sup> Non sans une certaine ironie, il ajoutait ensuite :

« Les « relations pacifiques » actuelles peuvent être comparées à une chemise usée toute rapiécée, composée de différentes pièces reliées entre elles par un fil mince. Il suffit de tirer plus ou moins fortement ce fil, de le rompre à un endroit quelconque, pour que la chemise tombe en pièces et qu'il n'en reste plus que des lambeaux. Il suffit d'ébranler quelque peu les « rapports pacifiques », quelque part, en Albanie ou en Lituanie, en Chine ou en Afrique du Nord, pour que tout « l'édifice des rapports pacifiques » s'écroule ». <sup>605</sup>

Ne vivons-nous pas aujourd'hui à une époque où le tissu de cette chemise commence et se tendre au point que certaines coutures ont déjà commencé à craquer ?

Comment ne pourraient-elles pas, d'ici à quelques années, se mettre à craquer *de toutes parts*, lors de la prochaine crise financière mondiale ou lors de la prochaine agression impérialiste contre un pays dépendant aux ressources convoitées ?

Aujourd'hui plus que jamais, **seul le socialisme scientifique** — tel qu'il a été défini par Marx et Engels et édifié en URSS sous Lénine et Staline ainsi qu'en Albanie socialiste sous Enver Hoxha —, apportera aux travailleurs exploités et aux peuples opprimés du monde entier *la liberté et la démocratie véritables*, à travers leur libération du joug économique, social, politique et militaire du capitalisme et de l'impérialisme ! Seul le matérialisme dialectique — et non les travestissements subjectifs et idéalistes « dialectisants » dont font étalage les révisionnistes dès qu'ils essaient de comprendre et d'influer sur la marche des événements —, redonnera aux travailleurs et à leur avant-garde marxiste-léniniste les moyens de leur libération économique, sociale et politique du joug du Capital.

**QUEL MARXISTE-LÉNINISTE PEUT DOUTER DU FAIT QUE, PROFITANT DE L'EXPERIENCE ACQUISE AU COURS DE TRENTE ANNEES D'EDIFICATION DU SOCIALISME EN URSS ET DE QUARANTE ANNEES D'EDIFICATION DU SOCIALISME EN ALBANIE, LA PROCHAINE VAGUE REVOLUTIONNAIRE MARQUERA LA FIN DU REGNE DU CAPITALISME MONDIAL ?**

**LE TEMPS N'EST PLUS AUX LAMENTATIONS, MAIS AUX COMBATS !**

**CAMARADES, RETROUSSONS NOS MANCHES !**

Vincent Gouysse, mai 2007. <sup>606</sup>

## Notes :

- <sup>1</sup> Friedrich Engels, *Marx-Engels, Textes choisis (1875-1894)*, Edition numérique, p. 87. — **NB : Tous les ouvrages en édition numérique sont disponibles sur la page des téléchargements du site [www.marxisme.fr](http://www.marxisme.fr)**
- <sup>2</sup> Friedrich Engels, *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, Edition numérique, p. 2.
- <sup>3</sup> Lénine, *Karl Marx*, Edition numérique, p. 13.
- <sup>4</sup> Gilbert Murry, *Albanie, terre de l'homme nouveau*, Edition numérique, p. 98.
- <sup>5</sup> Karl Marx, *Le Capital*, Tome IV, pp. 116-117.
- <sup>6</sup> Enver Hoxha, *Œuvres choisies*, Tome IV (1966-1975), Edition numérique, p. 238.
- <sup>7</sup> Lénine, *Pour caractériser le romantisme économique*, Edition numérique, p. 12.
- <sup>8</sup> *Manuel d'économie politique*, Edition numérique, pp. 138-140.
- <sup>9</sup> *Idem*, p. 150.
- <sup>10</sup> Staline, *Les problèmes économiques du socialisme en URSS*, Edition numérique, p. 18.
- <sup>11</sup> Lénine, *Pour caractériser le romantisme économique*, Edition numérique, p. 17.
- <sup>12</sup> *Manuel d'économie politique*, Edition numérique, p. 147.
- <sup>13</sup> *Principes d'économie politique*, p. 167.
- <sup>14</sup> Lénine, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme, Œuvres choisies*, Tome I, Edition numérique, p. 370.
- <sup>15</sup> *Principes d'économie politique*, p. 160.
- <sup>16</sup> *Idem*, p. 163.
- <sup>17</sup> Staline, *Les problèmes économiques du socialisme en URSS*, Edition numérique, pp. 17-18.
- <sup>18</sup> Staline, *Les questions du léninisme*, Edition numérique, Tome II, p. 92.
- <sup>19</sup> Lénine, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme, Œuvres choisies*, Tome I, Edition numérique, p. 368.
- <sup>20</sup> *Idem*, pp. 366-368.
- <sup>21</sup> Lénine, *Textes choisis*, II, Edition numérique, pp. 44-46.
- <sup>22</sup> Lénine, *La place de la III<sup>ème</sup> Internationale dans l'histoire, Œuvres choisies*, Tome II, Edition numérique, p. 278.
- <sup>23</sup> Lénine, *Textes choisis*, II, Edition numérique, pp. 42-43.
- <sup>24</sup> *Idem*, p. 41.
- <sup>25</sup> Lénine, *La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer dans Œuvres choisies*, Tome II, Edition numérique, p. 128.
- <sup>26</sup> Staline, *La question nationale et coloniale*, Edition numérique, p. 163.
- <sup>27</sup> Voir par exemple l'ouvrage de Fernand Grenier, *Au pays de Staline*, Edition numérique, p. 11.
- <sup>28</sup> Staline, Sokolnikov et la « dawisation » de notre pays, *Rapport politique du C. C. au XIV<sup>e</sup> congrès du PC de l'URSS in Les questions du léninisme*, Edition numérique, Tome I, p. 189.
- <sup>29</sup> Staline, *Les questions du léninisme*, Edition numérique, Tome I, p. 171.
- <sup>30</sup> PTA, *Conférence nationale sur l'œuvre immortelle du camarade Enver Hoxha*, Edition numérique, p. 74. ; Enver Hoxha, *Œuvres choisies*, Tome V (1976-1980), Edition numérique, p. 97. et Enver Hoxha, *L'eurocommunisme c'est de l'anticommunisme in Œuvres choisies*, Tome V, Edition numérique, p. 413.
- <sup>31</sup> Voir par exemple les brochures *Mettre fin aux crimes du colonialisme et du racisme*, Agence de presse Novosti, 1972 ; *Le bastion du racisme et du néo-colonialisme*, Agence de presse Novosti, 1972 et *Le néo-colonialisme, ennemi juré des jeunes Etats*, Agence de presse Novosti, non daté : 1960-1970s.
- <sup>32</sup> Staline, *La question nationale et coloniale*, Edition numérique, p. 81.
- <sup>33</sup> *Idem*, p. 163.
- <sup>34</sup> Enver Hoxha, *Œuvres choisies*, Tome V, Edition numérique, p. 98.
- <sup>35</sup> Lénine, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme, Œuvres choisies*, Tome I, Edition numérique, pp. 372-373.
- <sup>36</sup> Staline, *Les questions du léninisme*, Tome I, Edition numérique, pp. 116-117.
- <sup>37</sup> Lénine, *Karl Marx*, Edition numérique, p. 13.
- <sup>38</sup> Lénine, *Thèses du rapport sur la tactique du Parti Communiste Russe présenté au III<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale communiste*, Œuvres choisies en deux volumes, Tome II, Edition numérique, pp. 426-427.
- <sup>39</sup> Lénine, *Sur l'impôt en nature*, Tome II, Edition numérique, p. 408.

- <sup>40</sup> Staline, *Les questions du léninisme*, Tome II, Edition numérique, p. 51.
- <sup>41</sup> Staline, *Sokolnikov et la « davisation » de notre pays*, Rapport politique du C.C. au XIV<sup>e</sup> congrès du PC de l'URSS, *Les questions du léninisme*, Edition numérique, Tome I, p. 189.
- <sup>42</sup> Staline, *Les questions du léninisme*, Edition numérique, Tome I, pp. 147-148.
- <sup>43</sup> Lénine, *Œuvres choisies en deux volumes*, Tome II, Edition numérique, p. 473.
- <sup>44</sup> Staline, *Les questions du léninisme*, Edition numérique, Tome I, pp. 172-173.
- <sup>45</sup> *L'émancipation*, Edition numérique, p. 150
- <sup>46</sup> Staline, *Les questions du léninisme*, Edition numérique, Tome I, pp. 175-176.
- <sup>47</sup> Enver Hoxha, *Rapport au VI<sup>e</sup> Congrès du PTA (1971)*, Edition numérique, p. 30.
- <sup>48</sup> PTA, *Conférence nationale sur l'œuvre du camarade Enver Hoxha*, Edition numérique, p. 36.
- <sup>49</sup> PTA, *Etudes politiques et sociales*, Edition numérique, p. 598.
- <sup>50</sup> PTA, *Conférence nationale sur le 7<sup>ème</sup> plan quinquennal*, Edition numérique, pp. 13-14.
- <sup>51</sup> PTA, *Etudes politiques et sociales*, Edition numérique, p. 597.
- <sup>52</sup> RPSA, *Aspects de l'édification du socialisme en Albanie*, Edition numérique, pp. 25-26.
- <sup>53</sup> *Idem*, pp. 26-28.
- <sup>54</sup> Pierre George, *L'économie de l'URSS*, 5<sup>ème</sup> édition, Presses universitaires de France, 1953, pp. 116-118.
- <sup>55</sup> Microsoft Encarta 2004.
- <sup>56</sup> Thomas Schreiber, *Enver Hodja, Le sultan rouge*, Editions Jean-Claude Lattès, 1994, p. 245.
- <sup>57</sup> Enver Hoxha, *Rapport au VII<sup>e</sup> Congrès du PTA (1976)*, Edition numérique, p. 69.
- <sup>58</sup> PTA, *Conférence nationale sur l'œuvre du camarade Enver Hoxha*, Edition numérique, p. 68.
- <sup>59</sup> Enver Hoxha, *Œuvres choisies*, Tome I, Edition numérique, p. 195.
- <sup>60</sup> Notes et études documentaires, *L'Albanie, évolution politique, économique et sociale*, La documentation française, 16 octobre 1978, pp. 61 et 70.
- <sup>61</sup> RPSA, *Réponses aux questions sur l'Albanie*, Tirana, 1969, Edition numérique, pp. 60-61 et 66.
- <sup>62</sup> Cf. *Aperçu sur le marxisme*. [http://www.marxisme.fr/introduction\\_au\\_marxisme.htm](http://www.marxisme.fr/introduction_au_marxisme.htm)
- <sup>63</sup> Staline, *La question nationale et coloniale*, Edition numérique, p. 155.
- <sup>64</sup> *Idem*, pp. 59-60.
- <sup>65</sup> *Principes d'économie politique*, Edition numérique, p. 168.
- <sup>66</sup> Lénine, *Sur les questions nationale et coloniale*, Edition numérique, p. 3.
- <sup>67</sup> Lénine, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, *Œuvres choisies*, Tome I, Edition numérique, pp. 375-377.
- <sup>68</sup> Lénine, *Œuvres choisies*, Tome I, Edition numérique, p. 324.
- <sup>69</sup> Staline, *Les questions du léninisme*, Edition numérique, Tome II, p. 64.
- <sup>70</sup> Lénine, *Sur les questions nationale et coloniale*, Edition numérique, pp. 5-12.
- <sup>71</sup> Lénine, *Sur la guerre et la paix*, Edition numérique, pp. 34-39. ; *Sur les questions nationale et coloniale*, Edition numérique, p. 8.
- <sup>72</sup> 6<sup>ème</sup> Congrès de l'Internationale Communiste, 1930.
- <sup>73</sup> 6<sup>ème</sup> Congrès de l'Internationale Communiste, 1930 ; Staline, *La question nationale et coloniale*, Edition numérique, p. 155.
- <sup>74</sup> Lénine, *Sur la guerre et la paix*, Edition numérique, pp. 9-13.
- <sup>75</sup> Staline, *Les questions du léninisme*, Edition numérique, Tome I, p. 159.
- <sup>76</sup> Staline, *La question nationale et coloniale*, Edition numérique, p. 97.
- <sup>77</sup> *Idem*, p. 61.
- <sup>78</sup> *Idem*, pp. 94-96.
- <sup>79</sup> *Idem*, p. 118.
- <sup>80</sup> Lénine, *Sur les questions nationale et coloniale*, Edition numérique, p. 6.
- <sup>81</sup> Staline, *La question nationale et coloniale*, Edition numérique, pp. 119-121.
- <sup>82</sup> *Idem*, p. 124.
- <sup>83</sup> Staline, *Les questions du léninisme*, Edition numérique, Tome I, p. 106.
- <sup>84</sup> *Idem*, p. 126.
- <sup>85</sup> *Idem*, p. 136.
- <sup>86</sup> *Idem*, p. 126.

- <sup>87</sup> Staline, *La question nationale et coloniale*, Edition numérique, pp. 65-66.
- <sup>88</sup> *Idem*, pp. 47-48 et 85.
- <sup>89</sup> *Idem*, p. 90.
- <sup>90</sup> *Idem*, pp. 130-131.
- <sup>91</sup> PTA, *Conférence nationale sur l'œuvre immortelle du camarade Enver Hoxha*, Edition numérique, p. 75.
- <sup>92</sup> Lénine, *Sur les questions nationale et coloniale*, Edition numérique, p. 15.
- <sup>93</sup> Staline, *La question nationale et coloniale*, Edition numérique, pp. 141-169.
- <sup>94</sup> *Idem*, pp. 60-67.
- <sup>95</sup> *Idem*, pp. 103, 165-166.
- <sup>96</sup> *Idem*, pp. 149-169.
- <sup>97</sup> Staline, *Les questions du léninisme*, Edition numérique, Tome II, p. 19.
- <sup>98</sup> Staline, *La question nationale et coloniale*, Edition numérique, pp. 154-159.
- <sup>99</sup> Staline, *Les questions du léninisme*, Edition numérique, Tome I, p. 137.
- <sup>100</sup> Lénine, *Sur les questions nationale et coloniale*, Edition numérique, p. 13.
- <sup>101</sup> Gilbert Mury, *Albanie, terre de l'homme nouveau*, Edition numérique, p. 40.
- <sup>102</sup> Staline, *Œuvres*, Tome XVI (1941-1949), Edition numérique, pp. 102-103.
- <sup>103</sup> Dimitrov, *Œuvres choisies*, Edition numérique, p. 112.
- <sup>104</sup> *Idem*, p. 131.
- <sup>105</sup> *Idem*, pp. 8 et 131-144.
- <sup>106</sup> *Idem*, p. 144.
- <sup>107</sup> Jean Bertolino, *Albanie, la sentinelle de Staline*, Seuil, Paris, 1979, pp. 216 et 236.
- <sup>108</sup> Enver Hoxha, *Avec Staline*, Tirana, 1979, Edition numérique, p. 29.
- <sup>109</sup> Enver Hoxha, *Les titistes — Notes historiques*, Tirana, 1982, pp. 371-373.
- <sup>110</sup> PTA, *Conférence nationale sur l'œuvre immortelle du camarade Enver Hoxha*, Edition numérique, p. 34.
- <sup>111</sup> Enver Hoxha, *Œuvres choisies*, Tome V, Edition numérique, p. 79.
- <sup>112</sup> Dimitrov, *Œuvres choisies*, Edition numérique, pp. 140-141.
- <sup>113</sup> *Idem*, p. 135.
- <sup>114</sup> François Fejtö, *Histoire des démocraties populaires — I — L'ère de Staline (1945-1952)*, p. 299.
- <sup>115</sup> *Idem*, p. 300.
- <sup>116</sup> Imre Nagy, *Un socialisme qui n'oublie pas l'homme*, Plon, Tribune libre, Paris, 1957, pp. 147-148.
- <sup>117</sup> François Fejtö, *Histoire des démocraties populaires — II — Après Staline (1953-1971)*, pp. 21-23.
- <sup>118</sup> *Idem*, p. 158.
- <sup>119</sup> Imre Nagy, *ouvrage cité*, p. 30.
- <sup>120</sup> *Idem*, pp. 92-96.
- <sup>121</sup> *Socialisme* — Revue mensuelle du Parti Suisse du Travail, n°139, décembre 1956-janvier 1957, p. 309.
- <sup>122</sup> *Idem*, p. 309.
- <sup>123</sup> Enver Hoxha, *Le faux anti-impérialisme, masque contre-révolutionnaire du révisionnisme khrouchtchévien*, article publié dans le *Zëri i popullit* du 15 juillet 1969, *Discours, entretiens et articles (1969-1970)*, Edition numérique, pp. 81-82.
- <sup>124</sup> Enver Hoxha, *Œuvres choisies*, Tome III (1960-1965), Edition numérique, p. 80.
- <sup>125</sup> Notes et études documentaires, *L'évolution politique et économique de la République populaire d'Albanie (1945-1968)*, La documentation française, Secrétariat général du gouvernement, 20 janvier 1969, p. 25.
- <sup>126</sup> Thomas Schreiber, *Enver Hoxha – Le sultan rouge*, p. 166.
- <sup>127</sup> Enver Hoxha, *Réflexions sur la Chine*, Tome I, Edition numérique.
- <sup>128</sup> Khrouchtchev, *Rapport d'activité du Comité central du PCUS au 22<sup>ème</sup> Congrès*, 17 octobre 1961, *Etudes soviétiques*, Supplément au n°164, pp. 94-100 et 101-103.
- <sup>129</sup> François Fejtö, *Histoire des démocraties populaires*, Tome II, Après Staline, pp. 70-71
- <sup>130</sup> Staline, *Les questions du léninisme*, Tome II, Edition numérique, p. 165.
- <sup>131</sup> Imre Nagy, *ouvrage cité*, p. 112.

- <sup>132</sup> *Idem*, p. 137.
- <sup>133</sup> *Idem*, pp. 152-153.
- <sup>134</sup> *Socialisme* — Revue mensuelle du Parti Suisse du Travail, n°144, fin 1957, p. 132.
- <sup>135</sup> Enver Hoxha, *Les Khrouchtchéviens — Souvenirs*, Edition numérique.
- <sup>136</sup> Enver Hoxha, *Quelques questions concernant les relations entre les pays du camp socialiste*, Intervention à la réunion du Bureau Politique du Comité Central du Parti du Travail d'Albanie, 3 novembre 1956, texte reproduit dans *Les communistes albanais contre le révisionisme* — De Tito à Khrouchtchev, 1942-1961 — Textes et documents choisis et présentés par Patrick Kessel, 10/18, Union Générale d'Éditions, Paris, 1974, pp. 151-158.
- <sup>137</sup> *Le Monde Diplomatique*, octobre 2006, pp. 26-27.
- <sup>138</sup> PTA, *Histoire de la construction socialiste en Albanie*, Edition numérique, pp. 49-76.
- <sup>139</sup> Enver Hoxha, *Les Khrouchtchéviens (Souvenirs)*, Edition numérique.
- <sup>140</sup> François Fejtő, *Histoire des démocraties populaires*, I — L'ère de Staline, p. 358
- <sup>141</sup> Khrouchtchev, *Rapport au 20<sup>ème</sup> Congrès du PCUS*, Editions en langues étrangères, Moscou, 1956, p. 149.
- <sup>142</sup> Félix Tchouev, *Conversations avec Molotov*, Albin Michel, Paris, 1995, pp. 317-318.
- <sup>143</sup> *Idem*, p. 290.
- <sup>144</sup> Enver Hoxha, *Les khrouchtchéviens — souvenirs*, Edition numérique, p. 67.
- <sup>145</sup> La bourgeoisie et ses alliés trotskistes et khrouchtchéviens accusent Staline d'avoir fait tuer Kirov afin de se débarrasser d'un « rival ». Molotov montrait que ces accusations étaient sans fondement, d'abord parce que Kirov n'avait rien d'un rival briguant la direction, ensuite parce que le dossier de l'instruction ordonnée par Khrouchtchev avait été gardé dans les cartons, n'ayant pas abouti aux conclusions voulues par Khrouchtchev, et enfin parce que Kirov était l'un des dirigeants bolchéviques qu'appréciait le plus Staline : « Que Khrouchtchev ait voulu salir Staline en l'accusant d'avoir assassiné Kirov, c'est une ignominie. Nous étions amis avec Kirov. Autant que je m'en souviens, ce n'est qu'envers Jdanov que Staline a manifesté la même amitié ». (Félix Tchouev, *ouvrage cité*, pp. 251-258.)
- <sup>146</sup> Staline devant l'Histoire, *Historama*, hors série n°20, p. 146.
- <sup>147</sup> A. Avtorkhanov, *Staline assassiné*, Presses de la Renaissance, 1980, Paris.
- <sup>148</sup> Félix Tchouev, *ouvrage cité*, pp. 265-269.
- <sup>149</sup> Bas les pattes devant l'Albanie !, *L'Emancipation*, n°s 1-8 (1979-1983), Edition numérique, p. 174.
- <sup>150</sup> Enver Hoxha, *Œuvres choisies*, Tome V, Edition numérique, p. 96.
- <sup>151</sup> Félix Tchouev, *ouvrage cité*, pp. 240-241.
- <sup>152</sup> Staline, *Les problèmes économiques du socialisme en URSS*, Edition numérique, p. 15.
- <sup>153</sup> Enver Hoxha, *Œuvres choisies*, Tome V, Edition numérique, p. 170.
- <sup>154</sup> PTA, *Études politiques et sociales*, Edition numérique, p. 447.
- <sup>155</sup> *Idem*, p. 450.
- <sup>156</sup> *Idem*, p. 451.
- <sup>157</sup> Enver Hoxha, *Avec Staline*, Tirana, 1979, Edition numérique, p. 11.
- <sup>158</sup> *Pour le renforcement de la cohésion des communistes, pour un nouvel essor de la lutte anti-impérialiste*, Intervention de Brejnev, secrétaire général du PCUS, chef de la délégation du PCUS à la Conférence internationale des Partis communistes et ouvriers à Moscou, le 7 juin 1969, Agence de presse Novosti, Moscou, 1969, p. 25.
- <sup>159</sup> Brejnev, *Notre but : la paix et le socialisme*, Agence de presse Novosti, Moscou, 1971, p. 53.
- <sup>160</sup> *Idem*, p. 82.
- <sup>161</sup> PTA, *Conférence nationale sur l'œuvre immortelle du camarade Enver Hoxha*, Edition numérique, p. 74.
- <sup>162</sup> *Pour le renforcement de la cohésion des communistes, pour un nouvel essor de la lutte anti-impérialiste*, Intervention de Brejnev, secrétaire général du PCUS, chef de la délégation du PCUS à la Conférence internationale des Partis communistes et ouvriers à Moscou, le 7 juin 1969, Agence de presse Novosti, Moscou, 1969, pp. 26-27.
- <sup>163</sup> PTA, *Études politiques et sociales*, Edition numérique, p. 454.
- <sup>164</sup> Brejnev, *Notre but : la paix et le socialisme*, Agence de presse Novosti, Moscou, 1971, p. 90.
- <sup>165</sup> Sur cette instrumentalisation, voir *Pour le renforcement de la cohésion des communistes, pour un nouvel essor de la lutte anti-impérialiste*, Intervention de Brejnev, secrétaire général du PCUS, chef de la

- délégation du PCUS à la Conférence internationale des Partis communistes et ouvriers à Moscou, le 7 juin 1969, Agence de presse Novosti, Moscou, 1969, pp. 33-39.
- <sup>166</sup> *Le Conseil d'entraide économique aujourd'hui et demain*, Agence de presse Novosti, Moscou, 1973, p. 33.
- <sup>167</sup> *Idem*, p. 8.
- <sup>168</sup> Voir par exemple la brochure *Les avantages de la division internationale socialiste du travail*, Agence de presse Novosti, Moscou, 1973.
- <sup>169</sup> Khrouchtchev, *Rapport sur le programme du Parti communiste de l'Union Soviétique*, 18 octobre 1961, Etudes soviétiques, p. 93.
- <sup>170</sup> Enver Hoxha, *Œuvres choisies*, Tome I (1941-1948), Edition numérique, p. 195.
- <sup>171</sup> *Idem*, p. 215.
- <sup>172</sup> Enver Hoxha, *Les khrouchtchéviens, souvenirs*, Edition numérique, pp. 22-37.
- <sup>173</sup> URCF, *200 thèses pour une identité communiste révolutionnaire*, pp. 85-86.
- <sup>174</sup> Enver Hoxha, *Les khrouchtchéviens — souvenirs*, Edition numérique, pp. 84-86
- <sup>175</sup> Les éléments chronologiques sont tirés du très anti-marxiste *Rapport sur la Corée du Nord* de René Lefort, PRCF, septembre 2003.
- <sup>176</sup> URCF, Le Parti du Travail de Corée a 60 ans, *Intervention communiste*, n° 69, septembre-octobre 2005, p. 6.)
- <sup>177</sup> URCF, *200 thèses pour une identité communiste révolutionnaire*, p. 85.
- <sup>178</sup> Voir par exemple : Enver Hoxha, *Œuvres choisies*, Tome V, pp. 102-103.
- <sup>179</sup> Voir Enver Hoxha, *Rapport au VII<sup>e</sup> Congrès du PTA (1976)*, Edition numérique, p. 40.
- <sup>180</sup> Enver Hoxha, *Textes choisis (1980-1984)*, Édition numérique, pp. 140, 105 et 136.
- <sup>181</sup> *Le PTA à propos de l'édification et de la vie du Parti*, Edition numérique, p. 87
- <sup>182</sup> URCF, *200 thèses pour une identité communiste révolutionnaire*, p. 50.
- <sup>183</sup> Article publié dans le *Zëri i popullit* du 23 octobre 1968 — Enver Hoxha, *Œuvres choisies*, Tome IV, Edition numérique.
- <sup>184</sup> La défense du socialisme est le devoir internationaliste suprême, *Etudes soviétiques*, supplément au n°246, septembre 1968, p. 23.
- <sup>185</sup> URCF, *Tactique et stratégie de l'URCF*, p. 47.
- <sup>186</sup> Sevo Tarifa, *L'agression idéologique et la lutte menée contre elle*, Edition numérique, p. 32.
- <sup>187</sup> P.C.(b).U.S., *Proclamation-programme des communistes (bolcheviques) révolutionnaires soviétiques*, 1965, [http://www.geocities.com/komintern\\_doc](http://www.geocities.com/komintern_doc)
- <sup>188</sup> Staline, *L'homme, le capital le plus précieux*, Edition numérique, pp. 21-22.
- <sup>189</sup> J. Arch Getty, *Origins of the Great Purges*, Cambridge University Press, 1985, p. 206. — Cité par Ludo Martens dans *Un autre regard sur Staline*, Edition numérique, p. 109.
- <sup>190</sup> P.C.(b).U.S., *Proclamation-programme des communistes (bolcheviques) révolutionnaires soviétiques*.
- <sup>191</sup> Bill Bland, *Le processus de restauration du capitalisme en URSS après la prise du pouvoir par les révisionnistes khrouchtchéviens*, Edition numérique, p. 30.
- <sup>192</sup> Les communistes marxistes-léninistes russes sur la restauration du capitalisme en URSS, *Bulletin du Collectif Militant Communiste*, n°18, novembre-décembre 2006, pp. 17-20.
- <sup>193</sup> RPSA, *Aspects de l'édification du socialisme en Albanie*, Edition numérique, pp. 25-26.
- <sup>194</sup> PTA, *Aspects de l'édification du socialisme en Albanie*, Edition numérique, p. 28.
- <sup>195</sup> *Constitution de la RPSA*, Adoptée par l'Assemblée populaire le 28 décembre 1976, Edition numérique, p. 6.
- <sup>196</sup> V. Jadov, *URSS — La réforme économique en action*, Agence de presse Novosti, Moscou.
- <sup>197</sup> Vijay Singh, *Staline et la Question du « Socialisme de Marché » en URSS après la Seconde Guerre Mondiale*, 1994.
- <sup>198</sup> Enver Hoxha, *Œuvres choisies*, Tome V, Edition numérique, pp. 121-158.
- <sup>199</sup> La faillite du « socialisme spécifique » yougoslave et les nouvelles manœuvres des révisionnistes de Belgrade, Article du journal *Zëri i Popullit* du 17 mai 1962, *Les idées du marxisme-léninisme triompheront du révisionnisme*, Edition numérique, p. 3.
- <sup>200</sup> PTA, *Etudes politiques et sociales*, Edition numérique, p. 236.
- <sup>201</sup> Enver Hoxha, *Lettre ouverte aux membres du Parti communiste de l'Union Soviétique*, 5 octobre 1964 in *Œuvres choisies*, Tome III, Edition numérique, pp. 285-286

- <sup>202</sup> Enver Hoxha, *Avec Staline*, Tirana, 1979, Edition numérique, p. 6.
- <sup>203</sup> Iniziatiava Comunista, *La signification historique du 20<sup>ème</sup> Congrès*, Intervention à la réunion du Comité International pour la Restauration de l'Union soviétique, Rome, juillet 1995.
- <sup>204</sup> Bill Bland, *Le processus de restauration du capitalisme en URSS après la prise du pouvoir par les révisionnistes khrouchtchéviens*, Edition numérique, p. 24.
- <sup>205</sup> Enver Hoxha, 15 janvier 1973, *Réflexions sur la Chine*, Tome II, Edition numérique, pp. 26-28.
- <sup>206</sup> Voir aussi Enver Hoxha, *Avec Staline*, Tirana, 1979, Edition numérique, p. 17.
- <sup>207</sup> Enver Hoxha, *Rapport au VI<sup>e</sup> congrès du PTA*, Edition numérique, pp. 57, 59, 62.
- <sup>208</sup> Enver Hoxha, *Rapport au VIII<sup>e</sup> Congrès du PTA (1981)*, Edition numérique, pp. 82-86.
- <sup>209</sup> Enver Hoxha, *Œuvres choisies*, Tome V, Edition numérique, p. 113.
- <sup>210</sup> Pierre George, *L'économie de l'URSS*, 15<sup>ème</sup> édition, Presses universitaires de France, Paris, 1981, p. 115.
- <sup>211</sup> Y. Lougantsov, *Communisme et planification*, Etudes soviétiques, supplément du n°170 de mai 1962, p. 4.
- <sup>212</sup> PTA, Phénomènes de l'oppression nationale en Union soviétique, *Etudes politiques et sociales (1984-1989)*, Edition numérique, pp. 456-466.
- <sup>213</sup> PTA, La dégénérescence du Comecon en une organisation capitaliste, *Etudes politiques et sociales*, Edition numérique, p. 320.
- <sup>214</sup> PTA, *Etudes politiques et sociales*, Edition numérique, p. 614.
- <sup>215</sup> *Staline — une barbarie moderne*, Les dossier du Monde, Le Monde/Editions de l'Aube, Paris, 2004, p. 186.
- <sup>216</sup> *Idem*, p. 37.
- <sup>217</sup> Manière de voir, *La guerre froide*, n° 70, août-septembre 2003, pp. 17-18.
- <sup>218</sup> Voir par exemple : *La dégénérescence du Comecon en une organisation capitaliste et Les dettes extérieures et les crédits impérialistes, puissants maillons de la chaîne néo-colonialiste qui asservit les peuples*, PTA, *Etudes politiques et sociales*, Edition numérique, pp. 314-329 et pp. 534-543.
- <sup>219</sup> Jimmy Carter cité par Enver Hoxha, *Œuvres choisies*, Tome V, Edition numérique, p. 166.
- <sup>220</sup> Léon Zitron, *L'URSS a bien changé. Maintenant on peut y rire...*, Editons mondiales, Paris, 1963, p. 310.
- <sup>221</sup> Enver Hoxha, *Rapport au VI<sup>e</sup> Congrès du PTA*, Edition numérique, p. 74.
- <sup>222</sup> *Idem*, p. 73.
- <sup>223</sup> *L'émancipation*, Edition numérique, p. 151
- <sup>224</sup> Mao Tsé-toung, *La démocratie nouvelle*, Editions en langues étrangères, Pékin, 1965.
- <sup>225</sup> *Idem*, pp. 2-12.
- <sup>226</sup> *Idem*, p. 13.
- <sup>227</sup> *Idem*, pp. 18-19.
- <sup>228</sup> *Idem*, pp. 19-20.
- <sup>229</sup> Enver Hoxha, *Quelques premiers jugements sur la Révolution culturelle prolétarienne chinoise*, Discours au 18<sup>e</sup> plénum du CC du PTA, 14 octobre 1966, in *Œuvres choisies*, Tome IV, Edition numérique, pp. 49-50.
- <sup>230</sup> Mao Tsé-toung, *La démocratie nouvelle*, p. 3.
- <sup>231</sup> Friedrich Engels, *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, Edition numérique, p. 86.
- <sup>232</sup> Mao Tsé-toung, *La démocratie nouvelle*, pp. 22-24.
- <sup>233</sup> *Idem*, pp. 25-26.
- <sup>234</sup> *Idem*, p. 31.
- <sup>235</sup> *Idem*, p. 31.
- <sup>236</sup> *Socialisme* — Revue mensuelle du Parti Suisse du Travail, n°144, fin 1957, p. 131.
- <sup>237</sup> Mao Tsé-toung, *La démocratie nouvelle*, pp. 22-24.
- <sup>238</sup> Enver Hoxha, *Œuvres choisies*, Tome I, Edition numérique, pp. 46, 51, 52.
- <sup>239</sup> Mao Tsé-toung, *Sur quelques questions importantes de la politique actuelle du Parti*, in *Ecrits choisis de Mao Tsé-toung en trois volumes*, Tome III, Maspero, Paris, 1967, p. 44.
- <sup>240</sup> Mao Tsé-toung, *Mener la révolution jusqu'au bout*, in *Ecrits choisis de Mao Tsé-toung en trois volumes*, Tome III, Maspero, Paris, 1967, pp. 51-52.
- <sup>241</sup> PTA, *Histoire du Parti du Travail d'Albanie (1941-1967)*, Edition numérique, p. 132.

- <sup>242</sup> PTA, *Histoire de la construction socialiste en Albanie*, Edition numérique, p. 19.
- <sup>243</sup> *Idem*, p. 19.
- <sup>244</sup> Notes et études documentaires, *L'Albanie, évolution politique, économique et sociale*, La documentation française, 16 octobre 1978, pp. 61 et 65.
- <sup>245</sup> Lénine, *L'économie et la politique à l'époque de la dictature du prolétariat*, *Œuvres choisies*, Tome II, Edition numérique, pp. 309-310.
- <sup>246</sup> PTA, *Histoire de la construction socialiste en Albanie*, Edition numérique, p. 21.
- <sup>247</sup> PTA, *Etudes politiques et sociales*, Edition numérique, p. 268.
- <sup>248</sup> Enver Hoxha, *Œuvres choisies*, Tome V, Edition numérique, pp. 84-92.
- <sup>249</sup> PTA, *Etudes politiques et sociales*, Edition numérique, p. 266-267.
- <sup>250</sup> Enver Hoxha, *Œuvres choisies*, Tome V, Edition numérique, p. 113.
- <sup>251</sup> *Manuel d'économie politique*, Edition numérique, p. 298.
- <sup>252</sup> *Principes d'économie politique*, Edition numérique, pp. 159-160.
- <sup>253</sup> [http://www.marxisme.fr/mao\\_tsetoung\\_textes\\_revisionnistes.htm](http://www.marxisme.fr/mao_tsetoung_textes_revisionnistes.htm)
- <sup>254</sup> Mao Tsé-toung, *Rapport à la deuxième session du Comité Central issu du VII<sup>e</sup> Congrès du Parti Communiste chinois*, in *Ecrits choisis de Mao Tsé-toung en trois volumes*, Tome III, Maspero, Paris, 1967, pp. 51-52.
- <sup>255</sup> Enver Hoxha, *Œuvres choisies*, Tome V, Edition numérique, pp. 80-82.
- <sup>256</sup> *Réponses aux questions sur l'Albanie*, Tirana, 1969, Edition numérique, pp. 124-125.
- <sup>257</sup> Staline, *Les problèmes économiques du socialisme en URSS*, Edition numérique, p. 42.
- <sup>258</sup> [http://french.china.org.cn/archives/lianghui2006/txt/2006-03/03/content\\_2222798.htm](http://french.china.org.cn/archives/lianghui2006/txt/2006-03/03/content_2222798.htm)
- <sup>259</sup> *Quotidien du peuple* du 23 juillet 1953.
- <sup>260</sup> Staline, *Cinq conversations avec les économistes*, Edition numérique, pp. 13-14.
- <sup>261</sup> <http://fr.wikipedia.org/wiki/Staline>
- <sup>262</sup> Mao Tsé-toung, *Œuvres choisies*, Tome V, p. 328.
- <sup>263</sup> Staline, *La question nationale et coloniale*, Edition numérique, p. 124.
- <sup>264</sup> Staline, *Les questions du léninisme*, Tome II, Edition numérique, p. 140.
- <sup>265</sup> *Idem*, p. 141.
- <sup>266</sup> Mao Tsé-toung, *De la juste solution des contradictions au sein du peuple*, 27 février 1957, Textes choisis en trois volumes, III, Maspero, 1967, pp. 96-97.
- <sup>267</sup> Staline, *Cinq conversations avec les économistes*, Edition numérique, pp. 13-14.
- <sup>268</sup> *Idem*, pp. 18-19.
- <sup>269</sup> Staline, *Les problèmes économiques du socialisme en URSS*, Edition numérique, p. 22.
- <sup>270</sup> Mao Tsé-toung, *Sur quelques questions importantes de la politique actuelle du Parti*, in *Ecrits choisis de Mao Tsé-toung en trois volumes*, Tome III, Maspero, Paris, 1967, p. 40.
- <sup>271</sup> Liu Chao Chi, *Pour être un bon communiste*, Edition en langues étrangères, Pékin, 1965, Edition numérique, p. 16.
- <sup>272</sup> Mao Tsé-toung, *Rapport à la 2<sup>ème</sup> session du Comité Central issu du VII<sup>ème</sup> Congrès du Parti Communiste chinois*, mars 1949, Textes choisis en trois volumes, III, Maspero, 1967, pp. 66-67.
- <sup>273</sup> *Idem*, p. 67.
- <sup>274</sup> Mao Tsé-toung, *De la dictature démocratique populaire*, 1<sup>er</sup> juillet 1949, Textes choisis en trois volumes, III, Maspero, 1967, p. 89.
- <sup>275</sup> *Idem*, pp. 89-90.
- <sup>276</sup> *Idem*, p. 90.
- <sup>277</sup> *Socialisme* — Revue mensuelle du Parti Suisse du Travail, n°143, août-septembre 1957, p. 90.
- <sup>278</sup> *Idem*, p. 90.
- <sup>279</sup> Mao Tsé-toung, *De la juste solution des contradictions au sein du peuple*, 27 février 1957, Textes choisis en trois volumes, III, Maspero, 1967, pp. 93-139.
- <sup>280</sup> *Idem*, p. 95.
- <sup>281</sup> Un taux de profit moindre n'illustre même pas une amélioration sur le plan économique, politique et social pour les travailleurs, il suffit de rappeler comment Hitler justifiait l'étiquette « national-socialiste » accolée au fascisme allemand : « L'Etat, le peuple ! Nos capitalistes reçoivent seulement 8 %. C'est assez pour eux ! » (Cité par Staline dans *Cinq conversations avec les économistes soviétiques*,

Edition numérique, p. 11.) Décidément, la conception petite-bourgeoise « de gauche » du « socialisme » peut TOUT justifier !

<sup>282</sup> Mao Tsé-toung, *De la juste solution des contradictions au sein du peuple*, 27 février 1957, Textes choisis en trois volumes, III, Maspero, 1967, pp. 96-97.

<sup>283</sup> Friedrich Engels, *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, pp. 19-20.

<sup>284</sup> Staline, *Les questions du léninisme*, Edition numérique, Tome II, p. 82.

<sup>285</sup> 6<sup>ème</sup> Congrès de l'Internationale Communiste, 1930.

<sup>286</sup> *Idem*.

<sup>287</sup> Enver Hoxha, février 1957, cité dans Gilbert Mury, *Enver Hoxha contre le révisionnisme moderne*, Edition numérique, p. 18.

<sup>288</sup> PCMLM, *Histoire du Parti Communiste de Chine*.

<sup>289</sup> Félix Tchouev, *ouvrage cité*, pp. 119-120.

<sup>290</sup> Mao Tsé-toung, *De la juste solution des contradictions au sein du peuple*, 27 février 1957, Textes choisis en trois volumes, III, Maspero, 1967, p. 116.

<sup>291</sup> *Idem*, p. 117.

<sup>292</sup> *Idem*, p. 116.

<sup>293</sup> *La Chine, un nouveau communisme (1949-1976)*, Hatier, p. 105.

<sup>294</sup> Mao Tsé-toung, *Sur la dictature populaire démocratique* — Cité par Yu Hai dans *Le rôle de la bourgeoisie nationale dans la révolution chinoise*, in *Cahiers du communisme*, août 1950, pp. 87-92.

<sup>295</sup> Enver Hoxha, *Rapport au VIII<sup>e</sup> congrès du PTA*, Edition numérique, p. 80.

<sup>296</sup> Jacques Guillermez, *Le parti communiste chinois au pouvoir (1949-1972)*, Payot, Paris, 1972, p. 7.

<sup>297</sup> *La grande révolution culturelle prolétarienne* — Recueil de documents importants, Edition en langues étrangères, Pékin, 1970, Edition numérique, p. 4.

<sup>298</sup> *Idem*, p. 1.

<sup>299</sup> *Idem*, p. 4.

<sup>300</sup> *Idem*, pp. 5-6.

<sup>301</sup> *Idem*, p. 9.

<sup>302</sup> *Idem*, p. 18.

<sup>303</sup> Voir par exemple Enver Hoxha, *Réflexions sur la Chine*, Tome I, 1962-1972, édition numérique.

<sup>304</sup> Léon Zitron, *L'URSS a bien changé. Maintenant on peut y rire...*, Editons mondiales, Paris, 1963, p. 290.

<sup>305</sup> C. Bettelheim, J. Charrière, H. Marchisio, *La construction du socialisme en Chine*, Maspero, Paris, 1974, pp. 192-194. — 1<sup>ère</sup> édition de 1965.

<sup>306</sup> Hedrick Smith, *Les russes*, Belfond, 1976, Paris, p. 242.

<sup>307</sup> *La construction du socialisme en Chine*, pp. 23, 42-48, 53-57, 67-69.

<sup>308</sup> Staline, *Cinq conversations avec les économistes soviétiques*, pp. 5-6.

<sup>309</sup> PTA, *Etudes politiques et sociales*, Edition numérique, pp. 677-680.

<sup>310</sup> Staline, *Les questions du léninisme*, Edition numérique, Tome II, p. 57 ; MEP, EN, p. 298.

<sup>311</sup> Voir par exemple : RPSA, *Réponses aux questions sur l'Albanie*, Tirana, 1969, Edition numérique, pp. 70-72 ; Enver Hoxha, *Œuvres choisies*, Tome V, Edition numérique, p. 114 ; Dossier : 40 années de planification en Albanie, *Cahiers de l'INEAS*, Edition numérique, p. 12.

<sup>312</sup> PTA, *Histoire de la construction socialiste en Albanie*, Edition numérique, p. 22.

<sup>313</sup> PTA, *Conférence nationale sur le 7<sup>ème</sup> plan quinquennal*, Edition numérique, pp. 20-25 et 28-29.

<sup>314</sup> Enver Hoxha, *Œuvres choisies*, Tome V, Edition numérique, pp. 115-117.

<sup>315</sup> Georges Castellani, *Histoire de l'Albanie et des Albanais*, Arméline, 2002.

<sup>316</sup> PTA, *Conférence nationale sur le 7<sup>ème</sup> plan quinquennal*, Edition numérique, p. 27.

<sup>317</sup> Moshe Lewin, *Le siècle soviétique*, Fayard/Le Monde Diplomatique, 2003, p. 82.

<sup>318</sup> PTA, A propos du mécanisme de la plus-value et de son appropriation dans la société soviétique, *Etudes politiques et sociales*, Edition numérique, pp. 83-91.

<sup>319</sup> Edgar Snow, *La Chine en marche*, Stock, 1973 — New York, 1962 —, pp. 152-154.

<sup>320</sup> *La Chine, un nouveau communisme (1949-1976)*, Hatier, 1977, p. 197.

<sup>321</sup> Voir par exemple Gilbert Mury, *Albanie : terre de l'homme nouveau*, 1970, Edition numérique, pp. 26-27.

- <sup>322</sup> Antoine G. Petit, *Castro, Debray contre le marxisme-léninisme*, Robert Laffont, Paris, 1968, pp. 55-56.
- <sup>323</sup> Edgar Snow, *La Chine en marche*, pp. 147-150.
- <sup>324</sup> Enver Hoxha, *Les Khrouchtchéviens (Souvenirs)*, Edition numérique, pp. 88-89.
- <sup>325</sup> *Idem*, p. 92.
- <sup>326</sup> *Socialisme* — Revue mensuelle du Parti Suisse du Travail, n°139, décembre 1956-janvier 1957, p. 308.
- <sup>327</sup> 20<sup>ème</sup> Congrès du Parti communiste de l'Union Soviétique, Recueil de documents édité par les *Cahiers du communisme*, Paris, mars 1956, p. 209.
- <sup>328</sup> *Manuel d'économie politique*, Edition numérique, p. 404.
- <sup>329</sup> *Idem*, pp. 415-419.
- <sup>330</sup> *Idem*, p. 408.
- <sup>331</sup> Maurice Thorez, *Œuvres choisies en trois volumes*, Tome III (1950-1964), pp. 54-56.
- <sup>332</sup> Mao Tsé-toung, *Œuvres choisies*, Tome V.
- <sup>333</sup> Enver Hoxha, *Œuvres choisies*, Tome V, Edition numérique, pp. 86-87.
- <sup>334</sup> Enver Hoxha, *Réflexions sur la Chine*, Tome II, Edition numérique, pp. 340-357.
- <sup>335</sup> Enver Hoxha, *Discours au 18<sup>e</sup> plénum du CC du PTA*, 14 octobre 1966, *Œuvres choisies*, Tome IV, Edition numérique, pp. 47-56.
- <sup>336</sup> Enver Hoxha, *Réflexions sur la Chine*, Tome II, Edition numérique, p. 357.
- <sup>337</sup> Enver Hoxha, *Œuvres choisies*, Tome V, Edition numérique, p. 169.
- <sup>338</sup> Enver Hoxha, *Rapport au VIII<sup>e</sup> Congrès du PTA (1981)*, p. 86.
- <sup>339</sup> *L'Emancipation*, Edition numérique, p. 23
- <sup>340</sup> *Etudes soviétiques*, n°288, mars 1972.
- <sup>341</sup> P.C.(b).U.S., Proclamation-programme des communistes (bolchéviques) révolutionnaires soviétiques (1965), [http://www.geocities.com/komintern\\_doc](http://www.geocities.com/komintern_doc)
- <sup>342</sup> *La lutte du PCUS pour la cohésion du mouvement communiste mondial*, *Etudes soviétiques*, avril 1964, p. 16.
- <sup>343</sup> *Idem*, p. 40.
- <sup>344</sup> *Idem*, p. 67.
- <sup>345</sup> *Idem*, pp. 40-41.
- <sup>346</sup> *Idem*, p. 18.
- <sup>347</sup> François Fejtő, *Histoire des démocraties populaires — II — Après Staline (1953-1971)*, p. 74.
- <sup>348</sup> Enver Hoxha, *Rapport sur la situation internationale et les tâches du Parti, présenté au Plénum du CC du PTA*, 13 février 1957, in Gilbert Mury, *Enver Hoxha contre le révisionnisme moderne*, Edition numérique, pp. 13-29.
- <sup>349</sup> PTA, *Histoire de la construction socialiste en Albanie*, Edition numérique, pp. 122-123.
- <sup>350</sup> *Idem*, pp. 134-135.
- <sup>351</sup> *Lettre du CC du Parti du Travail d'Albanie et du Gouvernement albanais au CC du Parti communiste et au gouvernement chinois*, 29 juillet 1978, Editions 8 Nentori, Tirana, 1978, Edition numérique, p. 2.
- <sup>352</sup> Jean Bertolino, *ouvrage cité*, p. 235.
- <sup>353</sup> *Idem*, p. 134.
- <sup>354</sup> *L'URSS et l'Europe de l'Est*, Notes et études documentaires — La documentation française, 1987, p. 203.
- <sup>355</sup> *Idem*, p. 202.
- <sup>356</sup> Barbusse, *Staline, un monde nouveau vu à travers un homme*, Edition numérique, p. 69.
- <sup>357</sup> Ludo Martens, *Tien An Men 1989 : de la dérive révisionniste à l'émeute contre-révolutionnaire in Etudes marxistes*, n°12, 1991, Edition numérique, p. 79.
- <sup>358</sup> *Idem*, p. 89.
- <sup>359</sup> *Idem*, p. 87.
- <sup>360</sup> *Idem*, p. 72.
- <sup>361</sup> XVI<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste chinois, 2002.
- <sup>362</sup> Ludo Martens, *Tien An Men 1989*, ouvrage cité, p. 91.
- <sup>363</sup> *Idem*, p. 88.
- <sup>364</sup> *Idem*, p. 89.
- <sup>365</sup> Lénine, *Textes choisis*, II, Edition numérique, p. 49.

- <sup>366</sup> Enver Hoxha, *Œuvres Choiesies*, Édition numérique, Tome V, pp. 271-276.
- <sup>367</sup> *Lettre du CC du Parti du Travail d'Albanie et du Gouvernement albanais au CC du Parti communiste et au gouvernement chinois*, Tirana, 1978, Edition numérique.
- <sup>368</sup> *Idem*, pp. 9-23.
- <sup>369</sup> PTA, *A propos des thèses concernant le X<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste Italien*, article publié dans le journal *Zëri I Popullit*, les 17-18 novembre 1962, *Les idées du marxisme-léninisme triompheront du révisionnisme*, Tirana, 1964, Edition numérique, p. 72.
- <sup>370</sup> *VIII<sup>e</sup> Congrès de l'Union des Femmes d'Albanie*, Tirana, 1978, Edition numérique, p. 34.
- <sup>371</sup> Y. Jiline, *Problèmes actuels du mouvement communiste*, Editions de l'Agence de Presse Novosti, Moscou, 1972, p. 84.
- <sup>372</sup> Sur cette dénonciation voir par exemple : La politique de « non-alignement », château bâti sur le sable, *Les superpuissances*, Edition numérique, pp. 221-223 ; Enver Hoxha, *L'impérialisme et la révolution, Œuvres choisies*, Tome V, Edition numérique ; La « voie non-capitaliste de développement » et l'« orientation au socialisme », « théories » qui sabotent la révolution et ouvrent la voie à l'expansion néo-colonialiste, *Etudes politiques et sociales*, Edition numérique, pp. 446-455.
- <sup>373</sup> *Alternatives Internationales*, n°22, mars 2005, pp. 40-41.
- <sup>374</sup> <http://www.anti-imperialism.net>
- <sup>375</sup> Lulzim Hana, *Les dettes extérieures et les crédits impérialistes, puissants maillons de la chaîne néo-colonialiste qui asservit les peuples*, in PTA, *Etudes politiques et sociales*, Edition numérique, p. 534.
- <sup>376</sup> *Idem*, pp. 534-543.
- <sup>377</sup> Khrouchtchev, *Le pays des soviets, porte-drapeau de la paix et de l'amitié des peuples*, Etudes soviétiques, mars 1960, pp. 12-16.
- <sup>378</sup> Khrouchtchev, *La situation internationale et la politique étrangère de l'Union Soviétique*, Etudes soviétiques, octobre 1959, pp. 7-13.
- <sup>379</sup> PTA, *Les idées du marxisme-léninisme triompheront du révisionnisme*, Edition numérique, p. 125.
- <sup>380</sup> *Le révisionnisme moderne au secours de la stratégie fondamentale de l'impérialisme américain*, Article du journal *Zëri I Popullit* du 19 et 20 septembre 1962, *Les idées du marxisme-léninisme triompheront du révisionnisme*, Edition numérique, p. 19.
- <sup>381</sup> Enver Hoxha, *Rapport au VII<sup>e</sup> congrès du PTA*, Edition numérique, p. 65.
- <sup>382</sup> *20<sup>ème</sup> Congrès du Parti communiste de l'Union Soviétique*, Recueil de documents édité par les *Cahiers du communisme*, Paris, mars 1956.
- <sup>383</sup> *Idem*, p. 125.
- <sup>384</sup> *Idem*, pp. 301 et 305.
- <sup>385</sup> Félix Tchouev, *ouvrage cité*, p. 240.
- <sup>386</sup> *20<sup>ème</sup> Congrès du Parti communiste de l'Union Soviétique*, ouvrage cité, p. 246.
- <sup>387</sup> Grigori Glezerman, *Chemin parcouru, perspectives d'avenir*, Editions de l'Agence de Presse Novosti, 1966, p. 29.
- <sup>388</sup> Brejnev, *Rapport d'activité du Comité central du Parti communiste de l'Union Soviétique au 24<sup>ème</sup> Congrès du PCUS*, Editions de l'Agence de Presse Novosti, Moscou, 1971, pp. 31-35.
- <sup>389</sup> Enver Hoxha, *Rapport au VI<sup>e</sup> Congrès du PTA*, Edition numérique, pp. 69-76.
- <sup>390</sup> PTA, *Aspects de l'édification du socialisme en Albanie*, Edition numérique, pp. 13-16.
- <sup>391</sup> PTA, *Conférence nationale sur l'œuvre immortelle du camarade Enver Hoxha*, Edition numérique, p. 75.
- <sup>392</sup> PTA — *Quinze années après la publication de la résolution du Bureau d'Information "sur la situation dans le Parti Communiste Yougoslave"*, article du journal *Zëri I Popullit* du 29 juin 1963, *Les idées du marxisme-léninisme triompheront du révisionnisme*, Tirana, 1964, Edition numérique, p. 158.
- <sup>393</sup> Enver Hoxha, *Œuvres choisies*, Tome V, Edition numérique, pp. 76 et 130.
- <sup>394</sup> *Idem*, p. 136.
- <sup>395</sup> Enver Hoxha, *Rapport au VI<sup>e</sup> Congrès du PTA*, Edition numérique, p. 75.
- <sup>396</sup> Enver Hoxha, *Œuvres choisies*, Tome V, Edition numérique, p. 130.
- <sup>397</sup> *Idem*, p. 178.
- <sup>398</sup> *Discours du président Saddam Hussein au 6<sup>ème</sup> Sommet des pays non-alignés*, 4 septembre 1979, Ministère de la Culture et de l'Information, Dar Al-Ma'Mun, Bagdad, 1982, pp. 9-20.
- <sup>399</sup> *La stratégie du développement national en Irak*, Ministère de la Culture et de l'Information, Dar Al-Ma'Mun, Bagdad, 1981, pp. 17-20.

- <sup>400</sup> 22<sup>ème</sup> Congrès du PCF, *Cahiers du communisme*, février-mars 1976, pp. 423-496.
- <sup>401</sup> Alain Deschamps, *Burkina Faso, 1987-1992, le pays des hommes intègres*, p. 21. Cité dans *Bug parga*, organe central du PCRV, n° 97, août 2006.
- <sup>402</sup> Henri Barbusse, *Staline, un monde nouveau vu à travers un homme*, Edition numérique, p. 101.
- <sup>403</sup> URCF, *200 thèses pour une identité communiste révolutionnaire*, p. 84.
- <sup>404</sup> Molotov, *Rapport sur l'activité de la délégation du PC de l'URSS au CE de l'IC au 16<sup>ème</sup> Congrès du PCUS (b)*, 5 juillet 1930, p. 44.
- <sup>405</sup> 6<sup>ème</sup> Congrès de l'Internationale Communiste, 1930.
- <sup>406</sup> *Le Monde Diplomatique*, octobre 2006, pp. 26-27.
- <sup>407</sup> Risal, *Cuba, le Honduras et l'histoire d'un terroriste notoire devenu diplomate étasunien*, 29 avril 2004.
- <sup>408</sup> Antoine G. Petit, *Castro, Debray contre le marxisme-léninisme*, Robert Laffont, Paris, 1968, p. 98.
- <sup>409</sup> *COMPASS*, n°101, novembre 1992.
- <sup>410</sup> Executive Committee of the Popular Socialist Party of Cuba, in '*World Marxist Review*', Volume 2, n°4, April 1959, p. 68.
- <sup>411</sup> *Guardian*, 30 mai 1992, p. 25.
- <sup>412</sup> Jean Ortiz et Georges Fournial, *Le socialisme à la cubaine*, Editions sociales, 1983, p. 86.
- <sup>413</sup> Enver Hoxha, *Œuvres choisies*, Tome V, Edition numérique, p. 127.
- <sup>414</sup> *Le socialisme à la cubaine*, p. 86.
- <sup>415</sup> B. Gorbatchev, *Cuba et l'intégration socialiste dans Socialisme : théorie et pratique*, n°5, décembre 1973, pp. 82-83.
- <sup>416</sup> Histoire du Parti communiste cubain, *Etudes marxistes*, n°15 (1992), pp. 58-60.
- <sup>417</sup> Fidel Castro en Union Soviétique, *Etudes soviétiques*, n° 192, mars 1964, p. 18.
- <sup>418</sup> Antoine G. Petit, *Castro, Debray contre le marxisme-léninisme*, Robert Laffont, Paris, 1968, p. 186.
- <sup>419</sup> *Le socialisme à la cubaine*, p. 162.
- <sup>420</sup> *Le socialisme à la cubaine*, p. 97.
- <sup>421</sup> Enver Hoxha, *Réflexions sur la Chine*, Tome II (1973-1977), Edition numérique, p. 338.
- <sup>422</sup> Notes et études documentaires, *L'Albanie, évolution politique, économique et sociale*, La documentation française, 16 octobre 1978, p. 80.
- <sup>423</sup> *Réponses aux questions sur l'Albanie*, Tirana, 1969, Edition numérique, p. 171.
- <sup>424</sup> Guennadi Ziuganov, Président du CC du PCFR, *Sur les objectifs de la lutte contre l'impérialisme et la nécessité de la condamnation de ses crimes*, février 2006.
- <sup>425</sup> Enver Hoxha, *Œuvres choisies*, Tome V, p. 157.
- <sup>426</sup> Gjergj Habibaj, *Les buts de la propagande du Vatican à l'encontre de l'Albanie et son manque de fondements, Etudes politiques et sociales (1984-1989)*, Edition numérique, pp. 665-673.
- <sup>427</sup> *Le socialisme à la cubaine*, p. 8.
- <sup>428</sup> *La Chine, un nouveau communisme (1949-1976)*, Hatier, 1977, p. 199.
- <sup>429</sup> *Etudes marxistes*, Socialisme à la chinoise.
- <sup>430</sup> *Manuel d'économie politique*, Edition numérique, pp. 139 et 155.
- <sup>431</sup> *Etudes marxistes*, Socialisme à la chinoise.
- <sup>432</sup> Mao Tsé-toung, *Œuvres choisies*, Tome V, pp. 68-69.
- <sup>433</sup> *Le Monde*, 12 janvier 2007.
- <sup>434</sup> *Alternatives économiques*, Un début de rééquilibrage nord-sud, n°251, octobre 2006.
- <sup>435</sup> *Tribune*, 3 octobre 2006.
- <sup>436</sup> Lénine, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* in *Œuvres choisies*, t. 22, p. 262.
- <sup>437</sup> *Cahiers du communisme*, décembre 1948, pp. 1380-1392, Les débats en URSS sur les questions d'économie, Edition numérique, p. 5.
- <sup>438</sup> Staline, *Les questions du léninisme*, Edition numérique, Tome I, p. 163.
- <sup>439</sup> PTA, *Aspects de l'édification du socialisme en Albanie*, Edition numérique, p. 35.
- <sup>440</sup> *Xinhua*, 19/01/2006.
- <sup>441</sup> *Challenges*, n°52, octobre 2006.
- <sup>442</sup> Enver Hoxha, *Œuvres choisies*, Tome V, Edition numérique, p. 189.
- <sup>443</sup> *Libération*, 2 avril 2007.

- <sup>444</sup> V. Andachev et P. Oglobline, *L'amitié soviéto-arabe*, Editions de l'agence de Presse Novosti, Moscou, 1973.
- <sup>445</sup> PTB, *La Chine est-elle une superpuissance dangereuse ?*, 14/05/2005.
- <sup>446</sup> *Etudes marxistes*, Socialisme à la chinoise
- <sup>447</sup> *Etudes marxistes*, n°60, *Irak : les enjeux de la deuxième guerre du Golfe*, Octobre-décembre 2002, p. 39.
- <sup>448</sup> PTB, *Les chinois sont-ils plus dangereux que les japonais ?*, 12/07/2005.
- <sup>449</sup> *Etudes marxistes*, n°60, pp. 39-55.
- <sup>450</sup> *L'Emancipation*, Edition numérique, pp. 154-155.
- <sup>451</sup> Staline, *L'homme, le capital le plus précieux*, Edition numérique, pp. 21-22.
- <sup>452</sup> 6<sup>ème</sup> Congrès de l'Internationale Communiste, 1930.
- <sup>453</sup> *Idem*.
- <sup>454</sup> *Principes d'économie politique*, Edition numérique, p. 170.
- <sup>455</sup> Harpal Brar, *L'Union européenne, la Chine et l'Inde*, *Etudes marxistes*, octobre 2004.
- <sup>456</sup> *Principes d'économie politique*, Edition numérique, pp. 171-172.
- <sup>457</sup> PRCF : René Lefort, *A propos de la Chine*.
- <sup>458</sup> Déclaration du PRCF sur le Traité constitutionnel européen, 14 juillet 2004.
- <sup>459</sup> Karl Marx, *Friedrich List*, p. 9.
- <sup>460</sup> *Idem*, p. 15.
- <sup>461</sup> *Idem*, p. 10.
- <sup>462</sup> Sur la signification de cette contradiction, voir l'exemple donné par Staline dans *Cinq conversations avec les économistes soviétiques*, Edition numérique, p. 12.
- <sup>463</sup> Lénine, *Pour caractériser le romantisme économique*, Edition numérique, p. 33.
- <sup>464</sup> Staline, *Les questions du léninisme*, Edition numérique, Tome II, p. 36.
- <sup>465</sup> *Idem*, p. 42.
- <sup>466</sup> Staline, *Les questions du léninisme*, Edition numérique, Tome I, p. 103.
- <sup>467</sup> *Idem*, p. 98.
- <sup>468</sup> Staline, *Les questions du léninisme*, Edition numérique, Tome II, p. 91.
- <sup>469</sup> *Principes d'économie politique*, p. 146.
- <sup>470</sup> Staline, *Les questions du léninisme*, Edition numérique, Tome II, p. 4.
- <sup>471</sup> Enver Hoxha, *Œuvres choisies*, Tome V, Edition numérique, p. 134.
- <sup>472</sup> Lénine, *Textes choisis*, II, Edition numérique, p. 47.
- <sup>473</sup> Lénine, *Œuvres choisies en deux volumes*, Tome I, Edition numérique, p. 296.
- <sup>474</sup> Karl Marx, *Circulaire contre Hermann Kriege*, Edition numérique, pp. 3-4.
- <sup>475</sup> Lénine, *Karl Marx*, Edition numérique, p. 14.
- <sup>476</sup> <http://www.urcf.net/> ; soirée débat sur l'Amérique latine, 26 janvier 2007.
- <sup>477</sup> Rafael Correa, juin 2006, cité dans *Le Monde diplomatique* de janvier 2007, p. 16.
- <sup>478</sup> *La Riposte* — Greg Oxley, *Venezuela, Bolivie, Mexique... et demain la France !*
- <sup>479</sup> PTB, *L'Amérique latine toujours plus à gauche*, 12 décembre 2006.
- <sup>480</sup> *Chantiers*, n°5, janvier 2005.
- <sup>481</sup> *Intervention Communiste*, n°78, janvier-février 2007, p. 8.
- <sup>482</sup> *Intervention Communiste*, n°77, novembre-décembre 2006, p. 8.
- <sup>483</sup> *Communistes*, n°61, septembre 2006, p. 4.
- <sup>484</sup> *Communistes*, n°64, janvier-février 2007, p. 4.
- <sup>485</sup> PRCF, Honneur et longue vie au camarade Fidel Castro Ruz, passeur d'histoire et relaveur d'avenir, le 26 juillet 2006, pp. 4-5.
- <sup>486</sup> PRCF, dans *Billet rouge-Pôle Positions* le 29/3/2007.
- <sup>487</sup> PTA — *A propos des thèses concernant le X<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste Italien*, article publié dans le journal *Zëri I Popullit*, les 17-18 novembre 1962, *Les idées du marxisme-léninisme triompheront du révisionnisme*, Tirana, 1964, Edition numérique, p. 72.
- <sup>488</sup> *Idem*, p. 73.
- <sup>489</sup> PTA, *Conférence nationale sur l'œuvre du camarade Enver Hoxha*, Edition numérique, p. 73.

- <sup>490</sup> Enver Hoxha, *Œuvres choisies*, Tome V, Edition numérique, p. 173.
- <sup>491</sup> Bloc marxiste-léniniste de Belgique, *Eléments de programme pour un Parti communiste révolutionnaire en Belgique*, 1<sup>er</sup> mai 2003, [http://www.geocities.com/komintern\\_doc](http://www.geocities.com/komintern_doc)
- <sup>492</sup> *Principes d'économie politique*, pp. 153-154.
- <sup>493</sup> Enver Hoxha, *Rapport au VIII<sup>e</sup> Congrès du PTA*, éd. fr., p. 46, Tirana, 1981.
- <sup>494</sup> PTA, *Aspects de l'édification du socialisme en RPS d'Albanie*, Edition numérique, pp. 7-11.
- <sup>495</sup> Gilbert Murry, *Albanie, terre de l'homme nouveau*, édition numérique, p. 38.
- <sup>496</sup> Thomas Schreiber, *Enver Hodja — Le sultan rouge*, J-C Lattès, 1994, p. 9.
- <sup>497</sup> Institut des relations internationales et stratégiques, *L'Albanie et son développement régional*, janvier 2003, p. 21.
- <sup>498</sup> Jean Bertolino, *Albanie, la sentinelle de Staline*, Seuil, Paris, 1979, pp. 49 et 52.
- <sup>499</sup> PRCF : René Lefort, *A propos de la Chine*.
- <sup>500</sup> K. Marx, *Le Capital*, T. X, Costes, pp. 211-212.
- <sup>501</sup> VIII<sup>e</sup> Congrès de l'Union des Femmes d'Albanie, Tirana, 1978, Edition numérique, p. 40.
- <sup>502</sup> PTA, *Etudes politiques et sociales*, Edition numérique, pp. 43, 295-296.
- <sup>503</sup> Engels, *Marx-Engels — Textes choisis (1875-1894)*, Edition numérique, p. 73-74.
- <sup>504</sup> Ylli Vejsiu, *La politique du PTA dans le développement des processus démographiques en Albanie*, in *Etudes politiques et sociales (1984-1989)*, Edition numérique, p. 398.
- <sup>505</sup> Jean Radvanyi, *Le géant aux paradoxes*, Editions sociales, Paris, 1982, p. 50.
- <sup>506</sup> Pierre George, *L'économie de l'URSS*, Presses universitaires de France, Paris, 1953, p. 38.
- <sup>507</sup> RPSA, *Aspects de l'édification du socialisme en Albanie*, Edition numérique, p. 28.
- <sup>508</sup> PTA, *Conférence nationale sur des problèmes du développement de l'économie albanaise au cours du 7<sup>e</sup> plan quinquennal*, Tirana, 1983, Edition numérique, p. 60.
- <sup>509</sup> PTA, *Questions de la lutte antifasciste de libération nationale du peuple albanais et de l'édification socialiste en RPS d'Albanie*, Edition numérique, p. 96.
- <sup>510</sup> VIII<sup>e</sup> Congrès de l'Union des Femmes d'Albanie, Tirana, 1978, Edition numérique, p. 29.
- <sup>511</sup> Enver Hoxha, *Rapport au VIII<sup>e</sup> Congrès du PTA*, Edition numérique, p. 92.
- <sup>512</sup> URCF, *200 thèses pour une identité communiste révolutionnaire*, p. 46.
- <sup>513</sup> *Idem*, pp. 46-48.
- <sup>514</sup> *Chantiers*, n°5, janvier 2005.
- <sup>515</sup> URCF, *Bulletin d'abonnement du journal Intervention Communiste*, 2006.
- <sup>516</sup> *Chantiers*, n°5, janvier 2005.
- <sup>517</sup> *Idem*.
- <sup>518</sup> Staline, *La question nationale et coloniale*, Edition numérique, p. 86.
- <sup>519</sup> Dimitrov, *Œuvres choisies*, Edition numérique, p. 113.
- <sup>520</sup> Etienne Fajon, *Les grands problèmes de la politique contemporaine — 6 — La nation et l'internationalisme*, Bureau d'éditions, Paris, 1938, pp. 134-135.
- <sup>521</sup> *Quelques vues sur le problème algérien*, *Cahiers du communisme*, septembre 1947, p. 863.
- <sup>522</sup> *Cahiers du communisme*, novembre 1947, pp. 1102-1105.
- <sup>523</sup> *Cahiers du communisme*, novembre 1948, pp. 1257-1258.
- <sup>524</sup> *Cahiers du communisme*, juillet 1950, p. 32.
- <sup>525</sup> PRCF, février 2007.
- <sup>526</sup> Voir *La campagne contre la guerre du Viêt-Nam* in *Cahiers du communisme*, avril 1949, pp. 490-491.
- <sup>527</sup> Voir *Quelques vues sur le problème algérien* in *Cahiers du communisme*, septembre 1947, pp. 851-870.
- <sup>528</sup> Maurice Thorez, *Œuvres choisies en trois volumes*, Tome I (1924-1937), pp. 23-24.
- <sup>529</sup> *Idem*, p. 97.
- <sup>530</sup> *Idem*, p. 326.
- <sup>531</sup> *Idem*, pp. 309-321.
- <sup>532</sup> *Idem*, pp. 435-436.
- <sup>533</sup> Victor Hugo, *Discours prononcé le 18 mai 1879 lors d'un banquet commémoratif de l'abolition de l'esclavage*.
- <sup>534</sup> Lénine, *Œuvres*, tome 21, p. 153.

- <sup>535</sup> Sevo Tarifa, *L'agression idéologique et la lutte menée contre elle*, Edition numérique, p. 30.
- <sup>536</sup> Maurice Thorez, *Fils du peuple*, Editions sociales, Paris, 1949, pp. 106-107.
- <sup>537</sup> Maurice Thorez, *Œuvres choisies en trois volumes*, Tome III (1950-1964), pp. 241-242.
- <sup>538</sup> *Idem*, pp. 68 et 234-235.
- <sup>539</sup> Tchad : les fidélités coloniales du gouvernement PC-PS, *La voie du socialisme*, n°s 1-12 — 1984-1986 (Journal), Edition numérique, pp. 36-38.
- <sup>540</sup> Les positions militaristes et colonialistes du PCF, *La voie du socialisme*, n°s 1-4 — 1987-1990 (Revue), Edition numérique, p. 51.
- <sup>541</sup> *Afrique : le domaine réservé* in *La voie du socialisme* (journal), Edition numérique, pp. 149-151.
- <sup>542</sup> *Intervention Communiste*, n°77, novembre-décembre 2006, p. 4.
- <sup>543</sup> *Intervention Communiste*, n°78, janvier-février 2007, p. 3.
- <sup>544</sup> Karl Marx, *Salaire, prix et profit*, Edition numérique, p. 31.
- <sup>545</sup> URCF, *Tactique et stratégie de l'URCF*, pp. 47-48.
- <sup>546</sup> *Idem*, p. 56.
- <sup>547</sup> *Idem*, pp. 93-108.
- <sup>548</sup> PTA, *Etudes politiques et sociales*, Edition numérique, p. 218.
- <sup>549</sup> Staline, *Histoire du P.C. Bolchevik de l'URSS*, pp. 282-286.
- <sup>550</sup> Engels an Sorge, *Marx-Engels, Ausgew. Briefe*, Moscou 1934, p. 357.
- <sup>551</sup> Enver Hoxha, *Œuvres choisies*, Tome V, Edition numérique, p. 174.
- <sup>552</sup> Enver Hoxha, *Œuvres choisies*, Tome IV, Edition numérique, pp. 224-231.
- <sup>553</sup> Statistiques BIT, *Tendances mondiales de l'emploi*, janvier 2007.
- <sup>554</sup> Friedrich Engels, *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, p. 21.
- <sup>555</sup> *Etudes marxistes*, n°19 (1993), Défense du socialisme, Edition numérique, p. 2.
- <sup>556</sup> *Idem*, p. 9.
- <sup>557</sup> *Idem*, p. 12.
- <sup>558</sup> *Socialisme* — Revue mensuelle du Parti Suisse du Travail, n°144, fin 1957, p. 131.
- <sup>559</sup> Friedrich Engels, *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, p. 25.
- <sup>560</sup> *Idem*, pp. 31-32.
- <sup>561</sup> *Idem*, p. 34.
- <sup>562</sup> *Idem*, p. 29.
- <sup>563</sup> Enver Hoxha, *Rapport au VI<sup>e</sup> Congrès du PTA*, Edition numérique, p. 72.
- <sup>564</sup> PTA, *Etudes politiques et sociales (1984-1989)*, Edition numérique, p. 429.
- <sup>565</sup> Enver Hoxha, *Œuvres choisies*, Tome V, Edition numérique, p. 108.
- <sup>566</sup> PTA, *Conférence nationale sur le 7<sup>ème</sup> plan quinquennal*, Edition numérique, pp. 96-97.
- <sup>567</sup> Enver Hoxha, *Œuvres choisies*, Tome V, Edition numérique, p. 96.
- <sup>568</sup> Ludo Martens, *Mao Zedong et Staline*, 5 novembre 1993.
- <sup>569</sup> *Idem*.
- <sup>570</sup> Lénine, *La place de la III<sup>ème</sup> Internationale dans l'histoire*, *Œuvres choisies*, Tome II, Edition numérique, p. 279.
- <sup>571</sup> Lénine, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, *Œuvres choisies*, Tome I, Edition numérique, p. 371.
- <sup>572</sup> Enver Hoxha, *L'eurocommunisme c'est de l'anticommunisme* in *Œuvres Choiesies*, Edition numérique, Tome V, pp. 390-391.
- <sup>573</sup> *Chantiers*, n°5, janvier 2005.
- <sup>574</sup> L'unité des communistes dans un seul Parti, une question cruciale à résoudre, Éditorial du *Bulletin d'information* du Collectif Militant Communiste n°11, <http://www.militcom.org>
- <sup>575</sup> Patrick Kessel et le Collectif du Bulletin International, *Contribution à la question d'une nouvelle Internationale*, Lettre ouverte à Ludo Martens, Président du Parti du Travail de Belgique, organisateur de la Conférence Internationale de Bruxelles (1997). [http://www.geocities.com/komintern\\_doc](http://www.geocities.com/komintern_doc)
- <sup>576</sup> Lénine, *Les tâches immédiates du pouvoir des soviets*.
- <sup>577</sup> Enver Hoxha, *Rapport au VIII<sup>e</sup> Congrès du PTA*, Edition numérique, pp. 89-90.
- <sup>578</sup> PTA, *Etudes politiques et sociales (1984-1989)*, Edition numérique, p. 591.
- <sup>579</sup> Jean Bertolino, *ouvrage cité*, p. 71.

- <sup>580</sup> PTA, *Les idées du marxisme-léninisme triompheront du révisionnisme*, Edition numérique, p. 133.
- <sup>581</sup> *Sur la question de Staline*, Rédaction du *Renmin Ribao* et Rédaction du *Hongqi* (13 septembre 1963), Editions en langues étrangères, Pékin, 1963.
- <sup>582</sup> *L'Emancipation*, Edition numérique, p. 6.
- <sup>583</sup> *La voie du socialisme*, n°s 1-4 — 1987-1990 (Revue), Edition numérique, p. 120.
- <sup>584</sup> Staline, *Les questions du léninisme*, Tome II, Edition numérique, pp. 166-167.
- <sup>585</sup> *L'Emancipation*, n°s 1-8 (1979-1983), Edition numérique, p. 151
- <sup>586</sup> *La Riposte* — Greg Oxley, *Origines et conséquences de la restauration capitaliste en Chine*.
- <sup>587</sup> *L'Emancipation*, Edition numérique, p. 11.
- <sup>588</sup> *La Riposte* — Greg Oxley, *La révolution cubaine en danger*.
- <sup>589</sup> *La Riposte* — Greg Oxley, *Origines et conséquences de la restauration capitaliste en Chine et La révolution cubaine en danger*.
- <sup>590</sup> Joseph Staline, *Les questions du léninisme*, Edition numérique, Tome I, p. 136.
- <sup>591</sup> Staline, *Les questions du léninisme*, Edition numérique, Tome I, pp. 97 et pp. 107-112 ; Tome II, Edition numérique, pp. 60-68.
- <sup>592</sup> *La Riposte* — Greg Oxley, *Origines et conséquences de la restauration capitaliste en Chine*.
- <sup>593</sup> Staline, *Les questions du léninisme*, Tome I, Edition numérique, p. 183 et pp. 196-199.
- <sup>594</sup> Staline, *Les questions du léninisme*, Tome II, Edition numérique, pp. 49-51.
- <sup>595</sup> *L'Emancipation*, Edition numérique, pp. 150-151.
- <sup>596</sup> Les débats en URSS sur les questions d'économie, *Cahiers du communisme*, décembre 1948, pp. 1380-1392, Edition numérique, pp. 2 et 9.
- <sup>597</sup> Staline, *Les questions du léninisme*, Tome III, Edition numérique, p. 243.
- <sup>598</sup> Dimitrov, *Œuvres choisies*, Edition numérique, p. 154.
- <sup>599</sup> Iniziativa Comunista, *La signification historique du 20<sup>ème</sup> Congrès*, Intervention à la réunion du Comité International pour la Restauration de l'Union soviétique, Rome, juillet 1995.
- <sup>600</sup> Lénine, *Matérialisme et empiriocriticisme*, Edition numérique, p. 161.
- <sup>601</sup> *La voie du socialisme*, n°s 1-4 — 1987-1990 (Revue), Edition numérique, p. 120.
- <sup>602</sup> URCF, *Tactique et stratégie de l'URCF*, p. 3.
- <sup>603</sup> Communistes en lutte, <http://monsie.wanadoo.fr/comlut/page8.html>
- <sup>604</sup> Staline, *Les questions du léninisme*, Edition numérique, Tome II, pp. 37-38.
- <sup>605</sup> *Idem*, p. 40.
- <sup>606</sup> Merci aux camarades qui ont apporté leur concours à la correction de cette étude.

# APERÇU SUR LE MARXISME

*Avant-propos* • 1° *Qu'est-ce que le capitalisme ?* • 2° *Qu'est-ce que le communisme ?* • 3° *Avec la chute de l'URSS, le communisme n'a-t-il pas échoué ?* • 4° *Où est l'avenir pour les travailleurs aujourd'hui ?*

• *Notes*

## AVANT-PROPOS<sup>1</sup>

Nous, jeunes marxistes-léninistes, avons pour but de populariser la méthode matérialiste-dialectique élaborée par Karl Marx. Cette méthode est le cœur du marxisme, son fondement scientifique, ce qui le distingue du socialisme et du communisme petit-bourgeois (c'est-à-dire utopique et sentimental).

S'appuyant sur l'analyse matérialiste-dialectique de la société capitaliste et des modes de production antérieurs (sociétés primitive, esclavagiste et féodale), Karl Marx a démontré que dans toute société comportant des classes sociales aux intérêts antagonistes, l'État se constitue comme une *arme de répression* aux mains des classes possédantes.

Il a démontré de manière scientifique et irréfutable dans ses ouvrages économiques que la société capitaliste est basée sur l'exploitation du travail d'autrui, et que le travail salarié est à la base de cette exploitation. La contradiction principale sous le capitalisme est celle entre la bourgeoisie — propriétaire privée de l'outil de production — et le prolétariat — forcé de vendre sa force de travail au patronat qui en retire un surplus : la force de travail est en effet capable de produire plus de richesses que n'en nécessite sa reproduction. Le salaire n'est donc pas le *prix du travail* réalisé par l'ouvrier mais le *prix de sa force de travail*. De là découle le caractère antagoniste non réformable de la production capitaliste : le travail est social mais l'appropriation du produit du travail reste privée. De là provient le fossé entre production et consommation, c'est ce qui est à la base de la misère des larges masses travailleuses et de la richesse des classes exploiteuses, c'est ce qui engendre les crises économiques, le chômage et les guerres de rapine visant à conquérir des marchés et des zones d'influence.

## 1° QU'EST-CE QUE LE CAPITALISME ?

« Le capital, qui a de si "bonnes raisons" pour nier les souffrances de la classe ouvrière qui l'entoure, est aussi peu ou tout autant influencé dans sa pratique par la perspective de la dégénérescence de l'humanité et finalement de sa dépopulation, que par la chute possible de la terre sur le soleil. Dans toute affaire de spéculation, chacun sait que la débâcle viendra un jour, mais chacun espère qu'elle emportera son voisin après qu'il aura lui-même recueilli la pluie d'or au passage et l'aura mise en sûreté. Après moi le déluge ! telle est la devise de tout capitaliste et de toute nation capitaliste. Le capital ne s'inquiète donc point de la santé et de la durée de vie du travailleur, s'il n'y est pas contraint par la société. A toute plainte élevée contre lui à propos de la dégradation physique et intellectuelle, de mort prématurée, de tortures du travail excessif, il répond simplement : "*Pourquoi nous tourmenter de ces tourments, puisqu'ils augmentent nos joies (nos profits) ?*" Il est vrai qu'à prendre les choses dans leur ensemble, cela ne dépend pas non plus de la bonne ou mauvaise volonté du capitaliste individuel. La libre concurrence impose aux capitalistes les lois immanentes de la production capitaliste comme lois coercitives externes ». (Karl Marx, *Le Capital*, 1867.)

Le monde capitaliste répond aujourd'hui parfaitement à ces caractéristiques définies par Karl Marx : un mode de production borné, historiquement condamné, dont le but est le profit immédiat d'une minorité exploiteuse.

Karl Marx, fondateur du socialisme scientifique, a démontré 1° que depuis que l'homme a commencé à transformer la nature (élevage, agriculture), il est apparu un excédent : le travail de l'homme produit plus de moyens de subsistance qu'il n'en a besoin pour subsister ; 2° que dès ce moment la société humaine s'est divisée en classe sociales antagonistes, une minorité profitant de ce surplus et vivant donc du travail d'autrui ; 3° que la forme des sociétés humaines (esclavage, féodalisme et enfin capitalisme) est déterminée en définitive par la classe qui possède la propriété des moyens de production (et de reproduction) de l'existence ; 4° qu'enfin, la base économique conditionne les idées sociales, politiques, juridiques. Certaines sont donc communes à tous les modes de production basés sur l'exploitation. Le communisme, lui, abolit toute exploitation, et par là bouleverse également de la manière la plus radicale nombre d'idées considérées comme « éternelles ».

Partant d'une analyse scientifique de l'économie politique, Karl Marx a démontré que sous le capitalisme, l'exploitation n'est pas abolie. Certes, il n'y a plus de propriété directe du maître sur l'esclave ou de corvée du paysan serf pour le seigneur, mais il subsiste l'exploitation salariée, qui *voile* seulement un peu plus l'*exploitation* comparativement aux modes de production précédents où le surtravail était extorqué sans ménagement sous ses formes les plus brutales.

La bourgeoisie est la classe sociale qui détient la propriété des moyens de production (usines), ainsi que les transports, le commerce, etc. Pour ne pas mourir de faim, le prolétariat (c'est-à-dire les travailleurs salariés) doit vendre sa force de travail à la classe qui possède les moyens de production. La bourgeoisie retire de cette force de travail des produits (marchandises) dont la valeur est supérieure à la valeur de la force de travail (c'est-à-dire les moyens de subsistance nécessaires à sa reproduction : nourriture, habillement, logement, etc.). Le salaire n'est donc pas le prix du travail, mais le prix des moyens de subsistance nécessaires à la survie des travailleurs prolétariés. Qu'un travailleur ait besoin, dans des conditions de productivité du travail déterminée, de travailler 3 ou 4 heures pour compenser la valeur des moyens de subsistance qui lui sont nécessaires, cela ne l'empêche nullement de travailler 7 ou 8 heures. La différence va dans la poche de son employeur. C'est pourquoi le patronat cherche aussi souvent que possible à allonger la durée du travail, à l'intensifier ou à abaisser le coût de la force de travail — c'est-à-dire le niveau de vie des travailleurs. De cette appropriation du surtravail naît le profit, qu'il soit industriel — il provient alors directement du profit retiré de l'exploitation des ouvriers —, financier ou commercial — il constitue alors une partie du profit industriel cédée à la bourgeoisie qui détient les banques et les commerces. Ces profits ne sont donc nullement issus d'une « miraculeuse » faculté qu'aurait l'argent de « s'enfanter lui-même » : le profit n'est ni plus ni moins qu'un *vol pur et simple* (bien que camouflé) du travail du prolétariat. Ce vol n'est évidemment pas sans incidences sur le fonctionnement de la société capitaliste elle-même :

- Chaque fraction de la bourgeoisie (industrielle, foncière, marchande, usuraire) cherche à s'approprier la plus grande fraction possible de ce profit. C'est donc une guerre économique permanente que se livrent les différentes fractions de la bourgeoisie. (Les loups, unis quand il s'agit de chasser le gibier, se déchirent entre eux quand il s'agit de le partager, dirions-nous...)

• Du fait de l'exploitation salariée, une trop grande masse de marchandises est mise en circulation (relativement au pouvoir d'achat des travailleurs, bien sûr) : il y a trop peu d'acheteurs solvables pour écouler la production, vu que les travailleurs prolétariés ne peuvent acheter des marchandises qu'à hauteur de l'équivalent de la valeur de leur force de travail et non pour l'équivalent de ce qu'ils ont produit comme valeur. Les « crises de surproduction » n'empêchent bien entendu ni les travailleurs smicards, ni les chômeurs de se serrer la ceinture. Au contraire : quand la crise économique éclate, elle ravage de nouvelles industries, jette au chômage des millions de travailleurs supplémentaires avec pour conséquence... l'aggravation de la crise des débouchés ! Cette inadéquation entre *production* et *consommation* détermine la tendance profonde du capitalisme à produire non pour la satisfaction des besoins matériels et culturels des travailleurs, mais en vue de satisfaire la consommation parasitaire des classes exploiteuses (ou de classes profitant plus ou moins directement de l'exploitation), d'où les proportions croissantes que prend la production de marchandise de luxe dans la production sociale, alors même que la grande masse des exploités trouve à peine de quoi survivre.

• La totalité des marchandises n'arrivant pas à trouver preneur sur le marché, il s'ensuit une concurrence inévitable entre des entreprises d'une même branche (industrielle, commerciale ou bancaire) : chacune cherchant à écouler sa production indépendamment des autres. C'est l'inévitable anarchie dans la production si caractéristique du capitalisme. Il découle de cela d'immenses gaspillages : la mévente et la destruction pure et simple de marchandises invendues constituent la partie « visible » de cet iceberg ; la partie « immergée », elle, est constituée 1° par le capital engagé par les entreprises concurrentes d'un même secteur (par exemple les fonds fixes d'usines automobiles de constructeurs concurrentes tournant chacune au ralenti...), 2° par les frais de publicité qui consomment une part sans cesse croissante du produit social tandis que la *réalisation* (c'est-à-dire la vente) des marchandises devient sans cesse plus difficile : les frais de circulation et de stockage des marchandises enflent démesurément (les frais de publicité et de marketing ayant fait l'objet d'un recensement se montaient à 1000 milliards de dollars américains pour l'année 1998<sup>2</sup> ; aujourd'hui, certainement beaucoup plus...) Pour la plupart des gros groupes monopolistes, le budget publicité et marketing est supérieur au budget destiné à la recherche et au développement ! Pour dépenser le « trop plein » relatif de richesses créées par la société bourgeoise (richesses qui, on l'a montré, ne peuvent pas être que *très partiellement* dépensées par la masse des travailleurs exploités privés de la propriété sur le produit de leur travail), le capitalisme a également recours à la militarisation de l'économie, qui a cet « autre avantage » potentiel de procurer des sphères d'exportation privilégiées pour les capitaux excédentaires (les dépenses d'armement du capitalisme mondial se chiffraient à 780 milliards de dollars américains pour l'année 1998<sup>2</sup>). Pour 1998, les seules dépenses en publicité et en armement se montaient donc respectivement à un coût moyen (par an et par habitant, calculé sur la base une population de 6 milliards d'habitants) de 166 et 130 dollars ! Les dépenses en armement se chiffraient à pas moins de 642 milliards de dollars en 2003 pour les seuls pays de l'OCDE, ces pays consacrant par contre seulement 69 milliards à « l'aide au développement du tiers-monde »<sup>2</sup> — une autre arme du néo-colonialisme. Les pays coloniaux ou néo-coloniaux fournissent ainsi aux métropoles impérialistes des produits au coût le plus bas — celui d'une main d'œuvre dont le coût de la valeur de la force de travail est réduit à un niveau très proche du minimum physiologique vital — permettant ainsi

l'extorsion d'un surprofit considérable (c'est l'appât du gain qui pousse le Capital à y investir et à délocaliser). L'impérialisme s'efforce bien entendu de maintenir un développement unilatéral des économies de ces pays et surtout à développer le moins possible le niveau de vie de la population, ce à quoi veillent les plans d'ajustement structurels élaborés par les instances économiques internationales (FMI – OMC)...

- Sur le marché du travail, il en est de même quant à l'existence d'un « trop plein » permanent de marchandises : il y a un surplus de forces de travail comparativement à celles nécessaires pour assurer la production d'usines tournant au ralenti. Sous le capitalisme, il se forme donc inévitablement une « armée du travail » de réserve. Le vol du travail par la bourgeoisie est donc responsable de la précarité et de la pauvreté des travailleurs et des chômeurs ! Cette armée vient exacerber la concurrence que se livrent *entre eux* les travailleurs prolétariés pour trouver un emploi — c'est-à-dire gagner le droit d'être exploité —, ceci afin d'assurer les moyens de leur existence et ne pas sombrer dans la misère. Sous le capitalisme, le gaspillage ne se limite donc pas à de simples marchandises invendues ou détruites : des millions de bras restent inactifs et improductifs tandis que des millions d'autres sont condamnés à vie à un labeur éreintant. Pendant ce temps, les chômeurs, qui ont eu la malchance de ne pas avoir trouvé d'exploiteur attiré tentent de survivre comme ils peuvent, mais assurent au patronat entier — c'est le côté « positif » ! — un réservoir de main d'œuvre abondante, soumise et bon marché !

- Le travail devient lui-même une marchandise : dans la lutte concurrentielle, il est essentiel de vendre la même marchandise moins cher que ses concurrents. Le coût d'une marchandise est toujours fonction du coût des intrants qui entrent dans son procès de fabrication. Ces intrants se ramènent en définitive à d'autres marchandises (du travail accumulé) ou à du travail immédiat (vivant), nécessaire à la nouvelle transformation. Le coût d'une marchandise est donc déterminé dans les deux cas par le coût du travail qui y est incorporé : plus le salaire est bas, moins cher sera le coût de revient des marchandises ! La tendance générale à la baisse du salaire, à sa fixation à un seuil le plus proche possible du minimum physiologique (la survie des travailleurs), est donc une *tendance générale* du capitalisme, une *nécessité économique* dictée par la concurrence acharnée que se livrent les propriétaires privés des moyens de production. C'est cette nécessité économique de la production capitaliste — la tendance à la baisse des salaires — qui vient se heurter à une autre nécessité : celle d'écouler les marchandises produites ! Parallèlement au développement de la production capitaliste, le fossé se creuse toujours plus entre production et consommation, aggravant les contradictions internes du capitalisme et générant les crises économiques !

- Le but de la production capitaliste, c'est la *production de plus-value*, remarquait si justement Karl Marx. La production capitaliste ne peut pas avoir d'autre but que l'enrichissement immédiat d'une minorité exploiteuse. Le capitalisme ne se soucie donc ni de la santé du travailleur, ni de la protection de son environnement : la course au profit *interdit* toute option d'un développement économique raisonné et à long terme. (On peut citer comme exemples le fait de privilégier les transports individuels plutôt que transports en commun ; le transport de fret par route plutôt que par voie ferrée ; le frein mis par le lobbying des grosses entreprises monopolistes au développement de la révolution technique et scientifique particulièrement dans le secteur énergétique, etc.) Les slogans quotidiennement rebattus par les médias bourgeois tels « démocratie », « société de consommation », « commerce équitable », « écologie », « développement durable »

ne sont que des mots creux ou des vœux pieux qui servent à masquer l'impuissance de la bourgeoisie à apporter une *solution positive* à tous ces problèmes.

## 2° QU'EST-CE QUE LE COMMUNISME ?

Par communisme, les gens entendent le plus souvent « égalitarisme » et « partage », comme si le communisme était une simple « affaire de distribution ». On a également immédiatement à l'esprit une vision « autoritaire » et « dictatoriale » de ce « partage » : le macabre décompte des « dizaines de millions de morts » collés injustement sur le dos du communisme (particulièrement en URSS sous Staline).

Cette image véhiculée par les médias dans le monde est une image fautive de la réalité qui reflète les intérêts de classe de la bourgeoisie (laquelle possède rappelons-le journaux, imprimeries et télévisions) dans son combat contre les travailleurs qu'elle exploite. Dans son combat contre le communisme, la bourgeoisie ne recule devant aucun mensonge : « Un spectre hante l'Europe » disait déjà Marx en 1848 dans le manifeste qu'il avait écrit pour répondre aux « légendes » qui circulaient déjà alors sur le communisme. Le communisme, peut se résumer, disait également Marx, par « l'abolition de la propriété privée des moyens de production », puisque cette propriété n'est que la propriété d'une minorité sur les moyens du travail ; cette propriété équivalant à une *propriété* de la bourgeoisie sur la *force de travail* collective des travailleurs salariés, privés de fait du produit de leur travail et seulement rémunérés à hauteur de la valeur des moyens de subsistance qui sont nécessaires à la survie de leur race.

Le danger est trop grand pour les exploités que les exploités ne se découvrent des intérêts communs, qu'ils comprennent que sans abolir la base économique objective de la société capitaliste (la propriété privée des moyens de production), toute possibilité véritable d'amélioration de la condition des travailleurs est vaine, et ne jettent ainsi leur regard du côté des communistes, qui sont *les seuls* à se battre pour *l'abolition de l'esclavage salarié*.

Alors, pour cacher la vérité à ses esclaves, la bourgeoisie a recours aux mensonges<sup>3</sup> en vue de la diabolisation des communistes : « Staline aurait ainsi fait tuer consciemment au bas mot 30 millions de personnes en URSS entre 1924 et 1953 ! » Toutes innocentes, bien sûr... Qui n'a pas entendu colporter le mythe des millions de morts des goulags !<sup>4</sup> A tout ceci les marxistes-léninistes répondent : Mensonges bourgeois que tout cela !

Aujourd'hui, une frange un peu plus honnête de cette même bourgeoisie doit reconnaître à voix basse les chiffres démesurément gonflés de la propagande anti-communiste déversée pendant plus d'un demi siècle dans les pays capitalistes afin de détourner les travailleurs de leur seule possibilité de libération : ainsi, Mosche Lewin, dans son ouvrage *Le siècle soviétique* (Fayard — Le monde diplomatique, 2003), ne parle plus de la calomnie monstrueuse (les 30 millions de morts sous Staline, encore aujourd'hui couramment colportés par les médias bourgeois), mais de 700 000 personnes exécutées entre 1921 et 1953 ! (Ce qui représentent moins d' 1/2 % de la population soviétique en 1928.) Pour les besoins de la propagande anti-communiste, ces « 700 000 personnes » (« mystérieusement » toujours très impersonnelles puisqu'il n'est jamais abordé la question de la classe sociale à laquelle elles appartenaient), restent bien sûr toutes d' « innocentes victimes délibérées du stalinisme ».

Que sur une population d'environ 160 millions d'âmes dans l'URSS des années 1920-1940, ces « 700 000 personnes » aient pu être dans leur immense majorité des exploités de la pire espèce, voilà qui n'effleure jamais l'esprit de nos droits-de-l'hommes ! Que les travailleurs soviétiques et leurs chefs aient du livrer une bataille acharnée contre ces exploités (qui luttèrent de toutes leurs forces pour conserver puis recouvrer leur position sociale d'exploités contre la révolution socialiste puis contre la société socialiste naissante), cela reste inacceptable pour tout démocrate-bourgeois bien-pensant !

Pour Marx, la révolution socialiste est avant tout synonyme d'*expropriation* et de *répression* des velléités des exploités (voir à ce sujet son ouvrage *La guerre civile en France*.)

De même, dans *L'État et la révolution*, Lénine a systématisé les enseignements de Marx sur l'État et défendu contre les opportunistes "marxistes". Lénine a défini la dictature du prolétariat comme représentant la démocratie authentique pour les travailleurs, contrairement à la démocratie bourgeoise, nécessairement tronquée, fautive et hypocrite du fait des libertés formelles proclamées, mais du joug économique du capital qui y accable les masses travailleuses.

« Entre la société capitaliste et la société communiste, (...) l'État ne saurait être autre chose que *la dictature révolutionnaire du prolétariat* »<sup>5</sup>, disait déjà Marx en 1875 dans sa *Critique du programme de Gotha*.

« Démocratie pour l'immense majorité du peuple et répression par la force, c'est-à-dire exclusion de la démocratie pour les exploités, les oppresseurs du peuple, telle est la modification que subit la démocratie lors de la *transition* du capitalisme au communisme », ajoutait Lénine dans *L'État et la révolution*.

Voici en résumé ce qu'est le « *stalinisme* » si honni par la bourgeoisie : la pratique radicale de la lutte de classe !

Tout cela, nos « démocrates » et leurs acolytes révisionnistes et trotskistes le passent délibérément sous silence, pour mieux tromper les travailleurs (les soumettant de fait à l'influence de la bourgeoisie).

Nous appelons « révisionnistes », au-delà de la simple question de la souscription aux falsifications bourgeoises (entre autres les camps et la répression —, question qui leur brûle les lèvres), les prétendus « communistes » qui cherchent à réviser le marxisme-léninisme.

Synthétisant les leçons essentielles de la Commune de Paris à partir de l'ouvrage *La guerre civile en France* de Karl Marx, Lénine insistait sur la nécessité 1° de briser l'appareil d'État et militaire bourgeois — arme de répression aux mains des exploités ; 2° de lui substituer un nouvel appareil d'État capable de défendre le pouvoir des travailleurs contre les exploités déçus de l'intérieur et contre la bourgeoisie internationale.

Pour rester prolétarien, ce nouvel appareil d'État ne doit pas avoir la possibilité de se couper des masses travailleuses. Il n'est donc pas permis les discussions entre partis bourgeois, destinées habituellement à duper les travailleurs. Sous le capitalisme, il existe des classes sociales dont les intérêts sont antagonistes : capitalistes monopolistes, petite bourgeoisie, propriétaires fonciers, ouvriers, etc. ; il existe donc un terrain pour l'existence de nombreux partis. Sous le socialisme en revanche, le pouvoir politique est représenté par le Parti Communiste, avant-garde consciente des travailleurs, état-major guidant la construction du socialisme. Le Parti Communiste défend les intérêts de *tous les travailleurs*, sous le socialisme il n'existe

donc pas de base économique et sociale objective justifiant le multipartisme : plus d'exploiteurs ni d'exploités. Autoriser le multipartisme sous le socialisme, ce serait donner la possibilité aux anciens exploiters de liquider la direction du prolétariat. « Qui ne travaille pas de mange pas » disait déjà Marx : le travail salarié aboli, il n'y a plus la possibilité de vivre du travail d'autrui. Sous le socialisme, les travailleurs ont donc un intérêt commun réel à l'accroissement de la production sociale, au perfectionnement des rapports de production socialistes et de la planification, dont ils profitent directement.

Sous le prétexte de l'accusation de « dogmatisme » ou de « sectarisme », les pseudo-communistes rejettent (depuis plus d'un siècle !) les fondements du communisme scientifique. Privés de la compréhension scientifique de la réalité économique, politique et sociale du capitalisme, ces « communistes » sont condamnés à « redécouvrir » sans cesse les théories réformistes et social-démocrates léguées par leurs prédécesseurs. Pour ces faux défenseurs des travailleurs, la solution n'est pas dans l'abolition de l'esclavage salarié, mais dans un prétendu « perfectionnement de la démocratie », dans de « possibles » « hausses de salaires » ou dans des « contrats de travail moins précaires », en bref dans des *accommodements* avec la bourgeoisie exploiteuse ! Quel programme ! Ces revendications sont évidemment impossibles à satisfaire dans le cadre du capitalisme : les lois économiques coercitives de la concurrence — nationale comme internationale — auraient tôt fait de rappeler à un hypothétique patron philanthrope qu'il est nécessaire de fixer le salaire aussi bas que possible !

Le « commerce équitable » auquel les médias bourgeois font une odieuse publicité, s'inscrit dans la même perspective : celle de l'abandon de la perspective révolutionnaire. « Point n'est besoin d'un changement radical (le communisme) quant on peut décider en « consommateur responsable » d'acheter un produit « éthique » qui rémunère « correctement » le travailleur ». . . tout en permettant aux exploiters d'engranger un profit « honnête ». Tel est en substance le maître mot de cette utopie réformiste de « l'altermondialisme », bien sûr économiquement et historiquement condamnée, mort-née : ce « choix » n'est évidemment réservé qu'à une minorité de petit-bourgeois philanthropes, qui ont évidemment les moyens financiers de payer plus cher telle ou telle marchandise ! C'est en somme le prix de la bonne conscience petite-bourgeoise, qui exploite le travailleur, mais « pas trop », dans le meilleur des cas, suffisamment pour lui forger des « chaînes dorées » qu'il hésitera davantage à secouer !

### **3° AVEC LA CHUTE DE L'URSS, LE COMMUNISME N'A-T-IL PAS ECHOUÉ ?**

C'est ce qu'affirme la bourgeoisie, cette même bourgeoisie qui estime que sa « démocratie », elle, « fonctionne » ! A quel prix : labeur abrutissant, chômage, misère, guerres de rapine (brigandage impérialiste) sont le lot quotidien de *milliards* d'êtres humains ! Mais il est vrai que pour quelques *dizaines de millions* d'exploiteurs privilégiés, le capitalisme fonctionne réellement « à merveille » ! En face de ce constat, quelles sont les réalisations économiques et sociales du socialisme ?

A la tête des communistes russes, Lénine a conduit la révolution socialiste d'Octobre. En 1917, pour la première fois, les travailleurs d'un pays ont retourné victorieusement leurs armes contre les exploiters. Ils se sont alors constitués en nation.

Il faut d'abord souligner que jusqu'à présent les pays où le socialisme a triomphé ont été des pays arriérés économiquement, qui avaient hérité un grand retard de siècles de domination étrangère. De plus, au moment du triomphe des communistes, la bourgeoisie internationale a tout fait pour détruire par les armes les premiers îlots du socialisme triomphant.

Non seulement des difficultés intérieures inouïes se posèrent par exemple aux communistes russes (un pays qui sortait à peine du Moyen-âge et ruiné par des années de guerre mondiale), mais encore fallut-il rapidement faire face à l'intervention armée de la bourgeoisie internationale coalisée en 1918-1921 (la campagne churchillienne des 14 Etats). Lénine souligna que cette intervention avait à moitié rempli son office : elle ne permit pas d'écraser par les armes le communisme naissant, mais elle empêcha les communistes d'entreprendre directement un travail pour organiser l'économie socialiste et démontrer la supériorité économique et sociale de la société nouvelle sur le capitalisme. Les années 1921-1927 furent donc employées principalement à relever l'économie sinistrée, à limiter la croissance des éléments capitalistes à la campagne (koulaks).

Tous ces facteurs intérieurs et extérieurs ont rendu la tâche plus difficile aux travailleurs soviétiques dans leur lutte pour construire une société nouvelle, affranchie de l'exploitation.

Il a ainsi fallu une dizaine d'années (1917-1927) à l'URSS pour qu'elle rétablisse le niveau de production d'avant-guerre (celui de 1913). Ensuite seulement, l'économie socialiste pu donner toute la mesure de sa puissance et de son efficacité. Staline permit à l'URSS de faire un immense pas en avant : contre les trotskistes et les capitulards, il défendit la thèse de Lénine selon laquelle à l'époque de l'impérialisme, la révolution aurait d'abord lieu dans un nombre restreint de pays tandis que l'immense majorité des pays resterait capitaliste, et que même dans ces conditions hostiles, il était possible de progresser sur la voie du socialisme. Les plans quinquennaux soviétiques d'avant guerre (1928-1932 ; 1933-1937) firent décupler la puissance de l'industrie soviétique (908 % du niveau de 1913 en 1938).

« La principale raison qui nous a permis une telle accumulation de capitaux, est dans le fait primordial que chez nous le gaspillage du revenu national, tel qu'il se pratique dans les pays capitalistes, n'existe pas. Nous avons liquidé les classes parasitaires qui dans tous les pays capitalistes consomment improductivement une portion énorme du revenu national... Nous ne faisons pas de politique impérialiste... Nous n'avons pas d'anarchie dans la production sociale. Toutes nos ressources sont affectées presque exclusivement au financement de l'édification économique et culturelle... »<sup>6</sup>

A la fin du premier plan quinquennal (1928-1932), outre la progression vertigineuse de l'économie en URSS, les travailleurs soviétiques ne connaissaient plus le chômage. La bourgeoisie urbaine, mais aussi la bourgeoisie rurale (les koulaks — paysans riches exploitant de la main d'œuvre salariée sur leurs terres) avaient été battues et n'occupaient plus que des postes secondaires de l'économie. L'industrie lourde produisit en quelques années des centaines de milliers de tracteurs que l'État soviétique utilisa pour engager la paysannerie pauvre et moyenne sur la voie du socialisme à travers la collectivisation des terres. Le bien-être matériel et culturel des travailleurs de la campagne et de la ville augmenta rapidement. Un peuple hier encore pauvre et analphabète devint prospère et cultivé. L'analphabétisme disparût, le chômage fut vaincu. La journée de 7 heures fut instaurée dans toute l'industrie (6 heures dans les industries les plus pénibles), le salaire moyen des ouvriers tripla entre 1929 et 1938. L'émulation socialiste prit de

vastes proportions maintenant que les travailleurs travaillaient pour l'amélioration de leur propre bien-être et pas pour celui d'exploiteurs. L'incertitude du lendemain disparut chez les travailleurs.

Il fut prouvé à la face des exploiters du monde entier que les travailleurs étaient non seulement capables de détruire le capitalisme, mais de construire un monde nouveau, *prospère et débarrassé de l'exploitation*. Cette démonstration pratique donna une immense impulsion au développement et au renforcement du mouvement communiste international. Telle fut la portée internationale du premier plan quinquennal stalinien.

Ce travail de construction pacifique fut cependant interrompu par les secousses qui ébranlaient les bases du capitalisme : la crise économique mondiale de 1929-1933 puis celle de 1937-1938 démontrèrent toujours plus aux yeux des exploités du monde entier la putréfaction de la société capitaliste, son incapacité à assurer même le pain de ses esclaves. L'économie soviétique progressait telle une locomotive lancée à toute vapeur, tandis que le monde capitaliste en crise jetait des dizaines de millions travailleurs au chômage et piétinait. Un seul exemple : après être remonté à 92 % de son niveau de 1929 en 1937, le volume de la production industrielle des USA chuta à 72 % de son niveau de 1929 en 1938 (66 % en 1933). La crise agraire menaçait l'ordre capitaliste dans ses fondements : la paysannerie pauvre et moyenne se persuadait toujours plus de la nécessité de s'allier à la classe ouvrière dans la lutte contre l'exploitation. Dans ce contexte, la bourgeoisie opta souvent pour le fascisme : dès que la révolution socialiste et la voix des masses se fit trop menaçante, il fallut aux exploiters recourir aux formes terroristes de gouvernement, à la *dictature ouverte* du capital (le fascisme), aux guerres de rapine.

A ce moment, non seulement la bourgeoisie internationale n'osait plus parler « d'inefficacité de l'économie socialiste », mais confrontée au séisme de la crise économique mondiale de 1929-1933 et à sa réplique (1937-1938), elle prétendit être en mesure de « copier » le développement planifié de l'économie socialiste ! (En vain, évidemment : il ne ressortit du keynésianisme — si consciencieusement appliqué par les régimes fascistes — que le militarisme et l'expansionnisme qui engendrèrent la Seconde Guerre Mondiale).

Dans les années 1936-1939, la possibilité d'une intervention étrangère contre l'URSS était devenue une menace permanente. L'URSS, était consciente du danger qui menaçait. L'URSS qui voyait les impérialistes américano-anglo-français faire concession sur concession à Hitler dans le but de le faire pousser vers l'Est soviétique, proposa la création d'un front anti-fasciste. Les puissances "démocratiques" ne donnèrent pas suite à cette proposition. De même la « drôle de guerre » par laquelle les capitalistes anglo-français donnaient en fait carte blanche à l'impérialisme nazi pour ouvrir les hostilités contre l'URSS, s'inscrivait dans cet antisoviétisme.

Les communistes soviétiques parvinrent toutefois à déjouer la création d'un front uni mondial anti-communiste. Les puissances fascistes, pour surmonter la crise économique qui les tenaillaient, entreprirent une redistribution du gâteau colonial en tentant d'abord d'asservir d'autres puissances impérialistes. C'est ainsi qu'éclata la Seconde Guerre Mondiale impérialiste. Puis, renforcées du potentiel économique des pays assujettis, elles entreprirent une guerre de destruction contre l'URSS. C'est alors qu'une alliance temporaire avec les impérialistes anglo-américains devint possible. Cette entente, comme allait le démontrer le déroulement du conflit était cependant fragile, le gros de l'effort de guerre reposant sur l'URSS à qui revient 80 % des pertes

en hommes et matériel de l'Allemagne nazie et de ses alliés. Malgré les immenses destructions qu'elle infligea à l'URSS, la Blitzkrieg échoua, elle ne parvint pas à rompre l'amitié qui unissait les peuples de l'URSS. Les travailleurs soviétiques en arme défendirent victorieusement les conquêtes du socialisme contre l'invasion fasciste. Cette guerre coûta la vie à plus de 17 millions de soviétiques civils et militaires. Les destructions matérielles se chiffèrent à 679 milliards de roubles. Sur les territoires occupés, tout était à reconstruire : les milliers de villes et villages incendiés comme l'industrie et l'agriculture dévastées (1 710 villes, plus de 70 000 villages, 31 850 entreprises industrielles, 98 000 kolkhoz, 1 876 sovkhos, 2 890 S.M.T.). En trois années (1945-1947), tout fut pourtant remis sur pied.

Comme bilan géopolitique du conflit, on peut souligner le renforcement de l'hégémonie de l'impérialisme américain : en 1946, les USA étaient le seul pays capitaliste à avoir augmenté le volume de sa production industrielle (+ 50 % par rapport au niveau de 1937). La production industrielle des pays vaincus (Allemagne, Japon, Italie) et occupés ou soumis aux destructions (Angleterre, France) était toujours inférieure à celle d'avant-guerre (variant de 30 % à 95 % de leur niveau de 1937). Au prix d'immenses destructions en homme et en capital fixe, le capitalisme était parvenu à surmonter provisoirement les crises des années 1930. Après 1946, les USA ne parvinrent à maintenir leur niveau de production industrielle qu'en militarisant<sup>7</sup> toujours plus l'économie, en perpétuant des guerres de rapine dans les pays coloniaux qui tentaient de s'affranchir du joug colonial. Ce fut le prix de la "croissance" de l'économie impérialiste ! Et quelle croissance !

De 1946 à 1955, la production industrielle de l'ensemble du monde capitaliste augmenta de 80 % (53 % pour les USA), soit une augmentation de 85 % par rapport à son niveau de 1929 (134 % pour les USA). La production industrielle soviétique, elle, augmenta de 340 % entre 1946 et 1955, soit une augmentation de 1949 % par rapport à son niveau de 1929. Entre 1929 et 1955 la production industrielle de la France de l'Angleterre, des USA et de l'URSS augmenta à des rythmes annuels respectifs de 0,9 %, 2,4 %, 3,3 % et 12,3 % (contre 2,5 %, 3,5 %, 2,8 % et 18 % si l'on excepte les années de guerre 1939-1945).

Dans l'immédiate après guerre (1948-1952), la croissance de la production industrielle des USA et de l'URSS était respectivement de 4,1 % et 18,0 %. L'URSS rattrapait donc à grandes enjambés le pays impérialiste le plus puissant.

Pourquoi l'URSS est-elle alors tombée, alors que les principales difficultés avaient été vaincues ? (Sur le plan militaire, ce n'est ni en 1919-1921, ni en 1941-1945 que l'URSS ne s'est effondrée ; sur le plan économique, ce n'est ni durant les années 1920 de la NEP — où les communistes russes devaient se rendre maîtres de l'économie du pays —, ni durant le mouvement de collectivisation des campagnes des années 1930 !) Pourquoi alors le capitalisme occupe-t-il aujourd'hui à nouveau la totalité du globe ?

Pour comprendre ce qui s'est produit en URSS, il est nécessaire de bien comprendre ce qu'est le socialisme, dans ses principales implications économiques, politiques et sociales.

Dans son ouvrage majeur, *Le capital*, Marx démontrait que la marchandise était la *structure de base de la production capitaliste* et donc de la société bourgeoise. Nombre de prétendus communistes qui n'ont rien compris de cette démonstration — les connaissances élémentaires en économie politique marxiste leur faisant *totalemment* défaut, puisque "acquises" superficiellement, de manière dogmatique (citationnisme) — affirment qu'en URSS sous Staline, la circulation marchande était

toujours dominante, et qu'en somme, le travail restait donc toujours du travail salarié. Mais qu'entendait Marx par *marchandise* ? Par marchandise, Marx avait en vue le *produit du travail salarié*, donc du travail exploité : or tout produit du travail humain n'est pas marchandise (Marx citait le cas de la production du paysan individuel vivant en quasi-autarcie et produisant surtout pour sa propre consommation). La marchandise existait avant le capitalisme, soulignait Marx — en effet les sociétés esclavagistes ou féodales connaissaient les échanges marchands —, mais ce n'est que sous le capitalisme qu'elle règne sans partage et qu'elle devient l'expression de tout travail humain. La *marchandise* renferme en elle-même le *germe* du *travail salarié*, exploité par autrui (en l'occurrence celui qui détient les moyens de production — la terre dans le cas de propriétaires fonciers et les usines dans le cas de la bourgeoisie) ; la production marchande prise dans son ensemble contient donc un quantum de *travail nécessaire* et un quantum de *sur-travail*. C'est pourquoi le but de la production *marchande* est la *production de profit*, l'extorsion de la plus-value que renferme l'usage de la force de travail humaine.<sup>8</sup>

Toute autre définition de la marchandise est fautive et n'aboutit qu'à l'*éternalisation* de la catégorie *marchandise* — toute production étant forcément de type marchand dans l'imaginaire des économistes bourgeois et des pseudo-marxistes —, mais cette « *divination* », comme l'aurait appelée Marx, sert uniquement à salir le socialisme réel (en URSS sous Staline) ainsi qu'à cacher l'exploitation aux travailleurs et à proclamer le capitalisme horizon indépassable !

Maintenant se posent trois questions fondamentales pour comprendre le mécanisme objectif de restauration du capitalisme : 1° La production marchande subsistait-elle en URSS ? (Et si oui sous quelles formes ?) ; 2° Comment cette production marchande a-t-elle été finalement étendue à l'ensemble de la société soviétique ? (Et quelles en ont été les conséquences ?) En quoi consistait donc réellement la prétendue restauration du capitalisme de 1991 ?

### **En réponse à la première question :**

Devient *marchandise*, *non pas* tout produit du travail humain destiné à être échangé — présumé de l'économie politique petite-bourgeoise qui aboutit par un chemin détourné à cette même *éternalisation* de la catégorie *marchandise* —, mais le produit du travail individuel : en d'autres termes la comparaison de valeurs d'usages en vue de leur conversion en valeurs destinées à être échangées sur le « libre marché » et à engendrer un *profit*, ce *profit* n'étant pas assimilable à *tout surplus* de l'activité humaine.

Durant les premières années du pouvoir soviétique, celles de la NEP, l'économie paysanne individuelle — marchande — l'emportait en terme de volume sur l'économie socialiste (grande industrie nationalisée). Avec la réalisation victorieuse du premier plan quinquennal, la tendance s'inversait : l'industrie l'emportait désormais sur l'agriculture et à *sa suite* l'agriculture collective sur l'agriculture individuelle.

Lénine soulignait déjà l'ambivalence du paysan, préférant la dictature du prolétariat à la dictature de la bourgeoisie et des propriétaires fonciers parce que travailleur (et qui avait donc pu soutenir les bolcheviks en 1917), mais aussi capable de tourner le regard vers derrière parce que producteur de marchandises et recherchant donc la liberté du marché, donc porté vers le capitalisme. La solution, pour faire de la paysannerie un soutien au socialisme, c'était d'abord de lui donner la terre, c'était ensuite de l'entraîner sur la voie du socialisme à l'aide de la grande production mécanisée et du travail de la terre en commun.

Dans l'industrie, le travail salarié avait été liquidé dès les premières années de pouvoir soviétique (la propriété privée des moyens de production étant depuis longtemps abolie et la répartition des produits du travail effectuée selon le travail fourni), tandis qu'à la campagne, la sphère d'action des échanges marchands était réduite (propriété kolkhozienne collective des principaux moyens de production, propriété de l'Etat pour les Stations de Machines et de Tracteurs).

En URSS, les principaux moyens de productions de l'économie ne circulaient plus comme marchandises, excluant dès lors l'appropriation privée de ceux-ci — ceci est vrai aussi longtemps que s'exerçait un contrôle populaire sur les responsables de l'Etat et de l'économie et qu'une partie du produit social ne pouvait être détournée par ces administrateurs.

Quant aux laïus rebattus sur le « capitalisme d'Etat soviétique » qui reviennent comme un refrain dans les bouche des révisionnistes — depuis les eurocommunistes aux maoïstes repentis en passant par les trotskistes — il suffit de rappeler que Lénine et Staline rattachaient son existence à celle de *concessions* accordées aux capitalistes, ne supprimant de ce fait pas l'exploitation salariée. Et Staline de conclure au sujet du capitalisme d'Etat :

« On voit déjà clairement que nous ne sommes en face d'aucun élément socialiste » !<sup>9</sup>

Concernant les échanges marchands, il faut d'abord rappeler cette évidence que sous le socialisme, le commerce est déjà une *autre sorte* de commerce, un commerce sans capitalistes ni spéculateurs, qui n'est déjà plus le commerce sordide qui a cours sous le régime de capitaliste : c'est-à-dire le commerce de marchandises produites par les esclaves salariés, ayant pour but *l'extorsion de la plus-value* que renferme l'usage de leur force de travail.

Dans les dernières années de sa vie, Staline a approfondi les questions essentielles de l'économie politique du socialisme, enrichissant la théorie du socialisme scientifique. Dans son ouvrage *Cinq conversations avec les économistes soviétiques*, Staline fournissait la démonstration que le *profit* est le surplus dégagé par une activité humaine *exploitée*, où le producteur est séparé de la propriété des moyens de production. Sous le socialisme, un surplus du travail persiste certes — ce qui autorise les économistes bourgeois à continuer de parler de « profit » !

Pourtant, ces savants ne font qu'étaler leur ignorance de l'économie politique. La propriété privée des moyens de production étant supprimée sous le socialisme, le travail n'est plus une *marchandise* dont il est nécessaire de baisser le coût pour augmenter les *profits* d'une minorité exploiteuse. Le *travail salarié* disparaît, bien que la rémunération des travailleurs revête extérieurement *la forme* d'un salaire. Sans quoi, il faudrait admettre que les travailleurs se salarient eux-mêmes ! Il n'y a plus de travail ni de sur-travail, puisque le « sur-travail » sert à l'extension des services sociaux (santé, éducation, crèches, construction de logements locatifs, transports en commun, etc.), à l'élargissement de la production et profite donc au bien-être matériel et culturel présent et futur des travailleurs. Le terme de *profit* n'est donc pas adapté, puisque que le *surplus du travail* a désormais acquis un contenu totalement différent : celui d'un excédent du travail qui a la valeur d'un revenu net et qui ne revient pas à l'exploiteur mais qui

« est utilisé pour augmenter le bien-être du peuple, renforcer la défense etc. Le surtravail est transformé. »<sup>10</sup>

Comment ne pas voir que le produit du travail était devenu selon la très judicieuse expression de Staline, « *une autre sorte de marchandise* ». La propriété

privée des moyens de production et donc l'exploitation supprimée, les produits du travail de la classe ouvrière avaient déjà cessé d'être des *marchandises*. Pourquoi le produit du travail conservait-il alors la forme marchande ? Pourquoi la circulation monétaire subsistait-elle ?

Staline a très clairement répondu à ces questions : la propriété d'Etat représente la forme la plus élevée de propriété sociale sous le socialisme tandis que la propriété kolkhozienne de groupe, basée sur l'artel (propriété commune des principaux moyens de production tolérant l'existence d'un lopin individuel de surface réduite) représente une forme de propriété certes socialiste, mais ayant un caractère transitoire, puisqu'encore basée sur l'échange marchand. C'est donc l'existence de cette forme de propriété qui fait d'une nécessité objective le maintien des rapports d'échange marchands sous le socialisme — tout au moins durant la première phase de sa construction : l'expropriation des exploités de la ville et de la campagne, la liaison de l'industrie et de l'agriculture sur la base de la grande culture mécanisée en commun —, et c'est seulement avec la transformation de la propriété kolkhozienne en propriété d'Etat (c'est-à-dire en propriété de tout le peuple) que l'on peut envisager l'échange direct des produits de l'économie socialiste.

Cependant, même dans le cas de l'artel, il est parfaitement juste — comme le faisait Staline — de parler de la production d'une *autre sorte de marchandise* : les kolkhoziens n'étaient pas plus exploités que les ouvriers soviétiques, eux qui avaient reçu dès le début des années 1930 toute l'aide de la classe ouvrière, eux qui étaient passés en moins d'une décennie de la culture individuelle primitive utilisant de vieilles araires en bois à la grande culture mécanisée en commun, eux qui avaient échappé au douloureux exode rural — signe de la ruine des masses paysannes laborieuses au profit de paysans riches exploitant des salariés agricoles sur de grandes étendues de terre — qui caractérise inévitablement le pénible chemin de l'intensification de l'agriculture sous le régime capitaliste !<sup>11</sup>

Quelle preuve plus convaincante de l'inexistence du travail salarié dans l'URSS de Staline que ces indices objectifs que sont l'absence de *chômage*, d'*inflation* et de *crises économiques*, c'est-à-dire par la *réalisation harmonieuse* de cette *autre sorte de marchandise*, qui n'est déjà plus à proprement parler une *marchandise*, mais qui n'est pas encore l'*échange direct* qui aura pour seule mesure le travail, une fois le produit du travail complètement débarrassé de son caractère fétiche : l'argent ; ce qui suppose non seulement la socialisation la plus complète de l'appareil productif, mais également un degré des plus élevés de productivité du travail social, permettant l'abondance de produits et l'accession à l'horizon « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ». <sup>12</sup>

« La plus grande difficulté pour les capitalistes est la réalisation du produit social, la transformation de la marchandise en argent. Avec nous la réalisation se fait facilement, sans à-coup ». <sup>13</sup>

### **En réponse à la deuxième question :**

Immédiatement après la mort de Staline, la ligne de développement de l'économie — basée sur le développement prioritaire de l'industrie lourde et particulièrement la production des moyens de production — fut en fait remise en cause. Quelle est l'importance économique et sociale de cette orientation ? Simplement que du développement prioritaire de l'industrie lourde et de la production des moyens de production, dépend l'essor de l'industrie légère et de l'agriculture entières : si l'on augmente la part du produit social destiné à la production des bien de consommation, on réduit nécessairement la part du produit

social destiné à la production des moyens de production — extraction minière, sidérurgie, énergétique, transports, machines agricoles (autant de branches clefs dont le développement conditionne celui de l'économie toute entière) — et donc à une extension future plus importante de l'industrie légère et de l'agriculture. C'est pourquoi une *augmentation relative* de la part de l'industrie légère à court terme entraîne inévitablement une *baisse absolue* des rythmes de son développement à long terme.<sup>14</sup> En d'autres termes, cette priorité économique reflète les intérêts du prolétariat au pouvoir.

La nouvelle direction révisionniste opéra ce changement bien avant le rapport de Khrouchtchev au XX<sup>ème</sup> Congrès du PCUS en 1956. Si l'on prend la période 1927-1952 (excepté les années de la seconde Guerre Mondiale), on remarque une stabilité exemplaire des rythmes de la croissance industrielle : la croissance moyenne annuelle étant de 18 % sur une aussi longue période, et ce *tant* pour les années 1927-1940 que pour les années 1946-1952 (aux USA, pendant cette dernière période, la croissance industrielle, bien qu'elle fût dopée par la militarisation de l'économie, ne fut que de 4,1 % !). A partir de quand observe-t-on un infléchissement de la croissance industrielle soviétique ? A partir de 1953. La croissance annuelle moyenne de la production industrielle ne fut que de 14 % pour les années 1953-1955, 10 % pour les années 1958-1961 et 8 % pour les années 1965-1970 !

Avec la prise du pouvoir par les révisionnistes khrouchtchéviens, l'économie soviétique fut engagée dans une voie sans issue : celle du capitalisme.

Les observateurs bourgeois les plus éclairés avaient très bien su percevoir les prémisses de ce changement majeur : l'un d'eux<sup>15</sup> soulignait ainsi dès 1954 les nombreux « changements positifs » introduits par la direction Malenkov. Parmi ceux-ci, il insistait — sur le plan économique — sur l'abandon de la priorité donnée au développement de la production des moyens de production au profit de l'accroissement de la production (et des importations !) de biens de consommation, l'abandon des grands projets staliniens de transformation de la nature (plantation de bandes de protection forestières, afforestation des sables, etc.) qui réfiguraient le développement d'une agriculture intensive, intégrée à l'environnement naturel et donc totalement maîtrisée — telle qu'elle a pu être édifiée en Albanie socialiste —, au profit de projets jugés « plus réalistes », l'abandon du projet des agrovilles qui devaient permettre le perfectionnement des rapports de production socialistes à la campagne ainsi que la réduction des disparités entre le développement des villes et des campagnes. Sur le plan politique notre auteur souligne les attaques plus ou moins indirectes de la « nouvelle direction collective » contre l'héritage stalinien : depuis les claironnements au sujet de la « nouvelle direction collective » et de la restauration de la « légalité socialiste », en passant par la campagne anti-américaine beaucoup plus « soft » (préfigurant la « coexistence pacifique » et le rapprochement avec l'occident capitaliste), jusqu'à la libération de prisonniers politiques (dont ceux liés à l'organisation bourgeoise-sioniste pro-américaine « Joint ») et à l'expurgation du plus populaire ouvrage de Staline : *L'histoire du PCUS (b)*. Dans le domaine des arts et de la culture, les « réformes » ne furent pas en restes : « Staline était à peine enterré que consigne fut donnée aux entrepreneurs de spectacles d'amuser davantage et de moraliser moins »<sup>16</sup>, nous rapporte Henri Shapiro qui précise un peu plus loin que Staline mort, Jdanov et le réalisme socialiste étaient comme entrés en disgrâce. Autrement dit, on substitua au mot d'ordre prolétarien « les arts et la culture doivent être une arme des masses travailleuses dans leur combat pour la construction du socialisme » la conception bourgeoise de la culture qui pourrait se résumer à

« panem et circenses » [du pain et des jeux], c'est-à-dire divertir les travailleurs pour les endormir et les tromper. Parallèlement au changement de la base économique, les arts, la culture et le mode de vie bourgeois prirent ainsi une vaste extension dans la société soviétique.

Toutes ces attaques trouveront leur aboutissement logique dans le rapport présenté en 1956 par Khrouchtchev : la répudiation des excès du « culte de la personnalité » ne servait qu'à masquer l'officialisation de la nouvelle ligne économique et politique révisionniste. L'erreur de Khrouchtchev — soucieux d'enterrer définitivement tout ce qui rappelait l'époque de Staline —, fut de pousser la critique de Staline jusqu'à un point où elle en devenait grotesque, à un point où elle perdait toute crédibilité, notamment le déni de ses mérites essentiels dans les grandes réalisations économiques et sociales des trois décennies passées sous sa direction.

Dans l'industrie, les administrateurs furent soustraits au contrôle populaire et ouvrier (les purges) sous prétexte de mettre fin à la « période de terreur stalinienne ». Faisant allusion à Staline, Khrouchtchev assura ainsi que désormais « plus personne n'oserait terroriser le Parti », mais en profita pour retirer de la constitution soviétique l'article qui autorisait les électeurs soviétiques à démettre de ses fonctions un député incompetent ou corrompu.<sup>17</sup> Il n'existait dès lors plus de contrôle populaire réel sur l'appareil d'Etat et de l'économie. Cet événement marque la fin du régime de dictature du prolétariat en URSS et le triomphe définitif d'une bureaucratie qui détenait désormais les rennes du pouvoir : Etat, économie, armée.<sup>18</sup>

Les bureaucrates dès lors inamovibles et assurés de tranquillité, n'hésitèrent désormais plus à s'arroger hauts traitements et privilèges, détournant une partie croissante du produit social : ils se constituèrent alors comme une nouvelle classe exploiteuse à *part entière*. Le travail redevint ainsi une *marchandise*. Ce détournement du produit social conditionna l'apparition de déséquilibres entre production et consommation. Très caractéristique de ce déséquilibre est l'augmentation des ventes à crédit : entre 1960 et 1967 la part des marchandises vendues à crédit passa de 1,8 % à 5,7 %. Aujourd'hui, même les historiens anticommunistes trotskisans les plus sérieux admettent que la mort de Staline a signifié l'émancipation et l'épanouissement de la bureaucratie :

« La situation change profondément dans la période poststalinienne : encore marquée, au début, par les traditions plébéiennes et rurales du pays, la bureaucratie devient au cours des années 1950-1960 une bureaucratie pleinement urbaine dans une société elle aussi urbanisée. Dans ses échelons supérieurs, elle est désormais une puissance solidement établie et farouchement retranchée sur ses positions. Cette émancipation est un des traits fondamentaux de toute la période poststalinienne, car c'est bien la bureaucratie de l'Etat et du Parti qui a mis fin aux pratiques arbitraires qui, sous Staline, rendaient sa situation si précaire. Le stalinisme est remplacé par un modèle totalement bureaucratique qui, très vite, acquiert un quasi-monopole sur tous les postes stratégiques du pouvoir. » En bref « la bureaucratie qui dirigeait l'Etat en était pratiquement devenue la propriétaire ». (Moshe Lewin, *Le siècle soviétique*, Fayard — Le Monde Diplomatique, Paris, 2003, p. 430.)

Ainsi prit fin la dictature du prolétariat en URSS, ainsi fut renversé le socialisme, non pas en 1991, mais dès la deuxième moitié des années 1950.

A la campagne, les fermes collectives devinrent propriétaires des Stations de Machines et de Tracteurs dès 1958, convertissant les kolkhozes de propriété socialiste de groupe en propriété coopérative de type capitaliste. La circulation

marchande des moyens de production y fut restaurée, et donc à sa suite la propriété privée des moyens de production.

Dans toute l'économie, l'efficacité des investissements productifs baissa, des disproportions apparurent, les objectifs du Plan devinrent toujours plus vagues et flous, leur réalisation illusoire. Les effets de la restauration des mécanismes économiques du capitalisme furent imparables : au lieu de combler le retard sur les pays impérialistes les plus puissants, puis de les dépasser, l'économie soviétique se mit à connaître les plaies du capitalisme. Le chômage réapparut, les rythmes de croissance de l'économie décéléraient rapidement, le taux de natalité chuta (de 5,5 ‰ à la campagne pour la période 1961-1965 ; de 8,5 ‰ pour l'ensemble de l'URSS en 1966 par rapport à 1950), le taux de mortalité infantile augmenta (+ 5,0 ‰ pour la période 1971-1975), on observa la résurgence de problèmes d'oppression nationale provoqués par le changement de caractère des relations entre le centre et les régions périphériques, l'exode rural et le dépeuplement des campagnes sévèrent, freinant le développement de l'agriculture : l'URSS autrefois exportateur de céréales, dut bientôt en faire importer des USA et du Canada. Dans le domaine des transports, la juste orientation donnée au développement prioritaire du transport ferroviaire — plus judicieux tant d'un point de vue économique qu'écologique — fut abandonnée, conséquemment au développement anarchique de l'économie : le transport ferroviaire qui représentait 85 % du transport de marchandise en 1940 n'en représentait plus que 56 % en 1979, tombant ainsi en dessous de son niveau de 1913 (60 %). Dans le domaine social et culturel, la réduction de l'alcoolisme et la liquidation de l'analphabétisme qui avaient marqué la période socialiste firent place à des reculs. Concernant l'émancipation matérielle et culturelle de la femme, un recul semblable s'est rapidement manifesté : la participation des femmes au travail productif baissa, leur proportion passant de 64 à 56 % dans les kolkhozes entre 1950 et 1961 ; de 49 % à 41 % dans le secteur d'Etat de l'agriculture entre 1950 et 1958 ; de 47 % à 45 % dans le total des ouvriers et des employés durant la même période et enfin de 53 à 45 % dans les effectifs des étudiants de l'enseignement secondaire et supérieur entre 1950-1951 et 1960-1961.

L'agriculture qui avait été utilisée comme leitmotiv par Khrouchtchev et qui avait semblé progresser durant le sixième quinquennat piétinait en fait durablement devant des difficultés grandissantes : la production céréalière qui avait augmenté de 58 % durant la période 1929-1949 malgré les ravages dus à l'occupation fasciste (1941-1945) — le « borborygme » dans lequel Staline était censé l'avoir plongée... — n'augmenta que de 46 % durant la période 1952-1987. Le rythme de croissance industrielle diminua de moitié entre 1952 et le milieu des années 1960. De graves déséquilibres apparurent dans le développement de l'économie. A partir du milieu des années 1970, le marasme dans lequel les révisionnistes avaient plongé l'économie soviétique était tel que le revenu national soviétique augmentait désormais *moins vite* que celui des USA !<sup>19</sup> « Rattraper et dépasser les USA ». Ce mot d'ordre ne vient pas de Khrouchtchev, comme certains "marxistes-léninistes" voudraient le faire croire, mais de Lénine et Staline. Alors même que la reconstruction économique de l'URSS n'en était qu'à ses balbutiements, Lénine fixait déjà cette tâche de « rattraper les principaux pays capitalistes au point de vue économique », ajoutant que ce qui était déterminant pour la victoire définitive du socialisme, c'était en définitive le degré de productivité du travail social.

Les révisionnistes, en fidèles défenseurs de l'obscurantisme bourgeois en matière d'économie politique, ne virent que le combat pour la productivité et oublièrent

l'avertissement de Staline : oui nous recherchons la hausse du produit social et de la productivité du travail, mais pas de n'importe quelle manière, seulement en s'appuyant sur la croissance des formes socialistes d'économie. Que de différence avec les conceptions économistes des révisionnistes pour lesquels selon le mot de Deng Xiaoping : « Qu'importe que le chat soit blanc ou noir, pourvu qu'il attrape les souris » !

Emportés dans leur logique économiste, les révisionnistes estimèrent ainsi que ce qui manquait au socialisme était en somme le « défaut de responsabilisation » et le « manque d'initiative » de la base, induits par la planification centralisée. En quoi consistèrent donc les « réformes » introduites ? Principalement en une large décentralisation de l'appareil productif — industriel comme agricole —, non pas dans le sens positif de sa meilleure répartition sur les vastes territoires de l'URSS et du développement économique prioritaire des régions périphériques arriérées comme il avait été question jusqu'ici, mais dans le sens de son affranchissement vis-à-vis de la direction planifiée centralisée. Les entreprises industrielles devinrent ainsi propriétaires des moyens de production — ne reversant plus à l'Etat qu'un impôt sur le bénéfice — et acquérant une totale autonomie comptable leur laissant le loisir de disposer des fonds d'investissements comme des revenus de l'entreprise.

Ces « réformes » rendirent évidemment caduque toute *véritable* planification de la production et la loi de la valeur redevint ainsi la loi régulatrice de l'ensemble de l'économie soviétique, exerçant son influence sur toutes les sphères de la société soviétique.

Mais en quoi consiste la *loi de la valeur* ? Quelle est son action sous le capitalisme ? Comment agit-elle sous le socialisme ?

La loi de la valeur est la loi régulatrice de la production marchande. Elle établit l'équivalence entre les *valeurs d'usage* (d'utilité) des différentes marchandises et les ramène à une mesure commune : la *valeur d'échange*, fétichisée et symbolisée par *l'argent*.

On a montré que la valeur d'une marchandise se ramenait en définitive à la quantité de travail cristallisé en elle. Pour la raison que tout au long de l'histoire moderne de la société humaine jusqu'au capitalisme, le travail est du travail exploité, la valeur du produit du travail revêt nécessairement une forme fétichisée : la mesure de la valeur d'une marchandise se fait non en mesurant directement *le temps de travail* nécessaire à la production de telle ou telle marchandise, mais de manière détournée, par *l'égalisation du taux de profit* entre les différentes branches de l'industrie (par la mesure de la valeur des produits du surtravail qui peuvent en être retirés). En fonction du *taux de profit* de telle ou telle industrie par rapport aux autres, les capitaux *affluent* ou *refluent*, c'est un mouvement de va-et-vient constant amenant à l'échelle de la société à l'obtention d'un *taux de profit moyen*.

Marx avait démontré que la hausse du capital constant au sein de la composition organique du capital entraînait une baisse du taux de profit et que les branches possédant la composition organique la plus faible en capital constant, employant donc comparativement à la totalité du capital engagé une plus grande part de capital variable (c'est-à-dire de main d'œuvre), étaient celles qui produisaient le plus de profit. (Ce qui se comprend parfaitement, puisque la *marchandise force de travail* est la *seule marchandise* dont l'usage produise une plus grande somme de valeurs d'échanges que n'en nécessitent son fonctionnement et sa reproduction.) Marx avait déjà remarqué que l'application de la loi de la valeur à la sphère des moyens de production aboutissait à favoriser le développement de l'industrie légère

comparativement à l'industrie lourde et amenait aussi souvent à freiner le progrès technique et la mécanisation de la production : le pressurage le plus sauvage de la main d'œuvre est aussi souvent que possible préférée à des investissements lourds en capital constant qui amèneront inévitablement à la baisse du taux de profit. Ainsi se trouve également freinée en régime capitaliste la croissance de la *productivité du travail*. C'est la concurrence entre les différents propriétaires privés qui s'oppose *dans une certaine mesure* à cette tendance, en exigeant la baisse du coût de production et donc de la quantité de travail humain utilisé dans le processus de production. D'où l'introduction alors obligatoire du machinisme.

Dès l'époque où il s'agissait de jeter les fondements de l'industrialisation du pays, Staline avait insisté sur la *nécessité* de soustraire les moyens de production à la sphère d'action de la loi de la valeur (la recherche absolue de la rentabilité immédiate), sans quoi l'industrie lourde (qui possède une composition organique en capital très élevée), ne serait pas jugée rentable et ne serait donc pas édifiée, ou avec un très grand retard et à des rythmes faibles (comme il est habituellement d'usage au cours du long et pénible processus d'industrialisation capitaliste...)

Sous le socialisme, la loi de la valeur *doit donc voir sa sphère d'action restreinte* sous peine d'entraver la construction de la base économique du socialisme. La loi de la valeur exerce son action comme le soulignait Staline, mais dans un cadre 1° qui exclut le capital engagé dans le processus productif (qu'il s'agisse du capital fixe ou du capital variable : la force de travail humaine) ; 2° restreint aux objets de consommation courante à quelques exceptions prêt cependant : sous le socialisme, la valeur des marchandises n'est pas toujours égale à son prix de revient ; pour certains objets de consommation courante ayant une grande utilité sociale, le prix est fixé en dessous du prix de production, alors que le prix des objets de moins grande utilité sera fixé au-dessus du prix de production (c'est ainsi qu'en URSS le pain était vendu en-dessous de son prix de production, ou qu'en Albanie le prix des appareils électroménagers était ajusté en fonction de leur utilité sociale, notamment en vue de l'émancipation de la femme et de son affranchissement du fardeau des tâches ménagères), l'essentiel étant la compensation des écarts individuels des valeurs à l'échelle de la société, compensation capable de garantir la reproduction élargie du capital social de manière harmonieuse.

En outre, le processus de planification tend de plus en plus à prendre directement pour mesure de la valeur du produit du travail la quantité de travail qui lui est intégré, et à l'exprimer de manière non détournée. De ce fait, la sphère d'action de la loi de la valeur sous le socialisme est sévèrement restreinte. Mais elle continue nécessairement d'exercer une action tant que subsiste la production marchande dans l'agriculture, du fait de l'existence de la propriété kolkhozienne et du caractère encore *assez limité* (c'est-à-dire incomplet) de la planification de l'économie kolkhozienne, comparativement à celle de l'industrie.

L'extension de la loi de la valeur à la sphère *des moyens de production et du travail* marquaient donc l'avènement d'une nouvelle bourgeoisie. Avec l'incorporation des moyens de production et du travail à la sphère d'action de la loi de la valeur était donc restauré le *mécanisme fondamental* de la production capitaliste et était par là même rendue impossible toute véritable planification, la prétendue "planification" des révisionnistes n'étant que le jeu anarchique de la loi de la valeur dans l'ensemble de l'économie soviétique. Comme Staline le faisait si justement remarquer, une fois les lois de la planification centralisée transgressées, il était devenu inévitable qu'apparaissent des disproportions dans le développement des

différentes branches de l'économie. De ce fait la prétendue planification fut réduite à une *caricature de planification* (telle qu'on peut la trouver sous le capitalisme chez les keynésiens) : à partir de 1957, le prétendu plan des révisionnistes ne fixait même plus le nombre des ouvriers et des employés ; de même, les indices du plan, de *directives* étaient devenus de simples *recommandations* que les entreprises étaient libres de suivre ou de ne pas suivre.

Les révisionnistes se débattrent donc désormais dans des contradictions insolubles : la quête d'un hypothétique « juste milieu » entre « planification » économique et libre jeu de la loi de la valeur, ce qui donnera lieu à des affrontements entre les tendances décentralisatrices dites « réformatrices » (Khrouchtchev et Kossyguine) et centralisatrices dites « conservatrices » (Brejnev), sans jamais évidemment — à la manière des économistes bourgeois —, être capables de remettre en cause leur faux présumé de départ : l'extension de la sphère d'action de la loi de la valeur aux moyens de production et au travail !

Inévitablement, il s'ensuivit du fait que la production de profit redevint le but de la production, la détermination de nouveaux choix dans le développement de l'industrie et la mise au second plan du développement de l'industrie lourde en général au profit d'industries plus immédiatement rentables — voie que Staline avait dénoncée autrefois comme condamnant la construction du socialisme —, tout autant le fait que le travail redevînt du travail salarié : le camarade Bill Bland disait ainsi de ces « réformes » qu'elles « incitaient chaque entreprise à maximiser ses profits et à réduire au minimum ses coûts de production »<sup>20</sup>, bien sûr au profit des administrateurs bourgeois et au détriment des travailleurs et de l'environnement...

C'est en ceci que consiste au final le « socialisme de marché » des révisionnistes de tous acabit (russes, chinois, etc.).

Les révisionnistes eux-mêmes durent admettre l'échec total de ces « réformes » : Jean Radvanyi reconnaissait ainsi en dressant le bilan de la « réforme des sovnarkhoz » de Khrouchtchev de 1957 que « le remède avait été pire que le mal », qu'il avait provoqué l'exacerbation de « l'esprit de clocher local » et avait « rendu les services de statistiques incapables de fonctionner ». Cet échec cuisant, qui fut selon Jean Radvanyi vécu par les soviétiques « comme un traumatisme », fut également pour une large part responsable de la mise à l'écart de Khrouchtchev en 1964.<sup>21</sup>

Une frange de la nouvelle direction révisionniste sentait bien le danger qu'il y avait à s'engager sur le terrain de la répudiation totale de Staline, et le risque de se voir par là arracher son masque « communiste », d'autant plus qu'une fois passé le court moment d'euphorie elle s'était rapidement vue acculée face aux premiers échecs économiques. Khrouchtchev écarté, il était donc obligatoire de feindre un retour aux « méthodes de directions » de Staline. Ce « retour » amorcé par les brejnéviens fut doublement illusoire : non seulement les méthodes différaient (maintien de la décentralisation et de l'autonomie comptable des entreprises — en somme les « recettes miracles » de l'autogestion), mais évidemment le but social de la production, sans même parler de ses résultats pratiques !

Pour tenter de remédier à tous ces problèmes économiques qui commençaient à avoir de lourdes répercussions sociales, les dirigeants révisionnistes se tournèrent toujours plus vers l'occident, et surtout vers ses « technologies avancées », mais derrière "l'aide", c'est la dépendance qui pointait. Les khrouchtchéviens et les brejnéviens se réconcilièrent avec l'impérialisme américain par l'entremise de son officine titiste.

La coexistence pacifique léniniste imposée par les peuples se transforma ainsi en coexistence pacifique révisionniste, mise en œuvre en collusion avec les dirigeants de l'impérialisme et contre les luttes armées de libération du joug colonial. Tous ces facteurs déterminèrent l'affaiblissement puis l'effondrement de l'économie soviétique ainsi que le reflux du mouvement communiste et anti-impérialiste.

En 1991, le social-impérialisme soviétique s'effondra : ses zones d'influence furent redistribuées au profit des puissances impérialistes occidentales.

Cet effondrement fut présenté par la bourgeoisie comme « l'effondrement du communisme », alors qu'il prenait sa source dans les "réformes de marché" initiées par les khrouchtchéviens dès la seconde moitié des années 1950. Beaucoup de soviétiques entretiennent aujourd'hui encore des illusions sur « la chute du socialisme en 1991 », du fait que certains acquis sociaux avaient pu être préservés jusqu'alors, aussi longtemps que l'URSS restait une grande puissance et qu'elle n'était pas encore tombée sous la dépendance économique complète de ses concurrents impérialistes.

Et les journalistes bourgeois d'occident de feindre de s'étonner que dans ce contexte — non seulement après 1991, mais même bien avant la prétendue « chute du socialisme » —, le peuple et les travailleurs soviétiques aient pu (ou puissent encore aujourd'hui) montrer une profonde nostalgie pour la période stalinienne ! Hedrick Smith rapportait ainsi en 1975 que

« la nostalgie de Staline chez les soviets ordinaires fut une surprise pour moi » : « je fis une découverte en m'apercevant que Staline avait encore un grand prestige latent chez les gens du peuple, et que Khrouchtchev était en général considéré sans la moindre indulgence, comme un rustre et un bousilleur, sauf dans l'intelligentsia libérale et parmi les victimes de purges réhabilitées qui avaient personnellement bénéficié de sa politique. »<sup>22</sup>

C'est sur ce précieux aveu concédé par un farouche anti-communiste que nous voulons clore ces quelques pistes de réflexion sur les causes et les conséquences de la restauration du capitalisme en URSS.

#### **4° OU EST L'AVENIR POUR LES TRAVAILLEURS AUJOURD'HUI ?**

Aujourd'hui, le monde capitaliste avec à sa tête les grandes puissances "démocratiques" connaît toujours l'inflation, le chômage, le marasme économique et les guerres de rapine. La base objective pour la révolution socialiste existe plus que jamais.

Aujourd'hui, les grands capitaines du monde capitaliste-impérialiste, toujours fidèlement servis par leurs partis politiques continuent de tromper la grande masse des travailleurs et des exploités, alors même que dans la république bourgeoise la plus "démocratique"

« La force du capital est tout, la Bourse est tout ; le Parlement, les élections ne sont que des marionnettes, des fantoches... »<sup>23</sup>

Cependant, chaque jour qui passe voit ces marionnettes se démasquer un peu plus aux yeux des opprimés, les fait apparaître un peu plus comme

« le gouvernement qui, vivant de la conservation de toutes les vilénies, n'est lui-même que la vilénie au gouvernement. »<sup>24</sup>

Aujourd'hui, les idées du communisme ne sont pas mortes : elles reflètent d'abord une *nécessité* historique et économique, celle de l'opposition au capitalisme et de son renversement.

Seules les conditions subjectives retardent sur ce développement, principalement à cause du triomphe du pseudo-marxisme au sein du mouvement communiste. La tâche se pose aujourd'hui devant tous les communistes révolutionnaires : tirer les leçons des victoires et des échecs du passé afin de reconstruire un mouvement communiste révolutionnaire comme Lénine le fit en combattant la trahison des chefs réformistes de la Deuxième internationale.

Cette démarcation, nous les jeunes marxistes-léninistes, nous la ferons d'abord sur la question de *l'abolition de l'esclavage salarié*, question qui amènera forcément les ennemis des travailleurs à se démasquer, à reculer devant la révolution socialiste et à chercher à transiger avec les exploités.

Qui dit *abolition du salariat* doit dire *abolition de la propriété privée* des moyens de production. Qui dit *abolition de la propriété privée* des moyens de production doit dire *renversement des exploités*. Qui dit *renversement des exploités* doit dire *révolution socialiste*. Qui dit *révolution socialiste* doit dire *répression des exploités*. Qui dit *répression des exploités* doit dire *dictature du prolétariat* ! Hors de cela, point de *véritable démocratie* pour les travailleurs ! Telle est la vérité que tout travailleur politiquement conscient doit s'assimiler et propager. Ainsi se pose donc inévitablement au final la question de l'URSS de Lénine-Staline quand il s'agit de donner réellement aux travailleurs les moyens de leur libération économique, politique et sociale.

Ensuite se pose la question des moyens pratiques à mettre en œuvre pour réaliser ce programme. Parmi les moyens, le plus fondamental, celui dont dépendent tous les autres, c'est le *Parti Communiste*, avant-garde consciente et organisée du prolétariat. En effet, le prolétariat divisé par la concurrence anarchique, en proie au chômage et plongé dans la misère de la société esclavagiste capitaliste ne peut constituer une force politique en face de la bourgeoisie *que s'il est organisé* disait en substance Lénine. Or aujourd'hui ce *Parti Communiste* fait cruellement défaut aux travailleurs, quotidiennement en butte à l'arrogance sans cesse croissante du patronat et de ses laquais, incapables d'élaborer une réponse commune à l'oppression. En guise de « Parti » existent de nombreuses organisations, plus ou moins proches du marxisme-léninisme, en tous cas très rarement suffisamment pour comprendre la nécessité de l'union de tous les exploités conscients au sein d'un unique *Parti Communiste* révolutionnaire.

Lénine avait très justement insisté sur le danger de croire sur parole les étiquettes dont s'affublaient les partis politiques et il soulignait la difficulté de déceler le mensonge dans ce domaine. Ces difficultés ne sont pas amoindries quand il s'agit d'organisations se réclamant du marxisme-léninisme. Mais heureusement, il existe une méthode pour nous aider à déceler les mensonges des opportunistes : on ne juge pas un Parti selon les belles phrases des discours pleins de clinquant de ses dirigeants, mais selon ses actes.

La désinvolture pour les tâches théoriques, la promptitude à se jeter corps et âmes dans le mouvement spontané et à se laisser porter par ce courant, la tendance à substituer au seul programme révolutionnaire possible sous l'impérialisme — la révolution socialiste — des chimères de programmes réformistes « minimaux » hérités des vieilles tendances révisionnistes et réformistes dont le PCF n'est jamais parvenu à se défaire, la tendance au repli organisationnel et le triomphe de l'esprit de clocher, la primauté des intérêts étroits de telle organisation "marxiste-léniniste" sur la nécessité de l'unité des marxistes-léninistes au sein d'un seul Parti unifié, reconnu par l'avant-garde des travailleurs comme son détachement de choc et non

uniquement « autoproclamé » ; toutes ces tares sont autant d'avatars hérités du révisionnisme et de ses influences petite-bourgeoises délétères.

Face à ce constat objectif, les jeunes marxistes-léninistes disent : oui la division actuelle des organisations et des camarades isolés se réclamant du marxisme-léninisme est une *réalité*, mais elle n'est pas une *fatalité* devant laquelle nous sommes impuissants ! Certes nous ne prétendons pas pouvoir unifier le prolétariat *dans son ensemble*, à la manière des révisionnistes qui ignorent la scission objective du prolétariat sous l'impérialisme<sup>25</sup>, mais nous prétendons pouvoir et devoir faire le tri entre « l'ivraie et le bon grain », entre les communistes qui ont vraiment à cœur les intérêts des travailleurs, et ceux qui restent obstinément imprégnés par le social-démocratisme ou le révisionnisme, canaux par lesquels l'influence de la bourgeoisie parvient à pénétrer au sein du prolétariat.

Nous, jeunes marxistes-léninistes, ferons tout pour liquider ces influences et nous n'hésitons pas à proclamer que *nous construirons le Parti sur les ruines des organisations* ; ce qui n'empêche pas que dans ce combat contre l'inertie et l'immobilisme nous aurons à nos côtés des camarades plus anciens, sincères et expérimentés qui nous ferons profiter de leur expérience de lutte.

A travers cette introduction, nous jeunes marxistes-léninistes, avons pour but d'illustrer notre démarche : celle d'utiliser le matérialisme dialectique appliqué à l'analyse de l'histoire du mouvement communiste, de la situation contemporaine française et internationale, afin de faire de cette théorie et de ses développements l'arme idéologique la plus affûtée, capable (pour reprendre le mot de Marx) de « se saisir des masses », de transformer l'apathie des esclaves salariés<sup>26</sup> en une force matérielle révolutionnaire capable de renverser les fondements de la société bourgeoise. Si notre but est de *comprendre* la réalité économique, politique et sociale, c'est uniquement pour nous donner les moyens de *transformer* cette réalité.

Dans ce combat, nous n'oublierons pas cet instructif jugement de classe qu'un député français (des plus lucides) a prononcé en 2006 :

« ... Prenons garde. La crise sociale actuelle risque de provoquer ici et là des nostalgies, **en particulier chez les jeunes**, qui ignorent ce qui s'est passé avant. **C'est simplement se protéger contre le recours à ces nostalgies** que de dire haut et fort que le communisme du XX<sup>ème</sup> siècle, les régimes communistes tyranniques, ont commis des crimes et que de tout cela, nous ne voulons plus ». <sup>27</sup>

Non, M<sup>f</sup> le défenseur patenté de l'ordre exploiteur, ce ne sont pas là de simple « nostalgies », et vos condamnations moralistes bourgeoises-républicaines ne suffiront pas à détourner les exploités — jeunes ou moins jeunes — de la seule voie menant à leur libération économique, sociale et politique : la révolution sociale sous la bannière du communisme scientifique !

Vincent Gouysse, mai 2006.

### NOTES :

<sup>1</sup> De nombreux points fondamentaux ayant trait à l'analyse de la restauration du capitalisme en URSS sont évoqués rapidement dans le présent texte et ne seront approfondis que dans une prochaine étude.

<sup>2</sup> Cf. *Human Development Report 1998* et *Human Development Report 2005*.

<sup>3</sup> Quelques-uns des mensonges les plus récurrents (le culte de la personnalité, le massacre d'officiers polonais à Katyn, etc.) sont démontés sur la page « Les mensonges sur l'URSS de Staline » : [http://www.marxisme.fr/Joseph\\_Staline\\_et\\_les\\_mensonges\\_de\\_la\\_bourgeoisie.htm](http://www.marxisme.fr/Joseph_Staline_et_les_mensonges_de_la_bourgeoisie.htm)

<sup>4</sup> La propagande bourgeoise la plus grossière tente même d'assimiler le communisme au nazisme : nazisme et stalinisme seraient des « frères jumeaux » : « pensez-donc, l'horreur des camps ! » Pourtant on ne saurait aucunement assimiler les goulags à des « camps d'extermination » — fusse pour les anciens exploités —, en effet, le taux de mortalité annuel parmi les prisonniers des goulags et des camps de travail était de 4 % en moyenne dans les années 1934-1939. Après guerre, avec l'apparition des antibiotiques, la mortalité parmi les prisonniers chuta à 1 % pour les années 1949-1951 et même à moins d' 1/2 % pour les années 1952-1953 — 0,3 % en 1953 ! On est bien loin d'une politique d'extermination physique systématique que les prisonniers — qu'ils soient de droits communs ou politiques ! (Ces pourcentages ont été calculés à partir des chiffres fournis par *La revue américaine d'histoire*.) Afin de bien prendre la mesure de ces chiffres, signalons que le taux de mortalité annuel au sein de la population carcérale française était de 0,46 %... en l'an 2000, cependant que les progrès de la médecine ont fait des bonis importants en un demi siècle...

<sup>5</sup> Pour plus de détails, voir la page « La dictature du prolétariat et les communistes » : [http://www.marxisme.fr/la\\_dictature\\_du\\_proletariat\\_et\\_les\\_communistes.htm](http://www.marxisme.fr/la_dictature_du_proletariat_et_les_communistes.htm)

<sup>6</sup> Staline cité par Henri Barbusse dans *Staline, un monde nouveau vu à travers un homme*, Ed. numérique, p. 76.

<sup>7</sup> Sous le capitalisme, la militarisation apporte un profit aux exploités, la consommation des travailleurs étant forcément limitée par l'exploitation ; sous le socialisme en revanche les dépenses militaires sont un fardeau consciemment consenti par les travailleurs, nécessaire à supporter pour défendre les conquêtes de la révolution face à l'encerclement hostile du monde capitaliste. Les dépenses militaires dans le budget des Etats-Unis sont passées de 22,5 % en 1939-1940 à 68 % en 1949-1950, et à 76 % du budget en 1950-1951. Elles s'élevaient à 25 % du budget pour l'année 2003 ! Pour l'URSS elles s'élevaient à 18,5 % en 1950, contre 32,6 % en 1940 et 23,9 % en 1946.

<sup>8</sup> Si la production marchande répond à une *division sociale du travail*, c'est avant tout une nécessité économique : dans un souci d'efficacité économique la spécialisation est nécessaire (à des échelles aussi différentes que l'entreprise, l'atelier, l'ouvrier) pour l'obtention d'une production de masse au moindre coût, c'est-à-dire nécessitant le moins de travail humain... Le communisme ne consiste pas à ramener l'humanité à l'artisanat où chacun produirait en autarcie pour son propre compte. Le communisme utilise les avantages de la grande industrie pour décharger le travail humain des travaux les plus pénibles et ouvrir aux travailleurs de larges perspectives, notamment la réduction du temps du travail en vue du développement le plus large des facultés physiques, intellectuelles et culturelles de chacun.

<sup>9</sup> Staline, *Les questions du léninisme*, Ed. numérique, tome I, p. 172-173. — Ici Staline fait « honteusement » mentir le révisionniste Mao Tsé-toung qui affirmait qu'une fois le « capitalisme d'Etat » serait prépondérant dans l'économie chinoise, la « transformation socialiste » serait « pour l'essentiel achevée » ! (Et les trotskistes d'en profiter pour dépeindre Mao Tsé-toung sous les traits d'un « contre-révolutionnaire stalinien »...)

<sup>10</sup> Staline, *Cinq conversations avec les économistes soviétiques*, Ed. numérique, p. 6.

<sup>11</sup> Sur la réalité du mouvement de collectivisation des campagnes des années 1930, voir le très instructif témoignage de Guido Miglioli : *La collectivisation des campagnes soviétiques*, Ed. numérique.

<sup>12</sup> Voir Staline : *Les problèmes économiques du socialisme en URSS*, Ed. numérique.

<sup>13</sup> Staline, *Cinq conversations avec les économistes soviétiques*, Ed. numérique, pp. 35-36.

<sup>14</sup> De 1925 à 1954, la part des moyens de production dans la production industrielle est passée de 34 % à 70 %, dans le même temps, la production industrielle des objets de consommation courante a été multipliée par 14 ! De 1926 à 1952 le volume de la production industrielle globale a été multiplié par 27 ! Entre 1965 et 1979, la production de l'industrie soviétique a augmenté à un rythme annuel moyen de 6 %. La production industrielle globale a été multipliée par seulement 2,5 durant cette période (par 2,6 pour la production des moyens de production ; par 2,4 pour la production des biens de consommation...) Cet effondrement des rythmes d'accroissement de la production industrielle soviétique n'était pas issu de facteurs internes inéluctables, mais était bien le résultat de choix politiques délibérés (conscients ou pas, peu importe).

- Depuis les années 1930 l'URSS était pourvue d'une puissante industrie de production des moyens de production — une industrie de pointe non dépendante des capitaux ou de la technologie étrangers (un seul exemple suffira à l'illustrer : celui du domaine de l'énergie : les gigantesques barrages hydroélectriques ; la mise en service en 1954 par l'URSS de la première centrale atomique civile du monde) — capable de faire progresser l'économie soviétique indépendamment de la conjoncture économique internationale.

- On ne peut pas non plus imputer cette baisse — comme le font les révisionnistes — au fait que sous Staline la croissance aurait été obtenue de manière *extensive* et non *intensive*, et que par conséquent, la baisse des taux de croissance devait être la conséquence *passagère* du passage à un mode de production intensif. En 1913, la productivité du travail dans l'ensemble de l'économie russe était 3 fois moindre qu'en

France, 4,7 fois moindre qu'en Grande-Bretagne et 9 fois moindre qu'aux USA. En 1955, cependant que la productivité du travail avait été multipliée par 2,2 aux USA par rapport à 1913, la productivité du travail soviétique n'était plus que 2,5 fois inférieure à celle des USA, mais était désormais respectivement 1,2 et 1,5 fois plus élevée que celle de la Grande-Bretagne et de la France ! S'il est vrai que la production industrielle soviétique a été multipliée par 27 en 1952 par rapport à son niveau de 1913, il est non moins vrai que cet accroissement était dû pour une bonne partie à la hausse de la productivité du travail.

<sup>15</sup> Henri Shapiro, *L'URSS après Staline*, Gallimard, Paris, 2<sup>ème</sup> trimestre 1954. — L'auteur, doyen des correspondants étrangers à Moscou et directeur du bureau de l'*United Press*, a vécu pendant 20 ans en URSS.

<sup>16</sup> Henri Shapiro, *Ouvrage cité*, p. 214.

<sup>17</sup> Le témoignage de Molotov va sans équivoque dans ce sens : « Khrouchtchev avait promis une vie plus tranquille au sommet, et beaucoup de gens ont sauté sur l'occasion. » (Molotov cité dans Félix Tchouev, *Conversations avec Molotov*, Albin Michel, Paris, 1995, p. 293.)

<sup>18</sup> On peut légitimement se demander comment un Parti Communiste aussi aguerrri et expérimenté que l'était le Parti bolchevik a pu aussi rapidement dégénérer après la mort de Staline. L'une des causes majeures avait été pointée du doigt par Staline et sonnait comme un avertissement à ce nouveau « vertige du succès » qui s'empara de nombre de dirigeants soviétiques après-guerre : confortés par la victoire de 1945 et par le renforcement apparent du camp socialiste, beaucoup étaient devenus présomptueux et arrogants — « rien ne nous est impossible ! ». Ces tendances étaient d'autant plus dangereuses que parmi les millions de morts soviétiques de la guerre, on recensait près de 4 millions de membres du Parti Communiste, pour un Parti qui en comptait 3 millions avant-guerre ! C'est dire comme les rangs du Parti avaient été éprouvés plus durement qu'au cours de toutes les batailles passées : nombre des meilleurs communistes étaient montés au front en première ligne et avaient donné leur vie en sacrifice pour la défense de la patrie socialiste. S'opéra ainsi une « sélection » négative qui favorisa les éléments opportunistes et arrivistes.

<sup>19</sup> Autant dire que dès cet instant, la « compétition pacifique » était perdue et devait inévitablement amener aux événements de 1991 : le dépeçage du vaincu par le vainqueur...

<sup>20</sup> Bill Bland, *Le processus de restauration du capitalisme en URSS après la prise du pouvoir par les révisionnistes khrouchtchéviens*, Ed. numérique, p. 22.

<sup>21</sup> Jean Radvanyi, *Le géant aux paradoxes*, Messidor-Éditions Sociales, Paris, 1982, pp. 262-263.

<sup>22</sup> Hedrick Smith, *Les Russes*, Editions Pierre Belfond, Paris, 1976, pp. 256-257. (New York, 1975.) — Nous livrons ici quelques extraits de témoignages tout aussi symptomatiques de l'état de délabrement réel de l'URSS sous Khrouchtchev et Brejnev, rapportés par ce journaliste qui a été pendant trois années chef du bureau du *New York Times* à Moscou :

« D'autres amis, des intellectuels russes pour qui Staline était une malédiction, furent eux aussi choqués, au cours d'une visite chez une de leurs relations appartenant à la classe ouvrière, à l'occasion d'une grande fête, de trouver les invités occupés à chanter d'anciennes chansons de guerre dont l'une, en particulier, avait pour refrain : « Buvons à la Mère Patrie. Buvons à Staline. » Et les verres de vodka se levaient à la mémoire du dictateur défunt. »

« Non seulement les Géorgiens boivent à Staline et regardent de haut les critiques sur la façon dont il a gouverné, mais on m'a montré également des photos de célébrations et commémorations au cours desquelles des officiels géorgiens portaient le portrait de Staline qui figurait dans le cortège à côté de ceux de Lénine, de Marx et d'Engels, marque publique de respect interdite ailleurs. En d'autres lieux du pays, il y en avait beaucoup qui, s'ils se montraient peut-être plus discrets, n'en éprouvaient pas moins la nostalgie de Staline. »

« Un chauffeur de taxi azerbaïdjanais à qui l'on demandait, à Bakou, pourquoi il avait la photo de Staline collée sur son pare-brise, affirmait : — Nous adorions Staline ici. C'était un chef à poigne. Avec Staline, les gens savaient où ils allaient. »

« Un bibliothécaire de 30 ans à Tachkent : — Staline a porté l'effort de guerre entier, gigantesque sur ses épaules. Il a édifié la puissance de ce pays. Naturellement, des erreurs ont été commises en son nom, par d'autres. Il n'aurait pas dû leur faire confiance, surtout pas à Béria. Mais voyez ce que Staline a accompli. On n'aurait jamais dû retirer son corps du mausolée (en 1961). Ça n'a pas plu aux gens du peuple. C'était l'idée de Khrouchtchev. Il était fruste et stupide. Il a gâché de l'argent par ses projets fous, comme de vouloir faire pousser du blé au Kazakhstan. Il s'est ridiculisé et notre pays par la même occasion. »

« Guennadi, le comptable d'une ferme d'État : — Il se peut que l'intelligentsia rêve de démocratie, mais l'immense masse du peuple rêve de Staline, de son pouvoir fort. Ils ne sont pas réactionnaires mais ils sont maltraités par leurs petits patrons, qui trichent et les exploitent, les détruisent. Ils veulent un chef à poigne qui foule aux pieds les petits patrons. Ils savent que sous Staline les conditions (économiques)

n'étaient pas tellement bonnes, mais les directeurs des fermes d'Etat et les autres officiels ne les volaient pas, ils ne se moquaient pas d'eux. Il y avait au temps de Staline un contrôle sur les autorités locales. »

« Iouri, jeune ouvrier métallurgiste, vingt ans : — Vous voulez savoir ce que pensent les ouvriers ? Connaissez-vous l'expression : « Les Russes ont besoin de gens qui aient le dos large ? » Cela signifie qu'ils ont besoin d'un dirigeant fort, pour s'abriter derrière. Ce dicton avait plus d'importance sous Staline que maintenant. Mais il est encore plus important. Il correspond au sentiment qu'ont les ouvriers. Ils veulent un dirigeant fort, comme Staline, et ils ne pensent pas que Brejnev soit de la même trempe. »

« Un écrivain d'une soixantaine d'années qui a passé huit ans dans les camps de travail staliniens, cherchant à expliquer la sympathie latente pour Staline chez les ouvriers et les paysans : — Là-bas, Staline a une prise réelle sur le *narod*, les masses. Ils sentent qu'il a construit le pays et gagné la guerre. Maintenant ils voient la désorganisation dans l'agriculture, la désorganisation dans l'industrie, la désorganisation partout dans l'économie et ils n'en voient pas l'issue. Ils sont tracassés par la hausse des prix. Ils pensent que, lorsqu'il y avait un dirigeant dur comme Staline, nous n'avions pas de tels ennuis. Les gens oublient que les choses n'allaient pas pour le mieux à l'époque et ils oublient de quel terrible prix nous [les contre-révolutionnaires — V.G.] l'avons payé. » (pp. 258-259)

<sup>23</sup> Lénine, *De l'Etat*, Ed. numérique, p. 10.

<sup>24</sup> Karl Marx, *Pour une critique de la philosophie du droit de Hegel*.

<sup>25</sup> Sur cette scission, voir par exemple Lénine : *L'impérialisme et la scission du socialisme dans Textes choisis (II)*, Ed. numérique, pp. 41-48. ; *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme dans Oeuvres choisies*, Tome I, Ed. numérique, pp. 385-386. ; *Karl Marx*, Ed. numérique, p. 17.

<sup>26</sup> « La liberté, en société capitaliste, reste toujours à peu près ce qu'elle fut dans les républiques de la Grèce antique : une liberté pour les propriétaires d'esclaves. Par suite de l'exploitation capitaliste, les esclaves salariés d'aujourd'hui demeurent si accablés par le besoin et la misère qu'ils « se désintéressent de la démocratie », « se désintéressent de la politique » et que, dans le cours ordinaire, pacifique, des événements, la majorité de la population se trouve écartée de la vie politique et sociale. » (Lénine, *L'Etat et la révolution*, dans *Oeuvres choisies*, Tome II, Ed. numérique, p. 116.)

<sup>27</sup> Cité dans l'appel du *Collectif Militant Communiste* du 10/02/2006 : « Face à l'offensive Maccarthyste en Europe, communistes, debout ! » — Cet excellent texte est disponible à l'adresse suivante : [http://www.marxisme.fr/criminalisation\\_du\\_communisme.htm](http://www.marxisme.fr/criminalisation_du_communisme.htm)

# LA « DEMOCRATIE » MALADE : INSECURITE, DISCRIMINATIONS, IMMIGRATION ET RACISME

*Avant-propos • 1° Les causes économiques de l'immigration • 2° Discriminations, racisme et fascisme, inséparables compagnons de route du capitalisme • 3° D'où vient la véritable insécurité ? • Notes*

## AVANT-PROPOS

On sait que le thème de la « lutte contre l'insécurité et l'immigration » est le leitmotiv du Front National<sup>1</sup>, et ce depuis sa création en 1972. On sait également depuis longtemps que le propre de tous les partis fascistes — dits « d'extrême droite » — est de focaliser leurs discours sur ces prétendus « problèmes d'insécurité » et « d'immigration » afin de s'en servir pour tenter de détourner l'attention des travailleurs : il a toujours été commode de désigner comme « responsables de la crise » les populations d'origine immigrées, souvent ghettoïsées parce que rejetées et marginalisées par le système — nous verrons comment ensuite —, et d'en faire les boucs émissaires « idéaux » de tous les problèmes qui émergent de la société bourgeoise.

Or de plus en plus, ces discours ne sont plus uniquement l'apanage des partis reconnus comme fascistes. Les discours démagogiques sur « l'insécurité » ou « l'immigration » dépassent aujourd'hui largement le cadre de l'extrême droite « classique » : ils relèvent d'un véritable « phénomène de société » dans lequel s'engouffrent volontiers les politiciens bourgeois dits « libéraux » ou même social-démocrates « de gauche ». Ces derniers seront nécessairement de plus en plus obligés de se plier à cette « mode » au fil des revers électoraux. Depuis plusieurs années déjà les thèmes de campagne les plus en vogue, certainement parce que les plus « porteurs », sont ainsi ceux traitant de « l'insécurité » et du « problème de l'immigration ».

On parle donc beaucoup dans les milieux politiques (tout autant que dans ceux des médias à leurs bottes !) du « fléau de l'insécurité » qui « sévit », disent-ils, dans les cités et les banlieues des grandes agglomérations. De droite à « gauche » la condamnation semble être unanime en face de jeunes qui sont montrés cassant et brûlant quasi quotidiennement des voitures dans des cités regorgeant de délinquants et de dealers de drogue. De droite à « gauche », tous semblent être également d'accord sur la nécessité de refouler les « immigrés clandestins », d'« encourager » leur retour ou tout au moins limiter sérieusement l'immigration : « la France ne peut pas accueillir toute la misère du monde, elle a ses propres problèmes. »

Telle est en substance le fond de la pensée dominante qui propose « au mieux » pour régler tous ces problèmes : 1° au niveau national de promouvoir une « meilleure intégration » de la jeunesse des cités ; 2° au niveau international de renforcer la « coopération économique avec le tiers monde », en vue bien entendu du « développement économique et social » de ce dernier. Tout esprit critique non imbus d'idéalisme béat aura déjà compris que si ces « solutions » (qui relèvent du « bon sens ») sont aujourd'hui loin de porter leurs fruits, c'est peut-être parce que des mécanismes plus profonds de la société s'y opposent. Voyons donc quels sont ces mécanismes fondamentaux qui font de ces « idées »

« des phrases creuses et idéalisantes, illusion consciente, hypocrisie délibérée ». En bref des idées qui « plus elles sont démenties par la vie, et moins elles valent pour la conscience elle-même, plus elles sont invoquées énergiquement et plus le langage de cette société normale se fait hypocrite, moral et sacré ».<sup>2</sup>

## 1° LES CAUSES ECONOMIQUES DE L'IMMIGRATION

Nous avons démontré en quoi consistait l'exploitation du travail salarié et comment l'employeur accaparait une partie du produit du travail à travers la production marchande.<sup>3</sup> On comprend aisément comment un pays « riche » ou « industrialisé » (c'est-à-dire impérialiste) devient nécessairement toujours plus puissant relativement aux pays « sous développés » ou « en voie de développement » qu'il exploite.

Dans les pays dépendants, l'économie était jusque récemment (19<sup>ème</sup> siècle), pour des raisons principalement géographiques et historiques, en retard par rapport au développement économique de l'Europe de l'ouest, des Etats-Unis et du Japon. Avec la révolution industrielle, cet écart s'est encore accentué. Du 18<sup>ème</sup> au 20<sup>ème</sup> siècle, des sociétés industrielles ont ainsi cohabité avec des sociétés féodales (Asie, Maghreb) ou même n'ayant pas dépassé le stade de la commune primitive (Afrique noire, Australie, continent américain). Sur la base des lois de la production marchande, la « cohabitation » entre pays industriels et les pays économiquement retardataires ne put bien entendu se faire que sous la forme de *l'asservissement* des pays retardataires.

Avec le développement du capitalisme, à la ville (grande industrie) comme à la campagne (grandes exploitations mécanisées) dans les pays industriels au 19<sup>ème</sup> siècle, avec la ruine de la paysannerie pauvre qui allait grossir les contingents du prolétariat urbain, les lois économiques de la production marchande donnèrent toute la mesure de leur force. Elles ne tardèrent naturellement pas à s'exprimer également dans les crises économiques de « surproduction » et des conflits de classes intenses dont tout le 19<sup>ème</sup> siècle fut marqué.

La bourgeoisie ressentait ainsi de plus en plus la nécessité économique et politique de trouver de nouveaux débouchés pour les marchandises invendues et de nouvelles sphères d'influence où investir les capitaux « excédentaires » (qui, provenant de l'exploitation salariée, ne pouvaient tous être écoulés sur le marché national). Au cours du dernier tiers du 19<sup>ème</sup> siècle, en même temps que la concentration des capitaux au sein d'entreprises monopolistes, se développa ainsi la tendance impérialiste — caractérisée par l'exportation de capitaux — du capitalisme moderne. Les colonies, de « meules » pendues au cou de la bourgeoisie occidentale devinrent ainsi une manne économique de premier choix et l'enjeu de nations bourgeoises rivales non seulement sur le plan commercial, mais également de plus en plus sur le plan militaire. La militarisation de l'économie marqua donc également cette période, comme moyen de dépenser les richesses sociales « excédentaires » qui ne pouvaient être achetées par les esclaves salariés, ainsi que comme moyen d'étendre les débouchés coloniaux (en vue de l'exportation de marchandises et de capitaux).

« Nous avons fait voir ce que c'est que la fraternité que le libre-échange fait naître entre les différentes classes d'une seule et même nation. La fraternité que le libre-échange établirait entre les différentes nations de la terre ne serait guère plus fraternelle. Désigner par le nom de fraternité universelle l'exploitation à son état cosmopolite, c'est une idée qui ne pouvait prendre origine que dans le sein de la

bourgeoisie. Tous les phénomènes destructeurs que la libre concurrence fait naître dans l'intérieur d'un pays se reproduisent dans des proportions plus gigantesques sur le marché de l'univers ».<sup>4</sup>

La première et la deuxième guerres mondiales furent ainsi le résultat des affrontements de puissances impérialistes rivales pour le repartage du « gâteau colonial » au détriment du voisin. Le second conflit impérialiste mondial eût ainsi pour prélude l'invasion de l'Éthiopie par l'impérialisme Italien en 1935, de la Chine par l'impérialisme japonais à partir de 1931 et l'annexion de la Tchécoslovaquie, de l'Autriche et de la Pologne par l'impérialisme allemand à partir de 1938. Après 1945, le développement des luttes de libération nationales obligea les pays impérialistes à changer de stratégie pour conserver leurs sphères d'influence. Certes, les pays impérialistes ne renoncèrent jamais aux agressions militaires brutales (en Indochine et en Algérie par exemple), mais ils leur préférèrent quand c'était possible le don d'une indépendance politique *formelle* qui ne remettait de toute façon pas en cause la plupart du temps les traités et accords économiques et assurait donc la continuité de l'asservissement économique de leurs « sphères d'influence » : le néo-colonialisme se substitua ainsi souvent au colonialisme. Cette forme néocoloniale avait en effet l'avantage, outre le fait de préserver les liens économiques avec les métropoles impérialistes, d'apparaître comme étant plus « démocratique » et donc d'entraver la lutte radicale pour l'indépendance nationale, lutte qui risquait de frayer la voie au socialisme et ainsi de détacher ces pays du système impérialiste mondial. C'est aujourd'hui encore, en ce début de 21<sup>ème</sup> siècle, la forme néocoloniale qui est la plus souvent employée, ce qui ne veut évidemment pas dire que l'usage de la forme coloniale ne soit plus d'actualité : les dernières interventions armées de l'impérialisme en Irak, en Yougoslavie ou en Afghanistan sont là pour le démontrer. « L'ingérence » armée de l'impérialisme français en Côte d'Ivoire est également là pour le prouver.

Sur le plan économique, l'exploitation des pays économiquement retardataires par les puissances impérialistes se réalise de deux façons : 1° par le commerce international ; 2° par l'exportation de capitaux.

● On doit d'abord rappeler qu'il n'existait pas dans la plupart des pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique du sud d'industrie moderne et l'agriculture était encore souvent une agriculture de subsistance. Dans toutes les branches de l'économie de ces pays la productivité du travail était donc particulièrement faible, le plus souvent tout juste capable d'assurer la simple subsistance.

« Commercer » dans ces conditions, est nécessairement désavantageux pour ces pays, incapables de soutenir la concurrence face aux pays disposant d'une puissante base industrielle et d'une agriculture avancée. La loi de la valeur se charge de ruiner rapidement le développement de branches naissantes de l'industrie et de l'agriculture jugées « non rentables » dans des pays économiquement arriérés qui n'ont ni les moyens financiers ni la possibilité politique d'adopter des mesures protectionnistes, les pays impérialistes leur déniaient ce droit au nom du « libre-échange ». Ces pays, imbriqués dans une asservissante division internationale du travail sont donc condamnés à faire office « d'ateliers » pour les métropoles impérialistes.

C'est ainsi que le simple commerce entraîne l'asservissement économique de ces pays : quand bien même le capitalisme s'abstient d'asservir militairement ces territoires, ils deviennent débiteur des nations industrialisées du seul fait des échanges marchands.

- A travers l'exportation de capitaux, c'est-à-dire les investissements directs de la bourgeoisie impérialiste dans l'économie des pays dépendants, le rôle des populations de ces pays est réduit à celui de fournir une main d'œuvre abondante et bon marché.

Quand l'impérialisme s'empare de ces pays, il y exploite en effet une force de travail dont la valeur est le plus souvent très proche de son seuil physiologique minimal (celui de la simple survie). La différence entre la très faible valeur de la force de travail et le fort potentiel productif de celle-ci assure donc les capitalistes étrangers d'y engranger des surprofits fabuleux, s'ils y font des investissements.

C'est cette possibilité d'y réaliser le « maximum de profit » qui amène les entreprises monopolistes à y investir prioritairement, y compris au prix de la délocalisation d'une partie de l'appareil productif des métropoles au sein de ces régions. Ces délocalisations provoquent évidemment les plaintes du petit et du moyen Capital « national », qui eux se satisfont de l'exploitation de la main d'œuvre locale (« indigène ») mieux rémunérée, et donc d'un taux de profit inférieur. Ces plaintes de certaines couches de la bourgeoisie sont d'autant plus aiguës que les délocalisations et les fermetures d'entreprises qui les accompagnent provoquent l'augmentation du taux de chômage dans les métropoles impérialistes (flagrante depuis les années 1970), ce qui a évidemment des répercussions négatives (pour la bourgeoisie « nationale ») sur la stabilité du « pacte social ». Selon les chiffres officiels du chômage, le nombre de chômeurs en France est passé de 450 000 en 1974 à plus de 3 millions à la fin des années 1990.

Dans les pays dépendants ces délocalisations provoquent une véritable industrialisation accélérée : ex-pays de l'est, sud-est asiatique, Amérique centrale, Maghreb, etc. Les modes de production antérieurs cèdent ainsi la place aux rapports capitalistes. Ce développement n'exclut pas un chômage massif, car le développement industriel reste de toute façon sous dimensionné par rapport à la forte disponibilité de main d'œuvre et à la capacité d'absorption du marché intérieur. En 2005, sur les 2,8 milliards de travailleurs que comptait le monde, 1,4 milliard ne gagnaient pas suffisamment pour se hisser eux et leur famille au-dessus du seuil de pauvreté de 2 dollars par jour par personne, soit autant qu'il y a dix ans, affirme le *Bureau International du Travail*. Toujours selon le BIT, le chiffre officiel des chômeurs dans le monde (évidemment très largement sous-estimé) était de 140 millions en 1994, de 170 millions en 1999 et de 192 millions en 2005. On est bien loin du tableau idyllique d'une situation « en progrès » tel que cherche à la présenter la bourgeoisie impérialiste ! Le développement économique de ces pays ateliers se heurte ainsi 1° à l'étroitesse des débouchés fournis par le marché intérieur, vu les efforts que fait la bourgeoisie (« nationale » comme impérialiste) pour limiter la hausse des salaires et ainsi maintenir un taux de profit maximal, et 2° au fait que les marchandises produites ont toujours du mal à trouver acquéreur sur le marché national comme international : ce ne sont pas les centaines de millions de travailleurs précaires ni les dizaines de millions de chômeurs des métropoles impérialistes qui peuvent arriver à absorber le trop plein de marchandises produites malgré la forte différence de la valeur de la force de travail dans ces deux groupes de pays. C'est pourquoi face à cette mévente et à cette « surproduction » chroniques, la fin du 20<sup>ème</sup> siècle a vu ces pays « ateliers » être touchés par une grave crise économique, la fameuse « crise asiatique » qui a été durement ressentie en Asie du sud-est (Chine comprise), puis en Russie et en Amérique latine.

Dans les pays dépendants, le Capital étranger développe principalement l'industrie légère, l'industrie lourde et l'agriculture restant arriérées.

L'absence d'un développement important de l'industrie lourde et de l'agriculture est d'abord le résultat des lois de la production marchande, même prise dans son cadre strictement « national » : nous avons démontré pourquoi on ne peut espérer retirer de ces deux secteurs de l'économie extrêmement gourmands en investissements des profits fabuleux à court terme.<sup>3</sup> On ne peut donc s'attendre à ce que l'industrie lourde se développe à un rythme élevé aussi longtemps qu'elle reste soumise aux limitations que lui imposent le jeu de la loi de la valeur. L'industrialisation des pays capitalistes est là pour le démontrer : outre le fait que le développement de l'industrie lourde était en retard par rapport au développement de l'industrie légère, elle avait eu besoin de l'Etat bourgeois (mines, chemin de fer, énergie, ect.) pour centraliser le Capital suffisant que ne détenaient alors pas encore les actionnaires privés, ainsi que de « l'aide » des impôts payés par les travailleurs à cet Etat... Ce retard est donc d'abord un retard inhérent au mode d'industrialisation capitaliste lui-même. Seul le mode de production socialiste qui envisage le développement harmonieux à long terme est capable de donner d'emblée la priorité à l'industrie de production des moyens de production et de stimuler ainsi le développement équilibré de l'ensemble des branches de l'économie.<sup>5</sup>

Ce retard est ensuite le résultat en quelque sorte « entretenu » par le commerce international : c'est le slogan libéral bien connu de la « division internationale du travail » (repris par les sociaux-impérialistes). Chaque pays doit se spécialiser dans telle ou telle production pour être le plus efficace. Tel ou tel pays doit se concentrer sur le développement de l'industrie d'extraction ou de transformation, ou sur la production de telle ou telle denrée agricole. Ainsi concernant les pays dépendants, les impérialistes « conseillent » le plus souvent de laisser de côté l'industrie lourde et particulièrement l'industrie de production des moyens de production. C'est une manière comme une autre de perpétuer la dépendance économique et d'assurer que la dette extérieure se creuse toujours plus, offrant un débouché sans cesse renouvelé pour l'impérialisme. C'est pourquoi, comme le soulignait si justement Staline dès 1925, le développement prioritaire de l'industrie de production des moyens de production est fondamental pour le développement de l'économie et la construction de la société socialiste, sous peine de voir se transformer en un appendice du système colonial, dépendant économiquement et donc politiquement.<sup>6</sup>

Ce retard relève enfin d'une nécessité stratégique de l'impérialisme. L'arme de l'embargo commercial — pas seulement l'arme de la faim — mais surtout la pénurie en moyens de production ne pouvant être produits dans le pays, « assure » les puissances impérialistes de la pérennité de leur système esclavagiste : aussi longtemps que ces pays ne peuvent produire eux mêmes les moyens de production nécessaires à leur économie, ils sont condamnés à en importer les produits. Importer ces machines, c'est acheter des marchandises produites dans un pays impérialiste contre des marchandises fabriquées dans un pays dépendant où la valeur de la force de travail (et donc des marchandises produites) est considérablement réduite. C'est donc en définitive cet échange marchand *obligatoirement* inégal qui constitue le moteur principal de l'endettement des pays dépendants. Ces pays en arrivent rapidement à une situation comparable à celle des ménages surendettés, n'arrivant même plus à rembourser les intérêts à leurs créanciers !<sup>7</sup>

C'est ce mécanisme fondamental du capitalisme actuel qui constitue la base du néo-colonialisme : les pays dits « indépendants » n'ont en fait qu'une indépendance

formelle, car ils sont économiquement asservis et leur développement est donc pour une large part conditionné par les investissements du Capital étranger.

De même que la production marchande dans son cadre national reproduit le capitaliste comme capitaliste et le prolétariat comme prolétariat, de même le commerce international reproduit un pays impérialiste comme pays impérialiste et un pays dépendant comme pays dépendant. C'est une règle qui connaît peu d'exceptions (nous verrons dans un prochain travail que la Chine est l'une de ces exceptions et comment elle a pu passer du statut de pays dépendant à celui d'un pays en passe de devenir aujourd'hui une superpuissance impérialiste de premier plan).

Ce mécanisme reproduit donc en définitive sous une forme à *peine modifiée* la propriété privée des moyens de production, mais cette fois appliquée à l'échelle *internationale* : un pays impérialiste est un pays possédant une *industrie de production des moyens de production* et usant de cette suprématie pour prolétarianiser des pays entiers qui en sont dépourvus !

Nous pouvons maintenant nous pencher sur la signification réelle de ce que la bourgeoisie nomme hypocritement « le problème de l'immigration ».

Les pays dépendants, s'ils sont certes « en voie de développement », ne peuvent donc être dans la plupart des cas *qu'en voie de prolétarianisation*. Or on sait que la prolétarianisation à l'échelle nationale crée des flux de main-d'œuvre qui suivent les oscillations de la loi de la valeur.

Les flux migratoires internationaux illustrent la division entre pays impérialistes et pays dépendants (coloniaux ou néo-coloniaux). Ils reflètent l'exploitation qui règne au sein des pays dépendants, ainsi que l'exploitation de ces pays dépendants par rapport aux pays impérialistes qui les exploitent. L'afflux de main d'œuvre immigrée vers les métropoles est ainsi un résultat « nécessaire » de cette exploitation. En 1965, le nombre de migrants dans le monde s'élevait à 45 millions de personnes, durant l'année 2000 il a dépassé le chiffre de 120 millions. Bien entendu ces 120 millions de migrants n'ont pas tous afflué dans les métropoles impérialistes. D'après les chiffres fournis par le *Bureau International du Travail*, l'analyse des flux migratoires concernant 152 pays a montré que de 1970 à 1990 le nombre de pays classés comme grands pays d'accueil de travailleurs migrants a augmenté de 39 à 67. Pendant la même période, le nombre de pays appartenant à la catégorie des pays d'émigration est passé de 29 à 55. Il n'est pas rare qu'un pays appartienne à la fois à la catégorie des pays d'émigration et à celle des pays d'accueil (4 pays en 1970, 15 en 1990), particulièrement dans le cas des pays dits « émergents » : par exemple en 1997, un manœuvre indonésien gagnait 0,28 dollar par jour dans son pays contre 2 dollars ou plus par jour dans la Malaisie voisine. Le sens des flux internationaux des migrants est ainsi fonction des différences entre les valeurs de la force de travail.

En 1995, le coût horaire de la main-d'œuvre de l'industrie manufacturière était par exemple de 0,25 dollar en Inde et en Chine, 0,46 en Thaïlande, 0,60 en Russie, 1,70 en Hongrie et 2,09 en Pologne contre 13,77 au Royaume-Uni, 14,40 en Australie, 16,03 au Canada, 17,20 aux États-Unis, 19,34 en France, 23,66 au Japon et 31,88 en Allemagne.

Les flux migratoires importants s'observent ainsi 1° des pays dépendants vers les pays impérialistes, 2° des pays dépendants les plus pauvres vers les pays dépendants « ateliers » ou investit l'impérialisme, et enfin 3° entre pays impérialistes (il n'est pas rare que des travailleurs français choisissent de devenir des travailleurs frontaliers en Allemagne ou en Suisse.)

Sous la domination de l'impérialisme, le « libre trafic de soi-même » des esclaves salariés a donc pris des proportions encore plus gigantesques comparé à celui des esclaves noirs qui se chiffrait en dizaines de millions de personnes.

Comment pourrait-il en être autrement sur le « libre marché » international ? Comment les milliards de chômeurs partiels et complets — mais aussi ceux qui ont du travail et qui gagnent tout juste de quoi ne pas mourir de faim — pourraient-ils ne pas espérer pouvoir vendre ailleurs — c'est-à-dire là où il y a moins de chômage et où les conditions de l'esclavage salarié sont plus adoucies — leur force de travail sur le marché international du travail ? Sous le capitalisme, les perdants ne disparaissent en général pas « par enchantement », ils tentent leur chance ailleurs !

Pour éviter « l'égalisation » internationale des conditions de l'esclavage salarié, la bourgeoisie impérialiste doit donc s'efforcer « d'étanchéiser » les frontières de ses métropoles ! Sans quoi ce serait véritablement le nivellement par le bas le plus radical : la concurrence entre les travailleurs jouerait de la manière *la plus totale*, la plus libre et ne tarderait donc pas à ramener le montant du salaire moyen à son minimum physiologique. Ce serait évidemment signer l'arrêt de mort du capitalisme !

Or, puisque

«... le trafic de soi-même à l'intérieur entraîne nécessairement le trafic à l'extérieur »,<sup>8</sup>

la bourgeoisie des pays impérialistes doit nécessairement ériger des barrières protectionnistes à l'égard de la marchandise « force de travail » étrangère.

On connaît depuis longtemps le principe du protectionnisme économique, c'est-à-dire les mesures restrictives prises par la bourgeoisie impérialiste à l'égard des marchandises étrangères pour éviter que ne se produisent des échanges marchands ou des rachats d'entreprises jugés « défavorables ». Il y a peu de temps, on entendait encore les gémissements du gouvernement impérialiste français sur l'inondation du marché par les textiles chinois ou bien dernièrement encore les médias bourgeois s'offusquer de l'OPA « sauvage » et « hostile » de l'indien *Mittal Steel* lancée sur *Arcelor* !!!

Sous la domination impérialiste, ce protectionnisme est également étendu au marché international de la force de travail humaine : la « lutte contre l'immigration » est donc en définitive une mesure protectionniste destinée à éviter le libre jeu de la loi de la valeur à l'échelle du marché international du travail !

Pour les intérêts de la bourgeoisie impérialiste, ce protectionnisme ne doit cependant pas être total : un interprète lucide de ses intérêts, Kofi Annan, soulignait ainsi que sans l'immigration la population de l'Europe des 25 déclinerait d'ici le prochain demi-siècle, ce qui poserait des problèmes de main-d'œuvre pour faire tourner certains services de l'économie et que ce problème se poserait également pour le Japon et la Russie. Il concluait de ceci :

« L'immigration n'est pas une panacée, mais toute solution à ces problèmes passera nécessairement par elle. Il est certain que l'Europe restera un aimant pour les habitants d'autres continents ».<sup>9</sup>

Il définissait ainsi en des termes moins « crus » — c'est-à-dire plus hypocrites et donc moins prompts à soulever l'indignation — ce que Nicolas Sarkozy appelle aujourd'hui « l'immigration choisie » : une immigration régulée selon les besoins spécifiques des métropoles impérialistes en main-d'œuvre.

Qu'est donc devenue la sacro-sainte « liberté de circulation » des marchandises et des personnes si chère aux propagandistes de la bourgeoisie ? Elle est devenue la liberté la plus complète pour les impérialistes d'exploiter et de piller impunément leurs « zones d'influences ». Par contre cette « liberté » s'est transformée pour l'immense majorité des populations de ces pays dépendants en une *assignation à résidence*, en une condamnation à vie à fournir le gros de l'armée du travail de réserve. L'impérialisme doit en effet toujours avoir à sa disposition un abondant réservoir de main d'œuvre pour maintenir la pression sur le marché du travail et éviter que la valeur de la force de travail ne s'élève « trop » au dessus du minimum vital !

La « liberté de circulation » a donc subi le même sort que ces autres slogans du libéralisme « pur » que sont la défense de la « propriété privée » et de la « liberté d'entreprise ». Le « droit à la propriété privée » n'est rien d'autre que le droit d'une minorité exploiteuse de posséder en propre les moyens de production de la société, ce droit d'une minorité signifie donc que la majorité, elle, est lésée de ce droit, lequel devient donc synonyme pour les travailleurs de condamnation à vie à l'esclavage salarié. De même la « liberté d'entreprise » est la liberté pour une minorité possédante d'exploiter comme bon lui semble la main d'œuvre salariée, c'est donc en fait l'absence totale de droits et de protections au travail pour les travailleurs forcés pour subsister de vendre leur force de travail à cette classe d'exploiteurs !

On voit par là combien Lénine avait raison de souligner qu'en définitive, la « démocratie » bourgeoise — qui a pour fondements les trois libertés susmentionnées — était inévitablement un *paradis* pour les riches, mais un *leurre* et un *piège* pour les exploités !

Venir parler de « démocratie » aux exploités et aux chômeurs des pays impérialistes relève déjà de la démagogie, mais que dire des politiciens bourgeois des pays impérialistes qui prétendent amener le « progrès » et la « démocratie » dans les pays qu'ils pillent ?

## **2° DISCRIMINATIONS, RACISME ET FASCISME, INSEPARABLES COMPAGNONS DE ROUTE DU CAPITALISME**

Avant que ne s'ouvre l'époque des révolutions prolétariennes et que ne soit mis à l'ordre du jour l'expropriation de tous les exploités

« ... « il était admis » de penser que le monde est divisé depuis un temps immémorial en races inférieures et supérieures, en Noirs et Blancs, les premiers inaptes à la civilisation et voués à l'exploitation, et les seconds, seuls agents de la civilisation, appelés à exploiter les premiers ». <sup>10</sup>

C'est ce que disaient sans détour les politiciens bourgeois il n'y a pas si longtemps encore pour justifier le colonialisme :

« Si la France veut rester un grand pays, elle doit porter partout où elle peut sa langue, ses mœurs, son drapeau, ses armes et son génie. ... Il faut dire ouvertement que les races supérieures ont un droit vis-à-vis des races inférieures... Elles ont le devoir de les civiliser », affirmait ainsi Jules Ferry.

Depuis l'antiquité, les peuples dits « barbares » ont ainsi fourni un contingent de main d'œuvre à réduire en esclavage. Le capitalisme ne fait pas exception, puisqu'il est né du commerce « juteux » d'esclaves qui a rendu possible la mise en valeur de territoires « vierges » — c'est-à-dire d'où les populations indigènes avaient été chassées ou éliminées (Amérique, Australie) — et ainsi étendu le commerce international qui a permis l'accumulation de capitaux entre les mains d'un nombre

restreint de marchands qui les investissent dans les manufactures naissantes. La traite des esclaves et le commerce triangulaire ont assurément été pour le capitalisme un « engrais » qui en a prodigieusement accéléré le développement.

Les révolutions bourgeoises des 17<sup>ème</sup> et 18<sup>ème</sup> siècles (en Angleterre et en France par exemple) proclamèrent la fin du féodalisme et du servage pour la masse des paysans serfs. En échange, elle fit des travailleurs surnuméraires qui quittaient les campagnes (parallèlement à la différenciation de la paysannerie) des travailleurs « libres », c'est-à-dire des esclaves salariés, « légalement » émancipés, mais toujours économiquement asservis. En fait, au 19<sup>ème</sup> siècle, la liberté restait toujours ouvertement la liberté des riches et des propriétaires, y compris dans le domaine du droit juridique et politique — ce qu'illustrait parfaitement le suffrage censitaire. De la même façon, « droits de l'homme » ne valaient pas pour les « gens de couleurs » en Afrique, en Asie ou sur le continent américain. La reconnaissance des « droits de l'homme » aux exploités des pays industriels eût donc pour contrepartie l'esclavage le plus brutal des peuples des colonies. Il fallut attendre la fin du 19<sup>ème</sup> siècle pour que fût en général aboli l'esclavage. Il fallut attendre la deuxième moitié du 20<sup>ème</sup> siècle pour que soient reconnues aux non-blancs des libertés politiques et juridiques comparables aux exploités blancs.

Et pourtant, là encore, même dans ce domaine il a subsisté tout au long du 20<sup>ème</sup> siècle des tendances lourdes au racisme, à l'apartheid social. Ainsi, aux USA, durant la première moitié du 20<sup>ème</sup> siècle, la population afro-américaine souffrait toujours largement de la discrimination, par rapport au travail, à l'école, dans l'armée. Aujourd'hui, rien n'est véritablement réglé : les communautés noires et hispaniques vivent le plus souvent ghettoïsées et marginalisées. Aujourd'hui encore aux USA, malgré le fait qu'une minorité afro-américaine ait réussi à se faire une place dans les grandes administrations de la société capitaliste, la discrimination persiste encore pour l'immense majorité des latino et des afro-américains.

Comment expliquer cette persistance à travers les siècles ?

Il nous faut d'abord marteler cette vérité que le racisme apparaît et s'épanouit là où il y a *exploitation* ! Le racisme sert par conséquent à « justifier » l'exploitation. Les nouveaux esclavagistes ne parlent aujourd'hui plus de peuples « barbares » ou « arriérés », tout juste bon à déporter et à coloniser. Ils préfèrent à ces dénominations « crues », d'autres moins choquantes, qui tout en préservant la *contenu*, savent le présenter sous une *forme* plus acceptable. Les politiciens bourgeois ont ainsi préféré parler de la « mission civilisatrice » de la « démocratie » et partant de là de la « contribution » qu'elle apporte au « développement » économique et social » de ces pays.

Avec l'avènement du mode de production capitaliste le racisme a pris des proportions gigantesques : le racisme est avant tout le reflet de la stratégie (néo)-colonialiste de l'impérialisme. Avec l'évolution du capitalisme à son stade impérialiste, le racisme est devenu un article de foi de la bourgeoisie.

La bourgeoisie qui essaie parfois d'amalgamer la lutte de classe révolutionnaire à une sorte de « racisme de classe » à son égard n'a pas de leçons à nous donner, à nous jeunes marxistes-léninistes, elle qui pratique quotidiennement à une échelle planétaire un véritable *apartheid* qui permet certes de conserver leurs « chaînes dorées » à quelques centaines de millions de ses esclaves les plus privilégiés (de moins en moins nombreux dans l'actuelle période de récession économique), tandis que des milliards d'autres n'ont aucune réelle perspective d'avenir.

Nous ne demandons pas par là aux travailleurs des pays impérialistes de « prendre sur leurs épaules toute la misère du monde », ni même « une partie » à la manière des néo-colonialistes honteux<sup>11</sup>, mais seulement de soutenir la juste lutte de leurs frères et leurs sœurs qui vivent dans la misère dans le monde à cause de la domination de l'impérialisme. C'est ainsi que les travailleurs des pays impérialistes doivent soutenir le combat des palestiniens contre l'impérialisme Israélien ainsi que la résistance irakienne contre l'occupation impérialiste coalisée. C'est ainsi que les travailleurs français doivent soutenir les peuples d'Afrique occidentale placée sous la tutelle de l'impérialisme français et des accords économiques asservissants de la zone-franc.

«... à l'opposé des proudhoniens, qui « niaient » la question nationale « au nom de la révolution sociale », Marx mettait au premier plan, en considérant par-dessus tout les intérêts de la lutte de classe du prolétariat des pays avancés, le principe fondamental de l'internationalisme et du socialisme : un peuple qui en opprime d'autres ne saurait être libre ».<sup>12</sup>

A l'opposé des anarchistes et des trotskistes d'aujourd'hui dont le pseudo-internationalisme nie la question nationale et coloniale (puisqu'ils nient la possibilité d'édifier le socialisme dans un seul pays dans les conditions de l'encerclement capitaliste), nous soutenons le droit de séparation des colonies en vue de la rupture de la chaîne de l'impérialisme. Ainsi ces peuples opprimés auront réellement les moyens de leur libération économique, sociale et politique et retrouveront leur véritable dignité, ainsi ils pourront oublier le temps où leurs politiciens corrompus mendiaient en esclaves les « aides » internationales auprès des créanciers impérialistes. L'expérience de 40 années d'Albanie socialiste a démontré que ce point de vue était parfaitement correct, même dans le cas de pays économiquement très arriérés. C'est pourquoi notre mot d'ordre est « Libération des colonies de joug de l'impérialisme » et « Impérialisme français hors de l'Afrique » !<sup>13</sup>

Comme Karl Marx, nous affirmons qu' « un peuple qui en opprime d'autres ne saurait être libre ». La libération des pays dépendants du joug de l'impérialisme sera un puissant facteur pour hâter la révolution socialiste dans les pays impérialistes. Ce soutien internationaliste des travailleurs des métropoles impérialistes aux travailleurs des pays néo-coloniaux est en effet synonyme d'une lutte sans concession contre notre propre bourgeoisie !

Dans ces conditions, les travailleurs devront prendre garde au danger du fascisme, quand la bourgeoisie estimera son pouvoir trop menacé pour s'autoriser à maintenir les libertés politiques formelles qu'elle accorde en « temps de paix » à ses esclaves.

Le fascisme a pour fondations le *nationalisme*, l'*anticommunisme* et l'*anti-parlementarisme* : il est la synthèse de la domination de l'impérialisme et des entreprises monopolistes en même temps qu'il est l'expression la plus pure de la tendance à la réaction de l'impérialisme.

Son *nationalisme*, c'est le colonialisme ou l'expansionnisme à l'extérieur et le protectionnisme à l'intérieur, résultats de la production marchande et du commerce international.

Son *anticommunisme* provient de la haine de classe : c'est la haine viscérale que la bourgeoisie a pour le mouvement ouvrier et communiste, conséquence naturelle de sa position sociale de propriétaire privée des moyens de production et donc de son statut de classe exploiteuse.

Son *anti-parlementarisme*, c'est ce qui lui donne les moyens adéquats en vue de la répression du mouvement ouvrier ; le rejet des libertés démocratiques formelles, devenues dangereuses pour la survie du capitalisme en crise. Les exploiters ne quittent jamais la scène historique sans livrer une résistance acharnée. Le fascisme lui donne les moyens de maintenir sa domination dans les situations de crise. L'absence de gouvernement fasciste dans les pays impérialistes depuis des décennies ne prouve aucunement le caractère « pacifique » ou « démocratique » de la bourgeoisie impérialiste : il n'est seulement là que pour prouver l'extrême faiblesse du mouvement communiste marxiste-léniniste et l'inexistence d'une véritable lutte de classe prolétarienne : le révisionnisme a su jusqu'alors donner toutes les assurances au Capital que sa domination ne serait pas remise en cause.

Quand la bourgeoisie opte pour le fascisme, c'est avant tout comme le soulignait Staline, un aveu de faiblesse. C'est l'aveu de son impuissance devant l'essor du mouvement anti-impérialiste et anti-capitaliste qui pousse la bourgeoisie à la répression armée du mouvement ouvrier.

A travers le fascisme, la bourgeoisie essaie en fait de rétablir l'équilibre économique et social rompu, mais ce rétablissement ne peut se faire que sur la base de nouveaux rapports de classes plus en phase avec la base économique du capitalisme monopoliste. La « trop grande » liberté politique concédée aux esclaves salariés, même formelle, est en effet incompatible à long terme avec leur total asservissement économique. Quand la crise économique et sociale est trop exacerbée, quand le changement des attelages gouvernementaux ne parvient plus à résoudre la crise politique qui vient s'entremêler à la crise économique et sociale, alors il ne reste plus aux exploiters qu'à mettre en accord l'esclavage économique des travailleurs avec le déni de leurs libertés politiques ! (c'est un saut dialectique qui aboutit à un affrontement dont l'issue ne peut être que la victoire de la réaction ou bien celle de la révolution socialiste).

Pour les travailleurs, il n'est évidemment pas de peu d'importance que la forme démocratique-bourgeoise du capitalisme soit maintenue aussi longtemps que possible, tout au moins le temps de se préparer à l'assaut contre les positions de la bourgeoisie. Il n'est pas indifférent de savoir si les exploiters s'adressent au prolétariat sur le ton « démocratique » du « cause toujours », ou bien sur le ton fasciste du « ferme ta gueule » ! Assurément, il y a une différence !

La démocratie bourgeoise ne peut parvenir à conserver son masque « démocratique » qu'aussi longtemps que les esclaves salariés se désintéressent dans leur grande majorité de la politique, qu'aussi longtemps que les discours républicains « pluralistes » et démagogiques ont pris sur les masses exploitées, qu'aussi longtemps que les travailleurs ne revendiquent pas *ouvertement* la nécessité de mettre en adéquation les libertés politiques formelles gagnées avec les libertés économiques qui leur font défaut et qui font de la « démocratie » bourgeoise ce piège pour les exploités dont parlait Lénine.

Les partis ouvertement fascistes (comme le FN en France) ne sont donc que la partie visible de « l'iceberg », leur existence démontre la tendance constante du capitalisme à la réaction, en même temps qu'il fournit un alibi à la « démocratie bourgeoise », à « l'Etat de droit républicain ». Le risque est alors l'idéalisation de la « démocratie » bourgeoise. Il ne faut pas oublier que le fascisme n'est pas plus le fait d'un « fou enragé » que le fait d'un malheureux « accident » de l'histoire : il est avant tout le produit de circonstances économiques et sociales objectives, et plus important que tout, c'est une tendance qui englobe potentiellement tous les Partis liés

au Capital, et qu'on ne peut donc réduire aux seuls partis reconnus comme fascistes, sans quoi on reste prisonnier, qu'on le veuille ou non, de la conception bourgeoise-républicaine du fascisme.

« A cet égard, la victoire du fascisme en Allemagne, il ne faut pas la considérer simplement comme un signe de faiblesse de la classe ouvrière et comme le résultat des trahisons perpétrées contre elle par la social-démocratie qui a frayé la route au fascisme. Il faut la considérer aussi comme un signe de faiblesse de la bourgeoisie, comme un signe montrant que la bourgeoisie n'est plus en mesure d'exercer le pouvoir par les vieilles méthodes du parlementarisme et de la démocratie bourgeoise, ce qui l'oblige à recourir, dans sa politique intérieure, aux méthodes terroristes de gouvernement ; comme un signe attestant qu'elle n'a plus la force de trouver une issue à la situation actuelle sur la base d'une politique extérieure de paix, ce qui l'oblige à recourir à une politique de guerre. »<sup>14</sup>

La base sociale du fascisme, c'est d'abord la domination du grand Capital monopoliste si caractéristique de l'époque impérialiste, le capital financier : « Le fascisme, c'est le pouvoir du capital financier lui-même », disait ainsi Dimitrov.

C'est ensuite le soutien apporté par les petits patrons et les petits commerçants qui craignent les travailleurs bien plus que le grand Capital. En cas de crise économique, politique et sociale majeure, c'est donc la bourgeoisie *dans son ensemble* ainsi que les groupes sociaux ayant antérieurement profité des retombées de l'exploitation du prolétariat dont elles s'étaient accommodées, qui sont susceptibles de se tourner vers le fascisme, ce qui n'exclut pas que par la suite, certaines couches petite-bourgeoises puissent être amenées à pâtir de la dictature du Capital financier.

« Dépassant en cynisme et en hypocrisie toutes les autres variétés de la réaction bourgeoise, le *fascisme adapte* sa démagogie *aux particularités* nationales de chaque pays et même aux particularités des différentes couches sociales dans un seul et même pays. Et les masses de la petite bourgeoisie, voire une partie des ouvriers, poussés au désespoir par la misère, le chômage et la précarité de leur existence, deviennent victimes de la démagogie sociale et chauvine du fascisme ».<sup>15</sup>

Nous devons ensuite insister sur le fait que les politiciens chevronnés de la bourgeoisie, qu'ils soient les instruments de la démocratie bourgeoise ou du fascisme, ne sont en fait que des pions et du menu fretin. Ceux qui tirent les ficelles et qui disposent du *véritable* pouvoir décisionnel, ce sont ceux qui détiennent entre leurs mains le pouvoir économique. Les politiciens bourgeois ne sont pas « indépendants », ni « au dessus des conflits de classes ». Ils ne sont que les *instruments* dont use la bourgeoisie pour gouverner sans avoir à trop s'exposer, pour faire croire que le pouvoir se trouve dans les parlements alors que le pouvoir des parlements bourgeois n'est que formel et qu'il n'a pour seule fonction le fait de donner l'illusion aux travailleurs que les décisions prises sont l'expression de la « volonté populaire », alors qu'elles sont issues de directives données par le Capital — ce qu'a prouvé récemment de manière particulièrement évidente l'acharnement du gouvernement Sarkozy à défendre la directive Bolkenstein, tâche qui lui avait été assignée par le MEDEF !

La directive Bolkenstein illustre la volonté de la grande bourgeoisie monopoliste européenne de réaliser la libre concurrence sur le marché du travail intra-communautaire. Cette recherche du maximum de profit, qui est nécessaire pour renforcer les positions du bloc impérialiste européen par rapport à ses concurrents les plus puissants, notamment américains et japonais, aurait évidemment conduit à des

attaques tous azimuts contre les salaires et à la précarisation effrénée des travailleurs. Ceci ne pourrait aboutir qu'à effriter et à fragiliser l'idée de « modèle social français » si utile à la bourgeoisie dans sa mystification des travailleurs. La mise en œuvre de cette directive a été défendue par les principaux partis de droite comme « de gauche ». Au sein du PS, cette campagne a démontré la fracture béante entre le cercle dirigeant (qui se fait l'écho du lobbying du Capital financier européen) et la base du Parti davantage attachée à la préservation du « modèle social français ».

Le fait que le Capital financier ait finalement décidé de reculer (de manière provisoire, nous tenons à le souligner), a démontré qu'il n'est *pas encore* prêt à passer outre cet avertissement, et qu'il estime finalement (à la vue de la fronde populaire quasi-générale) que le passage en force de cette mesure peut lui apporter bien plus de désagréments que d'avantages, notamment en décrédibilisant totalement et de manière jugée certainement trop prématurée, les institutions dites « représentatives » du parlementarisme bourgeois, puisque mettant à nu de façon trop évidente le diktat du Capital financier (ce risque a été évoqué à mots à peine voilés par certains politiciens bourgeois « de gauche » ou « d'extrême gauche »). Le risque pour la classe bourgeoise toute entière est en effet à terme de provoquer un essor important du mouvement anti-capitaliste, danger que certaines couches de la petite et de la moyenne bourgeoisie ont très bien compris et qui a motivé leur opposition à cette mesure. La construction du bloc impérialiste européen constitue comme on le voit un facteur important d'aggravation du danger fasciste.

En définitive, les politiciens bourgeois sont le personnel politique donnant l'assurance aux exploités de l'efficacité des mystifications démocratiques et donnant le change aux démocrates bourgeois qui prennent les *apparences* pour la *réalité*, persuadés du caractère « démocratique » du parlementarisme bourgeois. Quand le Capital financier décide que le moment est venu de passer à la forme de gouvernement fasciste, le parlement bourgeois est proclamé inutile et la bourgeoisie impérialiste prend elle-même directement ses affaires en main, en se passant de ces intermédiaires dans lesquels le peuple n'a plus confiance.

« Le fascisme livre le peuple à la merci des éléments vénaux les plus corrompus, mais se présente devant lui en revendiquant un « pouvoir honnête et incorruptible ». En spéculant sur la profonde déception des masses à l'égard des gouvernements de démocratie bourgeoise, le fascisme s'indigne hypocritement contre la corruption (par exemple, les affaires Barmat et Sklarek en Allemagne, l'affaire Staviski en France, et une série d'autres). »<sup>16</sup>

Ce qui détermine en définitive le caractère si putride et si précaire du fascisme, c'est qu'une fois le parlementarisme supprimé, il n'est plus possible de longtemps détourner la colère croissante des exploités en « critiquant » tel ou tel ministre ou tel ou tel gouvernement. L'aggravation du chômage, de l'inflation, de la crise économique, du joug militaire et policier sur toute la société, tels qu'ils accompagnent inévitablement le fascisme, agissent en effet comme de puissants facteurs de décomposition devant nécessairement amener la grande masse des travailleurs à la remise en cause de la domination économique, politique et militaire du Capital lui-même.

« Même quand on veut démolir le progrès, on le fait avancer », disait Henri Barbusse.<sup>17</sup>

Dans la situation actuelle, l'impérialisme français n'a pas encore opté pour la dictature terroriste, mais les conditions objectives mûrissent : la récession économique s'approfondit tandis que les crises sociales et politiques se multiplient.

Dans ces conditions, l'inexistence d'un Parti marxiste-léniniste authentique fournit l'assurance au Capital que les travailleurs seront impuissants et désarmés en cas de crise majeure. Dans ces conditions, *notre progrès*, celui de la révolution socialiste, sera acquis au prix de souffrances bien plus grandes que si les communistes sont suffisamment prêts.

Habituellement, en usant de la dictature fasciste, les capitalistes

« s'efforcent de *devancer* la montée des forces de révolution en écrasant le mouvement révolutionnaire ». <sup>18</sup>

Quand les communistes sont inexistantes sur le plan politique (ce qui est le cas à l'heure actuelle) ou qu'ils ont insuffisamment préparé les travailleurs à la lutte contre le fascisme (comme c'était le cas pour le PCF des années 1930), le risque est de voir se reproduire la tragédie allemande où les

« milieux impérialistes ont réussi, *avant* le tournant décisif des masses vers la révolution, à infliger une défaite au prolétariat et à instaurer la dictature fasciste ». <sup>19</sup>

Ayant bien en vue cet avertissement, on comprend sans difficulté le danger qui existe à continuer — comme le font actuellement les organisations « marxistes-léninistes » autoproclamées — d'essayer de se faire plus grosses que le bœuf. Ceux qui sont aujourd'hui pleins de suffisance devant la réalité (de délabrement !) du mouvement marxiste-léniniste ou qui pensent pouvoir prendre leur temps de construire bien tranquillement « étape par étape » le Parti dont ont besoin les communistes, seront aussi les premiers à se mettre la tête dans le sable quand la réalité sera celle de la victoire de la dictature fasciste et de la totale impréparation des travailleurs et des couches populaires face à ce danger. Cette attitude relève d'un *crime pur et simple* commis envers les travailleurs car elle fournit une aide importante à la bourgeoisie en empêchant le regroupement des forces anticapitalistes. En outre, c'est laisser la grande masse des travailleurs baigner dans l'apolitisme ou les soumettre à l'emprise de l'influence des sociaux-démocrates, de la pseudo-« extrême gauche » et des faux mouvements alternatifs, symbolisés par ATTAC, les Verts et José Bové.

En conséquence, tous ceux qui refusent de faire de l'unification du mouvement marxiste-léniniste c'est-à-dire du regroupement de tous les marxistes-léninistes authentiques au sein d'un seul Parti la tâche principale des communistes de notre époque, et donc de donner à ce travail *la priorité absolue* sur toutes les autres tâches bornées que se sont fixées chaque groupe, se trompent et trompent leurs militants. Les chefs de ces groupes en porteront la responsabilité historique et ne pourront pas dire « qu'ils ne savaient pas » ou « qu'ils ne pouvaient pas imaginer » ! Ils devront seulement reconnaître qu'ils n'étaient pas à la hauteur des tâches exigées par les bouleversements de leur époque, bref, qu'ils n'avaient de « marxiste-léniniste » que l'étiquette politique ! Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si ces mêmes « marxistes-léninistes » autoproclamés, quand ils sont amenés à envisager le combat contre le racisme et le fascisme, se « complaisent à ne pas dépasser le niveau bourgeois » ! (dont nous allons voir ensuite en quoi il consiste).

« L'antifascisme » des courants démocrates-bourgeois est toujours circonscrit à ce qui est permis par l'idéologie petite-bourgeoise. Cet « antifascisme » est donc incapable de comprendre le fascisme dans sa globalité économique, politique et sociale. Cet « antifascisme » est ainsi contraint de se traîner à la remorque du fascisme et il est toujours incapable de s'y opposer efficacement puisque retardant toujours d'une longueur sur la réaction. Cet « antifascisme » ne peut pas guider les

travailleurs dans leur combat contre le fascisme, qui est en définitive une partie intégrante du combat plus général contre l'impérialisme et le joug du Capital. Cet « antifascisme » ne peut donc en définitive que servir la réaction, en refusant de mobiliser les forces révolutionnaires. C'est dans ce sens qu'Henri Barbusse disait :

« Tout ce qui n'est pas révolutionnaire est conservateur — même les réformistes sont absorbés à mesure dans le bloc de conservation sociale —, même les neutres et les indifférents y pèsent de leur poids mort... Qu'on le répète pour enfoncer le clou : S'il n'est pas révolutionnaire, le non-conservateur, quoi qu'il dise ou fasse, est conservateur. Le juste milieu est une réaction qui se voile la face. »<sup>20</sup>

Voilà ce qu'il en est des traits essentiels du fascisme et des axes de lutte à développer contre ce danger.<sup>21</sup>

Le racisme est une des composantes du fascisme, mais il ne lui est pas réductible : le racisme est simplement ce paratonnerre dont use la bourgeoisie pour affaiblir le mouvement ouvrier et l'engager plus aisément sur la voie du fascisme.

Cela est si vrai qu'aujourd'hui la social-démocratie reprend les thèmes de campagnes racistes d'ordinaire en usage chez les fascistes, en essayant de les rendre plus présentables (ce pourquoi il faut leur ôter leur vernis raciste). Les discours racistes d'aujourd'hui ne sont plus ceux du racisme « grossier » d'un Hitler, tentant de démontrer « biologiquement » la « supériorité » d'une race sur les autres afin de justifier sa domination sur les autres peuples, c'est un racisme plus « subtil », qui en revient aux *racines sociales* du racisme, dans le sens qu'il n'est plus un racisme « noirs contre blancs », mais un racisme qui met à nu de manière directe le lien social qui existe entre le racisme et l'oppression sociale provenant de l'exploitation des immigrés en métropole et du pillage des pays dépendants.

La bourgeoisie française n'est pas encore suffisamment menacée aujourd'hui pour recourir aux méthodes fascistes de gouvernement, ce qui ne l'empêche nullement d'utiliser l'arme de la discrimination pour entraver le regroupement de forces des travailleurs.

Les discours des politiciens « insécuritaristes » ont cet autre « avantage » qu'ils contribuent à préparer l'opinion à un futur régime fasciste. C'est évident quand Nicolas Sarkozy coupe l'herbe sous le pied au FN en se proposant de « passer au karscher » la « racaille » des banlieues.

Cette tendance profonde de la démocratie bourgeoise sous l'impérialisme, c'est la tendance vers la réaction politique que soulignait Lénine. Cette tendance révèle l'impossibilité pour la bourgeoisie d'apporter une solution aux problèmes économiques et sociaux. Acculée face aux échecs inévitables des réformateurs « de gauche » (qui veulent le capital sans le prolétariat), elle doit trouver des boucs émissaires : en la personne des immigrés ils sont tout trouvés ! Les discours racistes et fascistes se ramènent en définitive à : « Les étrangers prennent le travail des français et sont la cause de l'insécurité, sans compter ce qu'ils coûtent au contribuable français » !

En France comme aux USA, la réaction va ainsi jusqu'à « dissenter » sur ce que coûte l'immigration clandestine à la société. D'après le Congrès américain, elle concernerait 11 millions de clandestins en 2005 (certains chercheurs parlent de 20 millions) et coûterait annuellement aux services publics 20 milliards de dollars, mais rapporterait également 7 milliards de dollars de taxes et impôts. Une étude généralement acceptée, publiée en 1997 par le Conseil national de la recherche, conclut que le séjour des immigrés, clandestins ou réguliers, a un impact fiscal négatif sur les services locaux et régionaux mais qu'au niveau fédéral ces personnes

coûtent moins en services qu'elles ne rapportent en taxes. Ces 13 milliards de dollars de déficit ne sont évidemment qu'une broutille à côté de ce que la bourgeoisie américaine retire de cette main d'œuvre et du pillage des pays dont elle provient. On sourirait presque de savoir que « l'immigration clandestine » est également un des thèmes qui préoccupe actuellement le plus les médias américains quand on met en balance ces 13 milliards de dollars avec les centaines de milliards de dollars dépensés annuellement pour étendre les zones d'influence de l'impérialisme américain.

En France, en 1999, c'étaient 14 millions de personnes qui avaient un parent ou un grand parent d'origine immigrée. En 1999, la population française comptait 4,3 millions d'immigrés (dont seulement 1,5 millions avaient la nationalité française). Près de 40 % d'entre eux étaient originaires d'Afrique occidentale, du Maroc et de l'Algérie. En 2003, sur les 130 000 nouveaux arrivants, 90 000 venaient d'Afrique — la grande majorité des immigrés provient donc des pays inclus dans la sphère d'influence de l'impérialisme français.

Il n'y a pas si longtemps que l'on entendait des voix (celle de Nicolas Sarkozy le premier, alors Ministre de l'Intérieur) s'élever au sein de la bourgeoisie se proposant de remettre au débat les « aspects positifs de la colonisation » dans l'enseignement de l'histoire ! Si la majeure partie des politiciens bourgeois ont préféré remettre à plus tard ce débat sur la révision des programmes scolaires concernant la colonisation, c'est parce qu'ils connaissent trop bien le danger qu'il y a à vouloir réécrire l'Histoire, surtout par les temps qui courent où s'exprime de plus en plus la révolte de la jeunesse d'origine immigrée des banlieues. Si Jacques Chirac a proposé de remettre à plus tard cette discussion, ce n'est pas parce qu'il la désapprouve, mais c'est avant tout pour éviter de rendre trop apparents d'éventuels rapprochements entre le durcissement de la politique discriminatoire et répressive de la bourgeoisie à l'encontre des nouveaux arrivants et des populations d'origine immigrée et la réaffirmation de la légitimité de la mainmise de l'impérialisme français sur ses zones d'influence. Conclure sur un bilan « globalement positif » de la colonisation française en Afrique, c'est porter aux nues le néo-colonialisme « démocratique », tout en se réservant le droit de se livrer ultérieurement à des interventions armées ouvertement coloniales en Françafrique quand le besoin s'en fera sentir !

L'hypocrisie de la bourgeoisie atteint donc des sommets quand elle proclame que, certes, elle rejette les immigrés « en situation irrégulière » (ceux auxquels elle n'a pas daigné accorder un titre de séjour), mais qu'elle est par ailleurs prête à accueillir les immigrés « en règle » : « l'immigration légale » est en effet l'immigration qui rapporte à l'impérialisme, *en monnaie sonnante et trébuchante* !

Pour les immigrés qui ne remplissent pas ce critère d'entrée, il est aujourd'hui quasiment impossible de se procurer un titre de séjour, même dans le cas d'un conjoint de français.

Au moment où les pays exploiters durcissent les mesures prises à l'encontre des immigrés en situation irrégulière et de leurs enfants, les politiciens bourgeois cherchent à légaliser « l'immigration choisie ». Ce que les pays impérialistes font depuis plus d'un siècle en cachette, « sous le manteau » de procédures d'entrée sélectives et restrictives, la bourgeoisie française cherche aujourd'hui à le faire au grand jour, sans avoir à donner d'autre justification que « nous n'avons pas besoin de cet immigré-là à l'heure actuelle, il ne nous apporte rien que nous n'avons déjà en pagaille : de la main d'œuvre docile, peu qualifiée et bon marché », sans avoir à risquer de se sentir complexée ni d'éprouver de honte !

Le 19 mai 1985 sur TF1, Jean-Marie Le Pen conseillait d'expulser plusieurs centaines de milliers d'étrangers, « d'abord les immigrés illégaux, ensuite ceux qui sont actuellement chômeurs ou délinquants. » Il ne se prononçait donc pas contre l'immigration *en général*, mais en faveur d'une forme « d'immigration choisie » !

Fin 2005, soit un peu plus de 20 ans après, Nicolas Sarkozy reprenait le programme du FN et demandait l'expulsion des délinquants d'origine immigrée. Début 2006, avec le projet de réforme du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA), Nicolas Sarkozy entendait durcir les conditions du regroupement familial (ressources, logement, avis du maire sur l'« intégration » de la famille), et annonçait déjà « l'immigration choisie » : ne sera « acceptable » que l'étranger perçu comme rentable pour l'économie française. En d'autres termes, c'est le pillage des diplômés formés à grand-peine dans les pays dépendants pour palier à des manques de main-d'œuvre sectoriels en métropole ! Lors de son voyage en Afrique au mois de mai 2006 pour présenter son projet de réforme du CESEDA aux politiciens corrompus de la françafrrique, Nicolas Sarkozy a dû affronter la colère justifiée d'africains venus lui dire que sa « visite, elle, n'avait pas été choisie » et d'ajouter : « raciste » « néo-colonialiste » ! A Cotonou au Bénin ou à Bamako au Mali, c'est cet accueil lui a été réservé. Face à ce déluge de mesures discriminatoires, on a entendu certains reprocher à Nicolas Sarkozy d'avoir « trahi », étant lui-même « fils d'immigré », pourtant, l'incohérence n'est qu'apparente. S'il est vrai que Sarkozy est effectivement un « fils d'immigré », il est non moins vrai que ses origines sont celles d'une famille d'aristocrates hongrois (des propriétaires terriens) ayant fui la Hongrie non pas en 1939 face aux nazis, mais en 1944 devant les victoires de l'Armée Rouge et donc quand le spectre du communisme se profilait à l'horizon... La fuite de riches dissidents « de marque » était alors pour la bourgeoisie occidentale assimilable à une « immigration choisie ». On ne peut donc pas mettre dans le même panier les immigrés « choisis » (riches ou diplômés et ayant donc le souci de bien « faire leur nid » dans la société bourgeoise) avec les immigrés n'ayant que leur force de travail à revendre (et donc intéressés au renversement de l'oppression capitaliste) !

Dans la même veine réactionnaire et sécuritaire, le 1<sup>er</sup> juin 2006, Ségolène Royal (présidentiable PS) brisait le monopole sécuritaire du gouvernement Sarkozy-Villepin, soucieuse de récupérer l'électorat de l'UMP en proposant « l'encadrement militaire » des jeunes d'origine immigrée de plus de 16 ans « dès leur premier acte de délinquance » et la mise sous tutelle des allocations familiales « dès la première incivilité » des élèves ! Ainsi les droits fondamentaux des immigrés sont bafoués et ces derniers *légalement* réduits à des « citoyens de seconde zone » ! Comment les politiciens prétendant lutter contre le racisme et l'intolérance peuvent-ils ensuite être crédibles quand ce sont les premiers à institutionnaliser la discrimination des populations d'origine immigrée ? Le *Rapport annuel 2005* de l'Observatoire Européen des Phénomènes Racistes et Xénophobes (EUMC) soulignait cet aspect contradictoire de la politique officielle :

« Des messages potentiellement contradictoires sont émis : d'un côté les politiques de l'Union Européenne luttent contre toute manifestation de racisme sur le marché du travail, et de l'autre les politiques de certains Etats membres restreignent les droits des ressortissants de pays tiers ».

Mais bien sûr, comme nous l'avons vu précédemment, cette contradiction n'est pas accidentelle : elle est nécessaire pour donner le change aux naïfs et à leurs ONG « anti-racistes » tout en poussant les travailleurs sur le chemin du racisme.

Ce même rapport de l'EUMC souligne que partout en Europe, certains secteurs du marché du travail sont en train de « s'ethniciser », l'immigration fournissant le gros de la main d'œuvre dans les secteurs de l'économie les plus mal rémunérés et où les conditions de travail sont les plus mauvaises — en bref, dans les secteurs où l'exploitation de la main d'œuvre salariée est la plus brutale. Que les esclaves les plus opprimés de la bourgeoisie doivent également endurer et subir le racisme et les discriminations de la part d'autres travailleurs, ce n'est pas non plus un accident, mais un de ces « raffinements subtils » (propres au tortionnaire) dont est si friand le Capital. Dans cette logique, la bourgeoisie sera peut-être amenée un jour à légiférer sur un système de castes, avec des métiers réservés aux immigrés et d'autres plus valorisants et mieux rémunérés réservés aux « bons français » ! Il ne faudra alors plus faire que quelques pas pour en revenir aux méthodes de l'esclavage antique !

Plus la société bourgeoise se développe, plus le racisme perd son apparence d'un simple conflit de « races » (ou de communautés), plus se dévoile son contenu de classe, son contenu anti-prolétarien et plus apparaît évident cette vérité que la lutte contre le racisme et les discriminations ne peut être menée en dehors de la lutte générale contre le capitalisme.

Avec le développement de la « démocratie », c'est-à-dire du commerce international et de l'exploitation capitaliste-impérialiste qui engendrent un important brassage des populations, les nations tendent de plus en plus à apparaître comme des sociétés divisées en deux grands camps antagonistes, non pas en fonction de la couleur de peau, mais en fonction de l'appartenance à telle ou telle classe sociale. On ne peut comprendre le racisme si l'on en reste à sa définition bourgeoise, quant à le combattre sans comprendre...

S'il est vrai que la science a depuis longtemps réfuté le concept de race appliqué à l'espèce humaine, il est non moins vrai que cette réfutation revêt la même valeur que la réfutation des dogmes religieux :

« La lutte antireligieuse ne peut se borner à des prêches d'idéologie abstraits, elle ne peut pas se ramener à cela, elle doit être liée à la pratique concrète du mouvement de classe, qui tend à supprimer les racines sociales de la religion. Pourquoi la religion tient-elle encore dans les couches arriérées du prolétariat des villes, dans la généralité des semi-prolétaires, et le gros des paysans ? A cause de l'ignorance du peuple, répond le progressiste bourgeois, le radical ou le matérialiste bourgeois. Donc : à bas la religion, vive l'athéisme, la propagande des idées irréligieuses est notre tâche principale. Le marxiste dit : ce n'est pas juste. C'est une vue superficielle. C'est une façon bornée, bourgeoise de « répandre les lumières ». C'est une vue insuffisamment profonde, qui expose les causes de la religion d'une manière idéaliste et non matérialiste. Actuellement, dans les pays capitalistes, les racines de la religion sont surtout *sociales*. L'écrasement des masses laborieuses dans la société, leur apparente impuissance devant les forces aveugles du capitalisme, qui cause aux travailleurs chaque jour, à chaque heure, des souffrances mille fois plus terribles et des tortures mille fois plus sauvages que les catastrophes comme les guerres, les tremblements de terre, etc..., voilà la racine la plus profonde de la religion à notre époque. »<sup>22</sup>

Face au capitalisme, la réfutation purement « scientifique » du racisme et la lutte sur le terrain purement « idéologique » contre celui-ci est *nécessairement* insuffisante, puisqu'elle fait fi des conditions économiques et sociales qui engendrent et renforcent à chaque heure ces tendances racistes : l'oppression que le capitalisme exerce sur toutes les sphères de la société bourgeoise, la concurrence exacerbée entre les travailleurs qu'elle divise et rend ennemis. Cette division est évidemment

renforcée entre les différentes communautés qui vivent sur un même territoire. La bourgeoisie ne peut évidemment pas *regarder en face* ces causes économiques objectives du racisme (un même obscurantisme règne concernant « l'explication » bourgeoise-républicaine du fascisme). Pour tromper les travailleurs, elle doit donc inventer une explication pas trop « abracadabrantesque » et c'est là que les recettes subjectivistes miracles de la psychologie viennent à la rescousse :

« Les attitudes racistes combattues par de nombreuses organisations tiennent pour une bonne partie à des raisons psychologiques. Elles se fondent sur des réactions de peur face à l'altérité et à l'incompréhension de l'inconnu, qui engendrent des sentiments de haine et une violence parfois mal maîtrisée. C'est précisément la complexité du phénomène qui rend difficile le combat contre le racisme ». <sup>23</sup>

De quel plus beau constat d'impuissance peut-on rêver ? Autant dire qu'aussi longtemps que la lutte contre le racisme est détachée de la lutte pour le renversement des conditions économiques capitalistes qui engendrent quotidiennement le racisme, donc de la lutte pour la révolution socialiste, le « combat antiraciste » est condamné à demeurer un combat donquichottesque !

Evoquant les racines sociales des guerres et du racisme, Staline soulignait très justement ce que tous nos « humanistes » n'arriveront jamais à comprendre, c'est-à-dire le fait que

« La méfiance nationale, l'isolement national, la haine nationale, les conflits nationaux, ne sont bien entendu point stimulés ni entretenus par je ne sais quel sentiment « inné » d'agressivité nationale, mais par la tendance de l'impérialisme à asservir les nations étrangères et par la peur qu'éprouvent ces nations face à la menace de l'asservissement national. Il est hors de doute que tant que subsistera l'impérialisme mondial, subsisteront cette tendance et cette crainte. Et, par conséquent, dans l'immense majorité des pays subsisteront et la méfiance nationale, et l'isolement national, et la haine nationale, et les conflits nationaux ». <sup>24</sup>

Les démocrates petit-bourgeois s'imaginent naïvement que le racisme est une tendance psychologisante subjective et que les simples lumières de la science ou de la raison sont capables d'en venir à bout : tout se ramène en définitive à la question « comment changer les mentalités ? ». D'autres pensent que la solution est dans des « modèles d'intégration » tels que le « modèle sportif » et particulièrement celui du milieu du football, qui démontre soi-disant que les immigrés peuvent aussi « réussir », comme si tous les jeunes des banlieues pouvaient devenir des sportifs millionnaires ! D'autres naïfs s'imaginent régler les problèmes sociaux par une simple « extension de la démocratie » : « à quand des maires noirs ou beurs ? », demandent-ils. Telles étaient les « idées neuves » qui circulaient (gisait ?) sur le plateau d'un débat télévisé récent. <sup>25</sup> Ces « innovateurs » feraient bien de jeter un coup d'œil outre-Atlantique : non seulement les américains ont une foule de sportifs de hauts niveaux, d'acteurs et de chanteurs de couleurs, mais dès les années 1980, des maires noirs furent élus à Chicago, Philadelphie, New York et d'autres villes de tout le pays. En 2000, l'équipe gouvernementale de Bush fils comptait même parmi les plus hautes fonctions pas moins de deux afro-américains : Colin Powell et Condoleezza Rice !

De ceci, on devrait déduire selon cette « logique » que le problème de la discrimination et du racisme est en bonne voie d'être solutionné aux USA ! Bien sûr que non, évidemment : qu'une petite minorité de « gens de couleur » privilégiés ou arrivistes ait pu se hisser aux plus hauts sommets de la société bourgeoise n'empêche pas que pour l'immense majorité des afro-américains et des hispaniques, c'est-à-dire ceux qui sont prolétarisés, il faut quotidiennement affronter les discriminations !

D'ailleurs, les « Zidane », « Jamel Debbouze », « Sami Naceri » et autres parvenus « d'origine immigrée » que la bourgeoisie aime à exhiber devant la jeunesse des banlieues comme de parfaits « exemples de réussite sociale et d'intégration » ne sont-ils pas déjà assez nombreux pour prouver que le problème n'est pas celui du « racisme biologique » bête et méchant, mais celui de l'appartenance à telle ou telle classe sociale ?

Quels sont donc ces « débats » sur le racisme qui nous sont présentés dans les médias bourgeois ? Ce sont des pseudo-débats mettant en scène des bourgeois-démocrates qui discutent gravement sur la nécessité de lutter contre les manifestations des discriminations et du racisme, sans jamais bien sûr mettre le doigt sur leurs causes économiques objectives. « On se complait à ne pas dépasser le niveau bourgeois » pour reprendre le mot de Karl Marx !

En outre, mis à part quelques interviews différées de jeunes d'origine immigrés bien « propres » (c'est-à-dire copieusement diplômés et ayant bien le souci de « l'intégration »), la jeunesse prolétarienne des banlieues, celle qui souffre quotidiennement du racisme, des discriminations et des provocations policières, celle qui ne se voit aucune perspective d'avenir, n'était *pas du tout* représentée dans ce faux débat qui n'a jamais été en mesure de dépasser le niveau des bondieuseries bourgeoises-démocratiques. Les esprits les plus « critiques » n'ayant en effet été capables que de souligner le décalage existant entre les « principes d'universalité » de la « république démocratique » — c'est-à-dire la proclamation de « la liberté, de l'égalité et de la fraternité » pour tous —, et la réalité quotidienne vécue, faite de précarité, de discriminations et d'humiliations. Au mieux, on a vaguement évoqué « l'égalité formelle », pas réelle et on a rattaché ce décalage non pas au système capitaliste, mais à la « crise économique ». Un phénomène « passager » en somme !

Rien de surprenant donc à ce que les travailleurs d'origine immigrée se désintéressent massivement de ce jeu de dupe organisé par les capitalistes que sont les élections : si les taux moyens d'abstention sont généralement élevés aux élections dans les pays bourgeois (de l'ordre de 50 % aux USA et de 30 % en France), ils le sont encore bien davantage au sein de la population d'origine immigrée qui n'attend plus rien de la politique officielle depuis bien longtemps ; et cela d'autant plus qu'à droite comme à « gauche » s'instaure le consensus sécuritaire parallèlement au fait que de l'extrême droite à « l'extrême gauche » émerge un véritable consensus sur le « nécessaire » contrôle de l'immigration. Les politiciens bourgeois font peu de cas du fait qu'il n'existe aucune perspective réelle pour la jeunesse et les travailleurs des pays néo-coloniaux et que pour la plupart des jeunes des banlieues, l'avenir semble bouché.

Que peut *concrètement* faire la « république universelle » pour donner une chance non pas à *quelques-uns* de ces jeunes issus de l'immigration, mais à *tous* ces jeunes ? Rien, puisque tant que durera le capitalisme, la majorité sera forcément exploitée par une minorité ! Que la minorité esclavagiste compte quelques immigrés comme « caution morale », peu importe, puisque l'esclavage restera le même pour l'immense majorité de la population immigrée ! Peut-être pas tout à fait le même, cependant, puisque la formation d'une élite d'origine immigrée ne peut qu'aider la majorité exploitée des populations d'origine immigrée à comprendre que le chômage, la précarité, les discriminations et le racisme persisteront, cette minorité n'ayant que fait prendre place aux côtés des exploités.

De plus en plus, pour miner l'alliance objectivement nécessaire de tous les travailleurs, indépendamment de leur communauté d'origine, la bourgeoisie sera

amenée à renforcer les mesures discriminatoires visant à marginaliser tel ou tel groupe social afin d'empêcher la formation de ce front uni contre le Capital.

Pour justifier la discrimination et la répression, la bourgeoisie montre les banlieues comme des repaires de casseurs et de délinquants. Mais faut-il s'étonner que dans des quartiers concentrant de forts taux de chômage, le besoin de jeunes sans perspectives favorise la délinquance ? Faut-il également s'étonner du fait que le vol des biens d'autrui soit aussi commun dans une société ayant pour base la propriété privée et donc le dépouillement institutionnalisé des travailleurs ? Toutes les formes de vol ne sont pas « légales » sous le capitalisme ! Quand bien même certaines formes de vol sont *en théorie* « illégales », la *pratique* distingue toutefois des exceptions : les « Clearstream » de Chirac, Villepin et C<sup>ie</sup> ainsi que les « affaires » des autres magouilleurs du même type (Pasqua et Tapie en France ; Enron aux USA) sont une forme de ce que la bourgeoisie considère habituellement comme un « vol », pourtant, ce vol est « légal » ou tout au moins toléré, puisqu'il se fait en toute impunité... En revanche, quand un jeune désœuvré et désabusé des banlieues vole un autoradio ou une moto, c'est un criminel qu'il faut châtier sévèrement !

Qu'on ne se méprenne pas sur ces paroles : elles signifient seulement que les communistes sont autant les ennemis des formes « institutionnalisées » ou tolérées de vol (esclavage salarié, fraude des classes possédantes), que des formes « illégales » (grand banditisme, délinquance). Le banditisme et la délinquance sont le fait du lumpenprolétariat. Le lumpenprolétariat est littéralement, pour reprendre la définition donnée par Karl Marx, le sous-prolétariat. Il est constitué par les éléments déclassés que la société bourgeoise en décomposition a fait tomber si bas qu'ils ne trouvent pas d'autres issues pour survivre que la violence, le vol, la drogue.

Depuis les millénaires qu'existent des sociétés basées sur l'exploitation, s'épanouit à une grande échelle le vol. Sous le socialisme, *aucune* forme d'exploitation (vol légal) ou de vol illégal du travail d'autrui ne peut être tolérée : chacun doit vivre de son propre travail ! Le vol est le moyen auquel ont recours ceux qui n'ont pas la propriété des moyens de production (à l'instar de la bourgeoisie), mais qui sont éblouis par le clinquant du luxe dont les exploiters font étalage. Désireux de faire à tout prix partie des « gagnants » du système capitaliste, ceux-là n'ont pas d'autre choix que de recourir à d'autres formes de dépossession des travailleurs, ou même des exploiters — ce qui revient alors à aller chercher la richesse là où elle est la plus concentrée !

Le lumpenprolétariat, ce « prolétariat ruiné », est incapable de résister à la pression de la bourgeoisie : le banditisme et la délinquance ne sont donc nullement l'expression d'une révolte contre la société bourgeoise. Le banditisme et la délinquance constituent une sorte « d'échelle sociale », dont l'usage est certes fort risqué. Le banditisme et la délinquance sont en somme les moyens d'enrichissement réservé aux lumpens ! Il est certain que l'impérialisme amplifie le phénomène de lumpenprolétarisation et de criminalité qui l'accompagne, particulièrement dans les banlieues où le chômage et la misère sont exacerbés.

Le banditisme et la délinquance non seulement ne remettent pas en cause la domination de la bourgeoisie, mais elles lui fournissent même des armes idéologiques supplémentaires pour renforcer l'arsenal (idéologique comme policier) de la réaction.

Il y a une différence de taille entre la perspective bourgeoise-individualiste des trafiquants et les délinquants qui s'adonnent au trafic de drogue ou au vol pour atteindre l'idéal du niveau de vie du bourgeois, et les communistes qui à travers

l'expropriation des exploités, veulent rendre leur dû aux exploités et donner à tous les travailleurs honnêtes les moyens de ne plus avoir besoin de chercher à s'approprier le travail des autres. On voit que les moyens et les buts diffèrent fondamentalement !

Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si les banlieues qui ont flambé fin 2005, n'étaient pas celles où était installé le banditisme (grands trafiquants de drogue, vente d'armes, prostitution, etc.), comme l'ont établi des rapports de la DST et des RG : ces jeunes délinquants et trafiquants ne voulaient en effet pas voir leurs affaires parasitées par les heurts de jeunes révoltés avec la police.

Toutes les formes de dépossession (légitime ou illégitime) des travailleurs sont le *produit* d'une société basée sur l'*exploitation*. Le capitalisme, qui aime souvent à « crier au voleur », a d'ailleurs lui-même su user habilement de ces deux formes de dépossession : les puissances colonialistes ont ainsi volé impunément les terres appartenant à des peuples économiquement retardataires.

Le banditisme et la délinquance fournissent en outre à la bourgeoisie la possibilité de faire campagne sur la « protection de la propriété des travailleurs » acquise au prix de leur labeur, et permettent ainsi de renforcer le sentiment de la propriété privée même au sein des masses exploitées qui en sont dépossédées ! La bourgeoisie « confond » en effet allègrement comme on le sait la propriété des moyens de production (qui lui confère sa puissance économique et politique), avec la propriété des travailleurs sur les objets de consommation courante (nourriture, habillement), propriété qui exclut la propriété des moyens de la reproduction de leur existence et les voue à l'exploitation.

La propriété du logement est la seule exception : cette propriété très limitée du travailleur sur les moyens de reproduction de sa vie immédiate ne remet en effet pas en cause la propriété privée bourgeoise sur les autres moyens de production. Pourtant, même cette propriété tend à disparaître parallèlement avec la baisse du niveau réel des salaires qui exclut l'achat (même à crédit) d'une maison (qui profite aux banquiers, c'est-à-dire à la bourgeoisie usuraire). De plus en plus, la propriété du logement est confiée à une autre catégorie d'exploiteurs : les propriétaires immobiliers. La production de la force de travail humaine devient alors un investissement productif comme un autre, et un moyen supplémentaire d'exploiter les travailleurs, ce dont les propriétaires immobiliers profitent allègrement, surtout au moment où les travailleurs sont de moins en moins en mesure de faire eux-mêmes construire (ce qui provoque l'inévitable hausse des loyers dont pâtissent actuellement les travailleurs qui voient ainsi leur situation encore s'aggraver !).

En conclusion, le développement du lumpenprolétariat fournit à la bourgeoisie un alibi de choix 1° pour renforcer la discrimination légitime de l'ensemble de la population d'origine immigrée, 2° pour marginaliser davantage les travailleurs d'origine immigrée vis-à-vis des travailleurs d'origine non immigrée, excitant ainsi les haines entre communautés, 3° pour amalgamer les actions de ce lumpenprolétariat avec le combat révolutionnaire, permettant ainsi de justifier et d'accentuer les mesures de répression prises à l'encontre de la jeunesse ouvrière et révolutionnaire des banlieues.

En usant des discriminations et des discours sécuritaires, la bourgeoisie cherche à détourner la colère des travailleurs en pointant du doigt de faux problèmes : le racisme consiste ainsi à rendre responsable un groupe social de la crise économique, sociale et politique, en l'accusant d'être l'élément perturbateur et destructeur. La discrimination sécuritaire n'a pas d'autre but.

Il serait dangereux de sous-estimer l'impact de ces idées véhiculées par les exploités, car ces idées sont susceptibles de remporter un soutien massif parmi les travailleurs exploités et dépolitisés : d'après un sondage mené en novembre 2005 par l'institut CSA, 1/3 des Français se déclare raciste, sans toutefois préciser dans quelle acception du terme. Toujours selon la même enquête, 63 % de la population pense que « certains comportements peuvent justifier des réactions racistes ». En outre, 56 % des Français déclarent que la présence étrangère est trop importante !

Cette tendance n'est pas « spécifique » au capitalisme français, mais concerne l'ensemble des pays bourgeois et bien entendu les grandes métropoles impérialistes. Des USA à l'Allemagne, de la Grande Bretagne à l'Italie et à l'Espagne, le capitalisme divise les travailleurs en tentant de marginaliser la couche la plus exploitée des travailleurs.

L'histoire du développement des sociétés humaines est donc là pour démontrer que le racisme — sous ses formes « ouvertes » comme « camouflées » — a toujours été une arme idéologique « de choix » pour les exploités.

Plus que jamais, les communistes doivent donc aujourd'hui se focaliser sur la construction d'une véritable alliance entre *tous* les travailleurs et il ne faudra tolérer aucune forme de racisme ou de discrimination sous peine 1° d'obscurcir la conscience de classe des travailleurs, donc 2° de les détourner de leur véritable combat pour l'abolition de l'esclavage salarié, et ainsi 3° de renforcer l'influence et la pénétration des idées chauvines, nationalistes et racistes qui rompraient inévitablement le front prolétarien, ce qui à terme fraierait inévitablement la voie au fascisme. Gardons bien à l'esprit le fait que

« L'antisémitisme profite aux exploités, comme paratonnerre pour que le capitalisme échappe aux coups des travailleurs. L'antisémitisme est un danger pour les travailleurs, car c'est une fausse route qui les égare hors du droit chemin et le conduit dans la jungle. »<sup>26</sup>

L'antisémitisme est une *forme particulière* du racisme auquel s'applique entièrement cette définition. Les travailleurs doivent comprendre que ni les « problèmes d'immigration » ni les « problèmes d'insécurité » ne sont les *causes* de la crise économique, sociale et politique : ces problèmes ne sont que les *produits* et les *conséquences* de la crise économique, sociale et politique dans laquelle s'enfoncent toujours plus la société bourgeoise en face de laquelle la bourgeoisie n'a rien d'autre à proposer que des mesures réactionnaires qui aggravent cette crise.

### **3° D'OU VIENNT LA VERITABLE INSECURITE ?**

Par « insécurité », les médias bourgeois entendent les manifestations de la révolte de la jeunesse issue des banlieues. Quant à se demander si cette violence ne provient pas de son mal de vivre et de son absence de perspectives, c'est une « toute autre question ». Au mieux on pointe du doigt les « inégalités sociales » et les « discriminations injustes », sans évidemment en expliquer les causes et donc sans jamais remettre fondamentalement en cause le système capitaliste.

Ce n'est évidemment pas la mise en place de « foyers d'insertion » ou de « médiateurs » qui pourront solutionner l'insécurité dont cherche à se débarrasser la bourgeoisie ! Pour la bourgeoisie, ces mesures sont la panacée — la « carotte » en quelque sorte. Mais comme la carotte ne peut pas suffire — il faut dire que trop de jeunes prolétaires se disputent la même carotte ! —, le chômage, la précarité et les discriminations ne disparaissent pas, et il faut ainsi pour la bourgeoisie

nécessairement en passer par le « bâton » : c'est là qu'intervient le renforcement d'une « police de proximité ».

Les médias bourgeois montrent cette « police de proximité » comme une police plus « humaine », connaissant bien la réalité des « quartiers difficiles », « intégrée et appréciée » par la jeunesse des quartiers. C'est le souhait des politiciens bourgeois, mais c'est très loin d'être la réalité, car la jeunesse (et plus particulièrement encore la jeunesse des banlieues) a bien compris que l'appareil policier n'était que la trique dont use l'ordre social qui les marginalise. C'est ce que prouve le nombre croissant de « bavures » policières à l'encontre des jeunes des banlieues issus de l'immigration (Cf. *Rapport annuel 2005* de l'EUMC).

Qu'a donc à proposer cette « police de proximité » comme *solutions positives* aux problèmes quotidiens que rencontrent les jeunes d'origine noire ou maghrébine ?

Cette « police de proximité » peut-elle résoudre le problème du chômage et donner du travail à la jeunesse des banlieues ? Cette « police de proximité » peut-elle faire cesser le racisme ainsi que les discriminations à l'embauche et dans la recherche d'un logement dont sont victimes ces jeunes ? Non, bien sûr !

Même si cette police intégrait massivement des jeunes d'origine immigrés, elle resterait impuissante et ne perdrait pas son rôle *uniquement répressif*. Cela ne ferait que rendre plus évident le fait que derrière la question des discriminations et du racisme, il y a la question sociale, la question de savoir de quel côté se trouve telle ou telle personne : du côté des prolétarisés ou du côté des exploités, et de ce fait que mettre à nu un peu plus évidemment la contradiction principale sous le capitalisme.

« L'insécurité » dont nous rabâchent les oreilles les médias et les politiciens bourgeois n'est pas l'insécurité qui préoccupe le plus les travailleurs.

Il existe un *véritable* problème d'insécurité en France, mais ce n'est pas l'insécurité dont font leurs choux gras les médias et les politiciens bourgeois : la véritable insécurité, c'est celle dans laquelle sont quotidiennement contraints de vivre les travailleurs.

La *véritable insécurité*, c'est d'abord celle de l'esclavage salarié, celle d'une vie de corvéable à merci... remerciable dès que les corvées viennent à manquer ou qu'un autre exploité se trouve mieux exécuter les corvées ! C'est donc le joug quotidien du patronat omnipotent sur ses esclaves !

La *véritable insécurité*, c'est ensuite les loyers qui flambent et qui grèvent encore le salaire des travailleurs, c'est aussi la précarité, les petits boulots, l'intérim, le chômage pour tous ceux qui n'ont pas la chance d'avoir un exploitateur sur le dos à temps complet !

Selon les chiffres officiels du chômage (chiffres largement sous-estimés), le nombre de chômeurs en France était de 2,5 millions en 2005. Parmi ces chômeurs, la moitié avait moins de 25 ans. Si les politiciens bourgeois parlent à l'occasion de « baisses du chômage », ils oublient qu'il s'agit toujours de baisses ponctuelles de faible envergure, le plus souvent imputables à la trituration des statistiques, et en tout cas bien incapables d'éradiquer le chômage *structurel* massif... En 2005, l'Europe des 15 comptait selon les statistiques officielles près de 12 millions de chômeurs, l'Europe des 25, un peu moins de 20 millions. Ces chiffres officiels sont bien entendu largement sous-estimés : en France par exemple le nombre réel de demandeurs d'emploi est plus proche de 5 millions que de 2,5 millions — ce qui représente 18 % et non 9 % de la population active —, comme l'a démontré récemment un agent de l'ANPE en colère.<sup>27</sup>

Même chose aux USA, pourtant hypocritement cités en exemple de pays à « bas chômage » par la bourgeoisie impérialiste internationale : les USA ont connu une hausse du taux de chômage officiel de 4,4 % à 6,4 % entre 2000 et 2004. Il faut savoir que Reich, ministre du Travail sous Clinton, avait affirmé : « ces chiffres sont très sous-estimés et en appliquant les mêmes critères qu'en France pour décompter les chômeurs, il y en aurait plus de 12 % aux USA » !...

Pour les jeunes issus de l'immigration ou de parents immigrés, cette insécurité est démultipliée par un autre facteur : la discrimination raciale.

La jeunesse des banlieues doit quotidiennement subir les discriminations à l'embauche. C'est un fait incontestable quand on sait que le taux de chômage chez les jeunes d'origine immigrée est le double ou le triple du taux de chômage moyen chez l'ensemble des jeunes. Dans beaucoup d'entreprises, il existe un véritable racisme latent à l'égard de jeunes ayant le « profil type » de « jeunes à problèmes » : des tests ont démontré qu'à qualification et à expérience égale, le CV d'un jeune d'origine noire ou magrébine avait beaucoup moins de chance d'être retenu que les autres. Des tests de discrimination récents menés dans plusieurs pays d'Europe (en Finlande, en France, en Espagne et en Allemagne) ont démontré qu'à qualification égale, le CV d'un jeune d'origine immigrée avait deux à trois fois moins de chances de déboucher sur un entretien que le CV référence d'un non-immigré. La discrimination à l'embauche n'est pas l'exception, mais la règle ! Face à cette discrimination, la « solution » est toute trouvée : pour certains, elle consiste à cacher les noms de consonance étrangère sur le CV !

S'ajoute également la discrimination raciale dans le cadre de la recherche d'un logement et donc la difficulté pour trouver un logement ailleurs que dans les cités défavorisées qui sont un facteur objectif favorisant la ghettoïsation et le repli communautaire. Un peu partout dans les grandes agglomérations européennes, depuis Barcelone à Rotterdam en passant par Chypre, on observe ainsi une forte ségrégation territoriale des populations immigrées. Les pays d'ex Europe de l'est ne sont pas épargnés : en République Tchèque, en Slovaquie, en Lituanie et en Hongrie, c'est la population rom qui est victime de ces discriminations. S'ajoute ainsi pour la jeunesse de ces quartiers un véritable « délit de sale gueule » qui rend infiniment plus intense cette insécurité et qui rend infiniment plus difficile toute tentative « d'intégration ». Parler « d'intégration » alors que le chômage massif touche la jeunesse des banlieues relève au mieux de l'aveuglement et de l'ignorance, plus probablement de l'escroquerie. Quant à la source unique de cette *insécurité*, c'est le *capitalisme*, la *production marchande*, qui dépouille les esclaves salariés du produit de leur travail et les excite les uns contre les autres. Mais pendant ce temps au moins, les classes exploiteuses vivent tranquillement.

Les associations (comme SOS racisme — association parachutée par les milieux proches du PS dans les années 1980) prétendant « lutter » contre le racisme, tout en détachant son existence de celle de *l'exploitation capitaliste*, sont en fait des auxiliaires de la bourgeoisie qui n'ont pour seule fonction que de cacher la source économique du racisme. Cette « lutte » est du même type que la « lutte » pour la « démocratie », pour « l'égalité », la « fraternité », etc. Cette « lutte contre le racisme » est un slogan creux qui n'a *aucune chance* d'aboutir et de donner des résultats concrets : les « solutions » proposées par ces associations ont la même valeur que les « futiles projets de réformes » altermondialistes de surveillance des entreprises monopolistes et des banques que dénonçait déjà Lénine.<sup>28</sup> En somme, elles ont pour fonction de détourner la jeunesse prolétarienne des banlieues de la

lutte révolutionnaire. Objectivement, ces associations ne sont donc qu'un *leurre* et un *piège* pour ceux qui subissent au quotidien les discriminations et le racisme : elles ont en effet pour fonction de détacher les revendications politiques de la jeunesse des banlieues des revendications économiques nécessaires à sa libération sociale, et c'est pour ceci que ces associations ont le soutien du grand Capital, de ses politiciens et de leurs médias. Il est donc impératif d'affranchir le combat contre le racisme et les discriminations du carcan démocratique bourgeois étroit dans lequel l'enserrent ces organisations.

Quant aux organisations qui ne se satisfont pas de ce consensus des exploiters et de leurs laquais autour du racisme et des discriminations, et qui revendiquent l'égalité et la justice *dans les faits*, elles sont rapidement cataloguées comme « dangereuses » et « extrémistes ». Dès lors qu'une organisation ne se satisfait plus des « beaux discours anti-racistes », mais *exige* que l'on aboutisse à des résultats *pratiques* dans la lutte contre le racisme, les discriminations et la violence policière, elle est taxée « d'extrémiste », non seulement par les partis politiques bourgeois, mais également par leurs organisations « anti-racistes » satellites (SOS racisme, MRAP). C'était déjà le cas du *Mouvement de l'Immigration et des Banlieues* (MIB), c'est aujourd'hui encore le cas avec *Tribu Ka*.

Le MIB est une organisation héritière des combats politiques menés tant par l'Etoile Nord Africaine, par le MTA (Mouvement des Travailleurs Arabes) et par le MTI (Mouvement des Travailleurs Immigrés). Dans une interview à Radio Canal Sud en 1997, le MIB remarquait au sujet des violences policières :

« Nos grands frères qui ont 30, 40, 50 ans et qui ont milité avant nous ont toujours protesté contre les violences policières, et ça continue. Ni la droite, ni la gauche, ni aucun gouvernement fait en sorte d'arrêter cette situation. » « Quand la droite est aux affaires, c'est pareil pour nous... »

Parlant d'SOS racisme, le MIB ajoutait :

« Notre message aux gamins, c'est de ne pas se faire avoir par des mouvements financés par des partis politiques qui sont au gouvernement aujourd'hui et qui ne font rien pour changer la situation dans les quartiers ».

Nous ne saurions trop souligner l'importance de ces éléments sains qui émergent du mouvement naissant de la jeunesse prolétarienne des banlieues, et notamment cette claire conscience du danger de récupération et de détournement des buts du mouvement de la part des Partis politiques et des organisations bourgeoises, bien que celles-ci soient davantage portées sur la condamnation de « l'extrémisme ».

Du point de vue de la bourgeoisie, cette accusation « d'extrémisme » n'est pas dénuée de fondements : tous les Partis bourgeois et leurs organisations « non-gouvernementales » satellites sont impuissantes face aux problèmes que rencontrent quotidiennement les travailleurs et la jeunesse prolétarienne des banlieues. Se donner pour but de s'attaquer réellement à la source du racisme, des discriminations et de la violence policière nécessite que l'on s'attaque au chômage et à la précarité. Cela ne peut donc conduire à terme qu'à la remise en cause du système capitaliste lui-même. C'est dans ce cadre que sont menées les campagnes d'excitation des insécuritaristes. Ces campagnes visent à isoler le mouvement radical naissant des travailleurs d'origine immigrée vis-à-vis des autres travailleurs en général et plus particulièrement du mouvement marxiste-léniniste en reconstruction. La bourgeoisie est bien consciente de ce danger de radicalisation provenant du renforcement des sentiments anti-capitalistes, c'est pourquoi elle s'efforce de « veiller au grain » et de tuer dans l'œuf le développement de ces organisations.

L'organisation *Tribu Ka* a vu récemment interdire son site web par le Ministère de l'Intérieur, parce qu'excitant soi-disant à la « haine raciale » et à « l'antisémitisme ». Cette organisation est actuellement menacée d'interdiction. On a vu s'élever un véritable déluge de propagande et de calomnies contre *Tribu Ka*, depuis la presse à grand tirage jusqu'à la télévision. Dans ce déluge, les organisations « anti-racistes » bourgeoises condamnaient bien entendu « l'extrémisme ».

Cette organisation, contrairement aux allégations mensongères de la propagande bourgeoise n'exigeait que l'autodéfense face aux agressions provocatrices de sionistes anti-noirs et anti-arabes (à défaut de la possibilité d'une poursuite judiciaire à l'encontre des agresseurs). Ce qui effraie la bourgeoisie dans de telles organisations, c'est leur discipline, leur cohésion et leur détermination qui porte en germe les possibilités futures que renferme le mouvement de la jeunesse ouvrière des banlieues, mouvement qui prendra des formes d'autant plus radicales et organisées que cette jeunesse sera amenée à comprendre le lien entre la question des discriminations et du racisme avec la question sociale et la nécessité du renversement du capitalisme.

La limite d'organisations comme *Tribu Ka* provient comme nous l'avons dit du fait qu'elles combattent malgré tout sur le terrain désiré par la bourgeoisie : celui de l'opposition entre *communautés* et non sur la base d'une opposition entre *classes*. La bourgeoisie n'a alors aucun mal à faire passer cela dans l'opinion publique pour une « excitation à la haine raciale » et de s'en servir pour attiser davantage les rancœurs et les haines entre ces différentes communautés. Ainsi, les affrontements entre jeunes des banlieues et sionistes « anti-beur » sur la question de l'occupation de la Palestine par les sionistes israéliens sont ramenés à des heurts entre « juifs » (en fait sionistes) et antisémites (ou prétendus tels). Ainsi, la bourgeoisie évite que le conflit israélo-palestinien ne soit présenté pour ce qu'il est : la colonisation de la Palestine par l'impérialisme israélien soutenu par l'impérialisme américain en vue de la déstabilisation du Proche-Orient où les intérêts impérialistes pour le pétrole sont si fondamentaux. Ainsi, la révolte de la jeunesse des banlieues se trouve assimilée par les médias bourgeois à une simple « résurgence de l'antisémitisme ».<sup>29</sup>

Nous devons souligner que le repli communautaire, le terrorisme et l'excitation entre communautés religieuses (chrétiennes, juives et musulmanes) — qui s'exprime par exemple par le saccage de cimetières juifs (faits qui sont copieusement relayés par la presse bourgeoise) — mènent le mouvement contestataire dans une impasse et le conduisent inévitablement à son échec, car donnant des armes à la réaction. Le grand conflit de l'époque bourgeoise n'est pas une « guerre de religions », « de races » ou même « de civilisations », c'est avant tout une *guerre de classes*, indépendamment des *formes* que peut revêtir cette guerre !

Ce n'est ni par la guerre entre communautés religieuses ni par la guerre entre immigrés et non-immigrés que l'on peut faire la guerre aux exploités : faire la guerre aux exploités nécessite de surmonter ces clivages *issus* de la société bourgeoise et *reproduisant* ou *renforçant* cette société. Ces clivages religieux ou communautaires qui ne font que détourner les exploités les plus conscients et donc les plus radicaux du véritable combat qui est un combat *de classe* et non *de race* ou *de religion*, font en fait les affaires de la bourgeoisie.

De même que l'antisémitisme d'Hitler fut la chance des sionistes et évita à l'émigration juive en Palestine de faire faillite, de même, le terrorisme islamiste actuel (à la mode Ben Laden) est la chance de l'impérialisme, ce qui lui fournit l'alibi idéal pour intervenir partout et perpétuer ses sales guerres coloniales.

Prendre *l'apparence* de ces formes pour la *réalité*, sans chercher à en pénétrer le contenu, c'est tomber dans le jeu de la bourgeoisie qui a intérêt à voir nier la réalité première de la lutte de classe menée par les travailleurs, celle du combat pour le renversement des exploités. C'est dans cette optique que Lénine soulignait déjà

« La nécessité de lutter contre le panislamisme et autres courants analogues, qui tentent de conjuguer le mouvement de libération contre l'impérialisme européen et américain avec le renforcement des positions des khans, des propriétaires fonciers, des mollahs, etc. »<sup>30</sup>

Cette lutte est rendue plus complexe et ardue par la méfiance légitime que les travailleurs des pays dépendants (ou les immigrés qui en sont originaires) ont vis-à-vis des pays impérialistes. Cette méfiance s'étend souvent aux *travailleurs* des pays impérialistes, ce qui se justifie quand cela concerne l'aristocratie ouvrière, mais qui constitue un véritable handicap pour le mouvement ouvrier s'il elle se transforme en un communautarisme « black » ou « beur » dans les banlieues ou en un racisme anti-blanc dans les pays dépendants.

« L'oppression séculaire des peuples coloniaux et faibles par les puissances impérialistes a laissé dans les masses laborieuses des pays opprimés non seulement de la haine, mais également de la méfiance à l'égard des nations oppressives en général, y compris à l'égard du prolétariat de ces nations. »<sup>31</sup>

Le prolétariat d'origine non immigrée des pays impérialistes doit donc faire preuve d'une grande prudence dans le traitement des problèmes liés aux discriminations et au racisme, sous peine d'entretenir les divisions communautaristes entre les travailleurs et donc de faire le jeu de la réaction bourgeoise dont c'est l'intérêt de voir entretenue cette fracture. Cette fracture est en effet pour les exploités le signe de la faiblesse du mouvement révolutionnaire et leur fournit la garantie d'une relative paix sociale.

Nous, jeunes marxistes-léninistes, rejetons comme réactionnaires les mesures prises par les gouvernements impérialistes, de droite comme de « gauche », en France ou ailleurs, pour limiter l'immigration et renforcer les mesures discriminatoires à l'encontre des travailleurs issus de l'immigration. Nous déclarons haut et fort que le « problème de l'immigration » se ramène en fait au problème du pillage des pays dépendants, et que la source véritable de ce problème ne pourra être tarie qu'avec la libération économique et sociale des pays dépendants et leur sortie du giron de l'impérialisme. Seuls les travailleurs conduisant la révolution anti-impérialiste sont capables de mener ce combat à bien et de le lier avec le combat pour le socialisme. Ceci réclame, comme Lénine le soulignait, la solidarité la plus complète des travailleurs vivant dans les pays impérialistes avec leurs frères des pays dépendants.

Nous, jeunes marxistes-léninistes, affirmons qu'il ne peut y avoir de lutte véritable contre le racisme et les discriminations en dehors de la lutte pour la libération économique et sociale de tous les travailleurs, donc en dehors de la lutte pour l'abolition de l'esclavage salarié et pour la révolution socialiste, qui *elle seule* permettra de saper la base économique qui engendre constamment le racisme. Pas de solution à ces problèmes en dehors de la révolution socialiste !<sup>32</sup>

Aujourd'hui, les jeunes chômeurs et travailleurs exploités qu'ils soient de « souche française », d'origine noire, maghrébine ou autre, ont tous un ennemi commun : *le patronat* qui est *l'unique source* de leur oppression économique, sociale et politique, ce même patronat qui cherche à les monter les uns contre les autres dans

le seul but de leur cacher à tous le fait qu'il est *le seul et l'unique responsable* de leur précarité et de leurs souffrances.

Dans ce combat contre les causes objectives du racisme et pour le socialisme, les jeunes et futurs prolétaires d'origine immigrée auront nécessairement à jouer un *rôle d'avant-garde*, eux qui constituent les couches populaires les plus opprimées par le capitalisme.

Quand nous disons *d'avant-garde*, cela ne signifie évidemment pas que la jeunesse prolétarienne des banlieues doit mener ce combat *en marge* du mouvement plus général pour le socialisme, englobant *tous* les exploités. Mener ce combat en marge ne pourrait conduire qu'à l'isolement de cette jeunesse par rapport aux autres exploités, qu'à son éloignement vis-à-vis des autres travailleurs et donc à la division du mouvement prolétarien (c'est la cause majeure de l'échec du mouvement des *Black Panthers* aux USA). Un parti prolétarien distinct des immigrés conduirait inévitablement à renforcer la méfiance entre les travailleurs provenant de l'immigration et les autres, ce qui ferait inévitablement le jeu de la bourgeoisie et renforcerait les tendances fascistes.<sup>33</sup>

*D'avant-garde*, car moins portés à souscrire à la démagogie des discours bourgeois-républicains et à souscrire à ses « prêches » « démocratiques » et « droit-de-l'homme » abstraits, puisque subissant au jour le jour discriminations, vexations et violences policières, puisque *vivant* le fossé qui sépare les *discours universalistes* de la *réalité discriminatoire*.

*D'avant-garde*, car plus radicale dans ses revendications et moins encline aux marchandages avec les exploités, puisque revendiquant la complète égalité *de fait* et non simplement *de jure* avec les autres travailleurs d'origine non-immigrée, égalité *nécessitant* l'abolition de l'esclavage salarié à l'origine les maux de la société bourgeoise qui excitent la haine entre communautés.

Et enfin *d'avant-garde*, car capables d'assurer la liaison la plus complète entre le prolétariat des pays impérialistes et le prolétariat des pays dépendants, capable donc de barrer la route à l'influence des tendances révisionnistes (sociales-chauvines et réformistes) de conciliation avec la bourgeoisie impérialiste au sein du mouvement ouvrier des pays impérialistes.

Vincent Gouysse, juin 2006.

## NOTES :

<sup>1</sup> Le *Front National* est l'héritier direct de groupes d'extrême droite. Il rassemble au moment de sa création d'anciens pétainistes, des membres de l'ultra-colonialiste *Organisation Armée Secrète* (OAS), des catholiques intégristes ainsi que des poujadistes. Ces derniers étaient les membres de *L'Union de défense des commerçants et artisans* (UDCA), créée en 1953 par Pierre Poujade et au sein de laquelle avait milité Jean-Marie Le Pen dès 1956. L'UDCA était xénophobe et ouvertement pro-colonialiste. Poujade comme Le Pen militèrent d'ailleurs également au sein de *L'union pour le salut de l'Algérie française*.

<sup>2</sup> Karl Marx, *L'idéologie allemande*, 1845.

<sup>3</sup> Voir la page [http://www.marxisme.fr/introduction\\_au\\_marxisme.htm](http://www.marxisme.fr/introduction_au_marxisme.htm)

<sup>4</sup> Karl Marx, *Discours sur le libre-échange* (1848), Ed. numérique, p. 7.

<sup>5</sup> Il a fallu des décennies aux pays impérialistes pour édifier une puissante industrie de production des moyens de production, il n'a fallu qu'un quinquennat à l'URSS pour édifier la sienne !

<sup>6</sup> Voir Staline : *Sokolnikov et la « Dawisation » de notre pays*, Discours de clôture au XIV<sup>ème</sup> Congrès du P.C.(b) de l'U.R.S.S., dans *Les questions du léninisme*, Tome I, Ed. numérique, pp. 188-189.

<sup>7</sup> En France, le taux d'endettement des ménages est passé de 49 % à 62 % du revenu individuel moyen entre 1995 et 2005. En France en 2003, 5000 dossiers de surendettement étaient déposés mensuellement devant les commissions de surendettement. D'après l'UNAF, le surendettement de ces foyers est le plus souvent consécutif à un « accident de la vie » : perte d'emploi, divorce ou séparation, maladie. D'après le Bulletin de la Banque de France (n°144 de décembre 2005), le taux d'endettement des ménages de la zone Euro est passé de 65 % à 80 % du revenu individuel moyen entre 1995 et 2005. Aux USA, le taux d'endettement des ménages est passé de 26 % à 40 % du revenu individuel moyen entre 1985 et 2002.

<sup>8</sup> Karl Marx, *A propos du système national de l'économie politique de Friedrich List (1845)*, Ed. numérique, pp. 8-9.

<sup>9</sup> Kofi Annan (Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies), *Immigration : pour une stratégie européenne*, 29/01/2004.

<sup>10</sup> Joseph Staline, *Le marxisme et la question nationale et coloniale*, Ed. numérique, p. 130.

<sup>11</sup> En 1990 le « socialiste » Michel Rocard, alors premier ministre, déclarait que « la France ne peut accueillir toute la misère du monde, mais il faut qu'elle y prenne sa part ».

<sup>12</sup> Lénine, *La question nationale et coloniale*, Ed. numérique, p. 6.

<sup>13</sup> Dans cette esprit, voir par exemple : *La voie du socialisme* (journal), Ed.n numérique : n°2 (1984) — *Tchad : les fidélités coloniales du gouvernement PC-PS*. (pp. 36-38) ; n°3 (1984) — *Les immigrés face au capitalisme*. (pp. 42-44) ; n°4 (1984) — *Le PCF contre l'indépendance algérienne*. (pp. 57-60) — *Le PCF vote les pouvoirs spéciaux*. (pp. 61-64) — *Le mouvement patriotique en Guadeloupe*. (pp. 65-67) ; n°5 (1984) — *Immigrés : non aux discriminations*. (pp. 85-86) — *Nouvelle-Calédonie : le plan colonial de Mitterrand*. (pp. 89-91) ; n°9 (1985) — *Droit de vote pour les immigrés* (pp. 127-128) ; n°12 (1986) : *Afrique : le domaine réservé* (pp. 149-151) • *La voie du socialisme* (revue), Edition numérique : n°2 (1987) — *Non aux lois xénophobes* (pp. 47-49) ; n°3 (1988) — *Kanaky : une guerre qui ne veut pas dire son nom* (pp. 96-101).

<sup>14</sup> Staline, *La crise continue du capitalisme mondial et la situation extérieure de l'Union soviétique*, Rapport sur l'activité du C.C. présenté au XVII<sup>ème</sup> Congrès du P.C.(b) de l'U.R.S.S. (26 janvier 1934), dans *Les questions du léninisme*, Tome III, Ed. numérique, p. 125.

<sup>15</sup> Dimitrov, *Œuvres choisies*, Ed. numérique, p. 30.

<sup>16</sup> *Ibidem*.

<sup>17</sup> Henri Barbusse, *Staline : Un monde nouveau vu à travers un homme*, Ed. numérique, p. 93.

<sup>18</sup> Dimitrov, *Œuvres choisies*, Ed. numérique, p. 28.

<sup>19</sup> *Ibidem*.

<sup>20</sup> Henri Barbusse, *Staline : Un monde nouveau vu à travers un homme*, Ed. numérique, p. 94.

<sup>21</sup> Sur l'analyse plus détaillée du fascisme et les axes de la lutte à mener contre celui-ci, voir le Rapport présenté par Dimitrov au 7<sup>ème</sup> congrès de l'Internationale communiste, et notamment la partie consacrée à *L'Offensive du fascisme et les tâches de l'Internationale communiste dans la lutte pour l'unité de la classe ouvrière contre le fascisme*. (Georges Dimitrov, *Œuvres choisies*, Ed. numérique, pp. 28-68.)

<sup>22</sup> Lénine, *De l'attitude du parti ouvrier à l'égard de la religion* dans *Textes sur la religion*, Ed. numérique, p. 6.

<sup>23</sup> Cf. Article sur le racisme de *Microsoft Encarta 2004*.

<sup>24</sup> Joseph Staline, *Le marxisme et la question nationale et coloniale*, Ed. numérique, p. 136.

<sup>25</sup> FR3, 18/05/2006.

<sup>26</sup> Staline, *Sur l'antisémitisme*, Réponse à une question de l'Agence télégraphique juive d'Amérique, le 12 janvier 1931.

<sup>27</sup> Il s'agit de Fabienne Brutus dans son livre *Chômage, des secrets bien gardés (La vérité sur l'ANPE)*, publié en avril 2006. Pour « baisser » le chiffre officiel des demandeurs d'emploi et circonvenir aux instrumentalisation électoralistes des politiciens bourgeois, l'ANPE fait migrer les chômeurs inscrits de la catégorie 1 vers l'une des autres catégories de demandeurs d'emploi non prises en comptes dans la statistique officielle du chômage ! D'après les chiffres globaux de l'ANPE, il y avait en moyenne 3,9 millions de chômeurs inscrits en 2005 dans les catégories 1 à 3 et 6 à 7, chiffre auquel il faut ajouter environ 1 million de chômeurs non inscrits ayant renoncé à trouver du travail. Pour la France, il faut donc compter non pas 2,5 millions de chômeurs, mais 5 millions de demandeurs d'emploi réels ! Si les politiciens bourgeois peuvent se targuer d'observer (ponctuellement) des « baisses du chômage » c'est donc uniquement grâce au *trafic* des statistiques ! « L'emploi est aussi rare que le travail est abondant », dit Fabienne Brutus dans ce livre où elle dénonce également les « bilans de compétence hors sujet », les « ateliers bidons », les « formations inappropriées », le « flicage » des chômeurs, les « radiations abusives », et l'agent ANPE devenu un « robot » ou un « tortionnaire qui s'ignore ». Les limites de ce livre proviennent du réformisme de l'auteur, désireux non pas de changer de fond en comble le système,

mais de voir l'Etat (« providence ») donner « enfin » à l'ANPE les moyens de « bien faire son travail ». Son idéal, ce n'est pas donc pas l'abolition du salariat, mais « des CDI pour tous », comme le scandait ces derniers mois le PCF dans les manifestations anti-CPE à Evreux : « NON au CPE, OUI au CDI ! » Ce trafic des statistiques est loin d'être nouveau : Henri Barbusse en parlait déjà de manière très explicite en 1935. (Henri Barbusse, *Staline : Un monde nouveau vu à travers un homme*, Ed. numérique, p. 77.)

<sup>28</sup> Lénine, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, dans *Œuvres choisies*, Tome I, Ed. numérique, p. 387.

<sup>29</sup> Par rapport à la question de « l'antisémitisme » qui n'est en fait la plupart du temps non pas un racisme anti-juif mais seulement l'opposition à l'expansionnisme sioniste au Proche-Orient, les médias bourgeois sont très tatillons, du fait des pressions exercées par le lobbying sioniste (représenté en France par le CRIF et la LICRA et dont se font le relais BHL, Glucksmann, Adler, etc.). Dieuonné, qui n'a pourtant rien d'un « dangereux révolutionnaire », a ainsi les frais d'un véritable lynchage médiatique. Son crime est d'avoir osé défendre le droit des palestiniens contre l'occupation israélienne non pas par anti-impérialisme affirmé mais simplement « par humanisme » et par « souci du respect du droit international » : il n'y a qu'à « faire entendre la voix de la raison dans les rapports Nord-Sud et sur l'occupation militaire illégale des territoires palestiniens et irakiens ». (Dieuonné, *Entretiens à cœur ouvert*, EPO, 2004, p. 94.). Nous avons bien peur que l'impérialisme ne reste sourd vis-à-vis de cette mystérieuse « voix de la raison » ! La limite de ce type de contestation est évidemment son aspect sentimental et droit-de-l'homme qui la circonscrit dans les limites étroites du démocratisme bourgeois. C'est ce qui a par exemple poussé l'humoriste à se désolidariser du combat de *Tribu Ka*.

<sup>30</sup> Lénine, *La question nationale et coloniale*, Ed. numérique, p. 13.

<sup>31</sup> *Ibidem*.

<sup>32</sup> L'URSS des années 1930 fut le premier Etat à avoir supprimé les racines économiques et sociales du racisme. La propriété socialiste des moyens de production et l'essor rapide et constant de son économie permettaient à l'URSS de combattre victorieusement le racisme ainsi que l'oppression nationale et la méfiance entre la multitude des nationalités qui la composaient. Sur ce combat contre le racisme, voir par exemple notre présentation du film soviétique « *Le cirque* » disponible sur la page [http://www.marxisme.fr/realisme\\_socialiste.htm](http://www.marxisme.fr/realisme_socialiste.htm)

<sup>33</sup> Staline remarquait ainsi, tirant les enseignements de l'expérience malheureuse de la social-démocratie autrichienne dont le Parti ouvrier et les syndicats avaient fini par éclater en plusieurs entités communautaires distinctes et opposées, que « l'agitation séparatiste affaiblit chez les ouvriers le sentiment de la solidarité, en les poussant souvent dans la voie des briseurs de grèves. » (Joseph Staline, *Le marxisme et la question nationale et coloniale*, Ed. numérique, p. 31.)

